



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24^e Législature — 1^{re} session

Vol. 2 - Séances du 20 janvier au 26 février 1953

1952-1953

Texte établi par Éric Vaillancourt et Donald Chouinard

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

24e Législature – 1re session

Vol. 2 - Séances du 20 janvier au 26 février 1953

1952-1953

Séance du mardi 20 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 144 concernant la ville de Baie-Comeau.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 119 constituant en corporation la ville de Murdochville ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Ville de Baie-Comeau

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 concernant la ville de Baie-Comeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des
élections contestées¹**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31

modifiant la loi des élections contestées de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi est très simple et très clair, dit-il. Il s'agit de transférer à la Cour de magistrat la juridiction exercée jusqu'ici par la Cour supérieure, en vertu de la loi des élections contestées de Québec. Comme on le sait, la Cour supérieure est congestionnée. Le projet de loi aura l'avantage de la décongestionner d'autant et d'affirmer les droits de la province de Québec.

M. Cournoyer (Richelieu) s'objecte à l'adoption de cette loi au nom du Parti libéral. Il est évident que la Législature a juridiction dans ce domaine. La province de Québec a toujours confié ses causes d'élections contestées à la Cour supérieure et la loi que l'on veut amender aujourd'hui est sensiblement la même que celle qui fut votée dans ce temps-là et qui a toujours donné satisfaction. Les Parlements ont décidé, par une loi passée en 1872 puis amendée en 1875, que cette loi serait sous la juridiction de la Cour supérieure. Il n'y a pas eu de changement depuis 1875. Pourquoi le changement actuel? Pourquoi ne serions-nous pas satisfaits de la Cour supérieure? Le bill 31 est une atteinte au droit des électeurs d'avoir des élections honnêtes. Les électeurs de la province de Québec ont droit à des élections honnêtes et, par conséquent, ils ont aussi le droit d'obtenir une contestation honnête devant les tribunaux.

Il n'y a aucune raison apparente justifiant le changement proposé par le gouvernement. Aujourd'hui, sans raison apparente, le gouvernement veut chambarder cela. Il faut respecter le droit des électeurs à des élections honnêtes, et dans ce compartiment des élections honnêtes entre aussi la contestation des élections. Quelles sont donc les raisons impérieuses qui suscitent ce changement de juridiction?

Je ne veux pas manquer de respect pour les magistrats. Il n'est pas question, dans ce débat, de mettre en doute la compétence des magistrats. Mais il faut tenir compte de la nature humaine, et celle-ci a parfois des faiblesses. Saint Paul se plaignait de faire le mal qu'il détestait, que le juste pêche sept fois le jour et que Judas est allé jusqu'à vendre son maître pour 30 deniers.

Quand on songe que les magistrats sont nommés par le gouvernement, que ce dernier fixe leurs salaires et qu'il lui appartient de les augmenter, que le lieutenant-gouverneur en conseil peut les faire

siéger n'importe où sur des tribunaux d'arbitrage, qu'il fixe leur pension ou celle de leurs veuves, il apparaît qu'il est difficile pour eux d'être les arbitres impartiaux dans un procès politique comme le sont les contestations d'élections. On a le droit de penser que c'est injuste d'en faire des arbitres de litiges politiques.

Pourquoi enlever à la Cour supérieure sa juridiction en matière d'élections contestées, si l'on ne peut démontrer que des abus se sont produits? Il n'y a pas eu d'abus dans le passé et le mal, à mon avis, réside plutôt dans la loi elle-même que dans ceux qui l'interprètent. D'ailleurs, je ne crois pas que cette loi soit demandée par le public, par le Barreau ou par qui que ce soit. Avant de présenter une telle loi, comme on aurait dû le faire dans une question de cette importance, on aurait dû demander l'avis des organisations légales de la province.

Cette loi n'est pas justifiée par les conditions actuelles et elle est arbitraire, étant donné qu'elle essaie de renverser les traditions de tout un siècle. C'est abusif de chambarder une loi qui existe depuis tant d'années. Il n'y a aucune raison valable pour un changement si radical. Le gouvernement pose présentement un acte arbitraire et abusif.

La loi est en quelque sorte une injure faite aux juges de la Cour supérieure. Le gouvernement nomme déjà le président d'élection. Il nomme les officiers d'élection. Par la présente loi, il veut nommer les magistrats. Il en viendra sûrement d'autres pour nommer les énumérateurs, puis les scrutateurs.

Et je me demande si, bientôt, il ne passera pas une loi pour nommer les candidats dans les élections provinciales. À mon avis, ce projet de loi fait partie d'une stratégie savante pour régler probablement le cas prochain d'une certaine élection partielle à venir².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit d'imputer des motifs condamnables au gouvernement. Je demande qu'il retire ses paroles!

M. Cournoyer (Richelieu): J'ai fini.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'aurait jamais dû commencer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député de Richelieu n'a pas imputé de motifs, mais a simplement exposé les conclusions manifestes à tirer de cette loi. Les conclusions qu'il en tire s'imposent.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il n'y a pas de point d'ordre. Le député a raison. Il n'a pas prêté d'intention au gouvernement, mais, un jour ou l'autre, nous aurons une élection partielle et il est convenable que...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un point d'ordre que ce député discute...

M. l'Orateur: Le député prête effectivement au gouvernement des intentions, puisqu'il parle de stratagème. Le député a laissé entendre que cette loi est un stratagème pour s'assurer d'une élection. À Ottawa, récemment, le député Bruce a déclaré que la loi des allocations familiales constitue un pot-de-vin. L'Orateur lui a demandé de retirer ses paroles et le député a refusé. Il a été expulsé de la Chambre. Je demande au député de retirer ce qu'il a dit. Il est clair qu'il est défendu de dire qu'il s'agit d'une stratégie savante pour s'assurer une élection.

M. Cournoyer (Richelieu): Je retire mes paroles, mais j'espérais que le premier ministre me pardonnerait mon infidélité passagère aux règlements de cette Chambre. Un jour ou l'autre, les armes que le gouvernement se forge actuellement se retourneront contre lui.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette législation se résume à transférer à la Cour de magistrat la juridiction en matière de contestation d'élections provinciales, qui relevait jusqu'ici de la Cour supérieure. Cette mesure est conforme à l'attitude bien connue de l'Union nationale de faire administrer les lois provinciales par des tribunaux provinciaux. Les droits ne peuvent exister si on ne les exerce pas. C'est une attitude raisonnable, et le geste que pose aujourd'hui le gouvernement est la conséquence logique de cette attitude. C'est un geste de plus pour affirmer les droits de la province.

J'en entendu attentivement le discours du député de Richelieu (M. Cournoyer) et je n'y ai pas trouvé un seul argument qui justifie son attitude. Je cherche en vain dans le discours du député de Richelieu un argument sérieux contre le projet de loi. Il commence par déclarer qu'il a confiance dans les juges de la Cour de magistrat. Le député de Richelieu, tout en exprimant son respect pour les magistrats, s'est ingénié néanmoins à détruire leur prestige, à diminuer la confiance du public envers ces juges. Il (M. Cournoyer) dit: "Nous devons laisser cette juridiction à la Cour supérieure parce qu'elle est loin de l'ambiance gouvernementale provinciale".

Il prétend qu'il est dangereux de transférer aux magistrats la juridiction en matière d'élections contestées, parce que les magistrats sont nommés par le gouvernement de la province et que leurs traitements et leurs pensions, comme celles de leurs veuves, sont fixés par Québec. Il parle de faiblesse de la nature humaine. On devrait laisser l'administration de ces lois aux juges nommés par le fédéral et qui reçoivent leur salaire du fédéral. Les juges de la Cour supérieure reçoivent un salaire et une pension qui sont établis par Ottawa. Il serait mieux alors, selon le député, que l'influence vienne d'Ottawa plutôt que de Québec, en certaines circonstances.

Si c'est ce que désire le député de Richelieu, alors laissons-le déménager là-bas. Le député a de la difficulté à oublier qu'il a déménagé³. Il a également prétendu que l'administration de la justice doit rester libre comme le vote doit rester libre. Dans la bouche du député de Richelieu, cela ne manque pas de saveur, après certains événements.

Cette loi est une affirmation des droits et des prérogatives de la province de Québec. Des raisons administratives justifient également cette mesure. Les journaux nous ont appris les représentations faites par les juges de la Cour supérieure, à l'effet qu'ils ont un surcroît de travail, que les rôles sont surchargés et que les causes sont en retard. Nous voulons décongestionner les rôles de la Cour supérieure en attribuant aux cours de magistrat le travail qui leur appartient. C'est aussi une affirmation des droits de la province et la conséquence de l'attitude traditionnelle de l'Union nationale.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le droit de statuer en matière de contestations d'élections appartient d'abord à l'Assemblée législative. Au moment de la Confédération, un comité de ladite Assemblée s'occupait de la chose. Les contestations furent référées aux tribunaux par une loi de 1872 amendée en 1885⁴. Depuis, les contestations d'élections sont toujours demeurées l'apanage de la Cour supérieure. Aucun gouvernement n'a songé à lui enlever ce privilège. Le gouvernement de l'Union nationale fut au pouvoir de 1936 à 1939, puis de 1944 à aujourd'hui; bien que la Cour de magistrat existât, il n'a pas davantage songé à lui confier les contestations d'élections.

Les contestations d'élections ont toujours été considérées comme des matières extrêmement importantes. Or, le tribunal qui doit normalement juger des matières importantes, c'est la Cour supérieure. Ce tribunal jouit dans le public d'un

prestige supérieur à celui de la Cour de magistrat dont les causes sont limitées par la valeur du montant en litige: \$200 maximum pour la Cour du magistrat, illimité dans le cas de la Cour supérieure. Dans l'esprit de la population, c'est la Cour supérieure qui entend les causes importantes et la Cour de magistrat, les causes de peu d'importance.

L'argument concernant l'encombrement des causes en Cour supérieure ne vaut pas parce qu'il n'y a pas eu de contestation d'élection dans la province, ni après les élections de 1944, ni après celles de 1948, ni après celles de 1952. Le bill no 31 fait partie d'un plan d'ensemble. La vérité, c'est que le gouvernement s'ingénie à diminuer la juridiction de la Cour supérieure et de la Cour d'appel, deux tribunaux provinciaux, mais dont les juges sont nommés par Ottawa. La présente loi n'est pas une manifestation d'autonomie, mais la manifestation autocratique de l'autonomie provinciale.

Cette loi n'est pas une manifestation d'une autonomie bien comprise. L'autonomie ne consiste pas à s'élever contre des organismes fédéraux légitimement constitués. On devrait plutôt chercher à s'entendre avec le pouvoir central pour déterminer la juridiction respective de chacun dans le respect du bien commun, car le bien commun est ce qu'il y a de plus important. Si le gouvernement veut réellement enlever du travail à la Cour supérieure, il n'a qu'à créer de nouveaux postes pour cette Cour, postes que le gouvernement fédéral s'empresserait de remplir.

Il y a quelques années, le gouvernement instituait une Cour de révision provinciale; cette cour serait anticonstitutionnelle. Aucun juge n'a encore été nommé. À la dernière session, le député a demandé au premier ministre quand seraient nommés les juges de cette cour. Il a répondu avant les élections; les élections sont passées et personne n'a été nommé.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il est évident que le gouvernement actuel, sous prétexte d'autonomie provinciale, veut chambarder une loi qui n'était pas parfaite, mais qui tout de même pouvait garantir des jugements de tout repos. On prétend aussi vouloir enlever de l'ouvrage à la Cour supérieure pour donner ça à la Cour de magistrat qui aurait plus de loisirs pour entendre de telles causes que la Cour supérieure; soyons sérieux. On veut gonfler le pouvoir d'une cour au détriment d'une autre. Personne n'a eu à se plaindre de la Cour supérieure, en ce qui a trait aux contestations d'élections, et il n'y a pas de raison apparente pour apporter ce changement.

On veut tenter de saboter toute la juridiction de la Cour supérieure au profit de la Cour de magistrat, sans même consulter le Barreau. Le gouvernement agit ainsi en vue des prochaines élections complémentaires. Ça fait rire le premier ministre lorsqu'il est question de faire éclater le pouvoir d'une cour provinciale en vue des prochaines élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève alors un point d'ordre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) retire ses paroles. Les juges de la Cour supérieure sont, dit-il, de bons juges, mais avec le gouvernement actuel, c'est être antiautonome que de ne pas être de la Cour de magistrat. On n'est pas antiautonome quand bien même on ne fait pas partie de la Cour de magistrat!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il est difficile pour moi d'arriver avec des idées nouvelles, à la suite des nombreux discours qui ont déjà été prononcés sur la question. Mais j'ai le devoir de faire entendre le point de vue officiel de l'opposition et j'essaierai de le faire en étant aussi bref que possible.

Premièrement, la question des contestations d'élections en est une importante et non secondaire; or la Cour de magistrat doit s'occuper des causes d'ordre secondaire. D'ailleurs, la juridiction de la Cour de magistrat se limite aux causes de \$200 et les contestations d'élections ont une importance qui dépasse sa juridiction. Sans discréditer les magistrats, il est juste de dire qu'avec une telle base, ils n'ont pas juridiction pour décider d'une affaire de l'importance d'une contestation d'élection.

Nous constatons, en lisant la loi des élections contestées, que celle-ci a plusieurs objets, dont quelques-uns très graves; ainsi, l'article 393 de la loi électorale dit qu'une personne peut être, dans les 10 ans qui suivent sa condamnation, empêchée de siéger en Chambre ou même d'occuper une fonction rémunérée par le gouvernement. On devine quelles peuvent être, dans certains cas, les conséquences pour une personne, un comté et même un parti. Ce seul fait devrait suffire à justifier le maintien de l'état de choses actuel.

Le système idéal en matière de contestation d'élection serait un tribunal composé de juges indépendants du gouvernement et de l'opposition pour juger de ces litiges. C'est ce que la Législature a fait en choisissant la Cour supérieure. La loi actuelle

n'est pas d'hier, elle remonte à 1872. Et pourtant, durant cette période de 89 ans, aucun régime, conservateur ou libéral, bleu ou rouge, n'a songé à transporter la juridiction de cette importante question de la Cour supérieure à la Cour de magistrat. Et ça n'était pas parce que la Cour de magistrat n'existait pas. La Cour de magistrat, depuis sa création à date, n'a toujours été chargée que de l'étude de petites affaires et non pas de celles aussi importantes que les contestations d'élections.

Depuis 1872, cette juridiction est confiée à la Cour supérieure, le tribunal qui, dans l'esprit des gens, s'occupe des affaires les plus importantes. Si l'on étudie la question, on doit admettre qu'il faut, pour trancher de telles questions, des juges indépendants des deux partis en cause.

Il est d'ailleurs plus logique de confier ces causes à des juges qui n'ont été nommés ni par le gouvernement, ni par l'opposition. C'est ça que la Législature a voulu faire, en 1872, en référant ces causes à des juges nommés par un gouvernement autre que celui qui est en cause; ceci, sans vouloir me prononcer sur la compétence ou l'intégrité des magistrats.

J'hésite à discuter du second point, car je ne doute pas que le premier ministre dira que j'ai voulu porter atteinte à l'indépendance des juges. Mais il y a dans la province une impression assez répandue que les juges de la Cour de magistrat ne jouissent pas de la même indépendance politique envers le gouvernement que les juges de la Cour supérieure.

Je ne veux pas dire que tel est le cas, mais aussi longtemps que, dans l'opinion populaire, on sera d'avis que le procureur général, qui est en même temps premier ministre, intervient pour imposer ses vues aux tribunaux, dont les juges sont nommés par le gouvernement, une loi ne devrait pas être présentée pour transférer la juridiction des contestations d'élections aux magistrats.

Je ne sais pas dans quelle mesure c'est vrai, mais je constate qu'il y a une impression à cet effet. Et aussi longtemps que cette impression existera, le transfert de juridiction des élections contestées vers les Cours de magistrat sera inopportun.

Il faut aussi envisager les relations qui existent entre le gouvernement et les juges de la Cour de magistrat. C'est le Conseil exécutif qui nomme les magistrats et c'est lui qui prend l'initiative lorsqu'il s'agit des augmentations de traitement ou de leurs pensions ou celles de leurs veuves. Les juges de la Cour de magistrat sont humains. On en demande trop des magistrats lorsqu'ils doivent statuer sur des dossiers qui impliquent des partis politiques.

Déjà, au début de cette session, nous avons demandé que le gouvernement cesse de verser des honoraires supplémentaires à certains magistrats; le gouvernement veut continuer quand même cette pratique. Il serait inconcevable de s'attendre que les magistrats, qui dépendent ainsi du gouvernement, ne vont pas se soucier un peu de leur sort quand il s'agira de trancher une question d'élections. À part ça, le gouvernement peut aussi rendre très agréable ou désagréable la vie d'un juge de la Cour de magistrat, l'envoyer siéger et habiter ici ou ailleurs.

Il est manifeste que le gouvernement possède à l'endroit des magistrats des pouvoirs qui mettent en danger leur indépendance. On demande beaucoup à ces juges lorsqu'on leur demande de trancher des questions qui affectent les partis de façon vitale.

Le premier ministre dira que j'insulte les magistrats? Je me rappelle qu'en 1934 et 1935, alors qu'il était chef de l'opposition, alors qu'il n'était pas aussi scrupuleux qu'aujourd'hui envers les magistrats, il a tenu sur le compte de ces derniers des propos tels que si, M. l'Orateur, je les répétais aujourd'hui dans cette Chambre sans vous dire de qui ils sont, vous m'empêcheriez de parler.

Mais je ne citerai pas ces critiques du premier ministre, alors qu'il était chef de l'opposition, contre les magistrats du temps. Je ne discuterai pas non plus du bien-fondé de ses prétentions de l'époque, mais je dirai que si, en 1935, il pouvait être justifié de prononcer des paroles aussi sévères, il se peut fort bien qu'à une autre époque des paroles semblables puissent être prononcées avec beaucoup plus de justesse.

Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a donné tantôt comme raison en faveur de ce bill le décongestionnement des Cours supérieures et l'affirmation de l'autonomie provinciale. Je siége en cette Chambre depuis 10 ans et il n'y a pas eu, durant cette période, une seule cause en contestation d'élection provinciale⁵. Auparavant, il n'y a pas dû en avoir beaucoup. Si tel est le but de la loi, on voit quel dégonflement ça ferait. Ce ne peut être là la véritable raison du projet de loi.

Deuxièmement, que doit-on entendre par affaire provinciale? J'ai toujours pensé que les dispositions du Code civil étaient du ressort essentiellement provincial. Pourtant, est-ce que, dans le passé, on s'est inspiré de ça pour faire décider des affaires sérieuses par les Cours de magistrats au lieu des Cours supérieures? On voit que l'argument autour des affaires provinciales n'a pas beaucoup de poids. Je dirai même que j'envisage les Cours supérieures comme des tribunaux provinciaux, au même titre que les Cours de magistrats.

Il ne faut pas enlever un pilier de la Constitution. Ce n'est pas en passant une législation semblable que l'on exercera de façon véritable l'autonomie provinciale bien comprise; il faut respecter les droits des provinces dans la Constitution et non au-delà de la Constitution. La Cour supérieure est un tribunal provincial, organisé par les lois provinciales, et le transfert de juridiction qu'on veut faire n'a rien à voir avec l'autonomie provinciale bien comprise, autonomie que tout le monde recherche.

Qui a demandé ce bill? Quels sont les gens qui veulent voir décider les causes de contestations d'élections par les magistrats plutôt que par la Cour supérieure? Je ne vois qu'un seul corps. La seule organisation qui pouvait demander un tel changement, c'est l'organisation politique de l'Union nationale. À moins que ce ne soit l'esprit fertile du premier ministre. Je dois dire aussi qu'il y a une connexité évidente entre le bill que nous étudions actuellement et un autre bill au *Feuilleton* concernant les élections⁶.

Quand on constate ce qui se produit sous le gouvernement actuel, quand on voit de quelle façon l'Union nationale fait les élections, nous ne pouvons pas nous rendre compte que, par un amendement ici et un amendement là, on ne fait que consacrer des méthodes électorales que nous ne pouvons pas et n'allons pas condamner ni accepter.

Encore une fois, je n'attaque pas l'indépendance des magistrats ou leur compétence. Je dis qu'il faut tenir compte de la nature humaine. C'est avec une loi comme celle-là qu'on enlèvera énormément de sécurité dans l'étude et la décision des contestations d'élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce projet de loi consacre l'exercice d'un droit au sujet duquel personne ne peut contester, à savoir que cette matière soit de la juridiction provinciale. L'opposition tient donc une attitude regrettable et détestable, qui n'est pas un honneur pour un parti qui jadis fut grand. N'en déplaise à l'opposition, la Cour de magistrat est une cour dont les juges sont aussi compétents, aussi honnêtes et aussi instruits que la Cour supérieure.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Oui, tout le monde le sait!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Malheureusement, des députés de l'opposition, qui sont membres du Barreau, ont voulu rabaisser la

Cour de magistrat pour laisser entendre que les juges n'y sont pas intègres. C'est pénible d'entendre l'opposition déprécier nos magistrats.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Menteur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre est un menteur.

M. l'Orateur: Je demande au député de Jeanne-Mance de retirer immédiatement ses paroles non parlementaires.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Et par-dessus tout, grossières...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Oui, pour l'Union nationale.

M. l'Orateur: Je demande au député de retirer ses paroles.

(Le député de Montréal-Jeanne-Mance fait mine de ne pas entendre. Le chef de l'opposition (M. Marler) se tourne vers lui.)

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre n'a pas le droit de nous prêter des paroles que nous n'avons pas prononcées⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nommez-le donc!

M. l'Orateur: Pour la dernière fois, je demande au député de retirer ses paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je les retire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis qu'il est pénible de voir des membres du Barreau déprécier une des cours les plus importantes de la province de Québec, simplement parce qu'elle tombe sous la juridiction de la Législature provinciale. On s'ingénie à dire que c'est une petite cour, un tribunal de peu d'importance, un tribunal insignifiant. Les députés oppositionnistes, membres du Barreau, ont prononcé à ce sujet des paroles regrettables et déplacées. Ils ont manifesté un mauvais esprit et une grande ignorance de la loi en

prétendant que la juridiction de la cour est limitée aux causes de \$200 et moins.

Il n'y a pas de cour qui possède une juridiction plus étendue que la Cour de magistrat. Elle peut entendre des causes où des millions sont en jeu. Il n'y a pas de limite à sa juridiction lorsqu'il s'agit par exemple de taxes municipales ou scolaires, de règlements municipaux. C'est une cour provinciale, dont il faut sauvegarder le prestige. Moi je la respecte.

Je suis d'autant plus à l'aise pour le dire qu'il y a parmi ces juges des adversaires politiques d'autrefois pour qui j'ai le plus grand respect et que je n'ai jamais cherché à déprécier. Je n'ai jamais songé à mettre leur impartialité en cause. L'administration de la justice doit être d'accès facile. Grâce à l'Union nationale, nous avons décentralisé l'exercice de la justice. Nous avons établi une décentralisation judiciaire qui permet aux justiciables de tous les coins de la province de s'adresser à la Cour de magistrat, de se faire entendre plus rapidement.

La Cour de magistrat est un tribunal dont il faut protéger le prestige. C'est la cour la plus près du peuple, et nous affirmons aujourd'hui que cette cour de juridiction provinciale doit avoir juridiction dans un domaine de juridiction exclusivement provinciale.

Je trouve pathétique d'entendre un homme sérieux comme le député de Richelieu (M. Courmoyer) dire, et tout de suite les autres députés de son groupe ont fait écho à ses paroles, que les magistrats sont nommés par Québec, que les traitements sont fixés par Québec, que les pensions des veuves sont payées par Québec et qu'à cause de cela, il n'est pas raisonnable de leur confier pareille juridiction, car cela peut affecter leur indépendance; et qu'on devrait leur enlever juridiction dans une matière provinciale⁸. Quelle mentalité et quelle manifestation de partisanerie politique! Sa voix a eu des échos dans l'opposition, car dans les régions creuses il y a généralement de l'écho.

Mais les juges d'Ottawa, de la Cour supérieure, ne sont-ils pas nommés, payés et pensionnés par Ottawa? Est-ce que leurs veuves ne sont pas entretenues par Ottawa?

(Éclat de rire du premier ministre)

Le député de Richelieu doit le savoir, il y a été. Et cependant, les contestations d'élections fédérales s'en vont devant ces juges-là. Et nous ne les critiquons pas. L'opposition veut-elle mettre en cause les juges de la Cour suprême? Si je pouvais plus loin l'argument du député de Richelieu, je pourrais bien dire aussi que les juges de la Cour suprême, qui peuvent décider sans appel de la vie ou

de la mort des provinces, sont nommés par Ottawa, leurs salaires et leurs pensions sont fixés par Ottawa. Je ne le dirai pas.

Je ne critique pas la Cour suprême ni ses décisions. Mais la population comprendra l'illogisme de l'opposition. Tant il est vrai de dire que plus on crache en l'air, plus ça nous retombe sur le nez. En partant du raisonnement entendu dans l'opposition, serait-il raisonnable de donner juridiction aux juges nommés par Ottawa dans les contestations d'élections fédérales?

Les députés oppositionnistes prétendent qu'il n'y a pas eu de contestation depuis 11 ans; pourquoi s'objecter, pourquoi faire tant de bruit et pourquoi déprécier la Cour de magistrat? S'il n'y a pas de contestations, nous ne donnons rien du tout à la Cour de magistrat. Il n'y a donc pas de danger. On ne transporte rien. Leur attitude fait preuve d'une grande imprévoyance. Si nos adversaires, alors qu'ils étaient au pouvoir, avaient fait ce que nous faisons depuis quelques années, nous n'assisterions pas à la congestion des tribunaux. Par cette loi, à la suite de bien d'autres, nous voulons décongestionner les cours. Nous procédons graduellement.

Dans le district de Montréal seulement, il y a 9,000 causes par année qui allaient auparavant à la Cour supérieure et qui vont maintenant à la Cour de magistrat. Il est logique de continuer en donnant aux tribunaux provinciaux une juridiction provinciale. Nous avons reçu des félicitations et des remerciements des juges en chef pour avoir soulagé la Cour supérieure, qui était encombrée. Nous ne faisons que continuer cette politique.

De plus, notre mesure est une affirmation des droits de la province dans les questions qui sont de son ressort, un hommage rendu à la compétence et l'intégrité des juges de la Cour de magistrat. Elle affirme aussi que les affaires de Québec doivent être réglées à Québec, par Québec et pour Québec. Il y a d'ailleurs un droit d'appel devant la Cour du banc de la reine, dont les juges sont nommés par Ottawa, dont les traitements et les pensions sont fixés par Ottawa. C'est une garantie additionnelle. La province de Québec ne fait qu'affirmer une fois de plus ses droits inaliénables.

L'opposition veut critiquer et se déprécier? Cela me fait de la peine, car j'aurais voulu conserver au moins des reliques d'un parti qui fut grand. Libre à elle d'agir ainsi. Mais nous lui conseillons de faire attention, car nous voudrions en conserver au moins les reliques.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Monpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 31 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de contestations d'élections ont eu lieu en ces dernières années?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu de ces cas... et même plusieurs... Ainsi dans la Beauce, à Saint-Jean... En 1931, il y en avait eu 63. Au lieu de discuter sur les juges, ils les avaient assommés⁹.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) commence à parler du transfert de la juridiction de la Cour supérieure à la Cour de magistrat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), en vertu de l'article 342 du Règlement de l'Assemblée législative, refuse au chef de l'opposition ce droit. La discussion ne doit porter que sur la teneur de chaque article, dit-il. Le premier ministre accuse l'opposition d'avoir soutenu que la compétence d'un juge de la Cour de magistrat n'est pas la même que celle d'un juge de la Cour supérieure.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je trouve assez curieux de voir le premier ministre accuser l'opposition d'avoir traité la Cour de magistrat de basse-cour.

Il (M. Marler) lit un passage du *Petit catéchisme* (1936) de l'Union nationale: "Du haut du banc du magistrat de basse cour, nommé par le gouvernement provincial..."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'expression n'a pas le sens qu'on lui donne, car nous avons les hautes et les basses cours. Ce n'est pas moi qui ai écrit cela. C'est l'œuvre de publicistes de l'Union nationale. Je n'en suis pas plus responsable que le chef de l'opposition n'est responsable des élucubrations et des crises nerveuses d'énergumènes, de certains députés de la gauche.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) insiste pour connaître les règles de pratique qui seront faites¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il ne s'oppose pas à ce que les règles de pratique en vertu de la présente loi soient déposées sur la table du greffier de l'Assemblée législative, quand elles seront faites, soit à la présente session, soit à la session suivante.

Le présent bill, dit-il, n'a pour but qu'un transfert de juridiction. Il ne change rien à la procédure suivie dans les cas où les résultats des élections sont contestés. Mais c'est l'intention du gouvernement, à la prochaine session, de réviser toute la procédure pour la rendre plus expéditive. Les règles de pratique qu'on va modifier sont absolument désuètes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le règlement de certains cas de contestation traîne tellement qu'un député peut passer quatre ans au Parlement avant d'être renvoyé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes en train d'examiner ce problème.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi donner une juridiction plus étendue à une Cour de magistrat qu'à une autre? Ainsi, dans mon comté, il faudrait aller à Trois-Rivières ou à Québec pour présenter la requête, alors qu'on pourrait tout aussi bien le faire à La Tuque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Présenter la requête au chef-lieu du district judiciaire est une garantie. La protection contre les incendies

est mieux assurée au chef-lieu. Ce bill marque une grande amélioration sur ce qui se faisait. En effet, il prévoit que l'instruction d'une pétition en contestation d'élection se fera au chef-lieu du district où la requête a été présentée; mais si des circonstances spéciales rendent désirable que l'instruction ait lieu ailleurs qu'à cet endroit, le juge peut choisir, pour l'instruction, un autre lieu dans ce district judiciaire. C'est une grande amélioration sur l'ancienne loi qui déclarait que toute procédure se ferait au chef-lieu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) rappelle les principales objections qu'il a déjà faites au principe de la loi. Le premier ministre et le ministre de la Jeunesse et du Bien-être social (l'honorable M. Sauvé) n'ont apporté aucun argument convaincant, dit le chef de l'opposition. Il (M. Marler) ajoute qu'il n'est pas satisfait des arguments qu'on a apportés pour répondre à ses objections. L'argument de décongestionner le rôle de la Cour supérieure n'a pas beaucoup de valeur puisque, depuis 1931, il n'y a eu que deux contestations d'élections provinciales.

Quant à l'argument ministériel que cette loi est une affirmation des droits de la province, on affirme aussi bien ses droits en décidant de laisser une affaire sous une juridiction qu'en décidant de changer cette juridiction. Autrement, cela voudrait dire que l'affirmation des droits serait basée sur un changement perpétuel, ce qui n'a guère de sens.

Il (M. Marler) n'approuve pas non plus le fait d'enlever les contestations d'élections à un tribunal supérieur pour les confier à une cour inférieure. Je sais, dit-il, que depuis cinq ans on a donné à la Cour de magistrat une foule de juridictions, mais elles sont moins importantes, parce que c'est temporaire, comme lorsqu'il s'agit de se prononcer sur un règlement municipal ou un rôle d'évaluation. Ce sont des choses que l'on peut changer à volonté, mais ce n'est pas le cas des contestations d'élections, où c'est beaucoup plus grave.

Relativement au droit d'en appeler à la Cour d'appel, les juges de cette cour seront portés à laisser aux magistrats l'appréciation des faits. Selon moi, les magistrats n'ont pas la qualité d'indépendance nécessaire pour traiter des élections contestées. On doit accepter la thèse que la Cour supérieure est une cour provinciale qui exerce la plus haute juridiction. Je reste convaincu que cette loi aura des conséquences graves. Il serait infiniment préférable de ne pas faire le changement projeté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Par cette loi, le gouvernement entend surtout

réaffirmer un droit et aussi à décongestionner le rôle de la Cour supérieure. Le gouvernement exerce un droit et utilise un pouvoir, et on n'a, par conséquent, rien à lui reprocher. En vertu d'une loi fédérale, la Cour de magistrat peut faire condamner un homme au pénitencier à vie et il ne saurait être question d'en minimiser l'importance.

Quant aux magistrats eux-mêmes, ils valent n'importe quels juges de la Cour supérieure. Les magistrats sont aussi intelligents, aussi honnêtes et aussi compétents, homme à homme, que les juges de la Cour supérieure. Le savoir et la compétence ne cèdent en rien aux juges de la Cour supérieure. La loi tient compte des conditions dans lesquelles nous vivons.

Les articles 1 à 37 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 31 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Monpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Villes minières

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 organisant les villes minières soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il n'est pas opposé au principe d'aider les municipalités qui surgissent dans les régions des mines. Seulement, il trouve les pouvoirs que veut se faire donner le gouvernement par trop étendus. Il (M. Marler) résume brièvement les principales dispositions de la loi, entre autres celles qui déterminent le territoire, qui permettent l'annexion de territoires adjacents sans consulter les intéressés et la nomination du maire et des échevins pour une période de cinq ans par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il (M. Marler) aurait peut-être accepté d'accorder au gouvernement certains pouvoirs, mais nous ne pouvons, dit-il, accepter la loi telle que présentée.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est)¹¹: La province de Québec fait des progrès extraordinaires et des villes surgissent très rapidement dans les régions minières. Si nous voulons que la province de Québec continue à faire des progrès au point de vue minier, il faut donner aux centres des régions minières les moyens de se développer rapidement. Il appartient au gouvernement de veiller à la création et au développement de ces villes minières. La loi qui est devant la Chambre est progressive et nécessaire. Il n'est pas rare, à l'époque où nous vivons, de voir surgir en 18 mois ou deux ans des villes de 3,000 à 4,000 âmes.

Dans ces cas-là, la loi des villages miniers, à laquelle a fait allusion le chef de l'opposition, ne peut s'appliquer. L'administration d'une ville minière est particulièrement difficile à ses débuts. Le système électif ne peut rendre les services qu'il rend dans les villes qui ont un certain nombre d'années d'existence. Il importe, dit-il, que, dans les villes-champignons, les premiers pas soient sûrs, si l'on veut que les villes grandissent rapidement. Il faut accepter certaines dérogations au Code municipal et à la loi des cités et villes dans le cas de la création de villes minières où tout est à faire.

Les compagnies minières sont prêtes à avancer l'argent nécessaire, à faire leur large part, pour l'installation des services publics de villes

nouvelles, systèmes d'aqueduc, égouts, etc., mais elles tiennent à avoir des garanties, à savoir qui administrera ces mises de fonds considérables. Le bill no 38 résout ce problème d'une façon générale.

Si on avait recours à un système électif, on écarterait des personnalités compétentes. Jadis, on faisait adopter, comme dans le cas du premier maire de Malartic, des bills privés pour chaque cas. La loi actuelle veut prévoir le développement minier. Le bill actuel est un acte de prévoyance. La ville de Malartic, où je demeure, avait une population de 2,500 âmes en 1939. La compagnie minière de l'endroit a avancé l'argent nécessaire à l'organisation des services publics. La ville s'est développée rapidement et compte aujourd'hui 7,000 âmes.

Dans son ensemble, le bill à l'étude est une excellente mesure qui aidera grandement au développement des villes minières, particulièrement de la vaste région de l'Abitibi et de Rouyn.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il n'y a aucun doute que le projet de loi vise en particulier la ville de Barvue. Malgré le discours du ministre (l'honorable M. Miquelon), je ne crois pas qu'il soit besoin d'une loi spéciale pour arriver aux mêmes fins.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant 1936, il n'y avait pas de ministère des Mines. Le gouvernement de l'Union nationale en a créé un et il a nommé un ministre très compétent dans la personne du ministre des Finances actuel (l'honorable M. Gagnon). Les mines ont alors connu un développement considérable. La valeur de la production des mines en 1944 s'élevait à moins de \$100,000,000 par an et elle atteint maintenant \$255,000,000 par année.

Autrefois, on créait des villes fermées et l'on faisait de la spéculation injuste et inhumaine sur les terrains aux dépens des pauvres ouvriers désireux de

se construire. Des gens achetaient des terrains, les divisaient en lots à bâtir et les vendaient la peau et les os. Les pauvres ouvriers n'avaient pas assez d'argent pour se bâtir et, de plus, les constructions qui s'y faisaient étaient sans ordre. On ne s'occupait pas de l'urbanisme et de l'hygiène.

C'est pourquoi le gouvernement a fait voter d'abord une loi pour l'incorporation de villages miniers. La loi des villages miniers permet au gouvernement d'acheter et de vendre des terrains aux enchères. Le produit est versé dans un fonds municipal qui sert à organiser des services publics. Cette loi a fait du bien. Pourquoi ne pas l'étendre aux villes? Nous avons eu au comité un bill privé où une compagnie incorporait en ville un terrain appartenant à la province. Nous avons cru que ce n'était pas raisonnable. Nous avons alors décidé de présenter un bill qui prévoirait ces cas.

À cause du développement considérable de la province et de l'industrie minière en particulier, il est devenu nécessaire d'appliquer les mêmes principes à l'établissement de villes minières. Cette loi s'appliquera aux développements en cours en Gaspésie et en Abitibi. Ainsi, le bill de Murdochville a été retiré et le bill de Barvue sera également retiré. C'est cette loi des villes minières qui s'appliquera dans ces deux cas et dans les autres cas qui pourront survenir par la suite.

Jusqu'à présent, quand on établissait des villes fermées, ce sont les compagnies qui nommaient le maire et les échevins. Nous ne pensons pas qu'il est bon de permettre la création d'une ville de compagnie temporaire en transférant les propriétés de la couronne au moyen d'un projet de loi privé. Alors, nous l'avons transformé en projet de loi public et nous croyons que ces villes sont mieux gérées par le gouvernement. En vertu de la présente loi, c'est le gouvernement qui nommera le maire et quatre conseillers pour une durée de cinq ans, après quoi tout retombera sous la loi des cités et villes.

Ce n'est pas parfait, mais c'est une amélioration. Nous prévoyons que le territoire de 25 milles à la ronde pourra être incorporé. Nous procéderons par lettres patentes. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera le conseil municipal, mais en autant que possible en consultant la population de l'endroit. Il n'y a pas d'autre manière de procéder qui soit plus humaine.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'opposition est opposée aux villes fermées. Aussi, elle aurait certainement soulevé des objections au sujet des bills privés qui devaient venir devant le comité. Mais il y a une amélioration considérable dans le fait que les conseils municipaux seront

nommés par le gouvernement et non par les compagnies. Entre une ville fermée et une ville minière comme le veut le présent bill, je préfère infiniment la dernière formule. Au moins, le gouvernement est responsable au peuple. Il (M. Marler) fait différentes observations au sujet de certaines clauses en particulier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les développements qu'apporteront les opérations de Murdochville seront extraordinaires. On a découvert à date 80,000,000 de tonnes de minerai de cuivre. La Gaspésie, qui a tellement souffert dans le passé, est définitivement lancée vers le succès.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je le souhaite ardemment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La compagnie Noranda a dépensé \$30,000,000 pour lancer l'affaire. Il y aura d'autres développements considérables, par exemple l'entreprise de M. Pierre Beauchemin qui sera formidable.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Actuellement, la Barvue emploie 450 employés. Si ces gens trouvaient à se loger, cela représenterait une ville de 3,000 âmes. Ces employés sont obligés de demeurer chez eux, à Barraute, à Amos et ailleurs. Il est urgent que la ville puisse s'organiser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais la ville ne s'appellera pas Barvue. Ce n'est pas un nom, cela.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce nom fait trop songer aux bars.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre intention est de nommer des gens en Gaspésie. La compagnie, qui va investir de \$30,000,000 à \$40,000,000 pour la mise en valeur du sous-sol du canton Holland en Gaspésie, va vouloir des garanties de bonne administration de Murdochville. Nous veillerons autant que possible à ce que ce soient des gens de la place.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est), à propos de Barvue, dit qu'actuellement il y a déjà de 1,000 à 1,500 personnes. La mise en production est commencée depuis déjà un mois.

Les articles 1 à 10 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 38 organisant les villes minières.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Que si un fonds municipal provenant de la vente de terrains situés dans les limites d'une ville, constituée sous l'empire de la loi qui accompagne la présente résolution, est créé en vertu de la loi des mines de Québec, cette ville en bénéficie aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil lors de la création de ce fonds.

Pour contribuer à ce fonds et pour aider à l'organisation de la ville, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra louer, vendre ou donner les terres publiques qu'il juge à propos, situées dans les limites de la ville concernée.

Ce pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil pourra être exercé durant les deux années qui suivent la constitution de la ville.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 38 est agréée.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 38 organisant les villes minières.

Adopté.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 38 organisant les villes minières.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

"[[11. Si un fonds municipal provenant de la vente de terrains situés dans les limites d'une ville constituée sous l'empire de la présente loi est créé en vertu de la loi des mines de Québec, cette ville en bénéficie aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil lors de la création de ce fonds.

"Pour contribuer à ce fonds et pour aider à l'organisation de la ville, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra louer, vendre ou donner les terres publiques qu'il juge à propos, situées dans les limites de la ville concernée. Ce pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil pourra être exercé durant les deux années qui suivent la constitution de la ville.]]"

L'honorable M. Gagnon (Matane), à propos de l'article 11, souligne les avantages obtenus par la loi des villages miniers. À Chibougamau, la première vente aux enchères de lots a rapporté \$100,000, dit-il.

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 16 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Emprunts par émission d'obligation

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie de tous les arrêtés en conseil adoptés depuis le 13 décembre 1951 jusqu'au 11 décembre 1952, concernant des emprunts de la province par émission d'obligation, et de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province, relativement à tels emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts. (Document de session no 27)

Questions et réponses:

Commission des liqueurs, locaux et permis

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Combien la Commission des liqueurs de Québec avait-elle d'entrepôts en 1952?

2. Combien de magasins ladite Commission avait-elle en 1952?

3. Combien de permis pour la vente ou la livraison de bière la Commission a-t-elle émis au cours de l'année 1952 à des brasseurs ou représentants de brasseurs, ou à d'autres personnes?

4. Combien de permis pour la vente de liqueurs alcooliques la Commission a-t-elle émis au cours de l'année 1952:

a) à des personnes ayant des postes de commerce ou des établissements industriels et miniers dans le Nouveau-Québec ou dans d'autres territoires du nord de la province?

b) à des hôtels ou cafés, pour vente de liqueurs alcooliques pendant les repas?

c) à des hôtels, pour vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs?

d) à des hôtels reconnus nécessaires pour le tourisme et situés en dehors des cités et villes et de la région?

e) à bateaux à vapeur ou à des wagons-restaurants pour vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs?

f) à des clubs pour vente de liqueurs alcooliques à des membres du club?

g) à des auberges ou restaurants, pour vente de vins et bière à des voyageurs pendant les repas?

h) à des magasins d'épicerie pour la vente des bières?

i) à des tavernes pour la vente des bières au verre?

j) à des personnes ayant charge de banquets, pour la vente de vins et bières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. 5;

2. 125;

3. 171;

4. a) aucun; b) 109; c) 558; d) 23; e) 35;

f) 192; g) 101; h) 3174; i) 578;

j) pour 2,908 banquets ou repas.

Au cours de ladite période, 94 de ces permis ont été annulés, 8 pour hôtels, 5 pour tavernes, 24 pour auberges, 2 pour clubs, 2 pour cafés, 4 pour restaurants et 49 pour épiceries.

De ce nombre 6 permis ont été réinstallés: 2 pour hôtels, 2 pour auberges, 1 pour taverne et 1 pour épicerie.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

NOTES

1. "L'étude de cette législation a donné lieu à de vives passes d'armes entre les ministériels et les oppositionnistes", écrit-on dans *La Presse* du 21 janvier 1953, à la page 26.

2. Il est écrit dans *The Gazette* du 21 janvier 1953, à la page 2: "Il y a deux postes vacants à l'Assemblée et il est prévu que le gouvernement demande des

élections partielles cette année, probablement cet été." On ajoute ensuite: "Les sièges vacants sont ceux de Montréal-Outremont et de Matapédia." Les deux députés sont décédés avant le début de la session. Un hommage leur a été rendu lors de la première séance, soit celle du 12 novembre 1952.

3. Le député a quitté la Chambre des communes pour être élu député à l'Assemblée législative lors des élections générales de l'été 1952.

4. Visiblement, le député se trompe. L'amendement a été effectué en 1875.

5. Il est plutôt question de 11 ans dans *L'Action catholique* du 21 janvier 1953, à la page 15.

6. Le chef de l'opposition fait sans doute allusion ici au bill 34 qui modifie la loi électorale de Québec.

7. Le député de l'opposition prononce ces paroles de son siège, soit de la dernière rangée, rapporte-t-on dans le *Montréal-Matin* du 21 janvier 1953, à la page 2.

8. Le premier ministre aurait repris les propos du député de Richelieu "en imitant les intonations de sa voix", selon le *Montréal-Matin* du 21 janvier 1953, à la page 24.

9. Selon le journaliste de *L'Événement-Journal* du 21 janvier 1953, à la page 3, le premier ministre fait référence à la loi Dillon.

10. Le correspondant parlementaire du quotidien *Le Soleil* du 21 janvier 1953, à la page 10, précise qu'il est alors question de l'article 8 du bill.

11. C'est avec chiffres à l'appui que le député aurait fait son "premier discours en qualité de membre du cabinet provincial", mentionne-t-on dans *La Presse* du 21 janvier 1953, à la page 26. Élu député aux élections générales de 1952, il a été nommé ministre d'État ou ministre sans portefeuille.

Séance du mercredi 21 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 146 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 157 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 118 concernant la municipalisation de l'énergie électrique et hydraulique par la ville de Bromptonville ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Corporation des instituteurs
et institutrices catholiques**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de la ville de
Laval-Ouest**

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville d'Isle-Maligne, demandant l'adoption d'une loi permettant d'annexer certains territoires;
- de La Mutuelle des autobus et taxis ltée, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite société.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de M. le juge T. Adélar Fontaine et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation pour certaines fins les conseils locaux des Chevaliers de Colomb de la province de Québec.

Projets de loi:

Chevaliers de Colomb

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 213 concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec.

Adopté.

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 213 concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville d'Isle-Maligne

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 216 concernant la ville d'Isle-Maligne.

Adopté.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 216 concernant la ville d'Isle-Maligne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La Mutuelle des employés de la Cie autobus & taxis ltée

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 215 concernant La Mutuelle des employés de la Compagnie autobus & taxis limitée.

Adopté.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 215 concernant La Mutuelle des employés de la Compagnie autobus & taxis limitée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des mines

L'honorable M. French (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹ propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37² instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a quelques semaines, à la fin de novembre³, une imposante et importante délégation très représentative de la Chambre de commerce, qui comprenait aussi de nombreux officiers de l'Union des municipalités, est venue à Québec, dans la Chambre de l'Assemblée législative, présenter un mémoire au gouvernement de la province de Québec au sujet des relations fédérales-provinciales. Formée de citoyens venus de tous les coins de la province, cette délégation était comme l'écho de la voix de la province de Québec elle-même. Elle s'est placée bien au-dessus des considérations partisans.

Comme question de fait, le mémoire était l'œuvre de citoyens appartenant à tous les partis politiques qui avaient décidé, avec raison, que l'ampleur des problèmes constitutionnels dépassait de beaucoup les partis politiques. L'envergure et l'importance des problèmes constitutionnels dépassent les cadres de la politique. La présentation de ce mémoire était un événement historique des plus impressionnants. La Chambre de commerce et l'Union des municipalités ont posé carrément devant l'opinion publique de la province un problème vital, dont la solution touche à l'existence même des problèmes de la province et à la conservation de nos traditions religieuses et nationales.

Je veux discuter la loi actuelle sans aucune allusion politique et de la façon la plus objective et non-partisane. Aussi, je m'abstiendrai de mentionner certains faits qui pourraient jeter quelque lumière, mais qui pourraient être interprétés comme des considérations partisans, d'ordre politique. L'heure est trop grave, la question est trop importante, pour que qui que ce soit puisse envisager ce problème sous un angle partisan.

La Chambre de commerce déclare que les relations intergouvernementales canadiennes, entre

les provinces et le gouvernement central, sont devenues telles qu'il s'agit aujourd'hui de décider une fois pour toutes si les provinces vont vivre ou mourir. Ce n'est pas moi qui parle, mais c'est là l'opinion que l'on trouve dans le mémoire de la Chambre de commerce de la province de Québec. Ce sont les expressions mêmes du mémoire.

La province de Québec est le berceau de la race d'expression française et catholique. Elle est le berceau de la civilisation chrétienne à travers l'Amérique. Et tous savent ce que cela représente d'héroïsme, de sacrifices, de dévouement et de désintéressement, les combats livrés de la part de nos aïeux pour nous léguer un tel héritage sacré et un patrimoine indispensable.

Depuis son origine, la province de Québec a participé à différents régimes constitutionnels. Différents modes administratifs ont été adoptés, tant sous le gouvernement français que sous le régime anglais. À un certain moment, nous avons eu, sous le régime anglais une première tentative de gouvernement responsable. Nous avons eu ensuite l'union des deux grandes provinces et enfin le régime confédératif actuel.

Inutile de rappeler à la Chambre combien valeureux, combien héroïques, combien patriotes furent ceux qui, en dépit d'obstacles quasi insurmontables, avec des moyens d'action restreints, sans égard à la religion, la langue ou les origines, ont lutté pour nous obtenir le gouvernement responsable au Canada.

Ces luttes et ce gouvernement responsable sont l'œuvre, non pas d'un parti politique, non pas d'un seul groupe ethnique ou religieux, mais des libéraux, des conservateurs et des indépendants, des protestants et des catholiques, des Anglais et des Français, de l'héroïsme séculaire et des luttes parfois sanglantes. Ils sont le résultat d'un ralliement de bonnes volontés, d'une harmonie de sentiments qui dépassent les lignes de partis et qui constituent pour la génération d'aujourd'hui un exemple dont il faut s'inspirer.

Dans les quelques années qui ont précédé l'établissement de la Confédération, il y a eu plusieurs réunions au cours desquelles divers régimes constitutionnels ont été étudiés et comparés. On a cherché à trouver le régime qui conviendrait le mieux. On a adopté le régime d'Union, d'abord, et ça n'a pas pris de temps, pour les pères de la Confédération, pour constater que, si les provinces sont faites pour s'entendre et se comprendre, elles ont droit à leur indépendance et ne sont pas faites pour être assimilées l'une à l'autre. Le fait que la Confédération canadienne ait été établie après

l'expérience de l'Union démontre qu'on a voulu, entre autres choses, assurer l'autonomie des provinces et conserver à la province de Québec, en particulier, ses traditions, sa culture, sa langue et sa foi qui constituent et constitueront toujours pour le Canada un actif irremplaçable et insurmontable.

Quand il fut décidé d'établir un régime fédératif, avec un gouvernement central pour s'occuper des questions internationales, à champ d'action bien limité, et des provinces jouissant de leur autonomie législative, administrative et financière, une entente, un pacte d'honneur est intervenu, non seulement entre les quatre provinces pionnières, mais surtout entre les deux grandes races. Ce pacte a été authentifié et ratifié par le Parlement de Westminster.

À cette occasion, Lord Carnarvon, qui doit être considéré comme un des grands artisans de la Confédération, prononça les paroles très importantes que voici: "Le Bas-Canada est jaloux et fier à bon droit de ses coutumes et de ses traditions ancestrales. Il est attaché à ses institutions particulières et n'entre dans l'union qu'avec la claire entente qu'il les conservera".

La condition *sine qua non* de notre participation à la Confédération, c'était la garantie que les traditions religieuses et nationales de la province de Québec seraient intégralement conservées. Inutile d'ajouter que l'établissement de la Confédération comportait les pouvoirs essentiels à l'exercice du gouvernement responsable, pouvoirs que la Constitution ne nous a pas conférés, parce que nous les avions déjà auparavant, mais qu'elle a reconnus.

Or, il ne peut pas y avoir de gouvernement responsable si celui qui gouverne n'a pas les libertés et les revenus nécessaires pour remplir sa fonction, c'est-à-dire sans l'exercice intégral des attributs du gouvernement responsable qui comprennent des pouvoirs législatifs, administratifs et fiscaux. Nous vivons sur la terre et nous avons besoin du matériel nécessaire pour exercer ce pouvoir. On ne peut pas exercer intégralement des pouvoirs législatifs et administratifs sans tous les moyens d'action matériels reconnus par la Constitution canadienne.

Les pouvoirs fiscaux font partie du gouvernement responsable comme le moteur est essentiel à l'automobile et comme le cœur est essentiel au corps humain. La Constitution canadienne, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, est basée dans ses grandes lignes sur le bon sens, sur la bonne foi des parties contractantes.

À l'article 92, on trouve un chapitre qui s'intitule *Pouvoirs exclusifs des législatures provinciales*. Il s'agit donc de pouvoirs que seules les

provinces possèdent. L'expression est claire et précise. Le mot "exclusif" est d'ailleurs répété, pour plus de clarté, dans le texte de l'article qui commence comme suit: "Dans chaque province, la Législature a le droit exclusif de légiférer sur les matières qui entrent dans les catégories suivantes". Et au paragraphe 2: "Les contributions directes dans la province en vue de prélever des revenus pour des fins provinciales". C'est dans cet article que l'on décrète que les provinces ont le droit exclusif aux contributions ou taxes directes. Certains nous rétorqueront que, dans l'article 91, la Constitution donne au gouvernement fédéral le droit d'imposer des taxes de toute nature, sans aucune limitation, couvrant à la fois les domaines d'imposition directs et indirects.

Mais il faut prendre la Constitution dans son ensemble, la lire en entier, pour trouver exactement quel fut l'esprit qui animait les Pères de la Confédération et ce qu'ils ont voulu exactement dire et décréter. Si, comme on le prétend, les pouvoirs fiscaux d'Ottawa étaient aussi étendus que certains voudraient nous le faire croire, cela voudrait dire que le gouvernement fédéral pourrait prendre toutes les taxes dans tous les champs et empêcher ainsi les provinces d'avoir des sources de revenus. Cela voudrait dire la ruine des provinces et les réduire à sa merci.

C'est contraire à l'esprit de la Constitution. C'est une théorie qui n'a pas de bon sens, une théorie injurieuse pour les Pères de la Confédération, une théorie de nature à laisser croire que ces gens-là étaient de mauvaise foi. Cela voudrait dire que les Pères de la Confédération ont voulu nous tromper. Je me refuse à croire une chose pareille. S'il y avait eu fraude contre les provinces au moment de la Confédération, il n'y aurait pas de Confédération, car on ne peut rien bâtir sur la fraude.

Sans crainte de me tromper, je crois pouvoir affirmer que la théorie que j'émetts en cette Chambre est basée sur le bon sens constitutionnel des autorités et sur la bonne foi. La province de Québec traverse, à l'heure actuelle, une période de prospérité qui laisse entrevoir les perspectives d'un avenir insurpassable. Gouverner, c'est prévoir. Un gouvernement responsable doit avoir des revenus suffisants pour faire face au présent, pour répondre à ses besoins actuels, préparer l'avenir et se maintenir à l'avant-garde.

C'est pour cela que les Pères de la Confédération ont donné aux provinces au moins un droit de priorité dans un champ important - certains disent même un droit absolu - celui de la taxe directe. Avant 1867, les provinces avaient tous les pouvoirs

de taxation. La Constitution en mentionne deux, les douanes et l'accise, que les provinces ont cédées à Ottawa et qui ont été remplacées par des subventions fédérales aux provinces.

Ce n'était donc pas le désir des constituants de remplacer tous les pouvoirs de taxation par des subventions fédérales. Le fait qu'on a remplacé ces deux impôts par un subside indique clairement qu'on voulait faire une seule exception, car, en droit, l'inclusion de l'un est l'exclusion de l'autre. Un pouvoir de taxation, dans le domaine de l'accise et des douanes, a été donné au fédéral. Ce qui restait allait aux provinces, nécessairement. C'était élémentaire.

L'article 92 donne aux provinces des pouvoirs exclusifs très étendus. Ces pouvoirs comprennent les droits civils et la propriété, ce qui inclut toute la législation sociale et même l'impôt sur les successions, qui touche de si près aux droits civils. Nous avons aussi le contrôle absolu de nos ressources naturelles. Relèvent également des provinces les institutions municipales et ce grand domaine de l'éducation, qui est la forteresse par excellence qui garantit nos traditions religieuses et nationales, et notre langue, actifs incomparables que la province de Québec ne peut jamais sacrifier. Tous ces pouvoirs qui nous sont dévolus par l'Acte confédératif sont des prérogatives vitales, car sans eux, il ne peut pas y avoir de race française et catholique.

Les pouvoirs sont un bastion indispensable de la province de Québec et, pour le défendre, ce bastion de la race canadienne-française, il nous faut des revenus qui permettent d'exercer ces prérogatives dans tous les champs d'action que nous accorde la Constitution et de remplir les devoirs qui lui incombent. Sans quoi, ils deviennent illusoires. À quoi servirait d'avoir tous les droits en matière d'éducation, par exemple, si nous n'avons pas d'argent pour bâtir des écoles et des universités?

À l'heure actuelle, quelle est la situation au Canada? Les provinces sont financièrement acculées à la détresse par suite d'accaparements frauduleux. Le gouvernement fédéral prend à lui seul 77 cents sur chaque dollar de taxes payé par les contribuables du pays. Il ne laisse que 23 cents aux provinces, dont 10 cents aux municipalités et aux commissions scolaires. Ça n'a pas de bon sens. Ce n'est pas juste. C'est contraire à l'esprit et à la lettre de la Constitution, et au principe d'un gouvernement responsable.

Pour Québec, il ne s'agit pas là d'une question politique, mais d'une question de vie ou de mort. Si nous laissons faire, le temps n'est pas loin où, au lieu d'avoir un gouvernement à Québec par Québec et pour Québec, et qui est un exemple insurpassable

pour tout le pays par le traitement équitable et généreux qu'il donne aux minorités, nous verrons toutes les questions qui nous touchent de plus près décidées ailleurs par des gens qui ne peuvent pas comprendre, comme nous, la mentalité et les besoins de la province. Nous ne sommes pas ici des étrangers, mais les descendants des pionniers et des découvreurs. Si nous n'avons pas les revenus nécessaires, sans la conservation des droits provinciaux, il sera impossible de conserver cet héritage sacré.

Ce sont tous ces facteurs qui donnent tant d'importance à cette question primordiale. C'est pour cela que la question constitutionnelle prend de plus en plus d'importance tous les jours au Canada. Je remercie la Chambre de commerce de la province de Québec et l'Union des municipalités d'avoir alerté l'opinion publique et lancé le cri d'alarme. Elle a posé un geste historique qui lui donne droit à la reconnaissance des générations d'aujourd'hui et de demain.

Qu'on remarque bien que, dans le domaine constitutionnel, les précédents sont très dangereux. La vigilance éternelle est le prix de la liberté, dit-on. La vigilance constitutionnelle est le prix de notre existence et celle de notre province. Nous avons hérité d'un patrimoine d'une richesse infinie, nous devons avoir le courage non seulement de le conserver mais également de l'augmenter, pour le transmettre ensuite à nos descendants et de l'augmenter pour les générations futures.

Laurier disait en 1884 à la Chambre des communes: "Je dis que toute tentative heureuse faite dans ce Parlement pour priver une province d'un droit qu'elle exerce, quelque insignifiant qu'il soit, est un pas de plus vers l'union législative", c'est-à-dire vers la disparition des provinces. Il disait encore en 1887: "Il est essentiel que les droits provinciaux soient sauvegardés dans toute leur étendue. C'est un principe faux que celui en vertu duquel un gouvernement perçoit les revenus et un autre gouvernement les dépense". Je suis donc en bonne compagnie quand je réclame pour la province de Québec le respect intégral de ses droits fondamentaux, y compris les moyens financiers nécessaires pour vivre et survivre.

Certains gens affirment qu'en matière d'impôts directs, nous avons l'exclusivité. Ce qui est certain, c'est que des brèches considérables ont été pratiquées dans les droits provinciaux depuis quelques années. Comme je l'ai déjà expliqué, nous avons au moins un droit de priorité en matière de taxation directe. Or, en 1917, un gouvernement fédéral est intervenu pour la première fois en ce domaine en

taxant le revenu. C'était sous un gouvernement d'union et le ministre des Finances d'alors, Sir Thomas White, déclarait clairement que l'impôt sur le revenu était une des sources de revenus les plus profitables pour l'administration des provinces. Dans son opinion, l'impôt sur le revenu était un moyen de subsistance et de progrès pour les provinces et les municipalités. Le gouvernement fédéral ne faisait qu'emprunter temporairement ce droit d'impôt. Mais il est devenu permanent. Cette promesse n'a jamais été réalisée.

Plus tard, en 1941, une entente fiscale a été signée avec Ottawa. Je n'en parlerai pas, car j'ai déjà promis de ne rien dire qui puisse envenimer le débat. Mais le gouvernement fédéral est entré pour la première fois dans le domaine des droits successoraux, de l'impôt sur les successions. C'est un empiètement encore plus dangereux que pour l'impôt sur le revenu, parce qu'il s'agit d'un domaine familial, culturel et national. En fixant les droits successoraux d'une certaine façon, le gouvernement d'Ottawa a posé un geste excessivement dangereux, car en s'emparant de l'impôt sur les successions, on pourrait chambarder entièrement les dispositions de notre Code civil. Il a saboté un des articles les plus fondamentaux de notre Code civil français, celui qui a trait à notre mode de succession.

Ottawa a prétendu qu'il s'immisçait dans ce domaine pour rejoindre plus facilement ceux qui ne payaient pas leur impôt sur le revenu. Beau prétexte vraiment! On attend qu'un homme soit mort pour percevoir ce qu'il devait de son vivant. Il s'agit d'un moyen singulier de recouvrement que d'attendre le décès d'une personne pour saisir sa propriété alors qu'elle ne peut pas le contester. Si Ottawa ne perçoit pas, c'est qu'il n'en est pas capable. Comment alors prétendre que c'est améliorer les choses en lui demandant de percevoir deux impôts au lieu d'un seul?

On peut presque en dire autant de l'impôt sur les corporations, les sociétés commerciales et industrielles, un autre domaine envahi par Ottawa. Il appartient aussi aux provinces, parce que les corporations, en grande partie, exploitent nos ressources naturelles, qui sont exclusivement provinciales. La province de Québec a besoin de percevoir tous les revenus auxquels elle a droit dans un temps où l'expansion industrielle de la province est en plein développement.

Nous demandons donc aujourd'hui à la Chambre de nous permettre d'instituer, suivant la suggestion de la Chambre de commerce de la province de Québec et de l'Union des municipalités, une commission royale d'enquête chargée d'étudier

toutes ces questions vitales, de procéder avec diligence, de tenir des séances publiques, de parcourir toute la province et de faire rapport de ses constatations et de ses suggestions au gouvernement. Je crois que la suggestion de la Chambre de commerce, au sujet des relations fiscales avec Ottawa, est une des meilleures qui aient été faites au gouvernement depuis que je suis en Chambre.

Elle est faite en dehors de toute partisanerie, car elle vient d'un organisme au-dessus de la politique, composé d'hommes appartenant à tous les partis politiques. Il faut que toutes considérations partisans disparaissent, que tous se donnent la main pour la survivance d'une province et d'une race. Nous demandons à la Chambre de permettre la création de cette commission, afin qu'à la lumière de ses constatations nous puissions encore mieux protéger l'autonomie. Ce sera un moyen de creuser davantage le problème, de le faire connaître, d'alerter l'opinion publique et d'obtenir des armes nouvelles dans la lutte que nous poursuivons.

Nous sommes les fidéicommissaires du patrimoine qui nous a été confié. Nous avons des richesses incommensurables, et c'est le devoir du présent de sauvegarder l'avenir, d'enrichir encore notre patrimoine et de le transmettre enrichi aux générations futures. Pour cela, il faut renouveler les grandes et fécondes leçons du passé: renouveler les gestes patriotiques de nos ancêtres. Plaçons-nous au-dessus des considérations partisans. Que tous se donnent la main pour assurer la vie et la survie d'une province et d'une race qui a le droit de vivre et de survivre, non pas pour la gloire d'un parti ou d'un homme.

Notre devoir, c'est de nous unir, de nous grouper, de coopérer pour atteindre le but commun. Je voudrais qu'on puisse lire au-dedans de moi, lire jusque dans les dernières fibres de mon cœur pour comprendre que mon seul désir c'est d'apporter une contribution féconde à la solution de ces problèmes vitaux, en tant que Canadien français et catholique. Si j'ai l'ambition d'apporter une contribution féconde au règlement de ces problèmes, ce n'est pas en vue des prochaines élections. En prenant l'attitude actuelle, je ne pense pas, je répète que je n'ai jamais pensé et je ne penserai jamais aux élections futures, mais aux générations futures.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)⁴: Sans contredit possible, la question des ententes fiscales entre le fédéral et les provinces est une des plus importantes de nos jours; cette question des relations intergouvernementales domine toute la politique canadienne. Elle renferme des conséquences à la fois

immédiates et lointaines, et de portée tellement grande à tous les points de vue, qu'elle vaut la peine d'être étudiée avec attention. Je me propose de la discuter avec toute l'objectivité dont je suis capable, et en mettant de côté les considérations purement partisans. J'entends parler non comme libéral, mais comme un homme dont la famille est établie dans la province depuis 150 ans. Bien que le français ne soit pas ma langue maternelle, il y a entre moi et les Canadiens français de profondes affinités, cimentées par des générations. C'est un Canadien de la province de Québec, tout simplement, qui traite de cette question.

Il est évident qu'au cours de mes remarques j'aurai probablement l'occasion de répéter des choses déjà dites par le premier ministre, mais il me semble que ce ne sera que naturel, parce que je voudrais faire une exposition complète de mes opinions, même si cela comporte une certaine répétition. Il (M. Marler) dit qu'il tâchera d'éviter de faire le compte rendu des conférences et de donner trop de chiffres et de statistiques.

À l'heure actuelle, nous savons tous qu'à la conférence intergouvernementale tenue au mois de décembre 1950, le gouvernement fédéral a soumis aux provinces des propositions pour des ententes fiscales pour la période du 1^{er} avril 1952 au 30 mars 1957. Je me contenterai de remarquer qu'aux diverses options qui ont servi de base aux ententes de 1947-1952, le fédéral, en décembre 1950, a ajouté une nouvelle option pour tenir compte de ce qu'on appelait à ce moment-là "tax potential", c'est-à-dire ce que rapportaient à une province les taxes dont il était question.

Lorsque, pour la première fois, j'entendis parler de cette nouvelle formule, je m'imaginai tout de suite qu'il s'agissait d'un nouveau barème, qui serait plus favorable à Québec ainsi qu'à l'Ontario, que les options antérieures; et je fus surpris d'apprendre plus tard que la seule province d'Ontario, avec son revenu immense provenant des corporations, trouvait cette nouvelle option plus avantageuse et que, pour le Québec, des options antérieures lui rapportaient plus d'argent.

Après l'ajournement de la conférence de 1950, les pourparlers se poursuivirent entre le fédéral et plusieurs provinces. Des modifications furent proposées. La plus importante de ces modifications aux propositions elles-mêmes permettait à chaque province de choisir entre la valeur de la production brute nationale de l'année précédente et la moyenne pour les trois années pour l'établissement d'une entente fiscale pour l'année suivante. Cette modification et la révision des chiffres provisoires expliquent une

augmentation considérable des compensations payables à chacune des provinces pour la période de 1952-1957.

À la suite de ces modifications, des ententes pour cette période sont intervenues entre le gouvernement central et toutes les provinces, à l'exception de Québec. L'Ontario, qui avait refusé de signer une entente en 1947, a donné son acceptation à la fin d'août 1952, laquelle a été ratifiée par sa Législature au mois de septembre. Quand l'Ontario a signé un accord fiscal avec Ottawa en août dernier, cela a soulevé la curiosité quant à ce qu'était la proposition fédérale. Ce que le fédéral propose, quant à Québec, c'est que, pendant la période du 1^{er} avril 1952 au 31 mars 1957, la province s'engage:

1. à suspendre ses impôts sur les corporations;
2. à ne pas imposer le revenu des particuliers,

et

3. à suspendre le prélèvement des droits sur les successions; et à laisser ainsi le gouvernement fédéral seul à exploiter ces trois champs de taxation pendant cette période de cinq ans. Par contre, au cas où la province, comme l'Ontario, voudrait continuer à imposer ses droits de succession et ainsi retirer des revenus de cette source, la compensation payable par le fédéral serait terminée.

Quant aux impôts sur les profits provenant de l'exploitation de nos forêts et de nos mines, il semble clair qu'ils ne sont pas visés et que la province continuerait à les percevoir comme par le passé. Il faut noter qu'il ne s'agit pas de céder, abandonner ou transporter au fédéral des pouvoirs de taxation possédés par la province. Ce que le gouvernement fédéral désire véritablement, c'est le droit exclusif d'impôt sur les corporations et sur le revenu. La province conservera tous ses pouvoirs mais, pendant cinq ans, elle ne doit pas les exercer. Ottawa ne semble pas attacher beaucoup d'importance aux droits sur les successions.

En résumé, la province ne cède aucun de ses droits, mais les transporte à Ottawa pour cinq ans. En échange, Ottawa verserait des subsides aux provinces signataires des ententes. On peut dire, en résumé, que ce subside serait proportionnel à l'augmentation de la production nationale et provinciale et à l'augmentation de la production brute nationale avec un minimum de base garanti, dans le cas du Québec, à \$85,080,466. La formule pour établir la compensation est assez compliquée. Pour l'année courante, Québec aurait droit en 1952-1953 à une somme approximative de \$115,000,000 et en 1953-1954 à une somme approximative de \$121,000,000.

Il est également difficile d'établir le rendement en impôts. Les estimés du ministre des

Finances de la province sont plutôt modérés. D'après ses estimations, cependant, les impôts rapporteraient \$101,000,000 en 1952-1953, soit \$85,000,000 pour les corporations, \$12,000,000 pour les successions et \$3,200,000 pour les subsides statutaires, soit au moins \$15,000,000 de moins que l'offre fédérale.

Les estimations du ministre provincial des Finances sur le total des sommes recueillies par la perception des droits sur les corporations, les successions et les subsides statutaires, sont pour un montant de \$88,896,000⁵. Naturellement, la prochaine question est de savoir combien Québec perçoit des impôts que le gouvernement fédéral désirerait toucher à la place de la province. La compensation proposée par le fédéral pour 1952-1953, basée sur des estimations préliminaires, serait de \$115,000,000⁶. Donc, nous voyons qu'elle excède de \$15,000,000 à \$25,000,000 le revenu probable que la province recevra de ces sources au cours de l'année courante.

Il (M. Marler) fait ensuite des comparaisons entre ce que la province a retiré des mêmes sources de revenus et ce que lui aurait rapporté la compensation du fédéral en vertu des ententes de 1947-1952, en retour des droits de perception de ces mêmes impôts. Pour les cinq dernières années, ces trois sources de revenus, prêtées à Ottawa, ont donné \$321,056,000 et nous auraient valu, d'Ottawa, \$380,056,000. La compensation que la province aurait reçue des ententes 1947-1952 aurait excédé les revenus par un montant de \$58,263,000, dit-il.

La nouvelle formule est plus avantageuse que l'ancienne et il en sera de même tant que la production nationale augmentera. Refaisant un raisonnement analogue, mais dressant cette fois les chiffres des revenus perçus par la province au cours des cinq dernières années en regard des compensations fédérales calculées selon la nouvelle formule, il (M. Marler) arrive à un excédent des compensations de \$84,794,000 au lieu de \$58,263,000.

Il ne faut pas se contenter d'examiner les chiffres au seul point de vue du fisc, mais aussi dans les conséquences que le refus ou le consentement d'accepter ces ententes peuvent avoir pour les contribuables québécois. À part de cela, les corporations ont payé des taxes plus élevées parce que Québec n'a pas signé un accord avec le fédéral. Si la province avait conclu des ententes avec Ottawa, en 1947, les corporations établies dans Québec n'auraient payé qu'une taxe de 5 % sur leurs profits, au lieu de 7 %, et aucune taxe sur le capital. Les corporations auraient à payer \$25,000,000 en taxes de moins. Il (M. Marler) se défend de vouloir plaider

la cause des corporations, qui ont les moyens de se protéger; il donne des faits, tout simplement, dit-il.

L'acceptation de l'Ontario a beaucoup d'importance. Le montant total des compensations payées aux provinces sera de \$312,000,000⁷ en 1952-1953 au lieu de \$136,000,000 en 1951-1952, avant l'entente avec l'Ontario. Une partie considérable de ces sommes provient des impôts que le fédéral percevait à la place des provinces en vertu des ententes; mais parce que la compensation payée à chaque province excède le total des impôts qu'elle peut percevoir, il est évident que les contribuables de Québec paient une grosse part du total versé aux autres provinces, sans recevoir en retour quoi que ce soit. Il me semble que cette situation place la province dans une situation d'infériorité économique, dont les conséquences pour notre population ne peuvent être que très graves et en même temps très défavorables.

Le chef de l'opposition fait ensuite un examen de l'attitude du Québec depuis 1944, année de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Duplessis. Il parle des premières ententes fiscales de 1942, de la conférence de 1945-1946, de la loi provinciale de 1946, du mémoire de la province, en date du 25 avril 1946. Les premières ententes fiscales ont été faites en temps de guerre, dit-il, en 1942, et à moins de résiliation antérieure, elles devaient prendre fin au 31 mars, après le 31 décembre de l'année de calendrier qui commencerait après la cessation de la guerre.

Plus de deux ans avant l'expiration de cette entente, en 1945, le gouvernement du Canada a convoqué les gouvernements provinciaux à une conférence plénière, afin de discuter la question des relations fiscales ainsi qu'un programme de sécurité sociale, travaux d'après-guerre, etc., pour leur soumettre de très compréhensives propositions, en vue, entre autres choses, de parer à la crise du chômage. Le fédéral proposait le prolongement des ententes fiscales alors en vigueur, en y ajoutant les impôts sur les successions, et en offrant une compensation plus forte.

Le gouvernement du Québec, qui s'était fait donner un blanc-seing en la matière, entre la convocation et la réunion de la conférence, envoya à Ottawa une délégation conduite par le premier ministre lui-même. Le Québec adopta une attitude d'abord conciliante. Mais en dépit du fait qu'il avait un mandat de négocier une entente pour assurer une répartition juste et équitable du revenu national, je ne trouve pas, dans tout le compte rendu de la conférence de 1945-1946, aucune contre-proposition venant du premier ministre de la province de Québec.

Sur cette question de la plus haute importance, le premier ministre du Québec se limite à proposer de "louer" nos droits, mais sans indiquer aucunement quel en serait le loyer. Il n'a pas fait d'autres suggestions constructives; il n'a pas exposé de projet alternatif qui donnerait à Québec une part plus large du revenu national. En somme, il est juste de dire de l'attitude du premier ministre à ce moment-là qu'il parlait beaucoup de collaboration et de coopération, mais, en fait, son attitude réelle était tout à fait négative.

Par contre, l'Ontario a soumis des contre-propositions. Il est clair, en relisant le compte rendu des discussions, que l'Ontario était prête à louer, moyennant un paiement annuel, le champ des impôts sur les corporations et le revenu des particuliers pendant la période des ententes. Mais à cause d'une divergence d'opinion quant au loyer et quant à certaines autres exigences de l'Ontario, l'entente ne fut pas conclue. Devant l'évidence que la conférence ne pouvait aboutir à une entente générale, elle s'ajourna *sine die*. Par contre, l'Ontario avait fait des contre-propositions.

Tout ce que Québec a fait a été de laisser les ententes existantes prendre fin; augmenter la taxe provinciale sur l'essence de 3 cents par gallon quand le fédéral abandonna sa propre taxe en 1947; réimposer les taxes sur le capital et les profits des corporations, mais à des taux plus élevés que ceux de 1942. Sans aller aussi loin, l'Ontario a pourtant reçu davantage et moins taxé la population.

Dans son discours sur le budget, le 27 juin 1946, le ministre fédéral des Finances annonçait la réduction, conformément aux dispositions des ententes fiscales de 1942, des taux des impôts d'Ottawa sur le revenu des particuliers et sur les profits des corporations, ce qui permettait aux provinces de rentrer dans ces deux champs de taxation. Plusieurs ont refusé; des négociations ont donné lieu à de nouvelles ententes, celles de 1947, qu'ont acceptées toutes les provinces, sauf Québec et Ontario.

Plus de cinq ans se sont écoulés depuis l'ajournement de la conférence de 1945-1946, et depuis la signature de la deuxième série d'ententes, une troisième série a été signée récemment; et il semble bien que le gouvernement actuel n'a pas encore formulé de contre-propositions, afin d'obtenir pour Québec une plus large part dans le revenu national. Pendant cette longue période, le gouvernement de l'Union nationale semble avoir maintenu une attitude négative et inactive. Le premier ministre n'a fait que des discours, mais ses discours n'ont rien contribué à la solution du problème.

Est-ce qu'on peut dire en toute objectivité que nous sommes plus près aujourd'hui d'une solution que nous l'étions en 1945? Il est clair que la réponse est dans la négative et il est clair aussi que le gouvernement de l'Union nationale n'a rien fait pour aider à trouver une solution.

J'ai dit que le premier ministre a fait des discours; je ne voudrais pas oublier le solliciteur général (l'honorable M. Rivard), il en a fait aussi. Alors que le premier ministre, en 1945 et 1946, a déclaré que les provinces ont une priorité sur les impôts directs, le solliciteur général a soutenu en octobre 1952, à Ottawa, à un congrès de Chambres de commerce, que les gouvernements provinciaux ont droit exclusif de percevoir des contributions directes.

Qu'ont-ils dit? En somme, lorsqu'on lit ces discours, on trouve qu'ils énoncent trois thèses:

1. Le gouvernement provincial, en matière de taxe directe, a une priorité sur le fédéral.
2. Seules les provinces ont droit d'imposer des taxes directes.
3. Il est essentiel que les pouvoirs de taxation entre Ottawa et les provinces soient clarifiés, délimités et simplifiés.

En 1945-1946, le premier ministre a fait valoir que le fait que la Constitution de 1867 donne aux provinces le droit de lever l'impôt direct signifie que les provinces ont une priorité sur le fédéral en matière de taxe directe, ce qui laisse supposer un gouvernement avec préséance sur l'autre, et le solliciteur général parle d'exclusivité, ce qui semble, si vous voulez, exclure tous les autres.

Le mémoire de la province a dit: "L'article 91 de la même loi reconnaît au Parlement fédéral le droit de prélever des deniers par tous moyens ou système de taxation." Ces deux textes ne sont pas contradictoires: ils indiquent que les provinces auxquelles le texte confère l'exclusivité de la taxe directe doivent avoir un droit de priorité dans ce domaine. Or, cette opinion du premier ministre n'est pas acceptée de tout le monde. Le premier ministre attachait beaucoup d'importance à cet argument. Mais cinq ans se sont écoulés et rien n'a été fait.

Le solliciteur général, de son côté, a soutenu que seules les provinces ont droit d'imposer les taxes directes. C'était au congrès des Chambres de commerce à Ottawa. Pour le citoyen intelligent, qui n'a pas la formation légale, l'attitude du premier ministre d'une part, et l'attitude du solliciteur général, d'autre part, ne sont-elles pas contradictoires? L'un parle de priorité, ce qui laisse supposer un gouvernement avec préséance sur l'autre, et l'autre parle d'exclusivité, ce qui semble annuler tous les autres.

Évidemment, il s'agit de l'interprétation de la Constitution et je dis au gouvernement: tant que vous ne ferez que parler de ces choses, tant que vous continuerez à n'exprimer que des opinions, la vérité et le bien-fondé de ces opinions ne seront jamais établis. Je dis que la question est bien trop importante pour que le gouvernement, s'il croit sincèrement à ses opinions, continue à parler seulement. Il faut qu'il agisse et qu'il s'arrange pour soumettre ses interprétations aux tribunaux sans plus de délai.

C'est bien d'avoir des opinions, mais pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas soumis ses présentations aux tribunaux alors qu'il savait que le gouvernement fédéral n'allait pas les accepter? À l'époque, le cas pouvait même être débattu devant le Conseil privé. N'est-ce pas uniquement en suivant une telle procédure que tous les doutes sur la question disparaîtront? Je ne vois aucune objection à ce que la commission royale, dont il est question dans cette législation, examine ces questions, mais évidemment son interprétation ne sera qu'une autre opinion. Mais il me semble que le gouvernement, pour démontrer la sincérité de ses convictions, ne doit plus tarder à faire les démarches nécessaires pour trancher la question définitivement.

J'arrive maintenant à l'autre thèse, à l'effet qu'il est essentiel de "clarifier, délimiter et simplifier les pouvoirs de taxation des divers gouvernements". Le mot "clarifier" n'est pas le mien; il appartient au premier ministre et aux Statuts. Évidemment, si par cette expression le premier ministre fait allusion aux avantages qu'il y aurait de décider une fois pour toutes le bien-fondé des opinions du premier ministre et de l'honorable solliciteur général quant à l'interprétation des articles de la Constitution sur les pouvoirs de taxation, nous, de l'opposition, serions d'accord, et nous approuverions une décision du gouvernement de faire éclaircir ces questions par les tribunaux. Si, par contre, le gouvernement n'a pas cette intention, nous ne voyons pas comment il sera possible de mettre fin aux doutes que le premier ministre et le solliciteur général créent dans l'esprit public par leurs déclarations.

Je remarque qu'en dépit du fait que le premier ministre a maintes fois réclamé la délimitation des pouvoirs de taxation des divers gouvernements, il n'a jamais donné un seul exemple de la manière dont cette délimitation pourrait être faite. Il ne suffit pas de répéter et de répéter les mots "clarifier, délimiter et simplifier"; cela ne nous mène à rien. Il faut que le premier ministre aille plus loin et expose cette idée d'une façon complète et pratique avec des chiffres à l'appui, s'il veut compter sur la collaboration des

gens qui se laissent convaincre par les arguments sérieux plutôt que par des "slogans". La province a souffert des attitudes du premier ministre et de son gouvernement. Si, dès 1944, le premier ministre avait exposé des arguments sérieux pour revendiquer les droits des provinces de participer dans une plus grande mesure au revenu national, je n'ai aucun doute qu'il aurait réalisé des progrès.

Il (M. Marler) passe en revue les revenus du fédéral et des provinces provenant des taxes visées par les ententes de 1950-1951 et 1951-1952. Cette dernière année, dit-il, 1951-1952, l'impôt sur le revenu a rapporté \$980,000,000 au fédéral; l'impôt sur les corporations a rapporté \$1,136,000,000 au fédéral et \$184,300,000 aux provinces; l'impôt sur les successions \$38,000,000 au fédéral et \$32,100,000 aux provinces d'Ontario et du Québec seulement. Ces chiffres sont beaucoup plus élevés que ceux de 1950-1951. Il me semble que ces chiffres démontrent assez nettement l'impossibilité d'effectuer une délimitation des pouvoirs de taxation quant aux impôts sur le revenu des particuliers et sur les profits des corporations.

Le rendement de chacun de ces impôts est si considérable qu'à première vue il semblerait impossible d'attribuer l'un de ces impôts aux provinces et l'autre au fédéral. Quant aux revenus des droits successoraux, le montant perçu par le fédéral semble indiquer que le gouvernement central le garde moins comme source de revenu que pour mieux assurer la perception de l'impôt sur le revenu.

Je crois que la province a souffert des attitudes de son gouvernement. Je sais que le premier ministre a parlé de l'autonomie des provinces, de la nécessité de respecter la Constitution à la lettre, que la Constitution est un pacte et ainsi de suite. Mais en parlant de cette façon, le premier ministre a oublié de considérer le vrai problème de savoir comment faire pour que le Québec touche le plus possible du produit des impôts versés par les contribuables canadiens. Son attitude sur cette question a toujours été négative.

Il a manqué l'occasion idéale, au lendemain de la conférence fiscale de décembre 1950, de convoquer les représentants des autres provinces et de discuter avec eux la possibilité d'une politique commune et d'un front uni à l'égard du fédéral. Pendant ce temps, les autres provinces, les unes après les autres, ont toutes signé de nouvelles ententes pour cinq ans, donnant lieu ainsi à une situation de fait qui sera excessivement difficile à modifier et qui semble n'être pas du tout favorable à la province de Québec.

Il est incontestable que le meilleur temps, le moment le plus opportun, pour une conférence interprovinciale est passé. Les autres provinces, les unes après les autres, ont toutes signé pour cinq ans de nouvelles ententes avec Ottawa. Mais il n'est pas trop tard pour formuler des contre-propositions pour la période de cinq ans commencée le 1^{er} avril 1952, et il n'est pas trop tard pour se préparer à soumettre aux autres gouvernements, avant l'expiration des ententes courantes, des projets destinés à apporter une solution définitive à cette question de fiscalité.

Je ne crois pas que le gouvernement de la province doive, même en face des ententes signées, persister dans son attitude négative et ne rien faire en attendant; qu'à la veille de l'expiration de ces ententes, le fédéral convoque une autre conférence interprovinciale. La situation actuelle nous est trop défavorable. Le gouvernement a perdu beaucoup de temps; il a laissé échapper l'occasion idéale pour avoir le concours d'autres provinces, mais il n'est pas trop tard pour faire des contre-propositions.

L'urgence d'en faire est manifeste lorsqu'on se rend compte de deux faits:

1. L'Ontario, en vertu de l'entente qu'elle a signée, recevra un montant de \$20,000,000 à \$25,000,000 de plus qu'elle aurait perçu de ses propres taxes sur les corporations, les sociétés commerciales et industrielles, et subsides statutaires. Dès maintenant, elle pourra se servir de cette somme considérable, soit pour diminuer d'autant le fardeau de ses contribuables, soit pour donner à sa population plus de services de toutes sortes;

2. Québec, au moyen des taxes que ses contribuables paient au fédéral, contribue une bonne part de la différence, un montant considérable, entre le total de la compensation payable annuellement en vertu des ententes aux autres provinces et le total des taxes que le fédéral percevra à leur place.

L'attitude du Parti libéral sur la question des ententes fiscales est connue. En réponse à une série de questions posées à lui par *Le Devoir*, M. Lapalme a répondu de façon claire, en mai 1952. Le Parti libéral est opposé à ce que le Québec cède à Ottawa le droit d'être seul à lever l'impôt sur le revenu, sur les sociétés, les droits sur les successions. M. Lapalme, à qui l'on demandait son point de vue au sujet de la signature par la province de Québec de l'entente fiscale proposée par Ottawa, a répondu: "Comme j'ai toujours proclamé qu'il était essentiel que Québec formule des contre-propositions, il est donc évident que ma réponse doit être défavorable".

Mais pourquoi le Québec, connaissant les offres d'Ottawa, ne formulerait-il pas des contre-

propositions pour la période de cinq ans commencée le 1^{er} avril 1952? Quelles devraient être ces contre-propositions? À mon avis, l'essentiel de ces contre-propositions devrait être:

1. Faire participer la province, dans une plus grande mesure, aux grandes sources gouvernementales de revenus;

2. Le droit exclusif pour Québec de percevoir les droits sur les successions;

3. La conservation des pouvoirs de taxation de la province pour lui permettre d'exercer pleinement sa juridiction exclusive, en ce qui touche notamment l'éducation, les problèmes sociaux et l'utilisation de ses ressources naturelles.

Jusqu'ici, les provinces n'ont jamais eu d'action concertée. Une conférence interprovinciale permettrait peut-être encore aux provinces non seulement de discuter, mais d'arriver à l'unanimité sur au moins quelques-unes des questions.

Si Québec avait convoqué au bon moment une conférence interprovinciale et y avait formulé des contre-propositions, il est fort possible qu'elle aurait pu rallier les autres provinces à son point de vue. Nous croyons que la formule qui veut que, moyennant un loyer, les provinces abandonnent leur droit en matière de perception de l'impôt sur le revenu des particuliers et des profits des corporations, n'est pas la meilleure pour leur assurer une plus grande part du revenu national, même si ce loyer tient compte fidèlement des changements dans la production nationale et dans les populations, nationale et provinciales. Il faut prévoir pour la période qui suivra l'expiration des ententes.

Il y a sûrement d'autres méthodes pour arriver à ce but et pour accorder aux provinces moins fortunées l'aide financière dont elles ont besoin. Mais nous ne parviendrons jamais à atteindre une méthode acceptable à tous les gouvernements en prenant l'attitude négative que l'administration a tenue jusqu'ici. Il est évident que l'unanimité est essentielle. Il nous faudra une attitude constructive et positive; il nous faudra de l'action.

Il y a à mon sens deux aspects qu'il importe d'avoir constamment à la pensée: la situation présente, c'est-à-dire la période 1948-1952, durée des ententes courantes et l'avenir, soit la période qui suivra l'expiration de ces ententes. Actuellement, le gouvernement doit faire connaître à Ottawa des contre-propositions, afin de rectifier une situation qui met le Québec en état d'infériorité. Pour préparer l'avenir, je crois qu'il est essentiel que le gouvernement commence dès maintenant l'étude de projets alternatifs dont l'objet serait de donner aux

provinces en général, et à notre province en particulier, une plus grande part du revenu national. Le temps d'ici la prochaine conférence fédérale-provinciale sur la fiscalité passera rapidement et, à mon avis, il faudra absolument que le gouvernement de Québec soit prêt à ce moment-là à proposer un plan bien conçu, afin de régler définitivement toute cette question de la fiscalité.

La commission royale devra sûrement s'en occuper. La commission royale, que le gouvernement pourra instituer en vertu de ce projet de loi, pourra recevoir des suggestions de corps publics et de personnes qui ont étudié le problème de la fiscalité, et après les avoir étudiées et après avoir considéré tous les aspects de la question, elle pourra formuler ses recommandations au gouvernement. Les Chambres de commerce, qui recommandaient à l'administration l'institution de la Commission envisageaient une commission non-partisane.

Mais le succès de cette commission royale dépendra de deux conditions. Il faut que ses membres soient choisis à cause de leur compétence et non pas à cause de leur allégeance politique, et que cette compétence ne soit pas évaluée en fonction de leur amitié pour l'Union nationale. Et la deuxième condition est que l'administration laisse aux commissaires une indépendance complète. Il ne s'agira pas pour l'administration de dicter aux commissaires les conclusions de leur rapport. Je crois aussi que la législation doit exiger que le rapport de la commission soit rendu public aussitôt que possible.

Mais je ne veux pas que le gouvernement pense que, par l'institution de cette commission royale, le problème est réglé. J'insiste sur le fait que la responsabilité primordiale repose encore sur lui parce que, à la prochaine conférence sur la fiscalité qui aura lieu, je le suppose, en 1955, si je puis en juger par l'expérience, il devra présenter un plan bien conçu, afin d'apporter une solution au problème.

Mais pour revenir au présent, M. l'Orateur, je dis qu'il faut que le gouvernement formule des contre-propositions, afin de faire face à la situation actuelle et afin de corriger l'infériorité économique qu'elle comporte. Je dois dire en passant que je ne crois pas qu'il serait logique maintenant de rejeter des propositions tout simplement parce qu'elles n'ont pas été acceptées dans le passé. Les circonstances ont changé énormément et il se peut fort bien que de telles propositions seraient plus acceptables aujourd'hui, surtout si elles rendaient possibles des ententes qui donneraient justice à toutes les provinces.

Et il me semble qu'il n'est pas vital que les contre-propositions constituent une formule identique à

l'une ou l'autre des formules acceptées par les autres provinces. Donc, il n'y a rien qui s'oppose à la présentation de contre-propositions basées sur le bon sens. Et d'ailleurs, quand des contre-propositions faites par écrit seront soumises, le public saura où placer la responsabilité, au cas où les deux gouvernements ne s'entendraient pas.

Évidemment, il est possible d'envisager toutes sortes de contre-propositions. Selon M. Frost, "Il nous faut diverses ententes afin de faire face aux conditions différentes que nous trouvons dans ce pays qui est le nôtre". Serait-il possible, par exemple, comme base d'une entente temporaire et provisoire, d'étudier l'opportunité:

a) de continuer, comme l'Ontario, à prélever et à percevoir nos propres droits de succession, et de nous entendre avec le fédéral pour qu'il donne pendant la durée de l'entente les mêmes crédits que ceux prévus à l'heure actuelle, quitte à en tenir compte dans le calcul de la compensation payable à la province. Nous, du Parti libéral, nous avons toujours refusé de céder ou de louer les droits de succession au fédéral. S'il y avait un moyen de s'entendre avec le fédéral pour un seul impôt de succession perçu par Québec, tous seraient contents;

b) de continuer à prélever et à percevoir nos propres impôts sur les corporations, et de nous entendre avec le fédéral afin que ces impôts soient déductibles du sien, et que les sommes que la province percevrait soient déduites de la compensation qui lui serait payable;

c) de ne pas prélever d'impôt sur le revenu des particuliers;

d) de nous entendre avec le fédéral de ne pas augmenter les impôts provinciaux sur les corporations, et, moyennant cet engagement et celui de ne pas imposer le revenu des particuliers pour la durée de l'entente, le fédéral paierait à la province la compensation qu'il a offerte, moins les crédits qu'il donnerait en acompte sur les droits de succession et moins aussi les impôts provinciaux sur les corporations déduits de l'impôt fédéral?

Ne serait-il pas possible aussi de demander comme condition essentielle de toute contre-proposition que le fédéral s'engage à étudier de bonne foi avec les provinces des méthodes alternatives aux ententes actuelles, pour assurer aux provinces une plus grande part du revenu national? Ne serait-il pas possible aussi d'étudier de nouveau les propositions de la Chambre de commerce publiées en 1948 et de les modifier dans la mesure nécessaire pour les rendre plus conformes à la situation actuelle? Il nous a toujours semblé que le mémoire de 1948 pouvait servir de base à la discussion et qu'il est possible,

même aujourd'hui, de l'utiliser dans l'élaboration des contre-propositions que la province devra formuler.

Je termine en disant que l'inactivité qui a caractérisé la politique du gouvernement de l'Union nationale depuis 1944 a coûté cher à la province. Elle ne peut plus se payer le luxe de maintenir, pendant les prochains cinq ans, une attitude aussi négative. Le temps est venu où le gouvernement doit agir; autrement, l'infériorité économique dont nous souffrons ne peut que s'aggraver.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) explique qu'il aurait voulu demeurer dans une sereine objectivité en discutant cette question, comme l'a fait le premier ministre, mais le discours du chef de l'opposition l'oblige à se départir de cette ligne de conduite. Il félicite les Chambres de commerce d'avoir fait écho à l'opinion publique et suggéré la tenue d'une enquête qu'autorisera la loi en discussion. Elles ont profité de l'occasion, dit-il, pour remercier le premier ministre et le gouvernement actuel de l'attitude qu'ils ont toujours eue sur la question constitutionnelle, depuis 1936.

Les velléités autonomistes du Parti libéral sont de date récente, et si les Chambres de commerce s'étaient reportées à 1936, 1939 et 1944 pour trouver un caractère autonomiste à la doctrine libérale, il est bien évident qu'elles seraient restées à la porte du Parlement. Ce n'est donc pas au chef du Parti libéral qu'elles ont demandé de continuer l'œuvre commencée. C'est après avoir constaté ce que les libéraux ont fait en 1944, en 1946 et en 1948 que la Chambre de commerce s'est tournée vers le chef de l'Union nationale, l'honorable premier ministre, pour lui demander de faire cette enquête.

Et quand je vois le chef de l'opposition dire que son parti est opposé à l'abandon des droits de taxation sur les successions au gouvernement fédéral, je me dis qu'il aurait été beaucoup plus simple de ne jamais les céder à Ottawa. Il appartenait alors au Parti libéral de ne pas les céder. C'est M. Adélard Godbout qui, par une simple lettre, a abandonné à Ottawa nos droits sur les successions.

Si, aujourd'hui, nous sommes dans la situation difficile où un gouvernement qui n'a pas notre mentalité et nos traditions s'est introduit dans un domaine qui relève du Code civil, c'est parce qu'un premier ministre libéral a permis, par une lettre, au gouvernement fédéral d'entrer dans ce champ de taxation. Le chef de l'opposition s'est dit favorable à une entente temporaire avec Ottawa; son ancien chef l'était aussi. Mais les ententes temporaires qu'il favorise sont devenues permanentes.

La province de Québec a donné sa confiance à l'Union nationale parce qu'elle a été le pivot de l'autonomie provinciale, a réveillé le sentiment de nos responsabilités et fait vibrer à Ottawa des voix que personne n'avait entendues auparavant, sous d'autres régimes.

Le chef de l'opposition a employé une partie importante de son discours à établir avec des chiffres probables qu'en refusant de signer une entente temporaire, nous perdrons de l'argent. Quand la Constitution nous donne des droits de taxation sur lesquels nous avons priorité et qu'on cède ensuite ces droits à un autre, nous plaçons par le fait même l'administration provinciale sous la sujétion d'un autre gouvernement qui ne possède ni notre mentalité, ni notre manière de voir. Les chaînes, même si elles sont dorées, sont toujours des signes de servitude et d'esclavage.

Vous perdez de l'argent: ça a toujours été le cri des centralisateurs, leur principal argument. Nous en avons peut-être perdu, oui, mais nos pères nous ont appris qu'en perdant de l'argent, ils ont conservé leur honneur, nos traditions et nos écoles. Et c'est sur leurs traces que nous voulons continuer de marcher.

Le chef de l'opposition a parlé des corporations, les sociétés commerciales et industrielles, qui doivent payer plus de taxes dans la province de Québec. C'est le fédéral qui a imposé la double taxation sur les corporations dont il se plaint. Mais il n'a pas dit un seul mot de ceux qui sont responsables de cela, des administrateurs fédéraux qui ont envahi un domaine réservé exclusivement aux provinces.

Il nous reproche de nous limiter à protester? C'est tout de même mieux que ce qu'il fait lui-même, car il ne proteste même pas. Et il serait mal à l'aise de protester aujourd'hui, car ses prédécesseurs et ses amis ont été les premiers complices des abandons que nous déplorons et dont souffre actuellement la province.

Le premier ministre de cette province a assisté à des conférences intergouvernementales à Ottawa. J'ai eu l'honneur de l'accompagner à l'une de ces conférences. Si le chef de l'opposition avait été là, si les membres de cette Chambre avaient été là, ils auraient vu la façon avec laquelle le premier ministre a maintenu les idées et les revendications, les droits de la province de Québec. Avec dignité, avec politesse, mais avec fermeté, il s'était attiré l'honneur en même temps que le respect de tous les autres premiers ministres du Canada.

S'il l'avait entendu revendiquer et défendre les droits de la province, il aurait compris pourquoi la population est spontanément venue l'accueillir, le

chef de l'Union nationale, comme un héros de l'autonomie à son retour à Québec, comme le champion victorieux des droits de la province, et pourquoi, encore, une majorité de députés est encore ralliée autour de lui. Il aurait compris pourquoi, en 1948 et en 1952, la population du Québec a voté pour que continue l'administration qui a décidé de continuer jusqu'au bout le bon combat qu'elle a commencé en 1936.

Le chef de l'opposition ne se prononce pas sur la nature du droit de la province en matière d'impôt direct. Il ne dit pas si notre droit est exclusif ou s'il a simplement priorité. Pourquoi alors s'étonnera-t-il que le peuple n'ait pas eu confiance en son parti aux dernières élections? C'est une des questions les plus importantes pour nous, et les partis politiques doivent se prononcer.

La priorité de nos droits à la taxation directe est la question qui s'impose. C'est le droit que nous devons établir en premier lieu. Le jour où nous en aurons convaincu ceux qui doivent l'être, nous aurons fait un grand pas vers la solution du problème. Les gouvernements doivent compter sur les revenus pour arriver aux fins pour lesquelles ils ont été constitués. Le gouvernement fédéral a le droit de percevoir ses revenus pour permettre au Canada de jouer un rôle sur la scène internationale, pour la bonne administration du pays, etc. Les provinces ont le même droit pour les fins prévues aux articles qui délimitent leurs droits et leurs devoirs.

La province de Québec a besoin de revenus pour les fins suivantes, entre autres: le respect du droit de propriété, les ressources naturelles, le droit civil, les écoles, les hôpitaux, etc., et pour d'autres pouvoirs particuliers. En percevant des revenus auxquels il n'a pas droit, Ottawa doit pénétrer dans des domaines où il n'a pas d'affaire. Il est alors tenté d'empiéter dans des domaines qui ne relèvent pas de sa juridiction. C'est ainsi qu'on a vu le gouvernement d'Ottawa offrir des subsides à l'éducation, domaine réservé exclusivement aux provinces.

S'il a pu faire cela, c'est qu'il a perçu des revenus pour des fins autres que celles pour lesquelles il existe, c'est qu'il a dépassé la limite de son pouvoir de taxation, c'est qu'il est entré dans des champs réservés aux provinces. Le chef de l'opposition en est satisfait. Il a, évidemment, de la sympathie pour les corporations, mais quand la province réclame ce qui lui est reconnu par la Constitution, ça ne lui fait rien.

J'ai une chose à dire au chef de l'opposition. Ce qui importe davantage dans cette question est plus élevé qu'une simple affaire de dollars et de

centins. C'est plus élevé que ça. Cela vaut plus que ça. C'est pourquoi le premier ministre a demandé à la Chambre de s'élever au-dessus des questions partisans. Nos droits seraient illusoires si nous n'avions pas à les exercer. Il ne s'agit pas de savoir simplement si une telle entente va donner de l'argent à la province, mais si, par ces ententes, on mine la province de Québec, en l'empêchant de s'occuper de ses institutions et de faire ce qu'elle fait présentement avec \$0.13 par \$1 perçu dans la province.

Il y a quelque chose dans le cœur des gens du Québec qui est plus profond et plus élevé que les calculs d'argent, c'est le désir de se sentir maîtres chez eux; c'est le désir de la permanence, de l'unité; c'est de jouir des mêmes garanties, des mêmes privilèges que dans le passé. C'est parce que le gouvernement de l'Union nationale représente bien ces aspirations du peuple que celui-ci lui a donné sa confiance en 1936 et qu'après une suspension, de 1939 à 1944, alors que nos droits ont été sacrifiés, le même travail a été repris, poursuivi et qu'il obtient l'appui le plus complet.

Je citerai au chef de l'opposition l'exemple de gens qui n'ont pas sa responsabilité, mais qui ont laissé de côté les questions de parti pour appuyer la province dans sa lutte constitutionnelle. C'est un exemple qui aurait dû être imité par l'opposition.

Le premier ministre a demandé à la Chambre d'envisager la question objectivement, parce qu'il y va de notre vie ou de notre mort. Les droits deviennent illusoires si nous n'avons pas de revenus pour les exercer. Ils deviennent même dangereux si, par des abandons comme celui qu'a commis M. Adélard Godbout, on mine l'influence de la province de Québec, on l'empêche d'exercer ses droits en matière d'écoles, d'hôpitaux, de droit civil, etc. Et avec 13 cents dans la piastre, seulement, le gouvernement actuel a pu accomplir une œuvre colossale et distribuer des bienfaits que la province reconnaît devoir à l'Union nationale. Je le répète, il y a au cœur des Québécois un sentiment bien ancré: celui d'être maître chez eux, d'établir en permanence des institutions qui jouiront des mêmes privilèges que ceux que nous avons reçus de nos ancêtres.

C'est pour cela que le combat commencé en 1936, malheureusement interrompu de 1939 à 1944 mais poursuivi depuis, va se continuer et qu'il a reçu de la province l'appui le plus complet. Sur une question aussi importante que celle-là, le premier ministre a reçu l'appui d'adversaires politiques. Ils ont préféré écouter la voix de leur conscience d'hommes libres et de leurs cœurs de patriotes. Et heureusement, l'unanimité se fait presque complète dans la province,

maintenant, sur la nécessité de conserver tous nos droits.

C'est dans une unanimité presque complète que les pères et les mères de familles comprennent les dangers des intrusions du pouvoir central dans les domaines presque exclusivement provinciaux, dans des domaines essentiels à notre vie nationale. La population sait que, tant qu'il y aura, sur la colline parlementaire, le défenseur de l'autonomie provinciale, le premier ministre actuel, le chef de l'Union nationale, la province de Québec peut être sûre que ses droits seront respectés et que les abandons qu'elle a condamnés ne se répéteront plus. La province respire librement.

M. Cournoyer (Richelieu): Il y a longtemps que nous parlons d'autonomie provinciale. Dans cette salle ont passé, ont parlé et ont pesé de toute leur valeur, de grands hommes, vrais piliers de l'autonomie provinciale. Nous avons tous un amour profond pour notre province. Tous, nous voulons sa gloire, sa prospérité, sa puissance. Si je croyais qu'un accord entre les provinces et le pouvoir central risquait de nous enlever un iota des droits fondamentaux de la province, ou restreignait la juridiction que nous réserve la Constitution, je n'hésiterais pas à dénoncer de tels accords.

Il (M. Cournoyer) fait l'historique des circonstances dans lesquelles est née la Confédération canadienne. Elle constitue, dit-il, une loi basée sur un pacte, qui partage les pouvoirs entre le gouvernement central et les gouvernements locaux. Le gouvernement central a le pouvoir de taxer, mais d'un autre côté, il a le devoir de laisser vivre les provinces, et les provinces ont droit à leur part du revenu national. Les partis en cause ont le devoir d'en venir à une entente sur le partage des sources de revenus, de façon à respecter l'autonomie des provinces. D'autre part, il faut éviter la dualité de taxation.

L'attitude du premier ministre en face de l'autonomie provinciale a toujours été purement négative; une inertie qui a coûté cher au Québec. Il en a parlé à temps et à contretemps, dans des conférences de presse et dans des discours politiques, mais il n'a jamais posé un seul geste positif. Il n'a jamais fait de contre-propositions à Ottawa. En 1945, il était même prêt à louer les principales sources de revenus de la province. Son attitude négative n'a pas fait avancer la cause de l'autonomie, mais elle a réussi à isoler la province de Québec et à lui faire payer des millions de dollars au profit des autres provinces.

Le premier ministre devrait agir. (Sarcastique)
Le premier ministre a perdu ses deux conseillers

principaux en matière d'autonomie: MM. Tardif et Delisle. Il a posé plusieurs gestes "positifs" en matière d'autonomie. On aurait tort de les passer sous silence. Il reste que le premier ministre a changé le nom de Spencer Wood en celui de Bois-de-Coulange; il a adopté un drapeau pour la province de Québec. Il a enlevé à la Cour supérieure sa juridiction sur les causes en contestation d'élections; il a accepté l'octroi fédéral aux universités, en dépit des germes de mort. Il a fait mettre des fleurs de lys sur la vaisselle du café du Parlement.

Il est temps que le premier ministre conforme ses actes à ses paroles. Il est temps qu'il adopte une attitude sérieusement positive. L'Union nationale sème la haine contre le gouvernement fédéral, parce qu'elle craint de perdre son emprise sur la province, le jour où des écrans de fumée cesseront d'empêcher la population de voir les véritables problèmes sous leur vrai jour. Cette politique de haine, de méfiance et de fanatisme est louche et stérile. L'autonomie est utilisée en grande partie comme un rince-bouche en période électorale. Il (M. Cournoyer) dit qu'il ne demande pas au gouvernement de mettre le Québec à la remorque du fédéral, mais d'obtenir sa part légitime du revenu national.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels

La Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la proposition du premier ministre (l'honorable M. Duplessis), selon l'ordre du jour, que le bill 37 instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)⁸ accuse les libéraux d'avoir discuté à côté de la question, dans un fouillis de contradictions, d'arguties et de phrases qui nous ont menés jusque dans la vaisselle du Parlement, dit-il. Le bill à l'étude fait suite à la suggestion d'un corps indépendant, la

Chambre de commerce. Les hommes d'affaires de la Chambre en ont fait une étude sérieuse, réfléchie et approfondie; ces hommes, qui appartiennent à tous les partis, venant de toutes les régions de la province ont, en présentant leur mémoire, félicité le gouvernement de son attitude positive et ferme dans la défense de notre autonomie, en matière de relations fédérales-provinciales, et lui demandent de continuer dans la même voie.

J'aime mieux le témoignage de la Chambre de commerce venant de personnes indépendantes, désintéressées, que la petite critique de l'opposition. Les menées centralisatrices ne datent pas d'hier. Un certain nombre de citoyens ont toujours cherché à changer le système confédératif du Canada pour tout centraliser dans les mains d'un seul gouvernement. S'il y a une province qui a un intérêt particulier à s'opposer à ça, c'est la province de Québec, qui doit conserver ses traditions, sa culture et son droit civil. Il y a aussi une importante question d'argent qui vient se greffer à l'affaire, comme résultat de l'attitude de l'opposition, de même qu'une question de principe. L'Union nationale considère de son devoir d'être attachée de préférence à la seconde, quel que soit le montant en jeu.

On a parlé de l'attitude contradictoire du premier ministre? Il y a deux périodes où les provinces ont perdu un terrain énorme: 1917 et 1942. Or, en 1917 comme en 1942, ce sont les ancêtres politiques de nos amis d'en face qui ont laissé faire les empiétements. Aujourd'hui, les membres de l'opposition voudraient nous faire croire qu'ils sont plus autonomistes que nous.

Et pourtant, Dieu sait s'ils se sont moqués de l'autonomie. Ce sont les mêmes libéraux qui, de 1936 à 1939, se moquaient de l'attitude autonomiste du premier ministre, en parlant de ce qui appelaient sa "totonomie".

Encore en 1951, M. Lapalme demandait à la radio et dans ses assemblées: Connaissez-vous ça, l'autonomie? Qu'est-ce que ça mange? Nous avons besoin de grouper dans le Québec toutes les forces vives pour mener le combat si nous voulons survivre. La brèche la plus importante, la plus sérieuse causée au front autonomiste, c'est votre chef qui l'a faite en 1942. De 1936 à 1942, M. Godbout riait de l'autonomie; il trouvait ça si peu important qu'il la cédait à Ottawa par une simple lettre.

J'ai assisté aux conférences fédérales-provinciales auxquelles le premier ministre a pris part, et je puis dire qu'il était alors plus que le chef d'un gouvernement, mais le chef d'un peuple. La tâche ne l'écrasait pas, il avait la taille pour la remplir. J'aime

mieux le témoignage que lui ont rendu les neuf premiers ministres des autres provinces, dont plusieurs libéraux, un CCF et un créditiste, ainsi que le premier ministre du Canada, M. Louis Saint-Laurent, que les critiques peu sérieuses et intéressées des libéraux. Ces hommes l'ont félicité à la conférence de Québec, dont tout Canadien français doit être fier, puisque le premier ministre a réuni à Québec tous les premiers ministres canadiens.

Aujourd'hui, ces mêmes libéraux posent aux champions de l'autonomie. C'était tellement peu important pour eux. Nous avons besoin de grouper toutes les forces vives pour mener le combat, si nous voulons survivre. La plus grosse brèche faite à nos droits, la plus sérieuse au front autonomiste, l'a été en 1942, quand M. Adélard Godbout a cédé à Ottawa, de sa propre autorité, sans même consulter le Parlement, par une simple lettre, l'impôt sur les successions. Et ce sont ces gens-là qui voudraient nous donner aujourd'hui des leçons d'autonomie, nous dire comment conserver nos droits.

Le député de Richelieu (M. Cournoyer) est malvenu de traiter de cette question, lui qui n'a jamais parlé à Ottawa et qui a toujours voté pour les mesures centralisatrices, là-bas, pour nous arracher tout ce qu'il dit aujourd'hui nous appartenir. Et voilà qu'il nous reproche de tenir une attitude négative. Oui et il ne pouvait en être autrement. Quand on nous demande de continuer dans la voie de M. Godbout à céder nos droits, c'est évident que le premier ministre ne peut pas faire une réponse positive, qu'il doit répondre non.

Si les délégués de Québec ont quitté la conférence de 1946, c'est parce qu'un ministre fédéral, M. Ilsley, après avoir exposé le point de vue du gouvernement central, avait dit aux provinces: "Take it or leave it". Le premier ministre n'avait pas d'autre alternative devant l'attitude dictatoriale du ministre fédéral des Finances. Ce qui faisait dire à M. Macdonald, premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse et ancien ministre fédéral, que l'attitude de M. Ilsley était "indécente".

Quand on nous dit que c'est à prendre ou à laisser, quand on nous parle ainsi, il est évident qu'il n'y a pas lieu de faire de contre-propositions. "À prendre ou à laisser"? Nous ne pouvions pas la prendre! Nous l'avons laissée. Le premier ministre a laissé Ottawa. Si l'on veut une autre preuve du travail positif accompli par le premier ministre dans la défense de l'autonomie, qu'on regarde aussi la correspondance énorme qu'il a échangée avec Ottawa sur le sujet. Nos amis d'en face y trouveront une leçon de patriotisme.

Il (l'honorable M. Sauvé) parle de la conférence de Québec. Nos amis d'en face n'ont vu dans cette conférence que le côté politique. Ils n'y ont vu que neuf ministres venus voir le mauvais Duplessis. Ils y ont vu une bien mauvaise affaire. Quand je dis qu'à cette conférence j'ai eu un sentiment de fierté, c'est parce que ce n'est pas arrivé souvent, depuis 1867, que des premiers ministres des provinces du Canada soient venus trouver le premier ministre du Québec. Et la population de la province a connu la même fierté que moi.

Qu'est-ce qui s'est passé alors? Rôle négatif, dit l'opposition? Vous n'avez pas fait de contre-propositions. L'opposition ignore-t-elle que, pendant la conférence de Québec, toute la Constitution du Canada a été étudiée article par article et qu'à chacun des articles, nous avons fait connaître le point de vue du Québec. Rôle négatif? Allons donc!

Il y a ici deux attitudes en présence. D'un côté, un groupe qui, depuis son entrée dans la vie politique, a fait plus, pour mériter au Québec la considération de tout le Canada que n'importe quel autre groupe parlementaire avant lui. Et ce groupe a à sa tête un grand Canadien, l'honorable M. Duplessis. Je ne le dis pas par esprit de parti, mais comme citoyen de la province de Québec. Le gouvernement actuel a toujours pris une attitude constructive, dans l'espoir de régler une fois pour toutes les problèmes qui divisent Ottawa et les provinces. Tout Canadien français qui a le cœur bien placé et juge sans considération partisane ne peut qu'approuver l'attitude du gouvernement de l'Union nationale pour qui l'autonomie est plus qu'une question d'argent.

Et en face, il y a des gens qui ne croient pas encore à l'autonomie de la province de Québec et qui le disent tous les jours. Ils avancent que nous perdons, par notre attitude, de l'argent. L'opposition ne voit dans tout cela qu'une question de piastres et de cents. Cette question de piastres, elle n'est pas la principale, mais elle existe. Au-dessus, il y a des questions plus sérieuses. Il y a des principes auxquels nous tenons plus qu'à n'importe quelle somme d'argent.

D'ailleurs, comment se fait-il qu'un groupe d'hommes intelligents - il y a des hommes intelligents à Ottawa et nous ne le nions pas - insiste jusqu'au chantage pour nous faire accepter des offres? Pourquoi insiste-t-on depuis tant d'années pour nous faire accepter un marché qui serait désavantageux pour Ottawa et avantageux pour nous?

Ces gens d'Ottawa sont venus au cours des deux grandes guerres s'emparer provisoirement, disaient-ils, d'une partie de nos champs de taxation. Le chef de l'opposition aura beau venir avec tous les

chiffres possibles, il ne pourra faire croire à un de nos cultivateurs que ces gens viennent d'Ottawa pour nous faire des cadeaux.

La Constitution canadienne a défini les devoirs et les droits des autorités fédérales et provinciales, ce qui nécessite des revenus. Or, tous les revenus que nous percevons ne suffisent pas à faire face à toutes les responsabilités reconnues à notre province par la Constitution canadienne. Et d'un autre côté, il y a un gouvernement central qui perçoit des impôts non seulement pour remplir ses obligations personnelles, mais pour s'immiscer dans la sphère provinciale en distribuant des subsides dans des domaines qui ne le regardent pas.

Chaque fois qu'on nous offre ainsi des cadeaux, je me demande où nous mèneraient de tels cadeaux si nous les acceptions. Non, la question est beaucoup plus grave qu'une simple question de dollars. Elle touche à la source vive de notre vie nationale. Un fait est certain: pendant que les provinces n'ont pas suffisamment de revenus pour faire face à leurs obligations, le gouvernement fédéral taxe plus que pour les fins qui sont de sa responsabilité, puisqu'il vient nous offrir ce qu'il appelle des cadeaux dans des domaines qui ne le regardent pas, comme celui de l'éducation.

Qu'on cesse de voir un petit capital politique dans l'autonomie. Que nos amis d'en face changent donc de méthode pour traiter cette question de l'autonomie. Ils en rient à chaque élection depuis 1939. Mais voyez, ils ne sont plus qu'une poignée. Les libéraux devraient comprendre une fois pour toutes que le Québec s'oppose à céder ses droits fiscaux au fédéral. La population du Québec s'est prononcée à maintes reprises en faveur du gouvernement.

M. Ross (Montréal-Verdun)⁹: Pour que la Constitution fonctionne bien, il faut que les revenus suivent les droits. L'origine de ce conflit entre le fédéral et les provinces remonte à 1917, et il s'est aggravé au moment de la Deuxième Guerre mondiale et dans les années qui l'ont suivie, parce que les obligations du gouvernement fédéral augmentaient sans cesse. À date, neuf provinces ont signé des ententes avec Ottawa, et le fédéral leur paie annuellement \$312,000,000, à même les taxes qu'il perçoit dans Québec comme ailleurs. L'Ontario reçoit \$25,000,000 de plus qu'elle n'en percevait elle-même en gardant ses sources de revenus. Quant à la commission royale que le gouvernement propose, elle devrait être composée d'hommes compétents et indépendants de la politique, et elle devra faire rapport dans le plus bref délai possible.

M. Lafrance (Richmond) félicite le chef de l'opposition d'avoir traité la question constitutionnelle avec une si belle largeur de vue. Ce n'est pas l'avenir d'un parti qui est en jeu, mais celui de tout un peuple. La lutte actuelle des centralisateurs contre les provinces est sournoise et extrêmement dangereuse, à cause du système des octrois ou subsides. Ce qui manque à Québec, ce sont les pouvoirs de taxation. Ce qui manque à Québec, c'est le pouvoir de réaliser des œuvres sociales et, si le fédéral s'empare de tous les revenus, il sera impossible aux provinces de faire leur devoir. Il faut reprendre au fédéral les sources de revenus dont il s'est emparé. Le moyen? La commission le trouvera pour assurer la survivance du pacte confédératif. Il appartient au gouvernement d'exprimer une opinion qui fera l'union dans le peuple canadien-français à ce sujet.

Il (M. Lafrance) regrette que le gouvernement n'ait pas présenté son bill plus tôt et il réclame l'autonomie pleine et entière pour la province. Nous ne sommes pas séparatistes, dit-il, mais si on continue à grignoter les droits de la province, je crois que ce sera un moyen de nous acheminer vers le séparatisme. Nos pères ont voulu la Confédération, parce qu'ils voulaient un État français souverain. Le ministre de l'Éducation a-t-il quelque chose à dire?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je me demande si le député parle du bon côté de la Chambre!

M. Lafrance (Richmond) souhaite que la formation de la commission royale ne déçoive personne.

M. Bélanger (Lévis): Les membres de la commission devront être reconnus pour leur intégrité, leur science et leur prestige. Il (M. Bélanger) suggère qu'un membre soit nommé par le gouvernement. Parmi les commissaires, on pourrait nommer, dit-il, un représentant de la Fédération des Chambres de commerce, un troisième par l'Union des municipalités, un quatrième par les universités et un autre enfin par l'opposition libérale, pour bien établir qu'il ne s'agit pas d'une question partisane.

Suivant le sentiment de la Chambre de commerce, le rapport devra être un instrument de propagande pour l'autonomie et non pas pour l'Union nationale. La commission devra être un instrument du fédéralisme bien compris. La politique autonomiste du Québec devrait d'ailleurs être une politique bi-partisane. Cette question devrait être étudiée au-dessus des partis politiques, dans l'intérêt du peuple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement, à l'encontre de cette manière de faire, alléguant qu'elle constitue une digression, un éloignement du principe du bill, qui doit seul faire le sujet de la discussion sur une motion de deuxième lecture.

On devrait s'en tenir au principe du bill, qui est la formation d'une commission d'enquête, dit le premier ministre.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que le seul principe en jeu est de savoir si oui ou non une commission d'enquête doit être instituée, et il maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

M. Bélanger (Lévis) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Paquette, Plourde, Poirier, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, Thuot, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat sur la deuxième lecture se poursuit.

M. Bélanger (Lévis): Il est incontestable que tout ce qui concerne le travail, les allocations familiales, les pensions de vieillesse et l'assurance-chômage aurait dû rester du ressort des provinces et tout le monde regrette qu'il n'en soit pas ainsi. La cause de ces empiètements du fédéral, c'est que les provinces ont hésité à intervenir en ces domaines où le fédéral est entré. Les gens se sont alors tournés

vers Ottawa, qui a légiféré en matières sociales, et qui maintenant doit taxer davantage.

Ce devrait être un avertissement aux provinces. Celles-ci, à l'avenir, devraient sans hésiter prendre l'initiative, avant qu'Ottawa n'intervienne, par exemple en ce qui concerne l'assurance-santé et les pensions aux infirmes. Après la signature de l'entente entre Ottawa et l'Ontario, le premier ministre de la province de Québec avait chanté victoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles que vient de prononcer l'honorable député de Lévis, alléguant qu'elles ne relèvent pas du principe du bill, qui est la seule question qui peut être débattue à ce stage des procédures. L'affirmation du député de Lévis (M. Bélanger) est fausse, dit-il. Je n'ai jamais dit que c'était une victoire pour Québec, mais j'ai dit et je répète que nous ne sommes pas isolés, parce nous avons la justice et la vérité avec nous.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre, s'appuyant sur les mêmes motifs que ceux qu'il a mentionnés lors de la décision précédente.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Paquette, Plourde, Poirier, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibault, Thuot 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat sur la deuxième lecture se poursuit.

M. Bélanger (Lévis): Québec devrait prendre l'initiative de regrouper les provinces dans la lutte pour l'autonomie.

Il (M. Bélanger) cite le cas de M. Macdonald et de M. Frost qui ont signé des ententes, mais qui n'en sont pas satisfaits. Le gouvernement du Québec a besoin d'alliés dans d'autres provinces pour soutenir sa cause, et non pas d'un allié comme le chef du Parti conservateur au fédéral, dit-il.

M. l'Orateur: Le député a violé les règlements de la Chambre trois ou quatre fois. C'est la dernière fois que je l'avertis. La prochaine fois, je le nommerai sans autre avertissement¹⁰.

M. Bélanger (Lévis): Les propositions fédérales ne sont pas acceptables dans leur forme actuelle et les libéraux sont aussi autonomistes que les ministériels. La province devrait prendre les moyens pour affirmer son autonomie par des faits dans le domaine social comme dans les autres.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie)¹¹: Le mémoire de la Chambre de commerce est bien conçu, bien rédigé et opportun. Le premier ministre et le chef de l'opposition ont étudié la question en se plaçant au-dessus des considérations partisans.

Il (M. Dupuis) regrette que le solliciteur général (l'honorable M. Rivard) et le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), au lieu de suivre cet exemple, aient fait de la petite politique.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) retire sa dernière expression. Ceux qui ont fait de la "totonomie" au lieu de faire de l'autonomie, dit-il, ce sont précisément le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) et le solliciteur général (l'honorable M. Rivard). Le ministre de la Jeunesse et le solliciteur général ont parlé en dehors du principe du bill et ont un peu trop parlé du premier ministre "champion de l'autonomie".

(Applaudissements à droite)

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie)¹²: "Champion de l'autonomie!"
(Applaudissements)

Il (M. Dupuis) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Un ministre: Ajourné jusqu'à Noël¹³.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le discours du premier ministre aurait été marqué, selon *L'Action catholique* du 22 janvier 1953, à la page 1, par de "fréquents et vigoureux applaudissements". Par ailleurs, *The Montreal Daily Star* du 22 janvier 1953, à la page 1, indique que: "moins de dix députés étaient absents de la Chambre lorsque le premier ministre a prononcé son discours".

2. L'édition du *Montréal-Matin* du 22 janvier 1953, à la page 28, parle de ce projet de loi comme étant "le plus important de toute la session".

3. La visite et le dépôt du mémoire ont eu lieu lors de la séance du 21 novembre 1952.

4. Le chef de l'opposition répond au premier ministre par un discours de plus "d'une heure et quart", peut-on lire dans le *Montréal-Matin* du 22 janvier 1953, à la page 7.

5. Le journaliste de *La Patrie* du 22 janvier 1953, à la page 9, fait plutôt référence à \$85,080,466.

6. Il est plutôt indiqué \$115,004,000 dans *La Presse* du 22 janvier 1953, à la page 34.

7. Encore une fois, on mentionne un chiffre différent dans *La Presse* du 22 janvier 1953, à la page 34, soit \$212,000,000.

8. Dans *L'Action catholique* du 22 janvier 1953, à la page 1, on qualifie de "spectaculaire" l'intervention

du ministre. Il aurait prononcé "son plus brillant" discours. D'après le *Montréal-Matin* du 22 janvier 1953, à la page 2, il fut ponctué de plusieurs applaudissements.

9. Il est précisé dans *L'Action catholique* du 22 janvier 1953, à la page 17, que le député a traité le sujet comme il a été "abondamment couvert par M. Marler au cours de l'après-midi".

10. "À partir de ce moment, les incidents de séance se multiplièrent, doublés d'interpellations de député à député et d'interventions du président", peut-on lire dans *La Patrie* du 22 janvier 1953, à la page 5.

11. On note dans *Le Soleil* du 22 janvier 1953, à la page 13, que le député "a parlé quelques minutes seulement".

12. Selon le journaliste du *Soleil* du 22 janvier 1953, à la page 13, la scène se répéta quatre fois, c'est-à-dire que le député prononce les mêmes paroles et il y a ensuite à chaque fois des applaudissements.

13. *L'Événement-Journal* du 22 janvier 1953, à la page 15, rapporte que la séance se termine "sur une note de gaieté".

Séance du jeudi 22 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 141 constituant en corporation la ville de Barvue ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 111 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 212 autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente;
- bill 116 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Projets de loi:

**Taxe de vente
à Plessisville**

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de la cité de
Saint-Hyacinthe**

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 29 concernant les ouvrages de voirie sur les terres publiques, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant dans les première, deuxième et troisième lignes du sous-article "103a" les mots "Nul ne peut, sauf à travers ses propres concessions forestières et conformément à la loi à ce sujet" par les mots suivants:

"Nul, sauf le détenteur de concession forestière, mais conformément à la loi et aux règlements actuels et futurs à ce sujet, ne peut".

Projets de loi:**Ouvrages de voirie
sur les terres publiques**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 29 concernant les ouvrages de voirie sur les terres publiques.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ville de Murdochville

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion de M. Couturier (Gaspé-Nord) proposant que le bill 119 constituant en corporation la ville de Murdochville ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

M. Couturier (Gaspé-Nord) déclare retirer ladite motion.

**Énergie électrique et hydraulique
à Bromptonville**

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que le bill 118 concernant la municipalisation de l'énergie électrique et hydraulique par la ville de Bromptonville ayant été retiré, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Chevaliers de Colomb

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Isle-Maligne

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 concernant la ville d'Isle-Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Mutuelle des employés
de la Cie autobus & taxis ltée**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 concernant La Mutuelle des employés de la Compagnie autobus & taxis limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission royale d'enquête
sur les problèmes constitutionnels**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 37 instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie):

Actuellement, toute la province a les yeux tournés vers la Chambre. Elle s'attend à une étude sérieuse de la question et espère un débat positif, éclairé. Il concède, dit-il, que le premier ministre, dans son discours, s'est tenu au-dessus des considérations partisans. Le chef de l'opposition a fait de même, mais il reproche au solliciteur général (l'honorable M. Rivard) et au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) d'avoir fait des discours politiques en faisant l'éloge du gouvernement et de son chef.

Si la situation actuelle, qui existe depuis sept ans, est tendue et dangereuse pour les droits de la province, c'est parce que le gouvernement n'a jamais fait de contre-propositions concrètes à Ottawa. On a raison d'affirmer que l'impôt sur les successions relève des provinces. Mais il y a discussion sur l'impôt sur le revenu et l'on n'a rien fait pour éclairer la situation. Si les contribuables du Québec paient aujourd'hui des taxes au bénéfice de l'Ontario, c'est à cause de l'incurie du gouvernement qui s'est borné à attaquer Ottawa comme si c'était un gouvernement étranger, sans vouloir faire de propositions sérieuses. La population réclame de l'action positive dans ce domaine et j'espère qu'on lui donnera satisfaction. Tous les députés de l'opposition sont favorables à ce que la province conserve ses droits, mais il faut régler le problème d'une façon pratique.

Quand les libéraux parlent de "totonomie", ils entendent par là l'exploitation de l'autonomie pour servir les fins de l'Union nationale. Il est temps de cesser nos luttes et d'en arriver à quelque chose de

pratique, comme nous le demandent la Chambre de commerce et le peuple de la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): La situation actuelle est intenable et comporte de graves dangers. Le gouvernement réalise la situation et les dangers que comporte cette situation. Il demande une commission d'enquête pour l'éclairer sur cette question. D'où viennent les difficultés? On ne semble pas s'entendre sur une foule de choses. On ne s'entend pas d'abord sur la nature de la Constitution. Deux écoles sont en présence. L'une prétend que la Constitution est un pacte d'honneur basé sur la bonne foi. L'autre affirme que la Constitution est une loi passée en 1867 par le Parlement de Londres. Ces deux conceptions sont-elles tellement éloignées l'une de l'autre? Sont-elles inconciliables? Il me semble que non.

Ma conception à ce sujet ne date pas d'hier; elle ne date pas de juillet 1952. Elle date du temps où je n'appartenais pas au Parti libéral, où je combattais le Parti libéral. À mon sens, la Constitution est bien une loi, mais j'ai appris du solliciteur général (l'honorable M. Rivard), qui a été mon professeur, que les lois sont susceptibles d'interprétation quand les doutes s'élèvent.

Et, pour les interpréter, il faut se reporter aux circonstances dans lesquelles elles ont été passées, aux pourparlers qui les ont précédées, aux intentions de ceux qui les ont conçues. Il faut tenir compte des délibérations du temps. Quand un texte est clair, il n'a pas besoin d'être interprété; mais quand il ne l'est pas, il faut en donner une interprétation. Il y avait, en 1867, des problèmes qui ne se posaient pas. C'est dans ces cas qu'il faut donner des interprétations à la lumière des textes des délibérations.

On ne s'entend pas non plus sur la portée de la Constitution.

La Constitution détermine certains partages d'impôts. De quelle façon ce partage doit-il être exercé? La province prétend qu'elle détient un droit exclusif en matière de taxation directe. Cette interprétation est contraire à la Constitution. Inutile de se payer de mots. L'article 92 classe parmi les matières qui relèvent exclusivement des Législatures "la taxation directe dans les limites de la province dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux". Il me semble que ce texte ne confère pas aux provinces un droit absolument exclusif sur toutes les taxes directes. Le plus loin où l'on peut aller, c'est de dire que le droit exclusif des provinces en matière de taxation directe se limite aux revenus perçus "pour des objets provinciaux".

Mais ça ne règle pas encore le problème. On ne s'entend pas sur ce que sont les objets provinciaux. J'ai toujours compris, pour ma part, que la propriété et les droits civils relevaient exclusivement des provinces. Mais, en 1941, quand Ottawa a établi une régie des loyers, il a biffé d'un trait tout un chapitre de notre Code civil. A-t-on protesté? Aucunement. On a dit alors que le Parti libéral était assujéti au gouvernement fédéral. Le gouvernement libéral du temps n'a pas protesté et le gouvernement de l'Union nationale, qui est revenu au pouvoir en 1944, n'a pas protesté non plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de fausser les faits. C'est absolument inexact. Nous avons protesté non seulement dans de nombreux échanges de correspondance, mais même en contestant devant la Cour suprême l'intervention d'Ottawa en matière de loyers.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tant mieux si on a contesté cette loi. Ce n'est toutefois qu'en 1948 que la province a repris le contrôle des loyers. J'ai toujours compris également que l'éducation, le sanctuaire de notre autonomie, appartenait exclusivement aux provinces et qu'il fallait la conserver comme la prunelle de nos yeux. Or, en 1937, une entente Bilodeau-Rogers a été conclue, permettant à Ottawa de subventionner des cours. Ce n'était pas les libéraux qui étaient à Québec à ce moment, et la province a accepté des subventions pour les jeunes gens qui voulaient suivre des cours. Pourquoi a-t-on permis au gouvernement fédéral d'intervenir en matière d'éducation, dans ce domaine exclusivement provincial? C'était un précédent qui pourrait servir de base à d'autres empiètements. Car on sait qu'en matières constitutionnelles, les précédents font loi. On connaît le danger des précédents.

On a constitué ensuite une commission savante, la commission Massey, qui a rappelé que l'éducation est réservée aux provinces, mais elle a fait une distinction entre éducation et culture. L'éducation, c'est jusqu'à un certain niveau; ensuite, c'est la culture, et le gouvernement fédéral pourrait intervenir dans ce domaine sans violer la Constitution. Ces distinctions subtiles m'ont scandalisé et mon scandale a été encore plus grand quand j'ai vu, en 1951, l'Union nationale accepter \$10,000,000 offerts par Ottawa pour subventionner les universités.

Pourquoi donner ainsi une approbation implicite aux conclusions du rapport Massey? Je ne suis pas opposé à ce que nos universités soient bien

pourvues financièrement, mais j'aime mieux que l'on coupe sur les travaux de voirie, afin de pouvoir donner l'argent qu'il faut pour soutenir les écoles et les universités que d'accepter des subventions fédérales pour les universités.

Il résulte de tout ceci que les gouvernements provinciaux, pris par le veau d'or et peut-être aussi par la nécessité, ont posé des actes extrêmement dangereux et qui nous ont placés dans une situation des plus précaires, une situation inextricable.

D'autres parlent d'une juridiction mixte en matière d'impôt direct. Et ceux-là sont eux-mêmes divisés. Les uns parlent d'une juridiction concurrente, d'autres disent que les provinces ont une juridiction de priorité. Juridiction concurrente, qu'est-ce que ça veut dire? Cela veut dire que le gouvernement fédéral et les provinces ont le même droit, que les premiers arrivés sont les premiers servis. Si oui, cela place les provinces dans une situation dangereuse.

Le gouvernement fédéral est arrivé avant nous en matière d'impôt sur le revenu. Je serais d'opinion qu'il y a priorité. Mais là aussi, j'aimerais être éclairé. Priorité? Cela veut-il dire qu'un gouvernement doit demander à un autre d'entrer dans son champ de taxation s'il ne se sert pas de son droit? Est-ce à dire que si la province n'intervient pas, Ottawa a le droit de le faire? Voilà autant de choses qu'il faudrait préciser. J'aimerais que le premier ministre de ma province nous dise ce qu'est le droit de priorité.

Je pose ces questions parce que le peuple a le droit de les connaître. Il est temps que finisse la situation de mécontentement qui prévaut actuellement et qui fait perdre à la province de \$15,000,000 à \$25,000,000 par année, avec les conséquences sociales que cela peut avoir, et qui en coûte autant aux corporations. Celles-ci, quand on leur demande de payer des salaires aussi élevés qu'en Ontario, répondent qu'elles ne le peuvent pas parce qu'elles paient plus de taxes. Et ces taxes se répercutent également sur les prix.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député qu'il est hors d'ordre et que s'il continue, il ouvre bien des portes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me limiterai au principe du bill. La commission d'enquête qu'il s'agit d'instituer aura-t-elle le pouvoir de corriger cette situation économique et sociale? En matière de nationalisme, je n'ai pas de leçon à recevoir de l'Union nationale. Je fus aux côtés de l'Action libérale nationale en 1935. Je sais tout le danger que comporte la cession de nos droits au gouvernement

fédéral; mais il ne faut pas, non plus, se cacher le danger de l'inertie du gouvernement.

Le gouvernement prétend qu'Ottawa perçoit des taxes indûment. Si tel est le cas, il y a deux méthodes pour faire cesser la chose: ou bien une descente de police aux bureaux de l'impôt sur le revenu avec saisie des dossiers - c'est la méthode violente - ou bien soumettre la question à un tribunal. Voici que nous perdons \$50,000,000 par année. Nous allons continuer de perdre ce montant pendant que la commission va siéger et bien après.

Que faut-il faire? Il faudrait évidemment formuler des contre-propositions, si on ne veut pas soumettre le problème aux tribunaux. En 1946, le premier ministre parlait de louer nos droits à Ottawa. Ne pourrait-on pas envisager la chose avec toutes les garanties nécessaires. Attendre que la commission ait soumis son rapport pour agir, ce sera trop long. Si le gouvernement provincial de Québec fait des contre-propositions justes et équitables et qu'Ottawa refuse, nous saurons bien où placer, alors, les responsabilités. On peut contracter une entente à courte échéance, jusqu'à ce que la commission ait déposé son rapport. Les sommes d'argent que l'on recevra, si on ne veut pas les affecter aux dépenses générales par crainte de prendre des habitudes de dépenses, on peut les consacrer à l'amortissement de la dette. Il faudrait préciser nos conditions, les garanties que nous exigeons.

Le principe d'une commission est excellent. Je suis surpris qu'on nous soumette ce projet en janvier 1953. Mais pourquoi le gouvernement a-t-il tant attendu pour l'instituer? Quand un de ses membres les plus brillants passés en cette Chambre depuis 15 ans, M. André Laurendeau, a proposé une commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels dès 1945, on lui a refusé cette commission parce qu'il était un adversaire politique du gouvernement. Et l'on vient nous dire aujourd'hui qu'il ne faut pas faire de politique avec les questions constitutionnelles.

Je sais que nos droits sont des choses extrêmement importantes. Mais notre premier devoir, c'est de voir à ce que nos contribuables ne soient pas dépouillés au profit des autres provinces. Le gouvernement me fait penser à un chœur d'opéra dans le domaine de l'autonomie: Le cocher fait claquer son fouet et chante: Avancons, avançons, mais le chariot ne dépasse jamais la scène. Comme question de fait, la lutte engagée par le gouvernement et les orateurs de l'Union nationale n'ont jamais dépassé les limites des tréteaux politiques. Il est temps d'agir.

M. Pinard (Drummond): Au lieu de se chicaner pour savoir si la Confédération est un pacte

ou une entente, il vaudrait beaucoup mieux décider des moyens efficaces pour assurer aux provinces, et même aux municipalités, des sources de revenus suffisantes pour leur permettre de remplir leurs obligations. Il importe moins de savoir si la Constitution est un pacte que d'assurer aux provinces une autonomie bien comprise, de sauvegarder aux provinces leurs ressources financières. Dans le Québec, il y a encore beaucoup à faire dans le domaine de la législation sociale.

L'ambiguïté et l'obscurité de certains articles de l'acte confédératif ne doivent pas servir à des discussions pour fins politiques, à la création d'un chaos doctrinal, comme l'Union nationale le fait depuis tant d'années pour se gagner des votes et se maintenir au pouvoir.

Un temps précieux a été gaspillé par le gouvernement actuel. Le problème réclame une action rapide, active et positive. Le premier ministre et son gouvernement se sont maintes fois servis de l'autonomie provinciale pour des fins électorales. L'Union nationale a, dans le domaine des problèmes constitutionnels, une politique négative où tout est sacrifié aux intérêts politiques du Parti. Le chef du gouvernement se vante d'être un défenseur irréductible de l'autonomie. Il prononce de grands discours, mais ne fait rien pour reconquérir nos droits sacrés. La politique salvatrice de l'Union nationale n'a encore rien donné de précis, de positif, et il est maintenant permis de douter de la sincérité du premier ministre quand il se proclame le champion de l'autonomie.

Le discours prononcé hier par le chef de l'opposition (M. Marler) était fort au point. En plus de signaler l'inertie du gouvernement, il était bourré de suggestions positives et constructives, ce qui nous change du premier ministre qui veut faire de la magie avec l'autonomie dans le domaine de l'éducation. Quand Ottawa a offert des octrois, il a failli à son devoir en acceptant; il a manqué à sa parole d'honneur.

Les discours des honorables députés de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) et de Montmagny (l'honorable M. Rivard), hier, n'avaient que pour but de tenter de masquer l'inertie du gouvernement actuel. La politique du Parti libéral provincial a toujours été autonomiste et elle continuera de l'être. De plus, si la Constitution actuelle ne répond pas à nos droits ou nos aspirations, qu'on lui propose des amendements sérieux. Enfin, que la future Commission d'enquête soit formée de personnes compétentes et indépendantes.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) ne comprend pas la raison de tous ces discours

prononcés sur les problèmes constitutionnels venant de la part des députés du Parti libéral, alors qu'ils ont tous donné leur accord sur le principe du projet de loi qui vise à nommer une commission pour étudier les problèmes. Il se tourne vers la tribune des journalistes et dit qu'il ne parle pas pour obtenir de la publicité.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Si le gouvernement est obligé de créer une commission royale d'enquête, c'est que l'autonomie provinciale n'a jamais été aussi malade. L'autonomie provinciale se meurt, et le bill le démontre. L'Union nationale a été impuissante à régler ce problème. Elle a beau faire des discours, cela ne résout rien. Le gouvernement se vante d'avoir échangé une correspondance volumineuse avec Ottawa, correspondance de nature à donner une leçon de patriotisme. Je demande au gouvernement de faire connaître cette correspondance à la population canadienne-française.

On veut créer une commission. Très bien. Mais il faut que les membres soient choisis avec discernement sans considérations politiques. En mars 1954, la commission devra faire rapport de ses constatations. D'ici là, le chef du gouvernement de la province et ses ministres devraient discuter le problème constitutionnel et fiscal. Ainsi, la population de la province pourrait-elle voir de quel côté existe la mauvaise foi.

Il est bien beau de dire que le problème n'est pas une question de dollars. Qu'advient-il de nous si nous attendons encore 10 ans dans les conditions actuelles? Si le gouvernement a vraiment l'intention de poser des actes positifs, il a le champ libre. Mais l'on sait qu'au fond, le gouvernement ne se sert de l'autonomie que pour garder le pouvoir.

En terminant, le député de Jeanne-Mance souligne qu'il est jeune, qu'il est de l'édition 1952 du Parti libéral et qu'il n'entend pas se faire solidaire d'actes qui se sont passés il y a 10 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le problème actuellement soumis à l'attention de la Chambre est certainement le plus sérieux et le plus important, parce que son règlement touche à la survie de la province de Québec et au maintien de nos traditions religieuses et nationales.

J'ai voulu, mercredi, au commencement de ce débat, le placer sur les hauteurs qui conviennent à une question aussi vitale. Je n'ai fait aucune critique à l'endroit d'un parti quelconque. Je n'ai pas voulu faire de politique partisane pour m'en tenir aux grands principes. Mais le chef de l'opposition s'est levé tout de suite après moi et, dans tout son discours, il n'a formulé que des injures et des critiques à

l'endroit du premier ministre et à l'endroit du gouvernement.

En des moments aussi graves, alors qu'il s'agit d'étudier un document aussi important que celui de la Chambre de commerce de Québec, on n'entend en Chambre que des injures et des déclarations qui font plaisir à ceux qui empiètent sur les droits de la province de Québec.

Pas un seul mot pour affirmer les droits de la province. Pas un seul mot pour demander au fédéral de cesser ses empiètements. Nous assistons à des usurpations, mais l'opposition n'a pas un mot de condamnation pour ceux qui en sont coupables. Seulement des déclarations pour mettre en doute les droits de la province. Quelle responsabilité portent ces gens-là!

C'est une responsabilité et une attitude que je ne voudrais jamais prendre. J'aurais voulu tenir ce débat au-dessus de toute considération politique, mais des mises au point sont maintenant nécessaires.

Vous avez entendu les gens de l'opposition s'identifier avec le gouvernement Godbout. Des hommes qui se prétendent nouveaux, l'édition 1952 du Parti libéral, sont devenus des hommes anciens. Ils passent une grande partie de leur temps à vanter le gouvernement Godbout et à s'identifier à toutes les déclarations que nos adversaires politiques ont faites contre nous pendant la campagne électorale. Comme disait Isaac: "C'est la voix de Jacob, mais la main d'Ésaü". C'est la voix des députés du Parlement provincial, mais c'est la main d'ailleurs. Les empiètements d'Ottawa, depuis 1917, ont eu lieu dans le domaine sacré de nos droits, de nos libertés et de notre religion. Ce sont des empiètements...

M. Bélanger (Lévis): Je soulève un point d'ordre. Hier, j'ai parlé d'empiètements et le premier ministre m'a arrêté en me demandant de parler du principe du bill. Qu'il fasse de même! Il devrait, comme les autres, s'en tenir au principe du bill.

M. l'Orateur rejette le point d'ordre. J'ai averti l'opposition à plusieurs reprises qu'elle parlait en dehors du bill; on n'en a pas tenu compte et le premier ministre a le droit de répondre, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces gens-là peuvent nous injurier, mais ils nous nient le droit de leur répondre. Ces gens-là sont des complices...

M. Bélanger (Lévis): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de nous

traiter de complices. Pour ma part, je n'ai pas défendu les empiètements d'Ottawa et je demande que le premier ministre retire ses paroles.

M. l'Orateur rejette le point d'ordre pour les mêmes raisons qu'il a précédemment évoquées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyez la tactique que l'opposition emploie. Nous parlons des droits de la province, des libertés de la province, et on s'ingénie à nous interrompre. On n'aime pas entendre affirmer les droits de la province. Je suis peiné de voir l'opposition s'accrocher à des attitudes et à des déclarations que le peuple a réprouvées. La conduite du premier ministre et de son gouvernement, le peuple l'a approuvée en 1944, puis en 1948 et de nouveau en 1952. Mais quand on demande à la Chambre, dans l'intérêt de la province, de présenter un front commun, quand on fournit à l'opposition l'occasion d'être utile dans la lutte pour l'autonomie, tout ce que nous obtenons, ce sont des discours.

On a prétendu que l'attitude du gouvernement n'est pas la bonne. Prenons le mémoire de la Chambre de commerce, préparé et présenté par des gens de toutes les parties de la province et appartenant à tous les partis politiques. À la première page du mémoire, on dit la satisfaction de la Chambre de commerce devant l'attitude et la fermeté du gouvernement sur cette question. J'aime mieux le témoignage de la Chambre de commerce et du peuple de la province que les déclarations de l'opposition. C'est avec plaisir que j'oublie ses injures et ses critiques.

À l'heure actuelle, nous nous battons pour assurer la vie et la survie de notre province, nous nous battons pour les générations montantes. Nous nous battons pour le maintien du régime démocratique qui ne peut pas exister si on laisse les centralisateurs agir à leur guise. Car le seul régime qui convienne à un pays comme le nôtre, c'est la décentralisation, gage d'un gouvernement autonome.

La première chose qu'un Canadien peut faire quand il s'agit de revendiquer les droits de la province, c'est de commencer par les affirmer et non de les mettre en doute.

Au moment de la Confédération, la province de Québec a accepté des devoirs, mais elle a obtenu en même temps des droits. Il n'y a pas un homme intelligent, pas un homme de cœur qui puisse prétendre que l'on peut imposer à quelqu'un une obligation sans lui donner en même temps le moyen de s'acquitter de cette obligation.

Je ne voulais pas parler de ces choses, mais puisqu'on a déplacé le débat, je dirai que c'est sous une administration libérale provinciale que s'est consommée la plus grande trahison de toute notre histoire. Il y a eu des premiers ministres libéraux autonomistes, comme M. Gouin, comme M. Taschereau, mais un de leurs successeurs, celui que les libéraux reniaient il y a quelques mois et qu'ils défendent aujourd'hui, a cédé à Ottawa pour \$18,000,000 des droits qui en rapportaient plus de \$200,000,000 par année à la province et dont elle avait besoin pour s'administrer et pour le développement de ses ressources naturelles. Et, en plus de céder l'argent de la province, on a cédé des droits essentiels en matière d'impôt sur les successions. Je suis allé à Ottawa à la suite de la plus monstrueuse abdication dont un gouvernement se soit jamais rendu coupable.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre sait très bien que nous n'avons jamais cédé les droits sur les successions. L'entente de 1942 ne touchait pas aux droits de successions. Il n'a qu'à relire l'entente de 1942 pour s'en rendre compte. Le premier ministre doit rester dans les limites de la vérité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme qu'en 1942 le gouvernement Godbout a cédé à Ottawa pour \$18,000,000 des droits qui représentaient au-delà de \$200,000,000 par année et qu'il a cédé en même temps les droits sur les successions. À la suite de ces abdications, nous sommes allés à Ottawa à deux reprises en 1945 et à deux reprises en 1946: j'y suis allé du 6 au 10 août 1945, du 26 au 30 novembre 1945, du 28 janvier au 1^{er} février 1946 et du 25 avril au 30 mai 1946. Toujours j'ai réclamé les droits de la province en matière d'impôts sur les successions, le revenu et les corporations. J'ai dit: les raisons que vous donnez ne me paraissent pas logiques, pas suffisantes, mais nous sommes prêts à faire une entente qui tienne compte des droits constitutionnels de la province, pour nous donner le temps de régler une fois pour toutes ces questions.

Malheureusement, certaines autorités faisaient alors des déclarations qui n'étaient pas correctes. Les faits contredisaient ces affirmations. Certains chiffres qu'on nous a soumis n'étaient pas exacts. On nous disait: Acceptez une entente pour trois ans et nous vous donnerons \$40,000,000 par année. On prétendait faire un arrangement en vertu duquel les provinces auraient reçu davantage; Ottawa aurait reçu davantage et les contribuables auraient eu moins

à déboursier; on aurait diminué les taxes. Je n'ai pu m'empêcher de lui dire que son affirmation manquait pour le moins de logique, car nous taxions les mêmes contribuables.

J'ai dit: vous avez fait une entente avec M. Hart, premier ministre de la Colombie-Britannique, par laquelle vous vous êtes engagé à vous retirer du champ de l'impôt et vous ne l'avez pas fait. Donnez-nous des garanties. Si vous faites une entente, vous allez la respecter. On n'a jamais voulu nous donner des garanties. On a tout fait pour nous impatienter. Jamais on n'a offert aux provinces le soupçon d'une particule d'un droit. Jamais.

L'opposition nous reproche de n'avoir pas fait de suggestions. Belle attitude! Voici un homme qui entre chez vous, qui s'empare de votre terrain, de votre maison et de vos meubles, de la moitié de ce qui nous appartient, et on voudrait que nous nous mettions à ses genoux pour dire: soyez donc assez bons de n'en prendre que le quart; ou pour lui demander: Quelle partie allez-vous nous laisser? Non. Dans une circonstance pareille, on dit: Sortez d'abord de chez nous et après on va s'entendre. Faisons une répartition des champs d'impôt pour que chacun ait les revenus nécessaires pour s'administrer.

En 1946, j'ai dit aux journaux et j'ai ensuite répété en plusieurs circonstances qu'il fallait que le fédéral et les provinces étudient une nouvelle répartition des impôts. Nous n'avons rien dit jusqu'à ce que je m'aperçoive du manque de logique, de consistance du fédéral. Nous avons dit au fédéral: Si vous avez des doutes - pour nous, il n'y a pas de doute - on va travailler pour clarifier et délimiter le champ de taxation pour que le payeur de taxes, cet éternel oublié, ne soit pas écrasé sous le fardeau des taxes. Comme les journaux du temps l'ont rapporté, j'ai réclamé la clarification des impôts, une simplification de la perception et la modération dans la taxation. Jamais on n'a voulu accepter ça. C'étaient des propositions concrètes. Qu'est-ce qu'on nous reproche? De n'avoir pas cédé pour obtenir la paix, l'honneur et la vie de la province? Jamais.

À ce moment, la conférence avait duré, à diverses époques, plusieurs semaines, remplies de déclarations intempestives. Ce n'était pas raisonnable. J'ai alors demandé au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), un brave entre les braves, de continuer à représenter la province. La conférence a été interrompue par la déclaration arrogante de M. Ilsley qui a dit: "Take it or leave it". La conférence s'est alors ajournée.

La première invasion du fédéral dans nos droits de taxation a eu lieu en 1917, mais la pire a eu

lieu en 1941. Et je ne crains pas d'affirmer que de mois en mois, depuis 1941, ça a été des empiétements continuels, de plus en plus sérieux, arrogants et intolérables.

Il y a eu d'autres conférences. Nous sommes retournés à Ottawa et nous avons fait de nombreuses propositions concrètes. On nous a toujours répondu en demandant aux provinces d'abandonner des droits essentiels.

Il y a des gens qui parlent d'argent, de millions. Je dis à ceux-là que, si Judas est aujourd'hui méprisé, ce n'est pas parce qu'il a reçu 30 deniers au lieu de \$30,000,000, mais parce qu'il a vendu son Seigneur.

Même en ce qui concerne les questions de piastres, j'affirme que la province de Québec, en refusant de signer les ententes, a sauvé à ses contribuables des centaines de millions. J'irai plus loin. À l'heure actuelle, malgré l'entente qu'elle a signée le couteau sur la gorge, l'Ontario n'est pas satisfaite et je la comprends. J'affirme, en dépit de l'entente que l'Ontario a signée le couteau sur la gorge - et je sais ce que je dis - les taxes sont moins considérables dans le Québec que dans l'Ontario.

Quand on ne se laisse pas obnubiler par des considérations matérielles, on constate que les industries viennent dans Québec parce qu'il y a ici un gouvernement qui se tient debout. Ce n'est pas un gouvernement qui se vend ou un gouvernement qui vend, et c'est ça que les industries veulent. C'est ce qui fait notre prospérité.

Nous avons fait des suggestions nombreuses, et si, de 1867 à 1917, le gouvernement fédéral n'est pas intervenu en matière d'impôt sur le revenu, c'est une preuve de l'interprétation donnée par une des parties contractantes au pacte confédératif et que les provinces ont un droit de priorité en ce domaine. On dit: qu'est-ce que ça veut dire, un droit de priorité? C'est bien simple, ça veut dire qu'on se sert et ce qui reste appartient aux autres.

La deuxième invasion a eu lieu en 1942, quand le fédéral est entré dans le domaine des droits de succession. La troisième est la plus odieuse. En 1946, pour sauver les commissions scolaires qui étaient à la porte de la banqueroute, nous avons assumé \$100,000,000 de dettes scolaires. Et pour amortir ces dettes, nous avons créé un fonds auquel souscrivent certaines compagnies exploitant nos ressources naturelles. Savez-vous ce qu'Ottawa a fait? Il a taxé la taxe imposée par le gouvernement provincial pour sauver l'éducation. On ne veut pas que la province de Québec bâtisse des écoles où les enfants puissent apprendre leur langue et leur religion.

Des voix oppositionnistes: Oh! Oh!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans une lettre écrite le 15 août 1950 à M. Saint-Laurent, à la suite d'un téléphone, je lui ai signalé que j'étais surpris que des officiers fédéraux refusaient de reconnaître ces impôts provinciaux et n'en tenaient pas compte dans la détermination des taxes fédérales, taxant ainsi les impôts provinciaux. J'ai parlé d'officiers fédéraux par délicatesse... On sait que j'aurais pu dire autre chose.

J'ajoutais qu'il s'agissait d'un problème essentiellement important, puisqu'il concerne le domaine vital de l'éducation. Le fédéral a-t-il le droit de tarir la source des revenus pour l'éducation dans les provinces? Je terminais en disant que c'était notre devoir de protester poliment mais fermement. N'est-ce pas un acte positif? Et pourtant, malgré ma mise en garde, ma suggestion, on a refusé et on refuse encore. Et on continue encore à taxer la taxe provinciale sur l'éducation. Il y a pourtant à Ottawa des ministres qui paraissent très bien disposés, qui sont très larges. Je ne sais pas qui mène, mais il y a quelqu'un qui empêche de mettre un terme à un empiétement odieux.

Je fais toutes ces mises au point parce qu'on me force à rétablir la vérité. Je ne veux pas en dire davantage. Que l'opposition persiste dans sa solidarité libérale, nous allons continuer de proclamer la solidarité nationale. Et je termine en rappelant cette phrase d'un homme d'État français: "Entre le passé où sont nos souvenirs et l'avenir où sont nos espérances, il y a le présent où sont nos devoirs. Et ce sont nos devoirs qui nous guideront dans nos attitudes."

La motion proposant que le bill 37 soit maintenant lu une deuxième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marler, Marquis, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche,

Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 80.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier pour étude à la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 32 concernant la Commission des loyers;
- bill 36 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 39 modifiant la loi pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche;
- bill 115 autorisant l'adoption de Peter Thomas Daley par John Harold Cooney et son épouse, dame Frances Anna Mahoney;
- bill 132 modifiant la loi 34 Victoria, chapitre 63, intitulée Acte pour incorporer le Thistle Curling Club de Montréal;
- bill 139 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;
- bill 160 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 164 reconnaissant l'Église catholique polonaise nationale d'Amérique au Canada;
- bill 168 concernant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent;
- bill 179 concernant la succession Peter Mastoris;
- bill 182 concernant certaines écoles ménagères;
- bill 188 changeant le nom de Joseph Robert Ola Ouellet en celui de Joseph Roland Bouchard;
- bill 191 concernant l'évaluation des propriétés de la Gaspesia Sulphite Company Ltd. par la corporation du village de Chandler;
- bill 197 modifiant la charte de la ville des Sept-Îles;
- bill 200 permettant à la ville de Saint-Félicien d'annexer une portion déterminée de territoire;
- bill 206 changeant le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall;

- bill 209 concernant une propriété de Jean Fidèle Bernard.

La séance est suspendue.

Reprise de la séance 8 h 15

Projets de loi:

Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 37 instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution, y compris les traitements des membres de la commission, des officiers, juristes et autres spécialistes, seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À cause de l'importance de la question, l'opposition libérale n'a pas d'objection, dans ce cas-ci, à donner mandat en blanc au gouvernement. Le gouvernement doit avoir toute la liberté nécessaire pour organiser la commission, engager des experts, etc. Il faut que cela aille vite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) abonde dans le même sens.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 37 instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à constituer une commission royale pour enquêter sur les problèmes constitutionnels, lui faire rapport des ses constatations et opinions et lui soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour la sauvegarde des droits de la province, des municipalités et des corporations scolaires."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) réclame une commission composée de personnes compétentes, indépendantes et de bon jugement. Il est essentiel, dit-il, qu'on se tienne en dehors de la politique et qu'on ne donne pas l'impression que les nominations sont pour favoriser des amis.

Peut-être le gouvernement devrait-il comparaître lui-même devant la commission pour faire valoir son point de vue sur la question fiscale, mais il ne faut pas que ces séances servent de tribune à des groupes politiques. Il est évident que les provinces ont chacune le droit d'imposer des taxes directes pour des fins provinciales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai peu confiance aux commissions trop nombreuses. La commission sera formée de cinq commissaires impartiaux et, pour ce faire, aucun des membres ne représentera le gouvernement ou l'opposition. Ce nombre lui paraît suffisant, mais ce nombre pourrait augmenter si c'est nécessaire, peut-être sept au plus. Il faut que la commission soit représentative et au-dessus de la politique, car elle doit représenter la province de Québec.

Il (l'honorable M. Duplessis) assure le chef de l'opposition que la commission sera formée indépendamment de toute considération partisane et comprendra des gens à la hauteur de la situation. Il promet que cette commission ne servira pas de tribune à aucun groupe politique. Il déclare qu'il avait songé à nommer un expert du ministère des Finances, mais qu'il y a renoncé pour qu'on ne soit pas sous l'impression qu'on a choisi des personnes près du gouvernement. La commission entendra les experts des finances quand elle le jugera à propos. Tous les intéressés pourront être entendus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et M. Hamel (Saint-Maurice): Quels sont les suggestions du premier ministre pour améliorer la répartition fiscale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il est prêt à s'entendre avec Ottawa sur des bases raisonnables, d'après les pouvoirs fiscaux. Il se déclare prêt à coopérer, mais non sur une base "permanente temporaire". Il n'appartient pas à la victime de se mettre à genoux devant ses usurpateurs. Il affirme être contre tout arrangement temporaire parce que la province a déjà eu, avec Ottawa, trop d'arrangements "permanents temporaires". Il est temps, déclare-t-il, de régler le problème définitivement. Ottawa a eu tout le temps nécessaire pour préparer des propositions. C'est à lui d'en faire. C'est lui qui a envahi le terrain appartenant aux provinces et c'est à lui de faire des propositions. Ce n'est pas à la personne dépouillée.

Il (l'honorable M. Duplessis) se déclare opposé au système des subventions. La politique de subventions est aux antipodes du gouvernement responsable. Les subventions sont un signe de curatelle et de tutelle, ce que nous ne pouvons accepter. Pas de subventions, dit-il. Cela ne convient pas à Québec. Le gouvernement responsable est basé sur les pouvoirs fiscaux.

M. Cournoyer (Richelieu): Pourquoi l'Ontario aurait-elle été forcée de signer l'entente de 1952?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il n'est pas obligé de répondre, mais qu'il n'a aucune objection à donner des précisions.

La raison pour laquelle l'Ontario a signé une entente, c'est que cette province, voulant prélever un impôt sur le revenu égal à 5 % de l'impôt que le contribuable paie à Ottawa, s'est trouvée dans l'impossibilité de le faire, parce que l'impôt payé au

fisc fédéral est secret. Ottawa refusant de le divulguer, l'Ontario a dû signer l'entente avant de pouvoir compter sur son impôt de 5 %.

La province voisine avait commencé à transformer son système électrique en changeant le 25 cycles par du 60 cycles. Cela allait coûter des centaines de millions. L'Ontario avait donc un pressant besoin d'argent, et elle ne peut imposer le revenu des particuliers parce qu'Ottawa ne veut pas lui fournir les renseignements essentiels concernant la base de cette taxe. Québec a aussi besoin d'argent, mais n'est pas dans la position de l'Ontario, et elle peut résister à n'importe quelle politique de chantage et d'accaparement. Elle ne se contentera jamais des restants. Nous voulons coopérer, mais nous n'abdiquons jamais.

Il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il a parlé de la situation de l'Ontario avec le premier ministre Frost. M. Frost lui a dit que l'Ontario se trouvait dans une situation impossible et il lui a demandé de rester ferme devant les tendances centralisatrices du gouvernement fédéral. M. Frost lui avait dit aussi: "Tu sais, Maurice, l'Ontario et le Québec sont différents. Québec n'est pas une province protestante comme l'Ontario et les autres provinces du Canada. Vous avez vos propres particularités." C'est son affaire, naturellement. Les gens vont juger d'eux-mêmes.

Je puis dire que, depuis 1945, il y a certaines autorités fédérales qui perdent leur temps à essayer de soulever le Québec contre l'Ontario, mais ces manœuvres ont abouti à un échec. On tente malheureusement en certains milieux d'accréditer la légende que le fédéral a tous les pouvoirs, et les provinces, le reste. La province de Québec a plus d'avantages que l'Ontario: elle possède des pouvoirs d'eau plus abondants et beaucoup plus de bois que l'Ontario, et elle exporte à sa voisine. Si la province d'Ontario a signé une entente avec Ottawa, c'est qu'elle y a été forcée.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que la Confédération canadienne, née d'une entente entre les quatre provinces pionnières, est d'abord et surtout un pacte d'honneur entre les deux grandes races qui ont présidé à sa fondation et dont chacune apporte une précieuse et indispensable contribution au progrès et à la grandeur de la nation;

"Attendu que la Constitution de 1867 reconnaît aux provinces, à la province de Québec en particulier, des droits, prérogatives et libertés dont le respect intégral est intimement lié à l'unité nationale et à la survivance de la Confédération, et leur assigne des responsabilités et des obligations qui impliquent corrélativement les moyens d'action nécessaires;

"Attendu que la province de Québec entend exercer ces droits et remplir ces obligations et que, pour ce faire, elle doit sauvegarder les ressources fiscales qui lui appartiennent et conserver son indépendance financière aussi bien que son autonomie législative et administrative;

"Attendu que, depuis 1917, le pouvoir central a envahi d'importants domaines de taxation réservés aux provinces et, par là, limité sérieusement la possibilité pour les provinces d'exercer leurs droits fiscaux dans ces domaines;

"Attendu que ces empiétements privent les provinces, notamment le Québec, de sources de revenus qui leur appartiennent et leur sont nécessaires, les restreignent dans l'exercice des droits et des pouvoirs législatifs et administratifs qui leur sont reconnus par la Constitution, faussent l'application du pacte confédératif et en menacent l'existence par l'étiollement des provinces et une centralisation de pouvoirs inconciliables avec le système fédératif et démocratique;

"Attendu qu'une telle centralisation ne peut conduire qu'au régime bureaucratique et à la disparition graduelle du gouvernement responsable;

"Attendu que, dans un pays aussi vaste et aussi diversifié que la Canada, seule une administration centralisée peut répondre aux besoins de chaque région et assurer le développement harmonieux de l'ensemble;

"Attendu que le respect des droits de toutes les parties constituantes de la Confédération est essentiel à sa survie et à l'avenir de la nation canadienne;

"Attendu que les institutions municipales et scolaires, qui sont des émanations des provinces et des formes démocratiques de décentralisation administrative, ont droit à leur juste part du revenu national et qu'elles ne peuvent l'obtenir que sous un régime de décentralisation fiscale;

"Attendu qu'il y a lieu de confier à une commission royale l'étude des problèmes d'importance vitale résultant de cette situation et des mesures à prendre pour les résoudre;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre ce qu'il fera si Ottawa refuse de se retirer des champs de taxation dont il s'est emparé dans le domaine provincial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans une dispute entre gouvernements, c'est de mauvaise guerre de révéler quelles armes un gouvernement emploiera contre l'autre. Je ferai mon devoir, mais je ferai remarquer que, dans toutes nos discussions, jamais Ottawa n'a voulu céder un seul pouce de terrain.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande si le gouvernement aura recours aux services de M. Beauchesne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas où l'on aurait besoin de M. Beauchesne pour la commission, on aura recours à ses services.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'objecte au mot empiètement, sous prétexte que cela semble préjuger la commission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas de préjuger, mais d'affirmer les droits de la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si en dépit de toutes les pressions, Ottawa refusait de sortir des champs de taxation qu'il occupe, dit-on, sans droits, le gouvernement de la province de Québec irait-il jusqu'au séparatisme pour obtenir justice?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas obligé de répondre à une telle question. Toutefois, je dirai que la Confédération, telle que conçue par les Pères de la Confédération, était un système de gouvernement qui convenait à toutes les parties du pays.

La province de Québec sera toujours heureuse de coopérer au progrès de toutes les parties du pays, tout en réclamant avec fermeté et avec courtoisie le respect de ses droits.

Lors d'une Conférence intergouvernementale à Ottawa, l'honorable M. Smith, jeune procureur général du Manitoba, et autres représentants de cette province ont demandé à Québec de renoncer à une partie importante de ses droits, entre autres à des droits qui touchent au droit civil et au droit de propriété. Comme nous refusions d'accéder à cette demande, certains délégués s'étonnèrent. J'ai tenté de

leur faire comprendre que la situation n'était pas la même dans Québec que dans les autres provinces.

M. Smith a déclaré que le Québec était un obstacle au progrès du pays et a fait remarquer que, si des attitudes comme celle-là créent des empêchements au progrès du pays, il est temps qu'il y ait une révolution. Je suis sûr que ce jeune procureur général n'exprimait pas l'opinion de son premier ministre et de son gouvernement.

J'ai répondu que, si on considérait la province de Québec comme un obstacle au progrès dans la Confédération, nous étions prêts à nous retirer.

Le préambule est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il veut simplement rappeler que les membres de l'opposition attachent autant d'importance que les ministériels aux droits de la province.

Bien que je ne sois pas de la majorité canadienne-française de cette province, poursuit-il, j'ai réalisé déjà depuis longtemps que le Québec se trouve placé dans une situation particulière et qu'il ne serait pas juste de lui faire accepter une entente qui le priverait en permanence de ses droits fiscaux, moyennant quelque compensation que ce soit. Pour les autres provinces, une entente de cette nature ne comporterait pas les conséquences aussi graves, parce que la population de ces provinces constitue la majorité du pays. Et si, à un moment donné, il se présentait une situation injuste pour ces provinces, on peut prévoir qu'il y aurait au Parlement fédéral une réaction opportune de la part de cette majorité. Mais nous, du Québec, nous ne sommes pas dans une situation semblable, parce que nous sommes en minorité au Parlement d'Ottawa.

Il ne peut donc pas y avoir d'entente permanente tant qu'on ne trouvera pas une solution qui soit acceptable à tout le monde. Mais entre cette situation idéale et la situation présente, il y a une marge. Je suis parfaitement d'accord pour confier à

une commission royale, formée de personnes vraiment compétentes et indépendantes, le soin d'étudier toute cette question, de façon que le gouvernement soit en mesure de présenter un plan bien conçu aux autres gouvernements du pays.

Mais, en attendant qu'on ait trouvé le moyen d'en arriver à la meilleure solution possible, nous sommes dans une situation économique désavantageuse. C'est pourquoi il me semble qu'il y aurait moyen de rédiger des contre-propositions, dans le sens que j'ai indiqué déjà, en vue d'une entente temporaire qui vaudrait, disons, jusqu'en 1957, en attendant que la commission ait présenté son rapport et que le gouvernement soit à même de prendre d'autres mesures à la lumière des conclusions des commissaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On nous offre des restes, mais cette province ne se satisfera pas de cela. Nous voulons autre chose que les restes.

La motion est adoptée². Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 15.

NOTES

1. Il est 5 h 15, selon le *Montréal-Matin* du 23 janvier 1953, à la page 7.

2. La motion a été adoptée à l'unanimité, selon *L'Action catholique* du 23 janvier 1953, à la page 24.

Séance du vendredi 23 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**Route 2,
Saint-Romuald-Montmagny
et le pont Rivard**

M. Marquis (Québec-Est): 1. Combien ont coûté depuis le 1^{er} janvier 1950 jusqu'à date, les travaux de la reconstruction de la section de la route numéro 2, entre Saint-Romuald et Montmagny, y compris les travaux de la construction du pont "Rivard", sur la rivière Montmagny?

2. Quels sont les noms des entrepreneurs auxquels le gouvernement a confié l'exécution des susdits travaux?

3. Quels montants ont été payés à date à chacun de ces entrepreneurs?

L'honorable M. Lorrain (Papineau) et l'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. \$3,187,097.02, pour les travaux de construction, d'arpentage, pour l'expropriation et les matériaux fournis.

2.	3.	Modern Paving Ltd	\$ 318,067.69
		Komo Construction Co.	1,100,260.59
		Michaud & Simard Inc.....	4,029.05
		Dieppe Construction Co.....	2,461.45
		Montpellier Construction Co	726,015.56
		Les Entreprises Lechasseur	235,325.51
		Quemont Construction Inc.....	388,242.91

Projets de loi:**Loi de l'exécutif**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 33 modifiant la loi de l'exécutif.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), le 15 janvier 1953, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 6a de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), édicté par l'article 16 de la loi 10 George VI, chapitre 11 et modifié par l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 16, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la huitième ligne du premier alinéa, le mot "six" par le mot "huit";

b) en remplaçant, dans la douzième ligne du premier alinéa, le mot "deux" par le mot "trois".

2. Que la présente loi aura son effet depuis le premier janvier 1953.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce bill a pour but d'augmenter de \$2,000 par année l'indemnité des ministres chargés de l'administration d'un département, et de \$1,000 par année celle des ministres sans portefeuille.

Il (l'honorable M. Duplessis) profite de l'étude du bill pour annoncer qu'à la suite de certaines suggestions, un prochain projet de loi sera préparé, afin d'augmenter de \$2,000 l'indemnité allouée au chef du gouvernement et au chef de l'opposition pour les frais inhérents à leurs fonctions, soit les frais de séjour et de représentations, et augmenter de \$1,000 l'indemnité accordée au président de l'Assemblée législative, au président du Conseil législatif, au vice-président de l'Assemblée et à tous les députés pour leurs frais de séjour et de représentations.

Il avait été question, déclare-t-il, de porter l'indemnité des députés à \$6,000, mais on a jugé préférable de la porter à \$5,000, afin d'éviter des critiques injustifiées. Ainsi, chaque député toucherait \$5,000 par année, dont \$3,000 de traitement et \$2,000 non imposables pour leurs frais de la session. À Ottawa, les députés ont une exemption de \$2,000. Les députés de Québec seront donc sur le même pied que les membres de la Chambre fédérale, à ce sujet.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

regrette que le premier ministre n'ait pas accepté sa suggestion d'augmenter son salaire en même temps

que celui des ministres, mais il trouve que l'augmentation prévue pour les députés n'est pas suffisante.

Les changements proposés, dit-il, sont facilement justifiables, en tenant compte du coût de la vie. Depuis 1946, année où les députés obtinrent chacun \$1,000 annuellement pour leurs frais, la situation économique a considérablement changé. L'indice du coût de la vie a monté de 120 à 190, soit de 50 %. Quant au bill annoncé par le premier ministre, l'opposition ne s'y oppose pas. Il croit même, déclare-t-il, qu'on pourrait faire davantage pour les députés. Je crois que justice doit être rendue plus généreusement aux députés et que la question doit être réexaminée de nouveau.

Je ne crains pas de dire que les gens qui consacrent leur temps à la vie publique font des sacrifices énormes, spécialement ceux qui exercent des professions. Les professionnels perdent une partie de leur clientèle et les hommes d'affaires souffrent considérablement de n'être pas à leurs bureaux pour s'occuper de leurs affaires.

Pour ma part, ma clientèle personnelle diminue d'année en année, et plus longtemps on est dans la vie publique, plus le sacrifice devient lourd.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) admet que les augmentations de cette année ne répondent que partiellement au changement de situation, et que les fonctions publiques ont pris une importance considérable à cause des énormes développements de la province depuis quelques années. Il est clair que les augmentations projetées ne pourvoient que partiellement aux charges occasionnées par ces changements, mais tiennent compte de la situation dont parle le chef de l'opposition. Les membres du gouvernement sont dans une position spéciale, car ils doivent renoncer entièrement à leurs affaires personnelles.

Dans le cas des chefs, nous devons quitter nos bureaux pour suivre une carrière nullement lucrative. Je sais que le chef de l'opposition, pour sa part, fait des sacrifices financiers considérables pour remplir ses fonctions. Nous étudierons les suggestions qui sont faites ce matin. Le gouvernement est toujours prêt à étudier de bonnes suggestions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) insiste de nouveau sur les charges qui pèsent sur les députés qui ont toutes sortes de choses à faire, de nombreuses occasions pour servir leurs électeurs. Un député est maintenant pris par son travail de député 12 mois par année. J'insiste beaucoup pour qu'on accorde une

plus forte augmentation aux députés. J'invite le gouvernement à y songer. J'espère que le premier ministre reviendra sur sa décision.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi de l'exécutif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'exprime l'espoir que dans le nouveau bill, le premier ministre reviendra sur sa décision et se montrera plus généreux encore pour les députés.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-neuf mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Traitements - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Ross (Montréal-Verdun): C'est \$2,100 de plus de ce que l'on avait demandé l'an dernier. Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à cause d'augmentations de salaires. En moyenne les salaires sont de \$2,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Ross (Montréal-Verdun): Douze mille dollars de plus que pour 1952-1953.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour des augmentations de salaires.

M. Ross (Montréal-Verdun): Combien paie-t-on pour les secrétaires et les sténographes engagées pour la durée de la session?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cent vingt-cinq dollars par mois.

M. Ross (Montréal-Verdun): Ce n'est pas assez, vu que, dans le commerce, on doit payer \$40 à \$50 par semaine pour de bonnes secrétaires et sténographes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À Montréal, on ne trouve pas de ces employés à moins de \$160 à \$175 par mois; et souvent même, il faut déboursier de \$250 à \$275 par mois.

Il (M. Marler) demande d'augmenter les traitements des employés qui travaillent dans ses bureaux du parlement. Les traitements, dit-il, sont restés les mêmes depuis plus de 10 ans. Les employés sont donc dans une situation très difficile. Ne pas les augmenter, alors que le coût de la vie monte, c'est faire payer cher leur fidélité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a eu pour politique d'accorder des augmentations de salaires progressivement dans chaque département. En général, on peut dire que les salaires ont été augmentés de \$500 à \$600 depuis quelques années. Dès qu'on répond à une demande d'augmentation, d'autres demandes affluent de toute part. Les crédits de l'Assemblée législative et du Conseil législatif seront un peu plus forts en 1953-1954 justement à cause de certaines augmentations.

Il (l'honorable M. Duplessis) promet de faire quelque chose pour les employés de l'opposition. Nous nous en occuperons après la session, déclare-t-il.

M. Dupré (Verchères): C'est d'autant plus nécessaire que le nombre des députés de l'opposition a augmenté, ce qui donne plus d'ouvrage à ces employés. Des salaires datant de plus de 10 ans sont devenus nettement insuffisants par suite du coût de la vie. Celui qui a une famille sait ce que cela peut coûter d'élever une famille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque j'étais chef de l'opposition, mon secrétaire ne recevait que \$2,000 du gouvernement d'alors et moi, le chef de l'opposition, étais obligé de compléter de ma poche le salaire de mon secrétaire. Les employés de l'opposition auront une augmentation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les crédits affectés aux traitements sont plus élevés que l'an dernier: c'est pour des augmentations.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait l'éloge de M. Jean-Charles Bonenfant, bibliothécaire de la Législature, qui vient de succéder au lieutenant-colonel G.-E. Marquis.

M. Ross (Montréal-Verdun): C'est un homme éminemment compétent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) réclame des crédits plus importants, en soulignant l'utilité de mettre à la portée des législateurs de bonnes sources de renseignements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À cause du manque d'espace à la Bibliothèque, quand bien même on achèterait plus de livres, on ne saurait où les mettre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) répond en suggérant de faire de la place en reléguant ailleurs les livres désuets.

Certains datent du XIX^e siècle et sont démodés.

Le rayon des livres purement destinés à des législateurs, dit-il, ouvrages de droit, d'économie politique, d'histoire ou autres, devrait prendre de l'importance au détriment des rayons présentant un intérêt moindre pour des hommes publics.

Quelle somme a été dépensée sur les crédits votés l'an dernier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le plein montant. Les crédits pour l'achat des livres sont entièrement dépensés chaque année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) interroge le ministre relativement à quelques questions d'ordre technique.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande quelques renseignements sur les commissaires industriels.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il y a trois commissaires industriels. Le ministère maintient un commissaire à Québec, M. Robert Plante, et deux commissaires à Montréal, MM. Henri Turcot et McCabe, pour faciliter l'industrialisation de la province. Ils collaborent à la création des commissariats municipaux à l'industrie. Il y a maintenant 62 commissariats municipaux, que se sont donnés les villes. À ces commissaires industriels s'ajoutent les représentants des grandes compagnies de chemin de fer et les grandes compagnies d'utilité publique, comme la Shawinigan, l'Aluminum, etc. Les trois commissaires du ministère font, d'autre part, bénéficier de leurs services les municipalités sans commissariat.

Le ministère s'est également occupé à compiler tous les renseignements sur le commerce et l'industrie dans la province; il a publié neuf volumes fournissant à tous ceux que la chose intéresse une documentation abondante et précise sur notre richesse industrielle; on y a brossé l'historique de toutes nos industries depuis 50 ans. Pas un volume ne traite plus de trois sujets.

Ainsi, pour identifier l'industrialisation du Québec, le ministère a fait imprimer 32,000 exemplaires de brochures de vulgarisation, propres à faire connaître l'état des différentes branches de notre industrie et les possibilités offertes aux industriels étrangers qui auraient des capitaux à investir dans la province. Les brochures ont été distribuées à travers tout le Canada, aux universités et écoles de commerce tout particulièrement, aux grandes entreprises, etc., ainsi qu'à l'étranger par le canal de nos représentants; nous en avons envoyé notamment aux États-Unis, en Europe et en Amérique du Sud.

Le nombre des établissements industriels est de 15,000 environ dans la province de Québec. Par établissement industriel, il faut entendre un établissement comptant au moins sept employés, où l'on transforme complètement ou partiellement la matière première en produit ouvré ou semi-ouvré. Depuis 1945, plus de 4,000 industries, selon cette définition, se sont installées dans la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) trouve que les statistiques publiées par le ministère sont trop tardives.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): On travaille à améliorer la chose. Actuellement, il y a à Ottawa une réunion des statisticiens des provinces et du gouvernement fédéral qui travaillent à la coordination de la présentation des rapports. Il s'agit de trouver une base identique pour faciliter la compilation. Ils uniformiseront leurs modes de calcul.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière (cours) (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Route 15, Montmorency-Beaupré

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une

copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 29 novembre 1951 jusqu'au 20 novembre 1952, pour la construction de la route numéro 15, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, entre Montmorency et Beaupré, et pour la construction du pont sur la rivière Montmorency, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 28)

Route 2, Saint-Romuald-Montmagny et le pont Rivard

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 20 novembre 1951 jusqu'à date, pour la reconstruction de la section de la route numéro 2, entre Saint-Romuald et Montmagny, et pour la construction du pont "Rivard" sur la rivière Montmagny, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 29)

Chemins de fer, rapport 1951

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1951. (Document de session no 30)

Chemins de fer, états et statistiques 1951

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1951. (Document de session no 31)

Ministère des Travaux publics, rapport 1951-1952

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1952. (Document de session no 32)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se
trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Séance du mardi 27 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 208 accordant à la corporation de l'Étang-du-Nord et la corporation du village de Cap-aux-Meules, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 124 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 138 concernant la ville de Val-d'Or;
- bill 133 pour donner à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence un titre de propriété définitif et absolu à l'immeuble qu'elle occupe actuellement comme maison d'enseignement à Saint-Vincent-de-Paul;
- bill 169 modifiant la charte de la cité de Lauzon.

Projets de loi:

Étang-du-Nord et Cap-aux-Meules

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 accordant à la corporation de l'Étang-du-Nord et la corporation du village de Cap-aux-Meules, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 208 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Communauté des Sœurs de
Charité de la Providence**

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 pour donner à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence un titre de propriété définitif et absolu à l'immeuble qu'elle occupe actuellement comme maison d'enseignement à Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de la cité de
Lauzon**

M. Bélanger (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 modifiant la charte de la cité de Lauzon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 169 sans l'amender.

M. Bélanger (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Cité du
Cap-de-la-Madeleine**

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Bélanger (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Ville
de Val-d'Or**

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

**Comité mixte
de la Bibliothèque de la Législature**

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

26 novembre 1952

Résolu: Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Tardif forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette et Rivard, et MM. Bertrand, Blanchard, Caron, Ducharme, Dupré, Hébert, Jolicoeur, Johnson, Kirkland, Poirier, Riendeau, Roche et Ross constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité mixte
des impressions législatives**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que l'honorable M. Barrette et MM. Bellemare, Bertrand, Fox, Gérin, Leclerc, Marcotte, Marquis, Ross, Thibeault et Thuot représenteront l'Assemblée dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Projets de loi:

Ville de Barvue

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Rouyn-Noranda (M. Dallaire)

proposant que le bill 141 constituant en corporation la ville de Barvue ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) déclare retirer ladite motion.

Loi électorale

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 7 de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15) soit modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "sept" par le mot "huit".

2. Que l'article 8 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"8. Les articles 221, 236, 236a, 237, 238, 239, 240, 240a, 241, 242, 243 et 269 de la Loi des tribunaux judiciaires, concernant la révocation et la pension des juges de district, s'applique *mutatis mutandis*, au président général des élections."

3. Que l'article 122 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans la neuvième ligne du paragraphe 6, le mot "vingt" par le mot "trente".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le salaire du président général des élections est porté de \$7,000 à \$8,000. Le titulaire de ce poste, qui est présentement Me François Drouin, doit donner tout son temps à ses fonctions.

À Ottawa, le président général des élections, M. Castonguay, a \$12,000 par année. La loi donne en plus à cet officier public le statut d'un juge, au point de vue de la pension, et sa femme participe aux privilèges accordés aux épouses de juges.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'informe si la loi prévoit les formalités de la destitution du président d'élection si cela devenait nécessaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il remplit des fonctions judiciaires. Il est nommé suivant bonne conduite et ne peut être destitué que sur une adresse des deux Chambres.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi a pour effet de prolonger le délai qui sépare la dissolution des Chambres de la date du scrutin, et entre le moment où un siège électoral est déclaré vacant et l'élection complémentaire devenue nécessaire. Avant 1936, ce délai était de 20 jours seulement entre la déclaration d'une date d'élection et le jour même de l'élection. C'était souverainement injuste. Le gouvernement de l'Union nationale a augmenté le délai. En 1940-1941, le délai a été fixé à 39 jours. C'était encore très insuffisant. Nous l'avons porté à 46 jours et avec le présent projet de loi, il sera de 53 jours, soit sept jours de plus.

C'est une amélioration considérable sur les lois actuelles et antérieures. On disposera ainsi de plus de temps pour la confection et la révision des listes. L'opération la plus importante, c'est la révision. Et nous donnons une semaine additionnelle pour la révision des listes, afin de faire cesser un état de choses compliqué.

De plus, la mise en nomination et la votation auront désormais lieu les mêmes jours dans tous les

comtés de la province. Et il y aura un délai minimum de 14 jours entre la nomination des candidats et la votation.

Dans les cités et villes, l'énumération se fera désormais comme elle se fait déjà dans les campagnes. Il n'y aura qu'un énumérateur nommé par le président de l'élection, c'est-à-dire par aucun parti politique. La liste sera affichée pour que tout le monde puisse la consulter. On nous a représenté qu'il n'était pas raisonnable d'afficher l'âge. Pour ménager les susceptibilités, l'âge sera désormais omis sur les listes affichées sur les poteaux. On le gardera secret.

À la dernière élection, il s'est passé des choses qui rendent ces amendements nécessaires. Des énumérateurs nommés par l'opposition ont paralysé le travail à Montréal. Je ne vois pas pourquoi il y aurait deux énumérateurs dans les villes quand il n'y en a qu'un à la campagne.

Il y aura trois réviseurs dont l'un sera nommé par l'opposition, un deuxième par le gouvernement et un troisième par les deux premiers ou, à défaut d'entente entre les deux, par le président général des élections. Somme toute, la loi actuelle assurera des listes électorales mieux confectionnées et pourra provoquer de la part des électeurs un intérêt qui ne s'est pas toujours manifesté dans le passé. Le droit de vote intéresse en tout premier lieu l'électeur et celui-ci doit s'occuper d'avoir son nom sur la liste. Il ne doit pas toujours compter sur les autres. Tout le monde devrait voter. C'est dans ce but que nous laissons aux électeurs une partie de leurs responsabilités. Le devoir de tout citoyen, c'est de voter.

M. Ross (Montréal-Verdun): Ce projet de loi est le plus mauvais de tous ceux que le premier ministre nous a présentés jusqu'à maintenant dans cette Chambre. C'est un sabotage général de la loi électorale pour rendre impossible le renversement du régime et permettre au gouvernement de se maintenir indéfiniment au pouvoir. On prive l'opposition du droit d'avoir un énumérateur et on accorde une entière immunité à tous les officiers d'élections.

M. l'Orateur: Je rappelle le député à l'ordre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai quelque chose à dire sur le point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces paroles, alléguant qu'elles constituent une imputation de motifs indignes et inavoués à l'égard

des membres de cette Chambre qui forment partie du gouvernement.

M. l'Orateur: J'ai le pouvoir de rappeler d'office tout député qui viole les règlements. Le député prête de mauvaises intentions au gouvernement. Et je rappelle de nouveau la décision rendue à Ottawa il y a quelques années alors qu'un député avait déclaré que les allocations familiales étaient un pot-de-vin. Il n'y a pas de doute que les paroles du député ne sont pas parlementaires et sont de celles qui sont interdites par le paragraphe 19^o de l'article 285 du Règlement. Je lui demande de les retirer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur invite alors l'honorable député de Montréal-Verdun à retirer ses paroles.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je les retire, mais je maintiens que ce bill est mauvais, très mauvais; les amendements proposés sont inopportuns. J'ai l'intention de traiter trois aspects du bill: l'énumération, le droit de vote et le recomptage judiciaire.

Le principe fondamental de la loi électorale, dit-il, était jusqu'ici de mettre le parti ministériel et le parti d'opposition à peu près sur le même pied. C'est ce principe que l'on met de côté au moyen de

l'énomérateur unique. À cette fin, on assurait dans le passé à l'opposition une participation effective aux rouages électoraux. Ainsi on faisait préparer les listes électorales par deux énumérateurs, l'un nommé par le chef du gouvernement et l'autre par le chef de l'opposition. Dans le bill 34, on supprime l'énomérateur nommé par le chef de l'opposition. Il n'y aura qu'un seul énumérateur, nommé par le président de l'élection, qui est lui-même nommé par le gouvernement.

Et l'on dit que cet énumérateur cesse d'être officier d'élection aussitôt la liste terminée. Le but évident de cette disposition est d'éluder l'article 24 de la loi actuelle, qui interdit à tout officier d'élection d'agir comme agent d'un candidat. Il pourra donc agir comme représentant d'un candidat. Ainsi, l'énomérateur sera un travailleur d'élection. Il le sera d'abord parce qu'il sera payé et, comme tel, il aura l'immense avantage de pouvoir se servir des renseignements obtenus dans ces fonctions d'énomérateur. À toutes fins pratiques, il sera un officier au service du candidat ministériel. Pareil système donne au parti ministériel la possibilité de jouer avec les listes électorales. Le renversement du régime devient ainsi impossible.

En 1945, on a conservé les deux énumérateurs, sauf pour les campagnes. Ce qui découle de ce changement, c'est que l'opposition ne pourra pas exercer le contrôle nécessaire sur les listes électorales. C'est une mesure dictatoriale, car, si en plus de la caisse électorale, le parti au pouvoir peut diriger le vote sans contrôle, il deviendra pratiquement impossible de renverser le gouvernement.

Il (M. Ross) s'élève aussi contre l'article 7 du bill qui met le président général des élections, son suppléant et tout officier d'élection agissant en leur qualité officielle, au-dessus de la loi. Cette disposition est contraire au principe du droit britannique. Nous avons assisté, au cours des dernières années, à un nombre sans cesse croissant de ces dispositions, ajoute-t-il.

Quant à la révision, les dispositions ne sont pas beaucoup meilleures. Le président de l'élection pourra de plus remplacer l'énomérateur par un autre qui pourra faire à peu près n'importe quoi, sans être tenu de recommencer l'énumération, car, si l'opposition n'a pas suggéré de réviseur, ou si celui qui a été suggéré n'est pas nommé, le président pourra nommer un réviseur à la place de l'opposition. Et il ne sera pas obligé de le choisir parmi les partisans de l'opposition. On aura alors deux réviseurs ministériels, qui pourront s'entendre pour choisir un troisième ministériel. Ce qui compte, disait tout à l'heure le premier ministre, c'est la révision. Mais si

la révision est faite par trois partisans du gouvernement, on sait dans quel sens ça compte.

Il (M. Ross) s'élève aussi contre une disposition qui permettra au scrutateur de choisir le greffier en certains cas, et même de cumuler les fonctions de scrutateur et de greffier, alors que l'inverse ne sera pas possible. De même, poursuit-il, le président de l'élection ne sera plus obligé de nommer comme secrétaire d'élection un partisan de l'opposition, comme la chose devait se faire.

Enfin, un citoyen ne pourra plus se présenter lui-même pour représenter un candidat. Cela équivaut à priver un candidat de représentant en certaines circonstances, puisqu'il arrive parfois que les procurations n'arrivent pas à temps et qu'il soit nécessaire qu'un électeur de lui-même se charge de représenter le candidat de l'opposition. À l'avenir, il faudra attendre une procuration, même si le vote est ouvert, et le candidat de l'opposition ne sera pas représenté au "poll".

Le fait d'exiger à tout prix le certificat d'élection peut entraîner la défranchisation de l'électeur. Jusqu'à présent, l'électeur qui perdait son certificat pouvait tout de même voter en se faisant identifier par deux électeurs. On devrait laisser le dispositif qui permet à un électeur de se faire identifier par deux autres électeurs. Désormais, il perd son droit de vote. On va défranchiser ainsi un nombre considérable d'électeurs et permettre à certains d'aliéner leur vote en disposant de leur certificat. De plus, exiger le certificat de naturalisation pour les nouveaux Canadiens peut conduire au même résultat. On devrait ne l'exiger qu'une fois, lors de l'inscription sur la liste électorale.

Il (M. Ross) aborde ensuite la question du recomptage judiciaire, en vertu des dispositions de l'article 82 du bill, qui se fera désormais devant la Cour de magistrat plutôt que devant la Cour supérieure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de faire. Le principe en jeu dans ledit article 82 a déjà été discuté par cette Chambre lors de l'adoption de la loi modifiant la loi des élections contestées, le bill 31. La loi des élections contestées, présentement devant le Conseil législatif, prévoit le cas.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je suis d'accord avec le premier ministre avec ce qui a trait aux élections contestées, mais non pour le recomptage judiciaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi donne juridiction à la Cour de magistrat pour tout ce qui a trait aux élections provinciales.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je me permets de parler une seconde fois sur le point d'ordre puisque le premier ministre a parlé deux fois. Si réellement il était question du recomptage judiciaire dans la loi précitée, pourquoi y fait-on allusion dans le présent texte?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si on s'en tenait à l'explication du premier ministre, on ne pourrait plus parler du principe émis dans une loi si ce principe a déjà été décidé antérieurement. Il y a une distinction manifeste à faire puisque, encore une fois, on a jugé bon de le répéter ici. Si le texte de loi reparle du principe, on a droit d'en discuter. Et puis, il s'agit bien ici de procédures allant jusqu'au moment de la déclaration de l'élection du candidat par la Cour et non d'élections contestées.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ici, il ne s'agit que de concordance.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si on se réfère exactement au principe de la loi déjà adoptée, la Cour de magistrat n'a aucune juridiction en ce qui regarde la loi électorale. Il est évident que, puisque la loi électorale conserve dans son texte le principe, on a droit d'en discuter. Aussi longtemps qu'on présentera des projets de loi où on remet en question un principe déjà accepté, je représente respectueusement qu'on a le droit de le discuter, surtout quand il s'agit d'un principe que nous jugeons mauvais et dangereux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) discute le point d'ordre.

M. l'Orateur: Je n'ai pas devant moi la loi évoquée; je vais la consulter et je rendrai ma décision plus tard.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je remercie l'Orateur. Je répète donc, pour me résumer, que ce projet de loi est très mauvais, le plus mauvais jamais présenté par le premier ministre.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis)¹ dit qu'il veut rappeler ce qui s'est passé dans son comté aux dernières élections. Il ne met pas en cause, dit-il, l'honnêteté du président des élections, mais veut arrêter son blâme à l'officier-rapporteur.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. En deuxième lecture, le député doit se limiter au principe du projet de loi. Le voilà rendu à ce qui s'est passé dans son comté. Cette manière de discuter concerne des détails qui n'ont rien à faire avec le principe du bill, qui seul est en jeu à ce stade de la procédure.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député (M. Rochon) a raison d'invoquer ce qui s'est passé dans son comté, pour faire comprendre la loi, puisque le premier ministre a dit que le but de l'actuel projet de loi est de corriger la loi des élections à la lumière des événements. Comment peut-on étudier la loi sans invoquer quelques-uns de ces événements?

M. l'Orateur: Le Règlement de la Chambre est formel. Le point d'ordre est bien fondé; en deuxième lecture, le député doit s'en tenir au principe. Le député de Montréal-Saint-Louis empiète sur des détails qui ne peuvent être discutés, même s'ils sont pertinents, qu'en comité plénier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je regrette de ne pouvoir révéler toutes les irrégularités et toutes les tactiques illégales employées par mes adversaires dans Saint-Louis aux dernières élections. Le

gouvernement peut prétendre qu'il n'est pas responsable; il a alors au moins le devoir d'ordonner une enquête et de faire arrêter ces gens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La décision est rendue et le député ne peut revenir là-dessus.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Cette loi vise particulièrement les Néo-Canadiens, les Italiens, les juifs et les autres. Beaucoup sont pourtant nés au Canada, mais ne pourront évidemment produire un certificat de naturalisation et n'auront rien pour attester de leur citoyenneté sur-le-champ. On ne demande pas ça aux citoyens d'autres nationalités. Alors pourquoi faire exception pour eux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) l'accuse de fausser les faits.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Avec cette méthode, on sait ce qui va arriver, surtout à la lumière de ce qui a pu se produire déjà sans cette loi! Les énumérateurs iront où ils voudront, et les réviseurs nommés grâce aux nouvelles méthodes du bill feront aussi ce qu'ils voudront. On créera un état de confusion dont seul le parti ministériel pourra profiter. Avec ça, les partis de l'opposition n'auront plus la moitié d'une seule chance et ils n'auront même pas le pouvoir d'empêcher la moindre irrégularité. Ce sera une loi de terreur quand une certaine Gestapo entrera en lice, surtout quand on se souvient de ce qui est arrivé dans mon comté aux dernières élections. Au moment de la révision, les gens seront intimidés et je ne sais pas comment nous allons faire pour y mettre un terme. Si nous avions un corps policier qui s'occupait de ses affaires et qui restait en dehors de tout ceci...

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Tout le monde sera dans la crainte, ne sera pas sûr de son droit de vote, et je ne vois rien qui puisse empêcher ça si le bill est adopté, surtout quand l'on sait quelle protection la police provinciale peut nous offrir en temps d'élections. Avec toutes les informations qu'il aura, l'énumérateur du gouvernement pourra faire tout ce qu'il voudra pour aider son parti s'il n'est pas fou.

Il (M. Rochon) se demande si la démocratie s'en va et il déplore les tactiques totalitaires du gouvernement. C'est, dit-il, le plus grand effort jamais tenté pour falsifier et truquer les listes électorales. C'est comme ça que naissent les dictateurs, par l'élimination des droits des minorités. Avec cette loi, les ministériels peuvent être tranquilles, car pas un de nous (libéraux) ne pourra être élu à la prochaine élection.

Je regrette de n'avoir pu dire ce qui s'est produit dans mon comté et de n'avoir pu donner toute mon opinion sur cette loi; pourtant, si le gouvernement veut sincèrement améliorer la situation, il aurait tout intérêt à être informé de ce qui se passe. J'en aurais dit plus si on m'avait permis d'en parler...

Des voix: À l'ordre!

M. l'Orateur: J'avertis le député de ne plus revenir sur le sujet.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je dis et je continue à dire que la loi à l'étude est mauvaise et j'espère que le peuple de la province réagira et s'en souviendra.

Des voix: À l'ordre!

M. Marquis (Québec-Est): Le projet de loi est d'autant plus important qu'il touche au principe même de la démocratie au sein des peuples libres. Il peut sauver ou détruire notre liberté en modifiant la loi électorale du Québec. Tout amendement doit tendre au bien commun, et les amendements qu'on apporte à la loi électorale devraient tendre à la conservation du principe du gouvernement responsable.

Il est toujours heureux d'entendre l'Union nationale proclamer son attachement aux principes fondamentaux de la démocratie et d'entendre également le premier ministre se prononcer en faveur du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Mais comment concilier toutes ces déclarations avec les amendements apportés par le projet de loi? Pour avoir un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, il faut qu'en période électorale, le peuple puisse s'exprimer librement. Il faut que chacun ait droit à son vote.

Tout dans cette loi devrait tendre à respecter le principe d'un gouvernement responsable. Les orateurs de l'Union nationale n'ont cessé de répéter combien ils tenaient à ce principe. Mais alors, comment concilier leurs déclarations avec la

présentation du projet de loi que nous avons devant nous? La loi électorale devrait viser à empêcher les fautes pouvant se glisser dans la préparation des listes électorales ou dans le scrutin.

La loi devrait placer tous les partis sur un pied d'égalité, pour qu'en période électorale la population puisse s'exprimer librement. Il faut que personne ne soit défranchisé. Or, le présent projet de loi, visant à modifier la loi électorale, est un monument à la défranchisation électorale. Il est la consécration légale des méthodes électorales de l'Union nationale.

M. l'Orateur: L'honorable député qui a la parole n'a pas le droit de s'exprimer comme il le fait, parce que telle expression a pour effet d'imputer des intentions inavouées aux membres du gouvernement, le tout contrairement aux dispositions de l'article 285 (paragraphe 19^o) du Règlement et à la décision rendue précédemment au cours de la présente séance.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur invite l'honorable député de Québec-Est à retirer ses paroles.

M. Marquis (Québec-Est) retire les paroles en question.

Le projet de loi va empêcher l'expression libre de la volonté du peuple. La confection unilatérale de la liste électorale, telle que prévue par le bill, va donner tous les avantages au parti au pouvoir. On va donner la possibilité de voter à des disparus, à des absents en faveur du parti au pouvoir. On pourra faire voter jusqu'aux morts.

Cette loi consacre le principe du parti, par le parti, pour le parti. Un gouvernement populaire ne craint pas le verdict du peuple. S'il a la confiance du peuple, il doit aussi faire confiance au peuple, en donnant à chacun la possibilité d'exprimer son opinion. Le présent projet de loi est l'aveu solennel de l'impopularité de l'Union nationale dans les grands centres.

C'est le projet de loi le plus audacieux que jamais un gouvernement, en pays démocratique, a pensé à soumettre à une Assemblée législative. Car il vise au contrôle absolu des élections par le parti au pouvoir.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député n'a pas une grosse expérience.

M. Marquis (Québec-Est): J'ai suffisamment d'expérience pour savoir parler ou me taire quand c'est le temps!

Le projet de loi vise au contrôle absolu des élections en faveur du parti au pouvoir. Le bill actuellement devant la Chambre consacre et permet des manières électorales scandaleuses.

M. l'Orateur demande à l'honorable député de Québec-Est de retirer ses paroles, comme contraires à l'article 285 (paragraphe 19^o) du Règlement et aux décisions rendues précédemment. Le député prête de mauvaises intentions au parrain du bill.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

(Pendant que les whips s'affairent à l'extérieur de la Chambre pour faire rentrer les députés momentanément absents, M. Caron, député de Maskinongé, vient reprendre son siège.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je présente le nouveau maire de Louiseville, élu par acclamation.

(Longs applaudissements à droite)

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 54.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur invite l'honorable député de Québec-Est à retirer ses paroles.

M. Marquis (Québec-Est) retire lesdites paroles. Le but de la loi, selon le premier ministre, est de simplifier les élections. C'est pas mal vrai. Rien de plus simple, dit-il, que de tout réduire à l'unité: un énumérateur, un représentant, un parti. Pourquoi pas un seul candidat? Ce serait la simplification totale et nous aurions là le vrai visage de l'Union nationale.

Les membres de l'Union nationale aiment à se gargariser de grandes déclarations sur le gouvernement responsable. Mais comment concilier leurs déclarations avec leur bill qui, d'un trait de plume, supprime ce que nous avons de plus sacré, un droit chèrement acquis par les sacrifices de nos aïeux. Cette loi, dit-il, éteindra les dernières lueurs du flambeau de la liberté dans la province. Il se peut qu'en posant le principe qu'on pose aujourd'hui, on soit témoin dans quelques années d'une situation semblable à celle qui règne aujourd'hui en Europe derrière le rideau de fer.

Pour se maintenir au pouvoir, un gouvernement n'a pas le droit de sacrifier la liberté d'un peuple. Il s'agit de la loi la plus antidémocratique jamais soumise aux législateurs de la province.

Élections? Ce mot signifie "choix libre". Pour qu'il y ait encore des élections, il faut donc que chacun puisse se prononcer librement. Le bill est dangereux car, si on refuse au peuple le droit de choisir librement ses législateurs, on lui fera perdre confiance dans les législateurs et l'on jette un ferment dangereux.

Pourquoi empêcher l'opposition d'être témoin de l'élaboration des listes électorales? Évidemment, le but recherché est de faciliter la réélection du parti au pouvoir...

M l'Orateur le rappelle à l'ordre.

M. Marquis (Québec-Est) retire ses paroles. Cette loi, dit-il, constitue la plus grave atteinte jamais faite à nos libertés constitutionnelles. Un tel bill fait courir le danger de faire disparaître à jamais le suffrage universel. Je crains fort que ce monument ne soit la pierre tombale de la démocratie dans la province. Il porte la signature du premier ministre. Le premier ministre en portera devant l'histoire toute la responsabilité.

M. Noël (Frontenac): Il faudrait être extrêmement naïf pour croire que le gouvernement de l'Union nationale, en présentant cette loi, ne peut être soupçonné d'aucune intention partisane. Il n'y a pas un homme sérieux qui pourrait soutenir le contraire. Nous avons aussi entendu en cette Chambre, la semaine dernière, les beaux discours patriotiques des ministériels; discours émouvants! Ça ne les empêche pas aujourd'hui de présenter une loi qui portera une atteinte directe à des droits essentiels en démocratie.

Nous avons fait la guerre contre les dictatures, contre le communisme et les régimes totalitaires, pour permettre au peuple d'élire librement ses représentants. Cette loi tend à tout annihiler de ces efforts, par la négation du droit de vote. C'est une loi immorale.

On veut même mettre à l'abri de toute poursuite judiciaire tous les officiers d'élections. Quand on sait comment les ministériels ont procédé aux dernières élections, cette façon de procéder ne surprend pas. Il est évident que, durant une élection, un candidat doit s'attendre à recevoir des coups; mais si ces coups sont illégaux, que lui reste-t-il pour avoir justice, s'il ne peut aller devant les tribunaux? Si les officiers d'élections profitent de l'immunité, quelles que soient leurs fautes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un officier d'élection qui ne fait pas son devoir peut être condamné, d'après la loi, à une amende de \$100 à \$500, et même à deux mois de prison. La déclaration du député est contraire aux faits.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La déclaration du premier ministre n'est pas un point

d'ordre, mais l'énoncé d'une opinion différente de celle qu'émet l'orateur actuel. Celui-ci prétend que la loi immunise complètement tous les officiers d'élection, qui pourront violer la loi sans que l'on puisse intervenir pour supprimer les abus et je suis de son avis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule et archi-faux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre a droit à ses opinions, mais j'ai droit aux miennes et je vais les garder, comme je vais continuer de les exprimer sincèrement.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. Noël (Frontenac): D'après le projet de loi, nous aurons un vote à sens unique. En effet, les partis d'opposition ne seront pas en possession de moyens de faire valoir leurs droits. Quand le parti au pouvoir aura en main toute la machine électorale, surtout dans les villes, comment pourra-t-on établir l'identité des électeurs, avoir une liste un peu complète, quand on sait qu'aux dernières élections, avec un énumérateur, cela était presque impossible? C'est la continuation de la politique de l'Union nationale, une politique du "crois ou meurs". Le gouvernement voit le pouvoir lui échapper, 46 % des électeurs ont appuyé le Parti libéral et ont voté contre lui aux dernières...

M. l'Orateur: Je rappelle le député à l'ordre en lui disant qu'il doit s'en tenir au principe du bill. Si l'on continue à violer les règlements, je nommerai certains députés.

M. Noël (Frontenac): Ceux qui prétendent défendre la dernière parcelle de nos droits veulent maintenant faire passer une loi qui permettra au parti au pouvoir de profiter de son avantage pour établir une dictature.

M. l'Orateur: Il est défendu de prêter des intentions au parrain d'un bill, de prétendre que le gouvernement fait passer une loi pour se maintenir au pouvoir. C'est la dernière fois que je rappelle le député à l'ordre.

M. Noël (Frontenac): Il y a quelqu'un que l'on a qualifié d'incendiaire, de dégénéré et de pervers. Il a fait allumer le feu aux quatre coins de sa ville, mais il n'a jamais tenté de porter atteinte à leurs droits sacrés de...

M. l'Orateur: Ces propos sont antiparlementaires, et le député doit les retirer.

Une voix du Parti libéral: C'est Neron, c'est dans l'histoire.

M. Noël (Frontenac): L'autre jour, le premier ministre a parlé de Judas, lui pourtant et...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'Orateur de rappeler à l'ordre le député de Sainte-Marie (M. Dupuis) qui ne cesse d'insulter tout le monde, de façon scandaleuse pour la Chambre.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): J'ai pris des leçons du premier ministre depuis le début de la session.

L'honorable M. Paquette (Labelle): C'est un petit polisson.

M. l'Orateur: Il y a eu des interventions malheureuses des deux côtés de la Chambre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quand le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) traite un député de polisson, je ne doute pas que ce soit très parlementaire...

M. l'Orateur: C'est ce que je viens de dire. Il s'est lancé, de part et d'autre, surtout à ma gauche, des expressions qui ne devraient pas être prononcées, y compris à l'adresse de l'Orateur. Que l'on observe les règlements.

M. Noël (Frontenac): Cette loi contient des germes néfastes, c'est un bill odieux qui porte atteinte à la démocratie. Si l'on veut défendre la liberté et nos droits, ce n'est pas rien que dans les discours politiques qu'il faut le faire, mais dans les faits. Ce bill est un signe de faiblesse et de décadence pour l'Union nationale. J'espère que toutes les bonnes volontés, en cette Chambre et en dehors, vont se liguer pour faire pression auprès du gouvernement afin qu'il retire ce bill. Nous ne sommes pas encore mûrs pour la dictature et nous ne voulons pas le devenir.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre parle d'autonomie quand ça fait son affaire, mais il tente présentement de faire adopter par la Chambre un bill antidémocratique et anticonstitutionnel. Dans ce domaine, le premier ministre n'est plus autonomiste du tout.

Tous les honnêtes citoyens ont été révoltés à la lecture de ce bill dans les journaux; on est scandalisé dans le peuple de cette atteinte aux libertés populaires. Jamais on n'aurait cru possible que, dans cette province, un gouvernement ait l'audace de présenter aussi froidement un projet de loi aussi peu respectueux des droits des citoyens, une loi aussi audacieuse et aussi peu scrupuleuse des droits sacrés de cette province. Le gouvernement a en vue la prochaine élection partielle dans deux comtés, et tout le monde s'accorde à dire que le chef du Parti libéral va se faire élire dans Outremont.

Voilà ce qui porte le gouvernement à amender la loi électorale. On craint M. Georges Lapalme. Le gouvernement veut essayer de battre M. Lapalme dans Outremont, c'est pourquoi le gouvernement veut changer la loi actuellement.

M. l'Orateur rappelle l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie à l'ordre, déclarant que les paroles qu'il vient de prononcer équivalent à prêter des intentions malhonnêtes au parrain du bill, contrairement aux décisions rendues précédemment et aux dispositions de l'article 285 du Règlement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur invite l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie à retirer ses paroles.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) retire sur-le-champ ses paroles.

Il sera désormais impossible au peuple souverain de renverser le gouvernement. Il y aura un seul énumérateur nommé par le président de l'élection. Et comme le président de l'élection sera nommé par le gouvernement, je serais fort surpris qu'il nomme un libéral comme énumérateur. Il n'y aura plus d'énumérateur représentant l'opposition, parce que la loi permet à l'énumérateur d'agir comme agent du candidat et de se jeter dans la lutte électorale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Moi aussi...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): On dira sans doute qu'il s'agit de sauver de l'argent à la province. Pourtant, le premier ministre déclarait dernièrement que, quand il s'agit de droits sacrés, les millions ne comptent pas. Pourquoi sacrifier pour quelques pauvres milliers de dollars les droits sacrés des électeurs?

Si l'Union nationale prétend avoir l'appui de l'électorat, pourquoi tout bouleverser? Pourquoi aussi mettre un seul énumérateur au-dessus des tribunaux? Est-ce qu'une personne devient intouchable du seul fait qu'elle a été nommée par le grand parti de l'Union nationale? On ne pourra pas les traduire devant les tribunaux, dès qu'ils affirment leur bonne foi.

Le gouvernement a peur des districts urbains, puisqu'il fait porter la force de ses amendements sur les grandes villes pour défranchiser un grand nombre d'électeurs. L'Union nationale représente tout ce qu'il y a de plus antidémocratique, de plus antiouvrier et de plus antifamilial.

La voix du peuple est en danger et nous allons la défendre jusqu'au bout. Les gens sont à bon droit scandalisés. J'ai même rencontré des bleus authentiques qui m'ont dit que le premier ministre allait trop loin. Il lance un appel à tous les députés et aux électeurs de la province pour qu'ils s'opposent à ce projet de loi. Nous n'accepterons jamais la dictature et nous lutterons jusqu'au bout pour la défense des droits du peuple. Pour ma part, je voterai contre le principe du bill, contre presque chacun des articles et je parlerai de nouveau contre lors de la troisième lecture.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre a certainement été mal conseillé dans la préparation de ce projet de loi. Ces conseillers font le

jeu de ceux qui veulent saper la démocratie et instaurer la dictature.

La loi donne des pouvoirs illimités à un énumérateur unique qui représentera un parti politique, puisqu'il aura été nommé par lui. C'est un encouragement à la corruption et au parjure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlez donc de Jos Cohen, qui avait obtenu 150 % des votes!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je répondrai au premier ministre que, contre le plus grand faiseur d'élections, j'ai été élu et avec des élections honnêtes.

Le débat est ajourné.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 15

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture du bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ce bill est une mesure législative qui, non seulement peut changer la loi électorale du Québec, mais c'est une mesure draconienne qui peut défranchiser un grand nombre d'électeurs. Jamais la province n'a connu de jour aussi sombre qu'aujourd'hui, aussi inquiétant pour une population de 4,000,000 de citoyens qui veulent jouir des principes démocratiques. Si ce projet de loi n'est pas modifié, et je sais que le premier ministre ne le modifiera pas, parce que ça ne ferait pas son affaire...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je retire mes paroles. Je sais qu'elles ne sont pas parlementaires.

M. l'Orateur: Le député s'est rendu compte lui-même qu'il violait le Règlement. J'ai rendu plusieurs décisions cet après-midi. Ce n'est pas mon intention de faire la même chose ce soir. Je lui donne donc un dernier avertissement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): En vertu du bill, il n'y aura plus qu'un seul énumérateur; les

listes seront préparées sans surveillance et sans garantie d'impartialité. De plus, son travail sera inattaquable. Rien ne garantit qu'il sera fait avec impartialité.

Sa tâche terminée, il pourra devenir agent d'élection, faire de la cabale, jouer même avec les listes. Il pourra supprimer ou modifier des noms à sa guise jusqu'à la révision. Il aura plus de pouvoir qu'un juge de la Cour supérieure et plus que le président général des élections.

M. l'Orateur rappelle l'honorable député de Montréal-Jeanne-Mance à l'ordre, parce que les paroles qu'il vient de prononcer sont de nature à prêter au parrain du bill des intentions malhonnêtes, le tout contrairement aux dispositions du paragraphe 19^o de l'article 285 du Règlement de la Chambre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député devrait avoir le droit de s'expliquer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite l'article 67 des règlements qui permet à l'Orateur de rappeler des députés à l'ordre, même sans que des points d'ordre n'aient été soulevés par d'autres députés. Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle que la Chambre en est à la deuxième lecture et que le député ne peut discuter les détails.

M. l'Orateur: En effet, on parle sur la deuxième lecture et le député ne peut discuter des détails.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Un député a le droit de s'expliquer et de dire qu'il n'attaque pas l'honneur du premier ministre mais la loi qu'il juge mauvaise. Il y a une distinction entre un projet de loi et l'honneur d'un député. Si, par exemple, le gouvernement présentait une loi pour dire que le député de Westmount ne serait plus député, ni le député de Verchères, je n'aurais pas le droit de dire que ce serait une mesure dictatoriale? Il me semble que nous avons le droit de donner notre opinion sur les projets de loi du gouvernement sans mettre en doute l'honneur du premier ministre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont des suppositions ridicules. Cela ne s'est jamais fait et ne se fera jamais. Que le chef de l'opposition soit tranquille, nous ne tenons pas à ce qu'il sorte de cette Chambre. Cela fait notre affaire qu'il soit ici.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 47.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur invite l'honorable député de Montréal-Jeanne-Mance à retirer ses paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) retire sur-le-champ ses paroles.

Je ne prête pas de mauvaises intentions au premier ministre, mais je blâme ceux qui l'ont conseillé et qui veulent le porter à établir une dictature dans la province de Québec. Le premier ministre sera heureux le jour où il n'y aura plus d'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'Orateur de le nommer.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre s'est attiré mes foudres.

M. l'Orateur donne au député de Montréal-Jeanne-Mance le bénéfice du doute.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre veut sans aucun doute faire une loi honnête, mais il a certainement été mal conseillé. Le but des critiques de l'opposition est de l'aider.

Il (M. Noël) proteste ensuite au nom des 15,000 Néo-Canadiens de son comté, Italiens, juifs et Anglais, qui peuvent être défranchisés par cette loi. On va défranchiser tous les gens qui ont un nom à consonance étrangère.

On va créer un fouillis et un désordre qui ne profiteront qu'aux ministériels. C'est une loi

condamnable, poursuit-il, et j'espère qu'il se lèvera au moins un député du côté ministériel pour dire que l'opposition a encore le droit d'exister dans la province de Québec.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dit que, s'il ne se lève pas souvent pour parler, c'est parce qu'il aime mieux bien écouter tout ce qui se dit avant de se prononcer. Sa profession de médecin le pousse plutôt à examiner tous les aspects d'un cas avant de rendre son diagnostic, en l'occurrence d'exprimer son point de vue.

Je n'ai pas encore passé l'âge de rire, dit-il; cependant, j'ai passé l'âge des enfantillages dont l'opposition vient de nous donner le spectacle. J'ai entendu jusqu'ici sans broncher les attaques de toutes sortes dirigées contre le gouvernement au sujet du présent projet de loi; on nous a prêté des intentions malveillantes, pour ne pas dire malhonnêtes; il y a une limite à tout. On nous reproche notamment de ne pas nous lever souvent; si les députés de ce côté-ci de la Chambre ne se lèvent pas à tout moment pour répéter 20 fois ce qui s'est déjà dit, qu'on sache bien que ce n'est pas par crainte du chef de l'Union nationale; bien au contraire, c'est par sagesse.

Dans son ensemble, cette loi est une amélioration sur ce qui existait autrefois. On augmente les délais, on décrète que la nomination des candidats et les élections auront lieu en même temps dans tous les comtés, on permet des révisions plus minutieuses. Et si l'on exige des nouveaux venus qu'ils présentent leur certification de naturalisation, c'est qu'en temps d'immigration massive, il faut prendre des garanties pour que la voix du peuple dont parle l'opposition ne soit pas étouffée par des gens qui ne partagent pas nos traditions et notre mentalité.

On nous a reproché d'étudier la loi, article par article; je voudrais savoir si le ministre a le droit lui de le faire?

M. l'Orateur: Je pense qu'en l'occurrence, le ministre résume le principe du projet de loi comme l'ont fait d'ailleurs plusieurs députés de l'opposition.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Je m'en tiendrai au principe.

On vient insinuer que cette loi a pour but de protéger l'Union nationale. Mais, nous sortons d'une élection. Cette élection s'est faite avec la loi telle qu'elle existait jusqu'à la présentation de ce bill. Et nous n'avons pas lieu de nous plaindre du résultat. Ce n'est donc pas pour influencer d'aucune façon le résultat du vote que nous présentons ce projet de loi.

Nous n'avons pas besoin de loi sévère pour gagner et nous gagnerons en 1956, 1960, 1964 et 1968. Nous avons, nous aussi, un mandat à remplir. Que l'on cesse donc, dans l'intérêt même de la démocratie, de prêter toutes sortes d'intention malsaines.

Nous avons des parents aussi honnêtes que les députés de l'opposition et nous voulons donner à nos enfants des enseignements aussi bons et des exemples aussi dignes qu'eux. Vous avez bien le droit de ne pas partager notre manière de voir; mais au nom de cette même démocratie, que vous invoquez à tout propos, je vous demande de cesser vos insultes. Ces attaques ne sont pas prises au sérieux par ceux qui nous connaissent, mais elles peuvent peut-être ailleurs nuire à la réputation de notre province.

Ces attaques sont d'autant moins sérieuses que ceux qui parlent aujourd'hui de démocratie sont les héritiers d'un régime qui prônait le bulletin sans talon.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je soulève un point d'ordre. Qu'on s'en tienne au principe du bill. Le député n'a pas le droit d'invoquer les régimes antérieurs...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a dit cet après-midi que cette loi était la pire que nous ayons jamais eue. Nous avons le droit de répondre qu'il y en a eu de pires en parlant des bulletins sans talon, des votes à 150 % et autres abus que nous avons connus dans le passé.

M l'Orateur: Je crois qu'on devrait laisser de côté les bulletins sans talon et s'en tenir à la discussion du projet de loi.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Je ne parlerai donc pas du passé. On a parlé de l'autre côté de la Chambre de dictature, d'élection à candidat unique. On parle de la suppression d'un énumérateur; mais c'est pour faciliter le travail. Qu'on parle donc aussi d'un réviseur nommé par l'opposition, de l'extension du délai pour permettre à l'opposition de réviser la liste. Qu'on ne vienne donc pas inventer des clauses à la loi.

Où trouve-t-on dans cette loi une clause qui empêche un candidat de se présenter, qui veut éliminer l'opposition? Qu'on me donne une clause où il peut être question d'empêcher un électeur de remplir son devoir. Ce n'est pas par des tactiques comme celles de l'opposition qui invoque la Russie et autres régimes. Ce n'est pas un moyen de se

grandir, car quand on prête trop de mauvaises intentions à autrui, c'est parce qu'on en nourrit soi-même.

Que le vote soit un droit sacré, nous le savons mieux que quiconque. Mais où ce droit est-il violé? Je ne vois dans ce bill qu'un effort louable pour améliorer l'ancienne loi. Si l'expérience nous y fait découvrir des erreurs, nous l'amenderons avec plaisir. Mais qu'on cesse donc de comparer la province de Québec à la Russie. La loi empêchera les étrangers de prendre le contrôle du pays.

M. Bertrand (Missisquoi): En entendant les discours de l'opposition depuis le début du débat, on serait porté à parodier Bossuet en disant: "La démocratie se meurt, la démocratie est morte."

Dictature? Encore les mêmes brocards que nous avons entendus aux dernières élections. Il n'était pourtant pas question du bill 34 à ce moment-là. Et les électeurs ont démontré que nous étions bien en démocratie. La population a exprimé librement son opinion en portant au pouvoir le gouvernement de la province de Québec.

Qui en cette province a le mieux mérité de la démocratie, sinon celui qui, en 1936, a chassé du pouvoir le régime qui tenait la province sous sa férule? Depuis 27 ans, le premier ministre sert sa province en véritable démocrate. Les craintes exprimées de l'autre côté de la Chambre ne sont fondées que sur une partisanerie aveugle.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) rappelle à l'ordre le député de Missisquoi (M. Bertrand) en disant qu'il s'éloigne du principe du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a dit que la loi à l'étude est la pire loi: une loi pour établir une dictature... Nous voulons répondre que la dictature, c'était au temps du régime libéral.

Qu'on se rappelle le temps où en Abitibi des centaines de personnes votèrent là où normalement il n'aurait dû y avoir que 95 électeurs.

M. Bertrand (Missisquoi): Le parrain du bill (l'honorable M. Duplessis) n'a pas besoin de ses députés pour le défendre. C'est un véritable démocrate. Nous avons le droit de dire que les intentions qu'on lui prête sont basées sur des préjugés aveugles.

On a parlé de la voix du peuple. Cette voix s'est exprimée en envoyant ici 82 députés ministériels en 1948 et 68 ministériels en 1952. Nous avons donc le droit de dire que la voix du peuple est plus forte de ce côté-ci de la Chambre que du côté de l'opposition. Et

nous avons le droit de prétendre que la voix du peuple est de notre côté moins partisane et moins aveugle.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): À l'ordre... Ça ne regarde pas le principe du bill. L'histoire de l'Union nationale, on la connaît.

M. l'Orateur décide que les ministériels ont le droit de répondre aux attaques de la gauche.

M. Bertrand (Missisquoi): Personne ne conteste que la voix du peuple doive se faire entendre. Mais d'après l'opposition, ce droit reposerait non plus sur l'électeur, mais sur l'énumérateur. Ce qui importe plus que la préparation d'une liste électorale, c'est l'usage que fait l'électeur de son droit de vote. D'ailleurs, pourquoi ce qui a donné satisfaction à la campagne serait-il injuste dans les villes? Y a-t-il eu un seul comté rural où il y a eu des abus? Il n'y a qu'un seul énumérateur à la campagne et l'on n'a jamais signalé un seul abus qui aurait été attribuable à ce système.

Il me semble que les présidents d'élections, les énumérateurs, les vérificateurs sont des gens honnêtes. Ce sont de nos compatriotes, des gens que nous côtoyons tous les jours. Et ils prêtent serment de remplir leur devoir sans partialité, crainte ni faveur. Les libéraux veulent faire passer tous les officiers d'élections pour des gens malhonnêtes qui ne respectent pas leur serment d'office.

Antidémocratique, anticonstitutionnel, immoral! On a employé à peu près tous les qualificatifs pour montrer que la loi est mauvaise. On pourrait répondre en disant qu'elle est démocratique, constitutionnelle, juste et morale. Si, dans cette Chambre, on n'avait entendu que l'opposition, quelle impression un étranger aurait-il de notre population?

Pour ma part, je crois que la loi est bonne et que le vocabulaire employé par l'opposition est inopportun. Le tout pourrait se résumer: L'opposition fait une tempête dans un verre d'eau. Ils essaient de se faire du capital politique.

On n'a pas le droit de mettre en doute l'honnêteté des présidents d'élections, des scrutateurs, des énumérateurs, etc.

M. Montpetit (Maisonneuve) dit qu'il veut surtout revendiquer les droits des ouvriers dont plusieurs seront défranchisés par le jeu de ces amendements à la loi électorale. Après avoir dit que le gouvernement a des arrière-pensées, il (M. Montpetit) s'étonne qu'on ait pu dire que le bill était pour simplifier la loi actuelle. Je me demande, dit-il,

comment on va faire pour simplifier avec un bill de 64 pages, rempli d'amendements. Alors qu'on a tant de misère à faire voter les gens, qu'on fait des campagnes pour que les gens aillent aux urnes, le gouvernement nous arrive avec un projet de loi qui va rendre la votation plus difficile et décourager encore plus de gens d'aller voter.

Il (M. Montpetit) s'oppose à ce qu'il n'y ait qu'un seul énumérateur dans les villes. Il déclare que dans les villes, tous ceux qui sont à la maison ne peuvent répondre comme des avocats ou des notaires. Quand on fait des lois, dit-il, on doit viser à les rendre claires et à la portée de tout le monde. Quand il y avait deux énumérateurs, il se glissait des erreurs. Il cite son propre cas où un énumérateur a voulu inscrire le nom de "Monty" au lieu de "Montpetit". C'est l'autre énumérateur, dit-il, qui a fait remarquer l'erreur et l'a fait corriger. C'est un seul cas sur les 50,000 électeurs du comté de Maisonneuve.

Bien souvent, quand les énumérateurs se présentent aux maisons, les femmes sont seules pour les recevoir et répondre à leurs questions. On ne peut blâmer l'épouse d'un ouvrier de ne pouvoir répondre comme celle d'un ministre. Mais il demeure que tous doivent obtenir égale justice et que le système de deux énumérateurs est le plus propre à éviter des erreurs, intentionnelles ou volontaires. Et il ne faut pas oublier que la classe ouvrière représente 60 % à 65 % de la population de la province.

Le gouvernement invoque la question d'économie, la question finance, pour éliminer le second énumérateur. Dans les bills passés par le gouvernement depuis le début de la session, la question finance ne semblait pas avoir autant d'importance. La semaine dernière encore, les ministériels ont dit que la question principe devait passer avant la question finance. Eh bien! Le principe d'une bonne représentation doit valoir plus que l'épargne d'un énumérateur!

Plusieurs électeurs seront privés de leur droit de vote parce que le grand nombre ne se préoccupe pas de voir s'ils seront sur la liste électorale.

Un délai de 53 jours favorise plus le gouvernement que l'opposition, car l'opposition doit se contenter de la bonne volonté, tandis que la caisse du gouvernement est bien garnie.

L'Union nationale périra malgré ses amendements à la loi électorale. En terminant, il (M. Montpetit) demande au gouvernement de faire une loi claire et honnête.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette loi apporte de 20 à 25 modifications importantes à

la loi électorale et ses principes sont sujets à discussion en deuxième lecture. Il dit qu'aucune clause du projet de loi ne modifie les principes importants. Elles visent généralement à améliorer la loi électorale actuelle et à donner plus de temps aux membres du personnel électoral pour effectuer leur travail.

C'est le rôle de l'opposition de faire l'examen des lois et une critique constructive; mais pas pour servir des intérêts politiques. On agit ainsi quand on critique un point en particulier d'un bill en évitant soigneusement de parler du reste du bill. C'est ce que l'opposition a fait depuis le début de ce débat.

Elle a oublié qu'autrefois, avant 1936, les délais avant les élections étaient de 20 jours et qu'un gouvernement libéral a même ordonné des élections en plein hiver, alors que les moyens de communication n'étaient pas comme aujourd'hui, et avec 20 jours d'avis. Ce délai était trop restreint et de nature à nuire au rôle de l'opposition; c'est l'Union nationale qui y a remédié.

De grands élan oratoires tout l'après-midi pour dire que l'on veut tuer toutes les libertés, pour parler de libertés conquises, de sang versé par nos ancêtres, de luttes pour le gouvernement responsable. En 1936, elles n'existaient pas ces libertés. Pourquoi tous ces grands développements, alors qu'aucune liberté n'est en danger, que le gouvernement responsable n'est pas menacé?

La loi que nous présentons ne fait pas disparaître le droit de l'électeur; il n'est pas défranchisé. Les Néo-Canadiens ont droit de vote comme les autres, à condition de produire leur certificat de naturalisation. La liberté de nos aïeux, le sang de nos ancêtres? Voyons! Nos pères ont droit à un repos bien mérité.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Et la caisse électorale!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça vous fait mal parce que vous ne pouvez plus piger dedans à deux mains. L'opposition regrette le temps passé. Aujourd'hui, elle doit faire un petit voyage à Ottawa pour avoir un tout petit morceau.

Nous uniformisons la loi, c'est tout. Quand on met tout le monde sur le même pied, ils se plaignent. Les Martyrs Canadiens, nos aïeux, tout y a passé! Tout ça parce qu'au lieu de deux énumérateurs, il n'y en a qu'un; ce système fonctionne bien dans les campagnes et nous l'appliquons aux villes, voilà tout. Ils se plaignent tout le temps. Ils regrettent le paradis perdu. Leurs pères leur ont dit comme c'était beau le paradis perdu, que c'était beau le pouvoir,

mais ils ont oublié de leur dire comment ils l'avaient perdu. C'est toute l'affaire.

Où sont les principes violés?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Voyons!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, voyons. Que le chef de l'opposition me cite un simple article comportant des principes violés. Qu'on me nomme un seul droit de l'opposition dans la nomination des officiers d'élection, avant 1936.

Avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, il n'y avait pas même d'énumérateur. C'est le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, qui a tendu la main dans l'opposition. Nous avions été dans l'opposition et nous savions quelle était la situation.

Mais quand nous étions dans l'opposition, nous nous battions et nous ne chantions pas de cantiques comme on l'a fait cet après-midi. Nous avons gagné en 1936 avec la loi que nos pères nous avaient laissée et qui ne reconnaissait même pas l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais au député de Shefford (M. Ledoux) de parler de son siège s'il veut interrompre celui qui a la parole.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): L'autre jour, le premier ministre a fait venir le député de Bagot (M. Johnson) près de lui pour lui faire prononcer un discours.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'était en comité plénier et nous sommes en deuxième lecture; le député devrait savoir qu'en comité plénier, un député a le droit de parler de n'importe quel siège.

Je tiens aussi à répéter, après le premier ministre, qu'il faut que tous les électeurs réalisent l'importance de leur droit de vote et qu'ils s'en occupent.

La loi accorde une prolongation de délais, très favorable à l'opposition; elle met les villes et les campagnes sur le même pied; elle est faite de manière à ce que tous puissent voter. La loi ne change rien aux principes existants. Elle ne fait que modifier certaines modalités. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Mais l'opposition a voulu se faire un débat. Le député de Sainte-Marie a voulu démontrer qu'il existe maintenant une opposition. C'est un beau compliment à ceux qui l'ont précédé!

Les députés de Westmount, de Verchères, de Verdun et autres, ce n'était pas une opposition. Les honorables juges Casgrain, Choquette, et autres, ce n'était pas une opposition! Et on est allé réveiller les aïeux pour leur dire qu'il y avait des barbares sur leurs plates bandes. On a fait intervenir les patriotes de 1837 parce que, dans la loi, il y a un énumérateur au lieu de deux. Avant 1936, il n'y en avait pas du tout. Les fils des patriotes de Saint-Eustache, je les rencontre tous les jours. Ils me disent: Ce n'est pas pour ça que nos pères se sont battus!

En terminant, il (l'honorable M. Sauvé) déclare qu'après avoir entendu les discours des libéraux, il a cru s'être trompé et a relu toute la loi. On a dit, déclare-t-il, que la loi est anticonstitutionnelle. On ne sait pas comment ça se prononce et on le crie! Je me suis rendu compte, dit-il, qu'on a crié et qu'on a crié pour rien.

M. Bédard (Québec): Le présent projet de loi consacre un principe dangereux en enlevant à l'opposition son représentant lors de la confection des listes électorales. Il y a de bonnes clauses dans le bill, mais il y en a aussi de mauvaises et c'est du devoir de l'opposition de le dire. Ces bonnes choses sont gâtées par cet accroc aux principes démocratiques.

Avant 1936, les listes électorales étaient fournies par les municipalités...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et complétées par des réviseurs du gouvernement qui étaient des passeurs de télégraphes...

M. Bédard (Québec): En 1941, le gouvernement libéral adopta le principe de deux énumérateurs. En 1945, le gouvernement de l'Union nationale enleva dans les campagnes l'énumérateur de l'opposition. Il (M. Bédard) admet que cela ne prêtait pas trop à conséquence, parce qu'à la campagne tout le monde se connaît. Il s'élève également contre le fait qu'on enlève l'âge sur les listes et contre l'immunité accordée aux agents chargés de la confection des listes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voulez-vous savoir pourquoi? C'est parce qu'aux dernières élections, les libéraux prenaient des brefs de prérogative contre les énumérateurs, parce que les libéraux voulaient empêcher les gens de voter. Dans certains bureaux, on n'a commencé à voter que vers 10 h 30.

M. Bédard (Québec): En un seul trait de plume, on fait disparaître nos libertés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas sérieux...

Voix à gauche: Silence! À l'ordre!

M. Bédard (Québec): Cette loi est une honte, est un affront à toute la population. Est-ce qu'on agit ainsi quand on prétend avoir la confiance du peuple? C'est un stigmate qui fait voir l'Union nationale sous son vrai jour.

M. Hanley (Montréal-Saint-Anne) observe d'abord que l'opposition ne conteste que quelques clauses d'un bill qui en comprend plus de 80. Au sujet des énumérateurs, il estime que mieux vaut n'en nommer qu'un seul et il commence à rapporter certains faits de la dernière élection dans son comté.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) soulève un point d'ordre pour rappeler qu'au cours de l'après-midi, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) a voulu faire la même chose et qu'il a été rappelé à l'ordre. Le même traitement devait être appliqué à tout le monde, déclare-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) conteste le point d'ordre.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. Hanley (Montréal-Saint-Anne) se déclare content de la loi, lui qui, à titre d'indépendant pourrait craindre plus que l'opposition, car il doit se fier aux représentants nommés par le gouvernement et les libéraux.

Je supporte, dit-il, l'amendement concernant la nomination d'un seul énumérateur parce qu'il est physiquement impossible dans la ville de Montréal d'en trouver deux pour chaque bureau de votation. La preuve, c'est que dans mon comté, à la dernière élection, il en manquait 50 sur la liste présentée par le chef de l'opposition.

M. Bélanger (Lévis): Les effets de ce bill, peu importent les intentions de ses rédacteurs, sont de placer dans les Statuts de la province catholique du Québec les principes du machiavélisme le plus odieux. Au lieu de corriger les abus qui existent actuellement, on ouvre la porte à d'autres abus.

Une bonne loi électorale doit assurer un vote libre, facile, universel. Or, je dis que ce bill va empêcher des milliers d'électeurs d'exercer leur droit de vote.

Alors qu'il y avait deux énumérateurs dans le passé, on a vu les électeurs de rues entières, de maisons entières, oubliés sur les listes électorales. Que va-t-il advenir maintenant qu'on veut ôter un énumérateur? Plutôt que de diminuer le nombre des énumérateurs, on devrait l'augmenter. On devrait soumettre les listes à chaque chef de famille. Et que deviendra l'impartialité d'énumérateurs qui, une fois leur liste électorale dressée, pourront devenir des agents du parti au pouvoir pendant la campagne électorale?

De plus, est-ce que ce n'est pas priver des milliers de gens de leur droit de vote que d'empêcher de voter les électeurs qui ne peuvent montrer leurs certificats? Cette loi est inique et antidémocratique. Il faut faciliter le vote au lieu de le restreindre par cette loi qui ne favorise que l'organisation politique qui a le plus de moyens financiers.

Et la loi pourra empêcher non seulement des candidats de se présenter, mais même des partis politiques entiers de prendre part à l'élection. Car, avec le système qu'on nous propose, il faudra aux candidats d'opposition toute une organisation pour surveiller la machine gouvernementale.

Il faudra beaucoup d'argent pour affronter le parti au pouvoir avec quelques chances de succès. Les candidats seront plus esclaves que jamais de la caisse électorale et pas un sociologue ne prétendra qu'il s'agit là d'un progrès.

À cause de cette augmentation de dépenses pour les candidats, bien des bons hommes seront éloignés, et c'est dommage pour la province.

Une loi électorale juste et honnête devrait assurer l'égalité pour tous les électeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ça été dit 50 fois.

M. Bélanger (Lévis): Les députés de l'Union nationale ont répété 100 fois et 150 fois qu'ils ont été réélus en 1952. On dit que la loi ne prive personne du droit de vote. En droit, c'est vrai; mais en fait, on rend la voie si difficile, on multiplie tellement les obstacles que l'électeur se découragera et il ne votera pas. Non seulement la loi peut empêcher les électeurs de voter, mais même les partis pourront être défranchisés parce qu'ils n'auront pas les moyens de faire face aux dépenses énormes.

M. Bélanger (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 135 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 6 est modifié en remplaçant tous les mots dans les huit premières lignes et le mot "de" dans la neuvième ligne par les mots:

"6. Tout juge des sessions et juge de district siégeant en la cité de Saint-Jérôme et tout juge de district et juge municipal siégeant en".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 149 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié:

a) en biffant le paragraphe "1^ab" qui commence par les mots "Pour prohiber" et qui finit par les mots "par la loi";

b) le paragraphe "1^c" devient paragraphe "1^ab".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 153 modifiant la charte de la ville Montréal-Nord, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en ajoutant immédiatement après les mots "La commission", dans la sixième ligne, les mots "métropolitaine de Montréal".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 166 validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 181 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant dans la première ligne du sous-article "64a" les mots "rémunération accordée" par les mots "somme payée".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 194 ratifiant l'adjudication et la vente pour taxes d'immeubles dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en biffant dans le paragraphe "a)", à la page 3, le nombre "756", et en ajoutant, immédiatement après le nombre "815", le nombre "816";

b) en biffant dans le paragraphe "c)", à la page 3, le nombre "175".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Matane, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant, immédiatement après les mots "les mêmes", dans la troisième ligne, les mots "exemptions et les mêmes".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 202 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie de Beauce, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant, immédiatement après les mots "et avec les", dans la troisième ligne, les mots "mêmes exemptions et les".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 203 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant dans la septième ligne du sous-article "1" les mots "de marine".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 205 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en y ajoutant à la fin, à la page 6, immédiatement après le nombre "164", les nombres suivants: "1046, 1047, 1048, 1049".

Projets de loi:

Commissaires d'écoles de Sainte-Agathe-des-Monts, Terrebonne

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 135 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Montréal-Sud

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 149 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Montréal-Nord

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 153 modifiant la charte de la ville Montréal-Nord.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Substitution de M.-J.-A.-A. Larocque

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 166 validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 181 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Joachim de la Pointe-Claire

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 194 ratifiant l'adjudication et la vente pour taxes d'immeubles dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commissaires d'écoles de Matane

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Matane.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commissaires d'écoles de Sainte-Marie de Beauce

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 202 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie de Beauce.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 203 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Village de Shawinigan-Sud

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 205 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 136 modifiant la charte de la ville Sainte-Agathe-des-Monts, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant dans la première ligne de la page 3 le mot "(Annexe)".

2. L'article 5 est modifié en remplaçant dans la première ligne de la page 5 le nombre "huit" par le nombre "cinq";

3. L'article 10 est modifié en biffant, à la page 8, le paragraphe qui commence par les mots "En établissant" et qui finit par les mots "cadastrée en lots ou non".

4. L'article 11 est modifié en remplaçant, dans le paragraphe 6, à la page 10, les mots "6. La Cour des sessions de la paix pour le district de Terrebonne, siégeant en la cité de Saint-Jérôme, la Cour de magistrat du district de Terrebonne, juridiction pénale, siégeant en la cité de Saint-Jérôme, la Cour de magistrat du comté de Terrebonne, juridiction pénale, siégeant à Sainte-Agathe-des-Monts et la Cour municipale pour" par les mots: "6. Tout juge des sessions et juge de district siégeant en la cité de Saint-Jérôme et tout juge de district et juge municipal siégeant en".

5. L'article 13 est modifié en biffant dans les quinzième, seizième et dix-septième lignes du sous-article "528a" les mots "et servant exclusivement à la vente de marchandises ou affectés à des fins lucratives,".

6. Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes du sous-article "64" les mots "une indemnité annuelle" par les mots "des frais annuels de représentation".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme articles 4 et 5:

"4. L'article 21 de la charte de la cité, la loi 5 Édouard VII, chapitre 48, remplacé par l'article 1, de la loi 11 George V, chapitre 121, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21. Le Conseil pourra passer, amender ou abroger, nonobstant toute loi à ce contraire, des règlements pour obliger toute personne, société ou compagnie, propriétaire ou occupante de terrains miniers dans les limites de la cité, à payer annuellement à la municipalité une taxe d'affaires dite "taxe minière annuelle" exigible en même temps que les autres taxes d'affaires imposées par la cité, à d'autres contribuables, comme suit:

a) Si les terrains miniers ne sont pas exploités, cette taxe annuelle minière sera de cinquante dollars (\$50.00);

b) Si les terrains miniers sont exploités, alors cette taxe minière annuelle sera de cent dollars pour chaque cent mille dollars de salaire payé dans l'année précédente du calendrier, par toute personne, société ou compagnie, à leurs employés, rémunérés sur une base horaire, et travaillant dans les limites de la cité, le tout tel que certifié par un ou des comptables publics employés comme vérificateurs par telle personne, société ou corporation;

c) Le montant total de cette taxe minière annuelle payable par une personne, société ou corporation, ne devra pas, cependant dépasser, en aucun cas, la somme de quatre mille dollars (\$4,000.00);

d) Les personnes, sociétés et compagnies, sujettes à cette taxe minière annuelle, d'après les dispositions du présent article 21, seront exemptes de toute autre taxe spéciale quant à leurs opérations."

5. L'article 22 de la charte de la cité, la loi 5 Édouard VII, chapitre 48, est abrogé."

3. L'article 4 devient article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 171 concernant la commission scolaire de Pointe-Claire Ville, dans le comté de Jacques-Cartier, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en ajoutant dans la troisième ligne, immédiatement après les mots "les mêmes", les mots suivants "exemptions et les mêmes".

2. L'article 5 est modifié en remplaçant dans les trois dernières lignes les mots "et résidant dans le territoire desdites corporations scolaires." par les mots "desdites corporations scolaires et résidant dans les limites actuelles de la ville de Pointe-Claire."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 175 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est modifié;

a) dans la version anglaise seulement;

b) en remplaçant dans la cinquième ligne du sous-article 64 les mots "les échevins" par les mots "chaque échevin".

2. L'article 11 est modifié à la septième ligne en remplaçant "1958" par "1953".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 183 modifiant la charte de la ville de Windsor, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté immédiatement après le préambule comme articles 1 et 2:

"1. Le territoire comprenant en se référant au cadastre officiel du canton de Windsor:

"1° Les lots numéros sept cent quatre-vingt-onze (791), sept cent quatre-vingt-dix-sept (797) à huit cent vingt (820) inclusivement, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du canton de Windsor, le tout formant un bloc borné comme suit, à savoir: Au nord-est par les lots numéros sept cent quatre-vingt-neuf (789), sept cent quatre-vingt-quatorze (794) et sept cent quatre-vingt-quinze (795) du canton de Windsor; au sud-est par le lot numéro huit cent vingt-trois (823) dudit canton; au nord-ouest par le lot numéro sept cent quatre-vingt-dix (790) du même canton, au sud-ouest par la limite nord-est du village de Windsor Mills;

"2° Une partie des lots numéros huit cent quatre-vingt-neuf (889), huit cent quatre-vingt-treize (893), deux, trente-huit et trente-neuf de la subdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-treize (893-2, 893-38, 893-39), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du canton de Windsor, le tout formant une bande de terrain de soixante-cinq (65') pieds de large et bornée comme suit, à savoir: Au nord-est par une ligne parallèle à et distante de mille (1,000') pieds de la limite nord-est de la route provinciale Windsor-Richmond; au sud-ouest par une ligne parallèle à et distante de neuf cent trente-cinq (935') pieds de la limite nord-est de ladite route; au nord-ouest par la ligne de division entre les lots huit cent quatre-vingt-huit (888) et huit cent quatre-vingt-neuf (889) du canton de Windsor; au sud-est par la ligne de division entre les lots numéros trente-huit et trente-neuf de la subdivision du lot huit cent quatre-vingt-treize (893-38, 893-39) du canton de Windsor et les lots numéros vingt-deux et vingt-trois de la subdivision du lot numéro un (1-22, 1-23) du village de Windsor-Mills, est détaché de la municipalité du canton de Windsor et annexé à la ville de Windsor.

2. L'article 4 de la loi 62 Victoria, chapitre 68, est remplacé par le suivant:

"4. Les limites de la ville de Windsor en référant au cadastre officiel du canton de Windsor se décrivent maintenant comme suit, à savoir: Partant d'un point situé dans l'axe de la rivière Saint-François, à l'intersection du prolongement de la ligne de division entre les lots huit cent quatre-vingt-huit (888) et huit cent quatre-vingt-neuf (889); de là, vers le nord-est, en suivant ladite ligne de division jusqu'à son intersection avec une ligne parallèle à et distante de mille (1,000') pieds au nord-est de la ligne nord-est de la route provinciale Windsor-Richmond; de là, vers le sud-est, en suivant ladite ligne parallèle

jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est du lot numéro huit cent quatre-vingt-treize (893); de là, vers le nord-est, en suivant la ligne sud-est du lot numéro huit cent quatre-vingt-treize (893) jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les rangs onze (XI) et douze (XII); de là, vers le sud-est, en suivant la ligne de division entre les rangs onze (XI) et douze (XII) jusqu'à l'intersection de la ligne sud-est du lot numéro sept cent quatre-vingt-dix (790); de là, vers le nord-est, en suivant la ligne sud-est du lot sept cent quatre-vingt-dix (790) jusqu'à l'intersection de la ligne sud-ouest du lot sept cent quatre-vingt-neuf (789); de là, vers le sud-est, en suivant la ligne sud-ouest des lots numéros sept cent quatre-vingt-neuf (789), sept cent quatre-vingt-quinze (795) et sept cent quatre-vingt-quatorze (794) jusqu'à l'intersection de la ligne nord-ouest du lot numéro huit cent vingt-trois (823); de là, vers le sud-ouest, en suivant la ligne nord-ouest du lot numéro huit cent vingt-trois (823) jusqu'à l'intersection de la ligne de division entre les rangs onze (XI) et douze (XII); de là, vers le sud-est, en suivant la ligne de division entre les rangs onze (XI) et douze (XII) jusqu'à l'intersection de la ligne nord-ouest du lot huit cent quatre-vingt-quinze (895); de là, vers le sud-ouest, en suivant successivement la ligne nord-ouest des lots numéros huit cent quatre-vingt-quinze (895) et neuf cent vingt (920) jusqu'à un point sur cette ligne, située à sept cent soixante-dix-neuf (779) pieds au nord-est de la ligne nord-est de la route provinciale Windsor-Mills-Sherbrooke, mesurés le long de ladite ligne; de là, vers le sud-est en ligne droite, une distance de sept cent cinquante (750) pieds jusqu'à un point placé sur une ligne parallèle, à et distante de sept cent cinquante (750) pieds au sud-est de la ligne nord-ouest du lot neuf cent vingt (920) et situé à mille (1,000) pieds au nord-est de ladite route provinciale, mesurée le long de la ligne parallèle; de là, vers le sud-ouest, en suivant ladite ligne parallèle, prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Saint-François; de là, vers le nord-ouest, en suivant l'axe de la rivière Saint-François, jusqu'au point de départ."

Ladite ville de Windsor est tenue de payer annuellement à la municipalité du canton Windsor une somme de trois cents dollars durant dix ans à compter de la mise en vigueur de la présente loi".

2. L'article 1 devient article 3.

3. L'article 2, qui devient article 4, est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne du sous-article "604c" le mot "cinquante" par le mot "vingt-cinq".

4. Les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 deviennent articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 198 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La cité est autorisée à payer au trésorier actuellement en fonction une pension de \$4,000.00 par année, à compter de sa mise à la retraite."

2. L'article 11 devient article 12.

Projets de loi:

Charte de la ville Sainte-Agathe-des-Monts

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 modifiant la charte de la ville Sainte-Agathe-des-Monts.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la cité de Thetford Mines

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Pointe-Claire Ville, Jacques-Cartier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 171 concernant la commission scolaire de Pointe-Claire Ville, dans le comté de Jacques-Cartier.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ville de Sainte-Foy

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 175 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte de la ville de
Windsor**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 modifiant la charte de la ville de Windsor.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte de la cité de
Sherbrooke**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 198 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTE

1. M. Rochon s'exprime en anglais, selon *L'Action catholique* du 28 janvier 1953, à la page 11.

Séance du mercredi 28 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 201 concernant les commissions scolaires de Val-d'Or, de Bourlamaque et de Malartic, dans le comté d'Abitibi-Est;

- bill 213 concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec;

- bill 173 constituant en corporation la Montreal & James Bay Railway Company.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 196 concernant les pouvoirs de la corporation du village de Causapsal ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Montreal & James Bay
Railway company**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 constituant en corporation la Montreal & James Bay Railway Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Chevaliers de Colomb

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 213 concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 213 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commissions scolaires de Val-d'Or,
de Bourlamaque et de Malartic, Abitibi-Est**

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 concernant les commissions scolaires de Val-d'Or, de Bourlamaque et de Malartic, dans le comté d'Abitibi-Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des droits
sur les successions**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 modifiant la loi des droits sur les successions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit de régler le pourcentage des droits selon l'allocation des actifs. On veut également prévenir la fraude dans le cas des gens qui transportent leurs biens ailleurs tout en conservant l'administration.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 modifiant la loi de l'instruction publique.

Un amendement permettra aux secrétaires des commissions scolaires de faire vendre les propriétés pour taxes au même titre que les secrétaires des municipalités.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la Législature et
loi de l'exécutif**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tribunaux de Roberval

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 228 concernant la juridiction des tribunaux du district de Roberval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des droits sur les successions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

**Loi de la Législature et
loi de l'exécutif**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

Adopté.

Loi électorale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 27 janvier courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bélanger (Lévis): Le bill à l'étude favorisera des abus tels qu'on n'en a jamais connus dans le passé et favorisera les élections malhonnêtes et frauduleuses. Ces amendements ne sont pas justes parce qu'ils imposent aux candidats et aux partis des dépenses trop considérables. Cela empêchera des personnes compétentes de briguer les suffrages. Bien des citoyens compétents seront ainsi retenus de remplir leurs devoirs civiques quand on le leur proposera. Cette loi privera également des milliers de voteurs de leur droit de voter, parce qu'on enlève un énumérateur dans les villes, celui de l'opposition, pour ne laisser que celui du gouvernement.

C'est vrai qu'il y a une révision, mais quand il y aura des milliers d'électeurs à faire inscrire, on n'aura pas le temps pour procéder à cette révision. Il (M. Bélanger) suggère qu'on suive la coutume d'Ottawa et qu'on envoie une liste préliminaire aux candidats et aux partis politiques.

En terminant, il formule le vœu que tous les gens qui ont à cœur l'avenir de la démocratie en cette province se liguent pour faire des représentations au gouvernement et protester avec la dernière énergie contre cette loi mauvaise, injuste, inique, qui sera une honte pour la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): La Chambre est saisie d'une législation qui est de la plus haute importance, parce qu'elle touche au fondement même de notre démocratie, c'est-à-dire à la loi électorale. En 1945, la loi électorale actuelle a subi des amendements. Elle a depuis subi l'épreuve de deux élections. On veut aujourd'hui y apporter des modifications majeures, s'attaquant aux principes mêmes de notre démocratie. On prétend en certains endroits que ce sont des amendements secondaires, mais c'est tenter de faire d'une chose de première grandeur une opération mineure. On s'attaque à la conception même de la démocratie.

Il y a diverses sortes de démocraties. On a prétendu en certains milieux que le régime hitlérien était de la démocratie, ou l'on trouve des gens pour affirmer que la dictature stalinienne, c'est de la démocratie. Ce n'est pas de cela dont je parle, mais

de la démocratie telle que nous la connaissons dans notre monde occidental. C'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Un gouvernement élu par le peuple, suivant un mode électoral, fait tout pour augmenter autant que possible l'honnêteté et la liberté du vote, car il est souverainement important de conserver cette liberté et cette honnêteté. C'est important, parce que c'est la soupape de sûreté du peuple qui peut un jour être fatigué d'une administration et vouloir la changer.

Et la question que l'on doit se poser au sujet de ce bill est la suivante: Est-ce qu'il va assurer plus d'honnêteté et de liberté au scrutin? Si la réponse est négative, il faut s'opposer avec la dernière énergie à la réforme que l'on propose.

La présence du nom sur la liste, on l'admettra, est essentielle à l'exercice du droit de vote. Personne ne peut voter si son nom n'apparaît pas sur la liste électorale. La liste électorale, c'est la base. La confection des listes est donc de toute première importance. Comment les confectionne-t-on les listes? Dans les districts ruraux, on nomme un seul énumérateur depuis 1945, ce qui, à mon avis, est une erreur. Mais passons.

Jusqu'ici, dans les centres urbains, il y avait deux énumérateurs nommés, l'un par le parti au pouvoir, et l'autre par l'opposition. Car ne l'oublions pas, l'opposition joue, dans notre système parlementaire britannique, un rôle officiel reconnu par la Constitution et par tous les usages. La loi de la province consacrait ce principe en mettant un représentant de l'opposition à la confection des listes électorales. Mais voilà qu'aujourd'hui on enlève l'énumérateur nommé par l'opposition officielle.

Quel est l'homme qui va sérieusement soutenir qu'on assure ainsi plus d'honnêteté et d'impartialité au vote? Qu'il y a des chances que les listes soient mieux préparées avec un seul représentant? Sans doute que l'homme est risible, mais il n'a pas besoin de se rendre ridicule! L'élection sera plus libre, peut-être, mais en ce sens que l'œil inquisiteur du deuxième énumérateur étant disparu, il pourra faire plus facilement des choses inqualifiables.

Et je ne puis concevoir que l'on cherche à motiver ce changement par des raisons d'économie. Il s'agit d'un droit fondamental de la démocratie, pour laquelle on a déjà sacrifié des milliers de vies et dépensé des milliards. L'énumérateur unique sera évidemment un ami du gouvernement. Pourquoi l'induire en tentation? Je récite chaque jour le *Pater* et je prononce les paroles suivantes: Ne nous induisez pas en tentation! La loi actuelle dit plutôt: Ne nous dérangez pas dans la tentation...

Pour la protection et pour le prestige des énumérateurs, on devrait continuer à leur faire faire leur travail à deux. On a fait deux élections avec le système actuel et, même avec deux énumérateurs, il arrivait des cas de truquage de listes. La chose sera malheureusement encore plus facile avec un seul énumérateur.

Mais il existe dans ce projet de loi une autre disposition encore plus condamnable. C'est celle qui met tous les officiers d'élection à l'abri des recours judiciaires. Quel est le recours de l'électeur qui prétend qu'il se commet des irrégularités? Quel sera le recours des électeurs lésés dans leurs droits? Trois cas peuvent se présenter. S'il s'agit d'officiers subalternes, le président d'élection pourra le destituer. S'il s'agit d'officiers intermédiaires, c'est au président général des élections qu'il faut s'adresser. Cela n'est pas tellement mauvais, car il faut accorder à cet homme, qui a le statut d'un juge, un minimum de confiance.

Mais je prétends que l'on ne peut accorder la même confiance au président d'élection dans chaque comté, que le président est toujours un ami du gouvernement et qu'il est pris entre son devoir et le pain de sa famille. Le président d'élection est nommé par le parti au pouvoir, généralement parmi ses organisateurs.

Le président d'élection est un des fonctionnaires les plus importants. S'il se rendait coupable d'irrégularités ou simplement d'erreurs, quel recours l'électeur aurait-il? Il devrait s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil pour le faire destituer. Imaginez! Ce sont les ministres qui jugeront en dernier ressort. Mais ils ne seront pas là durant une campagne électorale.

Ils seront partout dans la province, de sorte qu'il sera en pratique presque physiquement impossible d'avoir justice. Et même si les ministres étaient là, ils seraient à la fois juges et parties dans la cause, ce qui viole un des principes de droit les plus fondamentaux.

Le candidat affecté par des actes illégaux n'avait pas beaucoup de recours, mais en désespoir de cause il pouvait s'adresser à un juge et obtenir ce qu'on appelle une mesure provisionnelle. Pas dans tous les cas: il fallait que l'abus reproché au président d'élection soit prouvé par affidavit, et qu'il cause un préjudice grave et irréparable au requérant.

Le jugement devait tenir compte du sérieux de l'accusation, de son caractère irréparable et du fait qu'il n'existe aucun recours. C'était le dernier recours; on le fait disparaître. Aux électeurs lésés dans leurs droits, il ne restera qu'à s'incliner.

Je connais le peuple de chez nous. On prétend qu'il a perdu de sa vigueur, mais je sais que le sang qui coule dans ses veines conserve assez de vigueur pour ne pas accepter de pareilles injustices. En l'absence de tout remède légal pour obtenir justice, il ne restera plus qu'une solution: la violence. Quand les électeurs seront convaincus qu'ils sont trichés, quand ils se verront privés de tout remède légal, il ne leur restera plus aucun moyen, sauf la force.

M. l'Orateur: Le député emploie un langage violent qui n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un langage bolcheviste.

M. Hamel (Saint-Maurice): Loin de moi, M. l'Orateur, l'intention de prêcher la violence. J'avais compris que des paroles énergiques n'étaient pas des paroles violentes. Loin de moi l'idée de prêcher le recours à la force. Je suis un pacifiste. Mais je ne voudrais pas que le peuple se trouve placé, par une loi que j'aurais contribué à voter, dans une situation telle qu'il n'ait plus d'autre moyen à faire valoir que la violence. On se scandalise de m'entendre...

M. l'Orateur: Je ne me scandalise pas, mais je fais respecter les règlements. Je viens encore d'entendre des remarques désobligeantes à l'adresse de l'Orateur de la part du député de Richmond.

M. Lafrance (Richmond): C'est faux.

M. l'Orateur: J'ai vu et entendu le député de Richmond (M. Lafrance) faire une remarque à la suite de ma décision. Et ce n'est pas la première fois que la chose se produit. À plusieurs reprises depuis le début de la session, le député de Richmond fait des remarques quand je rends des décisions. Je lui demande de respecter mes décisions.

M. Lafrance (Richmond): C'est faux.

M. l'Orateur: À l'ordre. Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): Je n'ai rien à retirer, car je n'ai rien dit.

M. l'Orateur: Je demande au député...

M. Lafrance (Richmond): Je n'ai rien dit et vous êtes obligé de prendre ma parole.

M. Noël (Frontenac): M. l'Orateur, le député de Richmond n'a rien dit; c'est moi qui ai fait la remarque.

M. l'Orateur: C'est la troisième fois qu'on prétend que c'est un autre qui a parlé. J'ai vu et entendu le député de Richmond prononcer des paroles désagréables à l'endroit de l'Orateur.

M. Lafrance (Richmond): C'est faux.

M. l'Orateur: Je nomme M. J.-Émilien Lafrance, député de Richmond.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'il sorte.

M. Lafrance (Richmond): Je ne peux pas retirer des paroles que je n'ai pas prononcées¹.

M. l'Orateur: Si le député dit encore un mot, je demanderai à la Chambre de voter son expulsion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qui est-ce qu'on met ainsi à l'abri des tribunaux? Je mets à part le président général des élections, qui a un statut particulier et qui doit jouir d'un minimum de confiance. Cette loi soustrait à l'application des brefs de prérogative le président d'élection, le secrétaire, l'énumérateur, les réviseurs, le scrutateur, le greffier et le secrétaire de la commission de révision. C'est la loi la plus néfaste qui ait été présentée dans cette Chambre, et ce que je prévois, et je souhaite que ça ne se réalise pas, c'est que du sang coulera dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Il est inique et contraire aux règlements de faire des appels directs ou indirects à la révolution, au désordre et de parler de sang. Ces paroles sont contraires aux dispositions de l'article 285 du Règlement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soumets que le député de Saint-Maurice n'a pas fait d'appel à la révolution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un bolcheviste!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À mon sens, il a simplement exprimé son opinion au sujet des conséquences possibles de la loi que nous

discutons. Le premier ministre déforme complètement sa pensée.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je déplore que le premier ministre déforme mes paroles. Bien loin de faire appel à la violence, j'ai dit: Je souhaite, j'espère que ça n'arrivera pas. Mais je crains que ça se produise.

M l'Orateur: Il est défendu de faire indirectement ce qu'on ne peut faire directement. Indirectement, le député de Saint-Maurice tient des propos séditeux. Les paroles prononcées par le député de Saint-Maurice viennent à l'encontre du paragraphe 13° de l'article 285 du Règlement, qui défend les propos séditeux. Je lui demande de retirer ses paroles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'en appelle de cette décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur invite l'honorable député de Saint-Maurice à retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare qu'il retire ses paroles. Je suis profondément chagriné et je suis profondément peiné de constater que le parti au pouvoir ne réalise pas les conséquences de ses actes. Nous avons vu dans la mythologie grecque cette parole qui porte à réfléchir: Les dieux aveuglent ceux

qu'ils veulent perdre. Si le gouvernement actuel ne réalise pas les conséquences possibles de cette loi, c'est que les dieux veulent les perdre et je pourrais dire, pour employer une expression théologique: le gouvernement a perdu la grâce d'état.

On a fait allusion hier, de l'autre côté de la Chambre, au bill Dillon. Je crois personnellement que ce bill était une iniquité. J'ai combattu le bill Dillon. Je réalise que le bill Dillon a été le premier son de cloche du glas du régime Taschereau. Et la loi actuelle sera le premier son de cloche du glas du gouvernement au pouvoir.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): L'opposition est-elle sérieuse dans son opposition au présent projet de loi? Les députés de l'autre côté de la Chambre veulent-ils faire croire qu'ils ignorent les tactiques électorales employées par leurs amis...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Par les membres du gouvernement.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Si le député de Jeanne-Mance veut me poser des questions, je suis prêt à lui répondre.

M l'Orateur: Je rappelle encore une fois les députés à l'ordre. Les députés ministériels ont laissé parler les députés de l'opposition sans les interrompre. Je leur demande la même patience.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Le député de Jeanne-Mance s'est en effet fait entendre, mais il n'a pas réussi à se faire comprendre. Pourquoi l'opposition ne parle-t-elle que d'une clause de la loi? Est-elle contre toutes les autres?

S'oppose-t-elle à l'extension de sept jours de la période électorale? La prolongation d'une à deux semaines de la période entre la mise en nomination des candidats et la date de l'élection? À l'uniformisation de cette date de la mise en nomination dans tous les comtés? La prolongation de la période de révision qui donne à l'opposition le temps de vérifier les listes? S'en prend-elle au fait que la personne chargée du recensement électoral ne sera pas obligée de demeurer dans son district électoral? L'opposition sait pourtant bien que, dans l'ancienne loi, cette exigence retardait la confection des listes. Elle s'en prend à un seul énumérateur. Sait-elle que, dans Montréal seulement, il y a plus de 4,000 sections de votes et qu'il est déjà difficile de trouver un seul énumérateur?

L'opposition peut paralyser l'application de la loi en ne nommant pas d'énumérateurs. La nomination des énumérateurs dans les comtés populeux est très difficile. Il est impossible de trouver deux énumérateurs qui demeurent dans la même section. Le chef de l'opposition n'a même pas été capable de donner une liste complète d'énumérateurs pour le représenter.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. J'avais une liste d'énumérateurs complète et tout aurait été simplifié si le gouvernement avait accepté ma liste.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je prends la parole du chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et plusieurs députés ministériels protestent.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je prends la parole du chef de l'opposition, mais je précise ceci: dans un comté que je nommerai pas, je dirai que la moitié de la liste des énumérateurs était composée de noms de personnes qui, contrairement aux dispositions de la loi actuelle, ne demeuraient pas dans leur circonscription. Pour nous conformer à la loi, nous dûmes faire enquête; nous avons dû recommencer le travail. C'est cela qu'on veut éviter avec la nouvelle loi. Dans un autre comté...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Point d'ordre. On a forcé les députés hier à s'en tenir au principe de la loi. Le ministre s'en écarte en citant des cas.

M. l'Orateur fait remarquer au député de Sainte-Marie que le secrétaire provincial n'a mentionné aucun comté. Ma décision, dit-il, portait sur les faits particuliers survenus dans le comté de chacun des députés. Ici, le ministre cite des faits pour illustrer le fait qu'il veut prouver.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Pour répondre aux membres de l'opposition qui disent: C'est le gouvernement qui va nommer les énumérateurs, je dis que ces officiers doivent être nommés par l'autorité. Avec la nouvelle loi, c'est le président des élections qui nommera les énumérateurs et non les partis politiques. Il faut tout de même bien qu'ils soient nommés par quelqu'un. À Ottawa, ils sont nommés par Ottawa. À Québec, nous ne pouvons les faire nommer par Tchang Kaï

Shek. Le député de Lévis disait hier qu'on avait oublié des noms de rues dans son comté.

M. Bélanger (Lévis): Point d'ordre! Je n'ai pas nommé de comté, mais puisque le ministre en parle, je dirai que c'est bien dans Lévis, à Saint-Romuald qui est une section urbaine, mais qui est classée comme section rurale et n'a qu'un seul énumérateur.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Lors des dernières élections, des gens d'Outremont, d'Hampstead, de Ville Mont-Royal sont venus s'inscrire dans Saint-Jacques pour voter. J'en suis à ma dixième élection et je connais cela...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ah! Oui alors...

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): J'ai appris ça de vos amis. Je me suis mis au courant de vos petites tactiques et c'est pour cela que vous ne passerez plus dans Saint-Jacques. J'ai marché sur vos traces...

M. l'Orateur: Je demande au ministre de s'en tenir au principe de la loi.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Il n'est pas facile de faire une liste complète et impartiale, mais le gouvernement prend tous les moyens à sa disposition pour en arriver là. En faisant nommer les énumérateurs par le président des élections, nous voulons bannir la politique de la confection des listes électorales. Avec la nouvelle loi, aucun parti ne sera protégé: Il n'y aura pas deux poids et deux mesures. L'énumérateur prêterait son serment civique et on n'a pas le droit de suspecter d'avance ses intentions.

L'opposition n'a pas à se plaindre, puisque la loi ne supprime pas les bureaux de révision. On sait qu'il y aura un bureau de révision. Elle prolonge même les délais pour la révision des listes.

Il est arrivé à Montréal que les deux énumérateurs s'organisaient ensemble pour expédier le travail plus rapidement, signer ensuite les listes faites hors de leur connaissance et retirer leur argent.

De nombreux greffiers de l'opposition se sont mis en grève lors des dernières élections et ont retardé l'ouverture des bureaux. Dans certains "polls", 10 % du vote n'était pas enregistré à une heure de l'après-midi, parce que les greffiers de l'opposition n'étaient pas arrivés.

Je ne vois pas pourquoi l'opposition soulève une véritable tempête dans un verre d'eau. Le député de Saint-Louis (M. Rochon) rit; il sait, lui, comment se fait une élection.

Il (l'honorable M. Côté) veut citer un cas pour montrer que la suppression d'un des deux énumérateurs simplifiera les choses.

M. Bélanger (Lévis) soulève alors un point d'ordre, prétendant qu'au cours de la journée d'hier on l'a empêché de fournir des détails sur ce qui s'est passé dans son comté. Il a été décidé à plusieurs reprises par M. l'Orateur que la discussion ne devait pas porter sur des détails ou des faits survenus lors de la dernière élection. Le député s'écarte du principe du bill, dit-il².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition s'est ingéniée à prouver qu'un seul énumérateur violait les droits démocratiques. Le ministre leur prouve le contraire; il se sert d'exemples...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous avons voulu nous en servir aussi et on nous l'a interdit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans le cas de Saint-Louis, le député voulait parler de ce qui se passait dans son comté. Ici, le ministre parle de faits généraux. Il y a une différence entre citer un cas et parler de généralités.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soumetts que vos décisions, M. l'Orateur, ne s'appliquaient pas seulement à un cas, mais à l'ensemble.

M. l'Orateur: Hier, je m'opposais à ce que chaque député parle de ce qui se passait dans son comté pour ne pas éterniser la discussion. À ce rythme, on n'en aurait plus fini. Mais, dans le cas actuel, l'honorable ministre est à parler de situations qui se sont produites d'une façon générale, ce qui est bien différent. Le point d'ordre soulevé par le député de Lévis est renvoyé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'en appelle de cette décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): La loi actuelle, bien que très supérieure aux lois antérieures, ne donne pas encore toutes les garanties désirées pour assurer un vote impartial et libre. C'est pour cela que nous l'amendons. La loi électorale actuelle est d'application pratiquement impossible dans certains comtés de la métropole.

Il cite le cas d'une circonscription qui compte 400 "polls". Il faudra trouver 400 officiers d'élection, 400 greffiers, 400 représentants par candidat et s'il y a cinq candidats, il en faudra 2,000, et deux énumérateurs par "poll", l'un nommé par le gouvernement et l'autre par l'opposition, soit 800. Cela veut dire un personnel énorme impossible à trouver. Avec un tel personnel, il est très difficile d'obtenir les conditions nécessaires d'impartialité. C'est pourquoi on cherche à simplifier avec le nouveau bill.

M. Bélanger (Lévis) accuse le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) de tronquer un texte.

M. l'Orateur lui fait retirer ses paroles, non parlementaires, mais lui permet de poser un point d'ordre.

M. Bélanger (Lévis) prétend que le secrétaire provincial interprète mal la loi actuelle.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On peut soulever un point d'ordre parce qu'un règlement de la Chambre est violé, mais on ne peut soulever un point d'ordre pour répondre à un discours qu'on n'aime pas; lorsque l'on a déjà parlé sur la deuxième lecture, on ne peut parler une seconde fois.

M. l'Orateur maintient la prétention du député des Deux-Montagnes.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): L'opposition a tort de reprocher au gouvernement de vouloir faire toutes les nominations. C'est le président des élections qui fera les nominations. La même procédure est employée par Ottawa. D'ailleurs, l'opposition continuera à nommer les greffiers.

L'opposition insinue que le fait de réclamer les certificats de naturalisation va défranchiser des électeurs. Je défie l'opposition de trouver dans le bill quelque chose pour priver un seul électeur de son droit de vote.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le ministre n'a pas le droit de défier l'opposition. Qu'il retire ses paroles.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je les retire. Rien dans le bill ne vise à empêcher quelqu'un de figurer sur la liste électorale. Quand il y a une erreur, il est toujours possible d'aller trouver les réviseurs pour faire la rectification nécessaire. Et le délai accordé par le bill pour cette rectification est plus long que jusqu'ici.

Au total, le bill est une protection; il assure des élections solides, honnêtes. C'est une bonne chose qu'il confie à un homme le soin de recruter les officiers. Mais alors que des centaines de milliers d'immigrants arrivent au pays, il est normal d'exercer un certain contrôle en exigeant la production de leurs certificats de naturalisation. Ils viennent de pays où l'on n'a même pas le droit de se promener librement. Ce n'est pas pour leur imposer une vexation.

Quelqu'un a suggéré de faire présenter les certificats de naturalisation au bureau de révision. Mais le travail demanderait trois mois. N'exige-t-on pas des automobilistes qu'ils aient avec eux leur licence? Pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'exiger le port des certificats de naturalisation pour protéger la saine démocratie? D'autant plus que, parmi ceux qu'Ottawa laisse entrer, il y a de nombreux indésirables. Certes la loi de l'immigration est sévère, mais elle n'est pas toujours respectée. C'est pourquoi il faut songer à se protéger.

M. Pinard (Drummond): Le discours de l'honorable ministre (M. Côté) était rempli d'inexactitudes. Aux dernières élections, le même ministre est venu faire un discours à peu près semblable dans mon comté, et son certificat de l'Union nationale n'a pas servi à me faire battre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je n'y suis pas allé.

M. Pinard (Drummond): C'était à l'ouverture de la campagne et le ministre est venu parler de race, de langue, de drapeau et de religion chez nous. Le ministre a prétendu qu'il faut dans certains comtés, 400 énumérateurs de chaque côté, 400 greffiers et autant de scrutateurs. Ce qui est faux quand on sait qu'aux dernières élections, les énumérateurs devenaient automatiquement scrutateurs ou greffiers selon qu'ils étaient nommés par l'opposition ou le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule.

M. Pinard (Drummond): La loi à l'étude fait table rase des droits de l'opposition dans la province de Québec; elle est remplie de trucs et de traquenards et elle est de nature à défranchiser les électeurs.

On a aussi dit qu'il arrivait des centaines de milliers d'immigrants au Québec par semaine; c'est exagéré à la façon de l'Union nationale, quand on sait qu'il n'y a guère plus, actuellement, que 150,000 personnes qui ne sont pas d'origine anglaise ou française au Québec. Ces gens étaient fatigués de subir le joug des dictatures et de toujours montrer leurs papiers.

La loi électorale est déjà assez compliquée sans qu'on vienne la remplir de nouveaux trucs que la population honnête ne pourra pas déceler. Je m'élève particulièrement contre la nomination d'un seul énumérateur par le parti au pouvoir; ceci vise à entraver le travail nécessaire de l'opposition officielle, laquelle a le droit d'exister dans un régime démocratique. C'est un bill inique.

Aux dernières élections, le gouvernement a tenté de faire élire certains de ses partisans, en faisant circuler des listes pour qu'on ne leur oppose pas d'adversaire; on demandait des élections par acclamation. C'était le début de la négation des droits de l'opposition et ça continue avec le présent bill. On veut museler l'opposition.

M. l'Orateur: Je ne vois rien dans le bill qui demande de museler l'opposition.

M. Pinard (Drummond): Il me semble, dit-il, que quand un parti politique a la confiance de l'opposition, il ne songe pas à présenter un bill semblable.

La province traverse actuellement une crise d'autorité. Cet état de choses a été provoqué par les

abus de pouvoir flagrants de l'Union nationale. Les ministériels n'ont jamais le droit de critique et ils n'oseront pas critiquer cette loi, même s'ils savent qu'elle est mauvaise. Mais nous avons la certitude que la plus forte partie de la province nous appuie dans notre lutte contre un projet de loi aussi dangereux. Et le moyen d'y remédier est de rechercher toujours le bien commun et la justice pour tous.

Un gouvernement qui est trop longtemps au pouvoir est exposé à commettre des abus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Drummond ne devrait pas critiquer ses amis d'Ottawa.

M. Pinard (Drummond) répond qu'il n'a pas de comptes à rendre à Ottawa, qu'il a un mandat provincial et qu'il entend l'exercer.

M. Cournoyer (Richelieu): Tout le monde s'entend sur l'importance du droit de vote. C'est la base de la démocratie et, sans ce droit, on ne peut espérer continuer à vivre dans la liberté. C'est précisément dans les pays où ce droit a été restreint qu'on a vu mourir la liberté.

L'exercice de ce droit a toujours été entouré de précautions considérables, car c'est l'héritage le plus précieux qui nous a été légué par nos ancêtres, et c'est dans les endroits où le droit de vote a été privé de liberté que la liberté tout entière est disparue, comme c'est le cas derrière le rideau de fer. Le devoir du gouvernement et de la Chambre, c'est de faciliter un vote libre.

Il (M. Cournoyer) parle de la confection des listes électorales par les conseils municipaux et il affirme qu'autrefois le premier ministre était favorable à ce système.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie cela.

M. Cournoyer (Richelieu) accepte sa parole en disant que s'il se trompe, ce sont les comptes rendus du temps, dans les journaux, qui en sont la cause.

Par la suite, dit-il, on a nommé un énumérateur, puis deux, sous le régime libéral. L'opposition du temps, à la tête de laquelle se trouvait le premier ministre d'aujourd'hui, a combattu cette loi en proclamant que le système coûterait trop cher.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie également cette affirmation et déclare qu'il a

toujours été opposé à ce système qui était contrôlé par le Parti libéral du temps.

M. Cournoyer (Richelieu): Il faut de l'impartialité absolue dans la préparation des listes électorales, mais on ne l'obtiendra pas si ces listes sont à la merci des fonctionnaires du gouvernement. On a dit que ces énumérateurs seront nommés par le président des élections, mais ce fonctionnaire ne connaît pas les gens dans les comtés et il demandera des suggestions aux candidats. Par ce moyen, il nommera des énumérateurs favorables au gouvernement.

Le bill multiplie par mille le danger des listes truquées. Quand il y avait deux énumérateurs, ils se contrôlaient l'un l'autre et, malgré tout, il se glissait encore des erreurs et des abus. Que verrons-nous quand il n'y aura qu'un seul énumérateur nommé par le gouvernement? Quand il n'y en aura qu'un, qui sera en quelque sorte un fonctionnaire du gouvernement, il est évident que les erreurs et les abus seront plus nombreux. À ceux qui enfreindront la loi, on dira qu'ils ne sont passibles que d'une amende de \$100 qui pourrait leur être imposée par un juge compétent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député devrait savoir que l'amende est de \$100 à \$500 et de trois mois de prison à deux ans de pénitencier.

M. Cournoyer (Richelieu): Est-ce que l'honorable juge Gagnon va condamner au pénitencier un énumérateur de Saint-Jacques?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas digne. Le député ne devrait pas dire ces choses-là. D'autant plus que le juge Gagnon est malade en Floride.

M. Cournoyer (Richelieu): Je retire mes paroles.

C'est un projet de loi qui n'a pas d'allure. Si le premier ministre était chef de l'opposition et que le gouvernement présentait une loi semblable, on entendrait alors de la part du chef de l'opposition, avec l'éloquence qu'on lui connaît, un discours qui ferait tomber le plafond de la Chambre. On pourrait confier le choix des énumérateurs à des corps indépendants, par exemple, la Chambre de commerce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On pourrait peut-être les faire nommer par Édouard Simard. Je donne un conseil au député. Qu'il s'éloigne des Simard parce qu'il ne sera pas loin de sa mort, aussi.

M. Cournoyer (Richelieu): Il sera très difficile pour l'opposition de découvrir les erreurs de l'énumérateur. Il faudra payer quelqu'un pour faire ce travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Édouard trouve que ça lui a coûté cher.

M. Cournoyer (Richelieu): Mais l'Hydro-Québec l'a remboursé.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la séance est suspendue.

Reprise de la séance à 8 h 15

Décisions de l'Orateur:

Principe semblable de deux bills distincts

M. l'Orateur: Hier, au cours de la discussion, alors que le député de Montréal-Verdun (M. Ross) avait la parole, on a soulevé la question de savoir si le débat pouvait porter sur les dispositions de l'article 82 du bill actuel (no 34), parce qu'il contient un principe semblable à celui qui est contenu dans le bill 31 modifiant la loi des élections contestées, adopté déjà au cours de la présente session.

Il n'y a aucun doute qu'il y a beaucoup d'analogie entre ces dispositions des deux bills, qui enlèvent la juridiction de la Cour supérieure pour la porter à la Cour de magistrat, mais comme j'ai un doute à savoir s'il y a pour ainsi dire chose jugée, je permets que le débat porte sur le principe qui est en jeu dans l'article 82 du bill actuellement devant la Chambre.

Projets de loi:

Loi électorale

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture du bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)³ s'excuse de parler avec une voix qui se ressent d'un mauvais rhume. Mon médecin, dit-il, me conseillait

de rester à Montréal, mais la loi que nous discutons avait une telle importance que je ne pouvais me payer le luxe de rester chez moi.

Ce que nous cherchons, ce sont des élections honnêtes, qui permettront à tous ceux qui ont un droit de vote de l'exercer, librement et sans encombre. Chacun des partis doit avoir des représentants aux différents stades de la procédure électorale.

Il (M. Marler) dit qu'il veut, dans la première partie de son discours, établir que, depuis 1936 et même 1925, aucune des modifications apportées au régime électoral n'a diminué les chances de l'opposition. Toutes les modifications, dit-il, ont maintenu le partage à peu près égal des chances entre le parti au pouvoir et le parti d'opposition.

Tablant sur l'existence de deux partis officiels, les changements à la loi électorale depuis cette époque n'ont pas été profonds. Avant 1936, les listes électorales étaient confectionnées par les municipalités, ce qui assurait une certaine impartialité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rit.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre n'est pas de cet avis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pense que j'ai le droit de rire?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Oui, mais je m'attendais à plus de courtoisie du premier ministre.

Il a pu cependant se glisser dans cette confection de listes électorales quelque partisanerie politique: seulement il y avait des remèdes. Dans la loi électorale de 1936, proposée par le premier gouvernement de l'Union nationale et votée par les deux Chambres, on respectait l'égalité des deux partis, et le premier ministre, qui en rit aujourd'hui, laissait la confection des listes électorales aux municipalités; il y avait même dans la loi un *proviso* pour certains territoires où l'on préparait les listes de toutes pièces; le gouvernement y reconnaissait le principe des deux énumérateurs. C'était la première fois que le principe de l'égalité des chances des deux partis était légalement reconnu. Ce principe servit de base à la loi de 1942 qui inscrivait le vote des femmes dans nos Statuts.

On note un premier changement en 1945, où l'on donne plus qu'un seul énumérateur aux districts ruraux; c'est sous ce régime qu'eurent lieu les élections de 1948 et de 1952.

La révision des listes se fait d'abord par les municipalités et on y ajoute une clause pour les cités de 10,000 âmes et plus où il y aura une commission de révision de trois membres: l'un nommé par le premier ministre, le deuxième par le chef de l'opposition et le troisième par une entente entre les deux; quand il n'y a pas d'entente, le gouvernement désignait le troisième membre. L'égalité est peut-être brisée dans certains cas, mais c'est une conséquence naturelle, vu que le gouvernement a plus de responsabilités et que c'est lui qui doit faire fonctionner la procédure électorale. Rien ne change en 1941-1942. D'une façon générale, le système de révision fonctionne bien; il fait défaut quand les hommes font défaut.

En vertu de toutes ces modifications à la loi électorale, les partis en cause, dans le cas où quelqu'un ne faisait pas son devoir, pouvaient s'adresser aux tribunaux. C'était une soupape. En résumé donc, l'égalité de chances demeurerait, même si le gouvernement qui dispose de la trésorerie de la province peut mettre plus d'argent en jeu.

Il (M. Marler) ne s'attend pas à ce que les présentes modifications à la loi électorale actuellement devant la Chambre apportent une correction à cette inégalité qui ne relève pas de la loi; le régime électoral a assez bien servi les deux partis; les élections de 1936 se sont faites sous l'empire d'une loi électorale votée par les libéraux et cette loi n'a pas empêché l'Union nationale de prendre le pouvoir. Même cas renversé en 1939 où avec la loi de l'Union nationale de 1936, les libéraux ont pu vaincre. En 1944, encore une fois, le Parti libéral est défait sous le régime de sa propre loi. Preuve que, dans le passé, la loi électorale fournissait aux deux partis une assez bonne égalité des chances. Cela démontre que les lois du passé n'ont jamais été un obstacle à l'élection d'un parti d'opposition.

Qu'est-ce que le gouvernement se propose de faire? Première chose: on propose un seul énumérateur en disant qu'il sera impartial parce qu'il ne sera plus nommé par le gouvernement, mais par le président des élections. Je ne puis croire, ajoute-t-il, qu'un seul énumérateur donnera plus de garanties d'impartialité, alors qu'il pourra tout à son aise omettre des noms, en ajouter, sans craindre le contrôle d'un second énumérateur. Et sa nomination par le président d'élection n'est pas de nature à lui garantir l'impartialité. Et rien ne l'empêchera, en faisant la visite des maisons pour recueillir les noms, de faire campagne pour le gouvernement. Avec deux énumérateurs, chaque parti avait raison de croire que la liste avait été confectionnée avec soin et honnêtement.

Dans la majorité des cas, les énumérateurs seront conscients de leurs responsabilités, mais même avec des personnes honnêtes, il se glissera des erreurs involontaires qui auraient été évitées avec deux énumérateurs.

La liste faite par un seul homme comportera plus d'erreurs, dit-il, et quels seront les moyens de l'opposition pour la contrôler? En vertu de la loi, l'opposition n'a une liste officielle que le jour de la mise en nomination. Dans l'intervalle, il faudra qu'elle se fie à la liste affichée au poteau et cette liste ne fera même pas mention des âges. Et si elle veut la vérifier, il faudra engager des gens dont le salaire coûtera autant que celui qu'on a donné à l'énumérateur officiel. Ces gens n'auront pas de statut légal et ne pourront obtenir les renseignements désirés.

Le secrétaire provincial a parlé d'un comté de 400 "polls". Je parlerai d'un comté de 300 "polls". En admettant qu'il en coûte environ \$30 par "poll" pour un énumérateur, le candidat de l'opposition devra payer \$9,000 pour avoir un énumérateur. L'opposition part donc avec un désavantage financier.

Il y a la question des certificats remis par le vérificateur. Dans les villes, personne ne peut voter sans ce certificat. Pas de certificat, pas de vote. Si l'unique énumérateur n'émet pas de certificat, l'électeur ne pourra voter. Quand il s'est agi de discuter la loi de 1942, le premier ministre disait alors: Le droit de vote est si important qu'il n'est pas permis de laisser cela entre les mains d'un seul homme.

Cette déclaration s'applique avec plus de force aujourd'hui qu'en 1942, car elle s'adressait au président du bureau de révision. Dans un seul comté de Montréal, on a ajouté 2,800 noms fictifs sur les listes, parce que l'énumérateur nommé par l'opposition n'a pas été accepté et qu'on a nommé deux énumérateurs amis du gouvernement.

La loi exige que l'énumérateur voie chaque électeur qu'il inscrit, pour ensuite le reconnaître au "poll". En supprimant celui que l'opposition nommait, on supprime une autre garantie et le gouvernement s'assure tous les avantages. C'est injuste.

L'on supprime ainsi, de façon systématique tous les droits de l'opposition en matière d'élection. Le gouvernement donne trop d'importance à un seul homme. L'énumérateur redevient un homme libre après la confection des listes, et il peut se métamorphoser en agent d'élection, ce qui constitue un avantage pour le parti au pouvoir et un désavantage pour l'opposition. Il conservera les

avantages acquis par son contact avec l'électeur au moment de la confection de la liste, et rien ne l'empêchera de retourner dans les maisons, sous un prétexte quelconque pour y travailler pour le gouvernement. L'électeur attachera plus d'importance à ce qu'il dira, parce qu'il l'a déjà connu dans un rôle officiel.

Le fait de décréter que les énumérateurs cesseront d'être des officiers d'élections dès leur travail fini donne au parti ministériel tout l'avantage que peut comporter le statut officiel de cet énumérateur. Il pourra retourner voir les électeurs, ceux qu'il a rencontrés en sa qualité officielle et les inciter à voter pour le gouvernement. Cela constitue un désavantage sérieux pour l'opposition.

Depuis deux ou trois ans, le gouvernement a pris l'habitude de soustraire toute une catégorie de personnes aux brefs de prérogatives, créant par là, au détriment des justiciables, une classe d'intouchables. Jusqu'à cette année, l'immunité qui était accordée au président d'élection et à son adjoint est étendue à tous les officiers d'élection.

Si l'énumérateur refuse de commencer son travail, on ne pourra s'adresser aux tribunaux pour le forcer à agir. Le seul recours, ce sera le président d'élection, fonctionnaire nommé par le parti au pouvoir. Si le réviseur ne se conforme pas à la loi, le parti d'opposition est sans recours devant les tribunaux.

Nous ne pouvons accepter le principe que les officiers d'élection sont au-dessus des tribunaux. Tant qu'ils respectent la loi, il ne doit pas y avoir de recours judiciaires et j'ai assez confiance aux juges pour penser qu'ils seront prudents. La loi vise à empêcher les tribunaux d'intervenir quand les officiers d'élection commettent des actes illégaux! Quelle que soit l'illégalité, l'opposition reste sans remède et sans recours.

On a fait grand état, du côté ministériel, du fait que l'on a prolongé la période de révision des listes. On ne s'objecte évidemment pas à cette disposition, mais à quoi cela servira-t-il de prolonger cette période si l'on empêche l'opposition de travailler à la confection des listes et si l'opposition n'a pas les moyens de réviser les listes? Si ces listes sont mal faites, à quoi sert la révision? Car, comme le suggère le gouvernement, on laisse aux seuls électeurs le soin d'inscrire leurs noms sur les listes électorales. On imagine à quels résultats on arrive. Il y a certainement avantage à prolonger les délais, mais à condition que les réviseurs respectent la loi.

La loi actuelle dit que les électeurs dont on conteste le droit d'apparaître sur la liste électorale

ont droit à un avis d'un jour franc de comparaître devant la commission de révision. En dépit de cela, certains avis ont été postés à minuit pour informer des électeurs qu'ils devaient se présenter à 10 heures le lendemain matin. À Montréal, il n'y a qu'une livraison du courrier. Dans mon quartier le courrier nous arrive à 3 heures, de sorte que, si j'avais à comparaître devant la commission de révision, j'aurais reçu l'avis après que la commission aurait disposé de mon cas.

Prolonger le délai, c'est bien, mais à la condition que l'on respecte la loi et que les électeurs puissent s'adresser aux tribunaux si leurs droits sont lésés. Que sert de prolonger les délais si on ne donne pas la possibilité de corriger des actes illégaux?

Je m'objecte aux dispositions de la loi qui forcent les Néo-Canadiens ou les Canadiens par naturalisation à montrer jusqu'à trois fois leur certificat de naturalisation pour pouvoir voter. On a parlé comme s'il s'agissait simplement des étrangers arrivés il y a un ou deux mois au Canada. Mais il y a les autres, ceux qui sont ici depuis des années.

On force le Néo-Canadien à montrer son certificat de naturalisation à l'énumérateur. Il peut être forcé de le montrer une deuxième fois devant la commission de révision et une troisième fois au moment de voter. Sans doute qu'il faut s'assurer de son statut de Canadien, mais les dispositions actuelles sont injustes et discriminatoires.

On supprime l'opposition non seulement dans l'énumération mais aussi dans les "polls". Le scrutateur pourra, sans que le président n'intervienne, remplacer le greffier, nommé sur recommandation de l'opposition par une autre personne, qu'il soit ou non de l'opposition. Il peut même cumuler les deux fonctions, et la loi l'y encourage en lui offrant les deux traitements s'il le fait. Par ce projet, le gouvernement tente de supprimer l'opposition. Depuis 1875, les deux partis ont le droit d'avoir des agents dans les "polls".

Quelle raison donne-t-on pour briser cette tradition? Aucune, car le gouvernement n'a pas touché ce point. Nous avons donc une énumération faite par un énumérateur unique, nommé par le gouvernement, une révision faite par une commission où le gouvernement aura la majorité, un "poll" où le scrutateur sera seul parce qu'il aura supprimé le greffier nommé par l'opposition. Il n'y aura qu'un représentant de l'opposition dans ce "poll".

Je ne puis imaginer pour quel motif le gouvernement agit ainsi. Je me demande pourquoi le gouvernement, à chaque étape de sa loi, a voulu supprimer l'opposition.

J'ai été étonné quand j'ai lu l'article concernant les certificats spéciaux exigés jusqu'ici dans les régions de Québec et de Montréal. Il s'agit d'un certificat que remet l'énumérateur et que garde l'électeur. Il ne doit être ni perdu, ni maculé, sinon l'électeur perd son droit de vote. On sait comme il est facile de maculer ce certificat. Dans nos maisons, les enfants peuvent le détériorer ou le perdre. Si le certificat est maculé ou perdu, l'électeur devra se faire identifier dans le "poll" par deux personnes qui n'ont pas encore voté. En somme, on donne à ce certificat la même force que le droit de vote lui-même.

Au lieu de réprimer le trafic des certificats spéciaux, on prend les moyens pour donner plus de force à ce trafic. Pour ma part, j'aimerais mieux perdre mon élection que d'acheter un seul certificat. On ne pourra pas seulement acheter ces certificats, l'énumérateur, qui sera seul, pourra les garder. Dans les comtés où il existe des certificats spéciaux, on a vu des gens s'en porter acquéreurs. Ce qui va arriver, c'est que le certificat spécial va prendre une valeur commerciale. Ce n'est pas de cette façon qu'on fait des élections honnêtes.

En supprimant l'identification, on supprime un droit qui appartient à chaque individu pour le transférer à un morceau de papier.

Le bill fait aussi passer les décomptes devant les magistrats. Nous avons étudié, la semaine dernière un bill qui a pour objet de faire passer les contestations électorales devant le magistrat au lieu des juges de la Cour supérieure. Je me bornerai à dire que les mêmes raisons invoquées contre l'autre bill nous justifient de nous opposer à l'article du nouveau bill.

Les députés ministériels m'ont invité à démontrer comment un électeur pourrait être empêché de voter. Voici un exemple: l'énumérateur unique pourra faire sa première visite quand il saura que l'électeur n'y est pas. Sa deuxième visite, il la fera le soir de sept à 10 heures, après s'être assuré que l'électeur est encore absent. Et le nom n'apparaîtra pas sur la liste. L'électeur lésé s'adressera au bureau de révision. Si sa demande est rejetée, il ne pourra en appeler aux tribunaux. L'affaire est finie et il ne pourra pas voter avant les prochaines élections.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'est une honte! C'est de la dictature!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On peut procéder de la même façon à l'égard d'un candidat pour l'empêcher de se présenter, en

procédant soit légalement, soit illégalement, et celui-ci, n'étant pas électeur reconnu, ne pourra même pas briguer les suffrages.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rit.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre rit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne trouve pas ça drôle, je trouve que ça fait pitié.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre peut rire, mais je crois qu'il ne peut rire des procédures démocratiques. Je comprends pourquoi les membres de l'Union nationale trouvent cette loi bonne. En étudiant le bill, vous constatez que la loi tend à détruire l'équilibre sain qui existait entre les deux partis. Le gouvernement se donne tous les avantages et enlève tout à l'opposition.

Si nous examinons la loi en détail ou dans son ensemble, nous constatons que le gouvernement se donne le contrôle absolu de la machine électorale; tous les avantages sont pour les ministériels. L'opposition n'a rien. Et pourtant, c'est le premier ministre qui disait, lors de l'étude de la loi de 1942: "Faire de la politique avec le droit de vote, c'est saper les fondements de la démocratie." Je dis que le bill actuel anéantit les droits logiques et naturels de l'opposition.

Dans tous les discours des ministériels, je n'ai pas entendu un seul argument en faveur des droits de l'opposition. Pas un seul des ministériels ne nous a donné un argument en faveur de la loi, qui ne comporte que des améliorations insignifiantes à côté d'empiétements énormes sur les droits de l'opposition. Je note l'insistance des ministres à parler du prolongement des délais, mais aucun argument pour le respect des droits de l'opposition. On a beaucoup parlé d'impartialité; on semble croire, dans l'autre camp, qu'impartialité, ça veut dire favoriser le gouvernement.

Le député de Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) a certainement de la difficulté à trouver du personnel pour les fins de la loi électorale, s'il jongle avec les chiffres comme il l'a fait au cours de l'après-midi. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) a soutenu qu'il fallait 1,600 personnes dans certains comtés; il semble d'abord ignorer que l'opposition a le droit de choisir ses représentants et aussi, avec ses prétentions à l'effet qu'il faut tant de monde, pas surprenant qu'il y ait si souvent trop de noms sur les listes de certains comtés.

Pour ma part, aux dernières élections, je n'ai jamais eu de difficulté à trouver du personnel, mais j'en ai eu à le faire accepter par le président d'élection. Ça n'était pas un manque de personnel, mais un manque de bonne foi. Les cas où la loi a été violée de façon la plus flagrante ont justement été ceux où deux énumérateurs ont été nommés par le parti ministériel.

En vertu de la nouvelle loi, un énumérateur peut devenir agent électoral du parti ministériel, et il peut commettre toutes les irrégularités, puisqu'il ne peut plus être traduit devant les tribunaux. Dans les discours ministériels, je n'ai rien entendu pour justifier l'article stipulant que les officiers d'élection sont au-dessus de la loi.

Ce que nous recherchons, dit en terminant le chef de l'opposition, ce sont des élections honnêtes. Et je crois que personne ne peut mettre en doute la sincérité de cette déclaration. Je crois que ma réputation dans la province est assez bonne pour que ma parole puisse être acceptée. Or, la loi actuelle met fin complètement à l'égalité que possédait l'opposition à chaque étape des procédures électorales. Avec la loi actuelle, le gouvernement a déjà tous les moyens de prévenir les abus. Ce qu'il veut, c'est mettre l'opposition à l'écart de toute la machinerie électorale. Jamais je n'accepterai une telle loi.

Le premier ministre vient de fêter ses 25 ans de vie politique. S'il veut célébrer cet anniversaire avec une loi semblable, je lui dirai que sa carrière politique méritait vraiment mieux qu'un pareil couronnement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a commencé son discours en disant qu'il souffrait d'un mauvais rhume. J'espère qu'il guérira parce qu'apparemment, le rhume dont il souffre l'empêche d'avoir une compréhension exacte de la loi que nous étudions.

(Tapage du côté de l'opposition)

M. l'Orateur demande de ne pas interrompre l'orateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le mauvais rhume empêche le chef de l'opposition d'avoir une conception exacte de son rôle. Depuis 26 ans que je siège ici, je n'ai jamais vu de la part de l'opposition un débat mené de façon aussi triste. On s'est ingénié à tenter de prouver que la province de Québec est remplie de parjures et qu'il faut en conséquence prendre énormément de précautions. On s'est ingénié à trouver des moyens canailles que

prendraient des gens assermentés pour faire autre chose que leur devoir. Jamais on n'a supposé qu'il pouvait y avoir des gens honnêtes dans la province de Québec.

On s'est complu à donner à la loi une portée qu'elle n'a pas. Je dois douter - s'il n'est pas permis de douter de la bonne foi - de la logique de l'opposition. Je plains les clients des avocats et des notaires qui font partie de l'opposition. Jamais nous n'avons eu une loi électorale offrant autant de garanties que la loi actuelle. L'opposition a vanté tout le temps les anciennes lois. Nous voulons que les élections aient lieu, non qu'elles soient empêchées.

Pendant 40 ans, nous avons eu une loi électorale qui permettait au gouvernement de faire des élections dans les 15 jours, de nommer tous les officiers; une loi électorale qui ne laissait pas le temps de préparer les élections, mais qui permettait de paqueter les listes et qui n'accordait aucune protection à l'opposition. Les listes, alors, étaient faites par des politiciens dans les officines du Parti libéral. Pendant 40 ans, cette loi inique est restée dans les Statuts de la province. La première chose que nous avons faite en arrivant au pouvoir, ça a été de corriger cette loi. Et nous l'avons perfectionnée, d'année en année, à la lumière de l'expérience.

Autrefois, scrutateurs et greffiers étaient nommés par le président; les listes électorales se faisaient dans les officines de l'organisation libérale. L'opposition n'avait aucun moyen de vérifier les listes parce qu'on faisait l'élection en trois semaines, en plein hiver. Sous l'Union nationale, nous donnons un minimum de 53 jours entre la dissolution des Chambres et la date de l'élection. C'est là l'œuvre d'un gouvernement démocrate, d'un gouvernement qui respecte le droit des électeurs et qui veut leur accorder tous les avantages possibles.

Mais les électeurs, comme les autres, ont aussi des devoirs. Ils doivent s'aider. La loi actuelle leur permet d'aller se faire enregistrer, de voir à ce que leur nom soit sur la liste électorale. Et nous donnons la liste à l'opposition sept jours plus tôt qu'en vertu de l'ancienne loi. Nous permettons une révision plus complète en la prolongeant de plusieurs jours et nous donnons un représentant à l'opposition dans le bureau de révision, chose qu'on n'avait jamais eue pendant 40 ans.

On vante les anciennes lois? Ces lois permettaient les bulletins sans talon, les bulletins non numérotés, qui favorisaient les suppositions de personnes. Qui a aboli tout cela? C'est l'Union nationale. C'est aussi l'Union nationale qui a établi les bureaux de révision où l'opposition est

représentée et dont les membres prêtent serment. L'Union nationale a aboli les télégraphes, les substitutions de personnes.

Aux élections de 1942, il y a eu 40,990 officiers pour appliquer la loi. Est-ce que l'opposition prétend que ce sont 40,990 parjures? Ces 40,990 personnes seraient toutes malhonnêtes et canailles?

Le chef de l'opposition a rapporté une phrase que j'ai prononcée. C'est la meilleure partie de son discours. J'ai dit que les procédés du gouvernement Godbout sapent le fondement de la démocratie, et c'est vrai. Je dis aujourd'hui que l'attitude de l'opposition sape le fondement de la démocratie en donnant l'impression que, dans la province de Québec, on n'est pas capable de trouver des officiers fidèles à leur serment d'office, qu'on ne trouve que des gens malhonnêtes qui veulent étouffer la liberté de parole.

La liberté de parole existe ici, et je me souviens d'un temps qui n'est pas si éloigné où, quand nous étions dans l'opposition, si nous avions dit le quart de ce que ces gens-là ont dit, nous aurions été expulsés de la Chambre.

Le chef de l'opposition a dit qu'il reste depuis 29 ans à la même place, qu'il connaît son voisin de gauche, et ne connaît pas son voisin de droite. Je sais que c'est là la différence qui existe entre le gouvernement et l'opposition. Nous connaissons le peuple, nous, et nous donnons au peuple les lois qui lui conviennent. Après avoir prêté aux autres des motifs indignes, le chef de l'opposition dit qu'il est un honnête homme.

(Applaudissements prolongés à gauche)

On a l'air surpris. Je dis au chef de l'opposition qu'il y a au-delà de 30 ans que je suis dans la politique, et ma réputation et mon honnêteté valent la sienne. Je dis qu'un homme qui fait de la politique depuis 30 ans s'attend à bien des choses et qu'il laisse passer bien des choses, mais personne n'a le droit de laisser entendre toutes sortes de choses comme l'a fait le chef de l'opposition. Personne n'a le droit, après 30 ans de dévouement, de me prêter des motifs indignes. C'est de la petite politique, de la politique mesquine.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soulève ici un point d'ordre. Je n'ai pas attaqué l'honneur du premier ministre. Le premier ministre n'a pas le droit de dire que je fais de la petite politique. Un député a dû retirer ses paroles dernièrement parce qu'il avait prononcé les mêmes mots.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): J'ai dû retirer mes paroles parce que j'avais dit que le premier ministre faisait de la petite politique; qu'il les retire à son tour.

M. l'Orateur se lève...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas capable de dire que c'est de la grande politique, mais si les règlements m'empêchent de dire que c'est de la petite politique, je suis prêt à ne pas le dire.

(On entend alors un murmure à gauche)

M. l'Orateur: Je dois faire remarquer au député de Richmond (M. Lafrance) qu'il n'a pas le droit de parler, comme il vient de le faire, parce qu'il a été nommé cet après-midi. S'il continue, je le ferai expulser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je fais motion pour que le député de Richmond soit censuré et expulsé de la salle de l'Assemblée pour une période de 24 heures.

M. l'Orateur: Cette motion est-elle adoptée?

Des députés de la droite: Adopté!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) se rend en hâte auprès du député de Richmond (M. Lafrance) et revient à son siège pour demander la parole.

M. l'Orateur: Le député de Richmond doit sortir pendant que la Chambre discute son expulsion.

M. Lafrance (Richmond) prend sa serviette et ses papiers et sort de l'enceinte parlementaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soumets que le député de Richmond n'a rien dit. Il m'a affirmé personnellement qu'il n'avait rien dit.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je suis voisin du député de Richmond et j'affirme aussi qu'il n'a pas parlé.

(Chahut indescriptible en Chambre)

Des députés de la droite: Qu'il sorte! Qu'il sorte!

M. l'Orateur: J'ai vu et entendu le député de Richmond prononcer des paroles à l'adresse de l'Orateur. La motion est-elle adoptée?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Vote!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée.

M. l'Orateur: Le député de Richmond est expulsé jusqu'à la fin de la séance¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle que j'ai l'honneur de présenter - et je donne au mot "honneur" tout le sens qu'il comporte - a été étudiée avec soin, à la lumière de l'histoire politique de la province, et j'ai la certitude qu'elle constitue une amélioration considérable sur toutes les législations précédentes.

Tous les maux dont on a souffert sont disparus. Tout d'abord, il sera impossible de précipiter l'élection. Un minimum de 53 jours sera nécessaire. Les listes électorales seront préparées et remises à l'opposition plus tôt que jamais. Le bureau de révision, que nous n'avions pas sous les régimes libéraux et où l'opposition sera représentée, aura plus de temps pour faire son travail.

On fait grand état du fait qu'il n'y aura qu'un seul énumérateur, et le chef de l'opposition a déclaré que personne, de ce côté-ci de la Chambre, n'a tenté de justifier ce fait. Il est impossible, dans une province qui se développe aussi rapidement que la nôtre, de trouver 41,000 fonctionnaires pour assurer la tenue d'une élection selon l'ancien système de deux énumérateurs dans les comtés où, suivant la loi et les intérêts des électeurs, ils doivent être domiciliés.

Le chef de l'opposition suppose que l'énumérateur ne met pas son nom sur la liste, manquant ainsi à son serment d'office et s'exposant à payer de \$100 à \$500 d'amende et à faire entre trois mois de prison et deux ans de pénitencier. Il suppose qu'il va devant la commission de révision et que les réviseurs, dont un est nommé par l'opposition, manquent aussi à leur serment d'office et s'exposent aux mêmes sanctions. Il dit qu'alors il ne sera plus électeur.

Ça ne tient pas debout. On pourrait supposer les mêmes manœuvres d'obstruction dans le cas où il y aurait deux énumérateurs. C'est justement pour empêcher l'obstruction que nous voulons en avoir un seul. Quand il n'y en a qu'un, ça marche. Quand il y en a deux, il y en a souvent un qui met des bâtons dans les roues et prive ainsi les électeurs de leurs droits. Ce qu'il faut regarder dans tout cela, ce n'est pas le gouvernement, ce n'est pas l'opposition, c'est l'électeur. Si, pour une raison ou l'autre, l'électeur n'est pas sur la liste, il peut se faire enregistrer lui-même, il peut s'adresser aux réviseurs s'il constate qu'il n'est pas sur la liste.

Si nous empêchons les *mandamus* et les injonctions, c'est parce que nous aimons le peuple et que nous voulons qu'il vote. À Montréal, on a demandé à un juge de suspendre la révision dans un comté et, par le fait même, de retarder l'élection. Nous voulons protéger le droit de vote contre les entraves et les procédures dilatoires. Il n'est pas question d'immunité et les officiers qui ne feront pas leur devoir pourront être poursuivis. Non seulement ils pourront encourir des sanctions pénales, mais ils pourront même être poursuivis en dommages. Nous voulons que les élections soient tenues et que les gens votent. Mais ce qu'on veut éviter, ce sont les procédures dilatoires pour empêcher le peuple de faire entendre sa voix. L'opposition est pour le maintien des entraves qui empêchent l'exercice du droit de vote!

Il (l'honorable M. Duplessis) s'étonne que l'opposition s'en prenne au certificat exigé de l'électeur pour l'enregistrement de son vote. Mais comment l'identifier? demande-t-il. Ce qu'on veut, c'est empêcher qu'un citoyen malhonnête vote pour un citoyen honnête. Dans les grands centres, il y a des abus de la part d'une petite minorité. Il y a des organisations de télégraphes. Et je ne suis pas surpris de voir l'opposition aller au cimetière pour réveiller les ancêtres dont plusieurs seraient bien étonnés de constater les descendants qu'ils ont. Ce n'est pas surprenant que les députés de l'opposition aillent fouiller les cimetières: ils vont y chercher là des amis en période électorale.

On voudrait la carte d'identité? Ce serait plus compliqué. C'est ce qu'on veut empêcher. Nous ne voulons pas qu'une personne qui n'a pas le droit de voter vienne annuler le vote d'un véritable électeur. C'est pourquoi nous disons que l'électeur devra garder son certificat. C'est une clause que nous avons mise dans la loi pour protéger l'opposition, mais si elle n'en veut pas, nous sommes prêts à l'enlever. Il s'agit simplement d'identifier l'électeur. Le certificat de naturalisation est aussi un moyen légitime d'identification. Mais comment l'opposition nous propose-t-elle d'identifier l'électeur? Nous ne voulons pas qu'un vote donné par un citoyen canadien soit annulé par un homme qui n'est pas sujet canadien.

On dit que le certificat peut se perdre. Le droit de vote est assez sacré, il me semble que ça vaut bien la peine de garder le certificat. Au début de la guerre, quand le gouvernement fédéral a décrété l'enregistrement national, il fallait garder le petit papier dans notre poche. Il me semble qu'on doit prendre autant de précautions quand il s'agit d'un droit sacré comme le droit de vote. Et je suis convaincu que les nouveaux Canadiens vont être contents et fiers de montrer leurs certificats de naturalisation et de voter dans la province de Québec pour un bon gouvernement. C'est une clause qui affirme les droits des électeurs et la fierté de la population de Québec d'être des sujets canadiens.

On a dit que la loi sonnait le glas de la démocratie. L'opposition est vraiment incorrigible. C'est comme des enfants qui aiment les histoires de loups-garous et de croquemitaines. Vous vous souvenez qu'on a entendu le même cri pendant les élections. L'Union nationale préparait une dictature, des camps de concentration! Le peuple a répondu. Je suis dans la politique depuis des années. J'ai fait des luttes dans des circonstances très difficiles. Mais je n'ai jamais pleuré. Je ne suis pas un braillard. Je me suis battu, ça fait 26 ans que je suis ici et j'y suis pour un bon bout de temps. Je crois que l'opposition ne réalise pas le rôle qu'elle joue actuellement. L'opposition devrait réaliser que ce sont ses exagérations, ses excès de langage, ses insultes qui sapent les bases de la démocratie.

Je comprends que l'opposition est désespérée. Je sais que l'opposition ne veut pas tenir ce rôle, que sa situation est difficile. Il ne faut pas être trop sévère pour une opposition dont le corps est ici et dont la tête est à 150 milles plus loin. Mais il y a des limites que l'on ne doit pas dépasser. On n'a pas le droit, dans un débat public, de laisser croire que, dans la province de Québec, les officiers d'élection sont des canailles et des parjures, ni de laisser supposer que

les législateurs veulent priver le peuple de son droit de vote, car c'est là déprécier l'autorité.

Je suis membre du Barreau depuis 1913. Je puis dire que j'ai une certaine expérience. J'aime le peuple de Québec. J'aime la démocratie et j'ai confiance en la démocratie. J'ai la certitude d'avoir présenté la meilleure loi électorale que la province de Québec n'ait jamais eue, celle qui facilite le mieux l'exercice du droit de vote.

(Applaudissements à droite)

La motion proposant que le bill 34 soit maintenant lu une deuxième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier pour étude à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

28 janvier 1953

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Boulanger, Bovey, Brillant, Connors,

Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Raymond, Renaud et Tardif, auxquels avaient déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session; et

Ordonné: Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le fait d'être nommé fait automatiquement perdre au député son droit de parole jusqu'à la fin de la séance. On aurait pu le faire expulser sur motion, mais on ne l'a pas fait, selon *Le Soleil* du 29 janvier 1953, à la page 15.

2. Un long débat de procédure s'engage. Plusieurs ministres et députés y prennent part. C'est ce que rapporte *L'Action catholique* du 29 janvier 1953, à la page 11.

3. M. Marler a parlé durant 1 h 30, selon le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1953, à la page 2.

4. Il est alors 10 h 30, selon *Le Soleil* du 29 janvier 1953, à la page 12.

Séance du jeudi 29 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 216 concernant la ville d'Isle-Maligne;
- bill 151 concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne;
- bill 163 concernant la municipalité du village de Pointe-Calumet.

Projets de loi:

Ville d'Isle-Maligne

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 216 concernant la ville d'Isle-Maligne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 216 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Écoles au Lac-Saint-Jean

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant les

commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Village de Pointe-Calumet

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 concernant la municipalité du village de Pointe-Calumet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 163 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande de prolonger au 12 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 12 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Loi des compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 modifiant la loi des compagnies de Québec.

On a intercalé dans la loi des articles généraux pour remplacer des pouvoirs ancillaires. Nous mettons dans la loi tous les pouvoirs demandés par lettres patentes additionnelles.

La nouvelle loi stipulera également que l'assistant-greffier pourra signer les lettres patentes. Cette clause aura un effet rétroactif.

C'est dire que les lettres patentes signées par l'assistant-greffier, depuis la mort du greffier, seront bonnes et valables.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Ministère de la Colonisation, rapport 1951-1952

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1952. (Document de session no 33)

Projets de loi:

Causapscal

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, du consentement unanime, que le bill 196 concernant les pouvoirs de la corporation du village de Causapscal ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Congregation Beth Moishe

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que le bill 176 constituant en corporation Congregation Beth Moishe ayant pour but la propagation d'un culte religieux ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction. Adopté.

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit¹:

"1. L'article 2 de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15) est modifié:

"a) en y ajoutant après le mot "revision", dans la troisième ligne du paragraphe 5°, les mots "secrétaire d'une commission de revision";

"b) en y ajoutant après le mot "scrutin", dans la quatrième ligne du paragraphe 5°, les mots "toutefois, l'énumérateur n'est officier d'élection que durant l'énumération et la confection des listes électorales;"

"c) en y ajoutant, après le paragraphe 16°, le suivant:

"17° "recensement décennal" désigne le recensement fait par le gouvernement du Canada."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande qu'on considère comme officiers d'élections un plus grand nombre de personnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lors des dernières élections, on a enregistré 40,990 officiers d'élections. C'est, dit-il, un chiffre impressionnant. La présente loi ajoute à la liste des officiers d'élections ceux qui agiront comme secrétaires de la commission de révision. Cela doit être suffisant.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Une fois son travail fini et la liste électorale dressée, le

recenseur cessera de faire partie du personnel engagé pour les élections. Grand désavantage pour l'opposition! En effet l'ex-recenseur pourra prendre part à la campagne électorale du parti au pouvoir et faire profiter ce parti de l'expérience acquise lors du dénombrement des électeurs. De plus, aux yeux de l'électeur, l'ex-recenseur gardera le prestige que lui aura valu son poste officiel; l'ex-recenseur pourra inciter l'électeur à voter pour le parti ministériel. L'énumérateur, devenu représentant dans les "polls", rendra de grands services au gouvernement, mais l'opposition ne sera pas protégée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est moi qui ai mis cela dans la loi, afin que l'énumérateur puisse agir comme représentant dans les "polls"! Si l'énumérateur, qui a vu les électeurs et a travaillé à la préparation des listes, devient représentant dans le "poll", il pourra rendre de grands services aux deux partis et empêcher dans un grand nombre de cas la personification; il pourra veiller à ce que personne ne vote malhonnêtement à la place de quelqu'un d'autre. Pourquoi le mettre dans une niche après la préparation des listes?

Le grand mal des élections, c'est la personification des électeurs, autrement dit les "télégraphes". Le gouvernement veut y mettre fin à tout prix; on a cru que ce moyen était excellent. Il y aura trois personnes dans le "poll" - l'une d'elles sera nommée par l'opposition et c'est assez pour empêcher les télégraphes. J'ai fait cette loi dans ce but. Lors d'une élection fédérale, le gouvernement nomme tous les membres du personnel électoral.

L'électeur doit s'aider et voir à ce qu'on mette son nom sur la liste; puis il doit aller voter. C'est une bonne façon d'améliorer le vote. Je donne ma parole solennelle que le projet de loi vise uniquement à faciliter les élections et de les rendre plus honnêtes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

souligne qu'il veut bien faire comprendre que l'opposition n'avait jamais eu l'intention d'attaquer l'intégrité personnelle du premier ministre. Si des déclarations faites par des membres de l'opposition peuvent porter à croire que l'honnêteté du premier ministre est remise en question, il désire les retirer.

Toutefois, cela ne veut pas dire que l'opposition ne peut pas être en désaccord avec les dispositions du projet de loi, ni avoir une opinion différente quant à son incidence.

M. Hamel (Saint-Maurice): Parmi les 12 apôtres, il y a eu Judas. C'est le douzième et, si on

applique le même pourcentage aux 40,990 officiers d'élections qui ont dirigé la consultation populaire de 1952, on arrive à un chiffre possible de plus de 3,000 personnes qui pourraient ne pas remplir leur devoir, en dépit de leur serment d'office. Il y aurait plus d'impartialité avec deux énumérateurs qu'avec un seul nommé par le président des élections, lequel est ordinairement un ami du gouvernement. La loi est très dangereuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a pris cette décision parce que certains énumérateurs ne veulent pas coopérer et compliquent le travail, soit en ne se rendant pas dans les maisons pour faire la liste, soit en refusant de signer cette dernière. L'amendement met fin à cet embêtement.

Plusieurs députés de l'opposition interviennent sur la question de l'énumérateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut faire confiance à quelqu'un. Au point de vue honnêteté et intégrité, je n'ai de leçons à prendre de personne. J'ai fait la loi moi-même à la lueur de l'expérience. Je veux que tous ceux qui ont le droit de vote l'exercent. Il est préférable de n'avoir qu'un seul énumérateur. Deux énumérateurs paralysent souvent la besogne, s'ils travaillent en sens contraires. Cela s'est vu aux dernières élections.

Dans Québec-Ouest, on a trouvé 300 votes non initialisés et l'erreur était au détriment du candidat de l'Union nationale, M. Jean Saucier. Dans un autre comté, 54 bulletins, sur lesquels la croix a été faite à la plume, ont fait perdre l'élection au candidat ministériel.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit²:

"7. L'article 16 de ladite loi est modifié:

"a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, les mots "et son adjoint" par les mots ", son adjoint et tout officier d'élection";

"b) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis, ni aucune mesure ou procédure spéciale ou provisionnelle de quelque nature que ce soit ne peut

être prise contre le président général des élections, son suppléant, son adjoint et tout officier d'élection agissant en leur qualité officielle.

"3. L'article 50 du Code de procédure civile ne s'applique pas au président général des élections, ni à son suppléant, ni à son adjoint, ni à aucun officier d'élection agissant en leur qualité officielle."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) se dit inquiet de ce qu'on enlève le dernier recours qui existe sur le personnel des élections. Si le recenseur refuse de faire son travail, comment le forcer à agir? S'adresser au président des élections de la circonscription? Mais c'est un fonctionnaire nommé par le parti au pouvoir! Cette clause dit-il, fait des officiers d'élections des intouchables et les électeurs lésés n'auront plus aucun recours pour les forcer à faire leur devoir. Il trouve encore plus inconcevable que les décisions du directeur général des élections puissent être révisées par le Conseil des ministres dont les membres sont eux-mêmes partie dans l'affaire.

M. Hamel (Saint-Maurice) intervient dans le même sens que le député de Saint-Maurice (M. Hamel)

M. Bédard (Québec): On donne plus de délais à l'opposition pour qu'elle se rende compte qu'elle n'a plus aucun droit. Et s'il y avait jusqu'ici deux énumérateurs, tous les torts n'étaient pas sur le représentant de l'opposition; cet article est un déni de justice pour l'opposition.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'ai eu 260 énumérateurs de trop dans mon comté. C'est ridicule de prétendre qu'il en manque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça retardait tout quand un énumérateur ne voulait pas signer. Quand une auto avance à 20 milles et recule à 20 milles, elle ne couvre pas grand chemin. Les injonctions peuvent empêcher les élections. Nous voulons protéger les électeurs contre ceux qui voudraient les empêcher de voter.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ça fait quelque 24 élections provinciales qui ont lieu, et le fait qu'il y ait eu des procédures devant les tribunaux n'a jamais retardé la tenue d'une seule élection dans un seul comté à ma connaissance, alors?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit aucunement d'en faire des intouchables.

On ne peut laisser l'imagination voguer jusqu'à mettre la loi de côté. N'importe qui pourra prendre des procédures criminelles contre l'officier qui n'aura pas fait son devoir. La loi électorale elle-même prévoit des sanctions sévères. Ce que nous voulons, poursuit le premier ministre, c'est empêcher de retarder la tenue de l'élection par des procédures dilatoires.

Les brefs de prérogatives sont des mesures provisionnelles. Elles ne peuvent que retarder l'élection. Nous sommes pour que les gens votent. Nous sommes des démocrates et nous voulons que les gens votent. Les libéraux ont déjà adopté une loi qui mettait le président de la Commission des liqueurs au-dessus des brefs de prérogatives. Si on a fait cela pour le commerce du whisky, n'a-t-on pas raison de le faire pour protéger le droit de vote? Si on veut des élections, c'est d'arrêter ceux qui veulent empêcher les élections.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est une procédure nouvelle. On n'a jamais senti le besoin d'une disposition semblable dans le passé. Depuis la Confédération, on a tenu 24 élections et on n'a pas jugé nécessaire d'empêcher les électeurs d'avoir recours aux tribunaux. Aujourd'hui, on trouve tout à coup que c'est nécessaire. Cela n'empêchera pas de commettre des erreurs. Il est trop tard quand l'élection est terminée, et il est de peu d'intérêt pour un électeur de prendre des procédures en Cour criminelle après que son droit de vote a été éliminé.

Le premier ministre ne répond jamais directement à une question. Mais quel recours restera-t-il maintenant? Quel recours aura-t-on, par exemple, contre l'énumérateur qui ne visiterait pas l'un de ses électeurs et n'inscrirait pas son nom? Le président de l'élection dirait que ce n'est pas de ses affaires. Le poursuivre au criminel? Il faudrait prouver qu'il n'était pas venu au domicile durant cinq jours; l'affaire serait ajournée maintes fois, plaidée, peut-être portée en appel et, évidemment, les élections seraient passées.

Si je ne suis pas sur la liste, dit-il, quel avantage aurais-je à poursuivre au criminel? Ce qu'il me faut, c'est un remède pour forcer les officiers à mettre mon nom sur la liste. Avec cet article, il n'existe plus aucun remède.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but de la clause est de prévenir qu'un mandat soit soumis pour empêcher la tenue d'une élection. En vertu de la loi actuelle, on peut émettre des mandats et des injonctions, et priver tout un comté de son droit de vote. C'est injuste.

Il y a certains principes de base indispensables à l'ordre public. Dans le domaine civil, il existe trois branches essentielles du pouvoir: l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Les élections relèvent du législatif et de l'exécutif, et seuls ils doivent détenir les pouvoirs qui ne concernent pas les juges. La fonction des juges est de réprimer les abus et de punir les coupables, mais pas de retarder les élections. Ce n'est pas aux cours de justice à décider du temps d'une élection. Nous prenons les mesures pour qu'on ne fasse rien qui empêche les élections.

Dans le cas cité par le chef de l'opposition, un bref de *mandamus* ne peut pas être un remède, parce que l'élection sera retardée tant que le tribunal n'aura pas rendu sa décision. On ne peut pas retarder l'élection indéfiniment parce qu'il manque un nom sur la liste. Il faut songer à l'intérêt général des électeurs.

Si cet article n'était pas adopté, un ami du gouvernement pourrait prendre un bref de prohibition pour empêcher l'inscription du nom du député de Westmount sur les listes. On pourrait empêcher les élections pendant 20 ans. Je ne comprends pas pourquoi l'opposition s'oppose à cet article qui sépare les divers domaines de l'administration.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai jamais entendu dire en 75 ans qu'une élection ait été retardée par un bref de prérogative. Il ne s'en est pas pris de bref.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu une procédure en *mandamus* à la dernière élection³. C'est ce qui nous a fait songer à mettre cet article dans la loi. Sans cela, on n'y aurait pas pensé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Où?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est arrivé dans un comté où nous avons constaté qu'il y avait possibilité de le faire et nous voulons enrayer cela dans l'avenir. C'est parce qu'il y en a eu que nous y avons pensé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas convaincu que, pour un seul cas, on doive mettre fin à une tradition de liberté qui existe depuis la Confédération. L'article 7 a pour effet pratique de priver l'opposition de tous recours judiciaires contre les injustices.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article ne fait perdre aucun recours utile. Un remède qui empêche l'élection n'est pas un remède.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): L'injonction prise lors de la dernière élection dans un comté bien près du mien n'a pas retardé l'élection. Le juge a entendu les parties et...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai parlé incidemment de cette procédure en réponse à des observations de la gauche, mais il ne peut pas y avoir débat sur une digression.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges), M. Ross (Montréal-Verdun) et M. Cournoyer (Richelieu) soutiennent d'autre part qu'ils ont le droit de citer un cas où l'application des brefs de prérogative a constitué un remède sans retarder l'élection.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Et qu'arrivera-t-il à l'électeur auquel on enverra, à la dernière minute, un avis de radiation de son nom et qui recevra sa lettre trop tard pour se rendre où il aura été convoqué?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est aux électeurs de voir si leurs noms sont sur les listes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais le nom y sera justement. Et ces cas pourront être très nombreux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas pour un cas sur 41,000 qu'on va tout paralyser. Nous voulons que les électeurs votent; et si les lettres prennent tant de temps à arriver, c'est la faute de vos amis d'Ottawa.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cet article prive l'opposition de tout recours judiciaire contre les injustices. Encore une fois, le premier ministre répond à côté de la question. Après les abus que nous avons constatés en 1952 et que nous ne verrons pas aux prochaines élections? Quand les officiers d'élections se rendront compte qu'ils sont au-dessus des tribunaux, quand les élections auront eu lieu, ça ne servira à rien!

M. Cournoyer (Richelieu): Quand le mal sera fait, quand la maison sera brûlée, il ne sera plus temps d'appeler les pompiers. Au criminel, ça pourrait prendre sept ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourra traduire les gens devant les tribunaux au criminel.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Quel recours aurons nous après les élections, quand tout sera fini? Ça ne nous intéresse pas de poursuivre les gens; tout ce que nous voulons, c'est que les officiers d'élections fassent leur devoir et que, s'ils y dérogent, il y ait moyen de les mettre à la raison. Je sais à quoi le premier ministre fait allusion quand il parle de la dernière élection: c'est arrivé dans un comté voisin du mien.

Il a fallu s'adresser aux tribunaux parce que le président d'élection refusait d'accepter tous les énumérateurs nommés par les libéraux. C'est pour ça qu'il faut qu'il y ait de la protection. Ça n'a d'ailleurs pas retardé l'élection.

M. le président: Le député est hors d'ordre. Il devrait s'en tenir à l'article 7. Nous sommes en comité et le député n'a pas le droit de donner de tels détails.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre lui-même a parlé des injonctions.

Plusieurs députés de l'opposition parlent sur le point d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Hier, en deuxième lecture, on nous a interdit de parler de ce qui est arrivé dans nos comtés aux dernières élections et aujourd'hui...

M. Cournoyer (Richelieu) cite un exemple pour prouver que les droits des électeurs ont été sauvegardés justement par l'article de la loi que l'on veut aujourd'hui abroger.

M. le président: Il faut discuter de la question objectivement et ne pas entrer dans des détails.

Il a permis, dit-il, des digressions, mais le député de Sainte-Marie (M. Dupuis) va jusqu'à parler des "Considérant que" d'un jugement et il n'a pas le droit de la faire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'en appelle alors de cette décision à la Chambre.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion de l'article 7 du bill 34, le député de

Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) a voulu discuter des procédures en injonction prises dans son comté au cours de la récente élection provinciale de l'été 1952.

L'honorable premier ministre a soulevé un point d'ordre prétendant que cette question était hors d'ordre.

J'ai maintenu le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre invoquant, qu'on pouvait discuter objectivement la question des mesures provisionnelles, mais qu'il était irrégulier de discuter des faits particuliers à cette procédure en injonction invoquée par le député de Montréal-Sainte-Marie.

L'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 59.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue. La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 34.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de l'article 7.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): On empêche les gens de bonne foi d'avoir justice en période électorale. Avant le premier ministre actuel, il y a eu des gens qui avaient de l'expérience aussi, et jamais on n'a enlevé cet article. Le premier ministre

n'a pas répondu à une seule de nos questions et il nous a parlé d'élections retardées de trois à 33 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition se lève à bon droit contre cet article antidémocratique et anticonstitutionnel. Si un officier d'élection fait une erreur en étant de bonne foi, on ne doit pas le traduire au criminel. Les brefs d'injonction n'ont jamais retardé des élections de trois ans.

M. Cournoyer (Richelieu): Le recours aux brefs d'injonction était basé sur l'expérience du passé. Leur utilité était justifiée. C'était une protection pour l'exercice du droit de vote. Lorsque le premier ministre a parlé de possibilité de recours au criminel, j'ai pensé: ce n'est pas un remède.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a rien compris à l'article. Il a pour but d'éviter qu'on empêche la tenue des élections ou qu'on entrave le travail de l'énumérateur.

M. Cournoyer (Richelieu): Jamais, dans le passé, une seule élection n'a été retardée par un bref d'injonction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça s'est produit pourtant... plusieurs fois.

M. Cournoyer (Richelieu): On n'en a pas cité un seul cas. On parle de recours en justice. Mais un jugement est rendu un mois après les élections, et l'amende de \$100, on sait par qui ça se paie. Ce n'est pas ce qui retiendra un énumérateur s'il décide de ne pas faire son devoir.

Si un officier d'élection fait, de bonne foi, une erreur, il ne faut pas le traduire au criminel. Au criminel, c'est un recours qui ne sera opérant qu'après des délais, qu'après les élections. S'il manque une cinquantaine de noms sur une liste, qu'est-ce que ça nous donnera? Un bref d'injonction n'a jamais retardé une seule élection. Avec le nouveau mode, ça traînera et ça peut prendre sept ans; pendant ce temps, un député pourra siéger, même s'il a été élu illégalement. Ou encore, un officier acceptera de plaider coupable devant un magistrat et il sera condamné à une amende de \$50 payée par on sait qui, et en se disant que ça valait bien ça pour empêcher 50 adversaires de voter! On n'appelle pas les pompiers quand le feu a rasé la maison!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le domaine municipal, il y a eu de nombreux

brefs de prérogative dans le passé. Dans le domaine provincial, il y en a eu aux dernières élections. Ce que l'opposition ne dit pas, c'est qu'avant l'Union nationale, aux élections provinciales, le danger des procédures dilatoires n'existait pas lorsque les listes n'étaient faites qu'à tous les deux ans par les autorités municipales. Autrefois, les mesures dilatoires n'avaient pas leur raison d'être puisque la liste était close depuis longtemps. Et l'électeur ne votait que si son nom était sur la liste vieille d'un ou deux ans. Cela équivalait à défranchiser un grand nombre d'électeurs. L'Union nationale fait confectionner la liste à chaque élection.

Aux dernières élections, on a commencé à recourir aux procédures dilatoires. Ce danger existe maintenant que les listes sont préparées à chaque élection. C'est ce qui s'est produit dans un comté de Montréal. On a pris une procédure qui n'a pas été jusqu'au bout, mais qui a fait voir clairement ce qui pourrait arriver en certains cas. C'est pour ne pas priver l'électeur de son droit de vote en cas de telles procédures que nous supprimons les brefs de prérogative.

Encore une fois, n'importe quel électeur peut prendre n'importe quelle procédure criminelle contre n'importe quel officier d'élection qui ne fait pas son devoir. Des châtements sévères sont prévus dans la loi. Et il peut y avoir contestation de l'élection devant la Cour de magistrat, avec appel devant la Cour d'appel. Nous gardons tous les recours, et nous n'empêchons que les manœuvres dilatoires.

M. Hamel (Saint-Maurice): On parle encore de la possibilité de contester des élections. Mais cela peut traîner trois ans, quatre ans ou six ans en justice. Cela ne fait pas l'affaire des électeurs.

Qu'un président d'élection se conduise de façon malhonnête, qu'il n'y ait pas moyen de communiquer avec lui, quel recours y aura-t-il? Comment pourra-t-il être empêché, avant et pendant les élections, de nuire aux intérêts légitimes des électeurs? On a parlé de procédures prises dans le passé; si ces procédures étaient fondées et qu'elles ont permis à des gens d'obtenir justice, pourquoi tout abroger? Et pourquoi mettre en doute l'intégrité et la compétence des juges? La crainte est le commencement de la sagesse et il faut tenir compte de la nature humaine; jusqu'ici la loi incitait les officiers d'élections à faire attention.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais vu autant d'illogisme. Une personne qui a peur ne fait pas des actes qui vont l'amener devant les tribunaux, la faire condamner, si elle est

coupable, et lui faire perdre son nom. On peut toujours recourir au Code criminel. La loi électorale contient aussi des pénalités sévères.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. L'article 25 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, les mots "de juin" par les mots "d'avril"."⁴

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi chaque année?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour être prêt constamment, des élections générales peuvent arriver en tout temps; des élections partielles aussi.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Travaux de drainage

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1^{er} décembre 1951 jusqu'à date, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 34)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

22 janvier 1953

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill C pour corriger la version anglaise de l'article 17 de la loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, qu'il la prie d'agréer.

Projets de loi:

Conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill C pour corriger la version anglaise de l'article 17 de la loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill C sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative l'a adopté sans amendement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 modifiant la loi des élections contestées de Québec;
- bill 33 modifiant la loi de l'exécutif;
- bill 35 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles;
- bill 192 changeant le nom de Joseph Laurent Gérard Bégin en celui de Gérard Laurent Roberge;
- bill 211 constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées;
- bill 225 modifiant la loi des architectes.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 125 pour ratifier l'abolition de certaines restrictions, pour modifier certains règlements de la ville de Mont-Royal et pour modifier la charte de la ville de Mont-Royal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

Le préambule est modifié:

1° en biffant au sous-paragraphe *a*, page 3, et aux sous-paragraphe *b* et *c*, page 4, les mots "dans les termes suivants";

2° en retranchant les trois paragraphes numérotés "(3)" aux pages 3, 4 et 5, y compris les deux premières lignes de la page 6.

Projets de loi:**Charte de la ville
de Mont-Royal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 pour ratifier l'abolition de certaines restrictions, pour modifier certains règlements de la ville de Mont-Royal et pour modifier la charte de la ville de Mont-Royal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 157 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant le premier alinéa qui commence par les mots "La ville est" et qui finit par les mots "vingt mille dollars" par ce qui suit:

"1. La ville est autorisée à organiser et exploiter un service de transport dans les limites de son territoire; cependant, les autobus faisant ce service pourront se rendre dans la direction ouest jusqu'à la gare du Canadien National, à Laval-sur-le-Lac, dans la direction est jusqu'à l'endroit actuellement appelé Hauterive, dans la paroisse de Sainte-Rose-Ouest, et dans la direction nord jusqu'aux limites de la paroisse de Saint-Eustache, en traversant le pont Arthur-Sauvé.

"La ville est autorisée à établir un tarif approuvé par la Régie des transports de Québec et, à cette fin, elle est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas vingt mille dollars."

Projets de loi:**Charte de la ville
de Laval-Ouest**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 157 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. "Le débat sur le premier des 98 articles de la loi dure environ trois quarts d'heure", selon *L'Action catholique* du 30 janvier 1953 à la page 3. Les journaux n'ont cependant, à l'évidence, rapporté que fort peu des débats tenus en comité plénier relativement à ce projet de loi.
2. "Un autre long débat s'élève ensuite sur l'article 7", selon *L'Action catholique* du 30 janvier 1953 à la page 25. Encore une fois, les journaux rapportent peu quant à la teneur des débats.
3. *The Montreal Star* du 30 janvier 1953, à la page 25, précise: "Ceci est une référence aux élections dans Montréal-Saint-Jacques où un bref de *mandamus* a été demandé pour forcer le comité de révision à ajouter des noms à la liste."
4. Cet article se lisait: "Tout président d'élection doit diviser au mois d'avril (au lieu de juin jusqu'ici) son district électoral en sections de vote de manière que chacune d'elles ne contienne pas plus de 300 électeurs et que sa superficie ne dépasse pas plus de 8 milles de largeur."

Première séance du vendredi 30 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Jacques Chalouh

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Hébert), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jacques Chalouh, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Chalouh, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Jacques Chalouh, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Chalouh.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 38 organisant les villes minières, avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 13 est modifié en remplaçant les premier et deuxième paragraphes par les suivants:

"13. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le conseil peut, par résolution, nommer un officier municipal pour exercer la fonction de gérant de la ville et déterminer son traitement.

Cet officier possède les droits, privilèges et pouvoirs attribués à un gérant par la loi des cités et villes."

2. L'article 14 est modifié en ajoutant à la fin le paragraphe suivant:

"L'article 226 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) ne s'applique pas à une municipalité constituée en ville en vertu de la présente loi."

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 15 comme article 16:

"16. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, à la recommandation du surintendant de l'instruction publique, ériger en municipalité scolaire distincte le territoire de toute ville constituée sous l'empire de la présente loi.

Avis de cette érection doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*. À compter de l'expiration des quinze jours qui suivent cette publication, la municipalité scolaire est constituée et les habitants et contribuables de cette municipalité forment une corporation scolaire dont les commissaires doivent être élus conformément à l'article 79 de la loi de l'instruction publique. Au surplus et sauf les dispositions du présent article, cette municipalité et cette corporation sont régies par la loi de l'instruction publique."

4. L'article 16 devient article 17.

Projets de loi:

Villes minières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 38 organisant les villes minières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi électorale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie la nouvelle version de l'article 49 de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 12 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"12. Les articles 49 à 57, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"49. Le quarante-deuxième jour avant la date fixée pour le scrutin, le président d'élection d'un district électoral comprenant dans ses limites une ou des sections urbaines doit nommer un énumérateur, suivant la formule 5, pour dresser la liste électorale de chacune des sections."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges) propose que l'on revienne au système de deux énumérateurs, à la ville et à la campagne, pour assurer une confection plus honnête des listes électorales. Avec deux énumérateurs, il y a, affirme-t-il, plus de garanties d'impartialité dans la confection des listes. La preuve c'est que, dans le passé, quand il y a eu des difficultés, c'est lorsqu'on a refusé d'accepter les énumérateurs de l'opposition. Et c'est toujours dans ces cas qu'il y a eu des abus, alors qu'on a mis deux énumérateurs du gouvernement.

Il (M. Marler) regrette enfin de n'avoir pas encore été capable de convaincre le premier ministre des avantages du système des deux énumérateurs établi par le Parti libéral. Ce sont les libéraux qui ont instauré le système des deux énumérateurs, en 1941. En 1945, l'Union nationale a fait disparaître celui de l'opposition dans la circonscription rurale. Ce fut une erreur et il faudrait revenir au système de deux énumérateurs partout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le système des deux énumérateurs a été mis à l'épreuve. Placer deux hommes dont la mentalité politique est totalement opposée, dans un district pour faire les listes, ne donne pas satisfaction. C'est moi qui ai suggéré la nomination d'un seul énumérateur à la lumière de l'expérience.

Je n'ai pas de préjugés, mais je sais qu'il est très souvent très difficile de trouver deux énumérateurs. De plus, ce système de deux énumérateurs peut paralyser le libre exercice du vote quand l'un des énumérateurs décide que la liste faite par son compagnon n'est pas bonne puis refuse de la signer. Nous voulons empêcher qu'un homme tire d'un bord et qu'un second tire de l'autre. Comme il serait trop difficile d'avoir trois énumérateurs, nous disons qu'il n'y en aura qu'un et nous augmentons les délais pour la révision des listes.

Il n'y a presque plus moyen, par surcroît, de trouver le nombre de personnes nécessaires à ce travail. À Trois-Rivières, au cours de la dernière

élection, ce fut tout un problème. Dans la ville de Montréal, c'est devenu impossible et, dans les campagnes, on commence à éprouver de la difficulté.

Le gouvernement fait un essai pour assurer plus de diligence. Il est d'avis qu'il faut que l'opinion publique s'éveille et que les électeurs s'aident. Il y a trop de gens qui ne votent pas, ajoute-t-il, et le meilleur moyen de secouer l'apathie des électeurs, c'est de les convaincre que les partis politiques ne peuvent pas tout faire à leur place, pour leur assurer le droit de voter. Cet amendement va rendre plus facile l'application de la loi. Je suis profondément convaincu que c'est une excellente amélioration.

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Il est difficile de trouver des énumérateurs, mais la difficulté, en 1952, est survenue quand on n'a pas voulu accepter les noms soumis par l'opposition. Dans ce cas, on a mis deux énumérateurs du gouvernement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Aux dernières élections, ce n'est pas le personnel qui a manqué; cependant, dans certains cas, les gens étaient refusés parce qu'ils n'étaient pas de la section proprement dite. Si on exigeait seulement leur résidence dans le comté, le problème serait réglé.

On n'a pas étendu les délais pour l'énumération, travail qui est à la base de l'élection. Si, dans le passé, il y a eu certains manques de coopération qui pouvaient être dus aussi bien aux représentants ministériels qu'oppositionnistes, ce fut l'exception. Et l'on pourrait toujours dire que le président d'élection pourra signer la liste, si une partie la refuse et qu'il constate qu'elle est de mauvaise foi.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

C Loi pour corriger la version anglaise de l'article 17 de la loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

29 Loi concernant les ouvrages de voirie sur les terres publiques;

31 Loi modifiant la loi des élections contestées de Québec;

32 Loi concernant la Commission des loyers;

33 Loi modifiant la loi de l'exécutif;

35 Loi modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles;

36 Loi modifiant la loi de la prévention des incendies;

38 Loi organisant les villes minières;

39 Loi modifiant la loi pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche;

115 Loi autorisant l'adoption de Peter Thomas Daley par John Harold Cooney et son épouse, dame Frances Anna Mahoney;

125 Loi pour ratifier l'abolition de certaines restrictions, pour modifier certains règlements de la ville de Mont-Royal et pour modifier la charte de la ville de Mont-Royal;

132 Loi modifiant la loi 34 Victoria, chapitre 63, intitulée Acte pour incorporer le Thistle Curling Club de Montréal;

135 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne;

136 Loi modifiant la charte de la ville Sainte-Agathe-des-Monts;

139 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;

149 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud;

153 Loi modifiant la charte de la ville Montréal-Nord;

157 Loi modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest;

160 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

164 Loi reconnaissant l'Église catholique polonaise nationale d'Amérique au Canada;

165 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

166 Loi validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;

168 Loi concernant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent;

171 Loi concernant la commission scolaire de Pointe-Claire Ville, dans le comté de Jacques-Cartier;

175 Loi modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy;

179 Loi concernant la succession Peter Mastoris;

181 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;

182 Loi concernant certaines écoles ménagères

183 Loi modifiant la charte de la ville de Windsor;

188 Loi changeant le nom de Joseph Robert Ola Ouellet en celui de Joseph Roland Bouchard;

191 Loi concernant l'évaluation des propriétés de la Gaspesia Sulphite Company Ltd. par la corporation du village de Chandler;

192 Loi changeant le nom de Joseph Laurent Gérard Bégin en celui de Gérard Laurent Roberge;

194 Loi ratifiant l'adjudication et la vente pour taxes d'immeubles dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire;

197 Loi modifiant la charte de la ville des Sept-Îles;

198 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

199 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Matane;

200 Loi permettant à la ville de Saint-Félicien d'annexer une portion déterminée de territoire;

202 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie de Beauce;

203 Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi;

205 Loi octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud;

206 Loi changeant le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall;

209 Loi concernant une propriété de Jean Fidèle Bernard;

211 Loi constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées;

225 Loi modifiant la loi des architectes.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Loi électorale

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marquis (Québec-Est): Ne devrait-on pas inclure dans la loi une disposition disant que le président d'élection devra accepter les suggestions des deux partis?

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le chef de l'opposition a raison de dire que l'opposition a droit à un énumérateur. L'argument de la paralysie invoqué par le premier ministre est peu sérieux. Étant en démocratie, en matière d'élections, les droits de l'opposition doivent être les mêmes que ceux du parti au pouvoir.

On n'a donné aucune raison sérieuse pour justifier l'abolition de l'énumérateur de l'opposition. Sauver du temps? J'aime mieux que ça prenne un peu plus de temps et que ça soit bien fait. S'il n'y avait pas d'opposition en Chambre, ça prendrait moins de temps pour passer les bills aussi, mais nous aurions des lois beaucoup plus mal faites.

Pourquoi rétrograder? Aucune élection n'a jamais été retardée à cause de la présence de deux énumérateurs. On a pu en manquer à Trois-Rivières, mais c'était sans doute parce que les intéressés avaient des positions dans des domaines plus payants...

Le comité étudie la nouvelle version de l'article 56, paragraphe 4, de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 12 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"12. Les articles 49 à 57, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"56 [...]"

"4. Le nouvel énumérateur peut, s'il le juge approprié, accepter, en totalité ou en partie, le travail de son prédécesseur."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): N'y a-t-il pas danger qu'on accepte ainsi une liste mal faite? Ce serait peut-être permettre la ratification, de bonne foi ou non, des erreurs commises.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci nous a été suggéré par le président général des élections, pour accélérer le travail et arriver dans les délais mais on peut bien l'enlever.

Il (l'honorable M. Duplessis) propose de biffer le paragraphe 4.

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

L'article 13 est adopté.

Le comité étudie la nouvelle version de l'article 59 de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 14 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"14. Les articles 59 à 80, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"59. 1. Du trente-septième jour au trente-troisième jour inclusivement avant la date de scrutin, l'énumérateur, dûment assermenté, doit, par une visite de maison en maison dans la section de vote qui lui est assignée, recueillir les noms, prénoms, adresses, professions ou métiers et âges des personnes qui ont la qualité d'électeur selon l'article 47, en omettant les personnes mentionnées dans l'article 48."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): À l'article suivant, les délais pour l'énumérateur sont de cinq jours, ne pourrait-on pas étendre ça?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a fait ça pour que ça coïncide avec le délai de 53 jours pour l'élection. Je ne crois pas qu'il faille modifier ça.

Le comité étudie la nouvelle version de l'article 60 de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 14 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"14. Les articles 59 à 80, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"60. L'énumérateur doit visiter toutes les demeures situées dans sa section de vote une première fois entre neuf heures du matin et six heures du soir, et une seconde fois entre sept heures et dix heures du soir, à moins qu'il ne soit certain d'avoir inscrit lors de sa première visite tout électeur qualifié."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Pourquoi obliger l'énumérateur d'aller d'abord dans la journée? S'il y allait pour la première fois le soir, il trouverait aussi bien les électeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a fixé des heures pour protéger le public. L'énumérateur doit travailler dans la journée. Par ailleurs, il faut empêcher de réveiller les gens à sept heures du matin.

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Ne serait-il pas possible, lors de la deuxième visite de l'énumérateur, qu'il laisse une formule imprimée pour faire savoir qu'il est passé deux fois et pour conseiller à l'électeur de s'adresser au bureau de révision?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela va bien compliquer les choses. Il y aurait de graves difficultés techniques dans un tel système. À qui laissera-t-on la formule? Et comment l'énumérateur pourra-t-il savoir qu'il y a des électeurs qui ont droit de vote dans tel ou tel appartement? Le président des élections publie toujours des avis. Cela ne suffit-il pas?

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Une formule imprimée avvertirait plus directement les gens de prendre les mesures nécessaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut partir du principe que le droit de vote est un droit précieux. Celui qui a ce droit doit se remuer un peu. Tout le monde est au courant des avis du président général des élections. Il n'y a pas de raison pour que des citoyens de la province ne soient pas au courant qu'il y aura des élections prochainement, car des avis sont publiés partout et des articles sont écrits à cet effet dans les journaux. D'ailleurs, l'électeur absent lors du passage de l'énumérateur n'est pas sans être averti par ses voisins.

Trop de gens se désintéressent de leur droit de vote. Aux élections municipales de Montréal, il

est arrivé que 12 % seulement des électeurs déposent leur bulletin dans l'urne.

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Ça dépend un peu des conditions du vote. Quand la lutte est inégale pour la mairie, la plupart des gens ne votent pas. Il se dit en faveur d'une liste préparée avec le plus de précautions possible, d'une liste la plus complète que possible. C'est une façon d'encourager les gens, et de leur dire: à vous maintenant de faire votre part!

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): À Montréal, nous sauverions un immense travail aux candidats en faisant signaler le passage de l'énumérateur par un avis imprimé. Sur cet avis, on pourrait au moins indiquer le numéro de téléphone de l'énumérateur, ou son adresse. Actuellement la situation est très difficile. Il lui est arrivé, une heure avant que la liste ne soit close, d'être obligé d'aller chercher les deux énumérateurs aux deux bouts de la ville pour faire ajouter son nom. Les avis, ça aiderait tout le monde.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection, mais ça multiplierait les paperasses. Moi-même, j'ai déjà veillé à ce que mon nom soit sur la liste. Ce que j'ai fait, d'autres peuvent le faire. Les gens sont trop portés à vouloir tout laisser faire au gouvernement. Je n'ai pas d'objection à demander au président des élections de multiplier les avis dans les journaux.

Le comité étudie la nouvelle version de l'article 64 de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 14 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"14. Les articles 59 à 80, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"64. 1. Dans une section urbaine, l'énumérateur ne peut inscrire le nom d'un électeur domicilié dans un hôtel ou une maison de logement à moins que l'inscription ne soit demandée par l'électeur lui-même à ce domicile ou, par écrit et sous serment suivant la formule 9, par le tenancier de l'hôtel ou de la maison de logement.

"2. Tout énumérateur est autorisé à recevoir le serment prévu par le présent article."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges) suggère que la clause soit rayée. Cette clause signifie que ces personnes doivent demander au directeur du scrutin d'ajouter leur nom à la liste électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
est d'accord pour enlever la clause.

L'article 64 de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 14 du projet de loi, est retiré.

Le comité étudie la nouvelle version de l'article 74, paragraphe 2, de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 14 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"14. Les articles 59 à 80, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"74. [...]

"2. L'énumérateur inscrit en tête de chaque liste le nom du district électoral et celui de la cité ou de la ville concernée, ainsi que le numéro et une description de la section de vote conformément à l'article 25. Il doit ensuite inscrire de suite et sans blanc, ni surcharge, ni interligne, les noms, prénoms, profession ou métier et l'âge de chaque électeur, en faisant précéder son nom du numéro de son logement dont les rues où les habitations sont numérotées, ou du numéro de cadastre là où elles ne le sont pas. Toutefois, l'âge des électeurs doit être omis sur l'exemplaire de la liste qui doit être affichée, en vertu de l'article 75."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Il y a eu des cas de jeunes gens de moins de 21 ans dont les noms ont été mis sur la liste. Si l'âge figure sur les affiches, les voisins démasqueront l'irrégularité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La raison est que des gens ne vont pas voter parce que leur âge figure sur la liste. Il y a des électeurs qui veulent avoir 72 ans depuis huit ans. Il dit que le problème avec l'inscription de l'âge sur les listes, c'est que bien des gens, particulièrement les femmes, sont sensibles au sujet de leur âge. J'avais une tante âgée de 75 ans, mais je ne souviens pas qu'elle ait été âgée de plus de 68 ans sur les listes électorales, dit le premier ministre.

(Rires)

Le comité étudie la nouvelle version de l'article 75 de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 14 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"14. Les articles 59 à 80, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"75. 1. Au plus tard le trentième jour avant la date fixée pour le scrutin, l'énumérateur doit afficher un exemplaire de la liste de chaque section

de vote, dans un endroit public, central et facile d'accès de la section.

"2. Un avis conforme à la formule 13, informant les électeurs des dates de la révision et du dépôt des demandes d'inscription, de radiation et de correction et indiquant les endroits où ces demandes doivent être déposées, est ajouté à la liste ainsi affichée."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Le gouvernement a mal placé les délais additionnels accordés par les amendements à la loi électorale. On aurait dû donner plus de délai entre la révision et l'affichage des listes. Il (M. Marler) demande au premier ministre d'examiner de nouveau ce point.

Le comité étudie la nouvelle version de l'article 77 de la loi électorale de Québec, proposé par l'article 14 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"14. Les articles 59 à 80, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"77. 1. Le président d'élection réserve deux de ces exemplaires, dont un pour la personne désignée par le premier ministre comme son candidat, et l'autre pour la personne désignée par le chef de l'opposition officielle comme son candidat, et il en remet un à chacun de ces candidats, à demande, dès qu'il est régulièrement mis en candidature. Il en conserve aussi un exemplaire pour l'usage de la commission de révision; il en tient un autre à la disposition du public pour examen à son bureau, aux jours et heures où il doit tenir son bureau ouvert en vertu de l'article 45 et du paragraphe 1 de l'article 78, et il garde le cinquième pour la conduite de l'élection et la préparation des copies s'il y a lieu.

"2. Le président d'élection est tenu de préparer, certifier conforme et de délivrer gratuitement et à demande une copie de cette liste à tout autre candidat régulièrement mis en candidature."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Ne serait-il pas plus juste de remettre au chef de l'opposition la liste dès qu'elle est terminée? Cela diminuerait un peu le désavantage causé par l'énumérateur unique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
dit n'avoir aucune objection à cette demande, mais qu'en pratique il faudra faire faire des milliers et des milliers de listes avant même qu'elles ne soient définitives. Mais il consent tout de même, dit-il, à la demande de l'opposition.

Cet article est amendé et se lit maintenant comme suit:

"14. Les articles 59 à 80, inclusivement, de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"77. 1. Le président d'élection transmet deux de ces exemplaires, dont un pour le premier ministre et l'autre pour le chef de l'opposition officielle, et il en remet un à chacun de ces candidats, à demande, dès qu'il est régulièrement mis en candidature. Il en conserve aussi un exemplaire pour l'usage de la commission de révision; il en tient un autre à la disposition du public pour examen à son bureau, aux jours et heures où il doit tenir son bureau ouvert en vertu de l'article 45 et du paragraphe 1 de l'article 78, et il garde le cinquième pour la conduite de l'élection et la préparation des copies s'il y a lieu.

"2. Le président d'élection est tenu de préparer, certifier conforme et de délivrer gratuitement et à demande une copie de cette liste à tout autre candidat régulièrement mis en candidature."

L'amendement est adopté.

L'article 14; ainsi amendé; est adopté¹.

L'article 15 est adopté².

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Route 6, tour de la Gaspésie

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie authentique du contrat accordé par le ministère de la Voirie, en 1952, pour travaux de réfection et de pavage de la section de la route numéro 6 (tour de la Gaspésie) dans la paroisse de Saint-Maurice, comté de Gaspé-Nord. (Document de session no 35)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 30 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Palais de justice de Rimouski

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date, pour la construction du palais de justice de Rimouski, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 36)

Pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre Valleyfield et Côteau-du-Lac

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1950 jusqu'à date, relativement aux travaux se rapportant à la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre Valleyfield et Côteau-du-Lac, ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approches, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 37)

Construction de ponts dans le comté de Saguenay

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 janvier 1953, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date, pour l'exécution de travaux de voirie et de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 38)

Projets de loi:

Loi électorale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 16 à 18 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 19 qui se lit comme suit:

"19. L'article 93 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"93. La révision a lieu de dix heures du matin à midi et demi, de deux heures et demie à cinq heures et demie de l'après-midi et de sept heures à dix heures du soir, du vingt-quatrième au dix-huitième jour, inclusivement, avant la date fixée pour le scrutin, à l'endroit fixé par le président d'élection; si ces heures ne sont pas suffisantes pour permettre à la commission de faire tout le travail de révision des listes, elle doit y consacrer, au cours de cette période, les heures supplémentaires nécessaires."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) attire l'attention de la Chambre sur le délai trop court pour la révision des listes électorales dans les grandes agglomérations comme à Montréal. Il dit qu'il est physiquement impossible de procéder à ce travail dans le délai imposé par la loi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est pour améliorer cette situation que le délai accordé aux réviseurs a été prolongé.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ce n'est pas encore suffisant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi accorde aussi plus de bureaux de révision.

L'article 19 est adopté.

Les articles 20 à 22 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 104, paragraphe 9, modifié par l'article 23 du projet de loi qui se lit comme suit:

"23. L'article 104 de ladite loi est modifié:

"[...]"

"b) en remplaçant le paragraphe 9 par les suivants:

"9. Lorsque la commission de révision en vient à la conclusion qu'une personne inscrite sur une liste électorale n'est pas de citoyenneté canadienne par naissance, elle peut exiger de cette personne qu'elle établisse, par son certificat de naturalisation ou de citoyenneté, sa qualité de citoyen canadien, à défaut de quoi son nom doit être omis ou rayé de la liste électorale.

"10. Les certificats spéciaux émis par les énumérateurs à des personnes dont les noms sont rayés de la liste par la commission de révision sont nuls et ne peuvent être utilisés comme moyen d'identification le jour du scrutin."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Ce sont là des précautions exagérées. On donne trop de pouvoir aux réviseurs qui peuvent soit demander à l'électeur de prouver qu'il est citoyen canadien soit rayer son nom de la liste si les réviseurs sont convaincus que l'homme n'est pas citoyen du pays. Dans ce dernier cas, on ne devrait pas procéder *ex parte* sans donner un avis à l'électeur intéressé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons, autant que possible, que tous ceux qui ont droit de vote puissent l'exercer. On ne prend jamais assez de précautions pour empêcher que le vote des véritables citoyens canadiens soit annulé par celui des étrangers non naturalisés. Il (l'honorable M. Duplessis) ajoute qu'il n'a pas objection à clarifier le texte de la loi pour rendre justice à ces gens. C'est à eux de prendre la peine de se faire

naturaliser s'ils veulent jouir des privilèges et des droits des Canadiens. Le grand mal des élections, c'est "le télégraphe". Nous voulons abolir ça.

(Rires à gauche)

Il faut se débarrasser d'un pareil fléau et on ne prendra jamais assez de précautions pour empêcher la fraude dans les bureaux de votation. Lors des dernières élections, on a trouvé que, dans un endroit habité par des nouveaux mariés, il y avait 34 voteurs.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Pour empêcher la fraude, il vaudrait mieux s'assurer qu'il n'y aura pas de noms fictifs sur les listes électorales. Dans certains comtés, les noms fictifs se trouvent par milliers sur les listes. Il y avait 4,000 noms fictifs dans mon comté aux dernières élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député veut parler de noms fictifs et de fraude électorale, je n'ai aucune objection à le faire; nous allons en parler. Je pourrais parler, par exemple, de l'élection tenue dans Laurier, en 1945, un comté où le député était organisateur et où M. Dostaler O'Leary³ était candidat. Il y a eu 10,000 "télégraphes". Les boîtes de scrutin ont été paquetées de votes fictifs, en faveur du candidat du député de Saint-Louis.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Si M. O'Leary vous a dit cela, c'est pas moi qui ai fait cela; c'est un autre. Je n'ai rien eu à voir personnellement à ça. Mais tout le monde sait ce qui est arrivé dans mon comté aux dernières élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député doit admettre que j'ai été généreux pour lui aux dernières élections et que je suis intervenu pour faire respecter la loi.

Cet article est amendé et se lit maintenant comme suit:

"23. L'article 104 de ladite loi est modifié:

"[...]

"b) en remplaçant le paragraphe 9 par les suivants:

"9. Lorsque, sur demande en inscription ou en radiation, la commission de révision en vient à la conclusion qu'une personne inscrite sur une liste électorale n'est pas de citoyenneté canadienne par naissance, elle peut exiger de cette personne qu'elle établisse, par son certificat de naturalisation ou de citoyenneté, sa qualité de citoyen canadien, à défaut de quoi son nom doit être omis ou rayé de la liste électorale.

"10. Les certificats spéciaux émis par les énumérateurs à des personnes dont les noms sont rayés de la liste par la commission de révision sont nuls et ne peuvent être utilisés comme moyen d'identification le jour du scrutin."

L'amendement est adopté.

L'article 23, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 24 à 47 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 48 qui se lit comme suit:

"48. L'article 182 de la dite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"182. 1. Si le jour du scrutin le greffier meurt, est empêché ou refuse d'agir, néglige de remplir les devoirs de sa charge ou ne se présente pas au bureau de scrutin, le scrutateur doit nommer, pour agir à sa place, une autre personne qu'il juge compétente. Si le scrutateur ne peut trouver de personne qu'il estime apte à remplir la charge de greffier, le scrutin ne doit pas être pour cela retardé ou suspendu, mais le scrutateur doit remplir les deux fonctions et il a alors droit d'être rémunéré comme scrutateur et comme greffier."

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): C'est l'application d'un mauvais principe. C'est là faire perdre à l'opposition une partie de ses droits traditionnels. Le scrutateur sera encouragé à trouver des raisons pour supprimer le greffier. On devrait exiger, comme autrefois, que le scrutateur choisisse le remplaçant parmi les partisans de l'opposition. On pourrait améliorer la clause en supprimant le droit à la double rémunération.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela est bien, en principe, mais en pratique, c'est impossible. Le greffier remplit une fonction qui complète celle du scrutateur. On ne peut tout de même pas empêcher le vote parce qu'il n'y a pas de greffier.

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Peut-être, mais on devrait au moins éviter de donner deux salaires au scrutateur. Si on ne le payait que pour une des deux fonctions, il verrait sans doute à trouver un remplaçant au greffier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on force un homme à cumuler deux fonctions, il faut bien le rémunérer en conséquence. De nos jours,

on ne va pas très loin si on ne paie pas les gens pour le travail qu'ils font. Si le scrutateur a agi avec mauvaise foi en remplaçant le greffier sans cause valable, il pourra toujours être poursuivi.

L'article 48 est adopté.

L'article 49 est adopté.

Le comité étudie l'article 50 qui se lit comme suit:

"50. L'article 186 de la dite loi est modifié:

"a) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots "de Montréal et de Verdun" par les mots "excédant vingt mille âmes au dernier recensement décennal";

"b) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "plusieurs sections de vote n'excédant pas dix", par les mots "deux sections de vote".

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges) critique cet article qui limite à deux, au lieu de 10 comme autrefois, le nombre des bureaux de scrutin qui peuvent être installés dans le même immeuble dans les villes de 20,000 âmes et plus. Il signale qu'à Montréal, par exemple, on trouve souvent avantageux d'établir plusieurs bureaux de scrutin dans une école. Ce système a l'avantage d'empêcher les suppositions de personnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La multiplication des bureaux de scrutin dans le même local rend le vote plus difficile et moins secret.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): À Montréal, le fait d'installer les bureaux de votes dans les gymnases des écoles est bon, car cela permet d'avoir un ou deux policiers municipaux à l'extérieur de l'école, au lieu d'avoir un policier à chaque "poll".

L'article 50 est adopté.

Les articles 51 à 55 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 56 qui se lit comme suit:

"56. L'article 219 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"219. Pendant le temps que le bureau doit rester ouvert, sont seules admises à se tenir dans la pièce où se donnent les votes, en plus du scrutateur et

du greffier, les personnes suivantes: le président général des élections, son suppléant ou son adjoint, le président d'élection, son secrétaire, les candidats régulièrement mis en nomination et qui ne se sont pas désistés et un représentant pour chacun d'eux. Toutefois, tout représentant, pour avoir le droit d'agir comme tel, doit être détenteur d'une procuration signée par le candidat qui lui a donné mandat de le représenter; cette procuration est remise au scrutateur, qui doit, en la recevant, y apposer sous sa signature le mot "utilisée".

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): Cela met l'opposition dans une situation d'infériorité, car le scrutateur et peut-être le greffier seront des amis du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit encore là d'assurer le secret du vote. Il y a des comtés où il y a jusqu'à quatre ou cinq candidats. Si chacun d'eux a deux représentants, en plus du scrutateur et du greffier, ça fait trop de monde dans le bureau, et bien des électeurs se trouvent intimidés. Il ne faut pas congestionner les bureaux de votation, ni risquer d'amoindrir le secret du vote par la présence de trop de gens dans le "poll".

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Avec ça, il faudra aux partis avoir des candidats indépendants pour avoir droit à un autre représentant dans les "polls" et surveiller leurs intérêts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne faisons pas ça, nous, pas plus que nous ne présentons des candidats avec des noms semblables aux autres...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je suis bien aise pour parler de ça, car l'Union nationale avait trouvé un Jean-Paul Noël pour se présenter contre moi dans mon comté; mais il s'est trompé de comté et c'est un Guèvremont qui est venu chez nous.

L'article 56 est adopté.

Les articles 57 à 60 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 61 qui se lit comme suit:

"61. L'article 233 de ladite loi est modifié:

"a) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe 1, les mots "les

énumérateurs lui ont laissé" par les mots "l'énumérateur lui a laissé";

"b) en retranchant les paragraphes 2 et 3."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La clause pourrait empêcher un grand nombre d'électeurs des villes de déposer leur bulletin de vote le jour de l'élection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) consent à remplacer le paragraphe b) de l'article 61 du projet de loi et à laisser les choses comme elles l'ont été jusqu'ici. Mais, dit-il, on va préciser que l'électeur devra jurer que son certificat a été perdu, égaré ou détruit volontairement.

Cet article est amendé et se lit maintenant comme suit:

"61. L'article 233 de ladite loi est modifié:

"a) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe 1, les mots "les énumérateurs lui ont laissé" par les mots "l'énumérateur lui a laissé";

"b) en ajoutant après le mot "détruit", dans la cinquième ligne du paragraphe 3, le mot "involontairement"."

M. Ross (Montréal-Verdun) souligne que, depuis 1947, tout sujet britannique habitant au Canada depuis 25 ans devient automatiquement un citoyen canadien, conformément à la loi sur la citoyenneté canadienne. Il explique qu'un tel citoyen, qui n'est pas citoyen canadien de naissance, ne possède pas de document lui permettant de prouver sa citoyenneté canadienne, à moins qu'il ne demande un certificat de citoyenneté au Secrétariat d'État à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ma seule intention, c'est que le gouvernement du Québec soit élu par des citoyens canadiens qui résident dans la province depuis deux ans. C'est le seul but de la clause.

L'amendement est adopté.

L'article 61, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 62 à 81 sont adoptés.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 82 qui se lit comme suit:

"82. L'article 310 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 2, 3 et 4 par les suivants:

"2. Sauf pour les districts électoraux compris entièrement ou en partie dans les districts judiciaires de Québec ou de Montréal, cette demande est portée devant le juge de district ou l'un des juges de district présidant alors un terme de la Cour de magistrat; si la demande est faite alors que cette cour ne siège pas, elle est portée devant le juge de district ou l'un des juges de district qui ont présidé le terme précédent de cette cour; s'il est impossible de saisir ce juge ou l'un de ces juges de la demande, par suite d'éloignement, de maladie ou de quelque autre empêchement d'agir de ce ou de ces juges, cette demande est portée devant un juge de district désigné par le juge en chef de district ou, selon le cas, le juge en chef adjoint de district exerçant ses fonctions comme tel dans la juridiction territoriale où se trouve situé le district électoral concerné."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'objecte une fois de plus à ce que ce ne soit plus devant un juge de la Cour supérieure. C'est un changement, non une amélioration.

L'article 82 est adopté.

Les articles 83 à 87 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 88 qui se lit comme suit:

"88. L'article 344 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Toute personne qui imprime ou fait imprimer, emballe ou fait emballer, transporte ou fait transporter, livre ou fait livrer, distribue ou fait distribuer, affiche ou fait afficher un imprimé non conforme aux dispositions du paragraphe précédent, se rend coupable d'un acte illicite et est passible d'une amende de cent dollars à mille dollars, des frais et, en outre, d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement additionnel d'un mois à six mois; si le délinquant est une société, elle est passible, en sus des frais, d'une amende triple de celle qui est imposable à une personne pour la même infraction, et cette amende, ainsi que les frais, sont recouvrables en la manière prévue par l'article 397."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Une brochure a circulé avant les dernières élections à Montréal et on l'a faussement attribuée au Parti libéral.

L'article 88 est amendé et se lit désormais comme suit:

"88. L'article 344 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Toute personne qui imprime ou fait imprimer, qui emballe ou fait emballer, transporte ou fait transporter, sciemment livre ou fait livrer, distribue ou fait distribuer, affiche ou fait afficher un imprimé non conforme aux dispositions du paragraphe précédent, se rend coupable d'un acte illicite et est passible d'une amende de cent dollars à mille dollars, des frais et, en outre, d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement additionnel d'un mois à six mois; si le délinquant est une société, elle est passible, en sus des frais, d'une amende triple de celle qui est imposable à une personne pour la même infraction, et cette amende, ainsi que les frais, sont recouvrables en la manière prévue par l'article 397."

Les amendements sont adoptés.
L'article 88, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 89 à 96 sont adoptés⁴.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 34 après l'avoir amendé⁵.
Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) trouve étrange, dit-il, le transfert de la juridiction de la Cour supérieure à la Cour de magistrat en matière de recomptage.

De plus, le gouvernement s'est ingénié, dans ce bill, à enlever à l'opposition tous ses droits, aux diverses étapes électorales, notamment en faisant disparaître l'énumérateur de l'opposition. Bien plus, l'énumérateur désormais unique, ami du gouvernement, cesse d'être officier d'élection sitôt son travail terminé et peut devenir agent d'élections pour le parti ministériel; payé par la paroisse pour faire son premier travail, il fait ensuite bénéficier un seul parti des renseignements recueillis.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ce bill fait peur à ceux qui ont encore foi dans la

démocratie. Une élection doit permettre un choix libre, le faciliter; cette loi, au contraire, compliquera les choses et donnera lieu à des injustices flagrantes.

Le Québec se trouve à un point tournant de son histoire électorale et le gouvernement essaie de faire en sorte que l'électeur moyen ait plus de difficulté à voter. Il a été noté qu'un pourcentage important d'électeurs n'ont pas exercé leur droit de vote aux dernières élections. Pourtant, au lieu de prendre les moyens pour inciter l'électeur à déposer son bulletin de vote, on met toutes sortes d'embûches sur son chemin.

Le débat est suspendu.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Loi électorale

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre poursuit le débat de troisième lecture sur le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) termine son discours en déclarant que cette loi peut devenir inique, injuste, immorale, antidémocratique, dictatoriale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. En 1931, M. Guertin avait été rappelé à l'ordre pour avoir dit que la loi Dillon était inique.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je n'ai rien affirmé, j'ai parlé d'une possibilité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est de la finasserie, on ne peut pas dire indirectement ce qu'on ne peut dire directement.

M. l'Orateur: Il est clair que le député ne peut pas se servir du mot inique, qui n'est pas parlementaire; je le prie de retirer ses paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je retire donc ces paroles. Mais je dis que ce bill est extrêmement dangereux à cause de la position difficile dans laquelle il place l'opposition et parce qu'il fait des officiers d'élections des "intouchables".

Voter le bill 34 serait reconnaître que, dans la province de Québec, la démocratie est à son déclin. De terribles injustices en découleront et certains principes répugnants seront établis.

M. Bélanger (Lévis): (Voyant le peu de membres de l'Union nationale à leurs sièges) Si j'étais en assemblée en campagne électorale, je ne pourrais pas parler à une grande et magnifique assemblée...

M. l'Orateur: Je me demande en vertu de quel principe du bill ceci vient dans la discussion.

M. Bélanger (Lévis): Le même principe qui a permis au premier ministre de parler du rhume du chef de l'opposition dans son discours, l'autre jour. Personne n'a demandé ce bill, sauf peut-être les organisateurs et les candidats battus de l'Union nationale. Et aucune raison sérieuse n'a été apportée pour motiver un pareil chambardement. Le choix des officiers d'élections fait presque uniquement par le parti ministériel, notamment par suite de la disparition de l'énumérateur de l'opposition, c'est dangereux, car les dernières élections ont révélé ce que faisaient ces officiers d'élections. Ils n'ont pas été à la hauteur de la tâche et le décompte l'a révélé dans mon comté, où nous avons eu un record de bulletins annulés. Et le gouvernement veut nous faire croire qu'en éliminant les représentants de l'opposition, ça sera une amélioration?

Si l'on a de la difficulté à trouver des énumérateurs et autres officiers d'élections, c'est qu'on ne les paye pas assez.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le bill 34 est adopté, ce sera malgré nous, car nous le trouvons extrêmement dangereux. Les raisons données par les ministériels pour justifier cette mesure sont enfantines. Le premier ministre dit qu'il veut supprimer un énumérateur, afin de ne pas retarder l'élection. En 1944, en 1948 et en 1952, il y avait deux énumérateurs et, cependant, l'élection n'a pas été retardée.

J'admets que les choses marchent plus rondement lorsqu'il n'y a pas d'opposition, mais ce n'est pas une raison pour chambarder tout notre système démocratique. La liberté passe avant

l'efficacité. La loi ne tient pas compte des droits des candidats qui ne sont ni affiliés au parti ministériel ni au parti de l'opposition officielle, et elle place les candidats ministériels et oppositionnistes dans une trop grande dépendance vis-à-vis de l'organisation du parti.

Si on voulait modifier la loi électorale quant à l'énumération, on aurait pu l'amender dans un sens adopté par le fédéral où les énumérateurs sont nommés par le député sortant de charge et son adversaire.

Le premier ministre a parlé hier de la division des pouvoirs. Il a dit que les juges n'ont pas d'affaires dans la nomination des énumérateurs, la fixation de la date des élections et autres. C'est un raisonnement absolument enfantin. Ce qui existe, c'est que le législateur fait des lois et que les juges ont le pouvoir de les interpréter. Les élections n'ont jamais été paralysées par les procédures provisionnelles, comme les brefs de prérogatives.

La nouvelle loi électorale créera dans l'opinion publique l'impression que le gouvernement a voulu la voter pour se maintenir au pouvoir, et cela est extrêmement défavorable, même pour le gouvernement.

La nouvelle loi réduit le nombre des représentants des candidats à un seul dans les "polls". Le premier ministre a dit que c'était à cause de l'exiguïté des pièces où se tient le scrutin. C'est encore une raison enfantine. Cette disposition est une menace pour la démocratie. J'espère que la population de toute la province, les hommes comme les femmes, fera tout en son pouvoir pour empêcher que cette loi entre dans nos Statuts.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le bill 34 est antidémocratique parce qu'il enlève un énumérateur à l'opposition; il fait de l'énumérateur unique un agent d'élection pour le parti au pouvoir; parce que l'article 7 confère l'immunité aux officiers d'élections et que l'article 48 permet au scrutateur de devenir greffier, tout en défendant au greffier de devenir scrutateur.

La population du Québec s'oppose au projet de loi.

Le premier ministre dit que l'actuelle loi pourrait paralyser les élections. La seule chose qu'elle peut faire, c'est de paralyser les efforts de certaines personnes qui veulent se faire élire facilement.

Avec la nouvelle mesure, si un recenseur oublie d'inscrire les résidents d'une rue, aucun recours ne sera disponible pour lui faire corriger son erreur.

Il y a des partisans du gouvernement qui pensent que le premier ministre est allé trop loin. Ce projet de loi est conçu pour limiter les droits de l'opposition.

M. l'Orateur rappelle au député de Montréal-Sainte-Marie qu'il ne peut pas insinuer de telles choses et il lui demande de retirer ses paroles.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): L'opposition et le gouvernement devraient avoir une représentation égale à ce sujet. S'il n'y avait pas d'opposition à l'Assemblée législative, les lois seraient approuvées plus rapidement, mais elles ne seraient pas adéquates.

M. Pinard (Drummond): Les libéraux ont mis le doigt sur la plaie du bill 34 et les ministériels n'ont apporté aucun argument sérieux à la défense de ce projet de loi. Il parle du cas des Néo-Canadiens auxquels on cause problème par l'obligation de montrer leur certificat de naturalisation, des tas de complications.

Il (M. Pinard) déclare qu'il compte près de 1,000 Néo-Canadiens dans son comté et que très peu ont été défranchisés lors des dernières élections. Mais, en vertu de la nouvelle loi, dit-il, si un électeur a un nom à consonance étrangère, bien qu'il soit canadien de naissance et que le scrutateur ne veuille pas admettre le fait sans preuve, quelle preuve aura-t-il pour montrer qu'il est réellement citoyen canadien? Il n'aura même pas de certificat à montrer...

Le gouvernement a un peu trop la psychologie du "vainqueur" et il traite à tort de "ridicule" l'opposition, qui représente tout de même 46 % des électeurs. La nouvelle loi forcera de plus les candidats de l'opposition, qui n'ont pourtant pas la caisse électorale bien garnie de l'Union nationale, à des dépenses énormes pour compenser l'état d'infériorité dans lequel la nouvelle loi les place, notamment en les privant d'énumérateurs.

Je suis entré en politique par conviction; je suis sincère et je poursuis un but honnête. Politiquement, honnêtement, personnellement, je ne puis voter pour un tel bill.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Lorsque le premier ministre parle de paralysie des opérations, il parle de certaines opérations qui pourront maintenant se faire, à la faveur des amendements du nouveau bill, notamment par la disparition de l'énumérateur de l'opposition. Des chefs bleus eux-mêmes ont dit que le premier ministre allait trop loin avec cette loi.

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges): D'une façon générale, la loi électorale de 1945 consacrait l'égalité des deux partis politiques dans la province et le présent bill fait disparaître cette égalité.

Il (M. Marler) déclare qu'il touchera quatre points essentiels, à son avis.

1° Il proteste contre le fait que l'on fait disparaître l'énumérateur nommé jusqu'ici par l'opposition. Avec un seul énumérateur, dit-il, il y a moins de garantie d'impartialité; il sera plus facile d'omettre des électeurs sur la liste ou d'en ajouter. Il subira toutes sortes de pressions qu'il était plus difficile d'exercer quand il y en avait deux. Avec deux énumérateurs, le travail se faisait plus facilement et il y avait moins de risques d'erreurs. De plus, l'énumérateur nommé par l'opposition devenait généralement greffier le jour du scrutin. Désormais, le greffier n'aura pas assisté à l'énumération et ne connaîtra pas aussi bien les électeurs que le scrutateur. Et si, dans la dernière élection, des énumérateurs nommés par les libéraux ont refusé de signer des listes, c'est que l'énumérateur du gouvernement voulait les faire préparer dans les comités des candidats ministériels.

Dans le travail conjoint, il y avait l'égalité pour les deux partis. Avec un seul énumérateur, seul le gouvernement a accès aux listes et, pour vérifier ces dernières, l'opposition, avec des revenus précaires, devra payer autant que pour la confection, soit \$5,000 à \$6,000 par comté. Ainsi l'opposition, pour vérifier l'honnêteté des listes, devra faire une énumération officieuse. Et les gens qui feront cette énumération officieuse n'auront aucun statut devant la loi, de sorte que les électeurs ne seront pas obligés de leur fournir les renseignements demandés.

2° Il (M. Marler) s'élève contre le fait que l'énumérateur, une fois son travail officiel terminé, peut agir comme agent électoral des candidats ministériels. C'est une injustice et un avantage indu pour le gouvernement, déclare-t-il.

3° Il (M. Marler) proteste contre le fait qu'on supprime le droit des candidats de se faire représenter par deux agents dans les bureaux de votation. Ce privilège, dit-il, remontait à 1875 et c'est une tradition qu'on brise. Les amendements apportés au bill ne diminuent en rien l'inégalité dont souffre l'opposition. En somme, le résultat de tous ces amendements, c'est de donner le contrôle absolu de la machine électorale au gouvernement.

4° Non content de tout cela, le gouvernement supprime tout recours aux tribunaux. Avant, un électeur privé injustement de son droit de vote pouvait s'adresser à la Cour supérieure pour faire

redresser son tort. La loi actuelle supprime tous les brefs de prérogative et les agents du gouvernement pourront commettre des actes illégaux sans qu'on ne puisse rien faire.

On parle des pénalités imposées par la loi. Mais cela ne compte pas pour l'homme qui n'a pas pu voter, à cause de l'action d'un agent officiel, de savoir qu'il peut le faire condamner à l'amende. Le mal sera fait.

Ce bill met l'opposition dans une situation d'infériorité, ce qui n'a jamais existé dans le passé. Je proteste de toutes mes forces contre ce projet de loi et la situation que l'on va créer ainsi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un homme public dont on vantait la valeur avait été battu à des élections. Il s'était suicidé en se tirant des phrases à travers la cervelle. C'est exactement le rôle de l'opposition depuis le début de la semaine quand l'on sait combien les séances de la Chambre sont coûteuses et que l'on connaît toutes les répétitions de l'opposition, qui nous a servi les mêmes arguties, les mêmes objections et les mêmes protestations au moins 40 fois. Pendant ce temps, c'est le peuple du Québec qui paie pour ce gaspillage de temps. Ce sont les prétendus amis de la démocratie qui plongent le peuple dans ce flot de paroles. L'opposition me fait penser à la tour de Babel. C'est la confusion des langues et la contradiction. On assiste maintenant à la confusion des arguments. C'est à qui se contredirait le plus avec un collègue du côté de l'opposition.

Le débat a été amorcé par un homme poli et courtois, le député de Verdun, qui a prétendu que le bill vise à la mort de l'opposition et au maintien du gouvernement au pouvoir. D'autres députés ont dit que le peuple se servirait de la loi pour battre le gouvernement. Comment peut-on concilier des arguments aussi contradictoires?

Et avec cela, on agrmente le débat de paroles peu aimables pour le parrain du bill. On n'aime pas le premier ministre, du côté de l'opposition, et on s'est ingénié à être pour lui aussi désagréable que possible⁶.

L'opposition n'a pas le talent d'apprendre. Elle a justement été battue, aux dernières élections, pour ses excès de langage et ses exagérations. Nous sommes en démocratie et il faut, tout en différant d'opinion, respecter l'autorité. Les vrais amis de la démocratie ne sont pas ceux qui crient. Il ne faut pas fournir à certaines personnes qui ne nous aiment pas, dans d'autres provinces, des arguments, laisser croire que notre population est portée au parjure, à la

négligence. On a même dit qu'avec cette loi, si mauvaise, un candidat sérieux ne se présenterait pas contre le gouvernement. Quel triste aveu de la part de l'opposition! Quelle sorte de candidats l'opposition aura-t-elle donc aux prochaines élections?

L'opposition a la mémoire courte. Sous les libéraux, on ne donnait que 17 jours pour faire l'élection; aujourd'hui, nous donnons 53 jours. Autrefois, il n'y avait pas de bureau de révision sur lequel l'Union nationale était représentée. Les listes étaient préparées par des partisans, des cabaleurs politiques qui les falsifiaient jusqu'à scandaliser l'évêque protestant Farthing.

Il (l'honorable M. Duplessis) s'étonne que le chef de l'opposition (M. Marler) ait dit que la loi fait perdre des droits qui n'ont jamais été enlevés, qu'aucune loi ne va aussi loin que la présente loi.

Le chef de l'opposition a dit qu'on enlevait aux élections des droits de toujours. Est-ce que le chef de l'opposition ne se rappelle pas les bulletins sans talons et sans numéros, les bulletins fabriqués dans l'unique but de faciliter la supposition des personnes et de priver les électeurs honnêtes de leur droit de vote? Il ne se rappelle pas que les bulletins de vote de ses amis étaient tels que les organisateurs libéraux pouvaient s'en servir plusieurs fois et voler les élections comme ils l'ont fait. Est-ce qu'il ne se rappelle pas que c'est l'Union nationale qui a donné pour la première fois un bulletin numéroté et filigrané, afin qu'il ne soit ni changé ni altéré?

On prétend que cette loi est plus mauvaise alors que l'opposition est représentée sur le bureau de révision et dans le "poll" par le greffier. Nous voulons faciliter l'énumération et la révision. Je dis à l'opposition: Faites disparaître les stigmates de ces falsifications qui favorisaient la fraude. Présentez-vous les mains nettes et ensuite vous pourrez parler et vous poser en défenseurs de la démocratie et de la liberté.

On nous a reproché toutes sortes de choses. Presque tout est mauvais. À la fin, il n'y avait plus que quelques objections. Comment se fait-il que cette grande rivière est devenue à la fin un petit ruisseau sinueux et serpentant?

J'ai été élu pendant 25 ans, malgré les bulletins sans talons et sans les numéros et dans une situation terrible. Nous avons été élus, nous avons amélioré la loi et nous l'améliorerons sans cesse. Tout a été mis en œuvre pour simplifier et améliorer la loi. On nous fait le reproche de faire disparaître des articles qui datent de 1875, et on nous reproche d'apporter des améliorations à la loi. Un énumérateur, c'est assez quand il est sous serment.

Personne ne va prétendre que deux hommes qui ne pensent pas la même chose vont pouvoir avancer dans leur travail aussi vite qu'un seul homme compétent. L'amendement est apporté en 1953 parce que les élections de 1952 ont montré son importance. Toute loi est perfectible et, si la mesure ne donne pas les bons effets attendus, le gouvernement la changera.

À la dernière élection, la confection des listes électorales dans Saint-Jacques a été retardée de trois jours, et cela a causé un tort considérable qui nécessitait un changement. On ne l'a pas fait avant parce que personne ne s'était ingénié à empêcher l'énumération.

C'est comique d'entendre les gens de l'opposition lancer des appels à la démocratie. On pourrait leur répéter en la modifiant cette parole qu'un célèbre homme d'État américain: "O démocratie! Que de crimes on commet en ton nom." Nous améliorons cette loi et nous l'améliorerons encore lorsque ce sera nécessaire. Nous améliorons les lois. C'est pour cela que nous sommes au pouvoir depuis 1944 et que l'opposition reste là parce qu'elle ne sait pas retenir sa langue.

L'opposition proteste parce que l'énumérateur, quand il aura terminé son travail, pourra entreprendre un autre travail: il sera libéré. On voudrait lui fermer la bouche, l'enchaîner. Et ces gens parlent de liberté. Le système d'énumérateur unique existait déjà dans les campagnes. Cela marchait bien; on n'a pas eu de critique. On nous répond que ce n'est pas la même chose. Les gens de la campagne sont des gens comme les autres. Et le travail est plus facile dans les villes où les maisons sont entassées les unes sur les autres, tandis qu'à la campagne les maisons sont éloignées et qu'il faut parfois parcourir des distances considérables.

Ce n'est pas la loi du gouvernement ni la loi de l'opposition. C'est la loi du peuple. Personne n'a parlé des droits du gouvernement, bien que le peuple nous ait choisis de préférence à l'opposition pour administrer la province. Notre façon à nous de comprendre la démocratie, c'est de protéger les droits du peuple, en éliminant les obstacles qui pourraient l'empêcher de voter. C'est pour cela que nous éliminons la possibilité que le scrutin soit empêché par des brefs de prérogative. Ces procédures ont pour objet de protéger la liberté, non de l'étouffer. Ce sont les droits de l'électeur que nous protégeons.

Les gens de l'opposition sont tellement fiers de leurs droits qu'ils ne se plaignent que de la perte de ceux-ci. Si le peuple nous a élus, c'est pour que nous menions. Ce n'est pas l'opposition qui va

mener. On les entend se lamenter. Jérémie n'a jamais autant gémi. Avec notre loi, nous avons soin de l'électeur en temps électoral. Nous prenons les dispositions pour que le vote honnête ne soit pas annulé par le vote malhonnête. Les gens d'en face nous disent: Si le gouvernement ne protège pas l'opposition, qu'est-ce qu'on va faire?

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Des farces!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On nous reproche de supprimer les brefs de prérogatives. Un bref de prérogative? Qu'est-ce que c'est? En deux mots, on s'adresse aux tribunaux pour empêcher le vote de se faire. Quand on aime le peuple comme le gouvernement de l'Union nationale, on prend des mesures pour empêcher d'agir ceux qui veulent retarder les élections ou gêner la confection de la liste électorale. On ne peut se servir de la liberté pour la tuer; on ne peut se servir de la démocratie pour la tuer.

Nous avons fait certains amendements au bill. L'Union nationale n'est pas entêtée. Quand une suggestion a du bon sens, l'Union nationale la prend. Nous avons fait des amendements très généreux et plus nombreux qu'il n'était nécessaire. Personne plus que celui qui parle n'a autant fait pour consacrer l'exercice du droit de vote qui est l'élément essentiel de la démocratie. Il y en a qui parlent de raisonnements enfantins. Mais ce n'est pas la voix d'enfants de chœur que nous entendons. Peu nous importe d'ailleurs ce qu'ils disent.

Ce que nous voulons, c'est que notre loi soit conforme aux saines traditions du Québec et propre à assurer les progrès de notre démocratie. Cette loi s'avèrera tellement bonne que l'opposition, si elle en est capable, en rougira de honte⁷.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Chartier, Cloutier, Côté, Dallaire, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Hébert, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 41.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde,

Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 34 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À partir de lundi, le 9 février, l'Assemblée législative tiendra deux séances par jour, tous les jours de la semaine, excepté le samedi et le dimanche. La première aura lieu de 11 heures à 1 heure, et la deuxième de 3 heures à 6 heures, avec un ajournement à 8 heures jusqu'à 11 heures du soir.

À Ottawa, on siège le lundi durant toute la session. Il (l'honorable M. Duplessis) demande au chef de l'opposition si les libéraux aimeraient prendre congé le lundi ou le samedi.

M. Marler (Wesmount-Saint-Georges) opte pour le samedi.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. D'autres amendements ont été apportés à cet article qui modifie les articles 59 à 80 de la loi électorale de Québec.

2. C'est *The Montreal Star* du 30 janvier 1953, à la page 2, qui nous indique que le comité a adopté l'article 15 du projet de loi avant d'ajourner.

3. Le *Montréal-Matin* du 31 janvier 1953, à la page 5, signale que M. Dostaler O'Leary est le "président actuel de la Galerie de la presse".

4. Il est 5 h 30, lorsque le comité termine l'étude détaillée du projet de loi, selon le *Montréal-Matin* du 31 janvier 1953, à la page 20; *La Presse* du même jour, à la page 23, écrit qu'il est 5 h 15.

5. Plusieurs autres amendements, autres que ceux que nous mentionnons ont été apportés au projet loi. Les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet. Pour prendre connaissance des amendements discutés, il s'agit de référer à la copie étudiée en comité plénier et initialement par le président dudit comité, M. Maurice Tellier, député de Montcalm.

6. Le *Montréal-Matin* du 31 janvier 1953, à la page 2, identifie le député en question comme étant M. Yvon Dupuis et écrit ceci: "Effectivement, un député libéral, M. Yvon Dupuis, de Sainte-Marie, avait été obligé à quatre reprises, dans son discours, de retirer des paroles jugées non parlementaires et s'était attaqué violemment au premier ministre lui-même."

7. Il est "11 heures moins quart" lorsque M. Duplessis termine son discours, selon le *Montréal-Matin* du 31 janvier 1953, à la page 2.

Séance du mardi 3 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 137 modifiant la charte de la cité de Québec.

Projets de loi:

Charte de la cité de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition de M. Jacques Chalouh, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Chalouh, est

régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition, mais que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers.

En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Jacques Chalouh

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Hébert), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 217 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Jacques Chalouh à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 217 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Jacques Chalouh à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La modification permet de nommer une personne pour signer à la place du lieutenant-gouverneur tout document qu'il est autorisé à signer en vertu de cette loi. Les compagnies obtiennent des pouvoirs additionnels pour la poursuite de leurs objets corporatifs, sans qu'il ne soit nécessaire d'énoncer ces pouvoirs dans leurs lettres patentes. Une compagnie régie par la loi des compagnies de Québec est soumise aux obligations et restrictions et possède les droits et privilèges que stipule le Code civil à l'égard des corporations, sous réserve des dispositions particulières de ladite loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Tribunaux de Roberval

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 concernant la juridiction des tribunaux du district de Roberval soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Autrefois, il y a eu une conspiration des chemins de fer contre la région de Chibougamau. Ils n'ont pas voulu s'intéresser à Chibougamau. On affirmait alors qu'il n'y avait pas de richesses minières à cet endroit. Mais le gouvernement de l'Union nationale a construit au coût de \$4,000,000, une route de 125 milles qui relie Saint-Félicien à Chibougamau et qui remplace le chemin d'hiver aménagé dans le temps où l'honorable trésorier (M. Gagnon) était ministre des Mines.

Celui-ci a ouvert cette région à la prospection, avec le résultat qu'on a découvert là des richesses dont on ne soupçonnait pas l'existence. Cette région est le théâtre de découvertes sensationnelles et d'une activité extraordinaire. Avec cette activité, surgissent des difficultés légales sur lesquelles Amos seul avait juridiction.

À cause de la route, il peut être plus commode d'aller plaider à Roberval les litiges s'élevant à Chibougamau. Le député de Roberval (M. Marcotte) a suggéré que le district de Roberval ait juridiction concurrente et le gouvernement a accepté.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Marcotte (Roberval) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 228 sans l'amender.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux de la province, salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Un commissaire anglais du commerce est venu récemment au Canada dans le but d'acheter en particulier du fromage, peut-être pour \$1,000,000 ou \$2,000,000. On a vu aussitôt l'Ontario Cheese Board entrer en relations avec ce visiteur pour tenter de placer du fromage ontarien. Il (M. Marler) demande si le ministère provincial du Commerce fait du travail dans ce sens et si le gouvernement songe à rétablir le poste d'agent général de la province à Londres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les conditions européennes sont difficiles. L'argent est gelé. La Suisse, par exemple, est le banquier de l'Europe, à cause de sa neutralité. Avant la guerre, la Suisse ne pensait pas beaucoup au Canada. Mais aujourd'hui, elle fait quelques placements fort importants chez nous.

Au sujet du fromage... on sait que les contrats pour la vente du blé n'ont pas donné satisfaction. La Grande-Bretagne a tendance à acheter son blé de la Russie, sa viande de l'Argentine et ses produits laitiers du Danemark. Là-dessus, nous n'avons aucun pouvoir. Si on demande d'autres agences à l'étranger, je suis contre cela. Ça ne rapporterait rien.

Plusieurs industries se sont établies dans la province de Québec. Une importante industrie suisse s'est fixée à Saint-Jean. Le ministre du Commerce et de l'Industrie est trop modeste pour en parler. Mais, non seulement il a pu obtenir cette industrie, mais, grâce à la collaboration du ministre de la Jeunesse et du Bien-être social, il a obtenu que des professeurs suisses viennent former nos jeunes gens afin de pouvoir travailler à ces industries.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il n'avait pas abordé la question des agents à l'étranger, mais celle de la vente possible de notre fromage par l'entremise du ministère du Commerce.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ce représentant anglais est venu à Québec comme en Ontario et nous avons mis nos services à sa disposition. Le problème a été étudié.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Avons-nous un personnel spécial pour la vente des produits agricoles?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Non, ça relève du ministère de l'Agriculture.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans quelle mesure pouvons-nous accomplir un travail équivalent à celui de l'Ontario Cheese Board?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Nos services sont à la disposition de tous les autres ministères: Pêcheries et Agriculture. C'est ainsi que nous avons aidé à disposer des bleuets, de l'anguille, etc.

À New York, M. Chartier a charge de la distribution, non seulement aux États-Unis mais en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je vois qu'on n'a pas dépensé l'argent qui avait été approprié pour les Indes Occidentales.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ce secteur est maintenant desservi par New York.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): M. Messier, à Ottawa, a-t-il bénéficié d'une augmentation de salaire?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il reçoit \$8,000 de salaire et \$3,500 de frais de représentation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il représente les Simard à Ottawa... comme le député de Richelieu (M. Cournoyer) d'ailleurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je regrette que ce dernier ne soit pas en Chambre pour expliquer son cas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province, salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): L'inventaire des ressources naturelles se poursuit dans la province, et 81 comtés sur 92 ont été classés, après un long travail de la part des enquêteurs. Mais Montréal, qui est subdivisée en 13 comtés, ne compte en réalité que pour un comté, de même que Québec qui en possède cinq. L'inventaire est terminé dans les grands comtés. Le travail qui reste à faire ne sera pas dispendieux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le budget prévoit \$340,000 à distribuer en octrois et subventions pour 1953-1954, alors que, l'an dernier, on n'avait voté que \$200,000 pour la même fin. Cela est dû à l'augmentation des crédits prévus pour aider l'industrie et le commerce.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Accorder des octrois de \$1,000 et \$2,000 à des établissements industriels, cela peut comporter des

avantages, mais quelles règles suit le ministère pour accorder ces octrois?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il n'est pas une demande justifiable d'aide qui ait été refusée jusqu'ici. Règle générale, nous n'aidons pas les établissements industriels considérables. Nous n'accordons jamais d'octrois de plus de \$3,500 à \$4,000. Il y a peut-être deux ou trois exceptions. Pour les accorder, nous tenons compte du bilan, du chiffre d'affaires des entreprises, du nombre d'employés pour voir quelles garanties elles offrent.

Pour obtenir un octroi, une entreprise doit être dans une très mauvaise situation financière, avoir épuisé tout son crédit à la banque. Il suffit parfois alors d'acheter une nouvelle machine pour la renflouer. Les demandes sont examinées par un comité de cinq membres, parmi lesquels figurent un gérant de banque et des hommes d'affaires expérimentés qui font ensuite rapport au ministère.

Dans certains cas, le ministère est obligé de répondre par un refus aux demandes; c'est quand il faudrait une trop grosse mise de fonds. Depuis 1945, il n'y a eu qu'un ou deux cas seulement où les octrois ont dépassé \$3,500 ou \$4,000. Notre politique vise avant tout à aider la petite industrie, et j'estime que jusqu'ici elle s'est révélée extrêmement efficace, salvatrice même.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les octrois sont-ils sans condition?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Nous achetons la machinerie nous-mêmes. Cela peut coûter \$500, \$700. Et nous prêtons jusqu'à ce que le succès soit assuré.

L'aide du ministère s'exerce parfois d'une autre manière en prêtant des techniciens pendant un ou deux mois, afin de déterminer la cause de la crise traversée par les entreprises.

M. Bélanger (Lévis): Je vois dans les *Comptes publics* un octroi de \$2,500 à une Chambre de commerce de Saint-Jean, alors que les autres octrois, pour fins similaires, ne sont que de \$500?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ça dépend de bien des choses, comme de l'organisation d'un congrès important; nous donnons plus pour un congrès provincial ou régional.

M. Bélanger (Lévis): En Beauce, à un congrès très important, ils n'ont eu que \$200.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est le montant qu'ils ont demandé.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Depuis quatre ans, sur \$23,500 d'octrois aux Chambres de commerce, celles de Saint-Jean en ont eu pour \$7,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La ville de Saint-Jean est l'une des plus progressives du pays et un centre industriel qui a doublé sa capacité d'emploi.

Je désire aussi signaler que le ministre (l'honorable M. Beaulieu) n'a rien eu personnellement à faire avec ces octrois, qui ont été accordés à ma demande expresse.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous ne mettons pas en doute la parole du ministre, mais nous voulons savoir où va l'argent, comment on l'emploie et comment on le distribue.

M. Lafrance (Richmond): Je vois dans les *Comptes publics* qu'on a donné \$500 aux industries J.-G. Nadeau, dans mon comté. Cette compagnie n'existe plus depuis au-delà d'un an.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Vous avez les *Comptes publics* d'il y a deux ans.

Les membres du comité discutent d'un item qui prévoit cette année \$15,000 au lieu de \$7,000 pour l'éducation hôtelière et la revue de l'hôtellerie.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) explique que les demandes de personnes qui veulent suivre les cours sont nombreuses. Et les frais sont plus élevés, dit-il.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est \$100,000 de moins que l'an dernier. Il s'agit de remplacer les vieux seaux par des seaux neufs en aluminium, pour que le sucre d'érable ait la pureté qu'exigent les autorités des États-Unis.

C'est depuis 1937, à l'époque où M. Bilodeau était ministre de l'Industrie et du Commerce, que cette aide existe. Les seaux sont payés à raison d'un tiers par Ottawa, un tiers par Québec et un tiers par les cultivateurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les achats s'élèvent à plus de \$600,000 par an. Y a-t-il chaque année de nouvelles soumissions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'industrie belge L'Hoir, spécialisée dans la fabrication de ces seaux, qui les livre. M. L'Hoir est un pionnier dans l'industrie des seaux en aluminium. C'est un belge qui s'est affirmé comme un homme d'initiative et de compétence. Il est venu s'établir à Lévis, vers 1937. Pendant la guerre, il a dû surmonter de nombreuses difficultés. Il faut tenir compte de cela. D'ailleurs, les prix sont révisés chaque année par un comité international. Personne, dans le domaine qui nous intéresse, n'a encore fait mieux que M. L'Hoir.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): M. L'Hoir est recommandé par l'honorable C. Vaillancourt, un libéral. Des prix ont été demandés à d'autres fabricants et on n'a pas jugé à propos de changer de fournisseur. Les autres industries de la province ne peuvent en fournir à un prix aussi avantageux. Le prix des seaux est ajusté chaque année par un comité au sein duquel sont représentés l'administration de Québec, l'administration d'Ottawa et les propriétaires d'érablières.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La demande des seaux semble décroissante.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Elle diminue. Depuis le début, 14,000,000 de seaux ont été échangés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Cinquante mille dollars, comme l'an dernier. Nous organisons des expositions et facilitons l'exposition des artisans et des petits industriels qui autrement

n'auraient pas la chance de faire connaître leur marchandise.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le montant est resté à peu près le même depuis deux ans. Les salaires n'ont pas dû être augmentés considérablement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le service civil intérieur compte 264 employés, soit moins qu'il y a quelques années. Une trentaine d'employés, dont les services n'étaient pas nécessaires - nous aurions pu nous dispenser d'eux depuis quelques années - ont quitté le département ou ont été mis à leur retraite ou sont morts. Ils n'ont pas été remplacés et leurs salaires ont été distribués aux autres employés; La plupart des employés ont eu une augmentation d'au moins \$200. Parmi ceux qui sont partis, il y avait beaucoup de gens âgés, plus ou moins malades. Ce n'est pas un hôpital que nous avons, dit le ministre. C'est beau d'être bon garçon, mais on ne peut pas administrer un département avec des gens malades.

L'âge, en lui-même, n'est pas un défaut. J'ai un employé qui est âgé de 86 ans, M. P.-R. Plamondon. Il était au département avant que je ne sois au monde. Mais il est toujours au bureau. J'appelle à 8 h 15 du matin et il est là. J'ai besoin de lui à 6 h 15 du soir et il est encore là. C'est un employé très précieux que nous tenons à garder.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est comme l'opposition, une relique.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si je dois demeurer 86 ans dans l'opposition, j'arriverai tous les matins à 8 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand les hommes mariés arrivent tôt le matin au travail, ça veut dire que leurs femmes sont "tannées" d'eux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce un autre domaine où le premier ministre est expert? Il s'informe des deux jeunes filles gagnant \$1,200.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Elles sont parties.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Elles ont sans doute crevé de faim.

M. Dupré (Verchères): Si l'on considère les salaires payés par le gouvernement, il n'y a pas lieu d'être surpris que certains employés arrivent tard le matin. Beaucoup sont obligés de travailler le soir pour faire vivre leur famille. Il (M. Dupré) cite le cas d'un employé qui demandait une augmentation de salaire et à qui son patron aurait dit: Fais comme moi, trouve-toi un "side line", car des augmentations, il n'y a pas moyen d'en avoir ici. On devrait, poursuit-il, donner aux bons employés le salaire qu'ils méritent et exiger qu'ils travaillent uniquement pour le gouvernement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il signale le cas d'un employé à \$1,600.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Mais il recevait \$900 des libéraux. Mon département garde, même si ça ne doit pas devenir un hôpital, des personnes dont on pourrait se dispenser; quand ils partent, on ne les remplace pas.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je sais que le ministre est humain et a bon cœur. Mais il semble que les employés civils devraient recevoir un traitement convenable. Des augmentations de \$60, \$100, ou \$150 ne sont pas un encouragement quand on considère la hausse du coût de la vie. Je ne puis concevoir qu'un homme puisse vivre convenablement aujourd'hui avec \$1,300 ou \$1,400 par année. S'il faut pour cela se dispenser des personnes non nécessaires, qu'on prenne le taureau par les cornes. De la sorte, on aura de meilleurs employés et des employés plus encouragés. En outre, à l'heure actuelle, pour joindre les deux bouts, des employés civils doivent avoir des "side lines", travailler le jour et le soir; évidemment, ça diminue leur rendement comme employés civils. En outre, ces gens vont faire du travail qui irait normalement à d'autres, des comptables, des employés de magasin, d'aréna, etc.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ils ont le droit d'y aller s'ils veulent. À l'aréna, c'est pour assister au hockey pour rien en servant de placiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont des gens très actifs, ils trouvent que 6 à 8 heures par jour de travail, ça n'est pas assez.

Mais il y en a qui ne veulent pas travailler ici. Nous en avons engagés pour la session. Quand ils ont vu l'opposition répéter les mêmes choses 25 fois en Chambre, ils n'ont pu subir ça et ils sont partis.

Le débat se poursuit pendant quelque temps.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'an dernier, il y a eu 20 % de moins de coupe de bois, ce qui a réduit le personnel saisonnier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant la dernière campagne électorale, dit-il, l'organisation libérale a publié une annonce dont l'infamie égalait la canaillerie. On a prétendu que le ministre des Terres et Forêts, le ministre des Mines, le député de Frontenac et moi-même avions été mêlés à une transaction, soit un échange de lots, qui aurait fait des millionnaires en sept jours. C'est une fausseté, une infamie, et je demande à l'opposition de répéter ces accusations en face de nous aujourd'hui ou de se rétracter.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Personnellement, je n'ai pris connaissance de cette annonce qu'après la campagne électorale. À considérer les chiffres mentionnés dans l'annonce, l'expression "millionnaires en sept jours" pouvait paraître justifiée. Mais personnellement, je ne crois pas que \$200 l'acre soit justifié; je crois personnellement que c'est exagéré, bien que plusieurs autres personnes aient trouvé cela normal. Je crois que ceux qui ont lu l'annonce et qui connaissaient la valeur des terrains concédés ont dû réaliser que le chiffre de \$200 l'acre n'était pas justifié et n'était pas justifiable. Et je ne donne donc que mon opinion personnelle.

Mais il reste que si le gouvernement prend des terres déboisées et donne en échange une étendue deux fois plus considérable de terres boisées, c'est là une transaction qui justifie les critiques et qui n'est pas à l'avantage du gouvernement ni des contribuables. Il y a, dans le budget du ministère de la Colonisation,

des crédits pour l'achat de terres qui peuvent être mises à la disposition des colons, mais rien ne justifie le ministère des Terres et Forêts de reprendre des lots pillés, surtout en donnant en échange une quantité double de lots boisés.

Dans le cas des Morin, ces messieurs avaient acheté, en 1947, des lots qu'ils avaient payés \$100,000. Sur ces lots, ils ont vendu des droits de coupe pour \$40,000 et \$30,000; ils ont peut-être également coupé du bois eux-mêmes. Mais cette propriété leur coûtait donc \$30,000 au maximum, soit \$7 l'acre. Et pour avoir vendu des droits de coupe \$70,000, ça valait au moins \$20 l'acre, rien que pour la coupe. Par la suite, en échange des lots pillés, ils ont obtenu presque le double de terres boisées.

On me dira peut-être que des transactions identiques se sont faites dans le passé, alors que le territoire échangé était double, voire triple. Je ne connais pas les circonstances qui ont entouré ces actes des gouvernements antérieurs. Mais je sais que ces gouvernements ont été jugés par le peuple et, quant à moi, c'est une question réglée.

Je sais que les MM. Morin ont obtenu, en échange de lots qui ne leur coûtaient pas plus de \$30,000, à peu près 8,000 acres de lots boisés, ce qui fait à peine \$4 l'acre. J'ai beaucoup d'estime pour le ministre des Terres et Forêts, mais je dois dire que de telles transactions ne sont pas à l'avantage des contribuables.

On parlera de colonisation. Je dirai que le ministère de la Colonisation a des fonds spéciaux pour acheter des lots et qu'on n'a aucune raison de faire des échanges tels que ceux que je viens de mentionner. Maintenant, à propos des annonces, c'est une question d'appréciation de la valeur des terrains échangés. Mais, indépendamment de ça, je crois que le fait de donner 4,000 acres de terrain où le bois a été coupé en échange de deux fois plus de terres boisées, ce n'est pas à l'avantage du contribuable.

Je veux faire abstraction de la personnalité du ministre. Je connais très bien le ministre des Terres et Forêts, et loin de moi l'idée de mettre en doute son honneur et son intégrité. Mais c'est là une transaction que je ne puis pas approuver. Avec les Tessier, là encore on a échangé des bois pillés contre des terres boisées intactes. Il est vrai que, dans ce cas, les quantités ont été plus égales. Je ne puis approuver ça.

Si on a besoin de lots pour les colons, qu'on achète ces lots avec les crédits votés à cette fin, qu'on exproprie même si nécessaire. Mais qu'on ne fasse pas deux transactions connexes. Je trouve personnellement que le chiffre de \$200 l'acre est

exagéré et je ne sais pas du tout quelles sont les sommes qui peuvent être en jeu. Mais j'espère que le gouvernement ne fera jamais d'autres transactions de ce genre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai trouvé ça souverainement écœurant, méprisables, odieux, salaud et vil. Porter des accusations contre la quintessence de l'honnêteté, le ministre des Terres et Forêts! Contre celui qui parle et les deux autres ministres!

Le chef de l'opposition admet que la valeur de \$200 l'acre mentionnée dans l'annonce est exagérée. Le fondement de cette campagne trouble, insidieuse, qu'on a menée contre l'Union nationale, se trouve à tomber par le fait même et confond ses auteurs. Un parti doit être rendu à bout pour avoir recours à des procédés aussi méprisables. Ce que j'ai trouvé souverainement écœurant et méprisables, ça a été de voir, au-dessus de l'expression "millionnaires en sept jours", les noms de Duplessis, Bourque, French et Tardif.

Si on a des accusations formelles à porter, qu'on le fasse. Sinon, qu'on fasse une rétractation, comme les journaux. Quand on pense qu'on ne peut porter la moindre accusation contre l'ancien député de Frontenac, ni contre le ministre des Mines, ni contre celui qui parle, je trouve ça sale. Je donne à l'opposition l'occasion de le nier. Je vais m'asseoir. Personne ne peut nier que le ministre des Terres et Forêts soit la quintessence de l'honnêteté. Est-ce que l'opposition peut nier ça? Je m'assois et j'attends sa réponse.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'ai déjà dit que je n'avais pas entendu ce qui a été dit à cet effet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit que le ministre des Terres et Forêts était la quintessence de l'honnêteté. Je vais m'asseoir et je demande à l'opposition de dire le contraire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'ai dit nettement au cours de mes remarques que je ne mettais pas en doute son intégrité personnelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on veut mettre en doute l'honnêteté du ministre des Mines, qu'on le fasse.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Je n'ai pas de certificat de compétence à décerner, mais je n'ai jamais dit que c'était un malhonnête homme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a rien à dire contre le ministre des Mines, et contre le député de Frontenac? Je m'assois et j'attends une réponse.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai aucune objection à dire la même chose du ministre des Mines et de l'ancien député de Frontenac.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition peut-elle dire que celui qui parle n'est pas honnête?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il ne s'agit pas de décerner des certificats d'honnêteté et de compétence à tout le monde, mais je connais assez bien le premier ministre pour ne pas dire qu'il n'est pas un honnête homme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Maintenant, allons au fond des choses pour confondre les calomniateurs. Tout gouvernement a le droit d'échanger des terres pour la colonisation.

C'est à la demande des autorités religieuses de Sherbrooke que la propriété des Morin a été achetée pour prolonger les paroisses voisines. Leur opinion était qu'il était plus avantageux d'établir des colons dans le voisinage des paroisses déjà existantes, près de l'église et de l'organisation municipale et scolaire.

Il y a là une valeur et des avantages immenses pour les colons. On a dit que les frères Morin avaient coupé du bois pour \$70,000 et que le terrain dénudé fut ensuite échangé. Mais lorsque l'échange fut conclu, le moulin était là avec tous ses accessoires, et le défrichement était fait. Il ne s'agissait pas de placer des hommes de chantier, mais des colons près de leur paroisse.

Il (l'honorable M. Duplessis) insiste sur les avantages de coloniser en prolongeant les paroisses existantes et déclare que c'était le devoir de la province de donner aux Morin un prix raisonnable. Le gouvernement ne pouvait faire d'échange qu'avec les frères Morin, pourvu que les conditions fussent raisonnables.

Avant la transaction faite avec les frères Morin, il y eut deux ou trois transactions du genre, sous les régimes libéraux. Autrefois, on donnait deux à trois fois la valeur du terrain quand il était question d'échange. On prenait une acre dénudée et on donnait deux à trois acres de bonne terre boisée, avec la propriété du sol. Quant à nous, nous avons eu la propriété absolue sur la propriété des Morin et nous

avons gardé le sol, les droits de coupe et le sous-sol avec toutes ses richesses minières. C'est l'une des meilleures transactions qui ne se soient jamais faites.

Nous pourrions citer des exemples. À la veille des élections, en 1935, M. Chubby Power, avocat de la Brompton Pulp et avocat du Parti libéral, a négocié l'échange de terrains dénudés pour de belles terres boisées, sur la Côte-Nord, à raison d'une acre pour trois. Ça, c'est un scandale. J'ai vu les contrats.

Jamais l'Union nationale n'a fait un échange sans garder la propriété du sol. Jamais le gouvernement de l'Union nationale n'a fait d'échange pour des propriétés en forêt qu'on voulait vendre. Avons-nous droit d'exproprier? C'est douteux. On a toujours procédé par échange.

L'opposition a agi de façon odieuse en insinuant que des ministres du cabinet avaient participé à une transaction qui aurait fait des millionnaires en sept jours. Je dis que ce fut l'une des meilleures transactions faites à date. Je suis heureux que le chef de l'opposition m'ait donné l'occasion de rétablir les faits aujourd'hui et de dire que la transaction qu'on nous reproche a été faite dans l'intérêt de la province. Il en est fier, conclut-il.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il ne partage pas l'opinion du premier ministre. Rien ne sert, dit-il, d'avoir la propriété du sol si le concessionnaire a droit de couper le bois pendant 30 ans, sans droits de coupe à payer. Au point de vue pratique, il n'y a pas de différence, car il ne reste rien sur les lots. Y a-t-il eu de la colonisation sur les lots des Morin? D'après mes renseignements, il n'y a pas eu de colonisation à cet endroit.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le chef de l'opposition a probablement pris ses renseignements de ceux qui ont publié le pamphlet. Les lots, dit-il, ont été achetés en 1936, à Saint-Mathias, par les Morin. Mgr Desranleau est allé les voir et leur a dit qu'il voulait garder ces lots pour la colonisation. En 1950, M. le chanoine Malouin est venu au parlement et nous a déclaré que c'était le désir de Mgr Desranleau que les lots en question soient gardés pour la colonisation.

Le chef de l'opposition a reçu des informations fausses. Les lots ne sont pas dénudés comme on l'a dit. On y trouve plus de bois, dit-il, qu'en 1939. M. Bourque déclare que la Canada Paper exploite des concessions à Stoke depuis 50 ans et qu'elle a plus de bois aujourd'hui sur son terrain qu'il y a 50 ans. C'est ça, dit-il, l'administration des forêts.

Les frères Morin ont donné 4,000 acres pour environ 7,500, mais ils n'ont pas droit de faire de l'exportation et leur coupe est limitée à 30. En exploitant ces lots de façon rationnelle comme la Canada Paper l'a fait à Stoke, les frères Morin auront plus de bois sur leurs lots, malgré la coupe annuelle.

Les frères Morin ont donné également au gouvernement un moulin à bois et les chemins qu'ils ont faits pour l'exploitation de la forêt sur ces lots.

Les annonces des libéraux sur les millionnaires évaluaient le terrain cédé aux Morin à \$200 l'acre. C'est ridicule. Sinon nos forêts vaudraient \$38,400,000,000.

Il (l'honorable M. Bourque) dénonce des transactions faites sous le régime libéral et sous l'égide de M. Thomas Lapointe, ancien député de Wolfe, dans lesquels la Canada Paper était intéressée.

En 1935, la Brompton Pulp a échangé des lots pillés dans le comté de Wolfe, avec le gouvernement, pour des lots dans le nord de la province.

M. Lemieux (Wolfe): À mon avis, le ministre est mal renseigné, car c'est un homme nommé Vallières qui a échangé les lots pour les revendre ensuite à la Brompton Pulp.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est ce qui s'appelle jouer sur les mots. Que la transaction ait été faite entre celui-ci ou celui-là, il reste qu'on a échangé des lots dénudés pour des lots de grande valeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai vu les contrats, car cela m'intéressait beaucoup. J'affirme qu'en 1936 - c'était à la veille des élections - M. Chubby Power, avocat de la Brompton Pulp et trésorier du Parti libéral, a obtenu que l'on signe une transaction, par laquelle le gouvernement accordait pour chaque acre de terrain dénudé dans les Cantons-de-l'Est trois acres de nos plus riches forêts sur la Côte-Nord.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Un mot encore sur le pamphlet au sujet des millionnaires. Je répète qu'on a évalué le terrain à \$200 l'acre, ce qui est ridicule; à ce taux, nos forêts vaudraient au bas mot \$38,400,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre a mis en doute certaines de mes affirmations, mais les Morin ont reçu 7,000 acres de terre boisée en retour de ce qu'ils ont cédé. Je suis

opposé aux principes de l'échange des limites à bois. Il devrait y avoir deux transactions dans tous les cas. La colonisation est une chose et l'administration des terrains et forêts une autre. Y a-t-il des colons établis à cet endroit? Il (M. Marler) demande de nouveau s'il s'est fait de la colonisation sur les lots en question.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Douze à 13 colons sont déjà rendus et les autres seront là au printemps. Au maximum, on peut y installer une quarantaine de colons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On semble avoir oublié un aspect de ce problème. Autrefois, nos bois étaient exportés aux États-Unis. La province laissait utiliser les forêts pour procurer aux hommes de chantiers des salaires de famine et des conditions de travail inhumaines. Certains hommes politiques, tels les Bourassa, les Tellier, les Sauvé et autres, ont protesté contre le fait que nos forêts étaient utilisées à l'avantage des États-Unis. Ils ont réclamé une politique forestière vraiment canadienne.

C'est à la suite de ces protestations que l'embargo a été placé sur l'exportation du bois de pulpe. Et nous avons vu les moulins s'établir dans la province de Québec. Et nous avons vu également les salaires et les conditions de travail s'améliorer. Nos ouvriers n'ont plus retiré seulement les salaires de famine des bûcherons, mais tous les salaires de l'industrie du bois.

Cet embargo ne s'appliquait pas sur les terrains privés. L'exportation continuait. Quand nous avons pris le pouvoir, dit-il nous avons pris des mesures pour qu'aucun échange ne soit fait sans que la province ne garde la propriété du sol. Nous tentons le plus possible de reprendre ces terrains. Nous gardons la propriété du sol et défendons l'exportation. C'est une politique dont je suis fier.

La transaction contre laquelle se sont acharnés les libéraux est une des meilleures qu'un gouvernement puisse faire.

Il (l'honorable M. Duplessis) entend, dit-il, continuer sa politique de faire rentrer dans le domaine de la couronne les forêts appartenant aux particuliers, quitte à les rendre aux particuliers sous forme de concessions forestières. Ainsi la province est propriétaire du sol, peut réglementer l'exploitation et la rendre méthodique, et enfin défend l'exportation du bois pour qu'il soit travaillé au Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre n'a pas donné d'explications

satisfaisantes. J'admets qu'à un certain moment 75 % du bois coupé au Québec a été exporté aux États-Unis et qu'aujourd'hui environ 25 % est envoyé aux États-Unis, mais c'est Sir Lomer Gouin qui a établi l'embargo sur l'exportation du bois.

Je ne croyais pas que le gouvernement invoquerait les bonnes actions d'anciens gouvernements libéraux pour justifier ses actes. Je croyais qu'il aurait de meilleurs arguments.

L'étude de la résolution est suspendue.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 15

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

En comité:

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires du ministère des Terres et Forêts, plus précisément sur le crédit 8, qui se lit comme suit:

8. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En 1951, le gouvernement avait adopté une loi pour faciliter le rachat de certaines seigneuries. Est-ce que le gouvernement en a racheté une ou plusieurs depuis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous nous sommes heurtés à des problèmes assez difficiles dans ce domaine. Certains propriétaires de seigneuries demandent des prix exorbitants pour les vendre à la province ou exigeaient des concessions forestières pour les dédommager.

Avec la loi de 1951, nous avons surtout en vue la seigneurie Rioux et la seigneurie de Mille-Vaches. À Rimouski, il y a une usine qui utilise le bois et il n'y en a plus à proximité dans la région. À la demande des autorités religieuses et civiles de l'endroit, nous avons pensé à leur en fournir avec la seigneurie Rioux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En 1951, le gouvernement a fait voter une autre loi pour se faire autoriser à augmenter les limites à bois d'une douzaine de compagnies. Le ministre pourrait-il me dire ce qui s'est passé dans ce domaine?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Deux compagnies seulement ont reçu de nouvelles concessions: la Dominion Shuttle et la St. Raymond Paper.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Dominion Shuttle, à Lachute, a décidé d'agrandir son usine et de donner de l'ouvrage à 600 employés au lieu de 400. Pour son bois, elle devait dépendre de la Canadian International Paper. Cette situation n'était pas acceptable et nous lui avons concédé des limites raisonnables. Quant à la St. Raymond, c'est une usine située à Desbiens. Le moulin, faute de bois, allait fermer ses portes et toute la population aurait été en chômage.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À quel prix se sont vendues ces concessions?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Mille cent dollars pour la St. Raymond, et \$800 pour la Dominion Shuttle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le mille carré.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): concernant les salaires, déclare qu'un grand nombre d'employés touchent encore des salaires de \$1,800 et de \$2,000.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il s'agit probablement d'employés saisonniers comme les gardes-feu ou les mesureurs de bois. Il espère, dit-il, embaucher de 18 à 19 ingénieurs forestiers cette année.

M. Goulet (Témiscamingue): Il y a, dans mon comté, à Laniel, une compagnie qui possède un moulin et qui flotte son bois en direction de Pembroke, en Ontario, au lieu de la faire ouvrir dans la province. La population de Laniel se plaint avec raison de cette situation.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): S'agit-il de terre de la couronne?

M. Goulet (Témiscamingue): Oui.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Alors cette compagnie n'a jamais été autorisée à flotter son bois en dehors de la province?

M. Goulet (Témiscamingue): Le gérant de la compagnie m'a pourtant dit qu'il avait un permis à cet effet.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je donne ma parole que cela est faux. La compagnie n'a jamais eu pareille autorisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jusqu'à 1936, sous les gouvernements précédents, des compagnies ont obtenu des subsides pour la construction de chemins de fer, et ces subsides ont pris la forme de concessions forestières qu'on appelle "freeholds" ou "scripts". Ces "scripts" ont fait perdre des millions à la province. Et lorsqu'est venue la politique de l'embargo, il a été impossible de l'appliquer à ces concessions. C'est peut-être un de ces terrains qui fait l'objet de la discussion actuelle. L'Union nationale n'en a jamais accordé, pas même pour la construction du chemin de fer de l'Ungava de 360 milles de longueur.

Mon gouvernement étudie le problème de l'exportation du bois de Québec en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

Le comité aborde la question des permis spéciaux.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ces permis spéciaux sont un fléau et ne sont accordés que pour des raisons bien sérieuses. Il faut tout de même en accorder quand l'intérêt public l'exige. Toutefois, en vertu d'une politique que le ministère a instaurée, ces permis ne sont accordés que lorsque les postulants ont à leur disposition une scierie et qu'ils ont signé un contrat avec une compagnie qui prendra leur bois. On voit aussi à ce que les règlements s'appliquent rigoureusement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quelles sont les conditions pour obtenir un lot de la couronne?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il n'y a pas de conditions... il n'y en a pas qui en obtiennent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment expliquer alors le cas suivant: À Sainte-Flore, dans mon comté, il y avait cinq lots boisés appartenant à la couronne.

Tous les cultivateurs de la paroisse y faisaient leur bois. Ils ont appris un jour qu'un lot avait été concédé au maire de l'endroit, un à la fille du maire, âgée de sept ans, un au fils du maire, un à un organisateur politique et le cinquième au fils de cet organisateur.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le député doit être mal renseigné. Il peut arriver que le ministère vende des lots s'ils sont contigus à des habitations et offrent un danger pour le feu. Les gens dont le député parle ont peut-être obtenu des droits de coupe.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre pourrait-il vérifier ce dossier, celui de Laperrière et Vincent?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je le ferai dès demain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a peut-être eu des droits de coupe. Je connais la famille Vincent. C'est une famille honnête et patriote.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce sont des organisateurs politiques. Je crois qu'il y a injustice pour toute la population de Sainte-Flore dans cette affaire, car les cultivateurs doivent maintenant aller à 15 milles pour couper leur bois. La population l'a d'ailleurs exprimé aux élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces électeurs ont fait une coupe irrégulière et il est resté des déchets.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais m'expliquera-t-on comment le gouvernement peut passer des contrats avec des mineurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous en passons des contrats avec des mineurs... À Asbestos, par exemple. Ce sont des mineurs!

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faut être de l'Union nationale pour avoir des lots boisés!

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il n'y a pas de politique dans l'allocation des lots.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans Sainte-Flore, un organisateur de l'Union nationale a eu des lots

pour lui, sa fille et son garçon. On ne doit pas faire de politique avec les biens de la couronne.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je déclare publiquement qu'on ne fait pas de politique avec les biens de la couronne. Nous avons des règlements et nous les suivons. On traite tous les citoyens sur un pied d'égalité.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) attire ensuite l'attention du ministre (l'honorable M. Bourque) sur cette instabilité apparente qui a cours depuis quelques années dans la coupe du bois de pulpe. Il (M. Marler) parle de la production du papier journal et il demande si la production va continuer d'augmenter à l'allure où elle va.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette production augmente en effet tous les ans. Il a attiré, dit-il, l'attention des manufacturiers sur ce fait, mais ces gens s'imaginent que plus ils produisent, plus cela les paie.

Je les ai avertis plusieurs fois de ne pas augmenter la vitesse de leurs machines, car elles s'usent plus vite. Ils croient que cela les paie, mais quand les machines se brisent, ils doivent payer de coûteuses réparations.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): N'y aurait-il pas moyen de stabiliser la coupe du bois de pulpe? Les compagnies font de grandes provisions pendant un an puis, l'année suivante, ils diminuent considérablement leurs achats. C'est au détriment de l'économie de la province et des gens dont le gagne-pain est le travail en forêt: les cultivateurs, les colons et les travailleurs de la forêt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De façon générale, il y a une grande coopération entre le gouvernement et les compagnies de l'industrie papetière. L'industrie du papier est celle où la coopération avec le gouvernement est la plus nécessaire, parce que la matière première est le bois qui vient des terres de la couronne. Il n'y a pas de coopération comme il devrait y en avoir, mais c'est le petit nombre qui ne coopère pas.

Il (l'honorable M. Duplessis) affirme que lui-même et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) se tiennent toujours au courant de la situation afin d'éviter une surproduction de papier dans la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Comment se fait-il que certains employés saisonniers ont des frais de voyage de \$1,900, \$2,500 et même de \$3,000?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il s'agit d'inspecteurs qui sont constamment en forêt l'été et qui doivent parcourir jusqu'à 7,000 milles en auto en un mois. Ils doivent même prendre l'avion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Du temps des libéraux, c'étaient souvent des ingénieurs américains qui faisaient l'inventaire de nos forêts; sous l'Union nationale, ce sont toujours des ingénieurs du Québec; en outre, les ingénieurs ont été incorporés sous l'Union nationale, qui a également établi une école de génie forestier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)
s'étonne qu'on ne demande que \$995,000 pour la protection des forêts, alors que les trois dernières années, il a fallu \$1,500,000.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On a maintenant du matériel permanent pour la lutte contre les incendies et il n'est pas encore nécessaire de la renouveler. De plus, le public coopère davantage à la lutte contre les incendies de forêt.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service

forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

L'inventaire des forêts du Québec coûte en moyenne de \$25 à \$30 du mille carré.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ça fait des années que ça dure. Ça va se terminer bientôt?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Nous en avons pour 50 ans encore, à cause des immenses étendues qu'il faut couvrir. Le ministère des Terres et Forêts dépensera \$50,000 de plus l'année prochaine pour des arpentages pour fins minières. Ce sera surtout en Gaspésie, dans l'Ungava, dans la région de Chibougamau. Le travail d'arpentage est généralement confié par contrats à des arpenteurs. Dans le Grand Nord, plusieurs ayant chacun un contrat s'unissent parfois pour accomplir en commun le travail confié à chacun d'eux. Ils parviennent ainsi à réduire les frais généraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour établir la prétendue ligne qui sépare l'Ungava du Labrador, le travail coûterait \$1,000,000. Nous allons essayer de passer la facture à Joe Smallwood.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

14. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'entomologie (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Le bouleau malade disparaît de la province. Tout le bois franc est également malade. Le ministère fait des expériences pour combattre les insectes, notamment la tordeuse de bourgeons d'épinettes, par arrosage du haut des airs. Un essai, il y a deux ans, au nord de Mont-Laurier, a eu quelque succès, mais seulement temporaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars

soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des terres de la couronne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pépinière de Berthier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Quatre-vingt-dix à 100 employés travaillent à la pépinière de Berthier et nous avons là plus de 19,000,000 d'arbres. Nous avons en tout dans la province sept pépinières, sans compter 12 pépinières volantes qui toutes seront mises à contribution pour l'exécution du plus grand programme de reboisement qui ait encore été tracé.

Il annonce qu'à partir du printemps prochain, le reboisement se poursuivra à un rythme considérablement accéléré. Nous voulons planter 15,000,000 d'arbres, dit-il.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

18. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles des gardes-forestiers à Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

L'École des gardes forestiers de Duchesnay, la scierie-école et autres dépendances ont une évaluation de près de \$1,000,000. Et la valeur de remplacement atteindrait même \$2,000,000. Rien que la scierie école vaut \$500,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

19. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Le ministère ne dépense jamais les sommes votées pour les bourses. Les candidats manquent-ils?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Non. Le ministère accorde des bourses à qui lui en demande, mais les demandes de bourses se font généralement au ministère de la Jeunesse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Nous avons plus de 6,000 boursiers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides. Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Projets de loi:

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 modifiant la loi de l'instruction publique.
Adopté.

Notaires

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 concernant la profession de notaire.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pharmaciens

M. Marquis (Québec-Est) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 227 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Annexion à Saint-Félicien

M. Marcotte (Roverval) propose, du consentement unanime, que le bill 200 permettant à la ville de Saint-Félicien d'annexer une portion déterminée de territoire ayant été présenté en retard pour des causes qui ne dépendent pas de la pétitionnaire, les droits additionnels qu'elle a payés lui soient remboursés.
Adopté.

Dépôt de documents:

Construction de ponts dans le comté de Saguenay

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 janvier 1953, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date, pour l'exécution de travaux de voirie et de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 39)

Discours du budget

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que le ministre des Finances, l'honorable Onésime Gagnon, va prononcer son discours sur le budget jeudi après-midi. Il ajoute que le ministre des Finances a été retenu chez lui par une attaque d'influenza, mais il croit qu'il sera capable de prononcer son discours du budget jeudi.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée.

Séance du mercredi 4 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 204 concernant la Compagnie de Jésus.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 215 concernant La Mutuelle des employés de la Compagnie autobus & taxis limitée.

Projets de loi:

Compagnie de Jésus

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, de consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 concernant la Compagnie de Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 204 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Mutuelle des employés de la
Cie autobus & taxis ltée**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, de consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 215 concernant La Mutuelle des employés de la Compagnie autobus & taxis limitée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 215 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Alexandre Jarjour et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche.

Projets de loi:

**Église syrienne orthodoxe
apostolique d'Antioche**

M. Poulin (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Roy), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 207 constituant en corporation l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche.

Adopté.

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 constituant en corporation l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre tienne à l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, deux séances tous les jours de la semaine, sauf le samedi et le dimanche: la première, de onze heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, et la seconde, de trois heures de l'après-midi jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, avec suspension de six heures à huit heures du soir; et qu'à chacune de ces séances, l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les libéraux n'ont pas l'intention de s'opposer à cette motion et ils n'ont pas d'objection à siéger aussi longtemps qu'il est raisonnable. Il n'est pas question du côté de l'opposition de faire de l'obstruction sur les crédits. La motion ne fixe pas l'heure de l'ajournement. Nous espérons que le gouvernement n'a pas l'intention de tenir les députés plus tard que 11 heures, le soir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La session a été annoncée trois mois à l'avance. Trente lois ont été déposées dès l'ouverture de la Législature, et le gouvernement a accordé à l'opposition toute l'aide demandée, y compris un conseiller juridique. La session en est rendue à la période active et il faut maintenant mettre plus de diligence dans les travaux parlementaires.

Sous l'Union nationale, la Législature n'a pas été appelée à siéger après 11 heures, tandis que, sous les régimes libéraux, cela s'est produit souvent. Depuis le début de la session, nous avons siégé trois jours par semaine. Dans les autres Parlements, on siège tous les jours, sauf le dimanche. Il n'est pas question de priver l'opposition de ses droits et prérogatives, mais le Parlement n'est pas seulement un endroit pour parler. C'est aussi un endroit pour agir. Nous donnons à l'opposition toutes les facilités compatibles avec l'intérêt du peuple, mais les répétitions et les ré-répétitions qui font perdre le temps de la Chambre et font perdre des milliers de dollars à la province, ne sont pas dans l'intérêt du peuple. Nous voulons tout simplement prévenir les retards nuisibles. Ce n'est pas l'intention du gouvernement de siéger la nuit. On l'a déjà fait

siéger, dit-il, jadis, une fois de 8 heures du soir à 1 heure de l'après-midi, dans l'opposition.

M. Dupré (Verchères): C'est drôle d'entendre le premier ministre parler de répétitions quand ça fait plusieurs fois qu'il redit ce qu'il vient de dire. Il n'y a personne qui fait plus de répétitions que le premier ministre et je peux souvent, dit-il, prononcer d'avance les discours du premier ministre, tellement je sais par cœur ce qu'il va dire. J'espère que le gouvernement ne se servira pas de ça pour faire écouler de nuit le débat sur le budget. Ce n'est certes pas durant le débat sur le discours du trône que les députés de l'opposition ont fait des répétitions, car on sait que le débat a été court, par la volonté du premier ministre.

Les répétitions ne sont pas toujours évitables. Si un député libéral prépare un discours pendant que l'un de ses collègues en prépare un également, et qu'on trouve dans l'un et dans l'autre les mêmes arguments, il ne peut être question que ces députés se taisent, car leurs électeurs s'en étonneraient et diraient: Il est certain qu'on ne peut pas reprocher aux députés de l'Union nationale des répétitions, car ils ne parlent jamais en Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque, sous les régimes libéraux, on forçait une opposition de 10 membres à siéger la nuit, le député de Verchères était l'un des premiers à applaudir. Il n'a lui-même, dit-il, jamais fait siéger l'opposition après 11 heures et le député de Verchères y gagnerait à parler comme le premier ministre. D'ailleurs, la motion proposée est la même que proposaient les premiers ministres libéraux à ce stage de la session. Je ne crois pas qu'un honnête homme puisse dire qu'une opposition ait eu autant de facilités que celle qui est actuellement en Chambre.

M. Dupré (Verchères) veut répliquer.

M. l'Orateur invoque les règlements de la Chambre.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Loi du Barreau

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, de consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 modifiant la loi du Barreau.

Le projet de loi en question comportait trois amendements. Le premier permet au Barreau de nommer un autre examinateur pour le nouveau district de l'Abitibi. Le deuxième reconnaît les diplômes qui sont accordés par la faculté de droit de l'Université d'Ottawa au même titre que les diplômes décernés par les Universités Laval, McGill et de Montréal. Le troisième a pour but de permettre à un étudiant qui a échoué sur la théorie de commencer tout de suite son stage de pratique pour ne pas le retarder d'un an.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 55.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 45 modifiant la loi de l'instruction publique.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose: Que l'article 525 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), modifié par l'article 8 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit remplacé par le suivant:

"525. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser

"a) les fonctionnaires de l'enseignement primaire nommés à une fonction du service civil se rattachant à l'enseignement primaire à faire compter, pour les fins de la loi des pensions, leurs années de service comme fonctionnaires de l'enseignement primaire;

"b) les membres du service civil occupant ou ayant occupé, dans ce service, une fonction se rattachant à l'enseignement primaire et qui deviennent ou sont devenus fonctionnaires de l'enseignement primaire, à faire compter, pour les fins de la pension prévue par la présente loi, leurs années de service comme membres du service civil.

"Dans le cas du paragraphe a du présent article, la commission administrative du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire remet au ministre des Finances le montant des retenues versées à ce fonds de pension pour le compte du fonctionnaire concerné.

"Dans le cas du paragraphe b, le ministre des Finances retire du fonds consolidé du revenu et remet à ladite commission administrative le montant des retenues effectuées en vertu de la loi des pensions pour le compte du fonctionnaire concerné."

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 45 modifiant la loi de l'instruction publique.
Adopté.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 45 modifiant la loi de l'instruction publique.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 558 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"558. Le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire est administré par une commission administrative composée du surintendant, qui en est le président, et de huit commissaires, à savoir: deux fonctionnaires de l'enseignement primaire à l'emploi de la Commission des écoles catholiques de Montréal, un fonctionnaire de l'enseignement primaire à l'emploi de la Commission des écoles catholiques de Québec et un fonctionnaire de l'enseignement primaire à l'emploi d'une commission scolaire catholique rurale, tous quatre choisis par la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec; deux fonctionnaires de l'enseignement primaire chacun à l'emploi d'une commission scolaire protestante, choisis par l'Association provinciale des instituteurs protestants et deux commissaires nommés par le surintendant.

"Le quorum de cette Commission est de six commissaires.

"Le terme d'office des commissaires est de quatre ans, sauf quant aux membres nommés par le surintendant, qui sont nommés durant bon plaisir. Tous sont rééligibles.

"Tout membre de la Commission doit, avant d'exercer ses fonctions, prêter serment de remplir les devoirs de sa charge avec honnêteté et justice et de ne révéler ou faire connaître quoi que ce soit dont il aura eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

"Les services des membres de cette Commission sont gratuits, mais leurs dépenses de voyage sont payées sur le fonds de pension.

"En cas d'absence ou incapacité d'agir pour quelque cause que ce soit, tout commissaire peut être remplacé par une personne désignée par l'autorité qui a nommé ce commissaire.

"La charge d'un commissaire devient vacante par le décès, la démission, le défaut de qualité, l'absence de la province ou l'incapacité d'agir durant douze mois. Dans ce cas, un nouveau commissaire est nommé, pour remplir le reste du terme d'office, par l'autorité qui a nommé le commissaire qu'il s'agit de remplacer. Cette nomination doit être faite et communiquée au surintendant dans les trente jours suivant celui où survient la vacance, à défaut de quoi le surintendant nomme lui-même le remplaçant."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Actuellement, le fonds de pension est administré par une commission de six membres qui comprend le surintendant de l'Instruction publique et les délégués de cinq associations de professeurs, dont l'Alliance des instituteurs catholiques de Montréal. D'après le bill, il y aura à l'avenir neuf membres, soit le surintendant de l'Instruction publique; deux membres nommés par ce dernier durant bon plaisir; deux représentants des instituteurs protestants; et quatre représentants des instituteurs catholiques dont deux de Montréal, un de Québec et un des districts ruraux, mais tous quatre désignés par la Corporation générale des instituteurs de la province.

Ce que je trouve inacceptable, c'est d'abord que l'on donne en somme trois votes au surintendant de l'Instruction publique, si l'on compte le sien, puisqu'il nommera deux membres qu'il pourra remplacer chaque fois qu'il y aura divergence d'opinion. C'est ensuite que l'on fasse nommer quatre représentants des instituteurs catholiques par la Corporation générale des instituteurs. Cette corporation n'est encore régie que par un conseil provisoire et, cependant, ses nominations vaudront pour quatre ans.

Il me semble qu'on devrait laisser aux instituteurs de Montréal, de Québec et des districts ruraux le soin de choisir leurs représentants, car cette corporation vient à peine d'être formée par la Législature et est actuellement administrée par un conseil provisoire. Mieux vaudrait que les gens de Montréal nomment leurs deux représentants, que Québec nomme le sien, quitte à laisser la Corporation nommer les représentants des instituteurs ruraux.

Je crois que c'est un projet de loi inopportun, qui donne une trop grande latitude au surintendant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Personne ne peut mettre en doute la compétence et l'honnêteté du surintendant de l'Instruction publique. Le projet de loi est présenté à sa demande. Le nouveau comité du fonds de pension comptera neuf membres, dont trois seulement représenteront le gouvernement. Il me semble que cela est plus que raisonnable. De plus, nous donnons deux représentants aux instituteurs protestants. C'est une chose qu'on ne voit pas ailleurs et la province de Québec donne un exemple au reste du pays et au monde pour le traitement généreux qu'elle donne aux minorités.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'admets que les protestants de la province de Québec n'ont jamais eu à se plaindre du traitement qu'ils ont reçu sous le gouvernement actuel comme sous les administrations précédentes. Le gouvernement de l'Union nationale n'a jamais eu le monopole de la générosité envers la minorité protestante de la province.

Cela a été instauré par les anciens gouvernements du Parti libéral, bien avant que le parti de l'Union nationale ne soit formé. Mais je continue de penser qu'on ne devrait pas centraliser entre les mains de la Corporation le pouvoir de nommer les représentants des instituteurs catholiques.

Il (M. Marler) s'élève aussi contre la disposition permettant au surintendant de nommer ses deux représentants à son bon plaisir. On devrait, dit-il, déterminer leur mandat plus clairement.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard,

Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 55.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 45 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1953-1954**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-quatre mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Codification des lois municipales, salaires et dépenses (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Hamel (Saint-Maurice): On travaille depuis bien longtemps sur cette codification sans aboutir à des résultats tangibles. On a consacré à cette codification \$7,400 en 1945; \$9,800 en 1946; \$9,400 en 1947; \$7,500 en 1948; \$6,800 en 1949; \$13,400 en 1950-1951 et en 1951-1952, \$12,829. En tout, la somme dépensée s'évalue à \$80,000 environ.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député avait été en Chambre, il aurait pu se rendre compte du travail accompli. Le Code municipal est le plus compliqué qui soit. Il est rempli de contradictions. Le grand problème municipal varie dans ses éléments, non dans son fondement. Nous avons vu, dit-il, des procès coûter \$40,000. et \$50,000 qui auraient probablement pu être évités. Est-ce qu'on doit changer l'économie du Code municipal? Ce n'est pas facile à dire. Il y a plusieurs aspects à envisager. En attendant, nous faisons un travail qui ne manquera pas d'être très utile.

La grande question est de savoir comment répartir les travaux; les placer à la charge des municipalités dans le cas de la réfection des ponts, par exemple, ou les laisser à la charge de particuliers. Il est survenu une foule de cas qui nous ont incités à faire des amendements que nous avons soumis aux Chambres. Il y a déjà eu une commission formée pour la codification des lois municipales; elle était sous la présidence du juge Trahan. Elle a travaillé huit ans et a présenté son rapport en 1913. Ce code était plus indéchiffrable que l'enchevêtrement des lois avant la codification.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les temps ont changé, le Code municipal doit changer lui aussi, mais il me semble qu'après huit ans, on aurait pu déposer au moins un rapport.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): On travaille à temps partiel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Oui, mais on a tout de même dépensé \$80,000.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Moins que l'ancienne commission qui travaillait pourtant à une époque où la vie était moins chère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La codification de 1916 a coûté \$200,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faut être sérieux. On ne peut tout de même pas se justifier de dépenser \$80,000 sans résultat pratique en invoquant le fait qu'une autre commission a dépensé davantage. La codification d'aujourd'hui ne donne pas de résultat effectif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quatre-vingt mille dollars! Qu'on regarde les amendements apportés à l'ancienne loi municipale, amendements que nous avons proposés à la lumière du travail de la Commission de codification, et on se rendra compte de la somme de travail accomplie.

M. Hamel (Saint-Maurice): À l'université, il faut quatre ans pour apprendre tout le droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas exactement. Je suis allé à l'université, j'ai fait un cours de droit très convenable et j'ai réussi tout au plus à me mettre au fait de ce que j'avais besoin de savoir. À l'université, on apprend pour trouver ce que l'on a besoin de savoir.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Qu'on abolisse ce poste qui revient chaque année ou bien que l'on exige un travail probant et que l'on arrive à des résultats. Y a-t-il réellement besoin d'un aviseur légal?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Tout le travail repose sur ses épaules. Le travail de codification est sous la direction de l'aviseur légal, qui bénéficie de la compétence du sous-ministre, M. Doucet, de M. Mignault, président de la Commission municipale et de Me J.-A. Nadeau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est non seulement un homme compétent, mais encore c'est le beau-frère de M. Wilfrid Lacroix et un ancien candidat dans Bellechasse.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Combien de rapports a-t-on déposés?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): On ne peut procéder par rapport. Environ la moitié du travail de codification a été fait; on attend que la tâche soit terminée pour déposer le rapport en Chambre.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Comment peut-on procéder si on ne soumet pas de rapport, si on ne soumet rien à la Commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On trouve que huit ans, c'est long. Prenez la charte de Montréal. On dit que c'est la plus mal faite. Depuis 25 ans, on essaie d'y mettre de la lumière. Et il ne s'agit que d'une ville, si grande soit-elle. Comment peut-on être si exigeant quand il s'agit de 1,200 à 1,400 municipalités?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je trouve en tout cas que cela coûte cher.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Le député de Shawinigan...

M. Hamel (Saint-Maurice) précise qu'il est député de Saint-Maurice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a raison. Le député a été élu par Shawinigan.

M. Hamel (Saint-Maurice) cite les paroisses qui lui ont donné une majorité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite de son côté les paroisses qui ont voté contre le député de Saint-Maurice (M. Hamel).

Le bill de Montréal revient chaque année devant la Chambre et la charte de la métropole est de plus en plus ténébreuse. Je ne connais pas de charte aussi mal faite que celle-là. Si l'on considère que les codificateurs ont à s'occuper des problèmes de 1,200 à 1,400 municipalités, on se rend compte de la tâche qu'ils ont devant eux.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges) reconnaît que la charte de Montréal est très mal faite, mais, ajoute-t-il, lorsque j'étais membre de l'exécutif, deux avocats distingués ont été nommés pour la retoucher. Ils se sont mis tout de suite au travail. Quand j'ai quitté l'exécutif, leur travail était très avancé et on me dit qu'il est pratiquement terminé. Ils arrivent déjà à des résultats. Ces avocats font des rapports par écrit. Dans le cas de la codification des lois municipales, il semble que les rapports soient verbaux seulement.

M. Hamel (Saint-Maurice) revient à la charge pour déclarer qu'à son avis, dépenser \$80,000

pour la codification de la moitié seulement des lois municipales, soit environ 400, c'est un peu cher.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je connais une loi à un seul article qui coûte \$100,000,000 par année au peuple de la province de Québec. C'est la loi fédérale qui augmente la taxe de vente fédérale de 8 % à 10 %.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): L'aviseur légal a un salaire de \$4,500. Peut-on savoir son nom?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): C'est Louis Dussault; avant lui, c'était M. Yves Prévost.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Dois-je comprendre qu'il s'agit du fils du ministre?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Précisément et je suis fier de lui.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): C'est naturel.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Est-ce que le chef de l'opposition veut faire un scandale avec cette affaire?

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je suis surpris que le ministre ait confié cette tâche à son propre fils.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Cette nomination relève du gouvernement et du premier ministre.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je n'ai pas à en porter la responsabilité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand il a été question de codification, nous avons choisi un avocat très distingué, reconnu pour sa compétence en affaires municipales, Me Yves Prévost. Plus tard, quand Me Prévost, cédant à l'appel du devoir, s'est présenté dans Montmorency, nous avons jugé sage et opportun de le remplacer à la codification par son associé professionnel, Me Louis Dussault, qui avait été nécessairement mêlé aux problèmes municipaux auxquels s'intéressait particulièrement Me Prévost. Le meilleur moyen de ne pas subir de retard était de confier la succession de Me Prévost à l'homme qui, ayant travaillé avec lui, se trouvait préparé à la tâche. C'est moi-même qui ai suggéré le nom de Me Dussault.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je ne connais pas les qualifications de Me Dussault et je n'ai pas à discuter cet aspect de la question. Je me borne à regarder les résultats acquis. Tout ce que je demande, c'est qu'on procède avec plus de célérité.

À chaque session, les municipalités demandent au Parlement de modifier leurs chartes. Il est question du stationnement et des autres problèmes municipaux. Une municipalité arrive, une certaine année, avec une demande. L'année suivante, ce sont deux ou trois municipalités qui font la même demande. N'y aurait-il pas possibilité de mettre fin à ces pèlerinages? Le gouvernement ne pourrait-il pas modifier en conséquence la loi des cités et villes, y ajouter des articles généraux qui couvrent le cas de toutes les cités et villes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous y avons pensé. Mais la difficulté est que ce qui fait l'affaire d'une ou plusieurs municipalités, ne convient pas à toutes les municipalités. Les problèmes ne sont pas les mêmes à Trois-Rivières qu'à Sorel. À Trois-Rivières, c'est le peuple qui mène. À Sorel, c'est deux ou trois personnes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): En consultant les *Comptes publics* de 1951-1952, je constate qu'y figurent les chiffres de \$3,000 après le nom de M. C. de L. Mignault.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le président de la Commission municipale gagne \$8,000 et reçoit \$3,000 pour frais de représentation.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Et M. P.-E. Lambert, l'autre commissaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il gagne la même chose, \$8,000. M. Lambert a été nommé par les rouges... ce qui prouve que, quand on trouve un bon rouge, on le paie ce qu'il vaut.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) cite deux employés dont l'un reçoit \$2,200 et l'autre \$1,500 par an. Pourquoi cette différence? demande-t-il.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): C'est le service civil qui classe les emplois, ce qui explique les salaires.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je vois ici un employé J.-A. Dussault. Qui est-il?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je ne le connais pas.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Combien de municipalités sont sous la tutelle de la Commission municipale?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Quarante municipalités, 26 commissions scolaires. Seules deux municipalités n'ont pas été encore réorganisées.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Et Québec-Ouest. On a beaucoup parlé de son annexion par Québec. Où en est-on rendu dans cette affaire? Le gouvernement a-t-il des projets précis au sujet de la ville de Québec-Ouest?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Après avoir étudié la question pendant bien des années, la Commission municipale en est venue à la conclusion que la meilleure solution consistait à annexer Québec-Ouest à la ville de Québec. Mais devant l'opposition des propriétaires de Québec-Ouest, on n'a pas pu compléter la transaction. Nous attendons la décision des contribuables de Québec-Ouest.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Québec-Ouest se trouve aux confins du centre industriel de Saint-Malo. Il y a là des terrains qui représentent une valeur considérable. Québec voulait annexer Québec-Ouest pour agrandir ce centre industriel. Québec était en faveur de l'annexion parce qu'elle serait devenue propriétaire de terrains dont elle aurait pu disposer pour fins industrielles. Mais Québec ne voulait rien payer.

Québec-Ouest devait \$260,000 au gouvernement pour l'assistance publique. Mais Québec n'était pas disposée à prendre à sa charge cette dette, bien que l'annexion l'eût rendue propriétaire de terrains très utiles.

L'annexion aurait été avantageuse pour Québec, qui aurait eu les terrains pour rien, mais elle se serait faite en dépouillant Québec-Ouest et le gouvernement. L'annexion, dans ces conditions, aurait déplu à Québec-Ouest et aurait été défavorable

au gouvernement et aux contribuables de la province. À tout prendre, la situation de Québec-Ouest n'est pas si mauvaise qu'on pense parce que ces terrains ont certainement une grande valeur.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que la municipalité de Saint-Joseph d'Alma, dont nous avons étudié le bill ces derniers jours, tombe sous le contrôle de la Commission municipale comme Québec-Ouest?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Les finances de cette municipalité ont été réorganisées.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Si je ne me trompe, 1,027 commissions scolaires se sont prévaluées de la loi de 1946. Depuis ce temps-là, quelles sont les commissions scolaires qui ont été relevées de la tutelle de la Commission municipale?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Il y en a quelques-unes. Le contrôle était exercé de telle manière que les commissions scolaires n'ont pas essayé de s'y soustraire; il s'agit moins d'un contrôle que d'une coopération. Jusqu'ici 17 commissions ont été relevées de la tutelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas directement un contrôle. Mais voici ce qui s'est passé. En Ontario, il y a quelques années, 50 % des dépenses des commissions scolaires ont été payées par le gouvernement. La conséquence: la taxe scolaire a baissé.

Mais, par ailleurs, la taxe municipale a été aussitôt augmentée. Nous, nous avons voulu empêcher un tel état de choses. C'est pourquoi le gouvernement a décidé que tout changement de taxe devrait être approuvé auparavant par la Commission municipale. De plus, comme le gouvernement a payé pour \$100,000,000 de dettes des commissions scolaires, il était normal qu'il veuille à ce que l'argent ne soit pas gaspillé.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges) dit qu'il était tout de même surpris de voir que seulement 17 commissions scolaires aient reconquis leur entière autonomie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça prend \$3,300,000 par an pour éteindre la dette des commissions scolaires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'urbanisme, salaires et dépenses (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) s'étonne que le ministre (l'honorable M. Dussault) demande une telle somme alors que les dépenses du service d'urbanisme ne se sont élevées qu'à \$7,000 environ en 1951-1952 et seraient les mêmes cette année 1952-1953.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): En demandant \$25,000 l'an dernier, nous avons en vue l'extension du service. Mais elle n'a pas eu lieu. Le service de l'urbanisme est très actif. De toutes les parties de la province arrivent des demandes de traçage de plans.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le service coopère-t-il avec le service de la voirie?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Seulement quand une municipalité en fait la demande, par exemple, quand un chemin doit traverser un village. Le ministère de la Voirie lui-même ne demande jamais au service de l'urbanisme sa collaboration. Le service doit envoyer des urbanistes dans de nouvelles villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet organisme avait rendu de grands services à Cabano et Rimouski. Les urbanistes provinciaux seront appelés aussi à dresser les plans de plusieurs villes nouvelles, notamment en Abitibi, en Gaspésie et dans le Nouveau-Québec.

Il (l'honorable M. Duplessis) déclare à ce moment que Son Excellence Mgr Albiny Leblanc évêque de Gaspé, a suggéré à deux ministres de donner le nom de Duplessis à la ville minière qui sera érigée sur le site des gisements de cuivre du canton Holland, en Gaspésie.

Le village devait être nommé Murdochville, d'après M. John Murdoch, président des Mines Noranda, qui exploitera les mines de cuivre du village en question. Il annonce aussi que la ville qu'on érige dans l'Ungava sera située sur le bord du lac Knob.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Faudra-t-il engager du personnel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Bureaux de la Régie des loyers

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 janvier 1953, pour la production d'un état montrant, relativement à la Régie provinciale des loyers et pour la période du 27 novembre 1951 au 1^{er} décembre 1952:

1^o Combien de bureaux additionnels ont été établis et où chacun d'eux est situé;

2^o Quelles sont les personnes nommées par le gouvernement dans chacun des bureaux depuis le 27 novembre 1951, et quel est le salaire annuel respectif de chacune de ces personnes;

3^o Quels sont les noms des personnes qui ont cessé d'être employées dans lesdits bureaux depuis le 27 novembre 1951;

4^o Combien a été dépensé pour l'aménagement desdits bureaux en meubles, papeterie, etc.;

5^o Combien de requêtes ont été soumises à chacun desdits bureaux depuis le 27 novembre 1951, et combien de cas ont été réglés. (Document de session no 40)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

**Ville
de Ville-Marie**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 210 constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les promoteurs du bill sont prêts à mettre un *proviso* dans la loi pour dire qu'il n'y aura pas de vente de boisson dans la nouvelle ville, aussi longtemps que la prohibition existera. Mais il y a d'autres objections et, devant les faits, je propose que le comité se lève.

La motion est adoptée.

Le comité se lève sans faire rapport¹.

M. l'Orateur au fauteuil

Projets de loi:

Jacques Chalouh

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Jacques Chalouh à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 217 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Vous avez encore, dans votre département, un M. Roland English?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui, c'est mon sous-ministre-adjoint.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): C'est le même qui a fait les élections pour vous dans votre comté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le gouvernement qui a fait les élections.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Qui a fait campagne pour le ministre?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le sous-ministre avait droit à ses opinions et il est venu me prêter main-forte de son propre chef.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Et dans le service civil!

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le ministre sait-il qu'un sous-ministre n'a pas le droit de faire de politique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'était pas de la politique, c'était du bien. La conduite de M. English n'a rien de répréhensible.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je crois que c'est indécent. Je suis contre le principe qu'un sous-ministre participe à une campagne électorale.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Si l'on a quelque chose à lui reprocher, il est prêt à paraître devant ses juges. M. English ne s'est pas caché. Il n'a pas eu honte de ses opinions et de défendre une bonne cause, même au risque de sa peau. Il savait bien que, si le gouvernement changeait, il ne garderait pas son poste 24 heures.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Et je suppose que le ministre l'a remercié pour avoir participé à la campagne?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui, mais je ne lui avais pas demandé de venir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les libéraux se scandalisent à bon marché. Il y a des employés civils qui font de la politique en faveur de nos adversaires ouvertement, comme M. Larue et M. Benoit, greffier du Conseil législatif.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Dans le cas de M. Larue, il s'agit de mon secrétaire particulier et je ne crois pas que la situation soit la même; pas plus que dans le cas des secrétaires du premier ministre. Quand il s'agit de l'Union nationale, tout est justifiable; des libéraux, tout est condamnable. On ne peut assimiler le cas des secrétaires de ministres, des secrétaires du premier ministre et du chef de l'opposition à ceux des sous-ministres.

Mais je ne crois pas qu'un sous-ministre ou un sous-ministre-adjoint soit justifié de faire de la politique, de prendre part à une campagne électorale. Les employés civils sont payés par le peuple à même les deniers publics, et ils ne doivent pas faire de la politique pour un parti. M. English devrait opter entre la politique et le service civil.

Le premier ministre a parlé de mon secrétaire, c'est comme pour le sien, et il sait fort bien qu'il y a des dispositions spéciales dans la loi du service civil pour couvrir ces cas-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a M. R.-A. Benoit, qui fut secrétaire de M. Taschereau et qui fut nommé secrétaire du Conseil législatif: il a fait de la politique à toutes les élections. Nous le savons. Ça lui plaît et nous ne le dérangeons pas.

Les secrétaires des ministres travaillent à la réélection de leurs ministres à Ottawa et dans l'Ontario. C'est une pratique généralement acceptée. M. English était l'équivalent d'un secrétaire de ministre. Tous les secrétaires de ministres font de la politique et tout le monde le sait, il ne faut pas prendre figures de pharisiens pour ça. Si les employés civils ont fait de la politique, ce fut bien du temps de nos adversaires. Si un secrétaire de ministre ne faisait pas de politique pour son patron, je trouverais qu'il manque de cœur: ça a toujours été comme ça et ça restera toujours comme ça. Nous avons gardé une foule de gens qui ont fait de la politique pour MM. Godbout et Taschereau; nous avons même augmenté leur salaire.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): L'Union nationale a toujours raison, tandis que l'opposition a toujours tort. Les employés civils ne sont pas payés avec l'argent du public pour mener des campagnes politiques. M. English n'est pas secrétaire de ministre, mais sous-ministre adjoint. Je ne crois pas que les sous-ministres et les sous-ministres adjoints doivent faire de la politique.

Autrement, quand il y a un changement de gouvernement, il faudrait mettre tous ces gens à la porte et je ne crois pas que ce soit recommandable. C'est la thèse du gouvernement, mais je ne puis l'accepter. Il est dans l'intérêt des contribuables que le service civil soit stable. Il faut le mettre à l'abri des renvois en masse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand nous avons pris le pouvoir, nous avons gardé des rouges qui l'étaient tellement qu'ils sont tombés malades, comme le Dr Morissette. Il n'y a pas eu de destitutions en bloc. En 1944, nous avons placé les secrétaires de ministres à d'autres fonctions, au même salaire. Quand MM. Larue et R.-A. Benoit font de la politique, ça ne nous fait pas de différence. Avec les libéraux, c'était une razzia; Pit Bertrand me disait, en 1939, qu'on avait mis 487 de ses gens à la porte. Quand nous avons pris le pouvoir, nous n'avons mis dehors que Jargailles, le chef de la corruption libérale.

De tout temps, il s'est fait de la politique dans le service civil, mais l'Union nationale a été plus

large que tous les autres gouvernements, en maintenant en fonction les employés qui l'avaient combattue. Les ministères provinciaux ont plusieurs employés libéraux qui ont participé à la campagne électorale contre l'Union nationale et ils n'ont pas été congédiés. Tant qu'ils combattent loyalement pour leur parti, il n'y a rien de mal à cela.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Aux débuts de l'Union nationale, les destitutions se succédaient à un rythme tel que les gens apprenaient leur mise à pied à la radio ou dans les journaux. J'admets que le premier ministre s'est amélioré depuis. Mais je répète que les employés ne doivent pas faire de la politique, soit pour un parti ou un autre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un secrétaire de ministre ou un sous-ministre qui ne s'occupe pas d'aider son patron à gagner son élection n'a pas de cœur.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Dans le cas des sous-ministres, je crois qu'ils devraient avoir la décence de rester chez eux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. Benoit faisait les discours de son oncle pour m'insulter et je ne l'ai pas renvoyé.

M. Dupré (Verchères): Qu'est-ce que MM. LaRue et Benoit ont eu à faire dans l'administration de la province? Ils ne font rien dans l'administration de la province. Ce n'est pas le cas de M. English; il doit nécessairement participer à l'administration du département. Et si le sous-ministre participe à l'administration, je dis qu'il est mauvais qu'il fasse de la politique.

Et que le premier ministre se rappelle de l'époque où il promettait d'ouvrir les portes de la grange du parlement pour mettre tout le monde dehors.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. Jos Boulanger, le sous-ministre de M. Godbout faisait de la politique, et son assistant, M. Larue, aussi. Chez nous, à Trois-Rivières, il y avait M. Migneault, le greffier, qui faisait de la politique; il y avait M. Provencher, le protonotaire, un autre rouge, de même que le shérif; je ne les ai pas dérangés. Je n'ai jamais vu tant d'organisateurs politiques chez les fonctionnaires que du temps des rouges; autrement, on les mettait dehors.

Et M. Benoit ne fait rien dans l'administration? Il s'occupe des bills au Conseil législatif et il s'en occupe tant qu'un jour il nous est arrivé ici avec un amendement à un bill, amendement qui n'avait pas été adopté par le Conseil.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Dans mon département, chez moi et ici, il y a des employés civils qui ont travaillé contre moi. Des employés ont enlevé mon portrait dans les bureaux du ministère et cinq d'entre eux ont fait de la politique ouvertement. J'ai considéré qu'ils avaient le droit de faire de la politique comme le sous-ministre-adjoint et je les ai tous gardés à leur emploi, malgré qu'on m'ait demandé de les congédier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Irénée Vautrin, un ancien ministre libéral, est resté à l'emploi de la province, bien qu'il ait fait de la politique en faveur de M. Sylvestre, dans Berthier, aux dernières élections. Dans le comté de Richelieu, M. Cousineau, protonotaire à Sorel, a été gardé à l'emploi de la province. Je l'ai gardé à la demande même de M. Cardin.

M. Cournoyer (Richelieu): Il n'y a pas de meilleur protonotaire que M. Cousineau dans toute la province. Il y a eu une requête signée par les juges et les avocats pour qu'on le garde.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre sait bien qu'il a mis des gens dans le chemin...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai mis personne dans le chemin. C'est le gouvernement libéral qui a mis la province dans le chemin². Il (l'honorable M. Duplessis) défie le député de Verchères de nommer quelqu'un qu'il aurait mis dans le chemin.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre dit qu'il n'augmente pas les taxes, mais le budget est rendu à \$300,000,000. Le ministre a plutôt parlé de son portrait dans les bureaux. Ce n'était pas pire de voir le portrait du ministre dans son bureau que de voir le buste du premier ministre dans tous les hôtels pendant la dernière campagne, à côté du cheval de la Black Horse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce là que le député de Verchères a acheté son whisky pour l'élection? On a saisi 1,100 bouteilles de bière dans le garage du député de Verchères.

M. Dupré (Verchères): De la boisson, il y en avait dans le comité de mes adversaires bleus. Et les gens sortaient accompagnés de deux hommes. Ils étaient trop saouls pour marcher seuls. Mais la police des liqueurs n'allait pas là; elle allait chez les libéraux. Nous en reparlerons quand tout cela sera hors de Cour.

M. Cournoyer (Richelieu): Il se passe des drôles de choses. Il y a dans mon comté un homme du nom de O'Neil English, frère du sous-ministre adjoint de la Chasse, qui est chef de police à la Sorel Industries, à plein temps.

Le 15 février 1951, il a été nommé inspecteur et garde-chasse, à \$50 par mois. Il n'est pas le seul dans ce cas-là.

M. O'Neil English est mon ami intime et il n'a jamais fait quoi que ce soit pour la Chasse et la Pêche. Il n'a pas fait un pouce d'ouvrage pour son salaire.

Son engagement, sur la recommandation de l'ancien député, M. Bernard Gagné, a été prolongé du 1^{er} février au 31 août 1952. Mais, avant le 31 août 1952, il y a eu une élection provinciale et le chef de police English était aux côtés de l'Union nationale. Puis, après les dernières élections générales, il s'est plaint de ne plus recevoir de salaire. Mais le 12 décembre 1952, il a reçu une lettre du surintendant de la Chasse et de la Pêche, M. Charles Prémont, lui annonçant que son terme d'office était expiré depuis le 1^{er} août.

Mais, apparemment, il n'a pas été remercié effectivement, car il reçoit des instructions comme auparavant et il a écrit au ministre pour tenter de savoir à quoi s'en tenir.

Mais, le 9 octobre 1952, c'est la fin du roman et le chef de police reçoit une lettre d'un M. Frith lui annonçant la fin de tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député dépose les lettres qu'il vient de lire. C'est le Règlement.

M. Cournoyer (Richelieu): Puis-je espérer que ces documents me seront remis, car ce sont les originaux qui m'ont été confiés par M. O'Neil English?

Des voix: Déposez! Déposez!

M. Cournoyer (Richelieu) hésite, consulte son chef (M. Marler) puis finalement remet les lettres à un messenger qui s'est approché.

Dépôt de documents:**Correspondance entre
le ministère de la Chasse et O'Neil English**

M. Cournoyer (Richelieu) dépose sur le bureau de la Chambre une liasse de correspondance échangée du 15 février 1951 au 12 décembre 1952 entre le ministère de la Chasse et M. O'Neil English, de Saint-Joseph-de-Sorel, et comprenant sept pièces, soit six lettres et une copie de lettre. (Document de session no 41)

Le comité poursuit l'étude du crédit no 1 qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Cournoyer (Richelieu): J'ose croire que cela a été fait dans le dos du ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Au messager) Apporte cela ici.

M. Cournoyer (Richelieu): J'ai déposé ces lettres sur la table de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils y sont sur la table. Vous avez là la photo de nos adversaires, la photo de ce qu'ils disent et font. Le député a dit: Il y a dans mon comté un homme qui reçoit de l'argent du gouvernement sans le gagner. Il est mon ami intime. Qu'y a-t-il dans tout cela?

Cet homme est chef de police à la Sorel Industries. La Sorel Industries, c'est la compagnie des Simard dont le député de Richelieu est l'ami intime.

M. Cournoyer (Richelieu): Point d'ordre. Je ne vois pas en quoi les Simard peuvent avoir quelque chose à faire avec ce débat. Je ne crois pas d'avoir parlé de MM. Simard...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est bien cela! Je ne connais pas cet homme.

M. le président: C'est le député qui a commencé à parler de la Sorel Industries!

M. Cournoyer (Richelieu): Alors que le premier ministre parle de la Sorel Industries et non des Simard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député dit que O'Neil English travaille pour la Sorel Industries, qui appartient aux Simard. On sait ce qu'ont toujours fait les Simard en temps d'élection. De l'intimidation.

M. Cournoyer (Richelieu): Point d'ordre! Il n'y a pas eu d'intimidation. Je le sais moi, car j'étais là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est Édouard Simard, en particulier, qui pratique l'intimidation depuis des années envers ses employés pour les faire voter à son goût.

M. Cournoyer (Richelieu): Point d'ordre!

Par quelle contorsion du Règlement de la Chambre est-il permis au premier ministre de faire des affirmations de ce genre?

Je ne vois pas comment par contorsion le président peut en arriver à la conclusion que le premier ministre est dans l'ordre.

M. le président: C'est le député lui-même qui a ouvert le débat sur ce point.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce sont les Simard qui menaçaient leurs employés de perdre leur position. Les Simard disent à leurs employés: Si vous ne votez pas pour tel candidat, vous allez perdre votre place. Est-ce surprenant qu'un homme comme O'Neil English ait eu peur des Simard?

M. Cournoyer (Richelieu): M. English travaillait à plein temps et n'avait pas raison de craindre. La position que le gouvernement lui a donnée était une récompense politique parce qu'il était le frère du sous-ministre.

Jamais les Simard n'ont renvoyé qui que ce soit de leurs industries pour cause politique. D'ailleurs, c'est impossible, vu que les ouvriers font partie des syndicats et qu'aucun renvoi ne peut être fait d'un ouvrier sans passer par son syndicat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député ne connaît pas les affaires de son comté. Il devrait savoir que dans les îles de Sorel, il y a de la chasse et de la pêche illégales... et on a besoin d'hommes qui ne soient pas connus comme gardes-chasse pour surveiller.

M. Cournoyer (Richelieu): Je le sais, c'est fait par les bleus...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): English travaille pour le roi des intimidateurs. Il n'y a pas un employé de Simard qui a droit à son opinion. C'est le règne de la terreur à Sorel. Il n'est pas surprenant que, pris entre une position permanente et une position temporaire, O'Neil English ait préféré se faire le dénonciateur de son frère et jouer le rôle de Caïn. Et ce Caïn, c'est l'ami intime du député de Richelieu. M. English a travaillé pour le département et il nous a fait des rapports. Il avait un salaire de \$50 par mois.

À quoi se résume ce prétendu scandale? À \$50 par mois. On critique les \$2,000,000 du budget du ministre quand les Simard nagent dans les millions des contrats du fédéral et le député de Richelieu se scandalise pour une affaire de \$50.

On parle des gens qui sont payés sans faire de travail. En 1940, sous le gouvernement Godbout, il y avait sur la liste de paye de la Commission des liqueurs, Jos. Dufour, un ancien député libéral, qui retirait \$2,700 par année et qui n'allait même pas chercher son chèque. On le lui envoyait. Il y avait aussi sur la liste de paye plusieurs chefs libéraux qui n'ont jamais travaillé réellement pour la Commission des liqueurs. Il y avait également un chef libéral du nom de Roberge et les anciens candidats libéraux qui étaient payés à ne rien faire. Et ce sont ces pharisiens qui se font les complices d'un frère qui dénonce son frère. Le salaire de \$50 par mois a été payé régulièrement à un homme qui a fait des rapports, mais qui a été tellement victime de chantage qu'il a voulu trahir son frère pour garder sa place chez les Simard et rester l'ami intime du député de Richelieu.

M. Cournoyer (Richelieu): Vous devriez avoir honte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, j'ai honte du député quand on sait le rôle qu'il a joué à Ottawa. J'aime mieux le rôle que le ministre a joué dans cette affaire que le rôle du député et de son ami intime.

M. Cournoyer (Richelieu): En parlant d'Ottawa, j'ai montré ma préférence pour ma province. Je déclare que ma décision d'entrer dans le domaine provincial a été prise par moi-même. M. Lapalme était mon ami. Ce n'est pas Édouard Simard qui m'a demandé de me présenter au provincial, loin de là. Je déclare sur mon serment d'office que M. Simard ne voulait pas que je me présente au provincial. Il a même téléphoné à M. Lapalme à Ottawa. M. Saint-Laurent ne voulait pas également. Je me

suis présenté pour répondre à une requête qui a circulé dans le comté. J'ai une femme et quatre enfants, dont le dernier a 19 mois, et j'aime mieux passer trois mois à Québec que 10 mois à Ottawa.

Ce que je trouve étrange, c'est qu'avant 1952, alors que le comté était représenté par un député de l'Union nationale, il n'y avait pas de plus grands hommes que les Simard pour le gouvernement. Le premier ministre prétend que les Simard pratiquent l'intimidation. Pourtant, d'après les journaux, il était prêt à donner des limites à bois aux Simard et à leur permettre de bâtir un moulin. On leur a donné des contrats pour l'Hydro. C'était dans le but de leur poser des talons en "rubber".

Les Simard n'ont rien eu à voir avec ma candidature. J'ai dit aux Simard que je me présentais comme je l'ai dit aux autres. Si le premier ministre veut être juste, il avouera que M. Simard n'a jamais rien dit contre l'Union nationale. Il a parlé pour moi parce que j'avais travaillé avec lui à Ottawa. Mais il s'est surtout attaqué à l'ancien député. Le premier ministre a fait une colère formidable à Ottawa. C'était un crime de lèse-majesté. Édouard Simard avait osé s'attaquer au grand homme de la province de Québec! Le premier ministre parle d'intimidation. La vérité, c'est qu'il s'est servi d'Édouard Simard pour faire peur aux autres industriels de la province. Il a donné des leçons aux autres industriels et tous sont rentrés dans leur trou.

La veille de l'élection, Édouard Simard a fait une déclaration dans tous les journaux de la province. Il a dit qu'il n'avait jamais intimidé personne et que le vote était libre à Sorel. Édouard Simard n'a fait qu'un³ seul discours, lors de l'ouverture de ma campagne; mais les autres ne se sont même pas occupés de la campagne.

Pendant 35 ans, Édouard Simard a fait de la politique; jamais le premier ministre ne lui a reproché. Mais parce qu'il a fait un discours pour moi cette année, on s'acharne à le discréditer, à le martyriser. Voilà des industriels qui ont accompli une tâche dans la province de Québec. Et qui s'acharne à les détruire, à les empêcher de monter dans l'échelle économique du pays? Nul autre que le premier ministre de la province. Voilà jusqu'où peut aller l'intimidation!

Pensez-vous que c'est intéressant pour un homme qui a fait quelque chose pour les siens, qui est devenu l'un des plus grands industriels du pays de se faire vilipender en pleine Chambre? On se demande parfois qui est-ce qui empêche les Canadiens français de monter dans l'échelle économique du pays. On le voit dans ce cas-ci: c'est le premier ministre de la province!

Je n'ai voulu rien dire depuis le début. Je pensais que le premier ministre voulait me taquiner. J'entends les plaisanteries, mais il y a toujours une limite. On sait que les Simard ont des contrats considérables pour les États-Unis. Il y a continuellement de 40 à 50 inspecteurs aux usines et, lorsque le premier ministre dit que l'usine des Simard est le quartier général de l'intimidation, ces gens-là voient les découpures des journaux et ils commencent à se poser des questions. Actuellement, ils sont, à Sorel, à la période des négociations pour le renouvellement des contrats avec Washington. Les déclarations du premier ministre ont des répercussions jusqu'au États-Unis. Nous vivons des États-Unis. Voilà comment on aide les industries de la province. Le premier ministre ne devrait pas tenter de nuire ainsi à notre pays, à notre province et à notre ville. Je pourrais citer des témoignages du monde entier au sujet des Simard. Je n'en ai pas honte.

Je puis dire que jamais, au grand jamais, je n'ai reçu un sou des Simard. Je n'ai jamais eu une cause d'eux. Je n'ai aucune relation d'intérêt avec les Simard, ni dans leur compagnie, qui fait vivre la ville de Sorel. J'étais l'ami d'Édouard Simard avant le 16 juillet. Le premier ministre les aimait avant le 16 juillet. Eux, ils n'ont pas tellement changé. Jamais ils n'ont dit un mot contre le gouvernement. Et après tout, c'est le peuple qui est responsable de mon élection. Au nom de l'amitié, c'était son droit de s'occuper de politique. Je ne suis pas venu ici pour casser les vitres. Mais je suis surpris qu'on m'associe à des choses auxquelles je n'ai rien à faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On aura remarqué avec quel enthousiasme et quelle énergie il parle des Simard. Il manifeste pour les Simard un zèle qu'il n'a pas pour son parti. Et il vient prétendre qu'il n'a rien à voir avec eux. C'est un foyer de contradictions d'où il sort cependant quelques vérités. Je dis que Simard a toujours pratiqué l'intimidation. Il a toujours dit: Si vous ne votez pas pour un tel ou un tel, vous n'aurez pas d'ouvrage. Au milieu de son discours, le député a dit qu'en 1948 les ouvriers étaient libres de voter pour qui ils voulaient.

M. Cournoyer (Richelieu): En 1952 aussi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne reproche pas leurs opinions aux Simard. Ce que je leur reproche, c'est leur double face, l'intimidation qu'ils pratiquent auprès de leurs ouvriers. Quand le député dit qu'ils ont été bien traités par le

gouvernement, c'est vrai. Nous examinons la situation à son mérite. Mais ce qui s'est passé à la dernière campagne électorale mérite d'être dénoncé. Si les États-Unis ne veulent pas traiter avec les Simard, c'est leur affaire. Le député de Richelieu vient de dire qu'il n'a pas reçu d'argent des Simard quand Édouard Simard lui-même a dit que ça lui avait coûté \$100,000.

M. Cournoyer (Richelieu): C'est faux, et je demande au premier ministre de retirer ses paroles. Il dit que les Simard étaient contre sa candidature dans le comté Richelieu. Le parti libéral du fédéral était également contre, et le premier ministre peut vérifier auprès du premier ministre fédéral, déclare-t-il.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Le député de Richelieu a dit sous serment d'office qu'il n'avait rien reçu des Simard. Le premier ministre devrait prendre sa parole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les Simard ont payé la plus grande partie de l'élection. Édouard Simard lui-même a dit qu'il avait jeté \$100,000 à l'eau et qu'il le regrettait, parce que le député de Richelieu ne peut jouer le rôle qu'il voulait qu'il joue. Je dis que, parmi les rois de l'intimidation, il y a les Simard. Pour montrer leur double jeu, je dirai que Édouard Simard a dit devant 25 personnes que le gouvernement de Québec est un bon gouvernement. Il peut bien avoir l'opinion qu'il voudra avoir sur moi ou sur les autres, mais l'intimidation des ouvriers, je n'endurerai jamais ça, ni à Sorel, ni ailleurs.

Jamais le comté de Richelieu n'a eu un député qui lui a fait honneur comme Bernard Gagné. C'était mon devoir de dénoncer les tactiques des Simard; je les dénonce et les dénoncerai toujours. Dans son discours, le député de Richelieu a démontré une intimité extraordinaire avec les Simard. J'ai reçu des lettres de Cardin, qui est mort de chagrin, et m'a dit: "Je meurs de peine d'avoir été trahi par ceux que j'ai mis au monde."

Sous le régime Godbout, des chefs libéraux étaient inscrits sur la liste de paie de la Commission des liqueurs et n'avaient rien autre chose à faire qu'à retirer leur salaire. Il (l'honorable M. Duplessis) mentionne: Elzéar Létourneau, organisateur libéral, \$50 par semaine; Étienne Dussault, député fédéral, \$50 par semaine; Eusèbe Roberge, ancien député fédéral, \$50 par semaine; Wellie Bégin, organisateur de M. Chubby Power, \$20 par semaine; Elzéar Dufour, candidat libéral défait, \$50 par semaine;

Atchez Pitt, candidat défait dans Trois-Rivières, \$60 par semaine; Jos. Dufour, député libéral, \$3,600.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je crois que toute personne qui ne travaille pas ne doit pas être payée. Si le premier ministre connaît des faits à l'appui de ses assertions, on se demande pourquoi il ne poursuit pas les Simard conformément à la loi. Voici le procureur général, le premier ministre, qui lance des accusations sur le parquet de la Chambre et qui ne prend aucune poursuite.

Si de telles accusations étaient faites par de simples députés, elles n'auraient pas beaucoup d'importance, mais comme elles viennent du procureur général de la province, le public va se demander pourquoi le procureur général ne donne pas suite à ces accusations et ne poursuit pas les Simard.

Je suis d'ailleurs convaincu que, si l'on connaissait ce qui se passe actuellement sous le gouvernement de l'Union nationale, on découvrirait une situation analogue. Nous avons démontré, l'an dernier qu'il y avait de 15 à 16 agents électoraux de l'Union nationale qui reçoivent des traitements assez confortables de l'administration provinciale à la Commission des accidents du travail et font de la politique avec l'argent du peuple.

À la Régie des loyers, à la Commission des accidents du travail et dans toutes les commissions, on trouve sur les listes de paye des amis du gouvernement qui ne font pas autre chose que de la politique. Ces gens ont fait ouvertement campagne pour le gouvernement aux dernières élections. C'est ce qui se fait dans le cas du sous-ministre adjoint du département de la Chasse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition demande pourquoi, si les Simard se livrent à l'intimidation, le premier ministre ne les a pas poursuivis. Par ailleurs, il aurait fallu que j'en poursuive d'autres et je n'en avais pas le temps. Par ailleurs, il aurait fallu que je fasse témoigner de braves ouvriers qui auraient perdu leur place. Si quelqu'un doit poursuivre, c'est aux Simard de me poursuivre. J'ai porté les mêmes accusations en dehors de la Chambre où je n'étais pas protégé par l'immunité parlementaire et les Simard ne m'ont pas poursuivi. Si ce sont de fausses accusations, les Simard n'ont qu'à me poursuivre.

M. Cournoyer (Richelieu): Je défie le premier ministre de prouver que, dans un seul cas, j'ai fait remercier un employé à cause de ses opinions

politiques. Jamais il n'y a eu d'intimidation de ma part.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne change pas ce que j'ai dit. Les Simard usent d'intimidation en faveur du député. Ils ont même dit regretter d'avoir dépensé \$100,000 ainsi.

M. Cournoyer (Richelieu) demande au président de rappeler le premier ministre à l'ordre.

M. le président: Rien dans le Règlement de la Chambre n'oblige à un rappel à l'ordre. On ne prête pas des intentions au député, on rapporte une déclaration faite par une autre personne.

M. Dupré (Verchères): Pendant des années, de 1944 à 1952, le premier ministre ne parlait pas de Jos. et d'Édouard Simard, avec lesquels il paraissait assez bien s'entendre, mais maintenant il soutient que ce sont des champions d'intimidation, des exemples de règne de terreur. Pour un homme qui a transigé avec l'Union nationale pendant huit ans, ça pourrait ne pas être étonnant. Le gouvernement de l'Union nationale n'est rien d'autre qu'un modèle d'intimidation et de terreur. Aucun gouvernement n'a poussé aussi loin l'intimidation contre toutes les classes, y compris les professionnels et les industriels. On en a des exemples tous les jours!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'Union nationale intimide les gros industriels, c'est dire qu'elle n'est pas au service des gros intérêts, comme certains le prétendent. Les Simard ont eu justice; ils auront justice; mais ils n'intimideront pas le gouvernement qui verra à ce que les ouvriers puissent voter librement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Qu'est-il arrivé dans l'affaire du garde-chasse qui aurait été tué par un braconnier, près de Stoke? On me dit qu'il s'en est tiré avec \$100 d'amende.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y a eu expertise médico-légale. Le Dr Roussel a même envoyé des viscères dans un laboratoire américain. Il nous a répondu que le garde était mort de congestion pulmonaire 11 jours après l'incident, alors qu'il avait reçu un coup de poing d'un braconnier. L'individu avait été condamné pour assaut, avant la mort du garde-chasse.

Je profite aussi de l'occasion pour remercier les députés des deux côtés de la Chambre, parce qu'ils ne font plus d'interventions en faveur de personnes qui font du braconnage et qui sont pris. Dans le cas précité, les gens de Granby sont allés voir le député de Missisquoi (M. Bertrand) et celui-ci a refusé d'intervenir. L'un des individus a été condamné à l'amende et l'autre, à subir son procès aux assises.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon l'article 332 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1941, à la page 112, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 6 (§ 6) du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

2. *L'Action catholique* du 5 février 1953, à la page 9, rapporte différemment les paroles de M. Duplessis: "Je n'ai mis personne dans le chemin, mais j'ai empêché l'ancien gouvernement de mettre la province dans le chemin."

3. *L'Action catholique* du 5 février 1953, à la page 9, écrit "deux discours".

Première séance du jeudi 5 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subsides:

Budget des dépenses
1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des territoires non organisés du

Nouveau-Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le ministère fera construire quatre ou cinq camps, au cours de l'été, dans l'extrême nord de la province, pour la protection de la faune. Ces camps seront probablement établis à Fort Chimo, au grand lac Mistassini, au lac Knob, dans l'Ungava et un peu plus au sud, le long de la frontière du Labrador canadien et du Labrador terre-neuvien.

Dans le Grand Nord, il y a des troupeaux de caribous à protéger. De Fort Chimo, on a reçu des plaintes à l'effet que l'on faisait la chasse illégale avec des boulettes de strychnine et que les chiens esquimaux, l'un des principaux actifs des populations nordiques, mouraient en grand nombre.

Près de Clova, on a repéré des troupeaux de bisons et de bœufs musqués, sur lesquels il faut faire enquête.

De toute façon, les gigantesques développements miniers qui se font dans les régions de Chibougamau et de l'Ungava, et même la présence des camps militaires, rendent nécessaires des mesures pour la protection de la faune dans l'extrême nord.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le Jardin zoologique de Québec est l'un des plus beaux de l'Amérique du Nord. Notre jardin zoologique est cent fois supérieur à celui de Toronto et même à celui de la Nouvelle-Orléans. On y trouve des spécimens de la faune des deux Amériques. Il fait l'envie de villes beaucoup plus considérables que la nôtre.

Le nombre des visiteurs augmente constamment d'année en année. En 1952, il a atteint près de 500,000 personnes. Les dépenses d'entretien augmentent également à mesure que le jardin se développe. Un droit d'entrée de 2 cents que l'on exige des adultes seulement est perçu par la Société zoologique et sert

à l'amélioration du jardin, en plus des crédits affectés à cette fin par le gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les recettes du parc des Laurentides ont augmenté de \$30,000 à \$35,000 l'an dernier, et celles du parc de la Gaspésie ont doublé.

Le ministère a installé une ferme pour l'élevage du faisan au parc du Mont-Orford; et depuis un ou deux ans, on lâche de ces faisans, notamment dans les Cantons-de-l'Est et de l'Île d'Orléans. Ce parc est aménagé pour les sportifs qui y trouvent, l'hiver, des pistes pour le ski et, l'été, un terrain de golf et de petits lacs. Le ministère entretient également un bâtiment où des jeunes musiciens viennent y donner des concerts durant la belle saison, sous la direction de M. l'abbé Lemieux, de Saint-Hyacinthe, et de M. l'abbé Pouliot, de l'Université Laval.

Au Mont-Tremblant, on a retracé les limites du parc en évitant les propriétés des clubs; et l'on a installé des gardiens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Établissement de pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le ministère dépensera \$50,000 de plus pour les piscicultures en 1953-1954. Il terminera notamment la construction de la pisciculture de Tadoussac, agrandira celle de Lachine. À Tadoussac, les travaux coûteront jusqu'à \$50,000 ou \$60,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars

soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux: construction de camps, etc. (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): C'est à la demande de l'opposition, pour placer des bureaux de renseignements aux points stratégiques dans les parcs, installer des buffets et des stations-services.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche: construction de cabines, etc. (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse; construction (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection et protection (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 5 février 1953**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens:**Débat sur le budget
1953-1954****L'honorable M. Gagnon (Matane):**

M. l'Orateur, avec l'année 1953 s'ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire du Canada et des pays du Commonwealth. Nous assistons non seulement au début d'un règne, mais d'une époque. Les historiens recherchent déjà dans l'évolution des événements du dernier siècle les similitudes entre la jeune reine Elizabeth II¹ et son illustre aïeule, la reine Victoria², et ils constatent qu'aujourd'hui comme il y a 100 ans, une famille de nations s'édifie sur des bases nouvelles.

Le couronnement de notre souveraine attirera dans la ville de Londres des milliers de personnes venues de toutes les parties du Commonwealth. Cette cérémonie possède une haute valeur symbolique; elle fait ressortir de façon grandiose la signification du

lien qui rattache au trône des peuples épris de liberté. Pour nous, elle comporte la même signification que pour le peuple de la Grande-Bretagne. Autrefois, la reine de la Grande-Bretagne était la reine de tout l'empire britannique. Aujourd'hui, la reine Elizabeth II est, pour les Canadiens, la reine du Canada. Autrefois, le gouvernement canadien ne gardait aucun contact direct avec la royauté. Le ministre des colonies de la Grande-Bretagne était son interprète auprès du trône. Aujourd'hui, cet intermédiaire n'existe plus et la reine de la Grande-Bretagne est en même temps la reine du Canada. Nous constatons ainsi, M. l'Orateur, l'heureux aboutissement des luttes livrées par les hommes politiques du dernier siècle pour assurer au Canada le statut d'un pays indépendant.

Le règne de la reine Elizabeth II commence environ 100 ans après le début de celui de la reine Victoria. Sous le règne de cette auguste souveraine, notre pays fit la conquête de ses droits politiques: gouvernement responsable, reconnaissance de la langue française, de la liberté des cultes, organisation du régime municipal et de notre système d'enseignement, codification de nos lois françaises, fondation de la première université française d'Amérique, l'Université Laval, qui vient de célébrer avec éclat son glorieux centenaire. Sous le règne de la reine Victoria a été conçu, rédigé et confirmé le pacte fédératif qui sert de base à la formule idéale de gouvernement pour un vaste pays comme le Canada, habité par deux grandes races jalouses de leurs traditions et de la richesse de leurs valeurs spirituelles.

Le peuple canadien conservera longtemps le souvenir du règne de la reine Victoria. Sa vie sans tache reste un exemple et une inspiration. Elle montait sur le trône à une heure très sombre de notre histoire, alors qu'un souffle libertaire faisait trembler l'Europe et que se déroulaient au Canada des conflits sanglants provoqués par l'incompréhension de ceux qu'on appelait les bureaucrates.

Le règne de son arrière-arrière-petite-fille, la reine Elizabeth II, commence aussi dans une atmosphère de tension universelle. Nous ignorons si l'avenir nous réserve la guerre ou la paix. Notre pays occupe une place de premier plan parmi les grandes nations industrielles du monde. Cependant, si l'entente cordiale rapproche aujourd'hui les deux races, certains bureaucrates font surgir, aujourd'hui comme hier, des problèmes analogues et aussi inquiétants. Hier, ils s'opposaient à la reconnaissance du gouvernement responsable. Aujourd'hui, ils veulent centraliser toute l'économie du pays et réduire les provinces à la mendicité. Croient-ils, en

réduisant leur droit de taxation, susciter entre elles des conflits pour mieux assurer leur disparition?

M. l'Orateur, nos forces de survivance restent plus puissantes que les forces de destruction, et nous gardons l'espoir que le règne de la reine Elizabeth II sera comme celui de la reine Victoria, un règne de liberté, de paix et de grandeur pour le Canada et tous les pays du Commonwealth.

Ce règne, espérons-le, verra les hommes libres reculer plus loin les frontières du monde où fleurissent les bienfaits de la culture et de la civilisation. Éclairé d'un bel idéal démocratique, il nous permettra d'augmenter la somme de bien-être de la population de notre pays et de notre chère province. Il assurera dans l'harmonie, nous en gardons l'espoir, l'épanouissement de la Confédération canadienne aussi bien que le respect de l'autonomie des provinces.

Fidèles au pacte fédératif, nous ne voulons pas retourner à la formule unitaire de 1840. Les deux grandes races ont respecté avec loyauté le pacte de 1867. Aujourd'hui, le monde comprend la signification du miracle canadien. Le vocable Canada ne signifie pas Canada anglais ou Canada français. Il est l'un et l'autre, pas plus l'un que l'autre. Notre pays, en l'espace de 40 ans, s'est élevé de l'état de colonie à celui de puissance mondiale, et cette conquête est due à la coopération splendide de deux grandes races.

L'Église de Rome, pour la deuxième fois, vient de reconnaître au Canada le principe de la dualité des races et des cultures. L'Église canadienne est désormais représentée au Sacré-Collège par deux cardinaux, l'un de langue anglaise et l'autre de langue française. L'Église consacre le principe dont s'étaient inspirés les Pères de la Confédération canadienne en décernant cet honneur à Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, l'une des plus belles figures de l'épiscopat canadien et de la Compagnie de Saint-Sulpice. Le Canada français est fier de posséder un nouvel ambassadeur aussi distingué au Sacré-Collège.

"Un Prince de l'Église, écrivait dernièrement la *Semaine Religieuse de Québec*, n'est pas seulement l'homme d'un diocèse, mais il appartient à tout le pays, particulièrement à toute sa nationalité."

Comme le disait Son Éminence le cardinal Léger, dans une remarquable allocution prononcée à Rome, le 12 janvier:

"L'Église est au-dessus des nationalismes. Elle sait cependant que les différentes cultures qui font la richesse des nations ont besoin d'être alimentées par la sève vivifiante de son esprit et de sa grâce,

pour demeurer vraiment humaines. Nous croyons que des cultures différentes peuvent apporter à un peuple une plus grande richesse nationale, et en nommant un second cardinal canadien, le Vicaire de Jésus-Christ sur la terre a donné aux principaux groupes ethniques de notre pays un exemple qui doit nous inciter tous à nous mieux comprendre afin de nous mieux aimer."

M. l'Orateur, nous nous associons de tout cœur à ces paroles d'une si belle inspiration. Nous souhaitons au distingué Prélat une carrière longue, heureuse et féconde et lui offrons l'expression de nos sentiments de respect et d'affection.

I

Faits saillants

1° L'année financière 1952-1953 se terminera par un surplus au compte ordinaire de \$42,239,300, après qu'une somme de \$12,258,000 aura été versée au fonds d'amortissement en réduction de la dette.

2° Les revenus de l'année 1952-1953 s'élèveront à \$280,766,300. Ils dépasseront de cinq millions ceux de l'an dernier.

3° Au cours de la présente année, le gouvernement effectuera des dépenses imputables au capital pour une somme approximative de \$81,145,000.

4° La dette nette de la province, qui s'élevait à \$308,243,000 au 31 mars 1945, s'établira à environ \$275,300,000 au 31 mars 1953. La diminution atteint donc \$33,000,000.

5° Le surplus consolidé de la province atteindra, au 31 mars 1953, la somme d'environ \$337,731,000. Au 31 mars 1952, il était de l'ordre de \$295,491,659.26, alors qu'il ne s'élevait qu'à \$43,522,635.69 au 31 mars 1945.

6° Le gouvernement n'a cessé d'augmenter depuis le 31 mars 1945 les fonds d'amortissement. À cette date, ces fonds se chiffraient à \$63,418,530.36 alors qu'au 31 mars 1952, ils s'élevaient à la somme de \$105,881,670.50.

7° La dette *per capita* de la province de Québec est la plus basse du pays. Elle se chiffre à \$77.57.

8° Pour l'année 1953-1954, le gouvernement prévoit une somme de revenus de \$288,494,900 et des dépenses ordinaires au montant de \$237,999,800. Le surplus au compte ordinaire atteindra la somme de \$50,495,100 et les dépenses imputables au capital s'élèveront à \$48,905,000.

9° Nos ressources naturelles ont rapporté au Trésor provincial une somme de \$30,421,000 pour l'année 1951-1952, alors qu'en 1935 elles ne rapportaient que \$4,108,107.96.

II

Considérations sur l'année financière 1952-1953

Pour la neuvième fois, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de soumettre aux membres de l'Assemblée législative l'exposé de la situation financière de la province. Chaque année, depuis neuf ans, j'ai le plaisir d'informer mes collègues de la Chambre que l'année financière en cours se terminera par un surplus substantiel au compte ordinaire.

Pour l'année 1952-1953, ce surplus s'élèvera à environ \$42,239,300. Les revenus atteindront une somme approximative de \$280,766,300 et les dépenses ordinaires, \$238,527,000. Le gouvernement utilisera ses revenus pour payer non seulement ses dépenses administratives, mais aussi la plus grande partie de ses placements ou dépenses imputables au capital.

Il est en effet remarquable qu'au cours des huit dernières années, le gouvernement, après avoir pourvu au paiement de ses frais d'administration, de gestion et d'entretien des actifs de la province, après avoir augmenté sensiblement ses fonds d'amortissement destinés à diminuer la dette consolidée, ait pu, à même ses revenus ordinaires, attribuer plus de \$300,000,000 à des travaux permanents dont bénéficiera la génération présente aussi bien que les générations futures. Dans ce domaine, figure la construction des écoles techniques et spécialisées, des écoles d'arts et métiers, des entrepôts, des ponts et des grandes routes.

C'est une pratique courante dans plusieurs municipalités, et même dans certaines provinces, de solder, à même l'emprunt, les dépenses imputables au capital. Québec a établi la louable initiative financière d'acquitter la totalité de ses dépenses d'administration et la presque totalité de ses dépenses imputables au capital, à même ses surplus au compte ordinaire. La réussite de cette sage politique démontre la solidité financière de la province, accroît son crédit et maintient l'intégrité de son pouvoir d'emprunt. Au cours des périodes de marasme et de dépression, les problèmes financiers recevront une solution plus facile, grâce à l'excellent crédit de la province. Aussi, au cours du mois de janvier 1952, le journal *Montreal Star* louait la prudence administrative de l'Union nationale dans un éditorial intitulé: "Prosperous Times and Careful Financing".

Assurément, M. l'Orateur, le gouvernement aurait pu dans le passé suivre les méthodes en usage en d'autres provinces et n'imposer aux générations actuelles qu'une partie du coût des travaux de nature

permanente. Cependant, la période de prospérité remarquable que nous traversons pose sur nos épaules des obligations très lourdes. Serait-il sage de retarder les améliorations et constructions nécessaires et, conséquemment, d'entraver le progrès, de crainte de recourir à l'emprunt dont l'objet principal consiste à reporter une partie minime de la dépense sur les années futures?

Aussi, le gouvernement, envisageant dans son ensemble, en 1950, le problème routier plus difficile et plus complexe qu'ailleurs, par l'insuffisance de nos chemins de fer, a-t-il demandé à la Chambre le vote de la loi 14-15 George VI, chapitre 15 (1950-1951). Cette loi était destinée à mettre en application un programme de réfection du réseau routier de la province aussi bien que la construction de ponts modernes sur nos grandes routes.

a) Augmentation des revenus

Nos revenus suivent depuis 1945 une courbe ascendante continue. Ils dépasseront, pour l'année financière qui se terminera le 31 mars prochain, la somme de \$280,000,000, quand, pour l'année financière 1951-1952, ils se chiffraient à la somme de \$275,672,790.74. Les augmentations les plus importantes sont inscrites au chapitre de la taxe sur la gasoline, la taxe sur le tabac et la vente des permis d'automobiles (Cf. *Tableau No 1*).

Ces revenus toutefois ne proviennent pas uniquement de la taxation; ils s'accroissent dans une proportion marquante par une sage et prudente exploitation de nos ressources naturelles. Désireuse d'assurer l'entière propriété de nos richesses à la population, l'administration actuelle refuse de les aliéner au profit de l'entreprise privée, afin qu'elles contribuent à augmenter son bien-être et celui des générations futures.

Durant l'année 1935, avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, nos ressources naturelles ne rapportaient que la somme de \$4,108,107.96. En 1945, elles rapportaient déjà une somme de \$11,015,000, tandis qu'en 1952, elles enrichissaient le Trésor provincial d'une somme de \$30,421,000. Et cette somme ne tient pas compte des revenus des barrages, qui servent à payer leurs frais d'entretien.

L'activité économique prodigieuse de l'heure, le développement rapide de nos ressources hydrauliques, les perspectives immenses de notre industrie minière sont autant de facteurs qui nous assureront, au cours des prochaines années, une augmentation sensible des revenus provenant de nos ressources naturelles (Cf. *Tableau No 2*).

b) La taxation dans la province

Au cours de la dernière campagne électorale, les membres de l'opposition ont essayé de faire croire à la population de notre province que la taxation était plus élevée dans le Québec que dans les autres provinces canadiennes. Cette affirmation, comme bien d'autres, était destinée à induire l'électorat en erreur. Or, d'après les chiffres du Bureau fédéral de la statistique du mois d'octobre 1952, seul le Manitoba possède une taxation *per capita* légèrement moins élevée que le Québec, et cependant, le Manitoba est une province moins pourvue en richesses naturelles que la nôtre.

Si les membres de l'opposition avaient voulu exposer le problème de la taxation d'une manière objective, ils n'auraient pas passé sous silence ce fait incontestable que, sur chaque dollar payé en impôt par le contribuable québécois, le gouvernement provincial ne retire que 13 centins et les municipalités 10 centins, quand l'État fédéral, en mal de centralisation fiscale, retire du même contribuable, 77 centins.

Ils se sont bien gardés de dire les sommes considérables retirées par l'État fédéral à même les principales sources de revenu des provinces, soit l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur les corporations et l'impôt sur les successions. Pour la seule année 1952, le gouvernement fédéral a perçu de ces seules sources d'impôt, dans tout le Canada, plus de deux mille millions.

Alors que tous les corps publics et spécialement l'Union des cultivateurs, les Ligues de propriétaires, les Chambres de commerce, l'Association des manufacturiers canadiens et tous les syndicats ouvriers se plaignent du très haut niveau de la taxation fédérale, les membres de l'opposition restent indifférents. Ils devraient savoir cependant qu'au cours de la seule année 1952, le gouvernement fédéral a perçu dans la province de Québec en impôt sur le revenu des particuliers, en impôt sur les corporations et en impôt sur les successions, une somme de \$611,157,042. Pourtant, de 1939 à 1945, le gouvernement fédéral a admis à plusieurs reprises qu'il était dans l'obligation de demander aux Canadiens une contribution fiscale maximum pour payer les dépenses de guerre. Or, cette contribution à même les sources de revenu plus haut mentionnées, n'a jamais atteint la somme de \$500,000,000 pour la province de Québec durant cette période. Dans la province d'Ontario, le fédéral a retiré de ces sources de revenu en 1952 la somme de \$1,046,968,377, alors qu'au cours de la dernière guerre, le montant

prélevé par le gouvernement fédéral n'a dépassé qu'à deux reprises la somme de \$700,000,000. De 1939 à 1945, le gouvernement fédéral a demandé aux contribuables, dans le domaine des impôts, un effort de guerre total. Je ne comprends pas très bien pourquoi, maintenant que la guerre est terminée, on lui demande une contribution encore plus considérable.

Voici un tableau donnant le total de l'argent retiré par le gouvernement fédéral, sur le revenu des particuliers, sur les profits des corporations et sur les successions, dans le Québec et l'Ontario, de 1942 à 1952:

<i>Année</i>	<i>Québec</i>	<i>Ontario</i>
1942	\$ 200,522,959	\$ 325,868,874
1943	434,742,868	689,138,536
1944	492,710,468	782,248,910
1945	442,982,576	748,320,240
1946	414,059,164	667,777,586
1947	412,119,383	652,465,484
1948	383,967,886	581,873,930
1949	373,514,195	622,954,410
1950	353,903,217	600,544,274
1951	429,894,266	740,106,446
1952	<u>611,157,042</u>	<u>1,046,968,377</u>
	<u>\$4,549,574,024</u>	<u>\$7,458,267,067</u>

Si vous avez de plus la curiosité de comparer le pourcentage des impôts payés par le contribuable canadien, tant au Trésor fédéral qu'à celui des diverses provinces, vous arriverez à la conclusion que le contribuable du Québec se trouve dans une situation privilégiée. Prenez, par exemple, le revenu brut des taxes perçues par le gouvernement fédéral, le revenu brut des taxes perçues par le gouvernement de l'Ontario et le même revenu par le gouvernement de la province de Québec; divisez ces montants par le chiffre de la population respective du Canada, celui de la population de l'Ontario et celui de la population de la province de Québec, et vous constaterez facilement que notre province est la moins taxée. Certains impôts prélevés dans la province de Québec peuvent ne pas l'être dans les autres provinces de la Confédération. Il existe également des impôts qui sont perçus dans les autres provinces et qui n'existent pas dans la nôtre. Cependant, aucune des taxes actuellement prélevées dans la province de Québec n'a d'abord été imposée par l'Union nationale. Ce fait est incontestable et personne ne peut le mettre en doute.

L'administration provinciale a néanmoins le devoir, par suite de ses lourdes obligations, d'utiliser de la façon la plus judicieuse possible les taxes que les lois lui permettent de percevoir.

Les membres de l'opposition reprochent parfois au gouvernement de l'Union nationale de faire perdre à la province plusieurs millions de dollars par année, par son refus d'accepter une subvention en échange de nos droits de taxation. N'est-il pas juste d'affirmer qu'un gouvernement ne doit pas prélever des contribuables plus d'argent qu'il n'en a besoin pour les fins nécessaires de l'administration? Et n'est-il pas équitable de rappeler que les subventions offertes à la province par le gouvernement fédéral devraient être payées à même le produit des impôts versés par le contribuable?

La *Gazette* du 26 janvier dernier souligne avec raison que le contribuable provincial est en fait le même que le contribuable fédéral. C'est toujours le même homme qui est appelé à payer, et si le gouvernement fédéral offre aux provinces plus d'argent qu'elles n'en veulent retirer, c'est qu'en réalité ce même gouvernement exige un sacrifice inutile des payeurs de taxes. Et comme l'honorable député de Montmagny (M. Rivard) le soulignait ces jours derniers, si l'Etat fédéral envahit la juridiction des provinces pour faire des dons ou accorder des subventions, pour l'éducation par exemple, nous devons en conclure que le même gouvernement perçoit plus d'argent qu'il n'en a besoin pour les fins de sa propre administration.

c) Relation entre la dette consolidée nette et les revenus de la province

Pour illustrer l'excellente situation financière de la province, permettez-moi, M. l'Orateur, d'établir un point de comparaison entre le montant de la dette consolidée nette et le montant des revenus. Au 31 mars 1945, la dette consolidée nette, c'est-à-dire la dette obligataire et les bons du Trésor, moins les fonds d'amortissement, s'élevait à la somme de \$359,562,569.01, et les revenus de l'année à la somme de \$96,455,703.28. Les revenus étaient donc l'équivalent de 26.8 % de la dette plus haut mentionnée. D'autre part, au 31 mars 1952, la dette consolidée nette était réduite à la somme de \$330,418,112.37 et les revenus de l'année s'élevaient à la somme de \$275,672,790.74. Les revenus représentaient donc 83.43 % de la dette consolidée nette.

Ainsi, pour chaque dollar de revenu annuel, la dette ci-dessus représente \$1.17, en regard de

\$4.56 en 1939. La province de Québec pourrait donc, si elle consacrait tous ses revenus au paiement de sa dette, l'éteindre en l'espace d'un an et deux mois environ.

Quel résultat obtiendrions-nous, si nous appliquons le même raisonnement pour la dette du gouvernement ontarien, la dette du gouvernement canadien et la dette du gouvernement américain?

En premier lieu, la dette consolidée nette de l'Ontario, au 31 mars 1952, s'élevait à la somme de \$670,273,000, alors que les revenus ordinaires de la même année se chiffraient à \$302,320,999. Il lui faudrait donc deux ans et deux mois de revenu pour payer toute sa dette.

En deuxième lieu, la dette brute du gouvernement fédéral, pour la dernière année, s'élève à \$14,695,410,455, alors que les revenus se chiffrent à \$3,980,908,652. Il faudrait donc environ trois ans et huit mois de revenu au gouvernement fédéral pour éteindre la dette du pays.

Enfin, la dette du gouvernement américain s'établissait à \$259,105,178,785 au 30 juin 1952 et les revenus à \$62,128,606,579, ce qui veut dire qu'il lui faudrait un peu plus de quatre ans pour éteindre complètement sa dette.

Cette relation entre les revenus et la dette pour le gouvernement de la province de Québec, le gouvernement de l'Ontario, le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis, est à elle seule plus significative que tous les arguments que nous pouvons apporter pour établir la situation financière vraiment remarquable de la province.

d) Les dépenses

Pour l'année financière 1952-1953, les dépenses ordinaires se chiffrent à environ \$238,527,000 et les placements ou dépenses imputables au capital à une somme approximative de \$81,145,000 (Cf. *Tableau No 3*).

Si nous comparons les dépenses ordinaires pour l'année 1952-1953 avec celles de l'année 1951-1952, nous constatons une augmentation au ministère de la Voirie de \$21,000,000, au ministère de la Santé de \$8,500,000, au ministère du Bien-être social et de la Jeunesse de \$6,000,000, au département de l'Instruction publique de \$5,000,000 et au ministère de la Colonisation de \$4,500,000.

Tous les observateurs impartiaux admettent l'ampleur du développement économique de la province. Les journaux du Canada et des États-Unis, les revues comme le *Monetary Times* de Toronto et *Fortune* de New York publient souvent des articles

très documentés sur les progrès du Québec. Le *New York Times*, le *New York Daily News* et le *Financial Post* attirent l'attention de leurs lecteurs sur le développement hydraulique et le développement minier de l'heure présente. Cette expansion prodigieuse de notre économie, M. l'Orateur, nous impose de lourdes obligations. En présence d'une activité industrielle et agricole en pleine évolution, le gouvernement de la province doit fournir à la jeunesse les instruments nécessaires pour lui permettre de remplir dans la vie économique de demain un rôle de premier plan. L'augmentation de la population exige des écoles plus nombreuses et plus modernes, des écoles spécialisées, des universités dignes du haut savoir, des hôpitaux mieux organisés et des services d'hygiène appropriés. Des routes et des ponts doivent être construits pour desservir les régions nouvelles et répondre à une circulation plus intense dans les régions plus anciennes.

Pour aider à notre jeunesse, le gouvernement de l'Union nationale construit entièrement à ses frais, sans assistance de la part des corporations municipales, les écoles techniques, les écoles d'arts et métiers, dans les régions rurales aussi bien que dans les grands centres urbains.

Dans les districts ruraux, les commissions scolaires reçoivent aujourd'hui, pour la construction de nouvelles écoles, des subventions qui varient entre 60 % et 80 %, et le gouvernement consacre des sommes très généreuses à la construction d'hôpitaux. M. l'Orateur, je suis fier d'affirmer que les sommes actuellement dépensées pour l'éducation et la santé publique représentent un tiers du budget total de l'administration.

Une partie également très importante de notre budget est destinée à la voirie. Personne n'ignore l'immense étendue de notre province. Son territoire dépasse 611,000 milles carrés; il pourrait contenir la France trois fois, l'État de New York et l'Angleterre douze fois et la Belgique cinquante fois.

Le peuple de Québec sait-il que notre province, qui est la plus vieille de la Confédération canadienne, est celle qui est la plus pauvrement desservie par les compagnies ferroviaires? Si vous consultez un rapport officiel inséré au *Hansard* de la Chambre des communes, le 15 mai 1952, vous constaterez que, de toutes les provinces canadiennes, à l'exception de Terre-Neuve qui vient d'entrer dans la Confédération, la province de Québec n'est pourvue que de neuf milles de voie ferrée par 1,000 milles carrés de son territoire, alors que d'autres provinces, comme les Maritimes, possèdent près de 100 milles

de voie ferrée par 1,000 milles carrés. Ainsi, la petite province de l'Île-du-Prince-Édouard possède 131 milles de voie ferrée par 1,000 milles carrés, la Nouvelle-Écosse 67.3 milles et le Nouveau-Brunswick 66.8. Ces statistiques démontrent, en outre, que la province de Saskatchewan, par exemple, a 10 milles de voie ferrée par 1,000 habitants, alors que dans la province de Québec, il ne se trouve qu'un mille de voie ferrée par 1,000 habitants.

Voies de chemin de fer à vapeur

Quelle est la longueur des voies de chemin de fer à vapeur dans chaque province:

- par 1,000 personnes,
- par 1,000 milles carrés?

Voies de chemin de fer à vapeur

Province	Milles de voie ferrée, année civile 1950 ¹	Milles de voie ferrée par 1,000 habitants	Milles de voie ferrée par 1,000 milles carrés
Terre-Neuve.....	705	2.0	4.9
Île-du-Prince-Édouard ...	286	2.9	131.0
Nouvelle-Écosse	1,397	2.2	67.3
Nouveau-Brunswick	1,835	3.6	66.8
Québec	4,795	1.2	9.2
Ontario	10,458	2.3	28.8
Manitoba	4,834	6.2	22.0
Saskatchewan	8,739	10.5	36.7
Alberta	5,643	6.0	22.7
Colombie britannique	3,890	3.3	10.8
Canada ²	42,582	3.0	19.8

¹ La statistique relative à la longueur des voies ne comprend pas la deuxième voie des voies doubles, ni les voies aménagées dans les industries et les cours, ni les voies d'évitement.

² À l'exclusion du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Référence: *Le Hansard*, 15 mai 1952

Aussi, le 16 mai dernier, le chef du gouvernement de l'Union nationale, l'honorable premier ministre, invitait la direction des Chemins de Fer Nationaux à donner justice au Québec. Dans une conférence de presse, l'honorable premier ministre déclarait, alors qu'il soulignait l'importance d'une voie ferrée entre Matane et Gaspé:

"La Gaspésie, ce n'est pas seulement la porte d'entrée de la province de Québec, mais également de l'Ontario et d'une partie des provinces de l'Ouest.

Il n'est pas nécessaire, ajoutait-il, d'être un expert pour réaliser qu'il est inutile de barricader les fenêtres si la porte est grande ouverte."

Il faisait alors allusion à la nécessité, au point de vue de la défense militaire, de donner, à la côte sud et à la côte nord du Saint-Laurent, un système de protection vraiment utile et efficace.

"Une nouvelle ligne de chemin de fer en Gaspésie, disait-il, s'impose pour répondre aux besoins du présent et du futur, et surtout pour assurer la protection civile."

L'insuffisance de nos moyens de transport rendait impossible un développement industriel d'envergure. Nos richesses seraient demeurées inexploitées; nous serions demeurés pauvres dans une province riche. C'est pourquoi le chef de l'Union nationale prit des mesures énergiques pour doter notre province d'un réseau routier moderne. Ainsi, durant de nombreuses années, la population de la région de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean a fait entendre des plaintes sur le service de chemin de fer Québec-Chicoutimi. Il fallait 10 heures pour franchir la distance entre ces deux villes. Aujourd'hui, grâce à un boulevard moderne, le trajet est réduit à trois heures.

Depuis de nombreuses années, la population de la Gaspésie réclame l'amélioration du chemin de fer qui sépare Matapédia et Gaspé et demande en même temps la construction d'une voie ferrée entre Matane et Gaspé. Le chemin de fer n'a pas été amélioré; la voie demandée n'a pas été construite, mais le gouvernement de l'Union nationale poursuit actuellement la reconstruction complète de la route de ceinture de la Gaspésie. Depuis 25 ans, des compagnies minières demandent la construction d'une voie ferrée pour relier le Lac-Saint-Jean à Chibougamau. La voie ferrée n'est pas encore construite, mais le gouvernement a relié Saint-Félicien à Chibougamau par une route de premier ordre. D'un côté, des plaintes sans suite, des requêtes sans réponse; de l'autre, des œuvres concrètes destinées à promouvoir les intérêts de ces régions, tout en permettant l'exploitation de nos ressources naturelles. Le gouvernement de l'Union nationale a voulu réaliser cet objectif et il a commencé, dès 1945, la préparation d'un plan d'ensemble pour doter notre province d'un réseau routier approprié à notre progrès économique. Ce travail terminé, la Législature adopta en 1950, la loi 14-15 George VI, chapitre 15, destinée à mettre en œuvre un programme d'amélioration à notre voirie. Pour réparer les erreurs du passé et essayer de reprendre le temps perdu, le gouvernement se trouvait dans

l'impossibilité de régler le problème avec les seuls revenus de la taxe sur la gasoline et de la vente des permis d'automobiles, et c'est pourquoi une somme de \$60,000,000 devait être consacrée à ces travaux.

Depuis 1945, le ministère de la Voirie, en coopération avec le ministère des Travaux publics, a entrepris son programme de réfection de notre réseau routier. Aucune région n'a été négligée et il n'est pas possible d'énumérer ici toutes les améliorations réalisées. Ce programme nécessitait également la construction de plusieurs ponts sur nos grandes routes. Permettez-moi, M. l'Orateur, de citer par exemple la construction du pont de Montmagny, du pont sur la rivière Montmorency sur la route Québec-Sainte-Anne-de-Beaupré, du pont qui relie Valleyfield à Coteau Landing, du pont de Rimouski, etc. Sait-on de plus que les travaux exécutés au pont de Québec et la construction du pont sur la rivière Chaudière ont entraîné une dépense de plus de \$6,000,000? Désirez-vous, M. l'Orateur, savoir ce qu'il faut penser des transformations réalisées au cours des dernières années: consultez les automobilistes de chacune des régions de la province. Tous reconnaissent l'œuvre accomplie dans ce domaine par le gouvernement de l'Union nationale.

Ai-je besoin d'ajouter que ces constructions de routes nécessaires pour le transport des passagers et des marchandises constituent un actif précieux, non seulement pour la défense de notre province, mais aussi de tout le continent nord-américain? La protection de notre pays contre les attaques militaires est impossible, sans chemin de fer et sans routes modernes. Tous les villages situés sur les rives du golfe ou du fleuve Saint-Laurent peuvent devenir en cas de guerre autant de points vulnérables, impossibles à défendre sans voies de transport. Les gouvernements ont pourtant le devoir impérieux de protéger la population. Même si ces régions nouvelles sont aujourd'hui traversées par de bonnes routes, le gouvernement fédéral devrait prêter une oreille plus attentive aux requêtes des organisations industrielles et commerciales de la Gaspésie, de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean qui, depuis si longtemps, réclament un service de chemin de fer essentiel pour leur progrès et leur sécurité.

Quoi qu'il en soit, malgré tout le progrès actuel, nombre d'ingénieurs et nombre d'experts dans le domaine du transport affirment que le gouvernement de la province devrait amplifier davantage son programme de voirie. Ainsi, dans un bulletin rendu public au début de janvier, l'Association des bonnes routes incite les gouvernements à consacrer des sommes plus fortes à cette fin. Car, affirme ce bulletin:

"L'année prochaine, environ 3,237,000 automobiles circuleront sur les routes canadiennes. Les routes améliorées couvriront une distance de 175,000 milles, dont moins d'un quart pavées. C'est ainsi qu'il y aura au pays 18.5 véhicules automobiles par mille de routes améliorées, et si la tendance actuelle persiste, l'encombrement sur les routes canadiennes continuera de s'accroître. La situation, déjà critique, empirera à moins de trouver une solution à ce problème."

La circulation sur nos routes augmente dans des proportions considérables d'une année à l'autre, et si j'en crois le rapport de Simpson & Curtin, ingénieurs en transport de Philadelphie, le pourcentage de l'augmentation du nombre des véhicules dans la seule région de Montréal est plus considérable que dans toutes les grandes villes américaines (Cf. *Tableau No 4*). Ainsi, de 1945 à 1951, la population de la ville de Montréal a augmenté de 7.55 %, alors que le nombre des véhicules automobiles a doublé, c'est-à-dire a augmenté de 100 % (Cf. *Tableau No 5*). Même si l'augmentation du nombre des véhicules n'est pas aussi sensible dans les districts ruraux, elle est suffisante pour nous convaincre qu'un changement radical s'est opéré depuis 10 ans. D'une année à l'autre, les compagnies d'autobus transportent des passagers de plus en plus nombreux, et celles qui s'occupent du transport des marchandises connaissent également une augmentation marquée dans le volume de leurs affaires.

Il faut nécessairement se rendre compte que, malgré l'étendue du territoire de la province et l'amplitude de son développement, nos dépenses de voirie sont encore de beaucoup inférieures aux dépenses effectuées par la province d'Ontario qui, en 1951-1952, a exécuté un programme dont le coût dépasse \$100,000,000.

e) Dépenses imputables au capital

Pour l'année financière 1952-1953, les dépenses imputables au capital des ministères de la Voirie et des Travaux publics, se chiffrent à environ \$72,000,000. La loi 14-15 George VI, chapitre 15, en plus de permettre l'exécution d'un programme d'amélioration pour notre réseau routier, autorisait le gouvernement à emprunter pour faire face à ces dépenses. Une partie du produit de deux emprunts effectués sur le plus grand marché monétaire du monde, celui de New York, a été consacrée au paiement de ces travaux. Un premier emprunt au montant de \$50,000,000 a été négocié en 1951 à un taux d'intérêt extrêmement avantageux, soit 2% % et,

le 1^{er} décembre dernier, un second emprunt au montant de \$25,000,000, au taux de 3¼ %. Par contre, le total des dépenses imputables au capital pour l'année 1952-1953 atteindra \$81,145,000. Les dépenses imputables au capital sont des placements à long terme de la part du gouvernement, parce qu'elles se traduisent par des travaux de longue durée comme la construction de routes permanentes, la construction de ponts ou d'édifices publics. Si une compagnie industrielle désire agrandir son usine, augmenter ses opérations, elle fait appel à de nouveaux capitaux, et ces nouveaux capitaux stimulent son développement. Il en est de même pour le gouvernement.

Nous aurions pu payer toutes ces dépenses par l'emprunt et ainsi en répartir le coût sur une longue période d'années. Cependant, jusqu'ici, le gouvernement a payé la très grande partie de ces dépenses à même son surplus au compte ordinaire. Toutefois, pour l'année 1952-1953, une partie notable de ces dépenses est payée à même le surplus au compte ordinaire, l'autre est payée à même le produit de l'emprunt. D'ailleurs, si nous tenons compte du fait que la dette nette de la province est moins élevée à l'heure actuelle qu'elle l'était au 31 mars 1945, et si nous envisageons toutes les œuvres réalisées par le gouvernement de l'Union nationale, nous croyons que toute personne de bonne foi trouvera logique qu'une partie minime au moins de ces améliorations soit payée par ceux qui en bénéficieront dans le futur. En d'autres termes, le gouvernement a prévu depuis 1948 et 1949 qu'il ne lui serait pas toujours possible de payer toutes ces dépenses à même ses revenus ordinaires et, dès ce moment, il prévoyait des années financières qui ne se termineraient pas par un surplus global d'opérations.

Du 31 mars 1945 au 31 mars 1953, l'administration de l'Union nationale a entrepris des travaux d'une nature permanente pour une somme totale de \$360,521,361. Ces dépenses imputables au capital s'établissent comme suit:

Année terminée le 31 mars 1946	\$12,977,903
Année terminée le 31 mars 1947	24,287,135
Année terminée le 31 mars 1948	40,927,129
Année terminée le 31 mars 1949	64,755,220
Année terminée le 31 mars 1950	42,341,455
Année terminée le 31 mars 1951	33,825,175
Année terminée le 31 mars 1952	60,262,344
Année terminée le 31 mars 1953	* 81,145,000
Total:	\$360,521,361

* Estimation

f) *Huitième surplus en huit ans*

Malgré la contribution gigantesque apportée par l'Union nationale au développement et au progrès de la province, le gouvernement a enregistré chaque année, au cours de ses huit années d'administration, un important surplus au compte ordinaire. C'est le huitième surplus en huit ans.

Le surplus au compte ordinaire de la province pour l'année 1952-1953 se chiffrera à environ \$42,239,300 et, depuis 1945, ces surplus au compte ordinaire se totalisent à environ \$293,000,000.

Année terminée le 31 mars 1946.....	\$ 4,768,397.59
Année terminée le 31 mars 1947.....	26,471,830.14
Année terminée le 31 mars 1948.....	44,367,887.61
Année terminée le 31 mars 1949.....	33,765,031.80
Année terminée le 31 mars 1950.....	31,753,562.73
Année terminée le 31 mars 1951.....	38,006,501.71
Année terminée le 31 mars 1952.....	62,074,513.44
Année terminée le 31 mars 1953.....	* 42,239,300.00

Total: \$293,447,025.02

* Estimation

g) *Surplus consolidé*

Ces surplus sont confirmés chaque année par l'auditeur de la province et le sous-ministre des Finances. Le surplus au compte ordinaire de \$42,239,300, au 31 mars 1953, s'ajoutera au surplus consolidé de la province qui s'élevait, d'après les *Comptes publics*, au 31 mars 1952, à la somme de \$295,491,659.26 et qui se chiffrera, au 31 mars 1953, à environ \$338,000,000. Ainsi, ce surplus consolidé qui, d'après les *Comptes publics*, au 31 mars 1945, était de \$43,522,635.69, aura été multiplié par huit au cours des huit dernières années.

h) *Diminution de la dette nette*

Au 31 mars 1945, soit à la fin de la dernière année financière de l'administration libérale, la dette nette, c'est-à-dire la différence entre le passif direct et l'actif réalisable, s'élevait à la somme de \$308,243,440.96. D'après les *Comptes publics* distribués aux membres de la Législature au cours de la présente session, la dette nette de la province s'établissait, au 31 mars 1952, à la somme de \$248,776,943.16. Ce résultat démontre une diminution d'environ \$60,000,000, en l'espace de sept ans. Au 31 mars 1953, la dette nette de la province sera un

peu plus élevée qu'elle ne l'était l'an dernier, mais elle sera encore de plus de \$30,000,000 inférieure à la dette nette au 31 mars 1945, bien que, cette année, le gouvernement ait effectué des dépenses imputables au capital pour plus de \$80,000,000.

Au cours des dernières années, les membres de l'opposition ont parlé de la dette indirecte de la province, dont tous les détails apparaissent chaque année dans les *Comptes publics*. La dette indirecte représente le total des engagements pris par le gouvernement pour la construction des hôpitaux et des écoles. Actuellement, la très grande partie de cette dette indirecte est constituée par des emprunts garantis par la province et effectués par l'Hydro-Québec. L'Hydro est une entreprise florissante qui, avec ses propres revenus, est en mesure de faire face à toutes ses obligations.

i) *Dette per capita*

J'ai eu l'occasion tout à l'heure de mentionner que la taxation *per capita* dans la province de Québec est inférieure au taux de la taxation dans les autres provinces canadiennes, à l'exception du Manitoba. Aujourd'hui encore, comme par les années passées, si nous faisons abstraction de la province de Terre-Neuve dont la dette dans sa presque totalité a été absorbée par le gouvernement fédéral lors de son entrée dans la Confédération, la province de Québec est la province où la dette nette *per capita* est la plus basse. C'est même la seule où cette dette nette *per capita* est inférieure à \$100.

Le prospectus du dernier emprunt effectué aux États-Unis contient un tableau comparatif préparé sous la direction des représentants de la First Boston Corporation. Ce tableau établit la dette consolidée nette *per capita* de la province de Québec de 1939 à 1952 (Cf. *Tableau No 6*).

1939	\$ 85.98
1940	103.66
1941	107.69
1942	106.39
1943	103.42
1944	100.63
1945	98.43
1946	93.79
1947	86.86
1948	82.13
1949	90.24
1950	85.11
1951	79.82
1952	77.57

Ces chiffres indiquent que, sous l'administration de l'Union nationale, la dette consolidée nette *per capita* a toujours été inférieure à \$100, alors que, sous l'administration libérale, elle était supérieure à \$100. De plus, M. l'Orateur, ces chiffres prouvent que, sous l'administration de l'Union nationale, la diminution de la dette est constante.

Aussi, j'ai eu le plaisir de recevoir au mois de décembre dernier, de l'un des représentants du syndicat financier de New York dont je viens de parler, une lettre contenant les commentaires suivants sur la dette *per capita* de la province:

"Ces chiffres constituent une impressionnante démonstration de la situation très favorable de votre crédit." Au surplus, si nous établissons, pour chacune des années mentionnées plus haut, les dépenses imputables au capital faites par le gouvernement, nous obtenons les chiffres suivants:

1939.....	\$ 34,074,138.22
1940.....	19,457,798.15
1941.....	17,857,224.53
1942.....	11,830,995.93
1943.....	9,191,611.19
1944.....	12,443,144.16
1945.....	12,977,903.04
1946.....	24,287,135.93
1947.....	40,927,129.66
1948.....	64,755,220.28
1949.....	42,341,455.15
1950.....	33,825,175.99
1951.....	60,262,344.42
1952.....	* 81,145,000.00

* Estimation

Ce tableau permet une conclusion significative: sous l'administration libérale, la dette est plus élevée et les travaux permanents négligés; sous l'administration de l'Union nationale, la dette est moins élevée et les travaux permanents multipliés.

j) Emprunts remboursés et nouveaux emprunts

Après huit années d'administration financière, ne serait-il pas utile de faire une revue de nos remboursements d'obligations et de nos nouvelles obligations depuis 1944? Au 31 mars 1944, M. l'Orateur, la dette consolidée nette était de \$328,292,000. Au 31 mars 1952, elle s'élevait à \$330,418,000. Elle était donc augmentée de \$2,126,000, en l'espace de huit ans.

Du 1^{er} avril 1944 au 31 mars 1952, le gouvernement de la province a émis des obligations pour un montant de \$253,395,000 (Cf. *Tableau No 7*). Pendant la même période, le gouvernement a remboursé des emprunts arrivés à échéance pour un montant de \$203,876,000. Le chiffre des emprunts émis dépasse donc de \$49,519,000 celui des emprunts remboursés.

Toutefois, le Trésor provincial a mis en pratique une politique de stabilité et d'économie et, durant cette période de 1944 à 1952, il a augmenté les fonds d'amortissement d'une somme de \$47,393,000. Cette augmentation explique la différence de \$2,126,000 mentionnée tout à l'heure. (Voir le tableau ci-dessous)

Emprunts remboursés et nouveaux emprunts

Les nouveaux emprunts se sont élevés à..... \$253,395,000.00
Alors que les emprunts remboursés forment un total de..... 203,876,000.00

L'excédent des emprunts émis sur les emprunts remboursés s'élève ainsi à 49,519,000.00

Pendant cette période les fonds d'amortissement ont été portés de \$58,489,000 à \$105,882,000, soit une augmentation de 47,393,000.00

L'augmentation de la dette consolidée nette est donc de..... \$ 2,126,000.00

Cependant, il est impossible de mettre en oubli l'héritage reçu, lors de notre arrivée au pouvoir

au mois d'août 1944. En effet, la dette flottante se chiffrait à cette date à \$55,523,000 et, pour ne pas

nuire au crédit de la province, nous avons été dans l'obligation de la consolider en partie par deux émissions d'obligations. Le premier emprunt s'élevait à \$22,970,000 et le second à \$15,000,000, soit un total de \$37,970,000. Cette opération augmente donc d'autant la dette consolidée durant cette période, et si nous retranchons ce montant du total donné, notre dette consolidée nette a été réduite de \$35,844,000 en l'espace de huit ans.

De plus, une comparaison attentive entre les nouveaux emprunts et les emprunts remboursés révèle que les nouveaux emprunts ont été effectués pour une période moyenne de 14½ années à un taux d'intérêt nominal moyen de 2.94 %, alors que les emprunts remboursés avaient été émis pour une période de 12½ années au taux d'intérêt nominal moyen de 3.20 %.

Ainsi, de 1944 à 1952, le gouvernement de la province a toujours réussi à emprunter à un taux nominal légèrement inférieur à 3 %.

k) Nos obligations sur le marché

Au cours de la présente année financière, le gouvernement a racheté par anticipation trois émissions d'obligations et renouvelé temporairement un emprunt échu. Il a de plus effectué deux emprunts nouveaux, l'un pour le développement du système routier, et l'autre pour rembourser le fonds consolidé du revenu qui, depuis un emprunt de 1950, avait été grevé de près de quatorze millions de dollars par des avances à l'Office du crédit agricole et à l'Office de l'électrification rurale. Voici le détail des opérations déjà effectuées ou actuellement projetées:

A - Emprunts émis

<i>Date d'émission</i>	<i>Échéance</i>	<i>Terme</i>	<i>Coupon</i>	<i>Montant (milliers de dollars)</i>
1 ^{er} avril 1952	1 ^{er} oct. 1953	18 mois	1½ %	\$12,600
1 ^{er} juin 1952	1 ^{er} oct. 1953	16 mois	1½ %	\$13,450
1 ^{er} déc. 1952	1 ^{er} déc. 1972	20 ans	3¼ %	\$25,000
15 déc. 1952	15 déc. 1962	10 ans	4 %	\$15,000
Total:				<u>\$66,050</u>

B - Emprunts remboursés

<i>Date d'émission</i>	<i>Date du remboursement</i>	<i>Terme primitif</i>	<i>Coupon</i>	<i>Montant (milliers de dollars)</i>	
1 ^{er} oct. 1941	1 ^{er} avril 1952	12 ans	3½ %	\$14,725	<i>a</i>
1 ^{er} mai 1927	1 ^{er} mai 1952	30 ans	4½ %	4,000	<i>a</i>
1 ^{er} déc. 1937	1 ^{er} juin 1952	14½ ans	3¼ %	15,000	
15 juil. 1939	15 juil. 1952	13 ans	3 %	1,000	<i>b</i>
1 ^{er} fév. 1928	1 ^{er} fév. 1953	30 ans	4 %	5,000	<i>a</i>
15 mars 1934	15 mars 1953	19 ans	4 %	<u>700</u>	<i>b</i>
Total:				<u>\$40,425</u>	

a - Rachat par anticipation

b - Emprunt en séries

Les deux premiers emprunts émis, dont l'échéance est fixée au 1^{er} octobre 1953 et qui comportent un intérêt nominal au taux de 1½ % seulement, avaient pour objet de réaliser une importante économie d'intérêt

sur le rachat, dix-huit mois avant échéance, d'un emprunt de \$14,725,000 à 3½ %, effectué le 1^{er} octobre 1941 et le remboursement d'une émission de \$15,000,000 à 3¼ %, effectuée le 1^{er} décembre 1937;

d'autre part, par l'utilisation des fonds d'amortissement applicables aux emprunts remboursés, le montant en capital des nouveaux emprunts a pu être ramené à \$12,600,000 et à \$13,450,000 respectivement.

L'emprunt de \$25,000,000 à 3¼ % du 1^{er} décembre 1952 fut lancé sur le marché de New York. Quant à l'émission de \$15,000,000 à 4 % du 15 décembre 1952, elle fut la première à moyen terme effectuée par la province de Québec depuis le 1^{er} octobre 1950, c'est-à-dire depuis la hausse marquée des taux d'intérêt de toutes les catégories d'emprunts au Canada. C'est ainsi que le dernier emprunt du gouvernement fédéral de \$100,000,000, au-dessous du pair, comporte un intérêt de 3¼ %, alors qu'en 1950, le même gouvernement avait effectué une émission de \$350,000,000 pour une durée un peu inférieure, avec un intérêt de 2¾ % seulement. De plus, la Commission hydroélectrique de l'Ontario, dont l'emprunt de 1946 à 25 ans portait intérêt à 2¾ %, emprunte maintenant à 4¼ %. Ces faits apportent une preuve tangible des conditions avantageuses faites à notre province.

Enfin, le gouvernement a racheté, sans emprunt de renouvellement, deux émissions au total de \$9,000,000. Les fonds nécessaires au remboursement ont été fournis pour la plus grande partie par les fonds d'amortissement et, pour le solde, par le fonds consolidé du revenu. Cette double opération a permis d'éliminer deux anciennes émissions d'obligations, grevées d'intérêts élevés. Ainsi, la province a réalisé une substantielle économie d'intérêts.

La revue *Bond Outlook*, publiée à New York par l'agence Standard & Poor, en date du 3 janvier 1953, contient un article très élogieux à l'égard de la province, dont la conclusion se lit comme suit:

"La dette modérée de la province de Québec, la gestion prudente de ses finances et son économie dynamique et heureusement diversifiée justifient pleinement que ses obligations soient classifiées dans la catégorie "A-1".

III

Relations fédérales-provinciales

Les travaux immenses entrepris par le gouvernement de la province au cours des dernières années démontrent la position financière très avantageuse du Québec. Notre dette *per capita* la moins élevée du pays explique l'excellente santé de notre province aussi bien que les conditions très avantageuses que le gouvernement a obtenues sur le marché des obligations, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ces faits apportent une confirmation éloquente de la sage

attitude prise par le chef de l'Union nationale dans le domaine des relations fédérales-provinciales.

Québec, la seule province au Canada qui, pour rester fidèle aux principes de la Confédération, a refusé de souscrire même temporairement à l'abandon partiel de ses droits de taxation, est aujourd'hui la province la moins endettée, et celle qui possède un taux de taxation inférieur à celui de la plupart des provinces canadiennes. Soulignant l'attitude énergique du chef de l'Union nationale, le *New York Times* du 23 novembre 1952 écrivait:

"À l'occasion d'un récent discours à la Législature de Québec, il déclarait que ce système de subventions excite les appétits, quel que soit le nom que l'on donne à ces subventions. Pour que le gouvernement fédéral puisse effectuer ces paiements, il se voit dans l'obligation de s'emparer progressivement de l'ensemble des impôts du pays.

"D'autre part, beaucoup pensent que la centralisation est synonyme de socialisme, ce qui a pour effet de raffermir la tendance de certaines provinces en faveur de l'indépendance et de la préservation de leur pleine responsabilité... Maintenant que les revenus augmentent, l'on attache plus d'importance au gouvernement responsable et indépendant."

Au cours de la dernière campagne électorale, j'avais l'occasion, dans mon comté, de rencontrer un cultivateur qui m'a prié de transmettre au premier ministre ses félicitations, pour la résistance énergique qu'il a toujours opposée aux empiètements du pouvoir fédéral. "Je suis fier, me disait-il, de M. Duplessis. Il est le seul des premiers ministres du pays qui n'a pas vendu imprudemment sa récolte de taxes au gouvernement fédéral, sans savoir ce qu'il pourrait récolter dans l'avenir." La sagesse, M. l'Orateur, s'exprime souvent dans le langage simple et imagé de nos bons cultivateurs.

Une politique d'abandon de nos droits de taxation nous placerait dans une situation irrémédiable pour sauvegarder les valeurs spirituelles et culturelles dont nous avons hérité de nos ancêtres et que nous devons conserver pour nos descendants.

Paul Bourget, le grand romancier français, déclarait à l'issue de la Première Guerre mondiale:

"Nous venons de gagner une guerre et tout se passe comme si nous étions en train de perdre la civilisation. Nous nous trouvons devant un danger, encore lointain sans doute, mais qu'une jeune équipe pourrait utilement entreprendre de faire connaître. Il faudrait lutter dès aujourd'hui. Vous pourriez remettre l'idée du fédéralisme à la mode, car, pour la démocratie "gagnante", il faut de jeunes défenseurs avisés. Voyez-vous bien ce que je veux dire? Je vous

le répète: le système fédératif, qui tend à éparpiller les pouvoirs dans les autorités locales, a l'avantage d'assurer à l'individu un bien plus grand nombre de probabilités d'indépendance et de rendre à peu près impossible la naissance de la dictature... Il s'agit du plus grand des biens: la liberté vraie."

C'est là l'expression de la logique et du simple bon sens. Cette doctrine, elle a été celle des Pères de la Confédération. Elle est aujourd'hui la nôtre.

Sir John Macdonald avait proclamé que la Confédération était avant tout un pacte d'amitié entre les deux grandes races. L'échange de nos droits pour des subsides signifierait la rupture complète avec le passé, et la majorité du pays garderait sous sa dépendance, au moyen de subventions, la minorité avec laquelle elle a conclu le pacte de 1867. L'acte fédératif n'était pas simplement une entente entre quatre provinces, mais un contrat entre les deux grandes races qui habitent le Canada. En refusant les ententes proposées, la province, sous la direction de son premier ministre, veut tout simplement rester fidèle à l'esprit et à la lettre de l'Acte de 1867. Québec a toujours, dans le passé, donné au pays tout entier le plus bel exemple de fidélité et de loyauté à la constitution canadienne, puisque c'est la seule province du pays qui a traité la minorité anglo-protestante suivant l'idéal qui avait inspiré les Pères de la Confédération. Dans un discours prononcé le 21 janvier dernier devant les membres du Barreau de la province réunis en congrès à Québec, l'honorable Stuart Garson, ministre fédéral de la Justice, félicitait le chef de l'Union nationale pour la façon généreuse dont il traite les minorités.

D'ailleurs, si nous examinons les principes invoqués pour justifier les ententes intervenues entre le gouvernement fédéral et les provinces, nous constatons qu'ils sont en réalité la traduction des conclusions du rapport de la commission Rowell-Sirois³. Et pourtant, le but principal de cette commission était de rechercher une solution aux difficultés financières des provinces de l'Ouest qui réclamaient, chaque année, l'assistance du gouvernement fédéral. Afin de maintenir l'équilibre de la Confédération, les membres de la commission Rowell-Sirois élaborèrent certains projets destinés à assurer, suivant leurs prétentions, une meilleure répartition des impôts entre les gouvernements canadiens.

Le problème, tel qu'il se posait en 1937, n'existe plus et personne ne semble aujourd'hui exprimer un doute sur la santé financière des provinces de l'Ouest. Le développement progressif de leurs ressources naturelles les place dans une position très enviable. Je me demande, M. l'Orateur,

puisque la situation de 1937 n'existe plus, pourquoi les conclusions préconisées par la Commission Rowell-Sirois seraient mises en application?

La situation économique des provinces maritimes est appelée à connaître des jours plus heureux. Ainsi, tous les journaux financiers du pays et spécialement le *Northern Miner* et le *Financial Post* du 24 janvier 1952 soulignaient avec enthousiasme les récentes et très importantes découvertes de cuivre et de zinc dans les environs de la ville de Bathurst au Nouveau-Brunswick, découvertes susceptibles de modifier complètement l'économie de cette province.

Suivant l'expression du *Financial Post*, elles sont le résultat de la vision, de la clairvoyance et de la patience. Si les provinces, soucieuses de toutes les obligations, utilisent tous les droits qui leur sont reconnus par la Constitution canadienne, il ne fait aucun doute qu'elles peuvent vivre dans l'aisance que procure la liberté et progresser en sauvegardant leur autonomie. Si, au contraire elles sacrifient leurs droits pour recevoir des subventions de l'autorité fédérale, non seulement leur développement sera paralysé, mais dans un avenir prochain, les bureaucrates pourraient réclamer leur disparition. Un régime de subventions tue l'initiative privée aussi bien que l'initiative gouvernementale. Suivant l'opinion de Sir Wilfrid Laurier, il repose sur un principe faux. "Il constitue un système de corruption entre les mains du gouvernement fédéral."

Le chef de l'Union nationale a imprimé à la politique provinciale depuis son arrivée au pouvoir ce que l'on pourrait appeler "un nouvel esprit". Puisse cet esprit de collaboration entre les provinces et l'État fédéral, esprit hostile à l'assimilation et à la centralisation, continuer d'être notre inspiration et notre idéal.

D'ailleurs, cette politique d'ententes séparées entre le gouvernement fédéral et les provinces a déjà suscité maintes difficultés. Certaines provinces réclament des subventions plus élevées et l'on devine une source de nouveaux conflits. Je lisais la semaine dernière dans le *Financial Times* un article à l'effet que le nouveau gouvernement de la Colombie-Canadienne se proposait d'entreprendre des démarches auprès du gouvernement fédéral dans le but de faire augmenter la subvention qu'il retire actuellement.

Le 25 juin dernier, lorsque cette question a été discutée au Sénat, l'honorable sénateur Nicol, qui est en même temps membre du Conseil législatif, résumait avec éloquence le sens véritable de ces ententes:

"La plupart des provinces ont accepté cet accord intervenu entre elles et le gouvernement fédéral... Il me semble qu'aucun gouvernement

provincial ne peut maintenir son indépendance et jouer le rôle qui lui est assigné conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique tout en étant tributaire d'Ottawa quant à ses revenus.

"Au cours des deux Grandes Guerres auxquelles le Canada a pris part, les deux chefs fédéraux, Sir Robert Borden⁴ et le très honorable Mackenzie King⁵, ont demandé aux provinces, je le répète, de leur louer le droit de lever des impôts à certaines fins. Ce qu'on considérait alors comme une mesure provisoire est maintenant devenu pratique régulière. Selon moi, si les autorités fédérales continuent à empiéter sur les droits des provinces, il en résultera des difficultés. J'espère que certaines provinces ne se soumettront pas à la puissance outrée du gouvernement et conserveront leurs propres pouvoirs d'imposition...

"En vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la province de Québec possède tous les droits d'un État souverain; mais le Parlement lui a enlevé le droit de percevoir et dépenser les impôts comme elle l'entend. Voilà qui, un jour, amènera des difficultés entre les provinces et le régime central."

Ces paroles du sénateur Nicol ont été confirmées l'autre jour dans un jugement de la Cour d'Échiquier. Neuf compagnies d'énergie électrique de la province de Québec avaient essayé de déduire de leur revenu les sommes qu'elles étaient dans l'obligation de verser au fonds d'éducation. La Cour d'Échiquier a décidé que les sommes d'argent versées par ces compagnies au fonds d'éducation ne pouvaient être déduites de leur revenu et que ces compagnies devaient en quelque sorte payer au gouvernement fédéral une taxe sur la taxe qu'elles avaient payée au gouvernement du Québec. Cette décision est un nouvel empiètement sur l'autonomie des provinces, puisqu'elle met en danger les droits qu'ont ces dernières de prélever des impôts pour venir en aide à l'éducation.

M. l'Orateur, l'esprit des hommes peut se laisser parfois séduire par les théories nouvelles. Il peut s'y attacher temporairement, mais s'il est de bonne foi, il revient invariablement à la vérité basée sur des faits incontestables. Au cours des dernières années, certains gouvernements, sous l'influence des pays totalitaires, ont pu se laisser corrompre par l'idéologie centralisatrice. Aujourd'hui, ils regrettent cette attitude. Ainsi, les Américains, à l'occasion de la Deuxième Guerre mondiale, ont laissé l'État fédéral s'emparer de certains de leurs droits. Les raisons invoquées à Washington étaient identiques à celles invoquées à Ottawa. Aujourd'hui, la réaction se fait dans le sens opposé. Les différents États demandent l'assurance de conserver leurs droits et

leurs prérogatives. Et, au cours de la dernière campagne électorale, le nouveau président des États-Unis, le général Eisenhower⁶ s'est fait le partisan de la décentralisation des pouvoirs et du respect des droits des États. Dans un discours prononcé à Houston, au Texas, le 14 octobre 1952, il déclarait:

"L'Amérique a été développée par un peuple robuste et vigoureux. Ce peuple a par la suite abandonné à l'État fédéral quelques-uns des pouvoirs des États primitifs. L'objet de ce partage était de maintenir un contact aussi étroit que possible entre le gouvernement et le peuple. Cette formule est la seule qui puisse permettre à une nation libre de se développer.

"Ce système de gouvernement nous a rendus de puissants services pendant plus de 160 ans. Dans ce système, les États occupaient un rôle de premier plan. Le respect de l'ordre sur le plan local, l'espace vital pour produire et construire, la protection de nos titres de propriété et de nos foyers contre l'ingérence de l'extérieur, notre droit d'obtenir la meilleure instruction possible pour nos enfants, autant de libertés fondamentales dont nous avons profité, grâce au fonctionnement du gouvernement de notre État, de notre pays et de notre propre municipalité.

"Les matières que je viens d'énumérer sont en premier lieu du ressort de l'administration locale et nous devons faire en sorte qu'il continue d'en être ainsi. Autrement, la bureaucratie toute puissante de Washington s'emparera de toutes nos libertés, l'une après l'autre. Nous devons maintenir et protéger ce système unique, d'États unis les uns avec les autres."

Léo Egan, dans le *New York Times* du 28 décembre 1952, soulignait quelques-uns des objectifs principaux de la politique du général Eisenhower en matière de relations entre le gouvernement des États et le gouvernement de Washington.

Voici les principaux énoncés de cette politique:

"En ce qui concerne la politique intérieure, il y a lieu de penser que le but du président-élu Eisenhower sera d'encourager les États et les organismes qui en dépendent à assumer, en autant que la chose est possible, les fonctions que le New Deal et le Fair Deal considéraient l'activité propre du gouvernement fédéral...

"Il y a aussi tout lieu de croire que le général Eisenhower s'opposera aux efforts qui ont été faits pour engager le gouvernement fédéral à se mêler plus activement de questions telles que l'instruction publique, l'assurance-santé et autres mesures de sécurité sociale."

C'est là un retour vers les idées essentielles qui ont dirigé autrefois la conduite des grands

hommes d'État américains. Thomas Jefferson⁷ déclarait, il y a 150 ans :

"Notre pays est beaucoup trop vaste pour qu'un seul gouvernement dirige toutes ses affaires... La véritable théorie de notre Constitution, et assurément la plus sage et la meilleure, veut que les États soient indépendants dans tout ce qui les regarde eux-mêmes et unis dans tout ce qui a trait aux nations étrangères... Les gouvernements d'État, voilà les véritables remparts de la liberté en ce pays..."

Ces principes sont identiques à la doctrine préconisée par le chef de l'Union nationale. Aussi, l'attitude courageuse de ce dernier provoque l'admiration. Des journaux américains ont souligné toute la logique de l'attitude du premier ministre du Québec dans le domaine des relations fédérales-provinciales et l'ont cité en exemple à leurs chefs politiques, afin de les orienter dans la solution de leurs propres problèmes.

C'est ainsi que William Loeb, fils d'un des membres du cabinet de Théodore Roosevelt⁸, soulignant le 3 décembre dernier dans le *Manchester Union Leader*, le refus du chef de l'Union nationale d'accepter des subsides en échange des principaux droits de taxation provinciaux écrivait :

"Le système de centralisation fédérale a été introduit au Canada comme une mesure d'urgence durant la Deuxième Guerre mondiale. Le gouvernement fédéral hésite maintenant à l'abandonner. D'après les rapports qui nous sont parvenus, les provinces ont, l'une après l'autre, cédé leurs traditionnels droits de taxation au gouvernement fédéral, en retour de subventions. Elles ont accepté la théorie du gouvernement fédéral, sous le prétexte que ce système contribuait à un meilleur équilibre des finances gouvernementales.

"Mais le premier ministre Duplessis ne s'est pas laissé tromper par ce sophisme. Il a jugé les faits avec exactitude, car il se rend compte que cette tendance vise à augmenter l'autorité du gouvernement fédéral au détriment de celle des provinces. La centralisation fédérale a pour effet de détruire l'indépendance des provinces. Duplessis se rend compte que si cette tendance persiste, les provinces seront à la merci de subsides fédéraux.

"Duplessis croit également, selon une opinion assez répandue, que cette centralisation fédérale est synonyme de socialisme. Le gouvernement fédéral étend graduellement ses pouvoirs, afin de contrôler toute l'économie canadienne.

"Ces faits ne sont pas particuliers au Canada, car la même tendance existe aux États-Unis. Les provinces canadiennes sont dans une situation qui ressemble étrangement à celle des États de notre

pays dont les prérogatives diminuent pendant que les subsides fédéraux augmentent.

"Jusqu'ici, les dirigeants de nos États n'ont montré aucune opposition devant ces tentatives de centralisation. Le moment est venu de suivre l'exemple du premier ministre Duplessis et de prendre la défense de leurs droits. Duplessis a été appelé le "mauvais garçon" de la politique canadienne. Il a fait preuve d'un courage que nous n'avons pas rencontré dans la conduite des affaires de nos États. La centralisation du pouvoir et le socialisme, voilà les frères jumeaux qui doivent disparaître dans notre pays aussi bien qu'au Canada."

Le mémoire que la Chambre de commerce de la province a présenté au gouvernement, il y a quelques semaines, rend un hommage non moins éloquent à l'attitude ferme et courageuse du premier ministre de Québec. La suggestion de cet important corps public de nommer une commission royale d'enquête dans le domaine de la taxation a reçu du gouvernement la plus entière approbation.

Comme le premier ministre l'a démontré dans le mémoire qu'il a produit le 25 avril 1946 à la conférence fédérale-provinciale :

"C'est l'une des prérogatives essentielles des États souverains de pouvoir prélever, par voie de taxation, de la manière qu'ils croient la meilleure, les deniers nécessaires au bon fonctionnement des services publics et à la mise en vigueur des lois adoptées par leur Parlement, non seulement en vue du présent, mais en vue de l'avenir. Le système fédéral, qui comporte une répartition des pouvoirs publics entre les divers États fédérés, doit comporter également une répartition corrélative des sources de revenus.

"À quoi servirait aux provinces de posséder les pouvoirs législatifs les plus étendus, si, par ailleurs, elles étaient empêchées de prélever les deniers que requiert l'exercice de ces pouvoirs? Et le gouvernement central qui s'approprierait toutes les sources de taxation, réduirait, en fait, les provinces à l'impuissance législative. Il est facile de constater que la province, qui n'aurait d'autres revenus que les subsides que lui verserait l'État central, cesserait d'être un État souverain pour devenir une espèce d'organisme gouvernemental inférieur, sous la tutelle de l'autorité d'où elle tirerait ses moyens de subsistance...

"De l'avis du gouvernement de la province de Québec, le pays a besoin de trois choses : la clarification et la délimitation précise des pouvoirs de taxation du gouvernement fédéral et des provinces, suivant l'esprit et la lettre de la Constitution canadienne, c'est-à-dire en tenant compte du passé, du présent et du futur.

"Deuxièmement, la simplification de l'impôt public pour en diminuer le coût et en faciliter la perception.

"Troisièmement, la collaboration de tous les pouvoirs pour en arriver à la modération dans le domaine de l'impôt et pour diminuer le fardeau imposé à un éternel oublié: le payeur de taxes."

La province de Québec croit que les arrangements intervenus entre le gouvernement fédéral et les autres provinces ne constituent que des expédients temporaires dont l'État fédéral veut assurer la permanence, expédients qui tendent à aggraver les difficultés constitutionnelles actuelles, sans leur apporter une solution satisfaisante. Notre province ne partage pas l'opinion de certains bureaucrates, à savoir que ces arrangements se traduisent par l'allègement du fardeau des impôts. Comme notre premier ministre l'a maintes fois signalé, l'État ne crée pas de richesse, puisque son rôle ne consiste qu'à redistribuer les revenus perçus des contribuables. Enfin, nous estimons que les subventions forfaitaires mènent au gaspillage.

Les appétits créés par les bureaucrates fédéraux et l'envahissement progressif par le truchement de subventions ou d'autres expédients, de la juridiction exclusivement réservée aux provinces par l'Acte de 1867, ne contribuent certes pas à l'unité et à la prospérité du Canada. Seule une délimitation précise du champ de la taxation entre les deux pouvoirs peut assurer la sécurité financière et constitutionnelle du pays.

Dans un article intitulé "A Separating Policy" et publié dans la *Gazette* du 8 septembre dernier, nous pouvions lire:

"Un système fédératif ne peut reposer sur des bases véritables, saines, que s'il existe une délimitation appropriée dans le domaine de la taxation. De cette manière, tant les autorités fédérales que provinciales jouiraient d'une pleine mesure de sécurité et d'indépendance, puisque chacune d'entre elles demeurerait sur notre propre terrain, et, si nous pouvons utiliser cette expression, labourerait son propre champ."

Le gouvernement de l'Union nationale se rend compte des difficultés auxquelles les corporations auront à faire face du fait que la province d'Ontario a signé une entente avec Ottawa. Il continue d'étudier avec soin cette situation dans un esprit de justice pour tous les contribuables.

IV

Considérations sur l'année financière 1953-1954

Les dernières années ont modifié sensiblement notre climat économique. Jusqu'ici, il n'existait aucun travail d'ensemble qui nous permit de juger

l'évolution de l'économie de notre province depuis 50 ans. C'est pourquoi je suis heureux de féliciter mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), de l'initiative qu'il a prise de faire publier par son ministère une série de brochures de statistiques et d'informations concernant tous les secteurs de l'activité industrielle.

"Dans notre esprit, écrit-il, ces brochures constituent également un hommage au courage, au labeur, à la clairvoyance et à l'initiative des hommes d'affaires du Québec."

Les sept fascicules déjà publiés contiennent des sources précieuses d'information, autant pour les chefs d'entreprises que pour les dirigeants des syndicats ouvriers, autant pour les hommes publics que pour les étudiants de nos universités. Elles contiennent un relevé complet de l'activité industrielle pour chaque catégorie de produits, soit les aliments, le tabac, le caoutchouc, le textile, le bois, le fer, l'acier, etc. Si vous désirez, M. l'Orateur, mieux connaître l'ampleur du progrès industriel du Québec, examinez les graphiques contenus dans ces fascicules, graphiques basés sur les statistiques les plus récentes qui traduisent l'augmentation de la production au cours des cinquante dernières années. Vous constaterez, de plus, dans tous les secteurs de l'économie, depuis 1945, une courbe ascendante beaucoup plus rapide que dans le passé. Ces statistiques permettent d'établir des comparaisons entre notre production industrielle et celle des autres provinces. Très souvent, le Québec occupe le premier rang.

Plusieurs facteurs sont responsables d'une transformation aussi radicale dans notre économie: facteurs d'ordre politique, facteurs d'ordre économique et facteurs d'ordre social. La solidité financière de la province, la sagesse de son administration, le fait qu'elle est actuellement l'une des moins endettées du pays *per capita*, ne sont-ils pas autant de puissantes raisons qui expliquent son développement industriel? Nos richesses naturelles, tant dans le domaine de l'énergie électrique que dans celui des matières premières, nous assurent un avenir très brillant.

Chaque année, le Québec ajoute au potentiel d'énergie électrique mis à la disposition de l'agriculture et de l'industrie. Tout prochainement, le minerai de fer, de manganèse et de titane du Saguenay et du Nouveau-Québec, l'or et le cuivre de la région de Chibougamau, le cuivre et le zinc de la Gaspésie alimenteront un plus grand nombre d'usines nouvelles. Et nos industries plus anciennes sont en voie de transformation, pour mieux rivaliser avec les industries récentes organisées d'après les données les plus modernes.

L'industrie agricole s'est perfectionnée, grâce à la politique du crédit agricole et de l'électrification rurale. Elle bénéficie aujourd'hui des avantages de la mécanique et son rendement, en dépit de la diminution de la main-d'œuvre, a tendance à s'accroître sans cesse. D'ailleurs, les cultivateurs ont réalisé que l'industrie agricole, demeurée pendant des siècles une industrie familiale, pouvait augmenter son efficacité par l'application de la doctrine coopérative. C'est pourquoi ils se groupent plus nombreux en syndicats coopératifs pour obtenir une plus grande puissance économique et pour rendre plus fructueuse leur exploitation.

M. l'Orateur, ces transformations dans toutes les sphères de l'industrie, et spécialement dans l'industrie agricole, sont la conséquence dans une très large mesure d'une plus grande diffusion de l'enseignement technique et agricole. Le nombre des jeunes gens qui suivent des cours spécialisés se multiplie sans cesse. La jeunesse actuelle, contrairement à la génération précédente, a l'avantage d'étudier les techniques modernes et elle est en mesure, lorsqu'elle retourne à la vie pratique, de traduire dans la réalité les enseignements reçus. Cette diffusion de l'instruction technique et l'organisation de l'apprentissage dans notre province constituent certes des facteurs de première importance pour la création de nouvelles industries.

Les chefs d'industries savent que, dans le Québec, ils peuvent compter sur une main-d'œuvre spécialisée, respectueuse des lois et soucieuse de ses engagements. Sans doute, des incidents regrettables peuvent survenir; ils sont encore plus nombreux à l'étranger. Quand la paix renaît, il est facile de constater que les ouvriers eux-mêmes ne sont pas souvent responsables des excès qui se commettent en leur nom par certains agitateurs de l'extérieur.

Le Québec continuera-t-il sa marche ascendante vers le progrès? Son expansion industrielle connaîtra-t-elle un essor plus vigoureux? Si j'invoque pour répondre à ces questions les témoignages d'industriels ou de publicistes québécois, vous serez peut-être tentés de me reprocher de citer des opinions intéressées. Je préfère, M. l'Orateur, vous référer aux commentaires de personnes impartiales et indépendantes des considérations politiques.

Ainsi, M. Cyrus S. Eaton, industriel américain bien connu, déclarait le 4 décembre 1952, au cours d'un dîner de la Chambre de commerce de Québec:

"Votre province deviendra par elle-même un riche empire grâce à la création de nouvelles communautés vigoureuses jusqu'aux limites du nord lointain. Largement favorisée par toutes ses

ressources naturelles et habitée par un peuple sage et industriel, votre province est destinée à un avenir économique brillant. Les développements du Nord augmenteront le commerce dans la ville de Québec, fourniront un marché croissant sans cesse, non seulement pour les manufacturiers, mais aussi pour les fermiers de tout l'Est du Canada."

Monsieur Leslie Roberts, journaliste éminent, a écrit en mai 1952, dans un bulletin publié par la maison Robertson & Morgan, un article intitulé "*Le géant Québec se réveille*". Voici quelques-unes de ses réflexions:

"Au Canada, une nation est en marche d'un bout à l'autre du pays. En Colombie-Britannique, on voit d'énormes industries surgir du sol. Au Far West, riche de ses blés d'or, il y a maintenant l'or liquide du pétrole: en cinq ans, l'Ouest canadien est devenu, par son potentiel, l'un des pays du monde les mieux pourvus d'énergie motrice. Dans l'Ontario, l'activité de l'industrie lourde est celle d'un boom. Aux Provinces Atlantiques, il ne manque pas non plus de faits intéressants et de bon augure pour leur avenir. Mais c'est au territoire du peuple le plus ancien du Canada qu'il appartenait d'accomplir le record ascensionnel le plus remarquable de ceux qui donnèrent au Canada, tout à coup, la stature de grande nation industrielle. Il s'agit donc du Québec; province plus vaste même que le Texas, patrie d'environ 3,500,000 Canadiens qui parlent français, leur langue maternelle. Peuple industriel, croyant, il tient de race ses qualités d'endurance et de stabilité, précieux apport dans l'évolution industrielle de sa province natale, les ayant conservées pendant les siècles où il fut surtout un robuste terrien.

"Unique en Amérique du Nord est le phénomène du nouveau Québec. Le dormeur géant est debout. Et l'aventure du géant réveillé est ici décrite pour bien faire entendre ceci: Québec n'est pas ce que pourrait croire le passant inattentif ou qui ne la connaît pas suffisamment, elle et son peuple. Le charme d'antan subsiste, mais tout à côté ou visibles des remparts et des portes de la seule ville en Amérique du Nord qui ait des murailles: dans Québec, la capitale, il y a des usines modernes où des hommes formés aux nouvelles techniques gagnent leur pain quotidien. Aux voyageurs et congressistes de passage, il se peut que la province de Québec semble encore "étrange" (Elle ne l'est pas plus que le Kansas; son genre de vie est différent, voilà tout). Mais les industries venues à elle depuis le grand réveil, au contact de son dynamisme, ont le sentiment qu'elle marche à l'étoile dans le monde d'aujourd'hui et de demain vers sa destinée."

L'attitude de Cyrus S. Eaton et de Leslie Roberts n'est pas purement idéologique, et d'ailleurs, les capitalistes américains prouvent leur confiance dans l'avenir de notre pays, puisqu'ils augmentent leurs placements au Canada. Monsieur James Stewart, président de la Banque Canadienne de Commerce, déclarait le 9 décembre dernier à l'assemblée annuelle des actionnaires de la banque:

"Depuis 1948, nous avons observé un intérêt plus actif de la part des États-Unis pour l'économie canadienne, intérêt qui s'est traduit cette année-là par un accroissement du total des placements américains au Canada de presque \$400,000,000. En 1950 et 1951, l'augmentation fut encore plus grande - environ \$700,000,000 chaque année - et tout indique que 1952 atteindra au moins ce niveau. Ce dernier chiffre, toutefois, ajoutait M. Stewart, ne représente qu'un septième environ du total de nos besoins de capitaux."

Personne n'ignore, M. l'Orateur, qu'une partie très importante des capitaux dont parle le président de la Banque Canadienne de Commerce a été investie dans l'industrie de notre province. D'ailleurs, le Bureau fédéral de la statistique estime que, de 1945 à 1952, \$1,250,000,000 de capitaux américains ont été investis dans notre province.

Le capital sain destiné à l'exploitation de nos richesses naturelles est le bienvenu chez nous. Ces richesses n'ont jamais été aliénées par l'Union nationale. Louées à des conditions rigoureuses d'exploitation, elles restent toujours la propriété du peuple de la province. Leur développement profite à toutes les régions du Québec, aussi bien à la classe ouvrière qu'à la classe agricole. Remarquez aussi, M. l'Orateur, que le développement industriel n'est pas limité aux grandes villes, car de nouvelles usines se construisent dans chaque région et, au cours des dernières années, vous avez vu augmenter sensiblement la population de villes comme Granby, Shawinigan, Trois-Rivières, Saint-Jean, etc.

Le *Monetary Times* de décembre 1952 écrit:

"C'est dans la perspective de leur propre évolution que les pays européens ou le Royaume-Uni se rendent peut-être le mieux compte de l'importance des réalisations de la province de Québec.

"Les progrès récemment accomplis sont d'autant plus impressionnants, si l'on compare l'histoire industrielle de Québec avec les deux siècles de développement industriel au Royaume-Uni ou avec le récent développement phénoménal des affaires aux États-Unis. La raison en est que l'évolution industrielle de la plus ancienne province du Canada est de date très récente."

D'ailleurs, la décentralisation des usines est l'une des caractéristiques principales du développement industriel de l'heure. Ces usines ne sont plus concentrées uniquement dans quelques villes, mais construites à travers toutes les régions du Québec. Il semble que les chefs d'entreprise recherchent avant tout une main-d'œuvre stable. Aujourd'hui, un nombre plus grand d'industriels britanniques, américains, allemands, suisses, belges, français, portugais et même égyptiens étudient la possibilité de placer des capitaux dans notre province. L'industrie textile nous donne une idée de cette décentralisation fort désirable. Notre province possède 361 manufactures de textiles comparativement à 358 pour l'Ontario. Ces industries sont réparties dans 108 municipalités, un tiers dans des municipalités de moins de 5,000 âmes, et plus de la moitié dans des villes de moins de 25,000 âmes.

Cette décentralisation industrielle est certes utile au succès de l'agriculture qui bénéficie de nouveaux marchés pour les produits de la ferme. Aussi, le président de la Banque Canadienne Nationale, M. Charles Saint-Pierre, notait il y a quelques jours, à l'assemblée générale des actionnaires de l'institution qu'il préside, qu'en 1951, soit la dernière année pour laquelle des chiffres définitifs sont disponibles, la production agricole de la province de Québec avait atteint le chiffre record de \$561,000,000.

Est-il nécessaire d'ajouter, M. l'Orateur, qu'une meilleure exploitation de nos ressources hydrauliques a permis, grâce à la loi de l'électrification rurale, de doter un très grand nombre de nos paroisses du service de l'électricité, si bien qu'à l'heure actuelle, le nombre des fermes électrifiées dans la province a plus que triplé depuis 1945. J'étais heureux de signaler, au cours de la campagne électorale, le cas de plusieurs nouvelles paroisses du comté que j'ai l'honneur de représenter, paroisses qui ne comptent pas encore quinze années d'existence et qui sont néanmoins pourvues du service de l'électricité.

Grâce au crédit agricole, un très grand nombre de cultivateurs ont stabilisé leur exploitation; d'autres ont pu établir leurs fils sur des terres. Libérés des ennuis financiers qui paralysent leurs initiatives, ils ont pu consacrer leurs énergies à une exploitation plus rationnelle de leur ferme.

Au cours des dernières années, grâce à l'aide efficace apportée par mon collègue, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), l'industrie agricole s'est mécanisée pour atteindre un stage de progrès inconnu jusqu'ici. S'ils ne peuvent compter sur une main-d'œuvre aussi abondante qu'autrefois, les cultivateurs peuvent néanmoins produire davantage. Toutefois, l'industrie agricole a besoin d'une stabilité

encore plus grande pour jouer dans notre économie le rôle d'équilibre qui lui revient. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a confié à une commission d'experts le soin de rechercher le moyen d'améliorer les marchés agricoles.

Les travailleurs des villes ont également profité des transformations rationnelles de notre vie économique. Les emplois disponibles sont plus nombreux, et les jeunes qui ont eu l'opportunité de profiter des avantages mis à leur disposition par le ministère de la Jeunesse et du Bien-être social, dans les écoles techniques, et par le ministère du Travail, dans les centres d'apprentissage, peuvent maintenant obtenir des emplois plus rémunérateurs.

Il y a 10 ou 15 ans, un écart très considérable existait entre les salaires payés dans la province d'Ontario et ceux payés dans le Québec. Cet écart heureusement disparaît avec les progrès de notre développement industriel. Déjà, certains chefs d'industries, propriétaires d'usines dans le Québec et dans l'Ontario, signent avec les syndicats ouvriers des conventions collectives de travail comportant des clauses identiques pour les deux provinces, et je me permets de signaler en particulier le cas de l'American Can Company dont les ouvriers reçoivent le même salaire tant à Hamilton qu'à Montréal.

L'un des plus graves problèmes de l'heure est certainement celui du logement pour la famille ouvrière. La revue *Maclean's* a chargé dernièrement M. Sidney Margolius de poursuivre une enquête sur le problème de l'habitation au Canada, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Suède et en Australie. Voici les principales conclusions de cette enquête:

"1° Que le Canada, *per capita*, a construit moins de maisons, depuis 1946, que les États-Unis, la Suède et l'Australie.

"2° Que le Canada, compte tenu de l'accroissement de sa population, a construit moins de maisons depuis 1946, que les États-Unis, la Suède, l'Australie et la Grande-Bretagne.

"3° Il est plus difficile de financer la construction d'une maison au Canada que dans les quatre pays soumis à cette étude."

Ce journaliste écrit cependant:

"Parmi les gouvernements provinciaux, seulement Québec, par l'intermédiaire de son Office du crédit agricole, accorde des subsides en faveur de la construction des maisons à un point où cela réduit, de façon appréciable, les frais à encourir. Cette aide est limitée aux logements à bon marché."

Les journaux de l'automne dernier avaient d'ailleurs souligné que, d'après les statistiques fédérales, notre province venait en tête de toutes les

provinces canadiennes pour la construction des nouveaux logements. Nous nous trouvons dans une situation privilégiée; aussi le gouvernement continuera sa politique de contrôle des loyers et cherchera à assurer la multiplication des logis. D'ailleurs, depuis l'adoption de la loi de l'habitation familiale jusqu'au 31 octobre 1952, l'Office du crédit agricole a approuvé 15,396 prêts qui se totalisent à environ \$100,000,000. Ces prêts ont permis la construction de 15,396 maisons contenant 18,222 logements. Ces logements nouveaux sont aujourd'hui habités par 64,989 personnes, soit une population qui dépasse de 15,000 celle de la ville de Sherbrooke et qui est à peine de 10,000 âmes moins considérable que celle de la ville de Verdun.

Nos cités et nos villes agrandissent ainsi leur territoire à un rythme accéléré et, pendant que les villes d'hier deviennent de plus en plus populeuses, les villes de demain jettent ici et là dans les régions nouvelles les bases de leur organisation. Dans ces régions, complètement isolées jusqu'à ces derniers temps, s'élèveront bientôt des centres qui nous rappelleront l'évolution rapide des villes minières de l'Abitibi. Dans la ville naissante de Chibougamau, un système d'aqueduc moderne est déjà en voie de construction. Au cœur de la Gaspésie commence la construction de 400 maisons. Au Lac Knob, dans le Nouveau-Québec, les experts prévoient que, dès la fin des travaux de construction du chemin de fer de l'Ungava, en 1953, environ 500 maisons seront érigées pour loger à la fois les ouvriers qui travailleront à l'exploitation minière et ceux qui seront à l'emploi de la compagnie de chemin de fer.

L'économie d'une province ou d'un pays, M. l'Orateur, est le résultat de l'effort combiné du travail et du capital sous l'action bienfaisante du gouvernement. L'entreprise doit être libre, et le gouvernement ne peut s'y substituer sans risquer de tomber dans le paternalisme d'État ou le socialisme. Dans notre province, c'est évidemment la collaboration étroite du capital et du travail qui a rendu possible les progrès de l'heure, et le gouvernement de l'Union nationale, chaque fois que les demandes de l'un ou de l'autre étaient inspirées par l'esprit de justice et le bien de toute la province, leur a accordé son puissant concours.

Dans tous les secteurs où se déploie l'activité économique, le progrès transforme notre province. Durant l'année 1952-1953, la production minière a atteint le chiffre record de \$265,000,000, soit une augmentation de \$10,000,000 sur celle de l'année précédente. Et la valeur de cette production augmentera considérablement d'ici cinq ans, car

plusieurs mines touchent déjà au stade d'exploitation. Des ingénieurs, des prospecteurs et des ouvriers spécialisés ont envahi des régions jusqu'à hier inconnues de la civilisation, telles que le Nouveau-Québec, la région du Saguenay, la région de Chibougamau et le centre de la Gaspésie. D'importants gisements de zinc, repérés il n'y a pas encore deux ans dans le canton Barraute en Abitibi, ont nécessité la construction d'une usine de traitement de plus de 4,000 tonnes par jour et, il y a quelques mois à peine, des gisements importants de nickel étaient découverts dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse.

Depuis 1936, le gouvernement de l'Union nationale a attaché beaucoup d'importance aux richesses minières de la Gaspésie. À l'heure actuelle, une route moderne de 60 milles de longueur relie la future ville minière à la ville de Gaspé; une autre est en construction de l'Anse Pleureuse sur le Saint-Laurent jusqu'au canton Holland, et la route transversale de Sainte-Anne-des-Monts à Cascapédia sera complétée au cours de l'été. De plus, pour assurer l'énergie électrique nécessaire à ce développement minier, l'Hydro-Québec a décidé le harnachement de la rivière Bersimis dont le potentiel est de 1,000,000 de chevaux-vapeur. L'Hydro-Québec construira sur cette même rivière un barrage et une usine de production électrique qui développera tout d'abord de 150,000 chevaux-vapeur à 200,000 chevaux-vapeur et, sur cette quantité, environ 100,000 chevaux-vapeur seront réservés au développement minier et industriel de la Gaspésie. L'énergie électrique sera transportée sur la rive sud du Saint-Laurent par quatre câbles sous-marins d'une longueur de 40 milles. Les deux principales compagnies minières de la Gaspésie sont des filiales de deux des plus grandes compagnies minières de notre province: la Gaspé Copper Mines est une filiale de la compagnie Noranda Mines, tandis que la Federated Lead & Zinc est une filiale de la East Sullivan & Sullivan Consolidated. Des gisements miniers également importants ont été découverts dans le canton Lemieux, sur les bords de la rivière Cascapédia et dans la région de la rivière Madeleine, dans les cantons Boisbuisson et Christie.

Je pourrais prolonger durant plusieurs heures l'énumération de pareils événements, afin de souligner l'ampleur du progrès industriel de la province. D'ailleurs, ce fait est admis dans les cercles financiers: le Québec est actuellement synonyme d'expansion industrielle. Toutefois, ce développement pose à l'attention du gouvernement des problèmes nouveaux et lui impose des obligations nouvelles. Nous devons multiplier les écoles, augmenter le nombre des hôpitaux, améliorer continuellement notre voirie,

construire de nouveaux ponts, et c'est là la raison principale de la continuelle augmentation des crédits à l'Instruction publique, à la Voirie, à la Santé, à l'Agriculture et aux Travaux publics.

Alexandre Ribot, qui fut à plusieurs reprises premier ministre de la France sous la troisième République, déclarait un jour:

"Nous sommes dans un pays qui se transforme et toute transformation, tout développement de vitalité a sa répercussion dans le budget sous la forme d'une augmentation des dépenses."

Ces paroles d'un grand homme politique français s'appliquent d'une façon étonnante à la province de Québec. Cette année, le gouvernement a soumis aux membres de la Législature des crédits budgétaires dont le total s'élève à la somme de \$286,904,800, y compris une somme de \$48,905,000 pour des dépenses imputables au capital et \$237,999,800 de dépenses ordinaires (Cf. *Tableau No 9*). Pour faire face à ces dépenses, le gouvernement prévoit des revenus pour une somme de \$288,494,900 (Cf. *Tableau No 8*). Le taux des impôts ne sera pas modifié. Pour le gouvernement de l'Union nationale, il est le même pour l'année qui suit les élections que pour l'année qui les précède. C'est dire que les crédits de cette année sont supérieurs de \$26,056,556 à ceux qui vous ont été demandés l'an dernier. Vous trouvez une augmentation de \$5,699,000 au seul chapitre des dépenses imputables au capital. Les plus importantes augmentations sont inscrites au ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, à l'Instruction publique, à la Santé et à la Voirie. Vous constaterez également une augmentation des crédits au ministère des Travaux publics, au chapitre des dépenses imputables au capital pour une somme de \$1,600,000.

J'ai eu l'occasion, dans le passé, de signaler l'éparpillement à travers le budget des crédits destinés à l'éducation et en particulier à l'enseignement universitaire. Le groupement des crédits de l'éducation dans le budget d'un seul département est un travail de longue haleine, mais nous nous sommes engagés dans cette voie dès cette année en inscrivant au budget du Secrétariat certains octrois aux facultés de l'Université Laval et de l'Université de Montréal qui figuraient auparavant dans les budgets du ministère des Mines, du ministère des Terres et Forêts et du ministère de la Santé.

L'activité économique du Québec est suffisante pour supporter sans faiblir un budget encore plus considérable. Toutefois, même si les perspectives d'avenir sont brillantes, il est sage de faire preuve de prudence, lorsqu'il s'agit d'engager l'avenir de la province.

Conclusion

Les pronostics des meilleurs économistes voient en l'année 1953 une période aussi brillante que la précédente. L'inflation cause cependant moins d'inquiétude qu'en 1952. Des capitaux apparemment plus considérables seront consacrés au développement du commerce et de l'industrie. Certains grands travaux en voie d'exécution, et qui nous assureront un avenir plus prospère, touchent à leur point d'achèvement. La confiance envers notre province est, à mon avis, encore plus grande que dans le passé, et ce sentiment est manifeste aussi bien aux États-Unis que dans les provinces voisines. Québec ne fait plus figure de parent pauvre sur le continent nord-américain. C'est la terre promise de la jeunesse et des hommes d'action.

Je vous ai cité cette page optimiste de Leslie Roberts, *Le géant Québec se réveille*. Vous pouvez lire des articles analogues dans tous les grands journaux de l'extérieur. Ainsi, le *Financial Post* parlait il y a quelques mois de "l'expansion spectaculaire de notre économie". Le *New York Times* des 27, 28 et 29 juillet dernier, sous le titre "Canada Economic Wonderland" accordait une importance de première valeur au développement minier du Nouveau-Québec. Le *Toronto Daily Star*, organe officiel du Parti libéral en Ontario, affirmait à son tour, le 14 janvier 1952, que la dette par tête du Québec est la plus basse de toutes les provinces canadiennes et que le crédit de notre province est excellent. Il ajoutait ensuite:

"Quoi que l'on puisse dire du gouvernement Duplessis, il a réussi à bien administrer les revenus de la province."

Pour terminer en disant:

"Québec est une province belle et prospère."

Enfin, le *Saturday Night* du 3 mai 1952 écrivait:

"La province de Québec est dans une position unique, puisqu'elle paye ses dépenses ordinaires et toutes ses dépenses imputables au capital à même ses revenus ordinaires."

Un article publié le 25 février 1952 dans la *Gazette* de Montréal, sous le titre "Il n'y a pas de meilleur endroit sur la terre que la province de Québec d'aujourd'hui", contient les commentaires suivants:

"Pendant plusieurs générations, la province de Québec est restée dans un état stagnant. Dans ce territoire, la plus grande des subdivisions politiques nord-américaines, un homme peut voyager approximativement sur une distance de 1,500 milles

au nord et au sud et de 1,200 milles à l'est et à l'ouest. La plus grande partie de cette étendue de terre et d'eau a été dotée par la nature avec générosité, avec prodigalité même. Mais les autres provinces, les autres États moins bien pourvus par la nature ont retiré dans le passé beaucoup plus d'avantages.

"Il est vrai que le Québec a eu sa part de gens qui croyaient en son avenir à travers les années... Toutefois, aucune voix ne s'est élevée dans le passé pour conduire le peuple vers la réalisation de grandes perspectives. Nous avons été lents dans le développement de plusieurs de nos ressources... Mais la situation a changé aujourd'hui dans la province qui possède déjà près de la moitié de la puissance de tous les chevaux-vapeur du pays, qui produit un tiers de la pulpe et du papier requis dans le monde et un cinquième du papier journal, qui produit un cinquième de tout le rendement des mines du Canada et qui tient la tête dans le pays pour les industries chimiques, les industries textiles et les industries lourdes.

"Il ne semble pas exagéré de dire que les yeux du monde sont maintenant tournés vers le Québec.

"Dans plusieurs cas, c'est qu'on veut participer d'une façon ou de l'autre à ce qui s'avérera comme une ère exceptionnelle d'expansion et de progrès même pour ce fabuleux continent nord-américain. Comme question de fait, les étrangers paraissent plus conscients de notre avenir que notre population elle-même."

Cette terre comblée par la Providence, habitée par un peuple honnête qui connaît le sens du travail, demeurera toujours, nous l'espérons, une terre de liberté. Nous ne voulons pas que nos fils aient la lourde tâche de reconquérir les positions que nous avons déjà conquises. Nous entendons résister à toute tendance centralisatrice ou anarchique qui signifierait la disparition de l'économie libre, c'est-à-dire de l'entreprise libre. Nous voulons que les représentants du capital et les représentants du travail discutent sur un pied d'égalité, comme des hommes libres. Le travail des uns et des autres est un travail complémentaire de l'un et de l'autre. La coopération est nécessaire au maintien de la liberté de l'entreprise. Si le Québec a atteint le présent stade de développement, ce résultat est la conséquence des relations amicales qui ont existé jusqu'ici entre le travail et le capital. Nos efforts doivent être consacrés à la poursuite de l'œuvre commencée, car nous sommes assurés que sa réalisation augmentera la somme de bien-être de la population de notre

province. Elle signifiera un marché plus étendu pour la main-d'œuvre, la naissance de paroisses, de villes nouvelles; elle se traduira par un accroissement du commerce, par un marché plus considérable pour les produits agricoles et les produits manufacturés. Elle signifiera aussi une contribution plus puissante et plus riche du Québec à la vie et au progrès de tout le Canada.

Au cours de l'été dernier, la population de la province a eu l'opportunité d'appuyer pour une troisième fois consécutive le programme politique de l'Union nationale. La population a retrouvé dans la doctrine de son valeureux chef les caractéristiques véritables des qualités de notre race. Elle a voulu perpétuer l'esprit à la fois traditionnel et progressif

qui a donné à la province son développement prodigieux. L'Union nationale, fidèle à son nouveau mandat, maintiendra la paix et la fraternité entre les races diverses qui habitent notre chère province, entre les classes dont la coopération est nécessaire à son progrès. Fidèle à ses traditions, elle défendra l'héritage ancestral et l'avenir de la jeunesse. L'Union nationale est heureuse de la confiance que l'électorat lui a de nouveau témoignée.

Le peuple a réélu un gouvernement de croyances. Il n'a pas voulu d'un gouvernement d'intérêts.

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens. (Voir le tableau ci-dessous)

Tableau No 1

Province de Québec

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1953**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus ordinaires :

Provenant de taxes:

Ministère des Finances, bureau du revenu:

Loi des véhicules automobiles.....	20,380,000.00
Droit sur la gazoline.....	43,400,000.00
Droit spécial sur la gazoline.....	7,890,000.00
Droits sur les successions.....	12,985,000.00
Taxes sur les corporations (sur capital)	12,600,000.00
Taxes sur les corporations (sur profits).....	53,000,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	840,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	532,000.00
Taxe de vente (net).....	19,850,000.00
Taxe sur le tabac	10,300,000.00
Loi de l'assistance publique.....	9,595,000.00
Autres taxes.....	<u>117,000.00</u>

191,489,000.00

Ministère des Finances, bureau des assurances	147,000.00	
Secrétaire de la province	185,000.00	
Travaux publics.....	111,000.00	
Travail.....	205,000.00	
Chasse	<u>45,000.00</u>	192,182,000.00

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1953 (suite)**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus ordinaires (suite) :

Provenant d'autres sources:

Subside fédéral selon la Constitution de 1867			3,173,000.00
Intérêts:			
Placements des fonds d'amortissement	2,800,000.00		
Divers comptes.....	<u>655,300.00</u>		3,455,300.00
Commission des liqueurs de Québec:			
Taxe spéciale sur les spiritueux	1,650,000.00		
Permis et droits	10,500,000.00		
Compte de commerce	21,500,000.00		
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	<u>20,500,000.00</u>	32,650,000.00
Fonds d'éducation (y compris \$19,050,000 provenant de la taxe de vente)			25,620,000.00
Richesses naturelles:			
Terres et Forêts	9,870,000.00		
Ressources hydrauliques.....	2,525,000.00		
Mines.....	5,632,500.00		
Chasse.....	1,218,000.00		
Pêcheries	12,000.00		
Colonisation.....	<u>50,000.00</u>		19,307,500.00
Honoraires:			
Divers départements.....		2,445,000.00	
Amendes, etc.:			
Divers départements.....		482,500.00	
Contributions des fonctionnaires:			
Loi des pensions.....		1,400,000.00	
Divers:			
Différents départements.....		<u>51,000.00</u>	
			\$280,766,300.00

Tableau No 2

**Tableau démontrant les revenus provenant
des ressources naturelles**

<i>Exercice se terminant le 31 mars</i>	<i>Terres et Forêts</i>	<i>Mines</i>	<i>Ressources hydrauliques</i>	<i>Chasse et Pêcheries</i>
1944.....	\$4,965,186.17	\$2,030,735.05	\$2,239,986.76	\$481,936.79
1945.....	6,245,215.90	2,022,293.64	2,079,832.90	514,738.10
1946.....	8,456,451.97	1,951,062.12	1,483,626.64	668,843.74
1947.....	13,260,001.91	1,652,687.20	1,809,973.24	717,363.63
1948.....	9,711,943.88	1,606,566.08	2,048,068.12	735,367.73
1949.....	12,206,749.78	1,852,897.75	2,308,694.07	782,376.50
1950.....	6,923,698.87	2,720,732.16	2,041,548.58	883,408.90
1951.....	10,825,235.33	2,922,725.73	2,630,214.59	961,378.54
1952.....	<u>15,439,755.91</u>	<u>4,639,320.17</u>	<u>3,521,875.35</u>	<u>1,078,981.66</u>
Totaux:	\$88,034,239.72	\$21,398,519.80	\$20,163,820.25	\$6,824,395.59

**Tableau démontrant les revenus provenant
des ressources naturelles**

(suite)

<i>Exercice se terminant le 31 mars</i>	<i>Pêcheries maritimes</i>	<i>Terres de colonisation et rentes foncières</i>	<i>Fonds d'éducation (a)</i>	<i>Total</i>
1944.....	\$ 47,422.57	\$108,132.78	.....	\$ 9,873,400.12
1945.....	60,466.21	92,883.39	.....	11,015,430.14
1946.....	10,417.65	71,296.20	.....	12,641,698.32
1947.....	10,683.20	102,266.43	\$ 4,478,697.56	22,031,673.17
1948.....	12,359.17	120,986.87	5,414,663.25	19,649,955.10
1949.....	13,056.35	127,221.65	5,188,305.83	22,478,801.93
1950.....	12,378.30	63,664.54	5,147,637.54	17,793,068.89
1951.....	13,640.92	94,616.53	5,101,257.32	22,549,068.86
1952.....	<u>12,992.30</u>	<u>57,636.16</u>	<u>5,671,352.61</u>	<u>30,421,914.16</u>
Totaux:	\$193,416.67	\$838,704.55	\$31,001,914.11	\$168,455,010.69

(a) Provenant de:

1. Revenus sur kilowatts-heure d'électricité générale.
2. Droits de coupe.
3. Contribution de la Commission hydroélectrique de Québec.

Tableau No 3

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1953**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	4,931,000.00	4,931,000.00	.....
Agriculture	16,582,000.00	16,567,000.00	15,000.00
Bien-être social et Jeunesse	26,439,000.00	24,267,000.00	2,172,000.00
Chasse	2,637,000.00	2,247,000.00	390,000.00
Colonisation	12,923,000.00	10,123,000.00	2,800,000.00
Conseil exécutif	7,944,000.00	7,944,000.00	.....
Finances	4,702,000.00	4,702,000.00	.....
Industrie et Commerce	1,461,000.00	1,461,000.00	.....
Instruction publique	31,100,000.00	30,600,000.00	500,000.00
Législation	1,093,000.00	1,093,000.00	.....
Mines	4,173,000.00	1,923,000.00	2,250,000.00
Pêcheries	2,699,000.00	2,199,000.00	500,000.00
Procureur général	9,020,000.00	9,020,000.00	.....
Ressources hydrauliques	2,928,000.00	2,876,000.00	52,000.00
Santé	45,106,000.00	45,096,000.00	10,000.00
Secrétaire de la province	4,139,000.00	3,839,000.00	300,000.00
Terres et Forêts	5,864,000.00	5,864,000.00	.....
Travail	2,115,000.00	2,115,000.00	.....
Travaux publics	21,109,000.00	10,333,000.00	10,776,000.00
Voirie	87,925,000.00	26,545,000.00	61,380,000.00
	<u>\$294,890,000.00</u>	<u>\$213,745,000.00</u>	<u>\$81,145,000.00</u>
Service de la dette publique	\$24,782,000.00	\$24,782,000.00	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus

\$280,766,300.00

Dépenses:

Ordinaires

213,745,000.00

Service de la dette publique

24,782,000.00

\$238,527,000.00

Surplus au compte ordinaire

\$ 42,239,300.00

Compte immobilisation

\$ 81,145,000.00

Voitures automobiles par 100 personnes			
Comparaison entre les principales villes américaines et la ville de Montréal, de 1948 à 1951			
Ville	Véhicules par 100 personnes		Pourcentage de l'augmentation des véhicules par 100 personnes de 1948 à 1951 (%)
	1948	1951	
Montréal	9.65	13.20	36.79
Washington.....	17.66	23.67	34.03
Philadelphie.....	14.66	19.48	32.88
Minneapolis-Saint-Paul	27.08	35.78	32.13
Chicago.....	19.71	25.95	31.66
Pittsburgh.....	18.45	24.22	31.27
Boston.....	14.88	19.44	30.65
New York	12.15	15.83	30.29
Détroit.....	26.64	33.58	26.05
Cleveland.....	25.80	32.09	24.38
Saint-Louis	22.24	27.28	22.66
Baltimore.....	19.47	22.81	17.15
Buffalo.....	26.88	30.19	13.16
Référence: <i>Automobile Facts and Figures, Automobile Manufacturer's Association.</i>			

Nombre de véhicules automobiles en rapport avec la population de la ville de Montréal, 1945-1951						
<i>Population (a)</i>			<i>Enregistrement des véhicules automobiles (b)</i>		<i>Véhicules automobiles par 100 personnes</i>	
<i>Année</i>	<i>Personnes</i>	<i>% d'augmentation de 1945</i>	<i>Véhicules</i>	<i>% d'augmentation de 1945</i>	<i>Véhicules</i>	<i>% d'augmentation de 1945</i>
1945.....	950,884	....	67,296	....	7.08	....
1946.....	962,853	1.26	76,680	13.94	7.96	12.43
1947.....	974,823	2.52	84,500	25.56	8.67	22.46
1948.....	986,792	3.78	95,200	41.46	9.65	36.30
1949.....	998,762	5.04	103,790	54.23	10.39	46.75
1950.....	1,010,732	6.29	117,785	75.03	11.65	64.55
1951.....	1,022,703	7.55	135,000	100.61	13.20	86.44
Pourcentage de l'augmentation de						
1948.....	....	3.64	....	41.81	....	36.79
<i>(a) Ces chiffres sont ceux du recensement de 1951. Les chiffres de 1945 à 1950 sont le résultat des compilations du Bureau fédéral de la statistique.</i>						
<i>(b) Service des véhicules automobiles, province de Québec.</i>						
<i>Référence: Automobile Facts and Figures, Automobile Manufacturer's Association.</i>						

Tableau No 6

Dette consolidée

État comparatif de 1939 à 1952

Population	Année	Dette consolidée	Bons du Trésor	Dette consolidée et bons du Trésor	Fonds d'amortissement	Dette consolidée nette et bons du Trésor	
						Montant	Per capita
3,230,000	1939	\$279,673,099	\$25,000,000	\$304,673,099	\$26,953,817	\$277,719,282	\$ 85.98
3,278,000	1940	368,846,099	.....	368,846,099	29,041,418	339,804,681	103.66
3,331,882	1941	382,446,099	9,500,000	391,946,099	33,141,798	358,804,301	107.69
3,390,000	1942	373,816,099	25,550,000	399,366,099	38,707,926	360,658,173	106.39
3,457,000	1943	381,071,099	22,885,406	403,956,505	46,427,449	357,529,056	103.42
3,500,000	1944	371,781,099	33,250,000	405,031,099	52,835,189	352,195,910	100.63
3,561,000	1945	391,781,099	31,200,000	422,981,099	72,482,521	350,498,578	98.43
3,630,000	1946	397,811,099	8,500,000	406,311,099	65,865,196	340,445,903	93.79
3,712,000	1947	393,311,099	7,240,626	400,551,725	78,132,832	322,418,893	86.86
3,792,000	1948	375,274,783	8,400,000	383,674,783	72,230,388	311,444,395	82.13
3,887,000	1949	422,899,783	7,100,000	429,999,783	79,241,114	350,758,669	90.24
3,976,000	1950	404,449,783	17,950,000	422,399,783	83,978,984	338,420,799	85.11
4,055,681	1951	405,499,783	1,500,000	406,999,783	83,280,300	323,719,483	79.82
4,174,000	1952	421,299,783	.....	421,299,783	97,529,109	323,770,674	77.57

Tableau No 7

Emprunts émis et remboursés
du 1^{er} avril 1944 au 31 mars 1952A - Emprunts émis
(en milliers de dollars)

Date d'émission	Échéance	Terme	Coupon	Montant
1 ^{er} nov. 1944	1 ^{er} nov. 1959	15 ans	3 %	\$ 22,970
1 ^{er} mars 1945	1 ^{er} mars 1950	5 ans	2 %	15,000
15 mars 1945	15 mars 1960	15 ans	3 %	3,000
15 juil. 1945	15 juil. 1960	15 ans	3 %	15,000
1 ^{er} fév. 1946	1 ^{er} fév. 1962	16 ans	3 %	15,000
1 ^{er} nov. 1947	1 ^{er} nov. 1961	14 ans	2½ %	18,700
1 ^{er} oct. 1948	1 ^{er} oct. 1963	15 ans	3 %	23,725
15 mars 1949	15 mars 1965	16 ans	3 %	35,000
15 sept. 1949	15 sept. 1964	15 ans	3 %	15,000
1 ^{er} fév. 1950	1 ^{er} fév. 1955	5 ans	2½ %	15,000
1 ^{er} oct. 1950	1 ^{er} oct. 1970	20 ans	3 %	25,000
1 ^{er} avril 1951	1 ^{er} avril 1971	20 ans	2½ %	50,000
Moyenne		14½ ans	2.94 %	\$253,395

Tableau No 7 (suite)

**Emprunts émis et remboursés
du 1^{er} avril 1944 au 31 mars 1952**

B - Emprunts remboursés
(en milliers de dollars)

<i>Date d'émission</i>	<i>Échéance</i>	<i>Terme</i>	<i>Coupon</i>	<i>Montant</i>	
15 avril 1941	15 avril 1944-49	Séries	3¼ %	\$1,800	
15 juil. 1939	15 juil. 1944-51	Séries	3 %	8,000	
1 ^{er} nov. 1936	1 ^{er} nov. 1944	8 ans	2½ %	12,000	
15 nov. 1940	15 nov. 1944	4 ans	3 %	1,970	
1 ^{er} fév. 1935	1 ^{er} fév. 1945	10 ans	2¾ %	5,000	
15 mars 1934	15 mars 1945-52	Séries	4 %	5,600	
2 mars 1925	2 mars 1950	25 ans	4½ %	15,000	<i>a</i>
15 nov. 1940	15 nov. 1945	5 ans	3¼ %	1,970	
1 ^{er} fév. 1943	1 ^{er} févr. 1946	3 ans	2½ %	5,000	
1 ^{er} juin 1916	1 ^{er} juin 1946	30 ans	4½ %	2,500	
30 déc. 1894	20 janv. 1955	60 ans	3 %	4,736	<i>a</i>
1 ^{er} nov. 1938	1 ^{er} nov. 1947	9 ans	3 %	20,000	
1 ^{er} mars 1938	1 ^{er} mars 1948	10 ans	3¼ %	10,000	
15 août 1938	15 août 1948	10 ans	3½ %	8,500	
1 ^{er} jan. 1909	1 ^{er} jan. 1949	40 ans	4 %	600	
1 ^{er} juil. 1937	1 ^{er} juil. 1949	12 ans	3¼ %	11,000	
1 ^{er} déc. 1909	1 ^{er} déc. 1949	40 ans	4 %	700	
1 ^{er} fév. 1941	1 ^{er} fév. 1951	10 ans	3¾ %	1,050	<i>a</i>
1 ^{er} nov. 1947	1 ^{er} nov. 1961	14 ans	2½ %	18,700	<i>b</i>
1 ^{er} mars 1945	1 ^{er} mars 1950	5 ans	2 %	15,000	
15 nov. 1940	15 nov. 1952	12 ans	4 %	11,750	
15 mars 1939	15 mars 1954	15 ans	3¼ %	10,000	
1 ^{er} juil. 1926	1 ^{er} juil. 1956	30 ans	4½ %	7,500	
1 ^{er} mai 1910	1 ^{er} mai 1950	40 ans	4 %	500	
15 juil. 1939	15 juil. 1953	14 ans	3¼ %	10,000	<i>a</i>
1 ^{er} nov. 1936	1 ^{er} nov. 1951	15 ans	3 %	15,000	
Moyenne (c)		12½ ans	3.20 %	\$203,876	

Excédent des emprunts sur les emprunts remboursés..... \$ 49,519

a - Racheté par anticipation.

b - Annulé.

c - En éliminant les emprunts en séries, ceux émis par les écoles techniques et celui émis à Paris en 1894.

Tableau No 8

Province de Québec

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1953-1954**

Revenus ordinaires :*Provenant de taxes:*

Ministère des Finances, bureau du revenu:		
Loi des véhicules automobiles	21,900,000.00	
Droit sur la gazoline.....	47,200,000.00	
Droit spécial sur la gazoline.....	8,580,000.00	
Droits sur les successions.....	12,500,000.00	
Taxes sur les corporations (sur capital)	13,000,000.00	
Taxes sur les corporations (sur profits).....	53,500,000.00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	900,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	530,000.00	
Taxe de vente (net).....	20,000,000.00	
Taxe sur le tabac	10,500,000.00	
Loi de l'assistance publique.....	9,375,000.00	
Autres taxes.....	<u>117,000.00</u>	
	198,102,000.00	
Ministère des Finances, bureau des assurances	145,000.00	
Secrétaire de la province	180,000.00	
Travaux publics.....	115,000.00	
Travail.....	161,000.00	
Chasse	<u>35,000.00</u>	198,738,000.00

Provenant d'autres sources:

Subside fédéral selon la Constitution de 1867		3,173,000.00
Intérêts:		
Placements des fonds d'amortissement	3,000,000.00	
Divers comptes.....	<u>617,500.00</u>	3,617,500.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Taxe spéciale sur les spiritueux	1,340,000.00	
Permis et droits	10,000,000.00	
Compte de commerce	21,000,000.00	
Moins : Subvention à l'assistance publique	<u>1,000,000.00</u>	<u>20,000,000.00</u>
		31,340,000.00
Fonds d'éducation (y compris \$19,500,000 provenant de la taxe de vente)		26,360,000.00
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts	10,073,000.00	
Ressources hydrauliques	4,132,000.00	
Mines.....	5,430,000.00	
Chasse	1,210,000.00	
Pêcheries	15,000.00	
Colonisation	<u>62,000.00</u>	20,922,000.00

Province de Québec

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1953-1954 (suite)**

Revenus ordinaires (suite) :*Provenant d'autres sources (suite):*

Honoraires, divers départements.....	2,358,400.00
Amendes, etc., divers départements.....	481,000.00
Contributions des fonctionnaires: loi des pensions.....	1,450,000.00
Divers, différents départements	<u>55,000.00</u>
	<u>\$288,494,900.00</u>

*Tableau No 9**Province de Québec*

**Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1953-1954**

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	Dépenses	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales	3,780,000.00	3,780,000.00	.....
Agriculture	17,405,000.00	17,255,000.00	150,000.00
Bien-être social et Jeunesse	29,958,000.00	26,558,000.00	3,400,000.00
Chasse	2,528,000.00	2,288,000.00	240,000.00
Colonisation	12,539,000.00	10,739,000.00	1,800,000.00
Conseil exécutif	6,195,500.00	6,195,500.00	.....
Finances	4,873,000.00	4,873,000.00	.....
Industrie et Commerce	1,620,000.00	1,620,000.00	.....
Instruction publique	31,626,900.00	31,601,900.00	25,000.00
Législation.....	940,300.00	940,300.00	.....
Mines.....	4,430,500.00	1,430,500.00	3,000,000.00
Pêcheries	2,711,000.00	2,411,000.00	300,000.00
Procureur général	8,884,000.00	8,884,000.00	.....
Ressources hydrauliques	4,291,000.00	2,291,000.00	2,000,000.00
Santé.....	45,023,300.00	45,003,300.00	20,000.00
Secrétaire de la province	4,699,100.00	3,949,100.00	750,000.00
Terres et Forêts	5,113,000.00	5,113,000.00	.....
Travail	2,230,000.00	2,230,000.00	.....
Travaux publics.....	17,920,600.00	9,700,600.00	8,220,000.00
Voirie	<u>55,725,000.00</u>	<u>26,725,000.00</u>	<u>29,000,000.00</u>
	<u>\$262,493,200.00</u>	<u>\$213,588,200.00</u>	<u>\$48,905,000.00</u>
Service de la dette publique	\$ 24,411,600.00	\$ 24,411,600.00	

*Sommaire***Compte ordinaire :**

Revenus.....		\$288,494,900.00
Dépenses:		
Ordinaires.....	\$213,588,200.00	
Service de la dette publique	<u>24,411,600.00</u>	<u>237,999,800.00</u>
Surplus au compte ordinaire.....		\$ 50,495,100.00
Compte immobilisation		\$ 48,495,000.00

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures**Subsides:****Budget des dépenses
1953-1954**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Un désastre a été enregistré aux Îles, par les pêcheurs, le 20 mai dernier. Si le gouvernement n'avait pas compensé la moitié des pertes, ce qui a permis de continuer la pêche au homard, la moitié des pêcheurs auraient été obligés d'abandonner leur métier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député des Îles-de-la-Madeleine devrait être félicité pour son dévouement à l'égard de ses électeurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Certainement et je suis heureux de le féliciter, sans tenir compte de ses couleurs politiques. Je reconnais qu'il a montré beaucoup de dévouement pour ses électeurs. Mais cela ne m'empêchera pas de travailler à le remplacer aux prochaines élections.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ça, c'est une autre paire de manches. Il faudra que vous vous y preniez de bonne heure!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Comment le ministère a-t-il distribué les secours aux sinistrés des Îles-de-la-Madeleine?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Dans les cas de désastres, toutes les demandes sont étudiées et vérifiées par des gens compétents, envoyés sur les lieux. Mais nous ne payons pas directement.

S'il est constaté, par exemple, qu'un pêcheur a perdu pour \$300 de filets, nous l'enverrons en acheter chez son fournisseur, auquel nous paierons 40 % à 50 % du prix de vente.

Je regrette le fait, dit-il, que les pêcheurs ne retirent que 4¢ ou 4½¢ la livre pour leur morue, alors que le consommateur l'achète au marchand à un prix variant de 20 à 30 cents. Ce sont les intermédiaires qui font les plus gros bénéfices. Pour que le pêcheur puisse se faire un profit, dit-il, il faut que ses prises soient plus abondantes et nous l'aidons à augmenter ses prises. C'est pourquoi nous formons actuellement une flotte de pêche, constituée de bateaux d'un plus fort tonnage que les pêcheurs pourront payer en quelques années et qui leur permettront de faire de plus grosses pêches.

Le marché italien s'ouvre à nouveau aux produits de nos pêches. Un bateau de poisson du Québec est parti pour l'Italie il y a trois ans; deux, il y a deux ans; trois, il y a un an; cinq cette année.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il est vrai qu'il y a un effort pour livrer un produit de qualité toujours meilleure. Je souligne le fait que les Îles-de-la-Madeleine sont à peu près le seul endroit de la province où il se pêche du homard. Des mesures sont prises pour protéger l'espèce, affirme-t-il.

C'est ainsi qu'une firme des Îles-de-la-Madeleine a trouvé un procédé pour livrer sur le marché le homard dans de meilleures conditions que s'il était expédié vivant. Les homards sont cuits puis congelés dans des sacs de plastique où le vide a été fait.

Au lieu d'acheter un homard vivant, mais amaigri par des semaines de jeûne, le consommateur pourra ainsi se procurer des homards de toute première qualité. Avant longtemps, ce produit sera vendu sur le marché de Montréal et aux États-Unis. Par ailleurs, la pêche au homard est étroitement surveillée par le ministère pour que cette ressource ne soit pas tarie par une pêche abusive.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les pêcheurs de la province, pour pouvoir faire concurrence aux pêcheurs de l'extérieur, ont maintenant besoin d'embarcations qui coûtent environ \$25,000. Cette année, il y en a une dizaine en chantier, déclare-t-il.

Le pêcheur doit d'abord lui-même verser une mise de fonds initiale de \$3,500. Le gouvernement fédéral accorde ensuite une subvention de \$3,000 à \$4,000, suivant la grosseur du bateau. Enfin, la province paie le reste, soit quelque \$17,000. Le pêcheur rembourse ensuite complètement la province au moyen de retenues sur ses prises, mais il ne paie pas d'intérêt.

Enfin, j'invite la population de la province, à faire un effort pour acheter, d'abord, du poisson pris par des pêcheurs québécois.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École d'apprentissage en pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides aux compagnies de navigation qui desservent Montréal, Québec, la Côte-Nord et la Côte-Sud du Saint-Laurent, les Îles-de-la-Madeleine et qui relient les principaux centres de la rive nord et de la rive sud du fleuve Saint-Laurent, et autres organismes d'un caractère équivalent (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction et agrandissement d'entrepôts, séchoirs, neigères et écoles (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je demande au premier ministre ce qu'il est advenu du projet d'une compagnie de zinc du New Jersey d'ouvrir une raffinerie dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas reçu de nouvelles au sujet du projet de \$15,000,000, mais je crois que la compagnie n'avait pas le capital nécessaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je réclame du gouvernement qu'il s'occupe de faire ouvrir dans le Québec l'amiante. Je rappelle que notre province fournit presque toute la production mondiale d'amiante, mais que celle-ci est ensuite exportée brute à l'étranger. On devrait faire comme dans le cas du bois de pulpe et susciter ainsi la naissance de nombreuses industries.

Je recommande vivement au gouvernement de fournir la motivation nécessaire pour assurer la participation du secteur privé. Je recommande aussi au gouvernement d'encourager la construction d'usines de fabrication de produits d'amiante dans la province de Québec, puisque la plus grande partie de l'amiante brute du Québec est exportée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelques industries où l'on manufacture des produits avec de l'amiante sont déjà établies, par exemple, une entreprise qui fabrique des murs ignifuges. Et le gouvernement étudie la situation afin d'y apporter une meilleure solution.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent dix mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des mines très riches ont été repérées dans le nord de l'Ungava. L'Hydro doit envoyer des experts pour étudier les possibilités de développement hydroélectrique qui permettraient de faire des traitements de minerai sur place.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) et **M. Goulet (Témiscamingue)** posent de nombreuses questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La construction des chemins de mines, dit-il, contribue dans une large mesure au développement minier. Ces chemins sont payés comme suit: un tiers par les intéressés et deux tiers par les mines. On commencera prochainement un chemin de 30 milles de la mine de cuivre de la Gaspésie jusqu'à l'Anse Pleureuse. La dépense sera d'environ \$1,000,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service

civil intérieur (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission des eaux courantes de Québec: excédant des dépenses sur les revenus (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-George): Le gouvernement va dépenser \$1,500,000 pour le barrage Manouan. La province sauverait de l'argent en demandant des soumissions par les journaux. Le jeu de la concurrence ferait bénéficier la province d'une diminution de prix. Ne pas demander de soumissions publiques élimine la concurrence libre et entraîne des prix souvent beaucoup trop coûteux. Je suis en faveur de soumissions demandées dans les journaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce système est une farce. La meilleure manière de procéder, c'est de faire préparer des estimés par des ingénieurs compétents et de demander des prix à des entreprises solvables et capables de faire les travaux. Le système de soumissions publiques n'a jamais donné satisfaction.

Dans 95 % des cas où les travaux sont accordés au plus bas soumissionnaire, le prix final revenait plus cher que celui du plus haut soumissionnaire, à cause des extras. En outre, les travaux étaient souvent mal exécutés.

Un député pose une question au ministre (l'honorable M. Bourque) sur la pose des câbles par le moyen desquels l'Hydro-Québec fournira l'électricité à la Gaspésie et qu'il faudra glisser dans le fleuve, entre la rive nord et la rive sud.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les câbles sous-marins qui serviront à transporter le courant sont fabriqués à Lachine, suivant les devis préparés par des ingénieurs de réputation

internationale. Si la livraison des câbles est faite à temps, à l'automne, l'Hydro pourra fournir de l'électricité dans le courant de l'hiver ou au printemps 1954. Restera à les glisser dans le fleuve sous une enveloppe de plomb. La distance entre les deux rives, à l'endroit où les câbles seront posés, est de 36 milles. L'électricité viendra d'une usine installée sur la rivière Bersimis, sur la Côte-Nord. Les câbles seront livrés cet automne, et l'installation sera terminée environ six mois plus tard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au début, l'électricité sera fournie par la Manicouagan Power. Cette compagnie construit près de Hauterive une centrale de 90,000 chevaux-vapeur et elle a convenu de fournir environ 30,000 chevaux-vapeur à la Gaspésie, en attendant que soit en opération la centrale que l'Hydro-Québec va construire sur la Bersimis.

Cette centrale de l'Hydro doit produire au début 250,000 chevaux-vapeur, mais les travaux seront faits de manière à prévoir les développements futurs. Car la rivière, une fois complètement aménagée, peut fournir 1,500,000 chevaux-vapeur. Ensemble, la Bersimis, la Manicouagan et la rivière des Outardes représentent un potentiel de 3,500,000 chevaux-vapeur. C'est dire qu'on peut y développer toute l'énergie nécessaire aux besoins immédiats et futurs de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

L'Hydro est à exécuter des travaux préliminaires en construisant un chemin qui conduira au lac Casse, où une ville sera érigée. La construction de la centrale emploiera peut-être jusqu'à 2,000 personnes. Il va falloir construire un barrage, une centrale et un tunnel de 20 milles. Les contrats doivent être donnés prochainement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On sait que les biens-fonds de Quebec Pulp appartiennent maintenant au gouvernement. Ce dernier a dédommagé en partie les actionnaires qui, ayant eu connaissance d'avis publiés dans les journaux, se sont prévalus d'une offre qu'il a faite autrefois; mais certains actionnaires n'ont pas profité de cette offre, car ils n'avaient pas lu les avis parus dans la presse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons voir cela.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
24. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Projets de loi:

Ville-Marie

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 210 constituant en corporation la ville de Ville-Marie ayant été mis de côté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 37 instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels;
- bill 124 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 133 pour donner à la communauté des sœurs de Charité de la Providence un titre de propriété définitif et absolu à l'immeuble qu'elle occupe actuellement comme maison d'enseignement à Saint-Vincent-de-Paul;
- bill 151 concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne;

- bill 163 concernant la municipalité du village de Pointe-Calumet;

- bill 173 constituant en corporation la Montreal & James Bay Railway Company;

- bill 208 accordant à la corporation de l'Étang-du-Nord et la corporation du village de Cap-aux-Meules, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage;

- bill 212 autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente;

- bill 213 concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec;

- bill 216 concernant la ville d'Isle-Maligne.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Fille aînée du roi George VI, la reine Elizabeth II, née Elizabeth Alexandra Mary Windsor le 21 avril 1926, lui succéda comme reine du Royaume-Uni, en 1952. Outre le Royaume-Uni, elle est reine de 16 États indépendants et chef du Commonwealth. Le 20 novembre 1947, elle épouse le prince Philip, duc d'Édimbourg. George VI s'étant éteint dans son sommeil le 6 février 1952, elle accède au trône et est couronnée le 2 juin 1953.

2. Victoria (née le 24 mai 1819 et décédée le 22 janvier 1901) fut reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (1837-1901) et impératrice des Indes (1876-1901). Son règne, qui dura plus de 63 ans, demeure à ce jour le plus long de toute l'histoire du Royaume-Uni. Le 10 février 1840, elle épouse le prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha, communément connu comme *le prince consort*, titre qu'il n'obtiendra qu'en 1857. Neuf enfants naquirent de cette union, dont le roi Édouard VII (1841-1910) lequel lui succédera de

1901 à 1910. Lui succéderont ensuite George V (1910-1936), Édouard VIII (1936), George VI (1936-1952) et Elizabeth II (depuis 1952).

3. Formée par le gouvernement fédéral en 1937, la Commission royale Rowell-Sirois, du nom de ses présidents, Newton Rowell et Joseph Sirois, enquête sur les relations entre le gouvernement et les provinces. Elle s'attarde particulièrement à examiner la distribution des pouvoirs législatifs entre les paliers de gouvernement à la lumière de l'évolution de la situation économique depuis la Confédération. Son rapport sera déposé en 1940, lequel proposera une définition des rôles qui favorise l'extension des charges et pouvoirs de l'État fédéral.

4. Robert Laird Borden (1854-1937), premier ministre conservateur du Canada de 1911 à 1920.

5. William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Premier ministre libéral du Canada du 29 décembre 1921 au 6 août 1930 et du 23 octobre 1935 au 14 novembre 1948.

6. Dwight David Eisenhower (1890-1969), surnommé "Ike", est le trente-quatrième président des États-Unis d'Amérique. Il est élu pour deux mandats le 20 janvier 1953 jusqu'au 20 janvier 1961. Il a été précédemment général d'armée et Commandant en chef des forces alliées en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale.

7. Thomas Jefferson (1743-1826), élu troisième président des États-Unis d'Amérique de 1801 à 1809. Cet homme d'État était également philosophe, agronome, inventeur, architecte, et il ne cachait pas ses sympathies francophiles. Il était attaché aux Droits de l'homme pour lesquels il lutta au niveau de son État et du pays. Il faisait partie de l'élite des Lumières et a connu les plus grands esprits de son temps. Rédacteur d'une partie de la Déclaration d'indépendance, il doubla la superficie des États-Unis par l'achat de la Louisiane.

8. Theodore Roosevelt (1858-1919) est le vingt-sixième président des États-Unis d'Amérique. Il succède à William McKinley, assassiné, et entame son premier mandat en septembre 1901 puis, en 1905, il est élu pour un second mandat jusqu'en 1909. Le 6 décembre 1904, dans son discours annuel au Congrès américain, il prononce le Corollaire Roosevelt qui étend la doctrine établie par le président James Monroe (vers 1823) à l'ensemble du

monde occidental en affirmant que les États-Unis interviendraient en cas de problème majeur allant à l'encontre de leurs intérêts.

Première séance du vendredi 6 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Jacques Chalouh

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que le bill 217 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Jacques Chalouh à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec ayant été présenté en retard pour cause de maladie grave du procureur, les droits additionnels que le pétitionnaire de ce bill a payés lui soient remboursés.

Adopté.

Loi du Barreau

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Rivard (Montmagny): À mon avis, le système actuel des études et des examens pour les étudiants en droit taxe trop lourdement ces derniers, et il importe d'y apporter des changements le plus tôt possible. Le système actuel des examens du Barreau n'est plus à la page. Ces examens sont souvent plus physiques qu'intellectuels. Ce sont plus des examens de mémoire que de compréhension. Ce système devrait avoir pour but de se rendre compte que les étudiants

savent non seulement leur droit par cœur, mais sont également capables de l'appliquer. Il me semble que le Barreau devrait étudier davantage la question des examens. Il conviendrait donc que les universités organisent le programme d'études pour y mêler la théorie et la pratique.

Les changements proposés par le projet de loi ont pour but: 1° d'augmenter de un le nombre des examinateurs du Barreau pour donner un représentant à la nouvelle section de l'Abitibi, ajoutée l'an dernier; 2° reconnaître le titre de licencié en droit accordé par la nouvelle Faculté de droit de l'Université d'Ottawa; et 3° de permettre à un étudiant, qui manque un examen, de continuer ses études pratiques, afin de lui éviter un retard préjudiciable.

Il (l'honorable M. Rivard) fait l'éloge de la communauté des Oblats, propriétaire de l'Université d'Ottawa. Il rappelle que déjà les Oblats ont ajouté une Faculté de médecine qui a soulevé des critiques injustifiées, parce que l'Université d'Ottawa et les RR. PP. Oblats ont toujours été les champions et le château-fort de la culture française dans Ontario. Ils le prouvent aujourd'hui en fondant une Faculté de droit où on enseigne le droit français. Ils continuent à être fidèles à leur mission et à remplir un rôle dont nous avons lieu d'être fiers.

Les Canadiens français doivent beaucoup aux Oblats, et le gouvernement est heureux de leur rendre ce témoignage. En reconnaissant la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et le titre académique qu'elle confère aux étudiants en droit, on reconnaît en même temps l'œuvre éminente des Oblats.

M. Ross (Montréal-Verdun) approuve la loi au nom de l'opposition et rend hommage aux Oblats de Marie-Immaculée.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère que la Chambre fasse subir aux bills 226 concernant la profession de notaire et 227 modifiant la loi de pharmacie de Québec leur deuxième lecture sur division.

D'ordinaire, dit-il, nous référons de tels bills aux comités. Pour le présent, nous allons les référer au comité plénier de la Chambre.

Je demande cependant aux journalistes d'avertir les intéressés qu'ils n'ont qu'à faire une demande d'ici mardi s'ils veulent se faire entendre. Si nécessaire, nous référerons les deux bills au comité des bills publics.

Projets de loi:

Notaires

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 concernant la profession de notaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

Pharmaciens

M. Marquis (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 modifiant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission des eaux courantes de Québec (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il n'est pas question d'harnacher le pouvoir de Carillon, sur le bord de l'Outaouais supérieur, avant plusieurs années. La raison en est qu'il en coûterait plus cher pour développer ce pouvoir que de transmettre dans la région l'électricité produite à Beauharnois.

L'Ontario a demandé de développer le pouvoir de Carillon, avec entente que nous pourrions le reprendre quand nous en aurions besoin. Mais nous n'avons pas voulu, de crainte de susciter ainsi une source de difficultés entre les deux provinces. Actuellement, la province de Québec exporte 1,000,000 de chevaux-vapeur en Ontario.

Le rendement de la Beauharnois a été doublé. Il est présentement de 1,200,000 chevaux-vapeur. Les travaux sont à peu près terminés. On a déjà installé 24 turbines sur 26. Les deux autres vont être installées dans un mois et demi, environ. On procédera ensuite au nettoyage du canal, au moyen de la drague la plus puissante au monde et dont l'Hydro-Québec vient de faire l'acquisition; elle est capable de soulever 4,000 pieds cubes, alors que les dragues conventionnelles ont une capacité de 1,000 pieds cubes.

M. Pinard (Drummond): Qui a construit la drague?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Plusieurs y ont contribué. Une firme a préparé les plans et a fourni les pièces principales. L'assemblage a été fait à Sorel.

M. Pinard (Drummond): Par qui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Par les Simard.

M. Cournoyer (Richelieu): Et c'est la plus belle drague au monde.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je sais que le Nouveau-Brunswick s'intéresse de très

près à ce projet et cela se comprend. Je pense que les centrales actuelles du Nouveau-Brunswick ne développent pas plus de 200,000 chevaux-vapeur. Voilà pourquoi on songe à harnacher les pouvoirs de la rivière Saint-Jean. La réalisation de ce projet aurait des répercussions dans la province de Québec et dans le Maine, parce que les eaux seraient refoulées.

Il y a eu des protestations nombreuses de la part de la population de Témiscouata. Mais nous n'avons pas encore reçu de demande officielle et le problème a été soumis à la Commission des eaux limitrophes. Il n'a pas été complètement discuté. De toute façon, le gouvernement de Québec verra, comme d'habitude, à protéger les intérêts de la province.

Un député questionne au sujet des barrages de la Saint-Maurice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Saint-Maurice fournit beaucoup de lumière et de force motrice. Tout cela reste dans la province, alors que le Saint-Laurent, ça s'en va en Europe.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suppose que rendue à Trois-Rivières, l'eau s'arrête là et ne va pas plus loin?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a parfois des petits grains qui sont entraînés dans le Saint-Laurent.

M. Goulet (Témiscamingue) critique les dépenses de \$12,000,000 accomplies par le gouvernement pour la construction d'un barrage à la tête du grand lac Victoria.

On aurait obtenu, dit-il, d'infiniment meilleurs résultats, à bien meilleur marché, en construisant ailleurs un barrage pour obtenir de l'énergie hydroélectrique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La thèse du député de Témiscamingue est ridicule.

M. Goulet (Témiscamingue): C'est le premier ministre qui est ridicule. Alors que l'Ontario doit s'approvisionner d'électricité chez nous, le comté de Témiscamingue est obligé, en certains cas, d'aller acheter son électricité dans la province voisine, par suite de l'imprévoyance ou de l'incurie du gouvernement de l'Union nationale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Paquette (Labelle) déclare que les salaires ont doublé dans son département depuis 1944.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ça ne peut avoir doublé. En 1944, on demandait \$250,000 pour le service civil intérieur de ce département; l'an dernier, on a dépensé \$327,000. Je ne parle pas de prévisions, mais de faits. Ça fait un écart de \$70,000.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Augmentés de plus de 50 %.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pas même de 50 %, ça fait à peu près 25 %.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ce n'est certainement pas parfait, mais c'est certainement beaucoup. Il est surprenant de constater combien on recherche les situations que nous avons à offrir, avec les salaires que nous payons.

Il (l'honorable M. Paquette) rend hommage au travail féminin, disant que le personnel est compétent et travailleur. Mais, dit-il, il n'est pas stable.

Beaucoup de jeunes filles nous quittent, sans terminer l'année, pour se marier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Lemieux (Wolfe): Combien y a-t-il en tout de médecins au service civil extérieur de la Santé, de façon permanente?

L'honorable M. Paquette (Labelle): De 24 à 26. Et ça ne comprend pas ceux des unités sanitaires.

M. Lemieux (Wolfe): Combien y a-t-il de médecins au service civil extérieur?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Cent quatre-vingt-quinze. Sur ce nombre il y a 18 inspecteurs industriels.

M. Lemieux (Wolfe): Je désire attirer l'attention du ministre sur une situation qui porte de nombreux médecins à se plaindre. On sait que les patients, dans les sanatoriums, sont divisés en deux catégories: les curables et ceux pour lesquels il n'y a plus rien à faire. Or, il arrive que l'on garde des tuberculeux auxquels on ne peut rien faire, et ceci prend la place de jeunes tuberculeux qui auraient besoin de traitements rapides et qui seraient guéris. Ne pourrait-on pas envoyer dans certains hospices ou hôpitaux spéciaux de vieux tuberculeux qui ne pourront pas être guéris, de façon à permettre la guérison de beaucoup d'autres?

L'honorable M. Paquette (Labelle): C'est ce que nous faisons.

M. Lemieux (Wolfe): Il y a pourtant beaucoup de plaintes.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le député a parfaitement raison d'insister sur la question, mais on a beaucoup exagéré cet état de choses. Ainsi, à Cartierville, nous avons fait enquête à la suite de plaintes; nous avons trouvé 28 de ces cas sur 600 patients. La classification des patients est essentielle dans les sanatoriums et je crois qu'il ne faut pas y garder les tuberculeux qui ne sont plus contagieux, qui sont devenus amorphes, et qu'ils doivent céder leur place à ceux qui ont besoin d'une cure rapide.

M. Lemieux (Wolfe): Dans le domaine de la prévention de la tuberculose, même s'il se fait déjà du travail, je crois qu'il reste encore beaucoup à faire dans le dépistage de la maladie. Je crois que le gouvernement devrait rendre obligatoires et gratuits des examens dans toutes les usines, particulièrement celles où on fabrique des produits alimentaires, et dans toutes les écoles. Dans les usines, un vieux bronchitique est souvent un tuberculeux qui peut contaminer ses alentours. On sait aussi ce qui est arrivé dans certaines écoles, à cause des professeurs. Il ne faut pas oublier que la province de Québec est, après Terre-Neuve, la province où la mortalité par la tuberculose est la plus forte au Canada.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous les faisons ces examens.

M. Lemieux (Wolfe): Ce n'est pas gratis et obligatoire partout.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il y a eu 438,000 examens l'an dernier. Si Québec est encore si en retard dans la lutte contre la tuberculose, c'est parce qu'on a commencé trop tard. C'est dû à 25 ans d'inactivité des gouvernements qui nous ont précédés.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 144 concernant la ville de Baie-Comeau, avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

Le préambule est modifié en biffant dans la dernière ligne de la page 1 et dans la première ligne de la page 2 les mots "ladite résolution reproduite comme annexe "A"". Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 201 concernant les commissions scolaires de Val-d'Or, de Bourlamaque et de Malaric, dans le comté d'Abitibi-Est, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "et avec" par les mots "avec les mêmes exemptions et".

Projets de loi:

Ville de Baie-Comeau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 144 concernant la ville de Baie-Comeau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Commissions scolaires de Val-d'Or,
de Bourlamaque et de Malartic, Abitibi-Est**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 201 concernant les commissions scolaires de Val-d'Or, de Bourlamaque et de Malartic, dans le comté d'Abitibi-Est.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 116 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les onzième et dix-septième lignes respectivement, les mots "(Annexe "A")" et "(Annexe "B")".

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans les vingtième, vingt et unième et vingt-sixième lignes respectivement, les mots "(Annexe "C")" et "(Annexe "D")".

3. L'article 3 est modifié en biffant, à la page 3, dans les cinquième et treizième lignes respectivement, les mots "(Annexe "E")" et "(Annexe "F")".

Et les annexes "A", "B", "C", "D", "E" et "F" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 138 concernant la ville de Val-d'Or, avec les amendements suivants, qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, à la page 4, dans les deux dernières lignes, les mots "déterminer les durées et conditions et établir des taux tarifaires pour ces locataires" par les mots "en déterminer les conditions des baux".

2. L'article 6 est modifié en remplaçant dans les septième et huitième lignes, les mots "corporation exploitant dans la ville" par les mots "corporations, sauf".

3. L'article 7 est modifié:

a) en biffant dans les trois dernières lignes de la page 5 et dans les six premières lignes de la page 6 les mots "autorisés par la loi fédérale et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, et servant exclusivement à la vente d'une marchandise quelconque, et d'une valeur marchande généralement reconnue, une licence n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque distributeur automatique, et pour tous autres distributeurs automatiques.";

b) en remplaçant dans l'avant-dernière ligne du premier alinéa de la page 6 le mot "ainsi" par les mots "non plus".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 169 modifiant la charte de la cité de Lauzon, avec les amendements suivants, qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant dans les treizième et quatorzième lignes, les mots "véhicules automobiles, taxis" par les mots "autos-taxis";

2. L'article 2 est modifié:

a) en biffant dans la dix-huitième ligne les mots "(reproduites comme annexe "A")";

b) en biffant dans les trentième et trente et unième lignes les mots "et (reproduites comme annexe "B")";

c) en biffant dans la quarante-deuxième ligne les mots "(reproduites comme annexe "C")";

d) en biffant dans la huitième ligne de la page 3 les mots "(et reproduites comme annexe "D")".

Et les annexes "A", "B", "C" et "D" sont biffées.

Projets de loi:

**Charte de la cité de
Saint-Hyacinthe**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ville de Val-d'Or

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 concernant la ville de Val-d'Or.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la cité de Lauzon

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 169 modifiant la charte de la cité de Lauzon.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 6 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) dit qu'il ne veut pas aller puiser des arguments dans le passé où il se dit persuadé que l'on avait fait tout ce qu'il était humainement possible de faire alors pour lutter contre la tuberculose. On n'était pas alors aussi avancé, dit-il, qu'on l'est aujourd'hui; on s'en tenait au traitement rudimentaire du repos dans un sanatorium où l'on entraînait le plus souvent sans espoir d'en sortir vivant. Mais aujourd'hui, le développement et le perfectionnement des méthodes scientifiques permettent de mener une lutte plus rationnelle et, surtout, une lutte que l'on peut espérer gagner.

Il (M. Noël) propose d'organiser la lutte contre la tuberculose à l'école et à l'usine et de rendre obligatoire le vaccin BCG; ainsi dans quelques années, la tuberculose, comme aujourd'hui la grosse picote et la variole, ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le ministère met actuellement tout en œuvre pour combattre la tuberculose. Il (l'honorable M. Paquette) remercie le député de Montréal-Jeanne-Mance de ses suggestions.

En aidant, dit-il, à l'organisation de l'Institut microbiologique de l'Université de Montréal, le gouvernement avait fait faire un grand pas à la lutte contre la tuberculose. Les pourcentages de mortalité par tuberculose diminuent d'année en année. D'ici peu de temps, la province aura des statistiques vraiment à son honneur au point de vue de la tuberculose.

Il rend aussi hommage au Dr Frappier, directeur de l'Institut de microbiologie, qui fut un des principaux artisans de la diffusion en Amérique du BCG.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le rôle du clinicien est d'abord de compléter celui des roulottes ou laboratoires ambulants qui circulent dans la province pour le dépistage de la tuberculose; le clinicien examine ceux qui n'ont pu l'être. De plus, il prend les contacts avec les familles où l'on a découvert des tuberculeux, afin de circonscrire les risques de contagion. Les cliniciens sont tous des médecins.

Il (l'honorable M. Paquette) indique que la contribution du gouvernement à l'achat du BCG est de \$75,000 par année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas sept millions quatre-vingt-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Institutions pour malades mentaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le gouvernement a l'intention de construire sans retard, dans le district de Montréal, un hôpital qui pourra recevoir 1,200 malades mentaux. On agrandira près de Québec, un hôpital de façon à avoir 600 lits de plus pour les malades mentaux¹, un agrandissement destiné à répondre aux besoins du district de Québec et des Cantons-de-l'Est.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La situation des malades mentaux à Montréal est alarmante. Dans une ville qui se prétend aussi bien organisée que Montréal, il faut porter une plainte criminelle pour faire entrer un malade mental dans une institution. Même en prenant un moyen aussi drastique, on ne réussit pas toujours à faire entrer le malade à

Saint-Jean-de-Dieu. La plupart échouent à la prison de Bordeaux et les autres aux quartiers généraux de la police municipale. Je connais un cas où il fallut faire arrêter le malade cinq fois avant de pouvoir le placer à Saint-Jean-de-Dieu.

Ceux qui peuvent payer doivent parfois attendre plusieurs mois pour faire hospitaliser leurs malades à Saint-Jean-de-Dieu. Que doit-il en être pour les indigents? Il s'est présenté des cas où des malades mentaux, qui n'appartiennent pas à la catégorie criminelle, demeuraient une ou deux semaines et parfois même jusqu'à un mois dans les locaux de la police municipale de Montréal. J'ai même rencontré une personne de 74 ans qui avait passé 12 jours dans une cellule d'un poste de police, dit-il. Il y a un grand nombre de cas similaires à tous les mois à Montréal.

Nous dépensons des millions pour combattre la tuberculose et la syphilis, mais on ne se préoccupe pas de construire des hôpitaux pour répondre aux besoins des malades mentaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le problème dont parle le député résulte de nombreuses années d'imprévoyance et d'inactivité. Sous les anciens régimes, on ne faisait rien pour régler la question des malades mentaux. Le gouvernement est conscient de la situation et il tente de la corriger.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À l'hôpital de Bordeaux, affecté aux malades mentaux criminels, on a relevé 35 % de cas de malades mentaux qui n'appartiennent pas à cette catégorie.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ce n'est pas exact.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le ministre n'est pas d'accord avec ces chiffres?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Non, ils ne sont pas exacts. C'est excessif. Ces chiffres sont tellement exagérés qu'on ne peut même pas prendre le député au sérieux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Selon le ministre, quel serait le pourcentage?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Un, peut-être deux pour cent dans certains cas. Il peut se présenter quelques cas, mais pas dans les proportions que dit le député.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) insiste sur l'importance d'apporter une solution et demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) de s'occuper immédiatement du problème en collaboration avec le procureur général. Il demande que l'on fasse une enquête.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement s'est attaqué au problème en établissant d'abord une ségrégation et en changeant le nom des malades eux-mêmes que l'on désignait jadis sous le nom d'aliénés, ce qui comportait un stigmate pour les familles. On a classé les malades mentaux en cinq groupes: les malades portés à la violence, les malades curables, les malades incurables, les malades mentaux condamnés par la Cour et les séniles. Jadis, nos maisons recevaient tous les malades sans ordre. Nous avons déjà fait construire à Roberval une maison pour malades séniles. On en reçoit 680 à cet endroit.

On ne pourra plus dire maintenant d'une personne que son père, son frère ou un autre membre de sa famille est mort à l'asile. Cette première réforme est une réforme sociale et une réforme humaine. En quelques années, nous avons fait de sérieuses améliorations, bien que ce problème ne soit pas le seul que nous avons à régler.

Le montant payé à chaque institution pour les malades mentaux, lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir, était de \$0.63. Il est aujourd'hui de \$1.60. Le gouvernement a déchargé les municipalités d'une partie de leurs obligations, et cela représente \$700,000 à \$800,000 par an. On admettra qu'il est humainement impossible de remédier tout de suite au mal qui s'est accumulé pendant des années. Nous avons déjà réalisé de nombreuses améliorations et nous sommes prêts à appliquer des millions de dollars au règlement de ce problème.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a acheté une maison, qui était une ancienne école protestante, le long de la Rivière-des-Prairies, à Montréal, au prix de \$400,000 pour recevoir des séniles également.

Le gouvernement étudie aussi le cas de la prison des femmes de la rue Fullum où certains cas ont été traités. La prison des femmes protestantes est un vieil édifice qui a besoin d'être réparé; il faut faire quelque chose à ce sujet. L'édifice présente des risques d'incendie. Nous avons envoyé des

techniciens pour étudier la possibilité de réparer le bâtiment; ils en sont cependant arrivés à la conclusion que les réparations de la prison des femmes protestantes pouvaient causer l'effondrement de l'édifice voisin qui abrite la prison des femmes catholiques.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le gouvernement ne fera pas comme les amis de l'opposition, il fera quelque chose.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) dit qu'il ne veut pas faire de politique avec ce problème. Il (M. Dupuis) corrobore les paroles de son collègue de Jeanne-Mance. Il pense qu'à Montréal, le gouvernement ne fait pas assez et qu'il devrait faire davantage. Si ceux qui nous ont précédés, dit-il, n'ont rien fait, ce n'est pas une raison valable. Tant pis pour eux et ils en portent la responsabilité. Ce que nos prédécesseurs ont fait ou n'ont pas fait ne nous intéresse pas; ce qui nous intéresse, c'est ce qu'il faut faire actuellement. La prison de Bordeaux n'est pas assez grande et l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu non plus. Si le gouvernement, même d'Union nationale, fait quelque chose, nous serons les premiers à applaudir.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Projets de loi:

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 124 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié en y retranchant, dans les neuvième et dixième lignes du premier alinéa, les mots "ou au nom de son conjoint".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre ne souffrira aucun préjudice de cet article. Il s'agit d'une distinction plutôt théorique dans bien des cas. En permettant au mari de se qualifier sur les immeubles de sa femme, la loi reconnaissait en somme l'intérêt qu'il a dans l'administration des immeubles de sa conjointe. Ce qui se produit ordinairement, c'est que même si la propriété est au nom de l'épouse, c'est l'époux qui a l'administration, qui paie les taxes et, par conséquent, il a un intérêt direct à l'administration. C'est là un principe reconnu depuis toujours.

Et je me demande, dit-il, s'il est sage de le mettre de côté, s'il est avantageux de le faire disparaître, alors qu'il faudrait plutôt encourager les gens à manifester de l'intérêt pour la chose publique. Je ne sais pas si le premier ministre vise un cas particulier, mais je crois que ce changement n'est pas nécessaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement ne s'appliquera pas aux maires et échevins actuellement en fonction. Je trouve que le fait de se qualifier ainsi sur un immeuble appartenant au conjoint est humiliant pour le mari et injuste pour la femme. Si c'est la femme qui possède l'immeuble, qu'elle se présente comme elle en a le droit. Il n'est pas raisonnable de lui enlever ce droit pour le donner à son mari. Il me semble que le candidat doit se qualifier par lui-même au lieu de se mettre sous la jupe de sa femme. Quand l'homme n'a rien, il n'est pas juste de le laisser se présenter. Le sens des responsabilités ne peut être le même quand l'immeuble appartient au conjoint.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il arrive souvent qu'un homme achète une maison au

nom de sa femme. Personnellement, je ne crois pas que ce soit une bonne chose. Mais il arrive que la femme a un peu d'argent et qu'elle effectue le premier paiement. L'homme verse ensuite les mensualités et tous les autres frais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si c'était connu, ce serait annulé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne crois pas que ce soit aussi nul que le premier ministre le pense.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 après l'avoir amendé².
Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Code
municipal**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 1 qui se lit comme suit:

"Toutefois, une personne domiciliée ou résidant dans une municipalité de village, de cité ou de ville, quelle que soit la loi sous laquelle elle a été constituée ou qui la régit, peut être membre du conseil d'une municipalité rurale ou de village contigu à celle où se trouve son domicile ou sa résidence, pourvu qu'elle possède les autres qualités requises par la loi, qu'elle n'occupe aucune charge municipale dans la municipalité de son domicile ou de sa résidence et qu'elle possède, en son propre nom, dans la municipalité contiguë, des biens-fonds de la valeur exigée par l'article 228."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'un siège deviendra vacant dans un conseil municipal, le remplaçant devra être nommé dans un délai de 15 jours à moins que l'autorisation de faire cette nomination plus tard n'ait été obtenue du ministère des Affaires municipales. Une personne qui habite une municipalité rurale, un village, une cité ou une ville pourra devenir membre du conseil d'une municipalité rurale, d'un village voisin. La condition est que cette personne ait les qualifications requises dans la municipalité où elle se présente et doit siéger.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est, sans doute, à la suggestion de la Commission de codification?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'Union des conseils de comtés qui nous l'a demandé. Le principe de la loi, ce sont les échanges entre voisins.

Le deuxième paragraphe de l'article 1 est adopté et se lit désormais comme suit:

"Toutefois, une personne domiciliée ou résidant dans une municipalité rurale, de village, ou de paroisse ou de cité ou de ville, quelle que soit la loi sous laquelle elle a été constituée ou qui la régit, peut être membre du conseil d'une municipalité rurale ou de village contigu à celle où se trouve son domicile ou sa résidence, pourvu qu'elle possède les autres qualités requises par la loi, dans la municipalité où il sollicite un mandat municipal, qu'elle n'occupe aucune charge municipale dans la municipalité de son domicile ou de sa résidence et qu'elle possède, en son propre nom, dans la municipalité contiguë, des biens-fonds de la valeur exigée par l'article 228."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie les articles 2 et 3 qui se lisent comme suit:

"2. L'article 238 dudit Code, modifié par l'article 10 de la loi 19 George V, chapitre 88, est modifié en y ajoutant après le mot "vacance", dans la dernière ligne, les mots ", le tout sous réserve de l'application de l'article 321."

"3. L'article 321 dudit Code, remplacé par l'article 9 de la loi 20 George V, chapitre 103, est modifié en y ajoutant après les mots "ce délai, ", dans la quatrième ligne, les mots "avec l'autorisation préalable du ministre des affaires municipales,".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) explique l'article 2 et l'article 3. Ils ont pour but d'éviter une anomalie qui se produisait parfois; des nominations simultanées par le gouvernement et par le conseil municipal. En effet, le Code municipal disait qu'en cas de vacance du poste de maire ou de conseiller, le conseil doit dans les 15 jours remplir la charge; mais plus loin, le Code ajoutait que le conseil pouvait la remplir après ce délai si le gouvernement ne l'avait pas encore fait ou n'avait pas ordonné la tenue d'une élection.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 478 dudit Code, modifié par l'article 2 de la loi 12 George V, chapitre 102, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, les mots "d'hiver" par les mots "entretenus en hiver pour permettre la circulation des voitures automobiles et autres véhicules".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La suite du bill consacre le principe que les automobiles vont circuler à leurs risques et périls sur les chemins d'hiver. Il me semble que les propriétaires d'automobiles paient assez de taxes pour avoir le droit à une certaine protection. Pourquoi vouloir dégrever les municipalités de leur responsabilité quand il s'agit de chemins entretenus avec l'argent du peuple? Les automobilistes payent assez de taxes pour avoir au moins le droit de voyager en sécurité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas d'un nouveau principe. Cette partie du bill ne change rien à ce qui se passait avant. L'amendement a simplement pour objet de rendre le Code plus clair à la suite d'un jugement donnant à

l'expression "chemins d'hiver" une interprétation qui ne cadre pas du tout avec l'intention du législateur. Il ne fait que préciser qu'un chemin d'hiver n'est pas seulement un chemin de neige, mais peut être un chemin de terre, entretenu l'hiver. Un chemin d'hiver est un chemin entretenu l'hiver.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'objecte au principe de dégager la responsabilité des municipalités, même si cela était déjà dans la loi depuis longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans la charte de Montréal, on trouve des clauses identiques au sujet des dommages que peuvent causer des tuyaux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Puisque l'on veut modifier l'article 478 du Code municipal, on devrait également modifier l'article 453 se rapportant aux actions en dommages.

L'article 5 est adopté.

L'article 6 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 après l'avoir amendé³.
Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent quatre-vingt-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 constituant en corporation l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 11 heures du matin.

L'Assemblée législative ne siégera pas lundi prochain par respect pour Son Éminence Mgr Léger⁴, archevêque de Montréal, qui sera reçu officiellement par les autorités religieuses et civiles de la Vieille Capitale de notre province.

Mardi matin, cependant, le comité des bills publics se réunira pour entendre les intéressés dans le projet de loi de Saint-Joseph d'Alma qui veut annexer la ville de Riverbend appartenant à la compagnie Price Brothers.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. À ce sujet, *Le Soleil* du 7 février 1953, à la page 19, précise ceci: "Bien que le Dr Paquette n'ait pas donné de précisions, nous croyons savoir que cet agrandissement se fera à Saint-Ferdinand, comté de Mégantic. À Montréal, le nouvel hôpital serait confié à une communauté de Frères."

2. Un amendement a été effectivement apporté à la version anglaise de l'article 2 du projet de loi. Toutefois, les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet.

3. Quelques amendements ont été apportés au projet de loi. Toutefois, les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet.

4. Paul-Émile Léger (1904-1991) était un homme d'Église québécois. Nommé vicaire général de Valleyfield en 1940, il est élevé au rang de Monseigneur le 29 septembre 1942. Il est consacré archevêque de Montréal le 26 avril 1950 et créé cardinal le 12 janvier 1953. Il a été archevêque de Montréal de 1950 à 1967.

Première séance du mardi 10 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Ajournement
pour défaut de quorum**

M. l'Orateur prononce l'ajournement pour défaut de quorum à l'heure fixée pour l'ouverture de la séance.

La séance est levée.

Deuxième séance du 10 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:
- bill 207 constituant en corporation l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 152 agrandissant le territoire de la ville de Saint-Joseph d'Alma.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Église Syrienne Orthodoxe
Apostolique d'Antioche**

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 207 constituant en corporation l'Église Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 207 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des pouvoirs spéciaux
des corporations**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Oeuvres de
Notre-Dame-de-la-Merci**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 concernant la corporation Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Voies et moyens:

**Débat sur le budget
1953-1954 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 5 février courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)¹:

Le discours du budget que l'honorable ministre des finances (M. Gagnon) a prononcé jeudi dernier est le neuvième dans la série de discours qu'il a faits en sa qualité, soit de trésorier, soit de ministre provincial des Finances. Je ne voudrais pas anticiper le verdict de ceux qui écriront un jour l'histoire des temps que nous vivons, mais je n'ai aucun doute que celui qui voudrait réellement rendre justice à l'honorable député de Matane dira que le volume de ses discours sur le budget dépasse de beaucoup celui de tous les discours budgétaires de tous ses prédécesseurs en remontant jusqu'à la Confédération.

Le ministre des Finances, quand il prononce son discours sur le budget, n'a pas seulement la faculté de produire un volume qui, dans une certaine mesure, rivalise avec l'*Annuaire statistique de Québec*, mais a encore une imagination fertile et sait quand il doit maintenir un silence discret.

Quant à son imagination, il faut concéder que les paroles ne lui manquent pas lorsqu'il s'agit de trouver de nouvelles expressions pour changer un déficit réel en un surplus modèle Union nationale, ou pour transformer une augmentation du passif en une diminution de la dette nette. En somme, son talent est tel qu'en écoutant ses discours, vous vous sentez entraînés par ses paroles. Vous pensez que vous vous acheminez lentement mais sûrement vers une conclusion merveilleuse, mais là encore le trésorier montre la main du maître. Il vous amène jusqu'au point où vous croyez être à la veille d'apprendre quelque chose d'important, mais là, il arrête. Il suit la même méthode que les auteurs de romans publics en série dans les magazines: le dénouement paraîtra dans le numéro suivant!

Et c'est précisément l'expérience des députés. Il leur faut attendre la publication des *Comptes publics* pour connaître le dénouement; et, dans ce domaine, comme dans bien d'autres sous l'Union nationale, le dénouement, la réalité, la vérité vraie est toujours beaucoup moins agréable que ce que le gouvernement avait d'abord annoncé.

J'ai fait allusion à la faculté du ministre de maintenir un silence discret, et je me rends compte de nouveau que, cette année, il suit son habitude de passer sous silence les aspects les plus importants de la situation financière de la province. Pour lui, l'exposé des finances du gouvernement commence avec des tableaux de revenus et dépenses, comme si ceux-ci donnaient une vue complète des activités financières de l'administration; il continue avec des statistiques sur la perception des taxes fédérales et sur le nombre d'automobiles qui circulent dans la

province avec la gazoline taxée à 13 milles le gallon; il continue avec l'historique des émissions d'obligations faites par le gouvernement chaque fois qu'il annonce un surplus; et il le termine en l'entourant d'une série de découpures de journaux toujours favorables à l'Union nationale.

J'ai lu le discours du ministre avec beaucoup d'attention, mais je n'y ai trouvé aucune précision quant à la dette nette de la province à l'heure actuelle, aucune allusion à la dette flottante de la province ni aux montants qu'elle doit aux banques et aucune mention des engagements que la province a contractés au cours de l'année et qu'elle doit solder à même les budgets futurs. En somme, je n'ai jamais lu un discours sur le budget qui contient si peu de renseignements sur la situation financière de la province. C'est un peu comme un sandwich dans lequel on a oublié de mettre de la viande.

Mais ce n'est pas du nouveau. Dans tous ses discours, le ministre des Finances n'a jamais donné un portrait complet de l'état financier de la province. Au contraire, il est arrivé même que ses affirmations aient servi aux publicistes de son parti pour faire par la suite une propagande fausse et mensongère. C'est ce qui est arrivé en 1948 et en 1952.

Je ne crois pas que le ministre des Finances le fait intentionnellement, mais ses affirmations sont souvent faites dans des termes tels qu'il est facile pour les propagandistes de son parti de s'en servir par la suite pour tromper l'opinion publique.

S'inspirant d'une affirmation du ministre, les partisans de l'Union nationale disaient à toutes occasions possibles, au cours de la campagne électorale de 1948, que le gouvernement de l'Union nationale n'avait pas emprunté depuis le 1^{er} février 1946. C'était faux, mais c'était tout de même commode parce qu'on faisait croire aux électeurs que le gouvernement administrait si bien les affaires de la province, en renonçant aux emprunts.

L'Union nationale, au cours des élections générales de 1952, a publié à grands frais dans tous les journaux des annonces disant que la dette de la province avait baissé de \$52,000,000 sous le gouvernement de l'Union nationale. Pour ses propagandistes, la vérité ne semble pas compter beaucoup. Pour eux, la distinction de la dette et une diminution de la dette nette n'a aucune importance.

Il s'agissait de gagner les élections. Pourquoi insister scrupuleusement sur la vérité...

Je pense M. l'Orateur, que le ministre des Finances ne doit pas se contenter de faire des déclarations incomplètes sur la situation financière de la province. Son discours sur le budget doit

contenir un exposé clair, précis et complet des finances provinciales, et ne doit pas être un pamphlet politique. Il me semble que les contribuables québécois paient assez de taxes à la province pour avoir le droit de connaître la situation. Cela se fait dans d'autres provinces et cela doit se faire chez nous. Ainsi, le gouvernement devrait donner le montant de la dette nette. Mais il ne pourrait plus, comme il le faisait l'an dernier, à la veille des élections, affirmer qu'il a réduit la dette de la province de \$52,000,000.

Je ne veux pas me contenter de simplement formuler cette critique; je veux citer des faits pour démontrer jusqu'à quel point a été faussée la publicité de l'Union nationale, à l'effet que la dette de la province a baissé par \$52,000,000. Une chose semblable s'est passée en 1952, alors que le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a déclaré que la dette nette avait été réduite de \$52,000,000. Cette déclaration donnait une idée incomplète de la situation financière de la province. Le gouvernement a publié des annonces basées sur cette déclaration. Pour les propagandistes de l'Union nationale, il s'agissait de gagner les élections, pourquoi insister scrupuleusement sur la vérité...

Pour le ministre de Finances, le seul critère en matière de dette, c'est la dette nette. Qu'est-ce que veut dire la dette nette? La dette nette, c'est le montant qui reste après qu'on a soustrait du passif la somme représentée par l'actif liquide. Ce passif, selon la méthode comptable suivie par le gouvernement, se compose de la dette consolidée, des bons du Trésor, des comptes payables par le gouvernement, des sommes qu'il doit à ceux qui lui font des dépôts en fidéicommiss et autres, des revenus perçus par anticipation, des intérêts courus sur la dette, etc.

L'actif liquide est représenté par les argents en banque, le fonds d'amortissement, les comptes recevables, les sommes prêtées par l'Office du prêt agricole et par l'Office de l'électrification rurale, etc.

La différence entre ces deux items est la dette nette.

Autrefois, c'est-à-dire avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, le montant de la dette nette, établie selon la méthode que je viens d'expliquer, donnait une idée assez juste et assez complète de la situation financière de la province. Mais aujourd'hui, il y a tant d'obligations considérables qui ne figurent pas dans les calculs, malgré que la province soit seule tenue de les acquitter, que l'ancienne formule pour établir la dette nette a perdu sa valeur, sauf pour l'Union nationale en temps d'élection.

J'insiste beaucoup sur le fait que les obligations dont je parle sont payables exclusivement par la province à même ses revenus. Le gouvernement ne peut pas même espérer que d'autres les paieront, parce que personne autre que lui n'est responsable du paiement.

Les montants nécessaires à cette fin seront pris à même les budgets futurs, c'est-à-dire à même les taxes à être payées par les contribuables, parce qu'il n'y a pas d'autres sources pour en effectuer le paiement.

Et parce que je ne parle que des obligations payables par la province à même ses revenus, je fais abstraction des obligations et débentures de l'Hydro-Québec, lorsqu'elles, je n'en doute pas, seront payées par l'Hydro qui peut, à même ses propres revenus, faire face à toutes ses obligations.

Sous l'Union nationale, ces obligations, payables par la province seule et qui ne sont pas comptées dans le calcul de la dette nette, représentent aujourd'hui une somme très considérable, à cause de la politique de l'Union nationale de contracter des engagements nombreux de toutes sortes, dont le paiement est réparti par versements pendant une longue période d'années. Malheureusement, les chiffres plus récents vont jusqu'au 31 mars 1952. Le ministre des Finances a soutenu que, dans les autres provinces, les trésoriers n'en parlent pas. Il se trompe. J'ai lu des discours sur le budget où la situation financière est exposée clairement et complètement.

Eh bien! Quels sont ces items exclus de la dette nette, mais qui grèvent le budget provincial? Il y a d'abord les octrois que le gouvernement accorde en vertu des dispositions de la loi de l'assistance publique. Un certain nombre sont payés comptant, mais chaque année le gouvernement en ajoute d'autres qui ne sont payés que par versements, parfois sur une période assez longue. Quelle différence y a-t-il au point de vue budgétaire entre le versement d'un octroi, ou le total de tous les versements de tous les octrois à tempéraments, et les montants que le gouvernement est obligé d'inscrire dans le budget pour effectuer le remboursement d'emprunts qu'il a négociés?

Il n'y a qu'une différence dans les noms, mais pour le contribuable l'effet est identique. Pour lui, chaque inscription dans le budget représente autant de taxes qu'il a à payer. Au point de vue du budget lui-même, il n'y a aucune distinction. L'engagement de la province de payer un octroi par versements grève les budgets futurs de la même manière que son obligation de rembourser annuellement un versement d'un capital emprunté ou

de faire une contribution au fonds d'amortissement. La seule distinction se trouve dans le fait que les emprunts portent intérêt, tandis que les octrois n'en portent pas. Le capital devra être payé.

Il y a aussi les engagements que le gouvernement a contractés en vertu de la loi du logement. Combien de fois le premier ministre a-t-il déclaré que son gouvernement donnait à chaque emprunteur, constructeur ou acquéreur d'une nouvelle maison, une somme de plus de \$1,900? Le montant de \$10,000,000 que nous avons voté au début de cette session n'a pas été versé ni aux emprunteurs ni aux prêteurs. Il ne représente qu'un crédit, une entrée dans les livres, mais la promesse donnée par la suite par l'Office du prêt agricole engage le gouvernement, impose une charge sur les budgets futurs, et donc représente la dépense aujourd'hui de revenus qui ne seront perçus que dans l'avenir.

Ces engagements ont été contractés en vertu de deux lois que j'ai mentionnées et donc légalement, mais que dire des engagements que le gouvernement, au cours de 1951-1952, a contractés sur le fonds d'éducation? Personnellement, je ne vois aucune disposition dans les lois se rapportant au fonds d'éducation qui autorise le gouvernement à promettre des octrois à même le fonds, et ainsi engager ses revenus futurs. D'ailleurs, n'y a-t-il pas quelque chose d'anormal dans cette façon de procéder? En 1951-1952, comme c'est arrivé dans le passé, le gouvernement n'a pas dépensé tous les revenus du fonds d'éducation. Il y est resté un surplus de plusieurs millions qui est tombé dans le fonds général, mais malgré cela, le gouvernement a engagé le fonds d'éducation pour un montant de \$503,330, et a ainsi contracté une autre dette payable sur un autre budget, ce qui ajoute un autre montant au passif de la province.

Mais ce n'est pas tout. Il faut tenir compte aussi des obligations ou débentures données aux créanciers des corporations scolaires lors de la réorganisation de leurs finances en 1948. Ces obligations ou débentures ont été émises au nom de la Commission municipale de Québec et leur paiement est garanti par la province. Mais comment peut-on prétendre réellement qu'elles ne font pas partie du passif direct de la province quand on sait que la Commission municipale n'est après tout qu'un département de l'administration provinciale et qu'elle n'a aucun actif ni aucune source de revenus? La partie du capital et les intérêts payés chaque année le sont à même les taxes prélevées par le gouvernement.

En somme, personne d'autre que la province n'est responsable du paiement de cette dette. Le premier ministre se vante souvent que son gouvernement a pris à sa charge toutes les dettes scolaires, mais l'Union nationale ne veut pas les compter dans le passif de la province. C'est une comptabilité assez curieuse, mais on se rend compte que toute autre méthode comptable n'aurait jamais fourni le même rendement en propagande électorale!

Mais je n'ai pas fini. Il y a d'autres items qu'il faudrait compter. Il y a les octrois que l'honorable secrétaire provincial a promis de verser aux diverses corporations scolaires par rapport aux nouveaux emprunts contractés par ces dernières.

Ces promesses évidemment facilitent la vente des émissions en question et, sans contredit possible, les acheteurs de ces obligations comptent sur l'exécution par le gouvernement de ces promesses ainsi données par le secrétaire provincial.

Il serait inconcevable que la province, quel que soit le parti au pouvoir, refuse de donner suite à ces promesses d'octrois aux commissions scolaires, lesquelles constituent à toute fin pratique une obligation directe du gouvernement. Malgré cela, le gouvernement montre une réticence extraordinaire à ce sujet. Les *Comptes publics* ne contiennent pas un seul mot pour indiquer même l'existence de ces promesses. Le peuple a pourtant droit de le savoir, lui qui paiera. Et le gouvernement ne semble pas anxieux de révéler ces renseignements, soit aux membres de cette Assemblée, soit aux contribuables québécois.

Cependant lorsqu'il lance des emprunts à New York, il est obligé de donner des renseignements complets là-bas; et donc, de New York, nous avons appris, par un document publié sous la signature du ministre des Finances, que le gouvernement devait \$41,440,000, au 31 mars 1952, en octrois pour la construction d'écoles, dont environ \$24,900,000 devront être payés au cours des trois prochaines années fiscales. C'est la province seule qui sera appelée à faire face à ses engagements.

En dépit de la méthode comptable suivie, ces engagements constituent autant d'obligations directes qu'on ne peut pas mettre de côté quand on scrute l'administration financière du parti ministériel, pour se rendre compte du véritable état financier de la province.

Leur importance peut se juger très facilement par les chiffres suivants, lesquels sont tous en date du 31 mars 1952:

Engagements sur le fonds	
d'éducation	\$ 503,333
Engagements sur le fonds	
d'assistance publique.....	\$ 33,344,210
Engagements sur la loi du logement..	\$ 25,058,195
Obligations de la Commission	
municipale de Québec.....	\$ 47,879,200
Octrois promis aux corporations	
scolaires	\$ 41,440,000
	\$153,724,938

Au 31 mars 1945, les seuls engagements du même genre représentaient une somme de \$26,306,078.

Donc, du 31 mars 1945 au 31 mars 1952, sous l'Union nationale, le passif de la province a augmenté par la somme formidable de \$127,418,860.

De cette somme, il faut évidemment enlever le montant correspondant aux changements dans les items qui composent la dette nette, c'est-à-dire une somme de \$59,466,498.

Ce qui veut dire qu'au cours de ces sept années d'administration terminées le 31 mars 1952, malgré les prétendus surplus dont le ministre des Finances a parlé jeudi dernier, la dette de la province que les contribuables doivent solder en taxes payées au gouvernement provincial n'a pas diminué; au contraire, elle accuse une augmentation de \$67,952,362.

Cela démontre d'une façon claire et précise qu'à l'encontre de sa propagande, au cours des dernières élections, l'Union nationale, pendant les sept années terminées le 31 mars 1952, n'a pas diminué la dette de la province. Les faits prouvent que c'est le contraire qui est arrivé. Il y a encore cette année une nouvelle augmentation considérable de la dette provinciale.

Il est évident que, par ses discours, le ministre des Finances n'attache aucune importance à ces obligations, en dépit du fait brutal que c'est la province seule qui est obligée de les payer. Il est évident aussi qu'il est infiniment plus commode de ne pas les compter dans le passif direct parce que, si elles figuraient au passif direct comme elles le devraient, cela bouleverserait complètement les statistiques que le ministre des Finances cite quant à la dette *per capita* et quant à la relation entre les revenus de la province et le montant de sa dette.

Il y a deux faits à noter dont l'importance ne peut échapper à tout homme sérieux:

1. Les obligations en question se chiffraient à \$153,724,938 au 31 mars 1952, ce qui représentait alors une somme de \$36.83 par tête de population et:

2. En 1951-1952, l'existence de ces obligations comportait pour la province la dépense à même ses revenus d'une somme de plus de \$20,000,000, à part des montants payables par rapport à la dette publique.

Il est donc clair comme de l'eau de roche, pour me servir d'une expression chère au premier ministre, que ces obligations auxquelles le ministre des Finances ne veut attacher d'importance constituent une charge considérable sur les revenus de la province, qu'on ne peut ignorer.

Le ministre des Finances a cité des statistiques à l'effet que la dette *per capita* de la province a baissé de \$98.43, en 1945, à \$77.57 en 1952. On y voit les avantages de ne pas compter ces obligations au passif direct. Mais si on les avait comptées, les statistiques auraient été tout autres. En effet, si on avait tenu compte de ces obligations, la dette *per capita* en 1945 aurait été de \$105.95 et de \$114.60 en 1952.

Je veux passer maintenant à l'examen de deux autres questions importantes soulevées dans son discours par le ministre des Finances.

1. La réapparition des taxes entre les différents gouvernements du pays et;

2. Le niveau de taxes dans la province de Québec.

Le ministre prétend encore cette année que, sur chaque dollar payé en impôt par le contribuable québécois, le gouvernement provincial ne retire que 13 centins et les municipalités 10 centins, quand l'État fédéral, en mal de centralisation fiscale, retire du même contribuable 77 centins.

À ce sujet, je ferai remarquer que le ministre des Finances ne semble pas comprendre la portée de ces pourcentages. Il ne semble pas réaliser que ces pourcentages s'appliquent à tout le pays et non pas à une administration en particulier. En effet, le 13 % qui représente la part des provinces est composé de toutes les taxes provinciales prélevées dans tout le pays. Mais cela ne veut pas dire que chaque province ne perçoit que 13 % des impôts payés par ses contribuables. Il y a des provinces où les impôts provinciaux sont très lourds et où la proportion que représentent les impôts provinciaux est plus considérable que ce chiffre de 13 %. C'est le cas de la province de Québec dont la population est de 29 % de la population générale, mais dont les taxes représentent 33 % des impôts provinciaux.

Le deuxième point qu'il faut noter, c'est que les pourcentages s'appliquent aux seules taxes perçues par les différents gouvernements, et non pas à l'ensemble de leurs revenus. Ce fait est important parce que, si on calculait sur ces revenus, les

pourcentages auraient été plus considérables pour les provinces. Il faut se rappeler qu'il s'agit de taxes et non pas de revenus, et que le mot "taxe" a une portée très restreinte.

Cette distinction entre les taxes et les revenus est importante parce que, lorsque vous faites un examen de la situation, vous constatez que, dans les revenus gouvernementaux, la proportion représentée par les taxes varie considérablement. Dans le cas du fédéral, 96 % de ses revenus proviennent des taxes; dans le cas des municipalités, ce pourcentage est de 87 %, tandis que dans le cas des provinces, à peine 53 % de leurs revenus proviennent de la taxation, et la balance de 47 % provient d'autres sources.

Ce n'est pas la première fois que le ministre des Finances fait cette affirmation. Il l'a faite pour la première fois en 1951. Depuis ce temps-là, lui et le premier ministre l'ont répétée en maintes occasions. Mais, en dépit de toutes ces répétitions, on trouve, lorsqu'on examine les prétentions du ministre des Finances, qu'elles ne sont pas fondées sur des statistiques officielles, mais seulement sur des calculs faits par son ministère et basés sur les chiffres provisoires de l'année 1949. Et lorsqu'on va plus loin et qu'on fait les calculs avec les chiffres définitifs de 1949, on constate que les pourcentages cités par le ministre ne sont pas exacts et, d'ailleurs, donnent une impression fautive de la situation fiscale au Canada.

Le ministre des Finances dans ses calculs ne semble pas tenir compte de ces faits. Il est habile; il ne dit pas que pour arriver à ces pourcentages, il omet des revenus provinciaux plusieurs items importants:

1° Parce que ce ne sont pas des taxes strictement parlant, il ne tient pas compte des revenus provenant de privilèges, licences et permis, comprenant les permis de liqueurs alcooliques, licences de véhicules automobiles, ni des revenus provenant des ressources naturelles. En 1951-1952, ces sources rapportaient aux provinces \$219,000,000.

2° Le ministre ne compte pas non plus les subsides statutaires aux provinces, ni la compensation payée aux provinces qui ont signé des ententes fiscales. Mais ces deux items ont rapporté aux provinces, en 1951-1952, la somme \$127,000,000.

3° Le ministre des Finances ne compte pas non plus les profits que les provinces retirent de la vente des liqueurs. Ce ne sont pas des taxes, mais cela représentait en, 1951-1952, \$112,000,000.

4° Il omet aussi d'autres revenus qui ne proviennent pas de taxes pour un montant de \$35,000,000.

Pour le ministre des Finances, tous ces items, qui s'élèvent à un total de \$493,000,000, ne comptent pas. Ils ne sont pas des taxes; donc ils ne figurent pas dans ses calculs. C'est commode, mais les gens sérieux n'acceptent pas un tel raisonnement.

Et suivant cette même méthode ingénieuse, le ministre des Finances omet aussi de ses calculs des revenus municipaux les sommes provenant de licences, permis, honoraires, et d'autres sources qui, en 1951-1952, représentaient \$108,000,000.

Alors, vous voyez, M. l'Orateur, que pour arriver à ces pourcentages, le ministre omet la jolie somme de \$601,000,000 que les provinces et les municipalités ont perçue en 1951-1952.

Je réalise parfaitement que la situation fiscale au pays présente des problèmes extrêmement compliqués, mais ce n'est pas par une présentation incomplète et tendancieuse des faits qu'on arrivera à une solution satisfaisante.

Les pourcentages peuvent parfois être très décevants. Selon le tableau donné en 1951 par le ministre des Finances, les provinces en 1945-1946 avaient 11.2 % des taxes imposées au Canada. Aujourd'hui, selon les chiffres du ministre, elles ont 13 %. Mais, selon les statistiques publiées par le Bureau fédéral de la statistique pour toutes les provinces du pays, le total des taxes provinciales qui étaient de \$130,000,000 pour l'année terminée le 31 mars 1946, a atteint pour l'année 1951-1952 le total sans précédent de \$550,000,000. Durant cette même période, les revenus provinciaux ont passé de \$419,000,000 pour atteindre le total formidable de \$1,048,000,000. Selon les chiffres du ministre des Finances, le pourcentage provincial ne s'est augmenté que de 1.8 %; mais les taxes rapportent actuellement aux provinces plus de quatre fois ce qu'elles leur rapportaient il y a sept ans. Et le Québec prélève à lui seul un tiers de ces taxes provinciales.

Le ministre des Finances veut nous faire croire que son gouvernement administre seulement avec 13 centins du dollar payé par le contribuable québécois. Mais si on examine la répartition des taxes provinciales parmi les divers gouvernements provinciaux du pays, on constate que Québec prélève à lui seul le tiers de toutes ces taxes. Il y a une explication bien simple à cela, le gouvernement actuel a taxé et a continué de taxer souvent à des taux augmentés. En effet, sous l'Union nationale, les taxes ont monté de \$62,000,000 en 1945-1946, à \$195,000,000 en 1952-1953. C'est-à-dire que, sous le régime actuel, le contribuable québécois paie à la province beaucoup plus de taxes qu'il n'en payait sous l'administration libérale, il y a huit ans.

Le ministre des Finances, en dépit des faits clairement établis par des publications officielles du Bureau fédéral de la statistique, persiste à soutenir que les contribuables du Québec sont moins taxés que ceux des autres provinces. Pour prouver cette affirmation, le ministre des Finances nous a cité des statistiques quant aux sommes perçues par le gouvernement fédéral sur le revenu des particuliers, sur les successions et les profits des corporations dans le Québec et l'Ontario, de 1942 à 1952.

Mais c'est un argument qui ne tient pas, parce que tout le monde sait que le taux des taxes fédérales est le même dans tout le pays. Le fait que la perception soit plus considérable dans l'Ontario que dans le Québec ne démontre tout simplement qu'une chose: c'est que le peuple de l'Ontario est plus riche que le peuple de Québec, ce que tout le monde savait; et qu'il y a plus de bureaux-chefs de grandes compagnies dans l'Ontario que dans le Québec.

Quand nous soutenons que les taxes sont plus élevées dans le Québec que dans l'Ontario, c'est parce que nous parlons de taxes provinciales. Nous tenons à parler d'affaires provinciales. Je comprends que, depuis son passage dans le cabinet Bennett, le ministre des Finances a toujours conservé un faible pour les questions fédérales. Mais je suis prêt à laisser le fédéral se défendre lui-même; j'ai un mandat provincial. Et voici les chiffres officiels.

En 1951-1952, la province de Québec prélevait en taxes \$184,409,000, ce qui représentait \$44.18 *per capita*. En cette même année, l'Ontario percevait en taxes \$196,761,000, ce qui équivaut à \$41.28 *per capita*. Donc, il est clair que le contribuable québécois paie plus de taxes provinciales que son voisin de l'Ontario. Mais il ne s'agit pas tout simplement d'une différence d'à peu près \$3 *per capita*. Il faut envisager la situation au point de vue du chef de famille; et lorsqu'on tient compte de nos familles plus nombreuses que celles de l'Ontario, on constate que le chef de famille du Québec doit payer pour lui-même et ses dépendants \$200.14 en taxes provinciales, tandis que celui de l'Ontario ne paie que \$146.93. L'écart est donc plus considérable qu'on penserait à première vue.

Le fardeau de taxes plus lourdes aggrave d'autant la situation économique des familles québécoises. Nous savons que l'ouvrier québécois ne gagne en moyenne que \$52.29 par semaine, tandis que l'ouvrier de l'Ontario gagne \$57.31 par semaine; et nous savons aussi que le revenu du cultivateur québécois est beaucoup moindre que celui du cultivateur de l'Ontario. Mais nous sommes portés à oublier que, dans le Québec, à cause des taxes

provinciales sur les consommateurs, le pouvoir d'achat du contribuable québécois est moindre. Il lui faut payer des taxes provinciales sur ses achats, sur le tabac et sur les repas et, aujourd'hui, ces taxes rapportent des revenus sans précédents. En effet, selon les *Comptes publics*, les contribuables québécois ont payé en 1951-1952 les taxes suivantes:

<i>En taxes de vente:</i>	
Au provincial	\$35,906,499
Aux municipalités.....	\$19,583,537
Aux écoles	<u>\$19,641,210</u>
Total :	\$75,131,246
En taxes sur les repas.....	\$ 4,049,213
En taxes sur le tabac	<u>\$ 8,827,607</u>
Total :	\$88,008,066

Et il est à noter que l'Ontario ne prélève aucune de ces taxes.

Donc, vous voyez non seulement que les taxes provinciales dans le Québec sont plus élevées que dans l'Ontario, mais que le fardeau qu'elles comportent pour le contribuable est plus lourd dans le Québec.

Je veux parler maintenant des résultats de 1952-1953. Le ministre des Finances s'est donné beaucoup de peine pour déclarer que le gouvernement a réalisé un surplus important sur le compte ordinaire. Je lui répondrai qu'à l'exception de quelques années au temps de la crise économique, toutes les administrations successives ont rapporté un surplus sur le compte ordinaire tous les ans depuis 1899. Évidemment, le ministre était obligé de parler de surplus sur le compte ordinaire, parce qu'il ne voulait pas que le mot "déficit" passe sur ses lèvres.

Le ministre des Finances n'a pas voulu dire avec franchise à la population qu'au cours de l'année 1952-1953, son gouvernement a tellement dépensé qu'il y a eu un déficit de \$38,905,700. Dans le passé, le ministre des Finances faisait le total des revenus dont il soustrayait le total des dépenses ordinaires, en immobilisations et pour la dette publique pour arriver à un surplus.

Mais cette année, il a abandonné cette tradition. Il ne voulait pas mettre toutes les dépenses ensemble. Mais s'il n'a pas fait l'addition des dépenses, nous allons le faire pour lui et nous voyons, en le faisant, que le gouvernement, au cours de 1952-1953, a dépensé \$319,672,000 lorsqu'il ne percevait des revenus que de \$280,766,300, ce qui explique le déficit de \$38,905,700.

Le ministre des Finances trouve toutes sortes de raisons pour expliquer pourquoi son gouvernement a tellement dépensé. Mais en dépit de ses explications, la véritable raison du déficit, c'est qu'il s'agissait de gagner les élections coûte que coûte.

Le ministre nous explique que les dépenses imputables au capital des ministères de la Voirie et des Travaux publics se chiffrent à environ \$72,000,000, et qu'une partie du produit de deux emprunts, effectués sur le marché de New York, a été consacrée au paiement de ces travaux. Cette déclaration ne cadre pas avec ce que le ministre des Finances disait l'an dernier. Il a emprunté \$50,000,000, à New York, le 1^{er} avril 1951, et le produit de cet emprunt a servi pour financer des travaux effectués en 1951-1952, et cet emprunt n'a aucunement servi à financer ou payer les travaux de 1952-1953.

La vérité, c'est que le gouvernement a dépensé tous les revenus à sa disposition; que ceux-ci n'ont pas suffi, et qu'il a emprunté des millions des banques pour effectuer des dépenses au cours de la campagne électorale. Et, arrivé au 31 octobre 1952, la province devait aux banques seules \$265,000,000, sans compter les comptes en souffrance et autres items qui composent la dette flottante. Tout a été sacrifié pour permettre à l'Union nationale de se maintenir au pouvoir.

Mais ce qui est extraordinaire dans tout cela, c'est qu'au mois de janvier 1952, le gouvernement actuel nous a présenté un budget qui prévoyait des dépenses totales de \$260,848,244; et nous nous rendons compte aujourd'hui que les dépenses probables atteindront le total sans précédent de \$319,672,000. Cela veut dire que le budget a été défoncé par près de \$60,000,000.

Une comparaison nous permet de constater que les ministères de la Voirie et des Travaux publics ont dépensé \$42,000,000 de plus que les prévisions soumises à cette Chambre au mois de janvier 1952. Est-il raisonnable de supposer que le gouvernement ne savait pas à ce moment-là qu'il était pour dépenser des sommes beaucoup plus considérables que celles indiquées par le budget?

On pourra demander de quelle façon le gouvernement a-t-il pu défoncer le budget par un montant de \$60,000,000? La réponse est simple: c'est parce que le gouvernement se sert des autorisations statutaires, auxquelles nous nous sommes opposés, pour effectuer des dépenses qui ne sont pas prévues au budget, et ainsi pour faire des dépenses à sa guise.

C'est l'histoire qui se répète. C'était la même chose au cours des élections de 1948, lorsque le

budget a été défoncé de \$83,000,000, et que le gouvernement a accusé un déficit global de plus de \$31,000,000. Mais il y avait une différence en 1952. Durant toute la campagne électorale, pendant que son gouvernement défonçait le budget, le premier ministre disait au peuple de la province: "Il faut que les dépenses du gouvernement soient limitées au montant de ses revenus." En même temps qu'il prêchait à la population la saine administration, son gouvernement sabotait son propre budget et le défonçait de \$60,000,000. Il s'était fait voter \$260,000,000 et il en dépensait \$319,000,000.

Le ministre des Finances a tenté par tous les moyens d'excuser son gouvernement du déficit de \$39,000,000 pour 1952-1953, mais je ne suis pas satisfait de ses explications. Je ne doute pas que, lorsque nous aurons les *Comptes publics* pour l'exercice courant, nous verrons encore cette année qu'il y a un gros surplus dans le fonds d'éducation qui, en fin d'année, tombera dans le fonds consolidé, diminuant d'autant le déficit réel de la province pour cette année d'élections.

Et je ne doute pas aussi, quand nous aurons pris connaissance des *Comptes publics*, que nous verrons qu'à cause des extravagances du gouvernement, au cours des élections, il y aura cette année une nouvelle augmentation dans le passif de la province. Le ministre des Finances, dans un discours de 65 pages n'a pas consacré un seul paragraphe pour exposer la situation financière de la province à l'heure actuelle. Nous n'avons aucun renseignement quant aux sommes que la province doit aux banques, ni quant aux comptes en souffrance dans les tiroirs des ministères. Tout ce qu'il nous dit se résume dans une seule phrase: "Au 31 mars 1953, la dette nette de la province sera un peu plus élevée qu'elle ne l'était l'an dernier".

Nous avons déjà établi que du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1952 la dette provinciale a accusé une augmentation de \$67,952,362. Lorsqu'il sera tenu compte du déficit de \$39,000,000 pour 1952-1953, des nouveaux emprunts de \$40,000,000 et de tous les engagements contractés pendant cette année d'élections, on verra que, sous le régime de l'Union nationale, la dette de la province aura augmenté par plus de \$100,000,000.

Le ministre des Finances est impayable. Après avoir réalisé un déficit record, il nous dit: "Toutefois si les perspectives d'avenir sont brillantes, il est sage de faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit de l'avenir de la province."

La sagesse du ministre des Finances s'acquiert seulement après les élections générales. En

1945, il était d'une sagesse extraordinaire. À ce moment-là, il trouvait scandaleux la situation qui existait alors quant aux octrois.

Mais à ce moment, les octrois consentis par le gouvernement du temps ne représentaient que 35.2 % du budget et ne dépassaient que légèrement la somme de \$30,000,000 en 1944 au grand scandale de l'honorable trésorier. Sous le gouvernement de l'Union nationale, les octrois ont passé de cette somme à \$96,000,000, et en 1950-1951 - selon le rapport de l'auditeur - ils représentaient 47 % des dépenses ordinaires. Et, selon les tableaux qu'on trouve dans les *Comptes publics*, du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1952, le gouvernement a distribué en octrois de toutes sortes un total de \$460,094,850, ou plus d'un demi-milliard si les octrois de l'année en cours sont ajoutés.

Sous le gouvernement actuel, les octrois ne sont pas pour servir, mais pour asservir le peuple québécois.

N'est-il pas à propos de répéter les paroles du ministre des Finances: "Ce paternalisme exagéré donne naissance à une multitude d'abus parce que le budget étant alimenté par l'argent de tous les contribuables, ne peut pas et ne doit pas être dépensé de façon à favoriser certains individus ou certains groupes, si estimables soient-ils. Avec cette conception, le budget devient le patrimoine exclusif d'un parti politique."

En même temps que le gouvernement accentuait cette politique d'octrois que le ministre des Finances censurait si vertement en 1945, l'administration donnait une attention particulière à la construction de chemins et de ponts. À cette fin, il a dépensé des millions, mais il n'a pas encore terminé complètement une seule route importante dans la province. Il a poussé cette politique de travaux de construction à un point tel que le coût de ces travaux représente 30 % de toutes les dépenses qu'il a faites depuis son arrivée au pouvoir, et que les besoins de voirie et de ponts passent avant les besoins de notre système d'enseignement scolaire et universitaire, et avant les besoins de nos municipalités. Il est facile de comprendre qu'après avoir fait en huit ans des dépenses de plus de \$500,000,000 pour les chemins et les ponts, il ne reste pas beaucoup d'argent pour les municipalités, les universités et les écoles, même si le gouvernement actuel a retiré plus de taxes que tous les autres gouvernements antérieurs depuis la Confédération.

Pendant que le gouvernement a suivi sa politique d'accorder des octrois aux conditions qu'il a

déterminées dans chaque cas, et non pas selon un barème général et connu s'appliquant à tout le monde, et pendant qu'il a dépensé tellement pour les travaux publics, il a continué à prélever des taxes et même à en augmenter le taux en dépit de l'ascension rapide et continue de ses revenus. Il a vu ses revenus réels passer de \$116,000,000, en 1945-1946, à \$280,000,000 au cours de l'exercice présent, mais il n'a songé à diminuer ses impôts qu'au mois de janvier 1952. À ce moment-là, il a fait voter une loi dont l'effet a été de diminuer les droits sur certaines petites successions, mais de les augmenter en d'autres cas. On peut juger de la générosité de ce dégrèvement quand on se rappelle que le montant annuel, selon la déclaration du premier ministre, n'était que de \$300,000.

Ce n'est pas beaucoup pour un gouvernement qui, dans l'espace de huit ans, a perçu en taxes et en d'autres revenus la jolie somme de \$1,160,000,000, ce qui représente plus que tous les revenus de tous les gouvernements antérieurs en remontant à la Confédération, c'est-à-dire plus en huit ans sous l'Union nationale que sous toutes les autres administrations en 78 ans.

Quand je me rends compte que les revenus de la province approchent \$300,000,000 par année, je me demande si le temps n'est pas venu où le gouvernement doit réviser sa politique et étudier la possibilité d'accorder des dégrèvements de taxes. On me dira que je dois faire cette suggestion au gouvernement fédéral. Je réponds que la responsabilité de la politique fédérale retombe sur les députés fédéraux et que le peuple aura en temps et lieu l'occasion de se prononcer sur cette politique et sur l'administration du gouvernement central. Pour moi, il s'agit de la politique provinciale, et je crois que chaque gouvernement doit prendre ses responsabilités quant aux taxes qu'il impose lui-même.

Mais ce n'est pas le seul domaine où un changement de politique s'impose. Il y a aussi le domaine des travaux publics de toutes sortes. Sous le régime de l'Union nationale, le gouvernement a accordé des contrats pour des travaux pour des centaines de millions de dollars et, en dépit des prescriptions formelles de la loi sur les travaux publics, il n'a pas une seule fois demandé de soumissions par la voie des journaux. Avec les taxes provinciales, si lourdes qu'elles le sont, je crois que l'administration doit mettre fin à son système de contrats accordés privément et instaurer un système honnête de soumissions publiques, plus économique et propre à encourager la concurrence libre. C'est le système adopté en temps d'élections.

Sous le gouvernement de l'Union nationale, l'exercice de 1948-1949 s'est terminé avec un déficit de \$31,000,000, et nous nous sommes rendus compte, par les chiffres du ministre des Finances, qu'il faut s'attendre cette année à un déficit encore plus considérable de \$39,000,000. Ce n'est certainement pas par pure coïncidence que ces deux déficits se sont produits aux cours des deux élections générales; nous, qui connaissons si bien les habitudes de l'Union nationale, nous savons parfaitement bien que, dans les deux cas, le parti ministériel a dépensé sans limite dans le but de conserver le pouvoir à tout prix. Coûte que coûte, il fallait gagner les élections, même s'il fallait dépenser \$319,000,000 pour le faire.

Mais cette fois-ci, il y a eu du nouveau. Nous avons entendu le premier ministre à de nombreuses assemblées politiques déclarer qu'il fallait qu'un gouvernement limite ses dépenses au montant de ses revenus. Le peuple pensait que le premier ministre parlait de sa propre administration, et donc, il sera profondément déçu de constater que les actions du gouvernement de l'Union nationale ne sont pas conformes aux paroles de son chef.

Il y avait cependant une ressemblance marquée entre ces deux années 1948 et 1952. Dans les deux cas, le gouvernement a présenté un budget incomplet, un budget qui ne révélait aucunement les véritables intentions de l'administration. Et, par la suite, le gouvernement a fait des dépenses pour des millions et des millions qui n'étaient pas indiquées par son budget. Dans les deux cas, il a manqué de franchise.

Nous croyons qu'un gouvernement doit suivre une saine politique financière en tout temps et qu'il n'y a pas lieu de faire une exception en temps d'élections. Nous croyons que le gouvernement doit revenir à la tradition que les dépenses doivent être votées annuellement pour le Parlement et qu'il doit mettre fin à sa politique de se servir d'autorisations permanentes qui lui permettent de faire des dépenses en dehors du budget, qui sont la cause des déficits considérables qui caractérisent les années d'élections.

Mais, ce qui est plus important, c'est que le gouvernement soit plus franc avec l'Assemblée législative et avec le peuple. S'il faut dépenser plus que les revenus, qu'on le dise. Nous saurons à quoi nous en tenir et nous serons prêts à accepter nos responsabilités. Mais qu'on mette fin aux budgets qui disent une chose lorsque le gouvernement prétend faire le contraire.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Avant d'analyser l'œuvre d'imagination que vient de nous

livrer le chef de l'opposition, je voudrais féliciter le ministre des Finances pour l'exposé fidèle et objectif qu'il a présenté des finances de la province. Je n'hésite pas à dire que ce discours demeurera comme quelque chose d'unique, comme un modèle dont s'inspireront des ministres des Finances de l'avenir. Je voudrais de plus souligner que le ministre des Finances détient un nouveau record, celui d'avoir détenu son poste plus longtemps que n'importe qui depuis la Confédération. Il l'a bien mérité de ses compatriotes et je veux aujourd'hui me faire l'interprète de ses très nombreux amis en l'assurant de notre gratitude et de notre attachement. C'est en effet le 5 février 1953 qu'il a atteint son 3,048^e jour comme trésorier provincial ou ministre des Finances, et je veux l'en féliciter cordialement, car c'était là un nouveau record.

Je tiens à ajouter qu'il a donné à la province une administration supérieure à tout ce qui s'était vu avant lui. Il nous a donné, tous les ans, sauf deux fois, des surplus substantiels et, quand j'entends aujourd'hui le chef de l'opposition tenter de décrier cette administration, je me rappelle le mot de Mark Twain qui disait: "Établissez solidement vos positions et vous pourrez ensuite les détruire selon le besoin". C'est un peu ce qu'a fait le chef de l'opposition.

Va-t-il prétendre que la situation financière de la province n'est pas solide ou saine? Il serait le seul à le faire. Le chef de l'opposition a essayé de noircir la situation en nous présentant des chiffres tellement compliqués que ses partisans eux-mêmes manquaient d'enthousiasme, mais les témoignages de tous les journaux, d'un bout à l'autre du pays, sont là pour affirmer la brillante situation financière de la province.

Il (l'honorable M. Beaulieu) cite des extraits de journaux et ajoute: Voilà la meilleure leçon que nous puissions donner aux prétentions de l'opposition. Même des journaux libéraux soulignent la saine administration de la province.

Partout on reconnaît que notre province marche de progrès en progrès, partout on admire ce que nous faisons; il fallait venir ici, à l'Assemblée législative, pour entendre le discours le plus pessimiste que le Québec ait jamais entendu.

Pourquoi ce pessimisme de la part de la gauche? Au moment où Québec prend son essor et est en voie de devenir le coin le plus actif et le plus riche de l'Amérique, le chef de l'opposition voudrait nous faire croire que la province est arriérée, endettée, surtaxée, voudrait nier que notre dette soit la plus petite du pays *per capita*.

Ses affirmations sont contredites par les plus grandes revues financières du continent et même de Londres. Pourquoi tenter de nuire au développement de la province? Il est évident que les membres de l'opposition n'ont pas à cœur l'intérêt de leur province, mais plutôt celui du parti qu'ils voudraient bien voir revenir au pouvoir.

On se lamente parce que nos revenus, de \$100,000,000 qu'ils étaient en 1944, sont passés à \$275,000,000 par année. Loin de s'en scandaliser, le peuple s'en réjouit. On dit que nous taxons plus. Mais les libéraux oublient que, sous leur propre administration, les revenus sont passés de \$34,000,000 en 1934 à \$91,000,000 en 1941.

L'opposition pleure devant le progrès de la province? Moi, je me réjouis, car trop longtemps nous avons eu des administrations stagnantes et endormies; trop longtemps notre province a fait figure de parent pauvre dans la Confédération; trop longtemps le peuple a été tenu en esclavage. Cette hausse de revenus, elle vient non pas d'une augmentation de taxes, mais de l'élan imprimé à l'économie québécoise et au développement de nos ressources naturelles. Depuis 1936, notre province, grâce au premier ministre (l'honorable M. Duplessis), a été lancée sur le chemin du progrès et elle regagne rapidement les positions qu'elle avait perdues.

Il n'est donc pas surprenant que les libéraux soient pratiquement disparus de la carte politique de la province. À les entendre parler, la province s'acheminait vers la ruine et la banqueroute. Toutefois, les chiffres prouvent le contraire. On parle de l'édition 1952 de l'opposition? C'est oublier que bien d'autres l'ont précédée, qui comptaient des hommes de première valeur. Comme disait un bon cultivateur de chez nous: La récolte des libéraux est plus grosse cette année, mais elle est bien plus maigre.

À entendre le chef de l'opposition, on croirait que la province est menacée de faillite. Bien au contraire. En 1945, la dette nette de la province était de \$308,000,000. Aujourd'hui, elle est tombée à \$275,000,000, ce que personne ne peut nier. Il y a donc eu diminution de \$33,000,000 en huit ans, soit plus de \$4,000,000 par année, depuis que nous sommes au pouvoir. Voilà de la saine administration.

Et non seulement Québec a diminué sa dette, mais elle a investi à même ses revenus, en constructions d'écoles, d'hôpitaux, de routes et de ponts au-delà de \$300,000,000, somme entièrement payée à même ses revenus.

Dans toute l'Amérique du Nord, aucun État ne peut présenter un bilan pareil. C'est ce qui rend nos adversaires malades. Il n'y a pas au Canada une

seule province qui puisse présenter à ses contribuables une situation plus favorable. Et non seulement nos contribuables sont les moins taxés, mais notre province est la deuxième lourdement chargée de taxes de tout le pays. Le chef de l'opposition en veut la preuve? Je lui propose alors une proposition très simple. Qu'il divise la dette de l'Ontario, \$600,000,000, par la population, 4,500,000, et il arrivera à un chiffre de \$130 *per capita*. Le même calcul pour le Québec, \$360,000,000 de dettes pour une population de 4,100,000 donne \$70 par tête. Quant aux impôts, ils sont de \$360,000,000 en Ontario, ce qui fait \$80 par tête, alors que dans le Québec, ils sont de \$275,000,000, ou \$70 par tête. Laquelle est la plus endettée? Non seulement Québec est la moins endettée par tête, mais elle est aussi, à une exception près, la moins taxée par tête. Et ce sont les chiffres fédéraux qui l'affirment.

Le chef de l'opposition ne devrait pas faire de déclarations susceptibles de nuire à sa province, surtout quand elles ne reposent pas sur des faits contrôlés.

On nous reproche de ne pas donner de chiffres précis, de ne pas inclure dans la dette les octrois promis. Le chef de l'opposition prétend que nous devrions placer dans notre passif les octrois qui seront payés par la province d'ici quelques années. Je lui pose la question suivante: S'il prépare son bilan et qu'il a un bail de douze mois dont deux mois seulement sont expirés, placera-t-il les 10 mois qui restent dans son passif? Évidemment non.

Pourquoi alors, contrairement aux principes ordinaires de la comptabilité, irions-nous placer dans notre passif les octrois que nous paierons dans l'avenir? Ces octrois seront payés à même les revenus annuels de la province et n'apparaîtront qu'en tranches annuelles dans le budget. Faudra-t-il qu'en plus de son cours de notaire, le chef de l'opposition fasse un cours de comptabilité pour comprendre ces choses?

Des voix de l'opposition: Ah! Ah!

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Les octrois payables dans le futur n'apparaissent à aucun budget d'aucune province.

Il est évident que l'opposition comprend cela et que son seul désir, c'est de jeter du discrédit sur la province, qu'elle regrette de la voir au premier rang de la Confédération. Trois provinces seulement ont une population de plus de 1,000,000, soit le Québec, l'Ontario et la Colombie canadienne. Les taxes par tête sont de \$70 dans le Québec, de \$80 dans l'Ontario et de \$154 en Colombie.

Quand l'Union nationale a pris le pouvoir, les administrations libérales dormaient depuis 30 ans. Le nouveau premier ministre, homme de vision, a pris les moyens pour reprendre le temps perdu. Aujourd'hui, nous marchons à la tête.

La province était en retard dans tous les domaines parce que l'Ontario avait sur nous une avance de 30 ans dans le développement de ses ressources hydrauliques. Aujourd'hui, l'énergie développée dans l'ensemble du Canada est de 14,361,000 chevaux-vapeur. Or, la province de Québec, à elle seule, produit 7,230,000 chevaux-vapeur contre 4,000,000 en Ontario. Et nous avons en réserve un potentiel de 10,000,000 de chevaux-vapeur alors que l'Ontario a atteint la limite de ses développements possibles. La conséquence de cela, c'est que les industries, grandes, moyennes et petites, se dirigent en nombre toujours plus considérable vers la province de Québec.

En certains milieux, on a critiqué le progrès immense que le premier ministre a permis pour sa province en ouvrant le territoire de l'Ungava à la chrétienté et au développement. Ce n'est pourtant pas l'opinion de grands financiers américains et canadiens qui ont affirmé que, si le développement continuait au rythme que lui avait imprimé le premier ministre, le Québec serait un jour le coin le plus riche du monde.

Non seulement nous avons mis cette région en valeur, mais nous avons donné confiance à nos compatriotes. Si les experts de l'extérieur viennent ici investir leurs capitaux, à plus forte raison nos compatriotes devraient-ils placer au Canada l'argent dont ils peuvent disposer.

Même le premier ministre du Canada, le très honorable Louis Saint-Laurent, a rendu hommage au premier ministre du Québec pour son œuvre du Nouveau-Québec. Quand on voit cela et qu'on entend le concert unanime d'éloges par les journaux, on se demande comment une opposition peut à la Législature affirmer sérieusement que le Québec est mal administré.

La vérité, c'est que, dès son arrivée au pouvoir, l'Union nationale a commencé à semer pour l'avenir et qu'elle récolte aujourd'hui les fruits de sa saine administration, de sa prévoyance.

Le premier ministre a compris, en homme de vision, que l'on ne pourrait trop faire pour la santé, pour l'éducation. Il a compris qu'il fallait donner à la province une voirie moderne pour assurer les communications. Les millions investis dans ces domaines sont des millions bien placés.

L'Union nationale s'est également intéressée à la classe agricole, et la production de notre

agriculture atteint aujourd'hui le chiffre sans précédent de \$500,000,000 par année. Les travaux de voirie sont également nécessaires pour donner une impulsion au commerce et à l'industrie. Avons-nous augmenté les impôts pour réaliser tout cela? Non, ce ne sont pas les impôts qui ont monté, c'est le commerce qui a progressé, qui s'est développé et qui a apporté un meilleur rendement.

On reproche en certains milieux au premier ministre de faire preuve de fermeté. J'affirme qu'aucun pays, qu'aucune province ne peut progresser sans un gouvernement fort. Une fermeté bien comprise, une égale part de justice pour tous, le respect de la loi et de l'autorité, voilà quelques-uns des facteurs qui ont placé la province au premier rang du Canada et qui ont donné confiance au peuple.

Dans tous les domaines, la santé du Québec est excellente et se compare avec ce qu'on peut trouver de mieux n'importe où ailleurs. Nous avons à la tête de notre province un homme fort, qui sait ce qu'il veut et qui dirige le char de l'État à bon port.

À ceux qui prétendent que certains conflits entre capital et travail nuisent à la province, je répondrai qu'à l'échelle nationale, nous avons au Québec 15 % des grèves de tout le Canada, alors que l'Ontario en compte 60 %.

En certains milieux, on semble avoir intérêt à discréditer la province et à mettre dans l'ombre le travail que nous faisons. J'affirme que ce n'est pas le temps, alors que la province est en plein essor, d'avoir des gens qui tentent de s'accrocher au gouvernement pour le descendre. Le temps est mal choisi pour chercher à déconsidérer son gouvernement.

Je préfère l'opinion de M. Humphrey, conseiller du président Eisenhower, ou celle du financier américain Cyrus Eaton à celle du chef de l'opposition qui n'a jamais rien fait pour l'essor de notre province. Quand des gens comme M. Humphrey ou M. Eaton disent que le Québec est le coin du monde qui a les plus belles promesses d'avenir, je préfère leurs déclarations aux critiques de l'opposition.

Le rapport que nous a présenté le ministre des Finances me donne encore plus confiance, et je suis certain que le Québec est sur la voie certaine de la prospérité et du progrès.

Qu'on laisse nos lois jouer librement leur jeu normal, qu'on continue de confier l'administration de la province à des hommes d'expérience, et nous verrons que l'entreprise privée, corrigée par un gouvernement démocratique, en accord avec des lois sociales justes, fera du Québec une province vers

laquelle de plus en plus se porteront les yeux du monde entier. Déjà nous pouvons dire que c'est ici, avec les États-Unis, que le niveau de vie est le plus élevé au monde.

Nous n'avons donc pas besoin de nous tourner vers le socialisme. C'est l'initiative privée, le capitalisme corrigé par un gouvernement démocratique et conscient de ses responsabilités sociales qui peut assurer à toutes les classes la plus grande somme de prospérité.

Regardez aujourd'hui notre province. Il y a 15 ans, on aurait cru inconcevables les progrès qui sont devenus des réalités. En 1936, le peuple était dans la misère malgré toutes les richesses inexploitées qui l'entouraient. L'opposition est mieux de commencer à dire que nous sommes sur la route de la prospérité, car autrement le peuple ne voudra plus la croire.

Aujourd'hui, grâce à un premier ministre qui sait ce qu'il veut, qui a l'expérience politique et qui est capable de diriger le navire à bon port, nous marchons à grands pas vers une prospérité qui fait l'étonnement et l'envie de tous les peuples de l'univers. Le premier ministre actuel est le phare sur la route du progrès.

M. Lafrance (Richmond): Je n'entreprendrai pas de relever les déclarations du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), mais je lui dirai que son régime, qui donne tout aux favoris et aux étrangers, a compromis la sécurité du peuple québécois. Ces messieurs de l'autre côté de la Chambre auraient besoin d'une jolie cure d'humilité.

Je veux profiter de ce discours pour établir mes positions politiques. Normalement, je l'aurais fait au début de la session, mais vous vous souvenez comment le débat sur l'adresse...

M. l'Orateur: Je rappelle au député qu'il ne doit pas revenir sur les débats antérieurs ni discuter des décisions rendues.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre se plaint des critiques de l'opposition. Nous ne sommes pas venus ici pour lui faire la cour et, personnellement, je n'ai pas l'échine assez souple pour me prêter à la comédie des courbettes. J'ai reçu un mandat de non-confiance et de réprobation envers la politique de l'Union nationale, et c'est mon devoir d'y être fidèle.

Le premier ministre peut aussi tenter de ridiculiser les nouveaux venus de l'opposition; ceux-ci ont semé l'inquiétude chez les ministres et ils

contribueront à débarrasser la province du régime actuel.

Je suis également fier de servir sous des chefs aussi intègres que M. Lapalme et le député de Westmount-Saint-Georges. Il reproche ensuite au député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) d'avoir injurié M. Lapalme au cours du débat sur l'adresse.

Si M. Lapalme est mort, dit-il, a-t-on peur des revenants? On n'a jamais tant senti la présence de M. Lapalme que depuis qu'il a fait élire 16 nouveaux députés. Il est plus présent ici que les députés robots-muets de l'Union nationale, qui ne sont que des machines à voter. Il y a une vacance dans Outremont depuis sept mois. Si le premier ministre le prétend, qu'il y tienne une élection, surtout avec sa nouvelle loi électorale.

Il (M. Lafrance) rappelle ensuite que les libéraux parlent au nom de 47 % de la population et que les interruptions ou les sarcasmes ne les arrêteront pas. Et nous avons été élus d'une façon qui se compare avec avantage à celle des ministériels, devant qui nous pouvons passer la tête haute. Un colonel de salon m'a accusé d'avoir gagné mon élection en distribuant des chapelets de Rome. Je lui dirai que je ne l'ai pas gagné en distribuant du whisky! Il (M. Lafrance) loue les éléments sains de son comté qui ont résisté au whisky et aux insultes des organisateurs de son adversaire aux dernières élections. J'ai confiance dans les idées et dans la cause pour lesquelles nous nous battons; nous triompherons un jour de la scandaleuse vague de vénalité devant laquelle nous voyons tant des nôtres s'avachir.

Je veux aussi faire entendre ici, tel que je l'ai promis, la voix du comté de Richmond. Je veux me faire l'interprète des classes moyennes, des humbles; ce sont eux qui ont été les artisans de ma victoire. Je l'ai félicité d'avoir résisté à la corruption que l'on a étalée devant eux dans mon comté. En retour, je ne les trahirai pas.

Il parle de son comté dont il loue les beautés et les nombreux avantages, notamment l'industrie de l'amiante. Il signale la bonne entente qui existe entre les deux grandes races dans les Cantons-de-l'Est, à proximité d'ailleurs de la frontière américaine.

Il (M. Lafrance) rend hommage à ses prédécesseurs, tout particulièrement à feu M. Stanislas Desmarais, représentant du comté pendant 16 ans, qui fut d'un dévouement extraordinaire et qui fut comme beaucoup d'autres attaqué ignominieusement et fausement par des gens qui regretteront leurs paroles quand une enquête des comptes publics sera tenue sur leurs agissements.

Il parle de l'ancien député du comté, son adversaire aux élections de 1952, M. Albert Goudreault. Il a parfois rendu service aux siens, mais il a été défait à cause de la politique antisociale et antisindicaliste de son chef. Il a aussi été battu à cause de l'orgie de boisson et d'injures que ses deux organisateurs avocats fonctionnaires provinciaux ont déversées dans le comté.

Il (M. Lafrance) se dit en faveur de la justice sociale basée sur les encycliques de l'Église et critique les politiciens qui ont une conscience à compartiments: un pour la vie publique et un pour la vie privée. Je suis de ceux, déclare-t-il, qui croient que les législateurs ont encore besoin, parfois, des conseils de l'épiscopat. Ma doctrine en politique, c'est celle de l'Église.

Pour lui, le problème fondamental de l'ordre social chrétien, c'est la famille. Mon principal souci en politique, dit-il, sera le problème de la famille. Il suggère la formation d'un ministère de la Famille, car la famille est la base de la société. Il (M. Lafrance) réclame ensuite une politique familiale et dit que nos lois actuelles sont faites pour des célibataires. Il veut être, dit-il, dans la province des familles nombreuses, le porte-parole des familles nombreuses.

Il regrette que la politique du gouvernement soit impuissante à régler le problème du logement. Le problème no 1 de la famille est celui du logement et le gouvernement actuel n'a pratiquement rien fait pour guérir ce cancer social. Il (M. Lafrance) prône le crédit urbain en disant: Nous l'aurons si le gouvernement est sincère et qu'il favorise à tout père de famille honnête l'accès à la propriété, ce qui vaudra beaucoup mieux pour combattre le communisme que la loi du cadenas.

Dans notre province, le travailleur est trop souvent exploité. Il estime que la loi du salaire minimum est antifamiliale, que la plupart de nos lois sont antifamiliales également. Il dit que les salaires des fonctionnaires provinciaux sont antifamiliaux. Aussi longtemps, dit-il, qu'on méconnaîtra les droits de l'ouvrier, il sera inutile de parler du fait social. La plupart des lois ouvrières ignorent la famille.

Le père de famille a droit à un salaire familial. Aussi longtemps qu'on méconnaîtra les droits de l'ouvrier, il sera inutile de parler du fait social.

Il (M. Lafrance) dit que l'achat de livres coûte jusqu'à \$75 à certains parents, sans compter les mensualités, et que l'abolition des gratuités scolaires taxe lourdement les familles nombreuses. Il réclame, toujours au nom de la famille, le rétablissement de la gratuité des livres. Il demande aussi que l'on facilite davantage l'accès des pauvres aux hôpitaux et dit qu'on

ne doit pas limiter les soins médicaux à la facilité de payer. Il se dit en faveur de pensions aux infirmes.

Il loue ensuite le travail du comité de la moralité publique de Montréal, ajoutant que toutes les honnêtes gens souhaitent le succès de cette enquête². D'autres ligues du genre devraient s'établir un peu partout dans le Québec, suggère-t-il, pour lutter contre les infâmes exploiters du vice commercialisé. Il déplore l'abondance de littérature obscène et ordurière qui se vend dans les magasins de journaux. Il ne devrait pas y avoir de place pour pareille littérature aussi pernicieuse, dit-il.

M. l'Orateur fait remarquer qu'il est 6 heures et qu'il reste deux minutes au temps du député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) offre au député de Richmond de prolonger la séance pour lui permettre de terminer.

M. Lafrance (Richmond) préfère demander la suspension de la séance.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1953-1954 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lafrance (Richmond) s'élève contre la vente de revues indécentes dans la province et il attribue à cette pourriture la recrudescence de la criminalité juvénile. Il s'en prend à l'alcoolisme, l'ennemi no 1 dans le Québec, affirme-t-il. Il veut cependant faire une mise au point: Je suis Lacordaire depuis 13 ans et j'en suis fier. Mais je ne condamne pas un usage modéré de l'alcool; je ne suis pas en faveur de la prohibition dont l'expérience a démontré l'inefficacité. Mais Gladstone avait raison de dire que l'alcool fait plus de victimes que la famine, la peste et la guerre ensemble.

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Lavallée), que le débat soit maintenant ajourné³.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre millions quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y aurait lieu d'augmenter les allocations versées aux hôpitaux pour les patients qui tombent sous l'assistance publique, vu la hausse constante des frais d'hospitalisation. Ces frais sont soldés à raison d'un tiers par l'institution, un tiers par le gouvernement et un tiers par la municipalité. Depuis deux ans, les municipalités rurales ne payent plus que 15 %, ce qui augmente d'autant la part du gouvernement.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le gouvernement se rend parfaitement compte de la hausse du coût de l'hospitalisation. Les taux de contribution du gouvernement à l'assistance publique ont été augmentés quatre fois depuis 1945. Les dernières augmentations, accordées en 1950 et 1951, ont établi le coût de l'hospitalisation dans les institutions de première classe à \$8.15 par jour, soit \$5.75 pour la part du gouvernement. Le devoir du gouvernement est d'augmenter les allocations aux hôpitaux et nous allons leur venir en aide. Des représentations ont été faites encore dernièrement pour la révision des taux et le ministre a promis d'y donner suite. Une autre augmentation sera donc accordée dans quelques semaines.

En plus des contributions mentionnées et des octrois pour la construction des hôpitaux, le

gouvernement a aidé à l'achat d'instruments dispendieux. Je crois, sans ostentation, que nous avons fait beaucoup pour la santé et nous sommes disposés à en faire encore davantage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est un fait reconnu que le gouvernement consacre des millions pour le traitement des pauvres. On parle de sécurité, mais il ne faut pas oublier que la sécurité repose sur la stabilité. Les riches ont les moyens de se faire traiter; les pauvres se font soigner pour rien. Mais les gens de condition moyenne, comme vous et moi, nous sommes écrasés entre les deux. Les frais d'hospitalisation sont très élevés. Il leur faut payer pour la chambre, pour les infirmières, pour les médicaments, les rayons X, les analyses de laboratoire, la salle d'opération et toute la kyrielle des spécialistes. Quand tous les spécialistes ont passé, le client est presque trépassé.

Il ne faut pas oublier qu'au début, l'assistance publique coûtait \$4,500,000 à la province. Aujourd'hui, elle coûte \$30,000,000. Depuis 1945, nous avons construit 70 hôpitaux⁴, mais la construction coûte beaucoup plus cher. Des immeubles qui devaient coûter \$800,000⁵ ont coûté \$1,500,000. L'une des causes de cette augmentation, c'est la restriction sur le travail. On force un maçon qui pourrait poser 800 briques par jour à n'en poser que 600. Ce qu'il faut, c'est une plus grande production; les ouvriers ne donnent pas toujours un rendement raisonnable.

Les frais d'hospitalisation sont presque inabordables. Je le sais par expérience. L'an dernier, j'ai été hospitalisé pendant 17 jours à l'hôpital Royal-Victoria. Cela m'a coûté \$2,000. Si l'on veut diminuer le coût des soins médicaux, il faut que chacun y mette du sien. Malheureusement, avec tous ces programmes de sécurité à droite et à gauche, tout le monde se fie au gouvernement. La charité diminue, de même que le rendement et la conscience professionnelle. C'est une situation qui menace de devenir désastreuse. Il faut mettre les faits devant le public. Quand ces faits seront connus, chacun mettra l'épaule à la roue pour corriger la situation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je partage plusieurs des opinions exprimées par le premier ministre. J'admets que le coût de construction a augmenté, de même que le coût d'entretien des hôpitaux. En somme, seuls les riches et les pauvres peuvent aujourd'hui se payer le luxe de se faire soigner dans les hôpitaux.

Les montants des contributions provinciales-municipales sont toujours de plus en plus éloignés du

coût des services, de sorte que les déficits des hôpitaux sont de plus en plus considérables. De plus, on n'est pas parvenu à régler le cas de la classe moyenne. Il faut songer au problème de la classe moyenne. Il y aurait peut-être une solution en déterminant que le malade devrait payer une semaine ou deux ou davantage, mais qu'ensuite l'assistance publique se chargerait de ces cas, car, si le malade est livré à lui-même, il se ruine fatalement s'il doit séjourner longtemps à l'hôpital.

Aujourd'hui, le gouvernement paye \$35,000,000, les municipalités payent aussi plusieurs millions et les patients privés payent le reste, tout en payant des taxes aux gouvernements et aux municipalités. Je me demande s'il n'y aurait pas moyen d'établir un plan qui permettrait en somme d'acheter à tempérament les services d'hospitalisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le malheur, c'est que les gens doublent et triplent leurs exigences du moment que c'est gratuit. C'est ce qu'on a constaté partout où existe un système d'assurance-santé.

Les hôpitaux deviennent encombrés au point qu'en Angleterre, une femme qui souffrait d'appendicite demanda un jour à se faire hospitaliser. On lui répondit d'attendre, qu'il n'y avait pas de place. Trois mois plus tard, n'ayant aucune nouvelle, elle décida de se faire hospitaliser à ses frais. Un an après, elle reçut une lettre disant que sa demande était sérieusement considérée. Il ne faut pas oublier qu'en plus de ce que nous payons pour l'assistance publique, les hôpitaux sont bâtis en grande partie avec des octrois du gouvernement.

On n'a pas construit de maisons de convalescence et c'est sans doute une erreur, car elles coûtent moins cher que les hôpitaux et elles aideraient à décongestionner ceux-ci.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande si les cliniques reçoivent bien l'aide à laquelle elles ont droit à cause des services qu'elles rendent. Actuellement, déclare-t-il, le coût entier des cliniques semble être payé par les hôpitaux.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Jusqu'ici, je n'ai pas reçu de demande en ce sens. Je me demande s'il est bien désirable que le gouvernement intervienne dans l'administration de ces institutions créées par les hôpitaux. Mais la question est à l'étude.

M. Dupré (Verchères): Le ministre a-t-il été informé que, depuis l'amendement à la loi qui réduit

à 15 % la part des municipalités, les hôpitaux sont devenus plus exigeants? Dans bien des cas, ils font payer les médicaments au malade. Ils prétendent que le ministre leur permet d'agir ainsi.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le député s'est-il fait montrer une lettre du ministre?

M. Dupré (Verchères): Je n'ai pas vu de lettre.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je le pense bien! En abaissant à 15 % la part des municipalités rurales, le gouvernement a épargné à celles-ci \$7,000,000 à \$8,000,000 par an.

M. Dupré (Verchères): Je sais bien que le ministre n'a pas donné d'autorisation semblable et j'ai bien confiance en sa parole. Mais il y a même des médecins qui envoient des comptes à des patients de l'assistance publique. J'ai même vu un cas où un médecin a fait saisir une terre. Il y a un manque d'esprit de charité chez certaines gens et il faudrait peut-être les forcer à en avoir davantage par des dispositions appropriées dans la loi.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Dans plusieurs cas, des malades capables de payer demandent aux municipalités de les placer sous la loi de l'assistance publique, en offrant de rembourser ensuite ce que cela a coûté au conseil municipal. Dans ces cas, le médecin est justifiable d'envoyer son compte. Le médecin n'est pas obligé de donner ses services gratuitement.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Les municipalités qui donnent des cartes et se font rembourser par la suite se livrent à une pratique absolument condamnable et défendue par la loi. Malheureusement, ces abus existent et nous le savons. Le gouvernement prendra des mesures pour que cesse cette pratique si on lui signale des cas.

Dans plus de 60 cas depuis un an, nous avons dû faire des menaces et même intenter des poursuites pour faire rembourser le gouvernement. Cette pratique est injuste pour le gouvernement, pour l'hôpital et pour le médecin. Et je comprends que certains médecins se révoltent quand les cartes ont ainsi été signées par faveur au bénéfice de gens qui sont capables de payer. Et, en réponse à ce que disait tantôt le député de Verchères, je dirai que les institutions d'assistance publique n'ont pas le droit de charger de supplément.

Il m'est arrivé de téléphoner jusqu'à 10 fois par semaine à certains endroits pour demander qu'on respecte la loi de l'assistance publique selon son esprit. On a même vu des institutions exiger un certain montant à l'entrée de patients qui avaient des cartes d'assistance publique. Les tarifs d'assistance publique comprennent tous les soins, médicaments, radiographie, etc. Il (l'honorable M. Paquette) dénonce les hôpitaux qui exigent \$25, \$30 ou \$50 aux indigents à leur entrée à l'hôpital.

Les administrateurs de certaines municipalités refusent catégoriquement d'accorder des cartes d'assistance publique, même dans le cas des indigents véritables. C'est contraire à la charité chrétienne, au devoir social et au bon sens. Dans ce cas, l'indigent peut réclamer l'intervention du magistrat, d'un juge de la Cour du bien-être social.

M. Noël (Frontenac) souligne la difficulté de déterminer parfois ce qu'est un indigent. Il cite le cas du bûcheron qui travaille trois ou quatre mois dans l'année à un bon salaire de plusieurs centaines de dollars. Il cite le cas du fermier qui est propriétaire d'une terre, mais dont les revenus sont insuffisants.

L'honorable M. Paquette (Labelle): C'est toujours au conseil municipal de juger.

M. Pinard (Drummond) signale le cas des municipalités, elles-mêmes indigentes, qui ne peuvent payer les 15 % des frais d'hospitalisation de l'indigent. Il (M. Pinard) note qu'il a en vue une municipalité qu'il connaît bien, mais dont il n'indique pas le nom.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Venez me voir et on arrangera cela.

M. Lemieux (Wolfe) demande des explications sur l'aide aux jeunes médecins.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Huit cents municipalités sont sans médecin. Le ministre de la Santé doit multiplier ses efforts pour que toute la population de la province puisse bénéficier des soins du médecin; autrement, on découragerait la partie de la population qui demeure dans les régions éloignées comme les districts de colonisation. C'est pourquoi le gouvernement aide les jeunes médecins qui s'installent à des endroits où il n'y a pas encore de médecin établi.

Autrefois, le gouvernement accordait des bourses de \$1,800 pour permettre à certains étudiants

de faire leurs études en médecine. Mais aujourd'hui, ce n'est pas le recrutement des médecins qui est difficile. En septembre dernier, les dirigeants des universités Laval, de Montréal et McGill ont dû refuser à 1,600 jeunes gens de les inscrire sur la liste des étudiants en médecine. Il n'y avait pas de place.

Aujourd'hui, le gouvernement préfère aider les jeunes médecins à s'établir. Ils leur octroient \$1,000 par versements mensuels de \$50; parfois, beaucoup plus rarement par versements de \$100. C'est le système des versements de \$50 pendant 20 mois qui a eu le plus de succès. Il permet au jeune médecin de s'installer au pays.

Depuis trois ans, plus de 220 médecins ont été installés grâce à l'aide du gouvernement. Dans certains cas, des allocations peuvent être accordées à des médecins dans des centres où il y a déjà un autre médecin, quand ces médecins doivent desservir les colons des environs.

La résolution est adoptée.

M. Dupré (Verchères) pose quelques questions au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain).

L'honorable M. Lorrain (Papineau) semble hésiter.

M. Dupré (Verchères): Je pense que le premier ministre va être obligé de se lever.

(Une longue discussion suit alors sur la portée du poste intitulé "Dépenses diverses")⁶

M. Dupré (Verchères): C'est le "free for all" du ministère, à ce que je vois, le sac à tout mettre; le ministre est dans le sac et le premier ministre essaye de le sortir du sac.

Les salaires des employés de ce ministère sont insuffisants. Il (M. Dupré) cite le ministre du Commerce qui avait dit que la valeur d'achat du dollar avait diminué de moitié et affirme que les salaires de \$1,300 en 1944 devraient être aujourd'hui de \$2,600 au lieu de \$1,800.

En 1944, la proportion du budget payée en salaires était de 22.3 %, alors qu'aujourd'hui elle est de 15.7 %. Si l'Union nationale avait gardé la même proportion, dit-il, elle paierait aujourd'hui \$16,390,000 de plus. Mais on a préféré donner ça aux contracteurs pour les élections.

Il (M. Dupré) dit qu'il a fait ses calculs lui-même et il cite un passage d'une lettre pastorale des

évêques sur les salaires et demande au gouvernement ce qu'il attend pour s'y conformer. Le gouvernement ne paie pas les salaires adéquats recommandés par les évêques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'étonne d'abord que le député vante les libéraux de l'ancien régime qu'il reniait pendant la campagne électorale. Depuis 1945, nous avons augmenté les salaires de \$10,000,000 par année, sans parler de l'augmentation des pensions et de diverses autres améliorations du sort de nos employés.

Pour le député, une augmentation de \$10,000,000 depuis 1944, c'est rien, c'est une diminution. Les employés ne sont pas si mal traités, puisqu'ils ne veulent pas quitter le ministère. Un gros entrepreneur libéral, M. François Jobin, m'a dit qu'il n'était pas parvenu à obtenir pour des travaux un seul des employés du ministère des Travaux publics, même en leur offrant de très gros salaires.

Jamais les employés civils n'ont été si bien traités; ils ont des assurances, une pension assurée, un salaire sur l'année durant. Les employés ne sont pas si mal, puisqu'ils ne veulent pas quitter le ministère et que l'an dernier, nous avons eu de 15,000 à 20,000 demandes d'emploi; si on les payait si mal, ça se saurait et personne ne viendrait nous demander des emplois.

Les libéraux parlent de pourcentage et nous de réalisations. On voit quel pourcentage ils ont en Chambre. Mais puisque le député cite les évêques, je lui demande pourquoi il ne demande pas à ses amis d'Ottawa ce qu'ils font des mandements des évêques? Les évêques dans une lettre circulaire ont supplié Ottawa de baisser l'impôt ruineux sur le revenu et d'adopter en la matière une politique plus humaine. Les impôts sur le revenu personnel, que maintient actuellement Ottawa, sont ruineux pour les familles; la plupart des augmentations de salaire que nous donnons, Ottawa vient les chercher par ses impôts.

Les impôts d'Ottawa sont antifamiliaux, ils sont un découragement au travail et une cause de détresse pour la population. Lorsque les évêques ont publié leur lettre, Ottawa a répondu en augmentant son impôt sur le revenu; un politicien fédéral est même allé à Sherbrooke parler contre le mandement. Pourquoi le député ne parle-t-il pas de cela? Quant à l'Union nationale, elle suit les yeux fermés les conseils de l'épiscopat, car c'est un guide sûr.

M. Dupré (Verchères): À Ottawa, un journalier gagne \$1,900 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien lui reste-t-il après avoir payé l'impôt sur le revenu?

M. Dupré (Verchères): Payez bien vos employés et ils seront contents de payer de l'impôt. Pour ma part, j'aime mieux gagner de l'argent et payer de l'impôt que de n'en pas payer.

Il (M. Dupré) affirme ensuite que les employés du gouvernement n'ont eu, en moyenne, que \$195 par année d'augmentation. Dans le ministère des Travaux publics, cette augmentation moyenne fut de \$223.

Il (M. Dupré) dit prendre ces chiffres dans le plus récent rapport de la Commission du service civil. Il répète que si l'Union nationale payait ses employés dans la proportion mise à l'honneur par les libéraux, c'est \$16,000,000 de plus par année qu'on leur donnerait.

Il (M. Dupré) dit que les dépenses de voyage, les frais de bureau, sont à peu près les mêmes aujourd'hui que du temps des libéraux, mais les salaires, sous l'Union nationale, sont moins élevés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Du temps des libéraux, on payait des ouvriers 10 cents l'heure et d'excellents travailleurs sortaient des chantiers en devant de l'argent à leur employeur.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. M. Marler aurait parlé 1 h 30, selon *Le Soleil* du 11 février 1953, à la page 3.
2. *Le Soleil* du 11 février 1953, à la page 9, indique qu'à ce moment "M. Frank Hanley, Montréal-Sainte-Anne, prend alors des notes".
3. Il est 8 h 25, selon *L'Événement* du 11 février 1953, à la page 1.
4. 75 hôpitaux, selon *The Quebec Chronicle* du 11 février 1953, à la page 1.
5. "Un demi-million", selon *Le Soleil* du 11 février 1953, à la page 26.
6. Il nous a été impossible d'identifier le crédit budgétaire qui fait l'objet de la discussion.

Première séance du mercredi 11 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 45 modifiant la loi de l'instruction publique.

Projets de loi:

Saint-Joseph-d'Alma
et Riverbend

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que le bill 152 agrandissant le territoire de la ville de Saint-Joseph d'Alma ayant pour but de favoriser le règlement de graves problèmes municipaux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Voies et moyens:

Débat sur le budget
1953-1954 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 10 février courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Roche (Chambly) rend hommage au premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et au ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon). Il

présente ses félicitations au ministre des Finances pour son discours très littéraire, sa richesse d'expression, ses statistiques qui ont permis à des auditeurs de l'écouter sans fatigue et d'apprécier encore une fois sa haute culture.

Le chef de l'opposition, dit-il, a fait hier tout ce qu'il croyait être de son devoir pour détruire dans l'esprit des membres de la Chambre et du public l'impression profonde causée par le discours du ministre des Finances. Nous l'avons écouté attentivement, mais malgré ses arguties, sa façon d'établir le passif de la province, il n'a pas été capable de nier la situation financière très progressive de la province et le fait surtout que le gouvernement a réussi à diminuer considérablement la dette publique.

Si j'ai bien compris le chef de l'opposition, il a dit qu'il avait un mandat provincial et que l'administration financière d'ailleurs ne l'intéressait pas. C'est un changement d'attitude qu'il faut noter, car je sais qu'il n'y a pas tellement longtemps, il prêchait une autre doctrine et affirmait qu'il devait y avoir solidarité entre toutes les ailes du Parti libéral. Il disait qu'il fallait des libéraux à 100 %, à Ottawa comme à Québec.

Il félicite le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) pour son discours en réponse au discours du chef de l'opposition. Comme le ministre de l'Industrie et du Commerce, je trouve étrange que l'on entende des voix pessimistes comme celles de l'opposition à la Législature, alors qu'à l'étranger, dans la presse, dans le monde financier, ce n'est qu'un concert de louanges à l'endroit de l'administration. Tout le pays a les yeux tournés vers la province de Québec. J'aime mieux, dit-il, le témoignage de ceux qui s'entendent que les critiques destructives de l'opposition.

De tout ce qui s'est dit jusqu'ici, sur le budget, il reste certaines choses qu'il faut rappeler:

1. Depuis huit ans la dette de la province a été réduite de \$33,000,000;

2. Les sources de taxation n'ont pas augmenté, mais le revenu a augmenté, car, il y a aujourd'hui plus de gens pour payer l'impôt, plus d'industries, grâce à la bonne administration du gouvernement actuel;

3. L'actif de la province - en routes, ponts immeubles, écoles, etc. - a été augmenté considérablement, pour le plus grand profit de toutes les classes de la société.

Le gouvernement actuel a contribué à construire de très nombreuses écoles dans la province, et particulièrement dans mon comté, qui est un des plus populeux de tous. Je veux au nom de mes électeurs, au nom des écoliers, au nom de toute la population, remercier le gouvernement de cette aide généreuse à l'éducation.

L'opposition tente de faire s'accréditer une légende voulant que la classe ouvrière soit uniquement représentée par les députés de la gauche dans cette Chambre. Il est temps que cette légende disparaisse.

Trois-Rivières n'est-il pas un comté ouvrier? Et Hull, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Valleyfield, et le comté de Chambly, que je représente ici? Jacques-Cartier compte à lui seul une population de 100,000 habitants, dont 80 % est ouvrière.

J'ai chez nous la cité de Jacques-Cartier, qui groupe 27,000 personnes, presque toutes appartenant à la classe ouvrière. Dans ce comté, j'ai été élu avec une majorité considérable et, dans cette ville, il n'y a pas un seul bureau de scrutin où ma majorité ne soit deux fois, et dans certains cas quatre fois, celle de mon adversaire.

Personne n'a le droit de dire qu'il représente à lui seul une classe de la société. Il faut des représentants de tous les groupes pour que nous servions vraiment le bien commun.

Je veux également dénoncer cette autre légende voulant que le gouvernement actuel soit hostile à la classe ouvrière. Pour qui a-t-il construit les écoles de mon comté si ce n'est pour la classe ouvrière? Pour qui a-t-il permis la construction d'un système d'aqueduc et d'égouts si ce n'est pour les ouvriers? J'espère qu'on cessera de dire que les députés de la gauche représentent les ouvriers. Qu'on vienne dans Chambly pour se rendre compte que, sous l'Union nationale, les ouvriers n'ont jamais été aussi bien traités que sous le gouvernement actuel. La classe ouvrière a donné sa confiance au gouvernement et le gouvernement la lui rend bien.

Dans ma région, il existait de nombreux problèmes. Grâce à la coopération du gouvernement provincial, un bon nombre d'entre eux ont été réglés ou sont en voie de l'être.

Je voudrais aujourd'hui l'attention de la Chambre sur deux de ces problèmes qui ne relèvent pas de l'autorité provinciale, mais dont l'importance m'invite à en dire un mot.

Le premier, c'est la canalisation du Saint-Laurent. Je ne me prononce pas sur les mérites de cette entreprise, ni sur ses bons ou mauvais effets. Mais les maires de mon comté et un grand nombre

de mes électeurs m'ont demandé d'attirer la bienveillante attention du gouvernement sur cette affaire et de lui demander de prendre les moyens pour qu'il protège leurs droits.

Les citoyens de mon comté ont dans le comté d'importantes mises de fonds et ils ne voudraient pas perdre leur avoir.

Deux ponts desservent ma région, le pont Jacques-Cartier et le pont Victoria. Ce sont des ponts fédéraux et à péage. Je suis certain que si ces péages disparaissaient, cela serait d'un grand avantage pour toute la population de la région.

Je voudrais particulièrement parler du pont Jacques-Cartier, où le nombre des accidents est très considérable. D'après certains assureurs, il paraît qu'il n'existe nulle part ailleurs dans la province un bout de route où le nombre d'accidents soit aussi considérable. Il y en a presque chaque jour. Et pourtant, c'est une route où ni la police provinciale ni la police municipale n'a juridiction, cela relève du gouvernement fédéral.

J'inviterais les autorités concernées à étudier sérieusement ce problème grave, et je suggère au gouvernement fédéral de prendre des mesures énergiques pour réduire le nombre des accidents sur le pont Jacques-Cartier.

Le député de Richmond (M. Lafranche), poursuit-il, s'est alarmé du fait qu'il circule dans la province de la littérature obscène et pernicieuse. Je dois immédiatement dire que le député a parlé objectivement et n'a pas tenté de tenir le gouvernement provincial responsable de cette situation, mais pour dissiper l'impression peut-être injuste que ses paroles ont pu créer, je veux donner certains faits à ce sujet.

La littérature obscène, d'une façon générale, n'est pas imprimée dans la province de Québec. Elle nous vient des États-Unis et des pays d'Europe. Pour entrer ici, il faut donc qu'elle passe les douanes, qu'elle se serve de nos services de messageries, qu'elle atteigne ses lecteurs par la poste, tous des services qui relèvent du gouvernement fédéral.

Si l'on veut tuer le mal à sa source, c'est donc à l'autorité fédérale qu'il faut s'adresser.

Le gouvernement provincial a fait sa part. En 1950, il a adopté une loi pour combattre cette mauvaise littérature. Cette législation a rendu service, au témoignage du ministre fédéral de la Justice, M. Stuart Garson, et selon la revue officielle du comité diocésain d'action catholique de Montréal, qui a écrit un article intitulé "*Un autre pas de géant*", pour féliciter le gouvernement de Québec pour cette loi.

Il (M. Roche) termine en disant qu'il a foi en sa province, en ses institutions, en son gouvernement dirigé par un chef incomparable.

Il ressort du débat dit-il, que la province progresse à pas de géant dans tous les domaines, économique, intellectuel et social. J'ai, pour ma part, la ferme conviction que cet avancement résulte de l'action efficace et de l'excellente administration du gouvernement, et surtout de l'impulsion formidable que le chef du gouvernement donne lui-même dans toutes les sphères de l'activité provinciale.

M. Bédard (Québec): Le discours du budget prononcé par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) n'est qu'un pamphlet politique, inspiré par le premier ministre, à la louange du gouvernement. Ce n'est pas le gouvernement qui administre la province, mais le parti de l'Union nationale.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a dit hier que la presse est unanime pour louer les œuvres du gouvernement. Mais il y a un journal, *Le Devoir*, qui a qualifié le budget de "fraude". Il (M. Bédard) s'appête à lire cet article du *Devoir*...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne voudrais pas interrompre le député qui est un garçon sympathique. Mais je le préviens qu'on n'a pas le droit de lire des propos antiparlementaires, pas plus qu'on n'a le droit d'en dire. L'article en question n'est qu'un tissu de fiel.

M. Bédard (Québec): Le premier ministre prétend que c'est antiparlementaire, mais on me permettra de dire que l'article en cause n'est pas un concert unanime de louanges.

Il (M. Bédard) continue en louangeant son chef (M. Marler) qui, à son avis, dit-il, a présenté le véritable état des finances de la province, dans un discours dont l'objectivité n'est pas à discuter. Les prétendus surplus des budgets de l'Union nationale reposent sur des échafaudages aussi fragiles que le pont de Trois-Rivières. En réalité, tout le monde sait que la dernière année s'est terminée avec un déficit de \$39,000,000. L'Union nationale a ruiné le crédit de la province, mais le ministre des Finances l'a caché en faisant des comparaisons boiteuses. C'est une méthode bien familière aux ministériels.

Le discours du budget est un pamphlet électoral imprimé aux frais de la province et destiné à glorifier le parti et le chef du parti. Au lieu d'un exposé objectif de la situation financière de la province, on n'y trouve que l'éloge de l'Union

nationale. Le nom du parti n'apparaît pas moins de 49 fois dans le discours du ministre des Finances.

Il (M. Bédard) reproche aussi au ministre de faire constamment des comparaisons avec les anciens régimes, dans le but de rendre les administrations libérales responsables de tous les péchés d'Israël. Pourquoi, dit-il, le ministre n'a-t-il pas remonté jusqu'aux administrations conservatrices, alors que la province était administrée par les ancêtres politiques du gouvernement actuel?

Les conservateurs ont administré la province pendant 25 ans, avant 1897. Dans ce temps-là, il n'y avait pas d'électrification rurale et les conditions n'étaient pas du tout les mêmes. Mais on se garde bien de comparer les actes du gouvernement d'aujourd'hui à celui de ce temps-là. On parle plutôt des régimes libéraux, en oubliant toujours de dire que les conditions des ans passés ne justifient pas du tout les conclusions auxquelles on arrive. Le gouvernement n'en parle pas. Le budget alors était de \$1,000,000, \$2,000,000 ou \$3,000,000 par année. Que la province se développe, c'est évident, avec tout le progrès scientifique et technique que nous voyons aujourd'hui. Mais le gouvernement ne devrait pas prendre le crédit des découvertes des savants.

Il y a 20 ans, la population de la province était de 3,500,000 âmes; les revenus de la province étaient alors de \$30,000,000, et sa dette de \$60,000,000. Aujourd'hui, la population a atteint 4,000,000, mais les revenus de la province ont décuplé et atteint \$300,000,000 et la dette atteint \$260,000,000.

De 1867 à 1923, le total des budgets de tous les gouvernements qui se sont succédé alors a été de \$315,000,000. Le gouvernement actuel a maintenant cette somme à dépenser par année.

Où donc va tout cet argent? La population a le droit d'exiger une réponse précise. Le ministre des Finances donne des chiffres, mais il suffit d'entendre son discours sur le budget pour voir qu'on peut faire mentir les chiffres.

À la fin de l'exercice financier actuel, le déficit sera de \$39,000,000. La dette consolidée qui était de \$130,000,000 en 1936, avait atteint \$340,000,000 en 1939 lorsque les libéraux ont repris le pouvoir. Les libéraux l'ont réduite jusqu'à \$328,000,000 en 1944, mais aujourd'hui elle a augmenté de nouveau et dépasse \$330,000,000.

Pour faire croire à un surplus à la fin de l'exercice financier, le ministre des Finances ne tient compte que des dépenses ordinaires; il fait passer au compte capital tout ce qu'il peut: routes, ponts et même piquets de clôture.

Tout cela a pour effet de tromper la population.

Il (M. Bédard) suggère qu'un comité étudie le système créditiste.

Puis le député de Québec aborde les questions de l'agriculture et du travail qui intéressent, dit-il, également la population de sa circonscription.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec n'a été élu que par une minorité.

M. Bédard (Québec): Une minorité peut-être, mais je puis dire que sur 28,311 personnes qui ont voté dans mon comté, toutes ont voté contre l'administration du gouvernement actuel.

Le premier ministre nous parle de la classe agricole avec l'accent des deux orphelines. Et pourtant, alors que 8 % de tout le budget du dernier gouvernement libéral était affecté à l'agriculture, 5 % seulement du budget du gouvernement de l'Union nationale va à l'agriculture.

Si l'on examine les crédits demandés par le ministre de l'Agriculture, pour 1953-1954, soit \$17,000,000, on s'aperçoit qu'une petite partie seulement va véritablement aux cultivateurs. La moitié des crédits de l'Agriculture est dépensée en administration et le quart en drainage. Il s'agit surtout de drainage de l'argent des contribuables vers la poche de gros entrepreneurs. Pas surprenant que le nombre des fermes diminue dans la province.

La situation de l'agriculture dans la province est illustrée par le fait que, depuis 10 ans, le nombre de fermes a diminué de 20,000, et aussi le fait que la classe agricole, qui constituait 60 % de la population il y a 50 ans, n'en constitue plus que 30 %. La classe agricole est en voie de disparaître, bien qu'elle soit véritablement la pierre angulaire de la société.

Je ne crois pas que les cultivateurs doivent être les éternels emprunteurs.

Ce qu'il faut donner aux cultivateurs, c'est un office des marchés agricoles qui s'occupe de l'écoulement des produits agricoles, ce sont des conventions collectives, c'est un conseil agricole consultatif avec des représentants des agriculteurs, du gouvernement, des consommateurs.

L'Union nationale a beaucoup parlé, en 1936, de la valeur du capital humain. Depuis, le premier ministre a sacrifié ces beaux principes sur l'autel de la caisse électorale. Il a tout fait contre le syndicalisme, le droit des travailleurs à se syndiquer, le droit réclamé par Léon XIII, par Pie XI, par Pie XII. Il faut des actes, une législation, des réformes inspirés par l'esprit chrétien. Je ne crois pas non plus que la justice sociale doive s'appliquer à coups de matraque ou à coups de revolver.

La province devrait profiter de ses vastes ressources pour établir, afin de soulager la classe ouvrière, un crédit urbain, une saine législation ouvrière, des allocations maternelles, de l'assurance-santé et des allocations aux infirmes comme cela existe déjà en Ontario.

Puis après s'être élevé contre le nationalisme étroit qui dresse les groupes ethniques les uns contre les autres, le député du comté de Québec déclare son aversion contre le communisme. Si le communisme en pratique est une utopie, dit-il, il est en pratique une réalité. C'est l'asservissement du corps et de l'âme de tous les citoyens. N'est-il pas triste de voir aujourd'hui tant de peuples sous la faucille moscovite? Or, ce qui inquiète, c'est que le gouvernement catholique du Québec semble vouloir faire le jeu de ces gens-là.

Il (M. Bédard) rappelle certaines paroles de gens qui s'opposent à l'immigration parce qu'elle tend à démolir l'élément canadien-français. Les députés ministériels, dit-il, critiquent à ce sujet Ottawa. Pourquoi toujours mettre la faute sur le dos des autres gouvernements? Est-ce que l'Acte de l'Amérique britannique ne donne pas une juridiction concurrente aux provinces et à Ottawa dans ce domaine?

Il (M. Bédard) réclame la création d'un office provincial de l'immigration comme il en existe un dans la province voisine, l'Ontario, depuis la fin de la guerre. Occupons-nous, dit-il, de nos affaires de façon pratique.

Le député de Québec critique le mauvais état des routes de son comté, moins bonnes dans certains coins populeux que des routes de colonisation.

Un éminent sociologue, dit-il, et qui est aussi ministre de l'Agriculture (il s'agit de l'honorable M. Barré) s'est élevé contre la manie de réclamer de grosses écoles, de vastes hôpitaux, de spacieuses églises. La Russie a eu cela; l'Espagne aussi. Mais où cela a-t-il conduit ces deux pays?

Le gouvernement donne de généreux octrois pour la construction de ces écoles, de ces hôpitaux, de ces églises; mais d'où provient l'argent sinon de la poche des agriculteurs, des ouvriers? Il leur en reviendrait davantage si la province était mieux administrée. Le but des octrois est d'enrichir quelques favoris qui travailleront à maintenir le gouvernement au pouvoir.

Le gouvernement ne donne ces octrois que par versements annuels et c'est encore les commissions scolaires qui en souffrent, car alors elles doivent payer encore l'intérêt. Bref, il faudrait donner un peu moins pour la construction des écoles et un peu plus pour l'enseignement lui-même et les professeurs.

Il (M. Bédard) termine en promettant de lutter sans relâche pour la justice sociale et la justice tout court.

M. Poirier (Bellechasse) félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) de son discours sur le budget et loue l'œuvre de l'Union nationale dans tous les ministères, insistant sur celui de la Santé et rappelant que l'on doit à l'Union nationale d'avoir, en 1936, institué un ministère de la Santé. Le gouvernement actuel, dit-il, a couvert la province d'hôpitaux, de sanatoria, de cliniques et il consacre à la santé, notre principale richesse, des sommes gigantesques. Avant 1936, les libéraux avaient négligé la santé publique. En 1950, il y avait dans la province 65 unités sanitaires et 46 cliniques dentaires.

M. Poirier (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Saguenay (M. Ouellet), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 11 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1953-1954 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Poirier (Bellechasse) félicite le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) pour avoir réorganisé, depuis 1936, les unités sanitaires de la province, pour avoir intensifié la lutte contre la tuberculose, la mortalité infantile et les autres maladies contagieuses. Le ministre fait une lutte sans merci à la maladie par le dépistage, par l'immunisation, par la propagande sous toutes ses formes.

Cette campagne a produit des résultats tangibles. Les épidémies de maladies infantiles sont à peu près disparues. La mortalité est en régression. La population comprend mieux que jamais l'importance de l'hygiène et vit en meilleure santé, ainsi que l'établit l'amélioration constante de nos statistiques démographiques.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie)¹: Le gouvernement actuel a perçu plus de taxes en huit ans que tous les autres gouvernements depuis la Confédération. Cependant, ces revenus ne lui ont pas suffi.

Malgré tous les détours du ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon), le dernier budget provincial affiche un déficit de \$39,000,000, résultat de dépenses de \$319,672,000, soit \$60,000,000 de plus que le gouvernement ne s'était fait voter; seules des recettes plus élevées que prévues ont empêché un déficit encore plus considérable.

Au chef de l'opposition (M. Marler), qui a fait un discours sérieux, fouillé, les ministériels n'ont pas répondu et aucun ne peut nier qu'il y ait un déficit de \$39,000,000. L'Union nationale, depuis huit ans, a plus taxé que tous les gouvernements précédents depuis la Confédération et il faut quand même avoir un déficit.

Devant cet état de choses, la province est inquiète et l'opinion, qui a changé, continue de changer depuis le 16 juillet, parce que l'Union nationale dépense trop. Ce déficit, le ministre des Finances s'est bien gardé de nous en parler. Pour lui, il s'agit d'un simple écart. Pour mieux masquer le déficit, il a bourré son discours de découpures de journaux. Le ministre des Finances est devenu un spécialiste de découpures de journaux; il doit avoir le plus gros "scrapbook" depuis la Confédération.

Et il manie l'encensoir à tour de bras. À l'entendre, le chef de l'Union nationale est devenu le nombril du monde entier, le sauveur de toutes les démocraties. De tous les coins du globe, on aurait les yeux fixés sur la province de Québec, à cause du chef de l'Union nationale.

Après le discours sérieux du chef de l'opposition, le ministre du Commerce et de l'Industrie (l'honorable M. Beaulieu) a accusé le

chef de l'opposition d'avoir voulu jeter du discrédit sur la province de Québec, quand, M. l'Orateur, les règlements de la Chambre défendent de prêter des intentions malhonnêtes aux autres. Le ministre a dit que le nombre des libéraux diminuait dans son comté? Sa majorité a baissé de 3,948 à 2,772 aux dernières élections! Il y avait huit députés ici et il y en a 22 aujourd'hui.

Et il y en aurait davantage si nous avions pu lutter à chances égales; nous, nous n'avions pas de budget à défoncer, de caisses électorales alimentées par des millionnaires, nous nous battions \$1 contre \$300. Ces gens parlent de démagogie? Le ministre du Commerce est venu ouvrir la campagne de mon adversaire dans mon comté et j'assistais à l'assemblée. En commençant, savez-vous ce qu'il a dit? "Permettez-moi de prendre un verre d'eau, dans l'Union nationale, on ne prend pas de whisky!"

Un député ministériel: C'est petit.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): C'est petit, mais c'est le ministre qui a dit ça, le même qui n'a pas nié hier que nous avons un déficit de \$39,000,000. C'est le même ministre qui est allé à Trois-Rivières, et ailleurs, passer l'encensoir devant le premier ministre; comme il l'a fait hier, alors que le premier ministre disait oui de la tête. Avant, nous avons vu le ministre des Finances passer lui aussi l'encensoir devant le "cheuf".

Le ministre des Finances nous a aussi parlé du *Star*. Il regarde dans le *Star* quand ça fait son affaire; quand ça ne la fait pas, il regarde ailleurs. Le 5 avril 1945, dans un discours prononcé ici même, il disait du même journal: "Les années font radoter les gens de cette feuille." Aujourd'hui le *Star* lui rend hommage, c'est devenu une grande feuille, une feuille qui sauve l'Union nationale.

Je ne citerai pas *Le Devoir*. On en a déjà parlé. Mais je dirai que ce journal avait raison de critiquer la politique financière du gouvernement. Le ministre du Commerce a pu inviter le chef de l'opposition à suivre des cours de comptabilité; même s'il n'est pas comptable, je voudrais bien le voir prendre un concours avec le chef de l'opposition! Mais là où le ministre a eu raison, c'est quand il a dit que le premier ministre est un homme fort qui sait ce qu'il veut. Tout le monde sait ça. Mais il faiblit dans l'opinion publique, on se rend compte d'avoir été trompé.

On a dit: Nommez-moi une taxe qui n'a pas été augmentée? Que faites-vous de la taxe de vente de 2 % qui est passée à 5 %? Cette même taxe que le

premier ministre disait, le 10 juillet 1944, à Trois-Rivières: "Je veux abolir cette taxe qui s'attaque aux pauvres."

À la Malbaie, il a dit: "Un vote pour Leclerc est un vote pour la taxe de vente." Est-ce que c'est sérieux ça, est-ce que c'est de la démagogie? Or, non seulement il ne l'a pas abolie, mais au lieu de 2 %, on paye aujourd'hui 5 % partout.

Parlons de la taxe de la gasoline, qui est de 13 cents au Québec et de 10 cents en Ontario. Une licence d'auto, à pesanteur égale, coûte \$21, ici, et \$10 en Ontario.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous devriez retourner à l'école.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre peut m'interrompre; je sais aussi qu'il a un microphone dans son bureau, mais ça ne fait rien. J'ai un mandat de mes électeurs et je vais le remplir. Et je ne demande pas de bourse au ministre de la Jeunesse.

Je veux aussi parler d'Ottawa. Je suis citoyen canadien. Mais je suis député à Québec. Aussitôt qu'il y a quelque chose qui fait mal à l'Union nationale, un petit coin chatouilleux, ils ne savent plus quoi dire et ils crient: Ottawa! L'Union nationale souffre d'Ottawamanie. Si Ottawa n'existait pas, il faudrait l'inventer pour servir l'Union nationale.

J'ai un mandat provincial. Quand il s'agira de juger Ottawa, la petite équipe de l'Union nationale pourra aller aider le colonel Drew et le ministre du Travail pourra répéter que M. Drew est son chef. Mais aujourd'hui, il s'agit des affaires de Québec. J'aime mieux me battre contre le premier ministre que contre M. Drew et je n'ai pas peur.

Ces gens veulent faire croire qu'avant le premier ministre actuel, c'était le désert. Pas de routes, pas de ponts, rien. Oui, il y avait des ponts, mais ils ne tombaient pas. On me parlera du pont de Québec; il est tombé tandis qu'il était en construction, tandis que le pont de Trois-Rivières avait été ouvert à la circulation; le premier ministre avait même dit qu'il était solide et droit comme l'Union nationale. Quand il s'est produit des fissures, quand on l'a averti du danger, le gouvernement a bouché les fissures et a laissé faire.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Puis-je poser une question au député?

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Non, parce que chaque fois que j'en pose une, on ne me

répond pas. Je serai prêt à le permettre quand on me fera la même chose. Et à propos de routes, je dirai qu'elles craquent partout dans les comtés qui n'ont pas voté bleu.

S'il n'y avait rien avant l'Union nationale, s'il n'y avait pas d'écoles, où le premier ministre, le ministre de la Jeunesse ont-ils pris leur belle éducation et leurs brillantes connaissances?

Le député de Chambly (M. Roche) a parlé, ce matin, d'une loi de l'Union nationale contre les revues obscènes et il a fait voir les faits à la manière de l'Union nationale. C'est vrai aussi que le comité d'action catholique de Montréal a félicité le gouvernement; j'ai aussi très confiance dans ce comité. Mais je dirai que s'ils savaient comment les choses se passent, ils auraient peut-être changé d'idée.

Voici un document que je m'engage à faire parvenir au comité d'action catholique. Voici une revue parue en juillet dernier, le *True Crime Cases*, un des magazines les plus dégoûtants et les plus sales qui soient. Qui écrit dans ça, M. l'Orateur? Hilaire Beaugard, le chef de la police provinciale! S'il avait vu une partie des saletés que contient ce magazine, le député de Chambly n'aurait pas parlé aussi fortement. La loi qu'il a vantée, violée par celui-là même qui est chargé de diriger la police provinciale et de faire respecter la loi! Et pendant ce temps, le premier ministre parle de Jarguilles par-ci, de Simard par-là. Qu'il prenne donc Beaugard et qu'il le mette à la porte de la police provinciale.

On voit, dans ce magazine, la photo d'Hilaire Beaugard. À côté, le portrait d'une femme qui n'a pas l'air d'une enfant de Marie, une gravure qui n'a rien d'édifiant. Sous un gouvernement catholique comme celui que nous avons, un chef de Sûreté provinciale collabore à des revues obscènes! Et c'est lui qui doit faire respecter la loi, lui qui la viole. Comment se fait-il que le chef de la Sûreté provinciale, chargé de faire observer les lois, donne sa collaboration à une revue qui met en danger la morale publique?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cessez de faire de la propagande pour la revue.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Oui et parlez-nous de Jarguilles. L'Union nationale est un fléau pour la province. Je dirai au ministre du Commerce qui s'offense de nos propos qu'à la dernière campagne électorale, il est descendu dans la vie privée des gens. Nous n'avons pas fait ça et nous ne le ferons pas. Mais si on le faisait, vous frapperiez

des surprises. On essaie constamment de m'interrompre, parce que je dis la vérité. C'est le même Hilaire Beaugard qui faisait intimider les gens dans mon comté par sa police aux dernières élections.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Pas sérieux.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ce n'est pas sérieux de s'attaquer à la vie privée des gens comme le ministre l'a fait. Tout ce qu'on entend, quand nous parlons, ce sont les remarques: "Enfantin", "pas sérieux", "ridicule", etc.

Il (M. Dupuis) veut de nouveau parler de M. Beaugard.

M. l'Orateur: Le député n'a pas le droit, selon les règlements, de s'attaquer aussi longuement à une personne absente de la Chambre, qui ne peut se défendre. S'il y avait eu motion...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Quand on attaque les Simard, ils ne sont pas présents.

M. l'Orateur: Le député peut en appeler de ma décision.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je n'en appellerai pas, le peuple jugera!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça fait deux ou trois fois que le député critique vos décisions, je demande qu'il soit rappelé à l'ordre.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur...

M. l'Orateur: L'incident est clos.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je voudrais bien que toute la population de la province puisse voir comment les choses se passent ici. Est-ce que je dérange le ministre du Travail?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ça m'amuse.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Mais ça n'amuse pas les gens, des déficits de \$39,000,000.

Il (M. Dupuis) réclame une augmentation des salaires payés dans l'administration provinciale.

Je termine en disant que, si une élection avait lieu aujourd'hui dans Outremont, M. Lapalme serait

élu par une grande majorité. Là nous nous rencontrerons devant le public; nous ne serons pas hors d'ordre mais dans l'ordre. Pas ridicules mais sérieux.

M. Lizotte (L'Islet): Le député de Sainte-Marie (M. Dupuis) a dit que l'opinion est changée dans la province. En effet, cette opinion a varié et, si des élections nouvelles avaient lieu maintenant, le gouvernement reviendrait au pouvoir plus fort que jamais.

Il (M. Lizotte) rend hommage au chef parlementaire de l'opposition (M. Marler). Il reconnaît sa probité, sa loyauté et sa gentillesse. Si de nouvelles élections étaient déclenchées, dit-il, l'opposition pourrait tout au plus faire élire le chef de l'opposition (M. Marler), le seul et unique chef qui a du bon sens, chez les rouges.

Relevant la remarque d'un député de la gauche, qui avait parlé de députés silencieux dans l'Union nationale, il (M. Lizotte) déclare avec humour qu'il avait appris dans sa jeunesse, de maîtresses d'écoles payées \$125 par année par les libéraux, que nous avions deux oreilles pour écouter deux fois et une langue pour parler une fois.

À ceux qui parlent d'Ottawamanie, dit-il, cette maladie n'existe que chez les libéraux. L'opposition libérale tente durant la session de se dégager d'Ottawa, mais elle n'a pas essayé de le faire durant l'élection puisque, dans tous les comtés, les députés fédéraux ont fait la lutte libérale provinciale l'été dernier. Il a été facile de s'en rendre compte en voyant les députés libéraux fédéraux multiplier les promesses de toutes sortes. À la prochaine élection générale fédérale, le Parti libéral canadien sera fortement ébréché.

Parlant des salaires, il (M. Lizotte) dit que l'opposition avait raison de soutenir que certains employés fédéraux sont mieux payés que ceux de Québec. Avec les revenus que le fédéral nous enlève, affirme-t-il, il peut payer de meilleurs salaires à ses amis. On en est rendu à payer les chevaux dans les écuries. Il (M. Lizotte) rappelle les témoignages que les évêques ont rendus au premier ministre de la province et la lutte que l'Union nationale a entreprise pour la santé du peuple.

Sous les régimes libéraux, dit-il la mortalité infantile était à son plus haut point. Mais après la fondation du ministère de la Santé par l'Union nationale, la situation a changé. La lutte à la tuberculose, aux maladies mentales et aux maladies vénériennes a été organisée avec le résultat que l'on sait. Il (M. Lizotte) note également l'établissement d'un laboratoire d'hygiène industrielle, l'organisation

d'une école d'hygiène, d'un institut de microbiologie qui fabrique les vaccins, etc.

Autrefois, dit-il, quand un enfant était atteint de diphtérie, un employé du gouvernement venait mettre la maison en quarantaine, en clouant sur la façade une guenille que j'appellerai un drapeau de mort. Nous avons fait disparaître la guenille qui affolait les populations. Dans ces maisons autrefois en quarantaine, nous avons fait entrer les médecins et les gardes-malades, avec tous les secours nécessaires. Parfois, on semble surpris que j'aie battu M. Godbout, ancien premier ministre. Je n'ai pas battu M. Godbout. J'ai tout simplement prêché la politique sage et progressive de l'Union nationale et j'ai bénéficié de la revanche des berceaux.

Ne cherchez pas la raison de nos succès dans notre éloquence, mais plutôt dans le bien que nous avons fait.

M. Lemieux (Wolfe): Le discours du ministre des Finances a été le premier coup de canon de la campagne fédérale et il décèle, dit-il, la future alliance de l'Union nationale avec les bleus d'Ottawa.

Les unités sanitaires dont l'Union nationale fait état sont une œuvre du Parti libéral. C'est également une administration libérale qui a répandu le vaccin contre la variole et l'a rendu obligatoire. On reproche au Parti libéral de n'avoir pas employé certains remèdes contre la diphtérie et la tuberculose, mais ces remèdes n'étaient pas encore inventés du temps des libéraux. La médecine a fait de grands progrès en ces dernières années et le gouvernement actuel ne fait que son devoir, comme celui qui l'a précédé, en profitant des découvertes modernes pour améliorer la santé.

La voirie du comté de Wolfe, que j'ai l'honneur de représenter, a été faite entièrement par le Parti libéral, alors que le budget provincial n'était encore que de \$33,000,000 par année.

C'est également le Parti libéral uniquement qui a fait la colonisation dans le comté de Wolfe, et tout ce que l'Union nationale a fait n'a été que de concéder des lots à des gens qui n'avaient pas l'intention de faire de la colonisation et qui se contentaient de piller le bois pour ensuite passer à un autre lot.

On a parlé tout à l'heure des chevaux de Petawawa. Mais, dans mon comté, il y avait des enfants de 12 ans qui étaient sur les listes de paye et il y avait des femmes qui travaillaient au fanal sur les routes.

Il (M. Lemieux) accuse l'Union nationale d'avoir fait de la politique avec le prêt agricole.

Traitant ensuite de justice sociale, il reproche à l'Union nationale de faire croire aux gens que les pensions de vieillesse sont uniquement son œuvre, alors que les pensions sont payées en totalité par Ottawa au-dessus de 70 ans et à parts égales par les deux gouvernements de 65 à 70 ans.

Il réclame l'augmentation des pensions aux mères nécessiteuses et dit que les règlements devraient être élargis, de façon à favoriser les veuves qui sont dans le besoin, même lorsqu'elles n'ont pas d'enfants en bas âge. Il reproche au gouvernement d'avoir fait de l'intimidation et d'avoir voulu faire signer un faux document à une veuve de son comté après qu'il eut parlé de son cas lors du débat sur l'adresse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) observe qu'il s'agit là d'un roman et qu'il pourra donner tous les renseignements à la Chambre lors de l'étude de ses crédits.

M. Lemieux (Wolfe): Le roman, si c'en est un, finit bien puisque la veuve en question convolera bientôt. Il (M. Lemieux) réclame aussi la pension pour les infirmes. Parlant des familles nombreuses qui ont de la difficulté à vivre, le député de Wolfe déclare: Vous le savez M. l'Orateur, vous êtes marié et vous avez eu des enfants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pas lui qui les a eus, c'est sa femme.

M. Lemieux (Wolfe): Tout ce que nous avons du côté du gouvernement, ce sont des sarcasmes et des farces. Le gouvernement a \$300,000,000 à sa disposition et il peut facilement aider les infirmes, cette classe de déshérités. Pour ma part, je reviendrai à la charge aussi longtemps qu'on n'aura pas comblé cette injustice sociale.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Prévost), que le débat soit maintenant ajourné. Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 204 concernant la Compagnie de Jésus;
- bill 215 concernant La Mutuelle des employés de la Compagnie autobus & taxis limitée;
- bill 217 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Jacques Chalouh à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec;
- bill 228 concernant la juridiction des tribunaux du district de Roberval.

Dépôt de documents:

Ministère de la Santé, rapport 1951

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre le huitième rapport du ministère de la Santé, pour l'année 1951. (Document de session no 42)

Commission des eaux courantes

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le quarante et unième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, pour l'année 1952. (Document de session no 43)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTE

1. M. Dupuis a parlé pendant une heure, selon *L'Action catholique* du 12 février 1953, à la page 3.

Première séance du jeudi 12 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:
- bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

Projets de loi:

**Loi des pouvoirs spéciaux
des corporations**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Les services d'utilité publique ne fourniront plus au bureau d'enregistrement qu'une description générale des lignes et canalisations, parce que les formalités à remplir jusqu'ici étaient par trop gênantes pour tout le monde, surtout pour les cultivateurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) déclare n'avoir aucune objection à la loi, mais il demande au gouvernement de conserver l'obligation d'enregistrer ces droits de passage au moins d'une manière générale. Il approuve le changement général en rappelant que l'ancienne formule exigeait des pages et des pages de description et que cela coûtait fort cher. Cette loi est une simplification de la procédure, dit-il.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Ville de Saint-Joseph-d'Alma
et ville de Riverbend**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 concernant la ville de Saint-Joseph-d'Alma et la ville de Riverbend.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La situation créée par l'état de fait actuel est intolérable, car Riverbend n'a que 281 personnes de population pendant qu'il y en a 8,000 à Saint-Joseph d'Alma, qui fournit les ouvriers requis par les moulins de la compagnie Price Brothers à Riverbend.

Il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il n'est pas favorable à l'annexion parce qu'un mariage forcé ne donne jamais de bons résultats.

Le bill, suivant l'entente intervenue au comité des bills publics, impose à la ville de Riverbend l'obligation de payer chaque année, avant le 2 juillet, à compter de 1953, une somme de \$37,000 pendant 20 ans, afin de payer les frais de l'emprunt qui sera lancé par Saint-Joseph d'Alma pour la construction d'un système d'aqueduc et d'égout. Avec cette garantie, les obligations de Saint-Joseph se vendront mieux.

Une autre clause du bill est incluse dans le bill pour défendre à la ville de Riverbend de tenter de se rembourser en imposant une taxe aux ouvriers qui vont travailler au moulin de Price Brothers.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Des conditions particulières justifient les mesures qui

sont prises aujourd'hui. La situation actuelle est une grave injustice pour Saint-Joseph d'Alma.

Les articles 1 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 après l'avoir amendé¹.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 concernant la corporation Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci ont des biens à Montréal, et le projet de loi vise à céder ces biens à l'Ordre hospitalier des Frères de Saint-Jean-de-Dieu. Son Éminence le cardinal Léger considère qu'il vaut mieux que tout appartienne aux Frères.

Le gouvernement a consacré \$500,000 à l'œuvre et, sur une autre somme de \$200,000, le gouvernement a encore quelques versements annuels à faire. La cession des biens doit se faire à l'amiable. Le bill doit donner au gouvernement de la province, à la communauté de l'Ordre hospitalier des Frères de Saint-Jean-de-Dieu et les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci la possibilité de conclure une entente.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) déclare n'avoir aucune objection à la cession des biens des Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci à l'Ordre hospitalier, mais il s'objecte au fait que le texte ne parle que de l'actif des Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci. On ne semble pas penser au passif. Si l'on ne pense pas au passif, que deviendront les créanciers après la cession, demande-t-il?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une œuvre philanthropique. Rien ne se fera avant le paiement des dettes, s'il y en a. L'entente devra y pourvoir.

Adopté. Le bill lu une deuxième fois et est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1953-1954 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 11 février courant sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) félicite d'abord le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) pour son exposé de la semaine dernière. Il (M. Hanley) dit que les finances de la province sont en bonne posture et que les progrès sont constants. Ces bonnes finances ont reçu la cote A-1 des institutions financières américaines. La situation financière du Québec reçoit une cote élevée en raison de sa faible dette et de l'exploitation de ses ressources naturelles. Les ressources naturelles donnent un rendement annuel de \$30,000,000 par année, comparativement à \$4,000,000 quelques années auparavant.

Il est encourageant, dit-il, de constater que le tiers du budget de la province est employé à construire des hôpitaux, des écoles, pour les lois sociales. Les citoyens de Montréal ont appris avec plaisir que le gouvernement provincial construira un hôpital de 1,200 lits pour malades mentaux.

Je me proposais de ne prononcer qu'un discours très court. Je dois modifier cette décision pour prendre la défense de la ville de Montréal, dont la réputation a été injustement attaquée par un député libéral, le député de Richmond (M. Lafrance). Je regrette infiniment que le député ait déclaré que la ville de Montréal était immorale.

M. Lafrance (Richmond): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais déclaré que Montréal était une ville immorale; je demande au député de retirer ses paroles.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Le député a déclaré que l'immoralité florissait à Montréal, à Québec et à Richmond.

M. Lafrance (Richmond): C'est faux. Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit qu'il existait des ligues de moralité à Montréal, Québec et Drummondville et qu'il devrait y en avoir ailleurs.

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Sainte-Anne est obligé de prendre la parole du député de Richmond.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je n'ai pas d'objection. Je dirai alors qu'il est regrettable qu'un Canadien français catholique puisse déclarer que les gens de la province de Québec sont des alcooliques.

M. Lafrance (Richmond): C'est faux, je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député respecte les règlements. Qu'il soit poli même s'il a de la misère à l'être. Le député de Sainte-Anne n'a nommé aucun nom. Il n'a pas parlé spécifiquement de lui. Il a le droit de se plaindre de ceux qui jettent du discrédit sur la province. Si le député de Richmond se sent visé, c'est probablement qu'il a des remords. Le député de Sainte-Anne a le droit de dénoncer ceux qui font des remarques désobligeantes au sujet de la population du Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le point d'ordre est justifié. Il est évident que le député de Saint-Anne visait mon collègue. Au début de son discours, il a parlé du député de Richmond et c'est évidemment à lui qu'il s'adressait tantôt.

M. l'Orateur: Le député de Richmond a déclaré qu'il n'avait pas prononcé les mots que lui

reproche le député de Sainte-Anne, que les Canadiens français étaient alcooliques, et le député de Sainte-Anne est obligé de prendre sa parole. Mais il peut dénoncer ceux qui disent de telles choses.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Plus loin dans son discours, le député de Richmond a dit que le peuple du Québec était pire que des communistes.

M. Lafrance (Richmond): Point d'ordre. Il y a toujours un bout. Je n'ai jamais dit cela. Je n'ai jamais déclaré que le peuple du Québec était pire que des communistes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de Richmond, qui s'est fait sortir de la Chambre et pour cause, d'être respectueux des règlements. Ce n'est pas cela que le député de Sainte-Anne a dit. Il a dit que des gens affirmaient que le peuple de Québec...

M. Goulet (Témiscamingue): Voyons, tout le monde a entendu Richmond.

Des députés de l'opposition: Voyons! Voyons!

M. l'Orateur: Le député de Richmond dit qu'il n'a pas dit que les Québécois sont pires que les communistes. Le député de Sainte-Anne doit prendre la parole du député de Richmond.

M. Lafrance (Richmond): Je demande également que le premier ministre retire ses paroles, car je n'ai pas prononcé une seule fois le mot communiste dans mon discours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député devrait se rappeler de ce qu'il dit.

M. l'Orateur: Que le député de Sainte-Anne continue son discours.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Le député a dit que la menace numéro 1, dans la province, c'était l'alcoolisme.

(Applaudissements à gauche)

Le député de Richmond a peu de mémoire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Voilà trois fois, M. l'Orateur, que vous rappelez le député à l'ordre. Je lui demande de respecter vos décisions et de prendre la parole du député de Richmond.

M. l'Orateur intervient et demande au député de poursuivre son discours dans l'ordre.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) retire ses paroles. On ne devrait pas, dit-il, critiquer notre province, mais tenter au contraire de lui faire une bonne publicité en mettant en valeur ce qu'elle a de beau et de bien. Nous devrions en être fiers. J'affirme que la ville de Montréal et la province de Québec sont les plus propres au monde.

Au sujet de l'alcool, je dois dire que nos lois sont meilleures que celles de toutes les autres provinces. Au jour de l'An, les bars ont fermé à 4 heures du matin en Ontario et sont restés ouverts toute la nuit aux États-Unis. Ici, au Québec, tout a fermé à minuit, grâce à l'intervention du premier ministre.

Il existe à Montréal une Ligue de moralité publique, ou de moralité "politique", je ne sais trop, mais j'affirme que la province doit être menée sur une base d'affaires. Nous administrons une province. Nous serions en peine de trouver des millions pour construire des écoles, des hôpitaux, des ponts, etc., si nous n'avions pas les \$32,000,000 que l'alcool rapporte chaque année à la province.

M. Lafrance (Richmond): C'est une honte.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Qu'on me trouve une autre source de revenu pour remplacer ça et donner \$32,000,000. Nous avons besoin de cet argent pour bâtir des institutions sans augmenter les taxes.

La province est satisfaite de la façon dont vont les choses actuellement. Jamais je n'entends de critique sur la métropole. Il faut venir à l'Assemblée législative pour entendre critiquer la métropole comme cela vient de se faire. Nous avons dépensé des millions de dollars en publicité pour faire de Montréal un grand centre touristique, en faire la première ville touristique d'Amérique, et aujourd'hui les visiteurs contribuent pour une large part au bien-être de la province. Il n'est pas juste qu'on vienne la critiquer sans représenter les faits.

M. Cournoyer (Richelieu): Pax².

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): J'ai l'intention de poursuivre ma carrière politique aussi proprement que je l'ai fait jusqu'ici.

(Rires à gauche)

Il dit à la Chambre que certains députés rient lorsqu'ils se lèvent pour parler ou pour voter et qu'ils

semblaient tester son indépendance. Il dit qu'il est tout aussi indépendant que le premier ministre Louis Saint-Laurent qui a jugé bon de féliciter le gouvernement de la province pour l'exploitation judicieuse de ses ressources naturelles.

(Rires à gauche)

Je ne veux pas faire de personnalités comme le député de Sainte-Marie (M. Dupuis), qui, hier, s'est attaqué à M. Hilaire Beauregard, chef de la police provinciale. Il reproche au député de Montréal-Sainte-Marie de l'avoir attaqué pour avoir écrit un article dans une revue obscène. M. Beauregard, dit-il, a simplement permis, par courtoisie, à un journaliste d'écrire deux articles racontant des crimes qui se sont passés dans la province et dont les responsables ont été punis. Il ne savait pas ce qu'il y avait d'autre dans cette revue.

Mais on ne parle pas de tous les crimes dont la police provinciale triomphe, des cas de meurtre, des hold-up, etc., qui sont réglés. Je trouve déraisonnable et injuste qu'un député attaque ainsi la réputation d'un homme honnête et travailleur. On aurait mieux fait de rappeler tout ce que la Sûreté provinciale a pu faire de bien dans le passé, car c'est une des meilleures polices au monde. Il fait le même compliment à la police de Montréal.

Il aurait été préférable que le député de Sainte-Marie se souvienne que la police provinciale a traité plus de 10,000 plaintes pendant l'année, qu'elle a enquêté sur 103 décès, dont 18 meurtres, qu'elle a enquêté un total de 159 braquages, 59 vols de coffres-forts, 19 vols à main armée et a résolu le cas de la bombe à retardement de Sault-au-Cochon qui a fait 23 morts. Tout ceci s'avère être un record dans l'hémisphère occidental.

Il dit qu'il ne va jamais attaquer des personnalités. Ce n'est pas mon genre, ce n'est pas ma politique, dit-il.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le discours du ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a causé une déception générale. Alors que les revenus ont considérablement augmenté partout, le gouvernement ne juge pas bon d'alléger les charges du contribuable. Tout au contraire: il taxe, surtaxe et retaxe.

Depuis 1945, contrairement à ce qu'affirme le ministre des Finances, les taxes ont été augmentées partout: taxe sur la bière portée de 5.5 cents à 14 cents; imposition de 15 cents par corde de bois coupé, etc. Les commentaires favorables publiés dans les journaux l'ont été avant le discours du budget et, par conséquent, avant que la province ne connaisse le déficit de la province.

Le gouvernement devrait montrer plus de vigilance dans l'application de la loi des liqueurs alcooliques. C'est le devoir du gouvernement d'intervenir quand la loi des liqueurs alcooliques est violée et que la morale publique n'est pas respectée. Les évêques n'ont pas fait de politique en disant au procureur général que la loi des liqueurs alcooliques était violée et en lui demandant de faire davantage et de montrer plus de vigilance contre les publications obscènes.

Parmi les taxes du gouvernement, que le député de Montréal-Verdun (M. Ross) estime à 43, il dénonce plus particulièrement la taxe sur les repas et la taxe sur l'huile à chauffage. Il dit qu'il n'a aucune objection à ce que l'on taxe les repas de luxe, mais 60 cents sont à peine suffisants pour manger convenablement aujourd'hui. À l'heure actuelle, dit-il, un repas de 60 cents est un repas de première nécessité et une taxe sur un tel repas peut être considérée comme odieuse et vexatoire.

Quant à la taxe sur l'huile à chauffage, la plus grande partie de la population se sert aujourd'hui de ce produit pour se chauffer; le chauffage à l'huile a cessé d'être un luxe et, dans mon comté, qui renferme une population ouvrière très importante, 80 % de gens se chauffent à l'huile. Le gouvernement devrait enlever la taxe, comme le gouvernement libéral en 1942 supprima la taxe sur le bois de chauffage et le charbon. Il n'est pas raisonnable, à l'heure présente, de maintenir la taxe sur l'huile à chauffage, alors qu'elle ne s'applique pas sur le bois et le charbon.

Soulignant ensuite que le gouvernement ontarien paye \$40 de pension aux infirmes, il (M. Ross) demande que le gouvernement du Québec fasse quelque chose en ce sens. Il demande aussi des allocations de maternité et se prononce pour l'amélioration du statut de la femme mariée que notre Code civil maintient toujours comme il l'était en 1867.

Il (M. Ross) suggère l'établissement d'un système de bourses dans l'enseignement secondaire, pour faciliter, à des jeunes gens remplis de talents, le moyen de faire leur cours classique.

Il (M. Ross) voudrait aussi que le gouvernement verse, à même les revenus qu'il retire de la taxe sur l'essence, des allocations aux municipalités pour l'entretien des grandes artères qui les traversent. Il termine par un éloge du chef de l'opposition (M. Marler).

M. Bertrand (Missisquoi): Le député de Verdun prétend que le discours sur le budget du ministre des Finances a causé du désappointement dans la province. Mais *La Patrie*, *Le Soleil*, *La Presse*, le *Herald*, le *Montreal Daily Star* ont

commenté ce discours en soulignant l'excellente situation financière de la province de Québec.

Le député de Verdun a parlé de l'alcoolisme et a rappelé la pétition des évêques. Mais ce n'est pas à l'Union nationale que nous devons les grills dans la province de Québec. Les grills sont la conséquence de la politique du temps de Godbout. C'est certainement à ces grills que la pétition des évêques faisait allusion à la veille des élections de 1948.

Le député de Verdun a parlé de sécurité sociale. Dernièrement, à Saint-Jean, il y a eu une semaine sociale au cours de laquelle on a discuté la question de la sécurité sociale. Les députés libéraux devraient étudier le compte rendu de la Semaine sociale de Saint-Jean. La lecture du compte rendu des discussions montre quelles difficultés présente ce problème de la sécurité sociale.

Quand l'opposition parle de pensions de vieillesse, de pensions des mères nécessiteuses, de pensions pour les infirmes, je me dis: Il faut des législations sociales, mais quel gouvernement a donc donné ces pensions de vieillesse, ces pensions de mères nécessiteuses? Mais c'est le gouvernement actuel, ce gouvernement auquel nous devons la plus grande mesure de la véritable sécurité sociale. Beaucoup craignent l'intervention de plus en plus envahissante de l'État. Ils craignent que la personne humaine ne soit ainsi écrasée sous un paternalisme incompatible avec les libertés essentielles.

Si on nous remettait les droits de taxation qui nous sont nécessaires, pour exercer intégralement tous nos droits, je suis sûr que ce même gouvernement n'hésiterait pas à établir aussi une pension aux invalides. Les municipalités recevraient aussi une part plus importante des impôts si la province pouvait récupérer toutes les sources de revenus qui lui appartiennent.

En réponse aux propositions du député de Verdun sur l'enseignement et les bourses, il (M. Bertrand) note qu'il serait malséant de toujours compter sur des bourses. Autrefois, dit-il, il n'y avait pas de bourses; c'était au prix de sacrifices et d'économies que les parents canadiens faisaient instruire leurs enfants. Il (M. Bertrand) fait l'éloge de son père, télégraphiste de Saint-Agathe-des-Monts, et de sa mère qui, malgré des revenus modestes, l'ont fait même instruire.

Est-ce à dire que l'État ne doit pas aider les étudiants? Non. Et l'État en pratique les aide. Les bourses distribuées chaque année en sont un témoignage.

Lors de la dernière campagne électorale, on a essayé de soulever les ouvriers contre le gouvernement. On a installé dans une rue d'une ville

de mon comté une affiche où l'on rappelait la grève d'Asbestos avec une tête de mort. Mais les ouvriers sont respectueux des lois chez nous. Ils sont venus me trouver et m'ont dit qu'ils se chargeraient d'enlever cette affiche. C'est ce qu'ils ont fait.

Dans le comté de Missisquoi la situation est excellente. La majorité, grâce à laquelle j'ai été élu en juillet, a été trois fois plus grande que la majorité aux élections précédentes, bien qu'on ait tenté de soulever les ouvriers contre moi. On soutient que les ouvriers sont pour les libéraux. On retrouve, au contraire, en grande majorité, les ouvriers du côté du gouvernement. Les ouvriers savent reconnaître quels sont leurs véritables amis.

Pour montrer que le gouvernement actuel sait aider tout le monde, sans considération partisane, pensons à l'octroi substantiel accordé à la Coopérative des pomiculteurs de Frelighsburg, et ce, à la demande de l'honorable Adélard Godbout qui en est le président. Lors de l'inauguration de l'entrepôt frigorifique construit grâce à cet octroi, M. Godbout a rendu hommage au premier ministre et au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) pour l'intérêt qu'ils portent au développement de l'agriculture dans la province.

Des députés ministériels: Écoutez cela.

M. Bertrand (Missisquoi): M. Godbout est libéral et jusqu'ici personne n'est au courant qu'il ait changé d'allégeance politique. Seulement, le gouvernement est bien au-dessus des politiqueries et se penche sur le bien-être en général. Le gouvernement répond à tous les besoins réels immédiatement. Je pense que c'est un témoignage qu'il vaut la peine de citer.

Les libéraux parlent de dictature. Mais est-ce qu'il y a un endroit où l'on respecte davantage la liberté de la presse, la liberté des professions, la liberté des institutions, la liberté de religion? Est-ce qu'il y a un endroit au monde où le clergé est plus respecté? Pour l'Union nationale, c'est d'ailleurs l'intérêt du peuple qui passe avant l'intérêt du parti.

Le premier ministre est un véritable démocrate. Mais un véritable démocrate doit être exempt de crainte et de faiblesse. Jamais le peuple du Québec, au passé glorieux, ne tolérerait une dictature. Les descendants des patriotes de 1837 n'endureraient jamais une dictature dans la province.

La jeunesse de ma province ne s'agenouille pas devant les hommes; elle sait qu'elle ne doit s'agenouiller que devant Dieu, mais fidèle aux enseignements qu'elle a reçus, elle est respectueuse de l'autorité; elle veut se bien préparer pour assurer

la relève et elle ne demande pas mieux que d'appuyer un chef qu'elle attendait depuis longtemps, le chef du gouvernement.

Pourquoi déprécier notre pays? Ne pourrait-on parler un peu de ses titres de gloire, de ses réalisations, de l'œuvre de ses missionnaires?

M. Montpetit (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Savard), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 12 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 concernant le Grand Séminaire et le Petit Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1953-1954 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon)

proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Montpetit (Maisonneuve) déclare qu'il prend pour thème de son discours la devise "Je me souviens". Il se souvient, dit-il, parce qu'il est difficile d'oublier les jours sombres de la dernière élection générale, surtout de ce qui s'est passé dans son comité général de la rue Ontario, le 16 juillet, à 3 h 30 de l'après-midi. Je savais qu'on doit verser son sang pour ses convictions religieuses, pour la défense de sa patrie, mais je ne savais pas qu'il fallait aussi le verser pour être élu député.

Cela m'est arrivé à moi, ce jour-là quand l'organisation de l'Union nationale a envoyé à mon comité une bande d'assommeurs professionnels qui ont lancé des roches et des bouteilles, ont frappé toutes les personnes qui se trouvaient à mon comité avec des bâtons et des matraques et ont même tiré des coups de revolver. Trois de mes travailleurs ont été blessés gravement et conduits à l'hôpital; moi-même, j'ai été attaqué et blessé.

Cet incident représente, pour le comté de Maisonneuve, le côté sombre de l'élection provinciale. Je me demande si, du côté du gouvernement, on n'a pas honte aujourd'hui d'avoir laissé l'organisation du parti commettre des actes semblables. Pour prouver le bien fondé de ses déclarations, il (M. Montpetit) lit un article paru dans un journal de Montréal et rapportant les faits en question. La terre promise du Québec dont parlait hier le ministre du Commerce n'est pas aussi enviable qu'on le dit. Que vont penser de nous les Américains qui sont passés par la rue Ontario quand les troubles se sont produits? Quand j'ai accepté l'honneur de représenter les miens, je ne savais pas qu'il fallait, pour être élu, commencer par vaincre la pègre. À mon avis, le gouvernement n'aurait jamais dû laisser cette bande de tueurs...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de dire ces choses, de porter de telles accusations au sujet d'un incident malheureux. Il ne donne pas une version exacte des faits. J'ai eu l'occasion, dit-il, de rencontrer le Dr Gatien, depuis le 16 juillet. Le Dr Gatien m'a dit que cette affaire a été montée par les libéraux pour lui faire tort.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. Montpetit (Maisonneuve) demande à l'Orateur s'il peut accuser l'Union nationale en rapport avec cet incident.

M. l'Orateur: Le député de Maisonneuve ne peut accuser les membres du gouvernement d'avoir eu quelque chose à faire dans cet incident.

M. Montpetit (Maisonneuve) demande s'il peut accuser l'organisation du parti de l'Union nationale.

M. l'Orateur refuse au député de Maisonneuve le droit de blâmer l'organisation de l'Union nationale.

M. Montpetit (Maisonneuve) retire ses paroles et dit qu'il s'étonne qu'il n'ait reçu aucune protection de la part de la Sûreté provinciale et de la Sûreté municipale.

C'est normal, dit-il, de s'attendre à la protection de la police provinciale, mais il semble que ce soit une police sur commande, car elle ne sort pas si elle n'a pas reçu des ordres à cet effet. Elle est restée chez elle. Quant à la police municipale, il ne faut pas oublier que le maire de Montréal n'était pas hostile à la politique de l'Union nationale.

Les ministériels parlent beaucoup des évêques et sont toujours prêts à dire qu'ils se soumettent à leurs directives. Il est regrettable qu'ils n'agissent pas comme ils parlent.

Le député "prétendu" de Sainte-Anne (M. Hanley), a laissé entendre que c'était le député de Maisonneuve qui avait organisé la bande d'assommeurs. Je suis prêt à démissionner si l'on peut prouver que j'ai employé des tactiques aussi déloyales. Le député de Sainte-Anne peut-il en faire autant?

M. Fox (Brome)³ vante la parfaite harmonie et la parfaite entente qui existent dans cette Chambre, entre députés de races, de langues et de religions différentes. Cette harmonie et cette entente, dit-il, on peut dire qu'elle est l'œuvre du premier ministre.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre va encore être obligé de faire un acte d'humilité.

M. Fox (Brome): Nous, de langue anglaise, nous sommes en minorité. Mais il me fait plaisir de dire qu'on ne nous traite pas en inférieurs et que nous ne recevons pas que les miettes. Sous le gouvernement de l'Union nationale, nous avons toujours été bien traités. Souvent, nous avons même reçu plus que la majorité. Nulle part ailleurs, au Canada, cette union et cette entente entre les races ne sont un fait aussi accompli.

Il (M. Fox) félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) de son dernier budget, un document, dit-il, dont tout citoyen du Québec peut être fier et qui indique la prospérité de notre province, laquelle a été placée, grâce à l'Union nationale, au premier rang de la Confédération. Il prédit un brillant avenir économique pour la province.

Il (M. Fox) rend ensuite hommage à la compréhension et à la largeur de vues du premier ministre lorsqu'il s'agit d'envisager les problèmes des minorités. Québec, poursuit le député de Brome, est le point de mire. Nous sommes à l'aurore d'un développement sensationnel. Nous devons en remercier la divine Providence, et nous devons reconnaître qu'il fait bon travailler sous un chef tel que le premier ministre actuel de la province.

Le premier ministre verra son nom s'ajouter, dans l'histoire, à ceux des La Fontaine, Cartier et Macdonald à cause de sa fructueuse administration. Il (M. Fox) critique l'opposition pour avoir fait des promesses insensées aux dernières élections, dans son comté, notamment d'un sanatorium. Il signale que le chef de l'opposition (M. Marler) est venu plusieurs fois chasser le renard (fox) dans son comté, mais que le résultat du vote a démontré une majorité accrue pour le candidat de l'Union nationale.

Nous sommes convaincus, dit-il, que la main de Dieu nous guide dans notre travail. Ce ne sont pas les phrases creuses d'une opposition plus en mal de pouvoir que désireuse de servir le peuple qui nous feront dévier de notre route. En terminant, Il félicite le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) de sa lutte contre les centralisateurs d'Ottawa.

Le débat est suspendu.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

34 Loi modifiant la loi électorale de Québec;

37 Loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels;

45 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;

116 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;

124 Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;

133 Loi pour donner à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence un titre de propriété définitif et absolu à l'immeuble qu'elle occupe actuellement comme maison d'enseignement à Saint-Vincent-de-Paul;

138 Loi concernant la ville de Val-d'Or;

144 Loi concernant la ville de Baie-Comeau;

151 Loi concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne;

163 Loi concernant la municipalité du village de Pointe-Calumet;

169 Loi modifiant la charte de la cité de Lauzon;

173 Loi constituant en corporation la Montreal & James Bay Railway Company;

201 Loi concernant les commissions scolaires de Val-d'Or, de Bourlamaque et de Malartic, dans le comté d'Abitibi-Est;

204 Loi concernant la Compagnie de Jésus;

208 Loi accordant à la corporation de l'Étang-du-Nord et la corporation du village de Cap-aux-Meules, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage;

212 Loi autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente;

213 Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec;

215 Loi concernant La Mutuelle des employés de la Compagnie autobus & taxis limitée;

216 Loi concernant la ville d'Isle-Maligne;

217 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Jacques Chalouh à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec;

228 Loi concernant la juridiction des tribunaux du district de Roberval.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Voies et moyens:

**Débat sur le budget
1953-1954 (suite)**

La Chambre reprend le débat suspendu au cours de la présente séance sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Goulet (Témiscamingue) parle d'abord de voirie et déclare que plusieurs routes importantes de son comté devraient être aménagées ou terminées dans le plus court délai possible. Il cite en particulier la route Belleterre qui, si elle était parachevée pour rejoindre celle de Senneterre à Mont-Laurier, permettrait de sauver 100 milles de distance entre le Témiscamingue et la ville de Montréal. Actuellement, dit-il, les gens du Témiscamingue sont obligés de faire affaire avec la province d'Ontario.

Aujourd'hui, parce que le réseau routier du nord-ouest de la province est incomplet, tout le commerce de cette partie du Québec profite uniquement à l'Ontario. La route de Belleterre fut promise dès 1944. En 1952, des arpenteurs sont venus, et on a planté des baguettes pour faire accroire qu'on allait entreprendre les travaux, mais on n'a rien fait.

Il (M. Goulet) réclame aussi le parachèvement d'un chemin entre Laforce et Belleterre. L'argent a été voté en 1944, dit-il, mais les travaux n'ont été faits qu'en partie et le chemin n'est pas passable.

Un autre chemin serait également nécessaire. C'est celui de Fabre à Témiscamingue. Ce tronçon de chemin fait partie de la route 46. Des contrats ont été accordés en 1944, puis résiliés.

L'Union nationale parle des ponts construits dans les champs. Mais le gouvernement en a construit un dans le bois pour le cacher.

Puis, il (M. Goulet) réclame l'institution d'une pension aux invalides. Il cite à ce sujet une requête des créditistes de son comté, qui réclament cette pension à raison de \$60 par mois. Je suis libéral et j'entends bien le demeurer, mais les créditistes représentent une partie importante de la population et

je crois que leur opinion mérite d'être exprimée en Chambre, même s'ils n'ont pas de député. Je suis d'autant plus à l'aise pour faire part de cette demande qu'elle coïncide avec ce que le Parti libéral a prêché au cours des dernières élections. Il est inhumain et antichrétien de laisser plus longtemps les invalides sans secours dans une province aussi riche.

Il (M. Goulet) reproche ensuite à son adversaire aux dernières élections, l'ancien député de Témiscamingue, M. Nil Larivière, de se servir du patronage du comté pour exercer des vengeances politiques. M. Larivière, affirme le député de Témiscamingue, a dit à la radio que le peu que le comté recevrait durant les quatre prochaines années, parce qu'il avait élu un député libéral, serait distribué par lui parce qu'il avait conservé le patronage.

Le député de Témiscamingue (M. Goulet) lit ensuite une lettre d'un chef du service forestier disant qu'un candidat à un droit de coupe devait obtenir la recommandation de l'ex-député.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que le député produise cette lettre à la Chambre.

M. Goulet (Témiscamingue) dit qu'il la produira.

M. l'Orateur prend note de cette promesse.

M. Goulet (Témiscamingue) demande d'attendre d'en avoir pris copie avant de la produire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député doit la produire immédiatement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Un simple député n'est pas obligé de produire des documents. Les règlements n'obligent que les ministres à la production des documents. Et il (M. Marler) cite le règlement à cet effet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef de l'opposition lise donc le premier article du Règlement qui dit que la Chambre doit suivre l'usage. Or l'usage veut que les documents soient produits en Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'usage s'applique lorsque les règlements ne sont pas formels. Si les règlements ne parlaient pas du dépôt des documents, l'usage s'appliquerait, mais ce n'est pas le cas présentement.

M. l'Orateur: Le cas ne se pose pas. Le député a promis de produire le document; il le produira lorsqu'il aura fini de parler, afin de permettre aux autres députés de l'étudier.

M. Goulet (Témiscamingue): Est-ce que je pourrai en prendre note?

M. l'Orateur: Le député pourra en prendre note.

M. Goulet (Témiscamingue) continue alors la lecture de la lettre de l'ex-député qui disait à un conseil municipal: Le gouvernement n'est pas prêt à favoriser un des rares comtés de la province qui a refusé de lui faire confiance. Ce n'est pas moi, poursuit le député de Témiscamingue (M. Goulet), qui parle de favoritisme, mais l'ex-député de Témiscamingue. Il n'est donc pas surprenant que les électeurs de mon comté ne sachent pas où donner de la tête.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça paraît par le député qu'ils ont élu!

M. Goulet (Témiscamingue): Je regrette cette parole du premier ministre parce que je crois que mes électeurs sont aussi intelligents que les autres. L'ex-député, M. Larivière, a fait injure aux Liges du Sacré-Cœur en écrivant aux Liges qui avaient fait signer une pétition contre l'application de la loi des liqueurs, que les Liges agissaient suivant les plans du Parti libéral et qu'elles faisaient de l'organisation pour le Parti libéral.

Un député à gauche demande ce qu'en pense le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre n'a pas coutume de se battre contre des absents en cette Chambre, comme fait le député de Témiscamingue.

Une voix à gauche: Les Simard?

Les députés de l'opposition: (En chœur) Les Simard! Les Simard! Les Simard!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les Simard sont représentés en Chambre par le député de Richelieu.

M. Goulet (Témiscamingue): L'ex-député Larivière s'est accaparé les plus beaux endroits de

pêche et de chasse pour lui et ses favoris, et il empêche les autres de pénétrer sur les chemins qui conduisent à ces endroits.

M. Larivière a fait démolir un pont, en face de l'église de Lorrainville, après quoi, cette paroisse ayant voté contre lui, il fit transporter la structure du pont ailleurs, de sorte qu'il y a un précipice devant l'église.

Je me demande si c'est par esprit de vengeance que l'ex-député m'a envoyé une lettre sans même l'avoir affranchie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la lettre n'était pas timbrée, le député l'est, lui.

M. Goulet (Témiscamingue): Je ne pensais jamais qu'un premier ministre pouvait faire des déclarations aussi basses à l'égard d'un député.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) invite le député de Témiscamingue à parler d'un octroi de \$400 à l'œuvre des terrains de jeux de la paroisse de Fabre.

M. Goulet (Témiscamingue): Le candidat de l'Union nationale a promis fréquemment de remettre le chèque à cette œuvre qui ne l'a pourtant jamais reçu.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je dois interrompre le député pour rétablir les faits. Le chèque a été fait sur mes instructions au mois de juin et encaissé au mois de septembre. C'est même le beau-frère du député actuel qui l'a endossé.

M. Goulet (Témiscamingue): Le premier ministre a déjà parlé de Judas et Joseph vendus par ses frères et je dirai maintenant que mon beau-frère, Arthur Desrochers, était l'organisateur en chef de l'Union nationale dans le comté de Témiscamingue⁴.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député nie-t-il que son beau-frère a endossé le chèque?

M. Goulet (Témiscamingue): Je n'en sais rien, mais il est peut-être comme les autres membres de l'Union nationale et il l'a peut-être mis dans sa poche.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député veut-il que le gouvernement poursuive son beau-frère?

M. Goulet (Témiscamingue): Certainement. Si c'est un voleur, il mérite d'être traité comme tous les autres voleurs. Il répète que si le chèque a été endossé, l'organisation de jeunesse en question n'a jamais reçu l'argent, parce que la lettre qu'il a en sa possession prouve le contraire.

Il (M. Goulet) dit qu'il pourrait citer plusieurs autres documents pour établir que M. Nil Larivière, le candidat qu'il a battu, a juré de punir le comté pendant quatre ans. Mais j'en ai assez dit pour que le peuple comprenne.

M. Johnson (Bagot) note qu'il occupe le siège de M. Nil Larivière et qu'il croit de son devoir de prendre la défense de l'ancien député de Témiscamingue.

Des députés de l'opposition: Tout de même...

M. Johnson (Bagot): Les électeurs de ce comté regrettent déjà le geste qu'ils ont posé le 16 juillet. Si le député veut le savoir, il n'a qu'à démissionner et à se présenter de nouveau.

Des députés de l'opposition: Tout de même...

M. Goulet (Témiscamingue): Le député de Bagot en a déjà plein son casque de garder son propre siège.

M. Johnson (Bagot): Je remercie le député de Richmond d'avoir rendu hommage à ma famille, originaire de Danville, dit-il, et il déclare que, sur les trois députés qui ont vu le jour à Danville, l'honorable Miquelon, M. Roch Pinard, libéral, et lui-même, un seul a mal tourné. Il (M. Johnson) souligne le fait que le devoir d'un député n'est pas tant de parler que de prendre les intérêts de ses électeurs⁵.

Il (M. Johnson) fait une revue des progrès accomplis dans Bagot, grâce, dit-il, à la politique de l'Union nationale et mentionne qu'un jeune de son comté a remporté le championnat canadien des jeunes éleveurs et qu'un autre a obtenu le record de productivité dans le domaine de la betterave à sucre.

Parlant de la santé publique, il déclare que, dans Bagot, tous les enfants sont vaccinés avec le BCG fourni gratuitement par le gouvernement. Voilà, dit-il, une belle mesure de justice sociale et de protection du capital humain.

Il parle ensuite d'une lettre de M. Jean-Louis Gagnon, publiciste du Parti libéral. Cette lettre, dit-il, laisse clairement entendre qu'après avoir tenté de surprendre la bonne foi des syndicats, ils veulent

maintenant faire du travail actif dans les groupements de l'Union catholique des cultivateurs (UCC), les cercles de fermières et les cercles de jeunes éleveurs.

Le député de Bagot juge excellente la situation financière de la province. Répondant aux libéraux qui réclament la pension aux infirmes, il déclare qu'on exploite cette suggestion dans un but politique uniquement.

La plupart des infirmes de la province, poursuit-il, sont secourus par le gouvernement de l'Union nationale, même s'il n'existe pas de pension proprement dite pour eux. Le gouvernement les aide d'abord au moyen de la loi de l'assistance publique; il les aide grâce à la loi d'assistance aux mères nécessiteuses, car certaines mères reçoivent une pension, même si leur fils a 30 ou 35 ans, quand c'est un infirme; il les aide par ses cliniques de réhabilitation. Le gouvernement les aide encore en versant \$2,000,000 par année au Bureau d'assistance sociale aux familles, à Montréal.

Dès que le gouvernement provincial le pourra, ou dès qu'il rentrera en possession de tous ses revenus, il instituera une pension pour les aveugles.

On reproche aux députés de l'Union nationale de ne pas parler, mais on a tort. Les députés ne sont pas élus principalement pour parler, mais pour rendre service à leurs électeurs.

Les libéraux, au lieu de critiquer continuellement, devraient appuyer l'Union nationale dans les questions constitutionnelles. Le grand problème de l'heure, c'est celui de l'autonomie fiscale, et Ottawa devrait nous remettre au moins la moitié des \$600,000,000 qu'il perçoit chaque année dans la province. C'est \$611,000,000 par année qu'il vient arracher à la province de Québec, sous forme d'impôt sur le revenu, d'impôt sur les corporations et les successions. Cette somme de \$611,000,000, dit-il, représente plus de deux fois le budget de la province. L'opposition, au lieu de se cantonner dans une critique stérile, au lieu de nous reprocher de ne pas faire ceci ou cela, pourquoi ne nous appuie-t-elle pas quand nous réclamons le retour de nos revenus?

Si le fédéral nous remettait seulement la moitié de ces \$600,000,000, quelles réalisations magnifiques nous pourrions faire en paiement de bourses pour nos jeunes, en aide aux universités, en améliorations sociales, en augmentation des pensions aux infirmes, etc., car, l'Union nationale, c'est le premier gouvernement qui a compris les besoins du peuple et a pris des mesures pour remédier à la situation.

Il y a eu une époque où, dans les autres provinces, on considérait le Québec sinon avec

dédain, du moins avec pitié. Les temps ont changé et aujourd'hui notre province fait l'envie de tous. Cette transformation, c'est le gouvernement de l'Union nationale et son chef qui l'ont réalisée. Toutes les provinces admirent l'attitude du premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et comptent sur Québec pour voir se rétablir, au Canada, le véritable sens de la Confédération. Dans cette lutte pour la sauvegarde de nos droits, la province de Québec combat pour l'intérêt du Canada tout entier.

Le premier ministre n'a pas eu recours à une solution facile: il n'a pas employé surtout la solution d'abandon de M. Godbout. Il n'a pas brandi la menace du séparatisme, se contentant de dire que nous ne voulons pas du séparatisme, mais que, s'il le fallait à tout prix, nous irions jusque-là.

Si le gouvernement fédéral persiste dans ses accaparements, on assistera à la disparition des provinces. Il faut à tout prix mettre fin à la centralisation. Tout le monde en est adversaire, tout spécialement l'ouvrier à qui, chaque semaine, le gouvernement fédéral vient arracher une grosse partie du salaire. Il s'est trouvé un homme heureusement pour résister opiniâtrement, jusqu'ici, à cette centralisation. L'attitude du Québec est appuyée par toute l'opinion saine, non seulement de la province mais du Canada tout entier. Le Canada ne peut exister que bilingue; dans le Canada anglais, l'opinion saine comprend l'importance de notre dualité de culture, l'importance de la langue française.

Tous les premiers ministres des provinces canadiennes, dit-il, sont opposés en principe au système de subventions. Le bon sens a ses droits. Et il (M. Johnson) cite l'exemple de l'Australie, qui a fait l'expérience du système de subsides. En juillet dernier, dit-il, le premier ministre Menzies exprimait le vœu que les États reprennent leurs droits de taxation.

Il (M. Johnson) insiste sur l'importance de l'apport français au Canada, la nécessité d'une province de Québec forte et fait l'éloge du premier ministre. Du temps de ma jeunesse, avec tous les autres dont plusieurs sont ici en Chambre, siégeant des deux côtés de la Chambre⁶, nous cherchions l'homme capable de transformer la province. Nous l'avons trouvé dans le premier ministre actuel qui, d'une province faible et déconsidérée, en a fait l'une des premières provinces du Canada, la province appelée au plus bel essor.

Grâce à l'Union nationale, on a cessé de considérer Québec comme une province arriérée. Le Canada ne peut exister qu'avec sa dualité de langues

et de culture, et dans le Canada anglais, l'opinion saine comprend l'importance de cet héritage. Québec est véritablement la terre de l'avenir. Aujourd'hui, on a partout de l'admiration pour Québec et son chef. Le premier ministre est l'homme que la jeunesse du Québec attendait depuis longtemps.

Nos ressources minières existaient depuis toujours, mais il a fallu l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale pour qu'elles se développent. Les routes de Mont-Laurier, Senneterre et Saint-Félicien-Chibougamau ont été ouvertes par l'Union nationale dans des régions où il n'y a pas d'électeurs, ce qui prouve que le gouvernement actuel travaille pour la province avant de travailler pour les élections.

Le débat est suspendu.

Dépôt de documents:

M. Goulet (Témiscamingue) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Pension aux invalides

Copie d'une requête qui lui a été transmise le 4 décembre 1952, adressée au conseil municipal de Béarn demandant la passation d'une loi accordant une pension aux invalides, ainsi qu'une copie d'une résolution dudit conseil sur le même sujet. (Document de session no 44)

Correspondance entre J.-A.-A. Labbé et Nil Larivière

Une lettre en date du 3 mai 1952, adressée à M. J.-A.-A. Labbé par M. Nil Larivière; copie d'une lettre en date du 3 septembre 1952, adressée à M. Nil-E. Larivière par M. J.-A.-A. Labbé, et une lettre adressée le 23 septembre 1952 à M. J.-A.-A. Labbé, secrétaire-trésorier de la paroisse de Fabre, par M. Nil-E. Larivière. (Document de session no 45)

Correspondance entre P.-O. Goulet et L. Castonguay

Copie d'une lettre en date du 12 septembre 1952, adressée à M. Paul-O. Goulet, M.A.L. par M. Lucien Castonguay, I.F., chef de district à Rouyn. (Document de session no 46)

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures⁷**Voies et moyens:****Débat sur le budget
1953-1954 (suite)**

La Chambre reprend le débat suspendu au cours de la présente séance sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Noël (Montréal-Jeanne Mance) félicite le chef de l'opposition (M. Marler) de son discours sur le budget.

Le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) est comme un magicien qui parle et gesticule pendant qu'il réussit ses trucs. Le ministre des Finances a parlé d'Ottawa, de communistes, de langue, d'autonomie, etc., pendant qu'il nous arrivait avec un déficit de \$39,000,000. Cette pratique est courante avec l'Union nationale pour faire passer toutes ses mesures impopulaires.

Un remaniement de la carte électorale s'impose pour donner justice à la population urbaine qui est loin d'être adéquatement représentée en Chambre. Alors que certains comtés urbains comptent jusqu'à 75,000 et même 100,000 âmes, beaucoup de circonscriptions rurales n'en comptent que 5,000, 6,000, 8,000 ou 10,000. Les ouvriers en souffrent d'une façon toute particulière.

Et la carte actuelle est tout à fait injuste pour la population montréalaise. Alors que l'île de Montréal est représentée par 21 députés à Ottawa où la province n'en compte que 73, elle n'a que 15 députés à Québec sur un total de 92. Près de la moitié des électeurs de la province habitent Montréal et payent 70 % des taxes. Ils auraient donc droit d'être mieux représentés.

Incidentement, il (M. Noël) souhaite que le gouvernement donne au plus tôt un autre ministre à Montréal où l'honorable Hormisdas Delisle, battu aux dernières élections, n'a pas été remplacé dans le cabinet. Les Montréalais, dit-il, se demandent quand ils auront une représentation adéquate à l'Assemblée législative.

Mais soyons sérieux...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à peu près temps.

M. Noël (Montréal-Jeanne Mance): Le premier ministre me fait penser à Nérone qui riait et jouait de la mandoline en regardant brûler Rome...

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): La mandoline n'existait pas au temps de Nérone.

M. Noël (Montréal-Jeanne Mance): Pourtant. La population en général est favorable à un remaniement de la carte électorale. Il (M. Noël) cite des articles de M. Pierre Vigeant, dans *Le Devoir* du 28 juillet 1952, de *La Terre de Chez Nous* du 20 août 1952, et de Gérard Filion du *Devoir* à l'appui de la théorie d'une redistribution. Aux élections du 16 juillet, dit-il, l'Union nationale, avec à peine une majorité de 60,000 voix, a obtenu 68 sièges sur 92.

Le premier ministre peut qualifier les écrits du *Devoir* de tissus de fiel, mais ce journal est l'un des rares qui aient le courage d'exprimer ses opinions sans encenser servilement le premier ministre et ceux qui ont intérêt à cacher la vérité. M. Filion réclamait au moins 12 sièges additionnels pour les villes, dont 6 pour Montréal.

Il (M. Noël) rappelle que le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) a promis, à Montréal, le 9 juillet 1952, un centre d'opéra à Montréal si elle le voulait. Encore l'épée de Damoclès, déclare le député de Jeanne-Mance.

Signalant que Toronto aura un métro dans un an, que Montréal compte la moitié des électeurs de la province et paie 70 % des taxes, il (M. Noël) réclame l'aide provinciale pour que la métropole ait, elle aussi, son métro.

Les jeunes aliénés n'ont que deux maisons où ils peuvent être hébergés dans la province: à Saint-Ferdinand d'Halifax et à Baie-Saint-Paul. C'est insuffisant. Il (M. Noël) réclame un Code du travail, rappelant que celui que le gouvernement a présenté et retiré, devant le mécontentement général, en 1949, visait à asservir la classe ouvrière. Il faut éviter, dit-il, les drames d'Asbestos, Valleyfield, etc., et faire en sorte que les ouvriers puissent efficacement se servir de leur seule arme, la grève.

Les majorités ministérielles ont baissé aux dernières élections, ce qui prouve que l'Union nationale baisse dans l'opinion publique; 11 ministres ont eu moins de vote qu'en 1948, trois ont été battus et 50 députés ont vu leur majorité réduite.

Un député ministériel: Et Lapalme?

M. Noël (Montréal-Jeanne Mance): J'en parlerai en temps et lieu. J'aime mieux avoir pour

chef M. Lapalme, qui fait des déclarations honnêtes, qu'une personne qui dénature les faits et impute aux autres des propos qu'ils n'ont jamais prononcés.

Le chef du Parti libéral a réduit de 5,030 à 2,700 la majorité du ministre du Travail.

Je termine en réclamant la venue de M. Georges Lapalme en Chambre pour implanter dans la province la vraie justice sociale sans partisanerie.

M. Hébert (Beauharnois), répondant au député de Montréal-Jeanne-Mance) qui a demandé une plus forte représentation électorale pour la ville de Montréal, déclare que les citoyens des autres parties de la province, et spécialement de Beauharnois, sont aussi importants que ceux de Montréal.

À Valleyfield, comme à Asbestos et Louiseville, les fauteurs de troubles n'étaient pas les résidents ou les citoyens de ces endroits respectifs, mais bien des étrangers faisant partie de groupes aux idées subversives. Il parle de la grève du textile à Valleyfield, en attribuant la cause à des chefs communistes: Kent Rowley, Madeleine Parent et autres. Sous la direction de ces gens, dit-il, et à leur incitation, il y a eu des troubles, des vitres ont été brisées et les gens ont été terrorisés. Ces gens-là ont été congédiés parce qu'ils étaient affiliés au Parti communiste.

N'y a-t-il pas de plus belle preuve qu'au cours de la dernière campagne électorale, les ouvriers de chez nous, forcés à faire la grève par un petit groupe de communistes ou d'aspiration communiste, votèrent un retour au travail presque à l'unanimité. Sur plus de 2,000 employés, seulement 86 accordèrent leur appui à Kent Rowley. Et l'on viendra dire que les gens de chez nous sont des fauteurs de désordre et, par conséquent, malhonnêtes. Oh non, les ouvriers de chez nous savent se bien conduire et sont honnêtes. Ils n'aiment pas les troubles, ils aiment la paix.

Au début d'avril, Rowley et autres chefs ouvriers réunissaient 75 à 80 personnes pour prendre un vote de grève. Celui qui osait se prononcer contre la grève était expulsé cavalièrement. À minuit, on est entré dans les usines pour faire arrêter le travail et, à minuit et cinq, toutes les vitres, sur une longueur d'un mille et quart, étaient brisées. Je suis aussitôt venu à Québec pour rencontrer le ministre du Travail. J'ai été fier de l'attitude du ministre du Travail. Il a déclaré que pour aucune considération, il n'engagerait de pourparlers avec Kent Rowley, Madeleine Parent et autres du même calibre.

J'ai alors demandé aux ouvriers de venir à Québec sans Rowley, mais j'ai essuyé un refus catégorique. Je leur ai demandé s'ils aimaient mieux

sauver la tête de Rowley ou celle de 2,500 ouvriers. Ils ont répondu: La tête de Rowley. À la suite de cela, pendant deux mois, la terreur a régné dans Valleyfield. On s'attaquait aux personnes et à la propriété. On faisait un mauvais parti aux enfants dont les parents étaient contre la grève.

Parlant du rôle de la police provinciale, il (M. Hébert) dénonce certains articles provoqués par son intervention. C'est le conseil de Salaberry de Valleyfield, dit-il, qui a réclamé l'intervention de la police provinciale, et la police provinciale a toujours été sous les ordres du chef de police de Valleyfield. J'affirme que les troubles ont cessé après l'arrivée de la police provinciale. Pendant son séjour à Valleyfield, aucune arrestation n'a été faite. Par ailleurs, quand on est allé faire une perquisition dans les bureaux de l'union de Rowley, on a saisi quelques centaines de bouts de boyaux d'arrosage, des chaînes, des bâtons qui avaient servi à assommer la brave population de chez nous.

La grève a été réglée en moins d'une semaine quand les chefs communistes ont été destitués par leur union. MM. Prévost et Jodoin, deux chefs ouvriers de Montréal, sont allés à Valleyfield et, en moins d'une semaine, les ouvriers retournaient au travail, après avoir voté au nombre de 1,760 en faveur de la fin de la grève. Seulement 84 ouvriers ont appuyé les amis de Rowley. Je dis ces choses pour prouver à cette Chambre que la population de Valleyfield est honnête, laborieuse et pacifique.

À la suite de cette grève, il y a eu l'élection provinciale. Les communistes se promenaient dans le comté en criant qu'il fallait se débarrasser de Duplessis et Barrette. Et la veille ou l'avant-veille de ma première assemblée, on a reçu à ma résidence 53 appels téléphoniques, dont le plus gentil était: Madame, si votre époux vient parler à l'assemblée, il va recevoir une balle dans la tête. Je n'ai pas eu peur des balles de Rowley. J'ai tenu mon assemblée. Comme résultat, j'ai obtenu une majorité de 4,040. Dans la ville même, j'ai obtenu 2,020 de majorité.

Il (M. Hébert) parle du pont de Valleyfield-Coteau. Il insiste sur le fait que ce pont a été promis par les anciennes administrations libérales, mais qu'il a fallu attendre l'Union nationale pour l'obtenir. Pour démontrer qu'il ne s'agit pas d'un pont d'élections, comme l'ont prétendu certains adversaires politiques, il déclare que le gouvernement était prêt à commencer les travaux dès 1950. On a alors demandé à Ottawa la permission de placer des piliers dans le fleuve. Ottawa n'a pas donné signe de vie pendant six mois et il a fallu que le premier ministre exerce une pression pour faire agir le fédéral.

En terminant, il fait une brève revue des œuvres de l'Union nationale dans son comté durant les quatre dernières années. Il rend hommage à l'honorable secrétaire (l'honorable M. Côté) pour le magnifique coup d'épaules qu'il lui avait donné en ce qui concerne la question scolaire. La cause de l'éducation est peut-être celle qui me tient le plus à cœur aujourd'hui. Valleyfield, en particulier, ne se reconnaît plus avec ses nouvelles et nombreuses écoles modernes qui remplacent avec fierté des habitations désuètes qui auraient dû être remplacées il y a au moins 40 ans. Rien n'a été fait dans le domaine de l'éducation dans le comté de Beauharnois avant que l'Union nationale ne vienne au pouvoir. Il parle de l'aide aux cultivateurs, du pont Mgr Langlois, des constructions de route, etc.

M. Bélanger (Lévis) reproche à l'Union nationale de faire du chantage pour gagner les élections. J'espère, dit-il, que le gouvernement changera d'attitude à l'égard des comtés représentés au Parlement par des députés libéraux. Mais connaissant la mentalité de la population, je sais que chaque dollar refusé par le gouvernement au comté de Lévis, parce qu'il a nommé un député libéral, sera un vote contre l'Union nationale.

En parcourant ce comté à population mi-urbaine, mi-rurale, je me suis demandé, continue le député de Lévis, où est ce miracle de l'industrialisation dont parlent les ministériels. Tout ce qui existe d'industries dans ce comté ne vient pas de l'Union nationale, mais du gouvernement fédéral. La situation géographique de cette circonscription, les moyens de communication dont elle jouit et la main-d'œuvre dont elle dispose la désigneraient pourtant pour une industrialisation poussée. Le ministre de l'Industrie (l'honorable M. Beaulieu) fera-t-il enfin quelque chose?

Les moyens de communication sont indispensables pour la prospérité économique d'une région. Pourquoi alors le ministère de la Voirie abandonne-t-il des routes comme la route no 1, la route no 2, le boulevard Laurier? C'est une mauvaise politique que de négliger ainsi les vieilles artères; mais cela se répète un peu partout dans la province. La voirie rurale est particulièrement négligée et certains chemins n'ont pas eu de gravier depuis 10 ans. Les cultivateurs s'en plaignent.

Ils se plaignent aussi de la négligence du gouvernement en ce qui concerne l'entretien des chemins d'hiver. L'entretien d'un chemin l'hiver coûte de \$450 à \$600 par mille aux municipalités. Le gouvernement n'accorde que \$125 à \$225 par mille.

C'est insuffisant. Les citoyens sont obligés de se cotiser pour payer l'entretien.

Mon comté comptant de nombreux fonctionnaires, j'attire l'attention du gouvernement sur leur situation financière pitoyable. L'Union nationale déclare: Nous payons mieux nos employés que le régime Taschereau. Mais, exemple parmi tant d'autres, un fonctionnaire qui gagnait \$1,600, en 1935, ne gagne que \$2,300 aujourd'hui, soit une augmentation de 43 %. Un autre gagnait \$2,100, en 1935, et il gagne maintenant \$2,843, soit une augmentation de 34 %. Un troisième qui gagnait \$1,600, a \$1,982, soit une augmentation de 24 %. Des employés de la Commission des liqueurs ne reçoivent que \$32 par semaine. Or, ce qui compte, c'est le pouvoir d'achat d'un traitement.

Que signifient ces augmentations misérables quand l'on sait le coût actuel de la vie et qu'on se rappelle les prix de 1935: un logement de 4, 5 ou 6 pièces pour \$18 ou \$30 par mois; la paire de bas de femmes pour \$0.37; la chemise d'homme pour \$1; les trois douzaines d'œufs A pour \$0.75; la livre de jambon cuit pour \$0.37; la livre de rosbif pour \$0.17. Les revenus de la province étaient alors de \$31,000,000 par année. C'est une augmentation de 900 %. Et, après 18 années d'expérience de plus, alors que le coût de la vie a plus que doublé, il est clair que des employés ne peuvent pas vivre avec 40 % d'augmentation.

Si la situation des employés du gouvernement était injuste sous Taschereau, elle est intolérable et impardonnable aujourd'hui... sans compter que les fonctionnaires sont toujours dans la crainte de ce qui leur arrivera le lendemain.

Il (M. Bélanger) réclame des conventions collectives pour les fonctionnaires. Les ouvriers de la province de Québec, dit-il, resteront avec leurs bas salaires tant que le plus grand employeur de la province, le gouvernement, donnera le mauvais exemple.

Le discours sur le budget n'est pas sérieux et parle beaucoup trop du chef de l'Union nationale et pas assez des finances provinciales. La propagande de l'Union nationale, à l'instar de celle des fascistes et des nazis, ramène tout à un seul homme, comme si les autres ministres et députés n'existaient pas. On agit comme en Russie, où Staline prétend avoir tout inventé à partir des bas de nylon jusqu'aux chars d'assaut. C'est prendre les gens pour des enfants.

Le ministre des Finances a parlé des éloges faits au gouvernement de Québec par M. Humphrey, grand financier américain. M. l'Orateur: *Asinum fricat!* L'âne gratte l'âne!

(Toute la Chambre rit)

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Bélanger (Lévis): L'Union nationale a tort de se vanter des témoignages qu'elle reçoit des revues financières américaines et des directeurs de grosses compagnies. Ces éloges signifient simplement que la politique du gouvernement fait l'affaire de la haute finance et des capitalistes américains. Ça fait l'affaire de la haute finance américaine de s'emparer de nos richesses naturelles pour une bouchée de pain. Tout ce qui les intéresse, ces Américains, c'est leur portefeuille. Non seulement leurs félicitations ne m'impressionnent pas, mais je trouve que le gouvernement qui les reçoit est condamnable.

Entre se faire aider par les capitaux étrangers et donner notre minerai de fer pour un sou la tonne, il y a une marge. Il ne peut y avoir d'autonomie véritable sans indépendance économique. L'autonomie devrait commencer ici. Le gouvernement élève des barrières sur la route d'Ottawa et invite en même temps les étrangers à s'emparer de nos richesses¹.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable M. Bégin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

3. *Le Soleil* du 13 février 1953, à la page 3, indique que M. Fox "parle tour à tour en anglais et en français". *L'Action catholique*, du même jour, à la page 11, précise que M. Fox a commencé son discours en français.

4. Dans *Le Droit* du 13 février 1953, à la page 5, on rapporte que M. Goulet a répondu en "lançant ses verres sur son pupitre".

5. *L'Action catholique* du 13 février 1953, à la page 11, écrit que M. Johnson fait alors "allusion à certaines remarques d'un député libéral qui avait parlé de députation silencieuse en parlant de l'Union nationale".

6. *Le Soleil* du 13 février 1953, à la page 3, écrit que M. Johnson fait particulièrement allusion à "M. Lafrance, ancien candidat du Bloc populaire, et à M. Hamel du même parti du côté libéral".

7. Les journaux ne nous indiquent aucune heure de reprise en soirée. Toutefois, selon la motion adoptée précédemment concernant l'horaire des séances, la reprise des travaux en soirée est fixée à 8 heures.

8. *L'Action catholique* du 13 février 1953, à la page 11, écrit: "Au cours de son discours, M. Bélanger s'est plaint à plusieurs reprises des interruptions du ministre de la Jeunesse. Il a même parlé, à un moment donné, en faisant allusion au comté du ministre, d'une "montagne d'impolitesse et de polissonneries". Sur un point d'ordre de M. Sauvé, il a retiré ses paroles." Il nous a été impossible de situer ces incidents dans le cours du discours de M. Bélanger.

NOTES

1. Le projet de loi adopté par le comité plénier est un tout nouveau projet de loi. En effet le comité a rayé tous les articles du projet de loi originalement soumis à la Chambre pour les remplacer par de nouveaux articles; il en est de même pour le préambule. La teneur des nouveaux articles reflète les propos tenus en comité plénier par MM. Duplessis et Marler.

2. Il fait allusion à Pax Plante, selon *La Tribune* du 13 février 1953, à la page 2.

Première séance du vendredi 13 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 46 modifiant la loi du Barreau.

Voies et moyens:

Débat sur le budget
1953-1954 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 12 février courant sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Hier soir, le député de Lévis (M. Bélanger) a parlé de l'état d'abandon dans lequel le gouvernement laisse le comté de Lévis, surtout au point de vue des grandes routes. Le gouvernement est celui de toute la province et non pas seulement d'un comté. À tout événement, le comté de Lévis peut être certain qu'il recevra, comme d'habitude, sa pleine part de justice. Relativement aux routes numéros 1 et 2 dont le député de Lévis a dit qu'elles sont abandonnées à leur sort, c'est que le gouvernement a jugé bon d'agir de cette façon parce qu'il les remplace par des artères qui offrent plus de sécurité au public voyageur.

Le député de Lévis a oublié de féliciter le gouvernement pour les travaux considérables faits au pont de Québec et sur les routes qui relient d'autres grands chemins à la ville de Lévis, par un rond-point qui fait l'admiration des étrangers.

Il (M. Boudreau) rend hommage aux deux députés de Lévis qui ont précédé le député actuel

(M. Bélanger), MM. Larochelle et Samson, qui ont apporté à leur comté une foule de faveurs du gouvernement, pour lesquelles la population leur sera longtemps reconnaissante.

Le Parti libéral, et plus particulièrement le député de Lévis, reprochent au gouvernement de l'Union nationale d'avoir donné l'Ungava aux étrangers. Le territoire, les gisements n'ont pas été donnés ni vendus aux étrangers, mais seulement loués moyennant des redevances dont profitera le Trésor provincial. Le député de Lévis a oublié de dire qu'il fallait des capitaux fabuleux pour développer ces mines et que nous ne pouvions pas les trouver ici.

Le territoire de la province s'est agrandi par l'exploitation qu'on fait là-bas. À la place d'un territoire inculte surgiront des villes modernes qui fourniront aux ouvriers de notre province une merveilleuse occasion de travail. C'est la même chose pour les techniciens et les étudiants qui trouveront là d'excellents débouchés pour assurer leur avenir. La politique du gouvernement en Ungava ouvre des horizons magnifiques aux jeunes de la province et, dans quelques années, nous aurons dans le nord québécois des villes qui feront l'orgueil de la province.

Il (M. Boudreau) ajoute qu'il veut parler de son beau comté et transporter en Chambre l'impression favorable ressentie par les ouvriers à la lecture du discours du budget prononcé par l'honorable ministre des Finances (M. Gagnon).

Je vous apporte, M. le premier ministre, les sentiments de gratitude des ouvriers du comté que le gouvernement a tiré de la léthargie où l'avait laissé tomber l'administration libérale précédente.

Ma majorité a été augmentée à l'élection du 16 juillet, malgré la grande offensive que sont venus faire dans mon comté quatre grands chefs libéraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont ces grands chefs? Nommez-les!

M. Boudreau (Saint-Sauveur): MM. Lapalme, Mongrain, Marler et Hamel.

(À chaque nom qu'il prononce, les députés libéraux applaudissent avec ardeur)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, cela veut dire que trois des quatre prétendus chefs libéraux ont mordu la poussière.

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Je dois dire que les grands chefs ne sont jamais revenus chez nous et qu'on a laissé mon adversaire se battre seul avec un député fédéral, M. Wilfrid Lacroix. Et mon adversaire, ex-ministre libéral et organisateur du district pour son parti a mordu la poussière.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Et cela, dans un comté complètement ouvrier.

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Hier, j'ai entendu le député de Jeanne-Mance (M. Noël) citer une liste de comtés où les majorités ministérielles ont été diminuées. Le député de Jeanne-Mance a oublié de parler d'une trentaine d'autres comtés où ces majorités ont été augmentées. Si les libéraux ont réalisé quelques gains, c'est dû à des conditions locales, et des comtés reviennent à l'Union nationale aux prochaines élections.

Les journaux ont salué par de grosses manchettes et par des commentaires élogieux le discours du ministre des Finances sur le budget. En dépit des contorsions intellectuelles de l'opposition pour amoindrir sa portée, le budget demeure un témoignage de la prospérité de la province dans tous les domaines. Toute la politique du gouvernement tend d'ailleurs de faire du Québec la province la plus florissante du Canada, une province où il fait bon vivre.

Cette politique a ses répercussions dans tous les secteurs de notre économie; on dirait même que les étrangers paraissent plus conscients de son essor que ses propres habitants. Un économiste a été jusqu'à affirmer qu'on ne pouvait planter une épingle dans la carte du Québec sans toucher une nouvelle industrie. Seuls les aveugles et les gens de mauvaise foi ne veulent pas reconnaître que les conditions de vie ont changé du tout au tout dans la province.

Ce changement s'est effectué à la suite d'une politique progressive, méthodique et ordonnée et, en même temps que s'accomplissait notre expansion commerciale et industrielle, le gouvernement, par une législation sociale progressive, améliorait le sort des travailleurs. Jadis, du temps de l'opposition, c'était la loi du plus fort qui régnait dans le champ du travail; il n'y avait pas de salaire minimum et l'ouvrier était contraint de travailler 12 heures par jour et six jours par semaine. Après le salaire minimum est venue la reconnaissance au droit d'union pour les ouvriers.

On a assisté, sous l'impulsion du ministre du Travail, à l'augmentation des conventions collectives, à la hausse globale des salaires. Et, en même temps, le

gouvernement multipliait les écoles pour former la jeunesse: écoles d'apprentissage, écoles spécialisées, écoles des arts et métiers, écoles techniques. On assistait aussi à l'amélioration de la loi des accidents de Travail et le gouvernement mettait à la portée du peuple les moyens de se maintenir en bonne santé.

Il (M. Boudreau) cite d'abord la création d'un ministère de la Santé, du ministère de la Jeunesse et du Bien-être social. La législation sociale et humaine du gouvernement, dit-il, s'est manifestée partout. La dernière élection a été une épreuve de force. Le programme de l'Union nationale a triomphé; notre devoir est de le compléter.

M. Pinard (Drummond): L'impression que les députés ministériels tentent de créer à l'effet qu'avant 1936 il n'y avait rien, que c'était le désert, est ridicule. La critique de l'opposition a enfin forcé des députés de l'Union nationale à parler, mais leurs discours sont au trois-quarts remplis de louanges à l'adresse du chef. C'est l'encensoir. Mais le peuple, l'ouvrier particulièrement, qui est pressuré, trouve sans doute ça un peu moins intéressant que le premier ministre.

Il est évident qu'avec plus de \$300,000,000, on peut faire plus qu'avec \$50,000,000, mais on pourrait se dispenser d'un déficit de \$39,000,000, au bout de l'année. Il (M. Pinard) cite un éditorial de *La Tribune* où l'on rappelle les saines finances de la province à l'époque de MM. Taschereau et Nicol. Alors, dit-il, que les taxes, en 1945-1946, dans la province, étaient de \$62,000,000, elles sont passées en 1952-1953 à \$195,000,000.

Le premier ministre, jadis, avait promis d'abolir la taxe de vente, mais n'en a rien fait. Dans *Le Temps* du 7 mai 1943, il disait que cette "taxe est nuisible aux meilleurs intérêts du Québec et aux familles nombreuses", et le 15 avril 1945, dans *L'Oeil*, il disait que c'était "une taxe inique, qui pèse lourdement sur les pauvres, les déshérités, les familles nombreuses".

Lorsque l'Union nationale pense au capital argent, le Parti libéral pense au capital humain. C'est pour ça que M. Lapalme et les libéraux ont un programme qui vise à défendre les petits, les humbles. Il (M. Pinard) reproche au gouvernement que le salaire moyen de nos ouvriers soit inférieur de \$5 à celui de l'Ontario, ajoutant que les familles nombreuses sont, par surcroît, dans le Québec.

L'Union nationale a perdu contact avec le peuple. Nous avons eu 48 % des votes aux dernières élections, et le courant continue de progresser en notre faveur, surtout depuis que l'on constate que le

gouvernement actuel menace de jeter la province dans la ruine en dépensant plus qu'il ne retire. Le déficit de \$39,000,000 sera payé à même les revenus des générations futures.

Il (M. Pinard) réclame des pensions aux mères nécessiteuses plus élevées, disant qu'une femme avec un enfant, en Ontario, reçoit \$50 contre \$30 dans le Québec. Alors que le salaire moyen du cultivateur est de \$4,400 en Ontario, dit-il, il n'est que de \$3,300 dans le Québec. C'est pourquoi les libéraux avaient raison de préconiser, aux dernières élections, que le crédit agricole ait son maximum porté à \$10,000, qu'il y ait un crédit spécial pour l'achat de machinerie agricole et que l'on s'occupe de créer des conventions collectives agricoles pour fixer les prix des produits agricoles. On nous traitait, comme on le fait encore ici en Chambre, de communistes, de créateurs d'appétits, de bolchevistes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle a été la majorité du député?

M. Dupré (Verchères): De combien la majorité du premier ministre a-t-elle baissé?

M. Pinard (Drummond): Mon adversaire avait été élu, en 1948, par une majorité de 5,289 voix et on le prétendait imbattable. Je l'ai déjà fait par 118 voix.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Dans Trois-rivières, ce fut une perte, dans Drummond, un gain.

M. Pinard (Drummond): Évidemment, le premier ministre n'est pas satisfait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement non et pour cause.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ça fait mal hein?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne fait pas mal, ça me fait de la peine pour le comté.

M. Pinard (Drummond): On a envoyé des gros ministres parler contre moi, en commençant par l'honorable secrétaire (l'honorable M. Côté).

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): J'y suis allé et j'y retournerai.

M. Pinard (Drummond): Il y avait 3,000 personnes, mais quand le ministre a commencé à parler de clocher, de langue, de religion, la foule s'est dispersée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne va pas laisser entendre qu'à Drummondville, quand on parle de religion...

M. Pinard (Drummond): La population de Drummondville a beaucoup de respect pour la religion, mais quand elle entend les orateurs de l'Union nationale parler de religion dans leurs discours, elle trouve ça faible et déplacé. Un autre ministre, le solliciteur général, est venu dans mon comté.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Oh! Oh! Un homme sérieux!

M. Pinard (Drummond): Le solliciteur général a parlé devant à peine plus de 100 personnes et c'est difficile à contredire, car j'étais là.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Moi aussi.

M. Pinard (Drummond): Et il n'a pas réussi à réchauffer la foule. Il (M. Pinard) réclame ensuite des pensions pour les infirmes de \$40 par mois, comme en Ontario. Il dit encore avoir contribué au règlement de difficultés dans l'industrie textile à Drummondville. On ne doit pas, déclare-t-il, le faire en laissant traîner des grèves pendant 11 mois.

M. l'Orateur: Le député fait allusion à une grève qui a été discutée en Chambre et il ne peut pas revenir sur un débat antérieur.

M. Pinard (Drummond): Je réclame une législation ouvrière adéquate. À l'heure actuelle, on force l'ouvrier à ne pas respecter la loi en lui donnant des droits aléatoires. Les ouvriers ont conscience que le gouvernement ne veut pas les protéger. Et si nous mettons le doigt sur la plaie, on nous traite de bolchevistes. On jette des injures à la face de ceux qui ont le courage de critiquer la politique néfaste du gouvernement actuel en matière de relations ouvrières. Je représente un comté en majorité ouvrière et j'ai le devoir de réclamer justice pour ceux que j'ai mandat de défendre.

On n'a pas le droit de laisser s'éterniser les grèves, les grèves où le principal perdant est toujours

l'ouvrier. La politique ouvrière du gouvernement actuel est de nature à faire perdre confiance aux ouvriers dans leurs syndicats; le passé a prouvé que les ouvriers ont toujours tort, ce qui est impossible. Il y a eu un exemple où une grève était pourtant légale...

M. l'Orateur: Je rappelle au député qu'il ne peut revenir là-dessus.

M. Pinard (Drummond): Je réclame un code du travail qui donne justice à l'employeur et aux employés, qui empêche les syndicats de boutique. Enfin, je dis que, si l'Union nationale, avec sa caisse électorale, a pu se maintenir au pouvoir l'an dernier, elle ne pourra le faire en 1956, car le Québec continue de se réveiller et de voir clair à travers la publicité de l'Union nationale.

M. Prévost (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Cottingham), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 47 modifiant la loi des cités et villes, avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

L'article 7 est modifié en ajoutant ce qui suit comme deuxième paragraphe:

"Jusqu'au premier mars 1954, le délai de douze mois prescrit par l'article 124 de la loi des cités et villes est réduit à un mois dans le cas des personnes dont le cens d'éligibilité, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, reposait sur un ou des biens-fonds appartenant à son conjoint."

Projets de loi:

Loi des cités et villes

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 47 modifiant la loi des cités et villes.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 137 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 11 est modifié dans la version anglaise seulement.

2. L'article 12 est modifié en remplaçant dans la première ligne du paragraphe 2e), à la page 6, le mot "était" par le mot "est".

3. L'article 15 est modifié dans la version anglaise seulement.

4. Ce qui suit est ajouté après l'article 16 comme articles 17, 18 et 19.

"17. L'article 563 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par la loi 12 George VI, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

"563. Le traitement des juges de la Cour municipale de la cité de Québec est fixé à dix mille dollars par année chacun, payable mensuellement, par paiements égaux, à même les fonds de la cité, et ce à compter du 1^{er} mai 1953.

"Le juge en chef aura à la Cour municipale les pouvoirs que possède le juge en chef ou le juge en chef suppléant de la Cour supérieure relativement à ladite Cour supérieure et aux juges de cette cour."

"18. La cité est autorisée à dépenser annuellement une somme n'excédant pas quinze mille dollars pour la bibliothèque publique de l'Institut Canadien.

"19. Le paragraphe a de l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 70 est remplacé par le suivant:

a) Cent cinquante mille dollars pour acquérir à l'amiable ou par expropriation tous les droits réels dont elle a besoin par suite de l'éclusage du lac Saint-Charles ou pour dédommager les propriétaires desdits immeubles."

5. L'article 17 devient article 20.

Projets de loi:

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative concourt dans les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 modifiant la charte de la cité de Québec, sauf quant au troisième alinéa de l'article 17, tel qu'ajouté par l'amendement no 4 du Conseil législatif et qui se lit comme suit: "Le juge en chef aura à la Cour municipale les pouvoirs que possède le juge en chef ou le juge en chef suppléant de la Cour supérieure relativement à ladite Cour supérieure et aux juges de cette cour.", ledit troisième alinéa étant biffé; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

J'espère que le Conseil collaborera à cette mesure de pacification, sinon le Conseil tombera.

La motion est adoptée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 13 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Moniales Carmélites Déchaussées

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que le bill 211 constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées ayant pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.
Adopté.

Jean Fidèle Bernard

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 209 concernant une propriété de Jean Fidèle Bernard ayant été présenté en retard, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant le Grand Séminaire et le Petit Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a pour but de permettre aux corporations municipales du diocèse de Sherbrooke de souscrire à la campagne de la *Juste Part*, pour le Grand et le Petit séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke. Les travaux d'agrandissement du Petit séminaire, qui devaient coûter \$1,300,000, en coûteront \$1,800,000. Au total, les travaux aux deux séminaires coûteront \$2,500,000. À date, la campagne de la *Juste Part* a rapporté \$1,900,000 et le bill favorisera la venue de nombreuses autres souscriptions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) déclare qu'il ne s'oppose pas au bill et qu'il insiste pour qu'il soit bien entendu qu'il ne s'oppose pas à la campagne de souscription. Les emprunts des municipalités devraient cependant, à son avis, dit-il, être soumis à l'approbation des électeurs.

Le bill parle déjà de l'approbation de la Commission municipale. Il s'agit d'un principe que j'énonce et non d'une critique. Nous allons voter pour le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plusieurs cas du genre ont été accordés dans le passé. La souscription a pour but d'aider la jeunesse et aura des répercussions profondes dans l'avenir; il y a des corporations qui, pour souscrire un montant convenable, doivent faire un emprunt échelonné en versements annuels.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'admets que l'on ne peut faire, généralement, un don considérable en un an.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut aussi remarquer que les compagnies pourront souscrire; le prétexte de la charte disparaîtra avec cette loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1953-1954 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Prévost (Montmorency) félicite, pour son discours, le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) dont il a été autrefois l'associé.

En 1948, dit-il, nous étions 82. Si nous nous étions levés pour répondre à chaque discours de l'opposition, nos adversaires nous auraient accusés de les martyriser. Nous avons pour politique de ne pas faire perdre le temps à la Chambre. Mais nos amis de la gauche peuvent être assurés que chaque fois qu'il y aura lieu d'intervenir sans se répéter, tous les députés de la droite, du premier jusqu'au dernier, comme on a pu se rendre compte dans le présent débat, sont prêts à prendre la parole.

J'ai appris, dit-il, de mes parents et de mes éducateurs qu'il faut être poli et reconnaissant. C'est pourquoi je m'en voudrais de ne pas exprimer aujourd'hui les remerciements des électeurs de

Montmorency à l'adresse du premier ministre. Je ne connais pas encore un problème auquel, dans mon comté, le gouvernement actuel n'a pas trouvé une solution.

Il (M. Prévost) énumère les travaux publics qui ont été exécutés dans cette circonscription depuis 1948: travaux du chemin de traverse de l'île; travaux autour du sanctuaire national; reprise des travaux du boulevard Sainte-Anne.

Je n'aurai pas le temps de passer en revue toute l'œuvre de l'Union nationale, mais je vais parler de la restauration du crédit des municipalités par le gouvernement Duplessis.

Nos lois municipales sont des émanations de l'État provincial, qui a le devoir de protéger ces émanations provinciales, d'assurer l'équilibre des services et des tâches établi dès le début.

Les anciens régimes ont multiplié les mesures de nature à détruire l'équilibre et à créer un déséquilibre. De nombreuses lois ont été passées pour accorder des pouvoirs aux municipalités dans le domaine de la construction des chemins et des ponts municipaux. Chaque fois, la contribution exigée des municipalités accentuait le déséquilibre. Les municipalités ployaient sous le fardeau des dettes et des charges. Il y avait déséquilibre complet entre leurs revenus et leurs obligations.

Puis, ce furent les contributions à l'assistance publique et les travaux pour remédier au chômage qui sont devenus un fardeau très lourd. Les municipalités déboursaient constamment, sans nouvelles sources de revenus.

Pour se faire une idée exacte de la situation, il faut remonter aux causes.

C'est en 1871 qu'est entré en vigueur le premier Code municipal. Cinq ans plus tard, on appliqua la loi des cités et villes.

En 1882-1885, une loi accorde le droit d'aménager des aqueducs aux municipalités pour lesquelles on ne prévoit pas de revenus additionnels.

En 1885, une loi oblige les municipalités à payer 50 % des frais d'hospitalisation des aliénés. Les municipalités n'auront pas de revenus additionnels. Cette loi de 1885 devait coûter \$1,500,000 aux municipalités en 1944.

En 1921, on force les municipalités à payer un tiers des frais de l'assistance publique. Cette loi de 1921 devait coûter, en 1944-1945, \$3,378,000 aux municipalités.

En 1921, comme en 1885, le déséquilibre s'accroissait. On augmentait le fardeau des municipalités sans leur accorder, en contrepartie, des recettes additionnelles.

Même chose en 1922, année de la loi de la voirie rurale! La nécessité d'ouvrir des routes à la campagne était urgente. Qu'est-ce qu'on fait? Cette loi fait payer les travaux moitié par le gouvernement, moitié par les municipalités.

En 1930, même politique! Une entente intervient entre Ottawa et Québec pour des travaux contre le chômage. Ottawa paiera 25 %, le gouvernement de Québec 25 %, les municipalités 50 %. On augmente les charges des municipalités sans leur accorder de compensation. Il n'est donc pas étonnant que nombre de paroisses et de villes aient été acculées à la faillite. Sur les 1,418 municipalités de 1930, celles qui demandent à se prévaloir de la loi sont au nombre de 1,241; mais faute de ressources financières suffisantes, 161 de ces 1,241 municipalités ne pourront aller jusqu'au bout.

À ce rythme-là, le crédit des municipalités n'a pas tardé à se gâcher au détriment même du crédit provincial. En 1934, le trésorier provincial, M. Stockwell, lançait un cri d'alarme: le crédit des municipalités était ébranlé. L'honorable M. Stockwell soulignait les liens intimes qu'il y a entre les deux.

Qu'a fait le régime libéral devant cette situation? En 1932, il a décidé de mettre certaines municipalités sous sa tutelle. C'est la grande solution qu'on avait trouvée! En 1935, il accorde à Montréal le droit de percevoir une taxe de 2 % sur les ventes.

En 1940, même faveur pour la cité de Québec!

En 1944, le gouvernement libéral fait une tentative pour alléger le fardeau des municipalités en ce qui concerne les frais d'hospitalisation des aliénés; mais la loi votée n'est applicable que le 1^{er} janvier 1945. Le gouvernement libéral a été battu et c'est le gouvernement actuel qui a apporté ce dégrèvement aux municipalités.

Mais qu'a fait le gouvernement actuel?

Il a décidé d'épargner des millions de dollars aux municipalités en se chargeant des frais d'hospitalisation des tuberculeux.

L'an dernier, par une loi, le gouvernement réduit le fardeau des 1,446 municipalités, régies par le Code municipal, en décrétant qu'à l'avenir elles ne paieront plus que 15 % des dépenses de l'assistance publique. Les municipalités n'ont payé, l'an dernier, que 5 % du budget total de l'assistance publique; cette année, leur part est encore réduite de moitié; elle ne sera que de 2½ %.

Mais le gouvernement de l'Union nationale vient également en aide aux municipalités en construisant et en entretenant des ponts municipaux: construction de 222 ponts municipaux en 1951-1952,

à comparer avec 71 ponts en 1943-1944. En 36 ans, avant l'Union nationale, il s'est construit 520 ponts; en l'espace de huit ans, de 1944 à 1952, il s'est construit 881 ponts.

Les municipalités reçoivent l'aide des autorités provinciales pour acheter des pompes et du matériel d'incendie. En 1943-1944, 44 municipalités s'étaient prévaluées de leurs droits à ce sujet; mais en 1951-1952, c'est 246 municipalités qui l'ont fait.

Les municipalités reçoivent encore de l'aide pour aménager et entretenir les chemins communaux, hiver comme été.

Le crédit agricole, l'électrification rurale, la politique de drainage, la loi sur l'habitation, le paiement des dettes des commissions des écoles ont profité indirectement aux municipalités. À Beauport, 44 personnes ont emprunté à la faveur de cette dernière loi. Le paiement des dettes des commissions scolaires a soulagé les contribuables.

La loi du logement apporte des revenus additionnels aux municipalités.

L'industrialisation de la province qui, de 1945 à 1953, a vu surgir 5,000 établissements industriels nouveaux, grâce à la politique du ministère de l'Industrie, accroît leurs recettes en augmentant la valeur des biens-fonds imposables.

Les mesures prises par l'Union nationale pour l'aménagement des bureaux d'enregistrement améliorent encore la situation financière des municipalités.

De 1945 à 1952, le ministère de la Voirie a dépensé \$105,000,000 pour la voirie rurale; 13,297 milles de chemins ont été aménagés ou améliorés. Les municipalités ne sont plus obligées de payer la moitié des travaux.

L'entretien des chemins l'hiver par le gouvernement est tout aussi avantageux pour les municipalités.

Le gouvernement a dégrevé les finances municipales de toutes les façons possibles depuis 1944. Le crédit municipal est aujourd'hui restauré. Il a repris sa valeur. Les municipalités, voyant leur budget soulagé d'une des charges qui leur étaient jusqu'ici imposées, peuvent maintenant résoudre d'autres problèmes, comme la protection contre les incendies, et songer même à réduire leurs taxes. Les taxes baissent à la campagne. Les municipalités donnent plus de confort à la population et peuvent même installer l'électricité. Nos corporations municipales savent qu'elles doivent ce changement au gouvernement actuel.

Et l'on voudrait prétendre, conclut Me Prévost, que c'est manier l'encensoir que de dire merci au gouvernement et à son chef! Je proteste au nom de la

vérité et j'affirme de mon siège que c'est un devoir de gratitude, un devoir de conscience, de remercier ceux qui sont responsables de cette situation.

Je veux donc rendre hommage à cet homme de vision, à ce chef au talent exceptionnel, à ce patriote éclairé, à cet administrateur d'une vaste expérience, qui a dirigé la province dans la voie du progrès, entraînant avec elle toutes les municipalités. Et on nous reprocherait de lui dire merci! Quant à moi, je n'en abuserai jamais, mais je ne m'en priverai pas.

M. Cournoyer (Richelieu) félicite d'abord le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) pour son discours, même s'il ne partage pas ses opinions politiques. Je le félicite surtout pour ses dons littéraires, ajoute-t-il, car il a réussi à trouver les mots pour éviter d'employer l'expression "déficit", même si l'année financière s'est soldée par un écart de \$39,000,000. Je comprends que le ministre a été harcelé par les députés de l'Union nationale, hantés par le spectre de la défaite. Il lui sera beaucoup pardonné parce qu'il aura beaucoup aimé le parti. On est en train d'attribuer au premier ministre tout ce qui existe dans la province de Québec. On veut couler dans le bronze sa personnalité.

Le député de Missisquoi (M. Bertrand) a affirmé qu'il n'existe pas de dictature dans la province Québec. La première forme de dictature, c'est de fermer la bouche de l'opposition. La dictature n'existe pas dans la province, mais on donne des contrats de plusieurs millions sans soumissions, chose qui ne se voit nulle part ailleurs. On donne des octrois aux municipalités, par des arrêtés ministériels, et l'on favorise les municipalités qui sympathisent avec le gouvernement.

Le député de Missisquoi a dit que l'Union nationale n'avait imposé aucune taxe nouvelle, mais lorsque j'étais jeune, j'entendais le premier ministre actuel dire que tout était taxé dans la province, du berceau à la tombe. Toutes ces taxes ont été conservées. Il n'y a pas de dictature dans la province, mais on paie cher la liberté.

Sur des informations mal fondées et des canards, il règne présentement dans Richelieu la plus grande période d'injustice depuis la Confédération. Parce qu'on n'est pas satisfait de la façon dont les électeurs de mon comté ont voté aux dernières élections, on y a instauré un règne de terreur et d'injustice. Si un industriel a le malheur de dire pour qui il va voter, sans attaquer l'Union nationale, on lui enlève tout ce qu'il avait, et ce sont les petits qui en souffrent.

J'ai dit que les paroles du premier ministre avaient des répercussions à l'étranger. C'est ce qui s'est produit. Le contrat des bombes que possédait une industrie de Sorel n'a pas été renouvelé par les États-Unis et 200 ouvriers ont été congédiés. On a enlevé les licences à l'Hôtel Sorel et au Club Nautique. Cela n'a pas fait de mal aux Simard, mais aux employés et aux touristes, et on consacre la plus grande injustice des temps modernes. L'Hôtel Sorel est le plus important de la rive sud et le Club Nautique existe depuis 58 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les deux établissements ont reconnu leur culpabilité d'avoir vendu après les heures permises et leurs permis ont été annulés.

M. Cournoyer (Richelieu): Pendant qu'on supprime ces permis, on tolère les pires trous, qui restent ouverts 36 heures sur 24, des repaires où se faufilent les organisateurs de l'Union nationale. Le premier ministre peut être tranquille: pas un seul libéral ne possède de permis maintenant à Sorel, il peut dormir tranquille et chanter son *Nunc dimittis*.

Le premier ministre a dit qu'il ne se laissera pas intimider. Nous non plus, à Sorel, nous ne nous laisserons pas intimider. La province de Québec a le triste honneur d'avoir les ouvriers les plus mal payés et les plus maltraités. En consultant les *Comptes publics*, on relève des salaires de \$1,800 à \$2,000. L'an dernier, j'ai vu un garde-barrière sur le boulevard Talbot, père de huit enfants, qui ne recevait que \$100 par mois.

Qu'est-ce qu'on a donné aux cultivateurs? On parle du crédit agricole et on en parlera jusqu'à la fin des siècles. On enlève la prime sur le beurre et le fromage et l'on ne fait rien pour ouvrir des marchés. Le nombre des agronomes a été réduit et ils sont tellement mal payés et ils travaillent le moins possible pour ne pas faire plus que pour la valeur de leur salaire.

On n'a pas le droit de commettre l'injustice pour satisfaire la soif de vengeance d'une clique. Les fumées de l'encens qui montent vers le premier ministre l'empêchent de voir le peuple et les injustices qui se commettent.

Il (M. Cournoyer) termine en conseillant au premier ministre de lire le *Sermon sur la montagne*, afin que la population de toute une ville ne soit pas la victime d'une caste. Il dit qu'il n'a pas objection à ce qu'on s'attaque à lui, mais qu'on devrait laisser tranquilles les petites gens qui ont essayé de l'aider dans son élection.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je désire tout d'abord me joindre à ceux qui ont offert au ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) leurs félicitations les plus chaleureuses pour son magnifique discours sur le budget. Ce n'était une surprise pour personne. En effet, l'honorable ministre nous a accoutumés à des exposés clairs, fouillés et bien documentés sur les finances de la province. Son discours constitue toujours un magnifique document que nous recevons chaque année avec intérêt.

Le débat sur le budget qui a suivi ce discours officiel dure depuis plusieurs séances. Il a pu paraître long, mais il a eu tout de même son utilité incontestable, puisqu'il a servi à faire voir le contraste et la différence de mentalité entre les ministériels et les oppositionnistes. Cette différence est bien tranchée.

De l'autre côté de la Chambre, du chef jusqu'au dernier député, on a tracé de notre province un tableau dont nous ne pouvons pas être fiers. Tout d'abord, le chef de l'opposition, en brossant un tel tableau, a tenté de prouver que la province s'en va à la ruine. Il s'est trouvé ni plus ni moins à dire à la population du Québec, à celle des autres provinces, aux étrangers, aux financiers américains, que leurs capitaux sont probablement en danger dans la province.

Ensuite, des députés de l'opposition n'ont éprouvé aucune gêne à prétendre que la province est rongée par l'alcoolisme; d'autres ont ajouté que l'immoralité et l'obscurité s'affichaient partout dans le Québec. Bref, le tableau qu'ils ont peint me porte à avoir honte pour ma province et pour ma race. On a même entendu le député de Témiscamingue (M. Goulet) proclamer que, dans sa famille, il y a des Judas et des voleurs.

M. Goulet (Témiscamingue): Point d'ordre.

Je n'ai jamais dit qu'il y avait des voleurs et des Judas chez nous. J'ai seulement dit: S'il y en a, qu'on les punisse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Les députés libéraux ont déclaré à plusieurs reprises qu'il n'y a pas de liberté dans la province de Québec sous l'Union nationale et que tout le peuple gémit sous la dictature.

On a tenté de démontrer, par exemple, qu'il n'existe pas de justice pour les libéraux. Le député de Wolfe (M. Lemieux) a même affirmé que, si on est libéral, il n'y a pas moyen d'avoir des pensions. Le député de Wolfe devrait être le premier à dire cela, car il a chez lui, dans sa propre famille, la preuve évidente que ce n'est pas vrai et que les libéraux sont

traités avec justice par le gouvernement de l'Union nationale. Il est temps de rétablir les faits.

Qu'il songe à son père. Le père du député de Wolfe a déjà été député du même comté, lorsque, en 1933, il démissionna pour être nommé shérif du district de Saint-François à Sherbrooke. Lors de l'avènement de l'Union nationale au pouvoir, nous l'avons laissé là de 1936 à 1939, et nous ne l'avons pas dérangé en 1944 quand nous sommes revenus au pouvoir. Il y était encore au moment de sa mort le 17 décembre 1949.

Le député qui a prétendu qu'il n'y avait pas de justice pour les libéraux dans cette province a-t-il donc oublié le cas de son père? Mais il ne devrait pas oublier le cas de sa sœur. Mlle Julienne Lemieux est entrée en 1940 au bureau du shérif à Sherbrooke. Après l'élection de son frère, quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous ne l'avons pas dérangée et son salaire était de \$900¹ par année. Le 6 novembre 1952, nous avons augmenté son salaire à \$1,500. Et on vient dire ensuite qu'il n'y a pas de liberté pour les libéraux dans cette province? Les faits que je viens de citer prouvent le contraire.

Les oppositionnistes, sans exception, ont tenté de ridiculiser les ministériels parce qu'ils font l'éloge du premier ministre. De l'autre côté de la Chambre, il y a deux mentalités à ce sujet. Sur les premières banquettes, où on a plus d'expérience, on sait bien que le principal obstacle qui empêche les libéraux d'arriver au pouvoir, c'est la stature du premier ministre. Sur les banquettes de l'arrière, on a une autre raison, car on ne sait pas ce que c'est un chef. Leur parti en a déjà eu...

L'édition 1948 du groupe de l'opposition n'avait pas de chef; l'édition 1952 du Parti libéral n'en a pas non plus. Elle les a tous reniés. Pour eux, Gouin et Taschereau n'étaient pas assez bons. Alors qui? Ils ne savent ce que c'est un véritable chef. Le leur est en dehors de la Chambre. Ils commencent leur deuxième période législative sans chef.

Le chef ne siège pas et j'éprouve beaucoup de sympathie pour les membres de l'opposition dont le chef est resté en dehors de la Chambre, parce qu'il a été battu à plate couture à la fois dans la province et dans son comté de Joliette, et pour le chef de l'opposition qui doit remplir ce poste en de telles circonstances. Sans savoir ce que c'est qu'un chef, comment les députés d'en face peuvent-ils comprendre les hommages décernés à l'honorable premier ministre? Ils trouvent drôles ces hommages que nous rendons à celui qui est le principal responsable du renouveau que nous avons connu dans la province.

Quand ils nous accusent de manier l'encensoir, ils ne réalisent pas que nous ne voulons pas parler du chef de l'Union nationale ni même du chef du gouvernement. Nous parlons de celui qui est le chef incontestable de toute la province, y compris les libéraux. Et, en disant cela, je ne parle pas comme partisan politique du premier ministre, mais comme Canadien français fier de sa race, car un peuple sans chef est condamné à mourir. S'il n'est pas le chef de ma race, lui, cet homme d'État, alors qui avons-nous comme chef?

Ce n'est toujours pas celui qui a quitté Ottawa pour venir se faire battre à plate couture par le peuple de son propre comté et par celui de toute la province de Québec le 16 juillet dernier. Ce n'est sûrement pas non plus le candidat numéro 2 à la convention libérale, car on a pu le juger, il y a quelques instants, lorsqu'il a prononcé un discours d'une trentaine de minutes et au cours duquel il s'est confiné à traiter de deux hôtels de Sorel qui ont perdu leur permis de vendre des liqueurs alcooliques.

En effet, le député de Richelieu (M. Courmoyer), pour tenter de démontrer que la liberté coûte cher dans la province de Québec, a cité en exemple deux établissements de Sorel qui ont enfreint à trois reprises la loi des liqueurs et qui se sont fait enlever leur permis; il n'a pas réussi à démontrer que, dans notre province, les hôtels n'ont pas la liberté d'enfreindre les règlements établis...

Oui, au cours du débat sur le budget, les membres de l'opposition se sont employés à brosser de la province de Québec un tableau dont ils devraient avoir honte. Le véritable chef de notre province, c'est le premier ministre que toute la population a acclamé en 1944, 1948 et 1952. J'aime mieux la belle attitude des députés ministériels qui se sont levés pour affirmer leur foi en l'avenir de la province de Québec et rendre un tribut d'hommages à ceux qui contribuent à rendre cet avenir plus brillant que celle des oppositionnistes qui veulent tout démolir.

Les libéraux ont tenté de créer l'impression que les ouvriers sont surtout représentés par les libéraux sur le parquet de l'Assemblée législative. De toute façon, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont répondu le 16 juillet dernier. Pendant toute la campagne, on a tenté de soulever des préjugés de classe pour soulever la classe ouvrière contre le gouvernement. Mais, dans bien des comtés ouvriers, on a refusé de suivre ces fauteurs de désordre et on a rendu un verdict favorable à l'Union nationale.

Mon collègue du Travail (l'honorable M. Barrette) a eu l'occasion d'exposer, devant cette

Chambre, l'appui du gouvernement à la population ouvrière. Je ne veux pas entrer dans le domaine du ministre du Travail, qui exposera lui-même les mesures que le gouvernement a prises pour améliorer le sort des ouvriers. Je tiens à déclarer que le plus grand cadeau, que la décision la plus favorable prise par le gouvernement en faveur des ouvriers de cette province a été la nomination du député de Joliette comme ministre du Travail chargé de défendre leurs intérêts.

Sous l'impulsion du premier ministre, le gouvernement a pensé qu'il fallait non seulement relever le niveau économique des ouvriers, mais également prendre, en face des développements gigantesques de la province, les mesures nécessaires pour préparer les générations ouvrières de demain. Dans ce domaine, la province de Québec a mis à la disposition des générations montantes tous les moyens de se perfectionner dont elle pouvait disposer.

Pour le plus grand bénéfice de notre jeunesse, nous avons établi dans la province un réseau d'écoles de toutes sortes, non pas pour le bénéfice des fils de professionnels, mais pour rendre service à la classe ouvrière. Nous avons réparti ces écoles sur tout le territoire de la province, non pas pour répondre à des intérêts politiques, mais pour préparer comme il convient l'avenir de notre jeunesse.

Nous avons établi huit écoles techniques, aux endroits suivants: Montréal, Québec, Trois-Rivières, Shawinigan Falls, Rimouski, Chicoutimi, Sherbrooke et Hull. Autour de ces écoles, gravitent dans plus de 20 centres québécois des écoles d'arts et métiers où les fils d'ouvriers peuvent suivre un cours de deux ans les conduisant à des situations avantageuses, ou commencer un cours de quatre ans qui mène à des postes de confiance. Si l'on se voit présentement en face de la nécessité d'un agrandissement à l'École Polytechnique, c'est à cause du nombre toujours grandissant de recrues provenant des différentes écoles techniques.

En plus de cela, nous avons des écoles de haute spécialisation dont la mission est de préparer des techniciens pour les principales industries de la province: écoles de marine, de papeterie, de textiles, d'arts graphiques, du meuble, de l'automobile, etc.; l'École de marine à Rimouski est unique dans l'Est du Canada et l'École de papeterie à Trois-Rivières est unique au monde.

Nous avons fait cet effort pour que, demain, quelles que soient les conditions économiques, notre jeunesse puisse occuper les premières places au Canada parce que c'est elle qui aura la meilleure formation. Ces écoles, notre jeunesse a voulu en profiter.

Non seulement nous nous sommes préoccupés de construire des écoles modernes, mais nous leur avons procuré tout l'équipement nécessaire. Les résultats obtenus sont déjà magnifiques. Depuis la fondation du ministère en 1946, nous avons eu 5,032 diplômés dans nos écoles techniques, 4,951 diplômés dans nos écoles d'arts et métiers et 3,344 diplômés dans nos écoles spécialisées, soit une splendide gerbe de 13,327. Et ce chiffre ne comprend pas les 600 jeunes qui ont obtenu des diplômes de l'Office des cours par correspondance, qui compte présentement plus de 2,000 élèves.

Le ministère a également institué des cours d'initiation au travail de sécurité, de formation de chefs. Ces différents cours ont été suivis par 96,594² jeunes qui sont passés depuis 1946 par les différents cours que nous avons organisés, ainsi répartis: 46,408 aux cours d'initiation au travail, 6,127 aux cours de sécurité, 19,207 aux cours de relations entre patrons et ouvriers, 10,652 aux cours sur les méthodes de travail et 12,200 aux cours de formation de chefs. Tous les ouvriers qui ont suivi ces cours en ont tiré des bénéfices considérables.

Le nombre des élèves inscrits aux écoles relevant du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse n'a cessé de croître dans des proportions remarquables. En 1945-1946, soit lors de la formation du ministère, il y en avait 4,168 au cours du jour dans nos écoles d'arts et métiers et 7,395 aux cours du soir. Cette année, il y en a 11,005 aux cours du jour et 16,692 le soir, soit un total de 26,697³ cette année, comparativement à seulement 11,563 en 1945-1946. Mais ce qui compte davantage, en 1952, nous avons eu 2,417⁴ diplômés, au lieu de 1,075 en 1945.

Nous avons, de plus, organisé des cours de culture populaire dans les petits centres, et ils ont été suivis par 32,000 jeunes gens et jeunes filles de la province. En 1945, il n'y avait que 1,479 inscrits, comparativement à 4,413 cette année, ce qui représente une augmentation de 30 %.

Non seulement nous avons consacré des sommes énormes à la construction des écoles et de leur équipement, mais nous sommes allés au foyer de l'ouvrier chercher les jeunes de talent, indépendamment de leurs moyens de fortune.

Depuis la création de mon ministère en 1946, à date, dans les cours d'arts et métiers, 11,040 bourses ont été accordées, au coût de \$1,441,000; 2,480 bourses pour des cours techniques, au coût de \$326,625; 3,984 bourses pour des cours spécialisés, au coût de \$517,609⁵. C'est dire que le ministère, depuis 1946, a accordé 17,054 bourses aux jeunes ouvriers, au coût de \$2,285,000 pour leur permettre de se perfectionner.

Mais, ce n'est pas tout. Notre ministère ne vient pas seulement en aide aux jeunes qui se dirigent vers ses jeunes écoles. Ainsi, depuis 1946, il y a eu 4,137 bourses dans les écoles d'infirmières, au coût de \$238,106; 17,074 bourses dans les facultés universitaires, au coût de \$2,726,000⁶; 521 bourses à l'étranger, au coût de \$420,020⁷; Tous ces chiffres représentent un total dont je suis extrêmement fier. En effet, au grand total, le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, depuis sa création, a donné 39,239⁸ bourses d'une valeur de \$5,660,000⁹, et ceci ne tient pas compte des bourses accordées par les autres ministères. Grâce à ces installations, les fils des travailleurs étaient capables d'obtenir une éducation technique gratuite.

On parle de sécurité sociale. Où donc est cette sécurité sociale tant recherchée? Où est-elle chez ceux qui créent des appétits impossibles à satisfaire, chez ceux qui tentent de soulever les classes de la société les unes contre les autres, chez ceux qui parlent de communisme et prennent leur exemple dans les pays derrière le rideau de fer, ou chez ceux qui s'emploient à préparer les jeunes pour l'avenir ou du côté des producteurs de sécurité? Au lieu de soulever les passions de l'ouvrier, n'est-il pas préférable de développer les talents de la classe ouvrière? J'aime mieux ma manière de combattre le communisme que celle qu'emploient ceux qui s'inspirent derrière le rideau de fer.

Quand il s'agit d'apprécier ce qui se fait dans le domaine de l'enseignement spécialisé chez nous, je préfère à la mauvaise volonté de l'opposition les témoignages qui nous viennent de l'étranger, les témoignages des éducateurs venant de divers pays, afin de se documenter sur notre système. J'aime mieux le témoignage, par exemple, du commissaire adjoint des pénitenciers du Canada qui, tout récemment, déclarait qu'il n'y avait pas de meilleure place que la province de Québec pour se documenter en ce domaine.

M. Thompson, directeur de la formation professionnelle canadienne au ministère fédéral du Travail, qui a visité le Canada et les États-Unis d'un bout à l'autre, disait récemment que les modèles pour la formation des professeurs et l'enseignement technique se trouvent dans le Québec. C'est pour ça aussi que des élèves nous viennent de partout des États-Unis, de l'Amérique du Sud et de l'Europe.

Le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse a complètement réorganisé le programme des études; il a établi l'équivalence dans les diplômes. Il ne s'est pas contenté de former des ouvriers, mais également de leur inculquer les

principes qui en font d'excellents citoyens, au moyen de cours de morale, de sociologie, de civisme, ce qui est à l'avantage d'une génération qui produira plus parce qu'elle aura été mieux préparée, et je ne connais pas un père qui serait jaloux de son fils parce qu'il réussit mieux que lui! Certes, pour bien comprendre l'ampleur d'une telle œuvre, il faut le recul des années. Le ministère du Bien-être social n'a été créé qu'en 1946, mais déjà, nous touchons des résultats du doigt.

Nous avons voulu faire en sorte que demain, peu importent les conditions économiques, les jeunes de chez nous aient dans tout le pays la première place, parce qu'ils auront reçu la meilleure préparation. Avec ça, nous aurons demain une génération qui ne sera peut-être pas mieux douée, mais qui sera plus productive parce que mieux préparée. Un grand nombre de nos diplômés, depuis deux ou trois ans, gagnent déjà des salaires annuels de \$3,000 à \$5,000.

Qu'on rie si l'on veut, du côté de l'opposition, devant les hommages sincères portés au chef de la province, mais il faut bien admettre que la préoccupation constante de ce chef n'a pas été de favoriser une classe privilégiée, mais bien de donner à chaque classe sa pleine mesure de justice. Qu'on appelle cela des coups d'encensoir, quand nous reconnaissons ce que le chef du gouvernement a fait pour la province. Nous, nous savons ce que la province lui doit. On ne comprend pas ce que cela veut dire de l'autre côté de la Chambre; si on le comprenait, on serait peut-être de ce côté.

On peut rire, de l'autre côté de la Chambre, mais ce qui s'est bâti, on ne le soupçonnait même pas au temps de nos prédécesseurs. Lorsqu'il a été porté au pouvoir en 1936, le premier ministre a constaté l'ampleur du désastre dans la province. S'il y a un groupe qu'il affectionne particulièrement, c'est bien celui de la jeunesse. Et il nous a fallu faire l'inventaire de ce qui n'avait pas été fait; ce travail, à lui seul, a exigé trois ans. Que l'on rie, de l'autre côté de la Chambre, si l'on ne comprend pas le sentiment qui nous anime. Dans mon cas, c'est un témoignage de gratitude que je rends au chef de la province, au nom de toute la jeunesse, d'aujourd'hui et de demain. Je veux lui dire aussi ma gratitude personnelle, non pas pour m'avoir nommé ministre, mais pour m'avoir fourni l'occasion de collaborer modestement à son œuvre, de suivre la voie droite et large qu'il a tracée pour la population de chez nous.

Depuis des générations politiques, les libéraux considèrent encore la province comme le fief du parti, et le parti, comme une fin à atteindre,

tandis que l'Union nationale est née de la bonne volonté de ceux qui en avaient assez de cette conception fausse et malheureuse, née de ceux qui, au-dessus des idées politiques ont fait un pacte pour travailler au succès du gouvernement, non pas comme fin, mais comme moyen de servir une fin: celle de travailler avec énergie à l'édification et à la grandeur de la province. Cet objectif, c'est le progrès et la prospérité de la province. On rit de l'autre côté de la Chambre parce que l'on ne comprend pas; car, si l'on comprenait, l'on se retirerait!

La principale différence entre le Parti libéral et le parti de l'Union nationale, c'est que les libéraux considèrent la province comme étant leur fief personnel, tandis que, pour les partisans de l'Union nationale, le pouvoir n'est qu'un moyen pour atteindre un objectif.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est un beau discours celui que vient de prononcer le ministre de la Jeunesse et du Bien-être (l'honorable M. Sauvé), mais ce beau discours est la preuve la plus formidable de l'incompétence et de l'incurie du gouvernement en matière financière. Depuis 1944, le gouvernement de l'Union nationale a dépensé \$1,660,000,000, soit autant que tous les autres gouvernements depuis 1867. La situation financière à la fin de l'exercice courant montre l'incurie du gouvernement.

Au député de Bagot (M. Johnson) qui se demandait la veille comment il se fait que je me trouve aujourd'hui dans les rangs du Parti libéral, je réponds qu'en 1935 j'ai été littéralement pris par la vigueur des dénonciations du chef de l'Union nationale qui, à ce moment, avait à ses côtés MM. Paul Gouin, le Dr Hamel, René Chaloult, Ernest Grégoire; En 1942, mécontent des deux partis politiques, M. Maxime Raymond fondait le Bloc populaire; j'y adhérais et, en 1945, j'étais en même temps que M. Raymond élu à Ottawa; en 1944, le Bloc populaire faisait élire quatre députés au Parlement de Québec. Ce parti disparaissait en 1949. Ces aventures politiques m'ont fait réaliser que la population, à tort ou à raison, n'est pas prête à accepter un tiers parti.

Il parle de l'aventure malheureuse du nationalisme de 1911 avec Bourassa; la plupart des députés élus sous sa direction se sont ralliés plus tard au Parti conservateur. C'est peut-être, dit-il, ce qui a causé le plus de discrédit aux tiers partis. En 1935, l'Action libérale nationale s'allie au Parti conservateur pour former l'Union nationale, mais cette Union nationale n'a pas conservé l'esprit qui

animait l'Action libérale nationale. Paul Gouin, en 1939, a tenté, sans succès, de revenir dans l'arène; en 1948, il y a eu le Crédit social. Malgré la valeur de certains de ces hommes, il ne parvint pas à élire un seul député. On avait la preuve qu'il n'y avait pas, pour le moment du moins, de place pour un tiers parti. Il ne me restait qu'à choisir entre rester chez moi ou à adhérer à l'un des deux partis traditionnels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'a fait le député en 1949?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me suis présenté comme indépendant. Je fus battu par moins de 2,000 voix, mais j'ai eu plus de votes que jamais auparavant, cependant.

J'ai décidé cette année de ne pas demeurer chez moi et de faire mon choix. Je n'avais aucune idée préconçue lorsque des amis sont venus me demander de me présenter aux élections de 1952; j'ai étudié la situation. Trois documents ont décidé de mon adhésion au Parti libéral: d'abord un article du *McClean's* qui parlait du trafic des permis de la Commission des liqueurs dans le Québec et qui m'a scandalisé, de constater le régime corrompu des boissons alcooliques, me rappelant le régime corrompu et corrupteur que dénonçait le chef de l'Union nationale en 1935-1936, quand il s'attaquait au gouvernement libéral.

Le deuxième document est un article de *L'Action catholique* qui, en 1948, parlait du tripotage des fonds publics dans la province. Enfin, troisième raison, ce tripotouillage a continué. L'édition 1952 des *Comptes publics* le prouve. On lit sous la signature de M. Dolbec, auditeur général de la province, que "le service des achats ne tient pas suffisamment compte des méthodes d'affaires pratiquées dans le commerce et approuve des achats au prix le plus élevé du marché". Les *Comptes publics* disent donc qu'il y a tripotouillage des fonds publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Les *Comptes publics* ne parlent pas de tripotouillage. Je demande au député de ne pas déformer les textes. Ils ne parlent que "d'achats aux prix les plus élevés du marché", ce qui est une politique saine que j'ai déjà défendue et que je continuerai à défendre.

M. l'Orateur: Je demande au député de lire sans les altérer les commentaires des *Comptes publics*.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce sont là mes raisons de ne pas supporter l'Union nationale et je me suis demandé ensuite pourquoi je devais donner mon appui au Parti libéral. Je suis devenu partisan libéral en face du programme constructif de ce parti et, aussi longtemps que les libéraux défendront ce programme, ils peuvent compter sur mon appui. J'ai changé souvent de parti, mais je n'ai jamais manqué de parole à qui que ce soit.

Je suis, pour ma part, surpris d'entendre le ministre du Commerce dire que la province de Québec est la moins taxée de toute la Confédération. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'elle est la plus taxée, mais les chiffres officiels comparatifs frappent certainement le citoyen impartial qui se donne la peine de les regarder.

Les discours des ministres (l'honorable M. Sauvé et l'honorable M. Beaulieu) sont une justification pour ceux qui ont décidé de combattre l'Union nationale. Voilà des gens qui ont taxé la province et qui ont dépensé en huit ans \$1,660,000,000 et qui, malgré cela, n'ont pas été capables de maintenir la province de Québec, je ne dirai pas à la première place, mais même dans la moyenne de la Confédération.

Il (M. Hamel) cite alors les taux de taxes sur différents sujets dans le Québec et l'Ontario: gazoline, 13 cents dans Québec, 11 cents dans l'Ontario; tabac, 10 % dans Québec, 0 % dans l'Ontario; repas, 5 % dans Québec, 0 % dans l'Ontario; taxe de transfert, 2½ % dans Québec, 1/5 à 1 % dans l'Ontario; licences d'autos, pour une Ford, \$23 dans Québec et \$10 dans l'Ontario; licence de chauffeur, \$2.50 dans Québec, \$1 dans l'Ontario; taxe sur les corporations (capital), 1/10 de 1 % dans Québec et 1/20 de 1 % dans l'Ontario; taxe de vente, 2 % dans Québec, 0 % dans l'Ontario.

Dans tous ces domaines, dit-il, on ne peut toujours pas prétendre que la province de Québec est moins taxée que l'Ontario! Et comment, ensuite, un ministère de la couronne peut-il affirmer que notre province est la moins taxée de la Confédération, quand les faits prouvent le contraire? Il y a tout de même une présomption formidable que Québec est beaucoup plus taxée que l'Ontario.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule.

M. Hamel (Saint-Maurice): Au lieu de dire que c'est ridicule, le premier ministre ferait mieux de me prouver le contraire par des chiffres.

Le gouvernement se vante d'avoir instauré une prospérité formidable dans la province. La prospérité règne dans toutes les provinces. Ce qui est vrai, c'est que l'Union nationale n'a pas même réussi

à maintenir notre province dans la moyenne; \$1,965,000,000 de capitaux nouveaux ont été investis dans la province d'Ontario contre \$1,133,000,000 dans Québec. C'est 80 % de plus qu'en Ontario.

Il (M. Hamel) nie l'affirmation du ministre de la Jeunesse et du Bien-être social (l'honorable M. Sauvé) à l'effet qu'on dépense plus dans Québec que dans la province voisine. Il affirme que, pour sa part, sa conviction, c'est tout le contraire. Et il cite des chiffres. Dans Québec, dit-il, en 1952, on a dépensé, d'après les *Comptes publics*, pour le Bien-être social, l'Instruction publique et la Santé, une somme de \$85,600,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est malhonnête de fausser ainsi la situation. Il y a quatre départements dans les *Comptes publics* où est inscrite la dépense pour des items. Le député ne dit pas la moitié de la vérité.

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, le ministre n'a pas le droit de dire que je suis malhonnête.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai dit que les chiffres que le député cite sont malhonnêtes.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est le gouvernement qui est malhonnête, car ses *Comptes publics* sont organisés de façon à ce qu'il soit bien difficile de s'y retrouver. Le gouvernement est responsable du fait qu'on n'y voie goutte dans ses comptes.

Alors que dans Québec, on ne consacre que \$20.90 par tête pour le Bien-être social, cette somme est de \$30.90 dans l'Ontario.

Le débat est ajourné.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures

Questions de privilège:

Perte de permis de vente de liqueurs à Sorel

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) relève certaines affirmations faites, dans le cours de

l'après-midi, par le député de Richelieu (M. Cournoyer) au sujet de la perte des permis de vente des liqueurs à l'Hôtel Sorel et au Club Nautique, de Sorel. Le député a affirmé que ces deux endroits ouverts au public souffrent d'une injustice, par vengeance politique.

Il (l'honorable M. Duplessis) nie qu'il s'agisse d'une vengeance. Comme procureur général, dit-il, j'ai tout simplement fait observer la loi. En consultant l'article 36 de la loi de 1941, passée par conséquent sous un régime libéral, nous voyons que la Commission des liqueurs doit annuler tout permis quand il est démontré qu'il s'agit d'une troisième condamnation. La loi ne lui laisse pas de discrétion. Dans le cas du Club Nautique de l'Hôtel de Sorel, les propriétaires ont été condamnés trois fois et ont admis leur culpabilité. La Commission devait nécessairement annuler le permis. La loi a été appliquée. Sous l'Union nationale, nous faisons appliquer la loi.

M. Cournoyer (Richelieu): Le premier ministre répète tout ce que j'ai dit dans mon discours de l'après-midi. Mais j'ai dénoncé la façon dont la loi a été appliquée. Les aveux de culpabilité ont été faits à la suggestion de l'officier de la Commission des liqueurs.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1953-1954 (fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu au cours de la présente séance, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hamel (Saint-Maurice) continue son discours en citant des statistiques fédérales dans différents domaines, pour affirmer ensuite que le gouvernement du Québec n'a pas réussi à maintenir la province dans la moyenne des autres provinces.

Relativement aux taxes, il cite les chiffres suivants: Québec, \$184,000,000; Ontario, \$196,000,000, soit une taxe par tête de \$44.18 dans Québec et \$41.28 dans Ontario. La taxe par famille atteint \$200 dans Québec contre \$146 dans Ontario. Voilà, dit-il, la fameuse politique familiale de l'Union nationale.

La vente au détail est un élément pour établir le niveau de vie dans une province. La moyenne de

cette vente au détail dans tout le Canada est de \$767 par année. Elle est de \$877 dans l'Ontario et de \$606 dans Québec. Le niveau du revenu est inférieur dans Québec à celui de toutes les autres provinces. Cette moyenne est de \$978 pour tout le Canada, de \$1,191 dans l'Ontario et de \$823 dans Québec. J'accuse le gouvernement de Québec de n'avoir pas maintenu la province dans la moyenne des revenus au Canada.

Il (M. Hamel) cite des statistiques sur la moyenne du salaire horaire dans l'industrie manufacturière. Cette moyenne, dit-il, est de \$1.31 dans l'Ontario et de \$1.12 dans Québec. On dira peut-être qu'on travaille moins dans Québec. Voyons la moyenne des heures de travail. Cette moyenne est de 41.2 heures par semaine dans l'Ontario et de 43.6 dans Québec. Il faut donc conclure que les revenus moyens sont inférieurs dans Québec et que les heures de travail sont plus nombreuses, en moyenne, chez nous. Le coût de la vie est plus élevé dans Québec que dans les autres provinces. *La Gazette du Travail* l'établit à 184 points à Toronto et à 193.4 à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas sérieux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre me répondra tantôt s'il le désire. Il accuse de nouveau le gouvernement de n'avoir pas maintenu la province de Québec, dans la moyenne, dans toutes les sphères de l'activité économique. Comment peut-on expliquer tous ces faits? C'est parce que le peuple de la province ne bénéficie pas des taxes qu'on lui impose. On nous dira: Vous dépréciez votre province. C'est notre devoir d'hommes publics de dénoncer la situation, de la montrer sous son vrai jour.

On dira encore: Plaie d'argent n'est pas mortelle. Peut-être, mais il y a pire. L'Union nationale, depuis huit ans, a créé dans la province de Québec une atmosphère presque irrespirable, une division des classes. On ne peut tolérer un gouvernement qui énonce une philosophie politique malsaine.

Si certains libéraux, à entendre les ministres, ont pu parfois obtenir un traitement raisonnable, de l'Union nationale, il y a quand même un fait incontestable que toutes les déclarations ne changeront pas et que chacun des électeurs de chaque paroisse peut vérifier en matière de patronage politique. C'est le premier ministre lui-même qui a dit à Verchères et ici même en Chambre: Le gouvernement c'est pour l'Union nationale d'abord et, s'il en reste, pour les autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas dit ça. J'ai dit s'il y a une seule politique et que deux candidats, également qualifiés, l'un libéral et l'autre de l'Union nationale se présentent, je donnerai la préférence à celui de l'Union nationale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avec la conséquence qu'on a organisé un système de délation qui empoisonne l'atmosphère. J'ai rencontré, en arrivant ici, des fonctionnaires qui m'ont trouvé bien naïf de penser que celui qui a été élu par le peuple pouvait demander et obtenir ce que la loi lui permet pour son comté.

Actuellement, un seul parti a accès à l'administration. C'est un premier pas; bientôt, un seul parti aura le droit de siéger en cette Chambre.

La loi des liqueurs est appliquée de façon néfaste et malsaine. On jette sur le pavé des familles entières. Dans mon comté, le 17 juillet au matin, on a enlevé des licences à sept personnes contre lesquelles on ne pouvait invoquer une seule infraction à la loi. C'est parce qu'il a défait le candidat de l'Union nationale dans Saint-Maurice, déclare-t-il. Ils n'avaient pas fait de politique. Dans certains cas, des parents en avaient fait. Ainsi, Armand Bélanger, un vieillard de Baie-Shawinigan, a perdu sa licence; il n'a pas eu de lettre, mais le matin du 17 juillet, cinq policiers de la police provinciale sont arrivés pour lui dire que son permis était suspendu. Aucune raison pour ça.

Ces gens sont des martyrs de la politique et ils perdent leur gagne-pain. Bélanger a dû laisser sa femme et ses enfants, pour aller travailler à Parent. Sept citoyens de mon comté ont ainsi perdu leur permis et perdu en même temps leur gagne-pain. Toute loi qui donne à un homme le pouvoir de ruiner des individus est mauvaise.

On me dira que ce sont les lois des libéraux. C'est ce que j'ai toujours prétendu. L'Union nationale est en arrière de 25 ans. Dans le domaine de la philosophie politique, elle l'est de 3,000 ans. *Vae victis*, malheur aux vaincus, disaient les Romains, ceux qui perdent n'ont pas droit de vivre.

Voilà pourquoi j'ai adhéré au Parti libéral, écoutant la voix de ma conscience. Si on nous accuse de décrier la province, je dirai ceci: ce n'est pas celui qui juge que l'on doit critiquer, mais celui qui s'est rendu coupable d'actes répréhensibles.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)
rend hommage au ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) et aux autres ministres qui ont parlé avant lui.

On a beau fouiller les discours prononcés par les députés de l'opposition, dit-il, on ne trouve aucun argument sérieux, aucune marque d'intelligence. On se demande où les journalistes pourront prendre, dans cet amas de discours, quelque chose d'utile.

Le député de Lévis (M. Bélanger), dit-il, a parlé de majorités...

M. Bélanger (Lévis): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas parlé de majorité.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Non, c'est vrai. C'est le député de Jeanne-Mance (M. Noël). Mais il serait intéressant de fouiller dans les majorités des députés libéraux. On verrait par exemple que le député de Drummond (M. Pinard) n'a eu que 118; celui de Frontenac (M. Noël), 286; celui de Lévis (M. Bélanger), 99; celui de Québec-Ouest (M. Savard), 183; celui de Shefford (M. Ledoux), 230; celui de Témiscamingue (M. Goulet), 442; celui de Wolfe (M. Lemieux), 66; celui de Richmond (M. Lafrance), 341, ce qui forme le total de 1,760 de majorité et que, moi, dans mon comté, j'ai eu une majorité plus forte que tout cela, puisqu'elle est de 2,178.

Après avoir signalé les discours de plusieurs députés de la droite, dont il vante la mesure et la pondération, il (l'honorable M. Côté) en vient au discours du député de Saint-Maurice (M. Hamel). Il faut faire une mise au point, dit-il, au sujet des déclarations fantaisistes de ce député qui me fait penser aux feuilles d'automne, à cause de leurs couleurs variées, qui annoncent une chute prochaine. Le député de Saint-Maurice a été, tour à tour, nationaliste, partisan du Bloc populaire, de l'Action libérale, de l'Union nationale, pour échouer, finalement, avec les libéraux. Il a déjà été écrasé comme candidat du Bloc populaire au cours d'une élection. Il a été battu par plus de 5,000 voix en 1949. Après les prochaines élections, il ne siègera plus en cette Chambre.

Je connais le passé du député, dit-il, parce que j'étais moi-même du Bloc populaire; mais je l'ai abandonné lorsque je me suis aperçu qu'au lieu de lutter pour des idées, il ne s'acharnait qu'à détruire le grand Canadien français qui a fait du Québec la plus grande province du pays.

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre. J'ai dit que j'avais recueilli plus de votes en 1949 qu'en 1945.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Il s'est attaqué avec la même férocité, avec les

mêmes arguments, contre les libéraux. Ils l'ont connu à deux reprises et ils vont le connaître encore.

Le député de Saint-Maurice a déjà fait la lutte aux libéraux. Il disait en 1949: "Aucun candidat inféodé à un vieux parti ne peut être fidèle à son mandat"; "Plus une province se donne aux libéraux, plus son revenu est bas"; "Les trahisons et les mensonges du Parti libéral sèment l'anarchie", et c'était le même homme qui parlait tout à l'heure de sa conscience de député. Et le député de Saint-Maurice disait aussi en 1949: "Plus une province se donne aux libéraux, plus son revenu est bas." La même année, il déclarait en dénonçant le Parti communiste: "Le Parti libéral sème la méfiance et la haine". Ces paroles sont authentiques. Je les ai extraites du *Nouvelliste* de Trois-Rivières des 2, 9 et 17 juin 1949.

Il combattait le Parti libéral en criant au gaspillage et à l'orgie des dépenses, comme il vient de le faire dans son discours contre la politique de l'Union nationale. Il (l'honorable M. Côté) reproche au député de Saint-Maurice de déprécier sa province, de la rapetisser uniquement pour se mettre au service des libéraux qu'il traitait autrefois de renégats.

Il (l'honorable M. Côté) reproche au député de s'attaquer au chef de l'Union nationale: S'il y a quelqu'un, dit-il, qui a travaillé pour la province, c'est bien le premier ministre, ses collègues et celui qui vous parle. Je m'attendais à quelques accents de sincérité de la part du député. Il a dit il y a trois semaines qu'il avait adhéré au Parti libéral à cause de la question sociale et de la situation ouvrière. Aujourd'hui, il vient de donner trois autres raisons: un article du magazine *McClean's* sur la vente des liqueurs, l'article d'un journal de Québec, *L'Action catholique*, en 1948, sur la dilapidation des fonds publics et les *Comptes publics* de 1952. Ce qu'il y a de particulièrement savoureux, c'est que les *Comptes publics* de 1952 n'étaient pas imprimés lors des dernières élections.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. J'ai dit les *Comptes publics* de 1945 à 1952.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député était candidat contre les libéraux en 1949; c'est après les *Comptes publics* de 1945.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Voici les trois raisons qu'il donne pour s'être joint aux libéraux qu'il traitait auparavant comme des voleurs et des bandits. J'espère qu'il ne sera jamais

juge, car s'il rendait des jugements semblables à ceux-ci, ils n'auraient pas grande valeur. Et voici qu'il attaque vigoureusement sa petite patrie. Il préfère sacrifier sa province à ses sentiments politiques. Il a cité les taxes et n'a mentionné que celles de son choix. Il n'a cité que trois taxes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, je dois dire que j'ai cité les taxes suivantes. Il (M. Hamel) en énumère une dizaine.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): C'est encore pire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre n'a pas le droit de mettre ma parole en doute.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je ne la mets pas en doute, mais je vous plains.

Le député de Saint-Maurice nous a parlé de taxes, mais ce qu'il a oublié de nous dire, c'est que le permis de conduire qui coûte \$2.50 aujourd'hui valait \$5 au temps des libéraux.

Le député de Saint-Maurice a négligé de dire que de nombreuses taxes existent en Ontario, mais non au Québec.

L'Ontario a un revenu brut de \$304,966,000 et a dû combler un déficit avec un emprunt de \$48,000,000; le député de Saint-Maurice n'a pas dit que les revenus de la province de Québec avaient été moindres de \$34,376,000. Et l'on se permet de faire des comparaisons.

Le député de Saint-Maurice prétend que nous dépensons trop. Nous dépensons trop pour les écoles, pour les hôpitaux, pour les sanatoriums, pour les routes! Quand il dit que nous avons dépensé \$1,660,000,000 en neuf ans, j'en suis fier. Nous avons un gouvernement qui pense aux gens de chez nous. Il leur a donné le crédit agricole, l'électrification rurale, des ponts, des routes, des hôpitaux, des écoles, toutes choses que nous n'aurions pas eues sans l'Union nationale. Mais, de l'autre côté de la Chambre, on ne veut pas que notre peuple soit riche et instruit. Peu importe au député de Saint-Maurice de déprécier sa petite patrie, ses progrès, ses finances, du moment qu'il sert son nouveau parti.

Le député de Saint-Maurice a cité une remarque de M. Dolbec, Le vérificateur des *Comptes publics*. Mais cette remarque, M. Dolbec la répète chaque année. En 1944, il la faisait déjà. Il reprochait au service des achats de n'être pas efficace ou de faire des achats au prix de détail.

Il rappelle deux événements de ces derniers mois, le centenaire de l'Université Laval et le congrès de la langue française. Ces événements nous ont fait voir la nécessité de nous baser sur la tradition française, sur les principes chrétiens pour faire une œuvre durable. Le peuple doit garder sa langue, trait d'union entre le passé et l'avenir. Une leçon se dégage donc des deux événements: nous devons faire notre possible pour continuellement travailler à l'enrichissement de notre culture et de notre cœur.

L'Union nationale a travaillé à notre enrichissement en s'occupant de l'enseignement dans une province où, avant 1944, on ne trouvait que des écoles délabrées, des institutrices mal payées et où il n'y avait pas de routes pour permettre aux écoliers de se rendre en classe.

L'Union nationale a commencé par payer les \$100,000,000 de dettes des commissions scolaires.

L'Union nationale a compris alors le désastre des droits abandonnés à Ottawa par le gouvernement libéral en 1942. Cette cession de droits fait perdre à la province \$400,000,000 par année, \$400,000,000 qui nous seraient aujourd'hui si utiles.

L'Union nationale a fait beaucoup pour l'enseignement. Son Éminence le cardinal Léger déclarait il y a quelques jours: "Notre système scolaire peut soutenir la comparaison avec celui de tout autre pays". J'aime mieux ce témoignage que celui de nos amis d'en face.

De 1944 au 31 mars 1952, nous avons construit dans la province de Québec 1,614 écoles, comprenant 5,071 classes; les travaux ont coûté \$63,585,762; le gouvernement a accordé \$38,296,224 d'octrois.

Durant l'année 1951-1952, il s'est construit 324 écoles contenant 1,368 classes au coût de \$21,300,895, dont \$11,674, 906 ont été payés grâce à des octrois du gouvernement provincial. C'est dans les écoles que nous avons la véritable barrière contre les idées subversives et le communisme.

Jamais les salaires des instituteurs et institutrices n'ont été aussi élevés. À Montréal, la moyenne des salaires est de \$3,542 pour les instituteurs laïques. La moyenne pour toute la province est de \$2,919.21 pour les instituteurs et de \$1,177.53 pour les institutrices.

En 1935, 1,099 institutrices rurales gagnaient moins de \$150 par année. Il y en avait 1,780 à \$200 et 1,734 à \$300. Aujourd'hui, il n'y en a pas en bas de \$600 et il y en a 1,270 qui ont \$1,500 et plus.

Il (l'honorable M. Côté) parle aussi des \$100,000,000 de dettes scolaires assumées par le gouvernement: 1,027 corporations scolaires ont profité de cette loi, dit-il, sur un maximum possible de 1,057.

Mais tout cela n'est pas important pour les députés de la gauche, ajoute le ministre. L'important pour eux, c'est la Commission des liqueurs. Le peuple les jugera à leurs enfantillages.

Il regrette que l'opposition fasse de la politique aux dépens de la province et il déclare qu'il aime mieux servir sous le premier ministre actuel qui assure la grandeur, la force et la puissance de la province de Québec. Il remercie le premier ministre pour le bel avenir qu'il assure à ses enfants.

La motion est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Subsides:

**Budget des dépenses
1953-1954**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Chiffre dans *La Victoire* du 19 février 1953, à la page 1: \$950.

2. Chiffre dans *La Victoire* du 19 février 1953, à la page 1: 94,594 jeunes.
3. Chiffre dans *La Victoire* du 19 février 1953, à la page 1: 27,697 élèves.
4. Chiffre dans *La Victoire* du 19 février 1953, à la page 1: 2,147 diplômés.
5. Chiffre dans *La Victoire* du 19 février 1953, à la page 3: \$517,630.
6. Chiffre dans *La Victoire* du 19 février 1953, à la page 3: \$2,926,640.
7. Chiffre dans *La Victoire* du 19 février 1953, à la page 3: \$420,920.
8. Chiffre de *Montréal-Matin* du 14 février 1953, à la page 5: 39,236 bourses.
9. Chiffre de *Montréal-Matin* du 14 février 1953, à la page 5: \$5,664,000.

Première séance du lundi 16 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Notaires

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 226 concernant la profession de notaire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'étonne de voir que le chef de l'opposition, notaire lui-même, favorise la clause stipulant qu'il n'y aura pas d'appel aux tribunaux des décisions de la Chambre, du conseil ou de la commission d'appel.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Ce n'est pas mon bill. Si le premier ministre veut faire un amendement, nous l'étudierons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai pourtant entendu des déclarations enflammées, de la part de gens qui trouvent toujours à critiquer, lorsqu'il s'est agi de supprimer certains appels aux tribunaux.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Faites l'amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose que l'opposition s'amende!

Les articles 1 à 210 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 après l'avoir amendé².

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses
1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Le gouvernement ne pourrait-il pas faire davantage de publicité lors de l'émission d'obligations, pour inciter les Canadiens à placer leurs capitaux dans nos industries? Si on laisse les Américains prendre tous les risques, ils prendront aussi tous les profits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le public hésite à acheter des obligations à cause de l'impôt sur le revenu. Il place son argent dans des valeurs peut-être moins sûres, se laissant aller à la spéculation, pour ne pas avoir à déclarer les revenus éventuels qu'il retirerait du placement de capital en obligations. Nos gens sont peut-être aussi d'une prudence excessive parce qu'il s'est perdu beaucoup d'argent dans des entreprises purement spéculatives.

L'impôt sur le revenu devrait être établi sur une autre base. Actuellement, ce n'est pas le revenu qu'impose le gouvernement fédéral, mais c'est un impôt sur le salaire et le travail. Un revenu et un salaire, ce n'est pas la même chose; le revenu, c'est surtout le fruit de placements. Je ne veux pas dire que l'on ne devrait pas imposer certains gages, mais on devrait néanmoins chercher une autre base d'établissement de l'impôt sur le revenu.

Actuellement, bien des gens arrêtent de travailler après huit ou neuf mois, parce que ce qu'ils gagneraient en travaillant les trois ou quatre autres mois s'en irait au fisc. Le cas arrive notamment chez des professionnels, des médecins.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je ne pense pas que l'impôt sur le revenu et les corporations soit un réel empêchement au placement de l'argent en obligations. On a encore tendance à placer son argent dans l'immeuble.

Il demande au gouvernement de former une commission pour étudier le problème. Sans aller aussi loin qu'aux États-Unis où l'on exige un bilan complet lors de l'émission d'obligations par des corporations, dit-il, le gouvernement devrait chercher un moyen terme et exiger que l'on fasse connaître au moins sommairement l'état financier, pour savoir si on a affaire à une spéculation ou à un placement sûr.

C'est parce que j'ai une grande confiance dans l'avenir économique de la province de Québec que je voudrais que plus de Canadiens du Québec placent des capitaux dans les nouvelles entreprises.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province de Québec est à la veille de la période de libération. Rappelant une déclaration d'un économiste qu'il y a trois périodes dans la vie d'un peuple, celle de la gestation, de l'organisation et de la libération, le premier ministre est d'avis que la province est à la phase finale de son grand développement économique.

Avec l'essor industriel que nous connaissons aujourd'hui, la confiance revient. Les placements des capitaux canadiens se font de plus en plus importants et nous comptons un plus grand nombre des nôtres à la direction des grandes entreprises. Le mouvement va s'accroître graduellement. La province de Québec a encore besoin du capital étranger, mais les Canadiens s'intéressent de plus en plus au développement de leurs ressources et graduellement, sans confiscation et sans sabotage, ils assumeront une plus grande maîtrise de leur vie économique.

(La discussion se poursuit)

Le gouvernement est toujours en pourparlers avec les compagnies du papier pour que soit maintenu le prix spécial consenti aux journaux de la

province et pour établir certains principes auxquels nous tenons³. Les compagnies de papier réalisent de bons surplus et les journaux de la province de Québec sont en droit de s'attendre à ce que les compagnies tiennent compte de certains facteurs particuliers, inhérents au fait qu'ils tirent leurs revenus de l'exploitation de nos richesses naturelles. Aujourd'hui, du fait du développement de nos ressources, le public a une confiance de plus en plus grande dans les obligations de la province dont le crédit est plus stable que jamais.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que le premier ministre montrera dans Westmount, aux prochaines élections, certains films que ses partisans ont montrés ailleurs aux dernières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons pensé au député de Westmount, mais il n'est pas photogénique.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Plus que mon adversaire en tout cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'accord.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que les films qui ont été ainsi montrés aux électeurs pour vanter l'Union nationale ont été tournés à même les \$350,000 votés pour la publicité de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut que les gens puissent voir les améliorations faites dans la province; les touristes aussi. Ainsi, l'entrée du pont de Québec a été élargie. Nous avons invité le chef de l'opposition à la bénédiction, mais il n'est pas venu.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je ne suis pas pour aller sur un pont avec le premier ministre.

M. Bélanger (Lévis): Dans mon comté, on a montré de ces films durant les élections. Il y avait aussi Esther Williams, des chemins neufs, qu'on disait de l'Union nationale et des vieilles routes, qu'on disait celles des régimes libéraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne connais pas Esther Williams.

M. Bélanger (Lévis): Mais je me demande si c'est convenable qu'un parti politique se serve de l'argent de la province pour faire de la propagande politique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition, c'est Esther Williams: elle nage entre deux eaux. Il n'est pas défendu de prendre la photo de travaux publics, du parlement, etc.

M. Bélanger (Lévis): Oui, mais l'Union nationale n'aurait pas présenté ces films si ça n'avait pas fait son affaire, tout ça payé par moi et tous les contribuables. Autrefois, on disait qu'un député "obtenait" quelque chose pour son comté; maintenant, avec l'Union nationale, on dit qu'il "donne". En réalité, c'est l'argent du peuple qui est redistribué à celui-ci, mais on présente ça sous un autre jour. En Russie, on fait beaucoup de films de Staline.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député ne peut me comparer à Staline, c'est rouge et je ne suis pas rouge.

M. Bélanger (Lévis): Pourtant, la caisse électorale de l'Union nationale est assez bien garnie sans qu'on n'ait recours aux fonds de la province.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Pourrais-je, aux prochaines élections, avoir de ces films pour montrer, à mes électeurs, les ponts de \$2,000,000 construits sans soumissions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le peuple est assez en faveur de ces ponts. La faiblesse de l'opposition, c'est sa soumission aux gens d'ailleurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges) fait état des remarques de l'auditeur concernant la façon de procéder du gouvernement, qui n'est pas toujours celle des entreprises commerciales et industrielles.

M. Ross (Montréal-Verdun) attire également l'attention de la Chambre sur une remarque du vérificateur des *Comptes publics* de la province de Québec, M. Dolbec à l'effet que certains achats se font au plus haut prix du marché. N'y aurait-il pas moyen de demander des soumissions pour avoir des prix plus avantageux par l'administration?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'auditeur ne voit pas l'administration de la même façon que le gouvernement. L'auditeur envisage la situation au point de vue commercial, de façon abstraite, c'est le dogme commercial. Le gouvernement l'envisage de façon humanitaire.

Mais il existe une foule de marchands dont la présence est nécessaire à la prospérité et à l'essor de la province de Québec. C'est pourquoi nous les aidons autant que possible. Nous achetons de grandes quantités de marchandises au prix du gros. Mais nous vivons sur la terre et nous devons avoir le sens pratique. J'ai plus de confiance à l'humanisme qu'au formalisme.

M. Ross (Montréal-Verdun): Les affaires de la province devraient être administrées comme les affaires d'une entreprise ou une maison commerciale, où l'on s'efforce de toujours acheter au prix le plus bas, car c'est le produit des taxes payées par les contribuables que le gouvernement dépense.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications sur le paiement de comptes de \$56,164 à Envelope International Ltd., de \$97,136 à Moore Business Forms Ltd. et de \$194,501 à Remington Rand Ltd. par le Conseil exécutif au cours de l'exercice financier 1951-1952.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les frais d'administration, les achats de matériel de bureau, etc., qui se montent à des centaines de milliers de dollars par année s'expliquent par l'expansion des services administratifs de la province depuis un demi-siècle. En 1895, il n'y avait au Québec qu'une vingtaine d'arrêtés ministériels par an; aujourd'hui, on en compte quelque 200 par semaine. Le nombre des fonctionnaires atteint de 15,000 à 16,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Chaque ministère accorde des octrois. Pourquoi le Conseil exécutif réclame-t-il une somme de \$225,000 à distribuer en octrois en 1953-1954?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Conseil exécutif accorde des octrois pour les

terrains de jeux, les salles paroissiales, l'anniversaire de la fondation de certaines œuvres.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 16 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Étang-du-Nord et Cap-aux-Meules

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que le bill 208 accordant à la corporation de l'Étang-du-Nord et la corporation du village de Cap-aux-Meules, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage ayant été présenté en retard pour des raisons incontrôlables, les droits additionnels que la pétitionnaire a payés lui soient remboursés.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Ross (Montréal-Verdun): Quel est le nombre des commissaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y a un commissaire, M. Ernest Laforce.

M. Ross (Montréal-Verdun) s'informe du salaire des commissaires de la Commission de la reclassification des employés civils¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ils reçoivent \$3,600 par année.

M. Ross (Montréal-Verdun) s'enquiert de la progression du travail de reclassification.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y a beaucoup de travail exécuté actuellement. À mesure que le gouvernement reçoit les rapports des commissaires, il améliore la situation des employés civils.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Reste-t-il beaucoup d'ouvrage à faire dans ce domaine?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui, car il ne faut pas oublier que nous avons 15,000 employés.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges):
Quels sont les ministères où la reclassification est terminée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Instruction publique, le Bien-être social et la Jeunesse, l'Agriculture et une partie du département du procureur général. Comme d'habitude, je me sers le dernier.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): M. Wheelan, commissaire, est également vice-président du Club Renaissance. Le premier ministre croit-il que c'est une bonne chose?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Wheelan n'est pas un employé permanent et il ne tombe pas sous la loi du service civil. Il est commissaire. Rien ne l'empêche de faire de la politique. D'ailleurs, il n'en fait pas beaucoup. C'est un partisan de l'Union nationale, comme tous les gens bien pensants.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Même s'il ne tombe pas sous la juridiction du service civil, je crois qu'il n'est pas convenable qu'il agisse comme officier d'un club politique. Si tous les employés du gouvernement faisaient de même, advenant un changement de régime, il faudrait changer tous les employés.

Le moyen d'éviter les bouleversements dans le service civil à chaque changement de gouvernement, c'est d'empêcher les employés de faire de la politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi ne couvre pas le cas de M. Wheelan et il a droit de faire de la politique. Il y a des précédents. Sous les régimes libéraux, les procureurs de la couronne faisaient partie du Club de Réforme et faisaient de la politique à l'année longue.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges) ne nie pas à l'employé civil le droit à ses opinions, mais, dit-il, il ne peut pas travailler ouvertement pour un parti.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Presque tous les sous-ministres libéraux sont restés en fonction sous l'Union nationale. Il nomme Me Léopold Désilets, chez le procureur général, M. Avila Bédard, aux Terres et Forêts. Il classe dans ce groupe les autres sous-ministres de la Santé, des Pêcheries, des Travaux publics. Il me semble, dit le premier ministre, que l'opposition n'a pas à se plaindre du traitement que nous accordons à ses amis.

Cependant, pour ma part, je n'approuve pas que les employés civils permanents fassent ouvertement de la politique. C'est défendu par la loi. Mais la nature humaine étant ce qu'elle est, il est pratiquement impossible d'empêcher cela. Il y a toujours eu des exceptions et je pense qu'il y en aura toujours. Après tout, ce n'est pas immoral que de faire de la politique, lorsque l'employé remplit loyalement ses fonctions.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): La formule logique pour les employés civils, c'est le dévouement à leur travail et non pas le dévouement à leur parti. Il demande au premier ministre des explications sur un second salaire, au nom de M. Laforce, qui apparaît aux *Comptes publics*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Laforce reçoit \$6,000 comme président de la Commission du service civil et \$3,600 comme membre du comité de reclassification.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Se rappelle-t-il de son âge maintenant?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sais pas. Mais ce que je sais, c'est qu'il ne se souvient plus des anciens régimes libéraux. C'est trop loin en arrière. Ce qu'il dit au sujet de son âge est parfaitement explicable, du reste. M. Laforce a probablement voulu faire un mot d'esprit. Il a dit alors: "Après tout, qui peut jurer de son âge? N'est-ce pas du oui-dire." On ne peut jurer positivement que ce dont on est absolument sûr. Or, plusieurs centaines de certificats de baptême ne sont pas exacts. Il y a même des pères et des mères qui sont mal décrits.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): C'est fort incommode. Si le raisonnement du premier ministre est juste, il faudra recourir maintenant à des preuves secondaires pour établir exactement son âge et ne plus se fier aux certificats de baptême. Il y a une limite d'âge qui est prévue dans la loi pour les commissaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas de M. Laforce, deux choses ont été plaidées: son âge et le fait qu'il n'y avait qu'un commissaire au lieu de trois. L'action avait été prise par le registraire de Gaspé, M. Keable, qui a perdu en Cour supérieure et en Cour d'appel.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que le gouvernement a payé pour l'impression

d'une brochure écrite par M. Paul Bouchard sur la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une bonne brochure.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): On ne peut pas tourner une page sans y trouver des éloges du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Bouchard est un homme franc.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je ne crois pas que le premier ministre veuille endosser toutes les franches déclarations que M. Bouchard a déjà faites...

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je dirai au chef de l'opposition que cette brochure a été publiée par des particuliers. Ils la vendent 35 cents. Le gouvernement n'a rien payé pour ça. Mais c'est très bien fait.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je n'ai pas tout à fait la même opinion. Si ce travail avait été fait de façon plus objective, il aurait été recommandable; mais quand on y voit que tout ce que les libéraux ont fait était mauvais et que tout ce que l'Union nationale a fait est bon, on trouve que c'est pas mal bleu.

Est-ce que le gouvernement a accordé de la publicité à la *Chronique de Magog*?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, sans doute, car nous encourageons beaucoup les hebdomadaires, même ceux qui sont amis de l'opposition.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Comme le *Montreal Star*?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le *Star* est indépendant; il fait des compliments à M. Saint-Laurent.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Et au premier ministre de la province...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il doit dire la vérité. C'est un des meilleurs journaux anglais du pays, avec la *Gazette*. Son propriétaire est

l'un des plus grands philanthropes de l'Amérique du Nord et peut-être le plus grand au monde.

Le premier ministre se dit convaincu que tous les députés s'entendent sur le fait qu'aucun humain ne peut dicter une politique éditoriale à l'éditeur du *Montreal Star*. Lorsque le journal me félicite, j'aime ça.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je partage l'opinion du premier ministre au sujet de la générosité du propriétaire du *Star*, générosité qui devrait être imitée. En ce qui a trait à la politique éditoriale du journal, il entre beaucoup de bleu dans la rédaction des ces articles-là.

Il (M. Marler) dit espérer que le *Star* manquera bientôt d'encre bleue et utilisera un peu plus d'encre rouge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait l'éloge du chef de l'opposition (M. Marler), mais, dit-il, comme chef d'opposition seulement. Ça me fait de la peine, de voir les petits, en arrière, piailler comme des oiseaux et parler de l'édition de 1952. Le chef de l'opposition actuel est infiniment supérieur à l'absent.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je ne dirai rien en réponse à cela. Si je donne mon opinion sur le premier ministre, M. le président, sur sa gentillesse, vous allez me blâmer...

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Électrification rurale - Traitements et dépenses (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Mon comté jouit de l'amélioration apportée par l'électricité. Il y a un certain nombre d'années, on n'aurait même pas pu imaginer que les Îles bénéficieraient un jour du courant électrique, mais le gouvernement de l'Union nationale a réalisé cette œuvre et j'en rends grâce aux membres du gouvernement et au premier ministre. Grâce à la loi de l'électrification rurale, une coopérative a été organisée et les deux plus grandes îles de l'archipel, celle du Havre-aux-Maisons et celle de l'Étang-du-Nord, auront le courant dès l'été prochain. Ce sera un avantage très considérable pour ce petit pays qui a été tant négligé dans le passé. C'est de la véritable justice sociale.

Contrairement à ce que voudraient faire croire certaines productions cinématographiques actuellement présentées, les Îles-de-la-Madeleine ne sont pas un pays sous-développé. Au contraire, c'est un pays qui va de l'avant, qui a des routes, des entrepôts frigorifiques, un hôpital de 100 lits et tous les éléments de progrès que l'on trouve dans les plus belles paroisses de la province. C'est un pays que je suis heureux de représenter en Chambre depuis plus de 15 ans.

L'électricité sera produite par quatre moteurs diesel dont deux sont en voie d'installation à Cap-aux-Meules.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): J'admets que l'électrification rurale a rendu de grands services à la population. Sur le principe, les libéraux sont d'accord, mais nous nous opposons à la façon dont le gouvernement veut procéder.

Les frais d'administration et de construction des lignes sont considérables. On a dépensé énormément depuis 1946 et le montant s'enfle d'année en année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province est immense et les lignes doivent desservir des territoires où les usagers sont éloignés les uns des autres. Depuis le début de cette expérience gouvernementale, l'Office d'électrification rurale s'est occupé de la réparation des lignes et de la formation des techniciens dans les campagnes, pour qu'éventuellement les coopératives soient capables de procéder elles-mêmes aux réparations urgentes.

Un montant de \$20,000,000 a été mis à la disposition de l'Office et est déjà en grande partie engagé. Quand même nous dépenserions \$20,000,000 pour l'électrification rurale, je considère que ce serait un excellent placement. L'électrification rurale contribue à stabiliser l'agriculture, à rendre les campagnes plus intéressantes, à augmenter la production et les bénéfices, à garder les cultivateurs sur leurs terres; l'électrification de la campagne a enrayé l'exode rural vers les villes, elle a réglé le problème de la main-d'œuvre à la campagne. Aujourd'hui, 62 % des fermes de la province sont électrifiées, alors que la proportion n'était que de 20 % en 1944.

La province était très riche en ressources hydroélectriques et les cultivateurs doivent en bénéficier comme les autres, puisque c'est une richesse qui appartient à l'ensemble de la population.

M. Bélanger (Lévis) demande combien de coopératives sont en opération dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a actuellement 170 coopératives dans la province. La province de Québec est probablement le deuxième pays au monde pour la quantité d'électricité développée et à développer. Nos pouvoirs d'eau sont tous situés à des endroits stratégiques, mais sur la Côte-Nord. La politique du gouvernement doit être de développer les grands cours d'eau au bénéfice de toute la province, au lieu de dépenser de l'argent au développement des petites chutes.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): La commission d'enquête sur les problèmes coopératifs fera-t-elle bientôt connaître les résultats de son travail?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'ici un an peut-être. Il s'agit d'une question étendue, qui comporte d'immenses problèmes; il faut donc un travail défini et complet. Le seul problème fiscal offre bien des difficultés. Il faut en outre voir à garder aux coopératives leur caractère coopératif.

(Le débat se poursuit sur la question des coopératives d'électricité.)

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): (À un certain moment au cours de la discussion) Le premier ministre voudrait sans doute voir 92 députés de l'Union nationale en Chambre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, car dans les grands tableaux, les artistes laissent toujours un peu d'ombre. Mais nous rallions tous les bleus et les rouges sérieux, de même que les nationalistes; il reste des nationalistes, mais ce n'est pas important.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je ne connais pas un seul rouge sérieux qui ait été satisfait du résultat des dernières élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un chef rouge qui a toujours voté contre l'Union nationale me disait, l'autre jour, qu'il y a au moins 1,500 chefs rouges qui ont voté pour l'Union nationale aux dernières élections, parce qu'ils ne voyaient pas dans les discours de ceux qui se disaient les porte-étendards du Parti libéral les vrais principes libéraux, à cause aussi du genre de campagne que les libéraux ont fait. Ils se sont dit qu'ils devraient aller à l'école encore un peu.

(Le débat se poursuit et, à un moment donné, il est question du dollar que M. Duplessis avait payé

à M. Marler à la suite d'un pari sur les majorités des deux hommes aux dernières élections.)

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je vais garder ce dollar longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aussi bien, car ça n'arrivera pas souvent. Le gérant de la Banque de Toronto m'avait envoyé, pour ça, un dollar tout neuf, mais je me suis dit qu'il ne fallait pas donner rien de neuf à l'opposition. Rien n'empêche que, comme partisan, je voudrais "l'autre" comme chef de l'opposition, mais comme Canadien et comme patriote, j'aime mieux celui qui siège actuellement de l'autre côté.

(Le comité entreprend une discussion sur la Régie des loyers)⁵

M. Ross (Montréal-Verdun): Comment se fait-il que M. John O'Meara, commissaire de la Régie des loyers, à Montréal, fait des causeries politiques en faveur de l'Union nationale à Radio-Canada?⁶

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme commissaire des loyers, il est pénétré du sens de la justice. Il ne peut donc faire autrement que de louer les œuvres de l'Union nationale. Il a sans doute voulu en profiter pour expliquer à la province qu'elle avait un bon locataire en l'Union nationale et que le bail valait d'être prolongé.

M. Ross (Montréal-Verdun): Ce monsieur a des fonctions quasi-judiciaires et il est anormal qu'il fasse des causeries politiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. O'Meara s'intéresse au progrès de la province. Ce n'est pas de sa faute si l'Union nationale accomplit tant de progrès; mais les faits sont là et ils font, seuls, l'éloge de l'Union nationale.

M. Ross (Montréal-Verdun): À un programme de radio purement politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le soir, ça. Il travaille le jour et, le soir, il est libre; son ouvrage est terminé. Il emploie ses soirées à faire le bien et à répandre le bien. N'y a-t-il pas de plus grand délassement que celui-là? D'ailleurs, s'il parle à la radio, c'est avec la connivence de Radio-Canada...

(Rires des deux côtés de la Chambre)

M. Ross (Montréal-Verdun): Comme ça, on peut dire aux juges...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'ont pas de "quasi" eux.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Il n'est pas quasi Union nationale, mais Union nationale à 100 %, lui. Je trouve étrange aussi que le notaire Cossette, administrateur à \$6,000 par année de la Régie des loyers, pour le district de Québec, ait eu pour \$816 de dépenses l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le district de Québec comprend aussi Lévis, les villes du comté de Québec et plusieurs autres.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Tout de même, je suis surpris de voir que ça coûte \$800 pour voyager dans un si petit territoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un administrateur peut avoir des inspecteurs avec lui; il lui faut peut-être trois ou quatre personnes dans ses voyages, ce qui augmente les dépenses.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Ce n'est pas très clair. À Montréal, beaucoup de gens ont l'impression qu'un grand nombre de personnes qui travaillent pour la Régie des loyers ne font pas grand-chose, notamment les conseillers juridiques qui reçoivent de \$3,000 à \$4,000 par an et qui ne vont jamais au bureau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces conseillers juridiques sont souvent des administrateurs conjoints. Les autres ne vont pas au bureau, mais ils sont obligés de donner des consultations légales gratuites dans leur propre bureau. Nous avons voulu que la loi soit administrée sans qu'il n'en coûte un sou à personne.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges) interroge le premier ministre au sujet de Me Yves Gabias, à l'emploi de la Régie des loyers à Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Me Gabias n'est plus à la Régie, mais il est devenu procureur de la couronne. C'est un jeune homme très brillant, dont le père était député libéral et qui a été nommé contrôleur de la ville de Trois-Rivières, alors que le Parti libéral protégeait l'autonomie municipale. Son fils a décidé de se fixer à Trois-Rivières; il a épousé une charmante personne. Il est

aussi secrétaire de la Commission d'enquête sur les assurances. Et, si l'occasion m'était donnée de lui rendre service de nouveau, je le ferais avec plaisir.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) soulève le cas de propriétaires sans-cœur qui, affirme-t-il, à peine ont-ils acheté une maison, envoient à leurs locataires des avis haussant les loyers de 50 % et 75 %. Les locataires qui sont renseignés s'adressent à la Régie, mais les autres acceptent des conditions qui n'ont pas de bon sens. Est-ce que le premier ministre ne pourrait pas faire une autre déclaration pour mettre les propriétaires en garde contre ces exagérations?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi que nous avons adoptée était déjà une amélioration sur la loi fédérale. Mais elle s'est avérée incomplète et nous l'avons améliorée. Il y avait les propriétaires qui vendaient la clef du logement \$100 et \$200. Il y eut aussi le "racket" des meubles. Mais il y aura toujours des gens pour contourner la loi.

Actuellement, si le propriétaire use de fraude, le bail peut être annulé n'importe quand. La grande majorité des propriétaires respectent la loi, mais il y en a toujours qui cherchent à la contourner; il y a certains propriétaires qui sont des sans-cœur. Mais il faut rappeler que les locataires ont tous les recours légaux ordinaires en plus des recours que donne la loi. Et, dans certains cas, les propriétaires peuvent être forcés de rembourser et s'exposent aux diverses sanctions prévues par la loi.

M. Bélanger (Lévis): En certains cas, des locataires ont offert des montants exagérés dans le but d'obtenir ces logements et le montant a été sanctionné par la Régie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela me surprendrait. Le contrôleur ne peut approuver des loyers à des prix exorbitants. Un administrateur qui, par ses actes, encouragerait une hausse injuste des loyers ne ferait pas son devoir.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix mille⁷ dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Service civil intérieur (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Le personnel se monte à 73 employés. Il y aura deux ou trois postes vacants au cours de 1953-1954 et une dizaine de nouveaux employés. Tout le personnel a reçu des augmentations de salaires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Imprimeur de la reine (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Nous demandons \$62,000, soit \$12,000 de plus que l'an dernier pour la *Gazette officielle*. La *Gazette officielle* prend une importance accrue et il y a les augmentations de salaires.

M. Marler (Montréal-Saint-Georges): Je ne comprends pas très bien. On demande \$62,000 pour la *Gazette officielle*; en 1951-1952, les annonces parues dans la *Gazette officielle* et les abonnements ont rapporté respectivement \$42,422.81 et \$8,289.72.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
La vente des Statuts a également rapporté \$7,428.78. Pour l'exercice financier 1953-1954, nous demandons \$62,000 pour la *Gazette officielle*, \$28,000 pour faire imprimer, relier et distribuer les Statuts, soit \$90,000 en tout. Les sommes demandées représentent la différence entre les recettes et les dépenses prévues, notamment les frais de main-d'œuvre. La *Gazette officielle* prend de l'importance et il faut augmenter le salaire des ouvriers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-sept mille cinq cents dollars⁸ soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Les postes vacants de conservateur et d'assistant-conservateur au Musée de la province donneront lieu prochainement à des nominations. Actuellement, c'est M. Antoine Roy qui dirige officieusement le personnel de 27 employés, ayant un salaire moyen de \$1,950.

La Commission des monuments historiques ou artistiques aura \$50,000 à sa disposition au lieu des \$25,000 qui avaient été votés au début de cette année 1952-1953. On fera remplacer les vieilles plaques de bronze, altérées par le temps. Et l'on fera exécuter certains travaux, notamment à l'église de Saint-Pierre de l'Île d'Orléans, à l'église Saint-Mathias de Rouville, au cimetière de l'Île-aux-Coudres, à la vieille tour de Pointe-aux-Trembles où Jeanne Mance aurait enseigné aux premiers temps de la colonie.

La Commission des monuments historiques ou artistiques, qui devait être formée en vertu de la loi votée il y a plus d'un an, n'a pas encore été constituée, mais les nominations vont être faites prochainement.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande au ministre pourquoi le montant prévu pour des livres de récompenses a été diminué?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

On a pu réduire le montant prévu pour les livres de récompenses parce que le département a une réserve considérable. En faisant l'inventaire, on a découvert quelque 25,000 à 30,000 volumes parfaitement distribuables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

déplore que parfois des œuvres d'art faisant partie du patrimoine artistique du Québec, ont été vendues par ignorance de leur valeur, pour de petites sommes, à des étrangers. Cela s'est produit, dit-il, à plusieurs reprises pour des objets liturgiques ou des souvenirs de famille.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

8. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Nous dépenserons en 1953-1954: \$240,000 pour le Conservatoire de musique et d'art dramatique,

\$21,500 pour l'enseignement du solfège et \$288,500 pour les écoles des beaux-arts de Montréal et de Québec.

La section d'art dramatique du Conservatoire n'existe pas encore, mais verra bientôt le jour. La façon de constituer cette section est très contestée par suite des diverses conceptions de l'enseignement de l'art dramatique. Des rapports doivent être adressés à M. Pelletier, et une décision sera prise à la suite de ces rapports.

Une somme de \$96,000 est réservée pour l'École des beaux-arts de Québec, qui compte 502 élèves le jour et 88 le soir. Cette école, dirigée par M. J.-B. Soucy, a une quinzaine de professeurs. Un terrain, l'ancienne propriété du général Tremblay, avenue Belvédère, a été acheté pour l'École des beaux-arts de Québec.

L'École des beaux-arts de Montréal recevra \$292,500. Elle a 716 élèves le jour et 289 le soir.

M. Ross (Montréal-Verdun) suggère que le gouvernement accorde \$15,000 au lieu de \$5,000 à l'Académie de musique, afin qu'elle puisse créer trois prix d'Europe au lieu d'un seul: un pour le piano, un pour le violon et un pour le chant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le présent gouvernement a montré sa sollicitude pour les jeunes et particulièrement les jeunes talents. De plus, grâce à l'intervention du gouvernement, plusieurs jeunes ont obtenu des bourses sans que cela ne coûte un sou (1¢) au gouvernement.

Le premier ministre note la générosité de plusieurs Anglo-protestants. Il cite le cas d'un ami personnel, Sir James Dunn, président de l'Algoma Steel, qui, à sa demande, a donné \$250,000 à l'École des mines et une bourse de \$10,000. On ne saurait trop louer cette initiative, déclare-t-il.

Le premier ministre insiste aussi sur le désintéressement d'un artiste de la valeur de Raoul Jobin qui est venu lui recommander de jeunes talents, sans se soucier de savoir s'ils pourraient l'égalier ou même l'éclipser. Il a aussi parlé des nombreuses bourses accordées par le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse et divers autres départements.

La suggestion du député de Verdun est constructive, pleine de bon sens et on va l'étudier. Cela prouve qu'il n'y a pas que le problème universitaire à régler dans le domaine de l'éducation. Les problèmes sont multiples et le gouvernement s'attaque à tous. Mais quand on veut un programme durable, il faut harmoniser les dépenses avec les besoins.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-deux mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois - Université McGill, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois - Université Laval, Québec (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement a-t-il l'intention de verser des octrois spéciaux aux universités, étant donné qu'il n'y a rien dans les crédits à cet effet, en 1953-1954?

M. Ross (Montréal-Verdun): Pourquoi le montant de \$1,000,000 prévu dans le budget de l'an dernier pour l'aide aux universités n'apparaît pas dans le présent budget?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y avait, l'an dernier, la question des subsides fédéraux. On ne savait pas encore comment elle serait réglée. Vu l'existence de besoins urgents, on a pris des mesures pour faire face éventuellement à ces besoins. À la suite du rapport Massey-Lévesque, le gouvernement fédéral a fait voter par la Chambre un subside de \$7,000,000 pour les universités. Aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement concernant la subvention aux universités. Nous n'avons reçu aucun avis officiel du vote de ce subside.

Ce sont les universités de Montréal et Laval qui nous en ont parlé par la voix de leur chancelier. J'ai insisté auprès d'eux sur le fait que le gouvernement fédéral créait là un précédent extrêmement délicat et dangereux. Je suis d'avis que les conclusions du rapport Massey sont inconstitutionnelles, quelle que soit l'estime qu'il a pour ceux qui ont préparé le rapport.

J'ai exprimé clairement cette opinion au premier ministre fédéral, M. Saint-Laurent, à qui j'ai répété que l'éducation était un domaine exclusivement provincial dans lequel le gouvernement fédéral n'a pas le droit de pénétrer. Ottawa n'a rien à y voir. Je considère qu'Ottawa n'a pas le droit de pénétrer dans le domaine universitaire.

Le gouvernement de la province de Québec va continuer à aider les universités à même ses propres revenus. Mais, quand on examine les revenus en regard de tous les besoins de la province, il devient clair que le gouvernement ne peut faire plus que ce qu'il fait présentement pour aider les institutions de haut savoir.

Cependant, en présence de cette situation de fait - le vote des \$7,000,000 pour les universités - et à la suite de l'attitude prise par plusieurs universités, nous avons cherché une solution: il a été décidé que le gouvernement provincial maintiendrait ses positions, mais qu'un comité pourrait être formé.

Ce fut la création du comité conjoint fédéral-provincial formé des ministres des Finances du Québec et d'Ottawa. Ce comité avait pour mission de distribuer les fonds fédéraux. Le gouvernement a adopté cette attitude à la demande expresse des chanceliers des universités Laval et de Montréal, pour faire face à des conditions exceptionnelles. Seulement, nous avons précisé qu'il s'agissait d'une entente temporaire, limitée à une année.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique les rouages de la distribution de l'argent. On tenait compte, dit-il, pour les universités de langue française du fait que certains cours donnés à McGill, par exemple, sont donnés dans les collèges classiques. Ce fut une difficulté de plus et une complication du problème. Mais il n'en demeure pas moins que c'était une intrusion dans le domaine de l'enseignement; et j'ai insisté auprès de M. Saint-Laurent que c'était inacceptable. J'ai également insisté sur le caractère temporaire de l'entente.

Cette intrusion dans le domaine de l'éducation peut être une voie indirecte d'envahissement du domaine secondaire et primaire. J'ai, de plus, insisté pour que les subsides soient distribués par un comité conjoint parce qu'une partie allait aux collèges classiques, donc à l'enseignement secondaire. Je ne voulais accepter aucune entente, même temporaire, qui aurait eu pour résultat la distribution de fonds par le fédéral à notre enseignement secondaire. C'est alors que M. Saint-Laurent a proposé la distribution de l'argent aux universités par un comité conjoint, avec la condition expresse qu'il n'y ait pas de subsides pour l'enseignement secondaire.

Je crois que les suggestions des archevêques de Montréal et de Québec, relativement au comité conjoint, respectaient les droits des provinces.

L'an dernier, le gouvernement avait, dans l'intervalle et pour régler une situation exceptionnelle, inscrit dans les crédits une somme de \$1,000,000⁹ pour l'École supérieure de commerce affiliée à l'université et qui était dans un besoin urgent. Mais, cette année, et jamais dans l'avenir, nous n'accepterons que le fédéral verse des subsides à l'éducation à quelque degré que ce soit, même si le fédéral nous fait des offres. C'est un domaine qui nous est cher.

L'an dernier, nous avons pensé que le subside fédéral pouvait avoir été voté sans que les intéressés soient bien au courant de la situation et se soient entendus. Cette année, ce n'est pas la même chose. Pourtant, malgré la réaction très claire de M. Saint-Laurent, je constate que, cette année, le gouvernement fédéral fait la même chose et inscrit au budget une somme pour verser aux universités. Ça ne marchera pas comme cela.

Si on a de l'argent de trop, qu'on remette aux provinces leurs sources de revenus, mais qu'on n'envahisse pas un domaine qui leur est exclusivement réservé. Nous avons besoin de nos sources de revenus et nous allons les réclamer sans fléchir. Nous ne pouvons transiger. Nous voulons régler le problème à l'amiable, si possible, mais nous ne pouvons faire de compromis dans un domaine aussi vital que celui-là. Dans les autres provinces, il semble y avoir des institutions prêtes à accepter les subsides; six collèges classiques ont accepté la subvention du fédéral, dans d'autres provinces. C'est leur affaire. Mais pour nous, nous n'accepterons pas. On ne nous fera pas marcher.

Le meilleur moyen pour le fédéral de nous aider à régler le problème des universités, c'est de nous remettre les revenus qui nous appartiennent pour l'exercice des droits qui sont nôtres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous partageons le point de vue du premier ministre sur l'indépendance des provinces envers le fédéral en matière d'éducation. Nous croyons, nous aussi, que les universités ne doivent pas dépendre des gouvernements. Nous croyons qu'elles doivent être indépendantes. Nous pensons cependant qu'il faut tenir compte des circonstances et de la situation financière des universités. Le besoin est urgent. Je comprends néanmoins que, n'ayant pas la responsabilité de l'administration, il m'est facile de dire de faire ceci ou cela.

Je crois tout de même qu'il incombe au gouvernement d'augmenter son aide financière aux universités. L'aide fédérale a comblé certains besoins en 1951-1952, besoins qui demeurent en 1952-1953. L'aide qu'elles ont reçue l'an dernier du fédéral n'a pas réglé leurs problèmes. J'ai été étonné de ne rien voir dans le budget à cet effet. Je sais que le gouvernement peut, à même le fonds de l'éducation, verser des subsides aux universités sans revenir devant la Chambre.

Il faut que le gouvernement comprenne toutes ses responsabilités, tout en maintenant son indépendance envers le fédéral. Les besoins sont là. Si le gouvernement ne se rend pas à ces besoins, de quelle façon nos universités pourront-elles maintenir leur position éminente? Si nous refusons les octrois du fédéral, nous devons faire quelque chose. Même si Montréal et Québec reçoivent une aide considérable du provincial, il y a eu peu de changements, depuis quelques années, aux subsides annuels, et il faudrait les augmenter pour ne pas assister à l'amointrissement de l'œuvre de nos universités et entraver le rayonnement. Le gouvernement du Québec devrait porter une attention spéciale aux universités francophones de Montréal et de Québec, étant donné qu'elles sont les deux seules universités accessibles aux Canadiens français, à l'exception de l'Université d'Ottawa.

J'aimerais, sur un budget de près de \$300,000,000, voir une part plus grande attribuée aux universités. Le gouvernement doit être à la hauteur de ses responsabilités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est facile d'apporter un règlement aux problèmes, quand on n'a pas de responsabilités administratives. Je suis le premier à reconnaître que les universités jouent un rôle d'une importance primordiale dans la nation. Seulement, il n'y a pas d'université possible sans un enseignement primaire et secondaire bien organisé. L'enseignement primaire est la base de l'édifice; l'enseignement secondaire en constitue les murs et l'enseignement universitaire, la voûte. Tout en reconnaissant l'importance de ces trois phases de l'enseignement, il faut de toute nécessité assurer la solidité de la base et des murs. Or, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire posent, eux aussi, des problèmes d'importance qu'il faut régler.

D'ailleurs, certains universitaires font preuve de présomption quand ils veulent des universités qui cherchent à concurrencer ou rivaliser avec les universités américaines. Nous sommes un jeune peuple. Nous ne pouvons concurrencer nos voisins

du Sud qui habitent le pays le plus riche au monde. Les États-Unis sont infiniment plus riches que nous. Et pourtant, le problème universitaire est aussi aigu aux États-Unis que chez nous et que partout ailleurs. Même l'Université McGill, qui bénéficie des nombreuses donations, fait face à de graves problèmes.

Il y a deux moyens de ruiner une nation: tarir ses sources de revenus ou bien créer des appétits que l'on ne peut satisfaire. Or, certaines personnes font les deux. Ils suscitent des appétits, alors qu'ils savent que nos sources de revenus dans l'état présent ne nous permettent pas de faire ce que nous voudrions.

On nous dit d'épargner sur la voirie au bénéfice de l'université. Ce n'est ni sérieux ni très intelligent de sacrifier la voirie, ou tout autre domaine administratif, pour en développer un seul. La voirie est d'une importance primordiale dans un pays; les chemins et les routes constituent les artères de la nation, l'élément essentiel à son développement. On a d'ailleurs besoin de routes pour aller à l'école. Depuis 1945, nous avons donné au-delà de \$32,000,000 aux universités: \$5,000,000 par année.

Peut-être que ce n'est pas suffisant, mais c'est respectable. Il y a d'autres problèmes généraux à considérer. Si ce n'est pas suffisant, nous sommes prêts à faire davantage dans la limite de nos moyens. Nous avons aussi créé l'École des mines à Québec, l'École supérieure de commerce, l'École de génie et arpentage. Je suggère que l'on fasse comme chez nos concitoyens anglais et qu'on fasse des donations aux universités. Mais, pour le moment, nous sommes limités.

Il est impossible de créer de nouvelles sources de revenus. On nous a parlé d'instituer une taxe sur le revenu; un impôt de 5 % sur l'impôt personnel que, dans sa générosité, le fédéral a eu la bonté de nous laisser. Mais ce n'est pas possible; pour imposer un pourcentage, il faut connaître le tout. C'est irréalisable. Pour imposer une pareille taxe, il faudrait connaître ce que représente le revenu fédéral. Il faudrait savoir ce que paient le premier ministre, le chef de l'opposition ou tout autre contribuable.

Or, les rapports concernant l'impôt sur le revenu sont confidentiels. Ottawa ne veut pas fournir de détails. C'est tellement vrai que l'Ontario a pensé à instituer cet impôt de 5 % à déduire de l'impôt fédéral; mais, comme il n'avait pas les renseignements voulus pour le percevoir, il a demandé à Ottawa de le percevoir pour lui. Or, Ottawa a tout bonnement refusé. C'est pour cela que l'Ontario, à son corps défendant, s'est jetée dans les bras du fédéral, mais vous pouvez être assuré que je ne le ferai jamais.

Tout le monde devrait se donner la main et accepter, s'il le faut, des sacrifices pour l'ensemble de la communauté; tout le monde devrait contribuer selon ses moyens à l'édifice national. S'il est beau de voir grand, il faut, tout de même, vivre selon ses possibilités. Aujourd'hui, les universités ont des avantages que nous n'avions pas de notre temps.

Il (l'honorable M. Duplessis) note qu'il a fréquenté l'université, comme un grand nombre de ses collègues, qu'il n'a pas trop mal réussi et que, dans ce temps-là, l'enseignement universitaire ne bénéficiait pas des avantages qu'il offre aujourd'hui. Le premier ministre insiste sur le nombre de plus en plus grand des bourses d'études et des facilités de toutes sortes offertes aux étudiants.

Encore une fois, si nous pouvons faire plus, nous le ferons. L'Union nationale a fait sa large part pour aider les universités, mais, pendant quelques années encore, il est bien probable que la province n'aura pas les moyens de bâtir et de sustenter des universités pouvant rivaliser avec des universités sur le modèle américain. Nous ne sommes pas encore prêts à entretenir des universités sur le modèle des universités américaines; nous y arriverons un jour, mais nous ne sommes pas assez riches pour l'instant.

Nous ne sommes qu'à l'aurore d'un développement magnifique; nous ne devons pas anticiper. Nous avons déjà aidé à la solution du problème de notre enseignement primaire en prenant à notre charge, pour un montant de \$100,000,000, les dettes des commissions scolaires. Il s'agissait de la base. Nous payons \$14,000,000 par an pour hausser les traitements des instituteurs. Nous avons augmenté de 50 % la contribution des collèges classiques pour la porter à \$15,000; on nous parle de \$25,000 par année. Nous y arriverons peut-être, mais nous ne pouvons tout faire à la fois. Nous ne fabriquons pas l'argent, nous percevons seulement des revenus à partir des taxes.

On nous demande de faire davantage et il est probable que nous le ferons. Mais évitons de créer des appétits. Déjà, certains nous reprochent de trop donner aux universités. Ce n'est pas mon avis, mais il faut tenir compte de l'opinion publique. Nous allons aider nos universités à l'extrême de nos moyens, mais nous exigeons qu'on nous donne ce qui nous appartient.

Mais le fonds du problème demeure toujours le même: récupérer nos sources de revenus, celles dont on s'est emparé abusivement. Si Ottawa peut donner \$7,000,000 pour l'enseignement universitaire, c'est parce qu'il s'est emparé de sources de revenus auxquelles il n'avait pas droit, des sources de revenus qui appartenaient aux provinces, puisqu'il

dispose d'argent pour des fins qui, sans équivoque possible, sont du domaine provincial.

Il faut savoir, pour l'instant, limiter nos désirs à nos possibilités. Rêver grand, voir grand, c'est très bien, j'en suis, mais tenons compte des réalités et ne créons pas à nos universités des problèmes qui dépassent leur mesure. Personne ne connaît mieux que moi ses responsabilités. Nous voulons faire jusqu'à l'impossible; s'il y a moyen, nous ferons plus.

La province se développe. Il faut des écoles partout. Il faut augmenter les salaires du personnel enseignant. Les collèges classiques ont besoin d'être aidés. Nous sommes très bien disposés à faire toutes les réformes qui s'imposent. Mais je ne crois pas qu'aucun problème ne puisse être réglé sur la trahison de nos intérêts les plus chers.

L'étude de la résolution est suspendue.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 15

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution qui se lit comme suit:

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois - Université Laval, Québec (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le fonds de l'éducation, cette année, est de \$24,000,000; on n'a dépensé, de cette somme, que \$15,000,000 pour l'éducation. Tous les ans, il y a un surplus non employé à l'éducation dans ce fonds. Pourquoi ne pas employer une partie de cet argent pour aider les universités?

Les octrois annuels donnés par la province aux universités, sans tenir compte des subventions

spéciales données à l'occasion de campagnes de souscription, sont pratiquement les mêmes en 1953-1954 qu'en 1945-1946. McGill recevait \$322,000 contre \$339,400 maintenant. Laval \$709,000 contre \$662,000, en ne tenant pas compte de l'École supérieure de commerce, etc. En résumé, un total de \$2,347,000 en 1945-1946 contre à peu près la même chose cette année. Je ne veux pas être injuste: le gouvernement a contribué généreusement aux campagnes de souscriptions des universités ces dernières années.

Mais, en 1945, le gouvernement avait \$110,000,000 à sa disposition; actuellement, il a près de \$300,000,000, soit au moins deux fois et demie plus en huit ans. On devrait donner des octrois plus généreux, car les besoins des universités sont très grands, la valeur de l'argent a changé et les octrois aux universités ne doivent pas être liés aux questions fiscales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est facile de demander pour l'opposition. Quand on est dans l'opposition, on n'est pas au courant de toutes les demandes et de tous les besoins. Les chiffres du chef de l'opposition sont incomplets, car il y a d'autres départements où il y a des octrois, notamment pour l'École polytechnique, l'École des hautes études, les bourses, etc. Des octrois ont été donnés par millions ces dernières années aux universités.

En outre, il ne faut pas oublier l'enseignement secondaire et l'enseignement élémentaire. Il y a aussi l'enseignement spécialisé qui, dans une province qui se développe comme la nôtre, est aussi important que l'enseignement universitaire.

De plus, il faut tenir compte des autres besoins de la province. Il y a une foule de services essentiels qui exigent énormément d'argent. La santé, par exemple; un mort avec un diplôme sur sa tombe, ça ne vaut pas cher. Dans une province qui se développe, il faut fournir une foule de services essentiels et ça coûte plus cher qu'auparavant. À l'heure actuelle, le gouvernement dépense pour l'éducation, la santé et la législation sociale plus de 60 % de son budget; c'est une proportion raisonnable. Il y a aussi l'enseignement agricole qui a son importance.

Il faut conserver dans tout cela un équilibre nécessaire. Il faut grandir à la fois dans tous les domaines et grandir graduellement. Cesser de construire des chemins pour aider les universités, ce serait paralyser l'activité économique et, en définitive, tout le monde en souffrirait, y compris les universités. Nous faisons tout ce qu'il y a moyen de

faire dans les circonstances, compte tenu de nos sources de revenus. Il faut être réaliste et pratiquer l'économie.

Les bureaucrates fédéraux pénètrent insidieusement dans tous les domaines de l'activité provinciale. Lorsque nous aurons les revenus qui nous appartiennent, nous pourrions faire davantage. Nous souffrons d'une carence d'orientation professionnelle. Il y a beaucoup de talents qui pourraient s'épanouir de façon merveilleuse, qui s'étiolent plutôt dans des domaines où ils n'ont pas de dispositions.

L'enseignement universitaire est le couronnement. Il ne faut pas sacrifier la tête pour la couronne. À même le fonds de l'éducation, nous avons bâti 2,000 écoles et 50 écoles spécialisées parmi les meilleures au monde. Il n'y a jamais eu de progrès dans le domaine de l'éducation comme au Québec depuis 1945.

Mais il ne faut pas vouloir faire plus grand que nous n'en avons les moyens; les enfants qui grandissent trop vite sont en général des tuberculeux ou des rachitiques. Le problème universitaire n'est pas limité à notre province. Il est mondial; il existe même aux États-Unis où l'on a des millions.

Quand on verse un octroi une fois, on prend pour acquis que ça reviendra tous les ans. Il faut que l'on réalise la position de la province. Le chef de l'opposition réalise-t-il que nous donnons à l'Université de Montréal \$2,000,000 par année? Toute proportion gardée, la province de Québec est celle qui consacre le plus d'argent à l'éducation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce ne sont pas les chiffres que j'ai devant moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça tombe sous différents items: à la santé, l'agriculture, les pêcheries, etc. Il faut en outre penser aux autres besoins de la province. À quoi ça sert de former des compétences si on n'a pas de place où les employer?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est possible, mais les chiffres que j'ai cités tombent dans des items correspondants dans les budgets des années mentionnées; la relation doit donc être la même.

Il faut dissocier l'aide aux universités de la question fiscale, car les besoins sont criants. Tout coûte plus cher aujourd'hui qu'en 1945-1946, et les subventions que nous trouvons mentionnées dans le budget sont restées à peu près les mêmes.

De plus, le gouvernement, l'an dernier, alors qu'il était question d'octrois fédéraux, avait inscrit \$1,000,000 à son budget. Cette année, alors qu'il a décidé qu'on n'accepterait pas l'aide fédérale, il ne place rien dans le budget. Il y a là une attitude contradictoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons dépensé le million l'an dernier pour l'École supérieure de commerce. Les universités devraient aussi coordonner leurs facultés; il y aurait moyen d'épargner en évitant la duplication des services. C'est pourquoi nous avons établi l'École des mines et l'École de génie électrique à Québec. Quand il fut question d'une école d'art dentaire à Québec, je leur ai dit d'attendre, qu'il y en avait une à Montréal. Il faut avoir les moyens.

La question fiscale reste la base de tout, car sans revenus adéquats, un gouvernement ne peut pas remplir toutes ses obligations. Il y a aussi un danger: plus nous donnons d'octrois, plus on en demande. Je ne fais pas un reproche, je constate. Il ne faut pas créer des appétits.

M. Bélanger (Lévis) se déclare opposé aux octrois fédéraux pour l'aide à l'éducation universitaire, mais il signale que, l'an dernier, les quelque \$2,300,000 versés par le fédéral ont servi, en général, à accorder d'urgentes augmentations de salaires aux professeurs. Le fait pour la province, l'an dernier, d'accepter ces octrois constituait une décision grave dont elle aurait dû prévoir les conséquences; tout le monde sait qu'il y a une crise dans l'enseignement à cause des faibles salaires payés aux professeurs qui s'en vont ailleurs. S'il n'y a pas d'octrois cette année et que le provincial ne donne rien, les professeurs verront-ils leurs traitements, pourtant peu adéquats, baisser?

L'éducation au Québec a été érigée grâce aux sacrifices des prêtres du Séminaire de Québec qui ont fondé l'Université Laval et des prêtres de Montréal qui ont créé le Séminaire de Montréal. Mais la charge est maintenant trop lourde pour le clergé du Québec et les laïcs prennent graduellement une part plus importante de l'éducation dans les collèges classiques du Québec.

Il cite ensuite un article du *Devoir* où l'on déclare que les octrois accordés par le gouvernement provincial ontarien à l'Université de Toronto sont trois fois¹⁰ plus élevés que ceux accordés par le Québec à l'Université de Montréal. Le député cite aussi le journal *Le Travail* qui signalait récemment qu'il y a, dans le Québec, 60 % des jeunes gens de

17 ans et plus qui ne vont plus à l'école contre 24 % en Ontario. Il y a 20,000 enfants de 14 ans et plus qui ne vont pas à l'école chez nous.

Le gouvernement prêche l'économie aux universités? Dans le gouvernement actuel, il y a bien des domaines où l'on devrait pratiquer l'économie! Nous avons vu aujourd'hui que des gens travaillent à temps partiel et qu'ils sont payés quand même, que l'argent de la province sert à faire de la propagande pour le gouvernement. Que le gouvernement commence par donner l'exemple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a des gens qui se plaisent à torturer les chiffres et à décrier leur province. Je regrette la façon cavalière et partisane de discuter de l'opposition. Ceux qui se dévouent peuvent parler, ceux qui travaillent jour et nuit; ils ne sont pas obligés de faire de politique, ils ne se dévouent pas pour eux, mais pour leur province. Nous n'avons pas d'exemple à prendre de qui que ce soit.

L'opposition peut citer les journaux et torturer les chiffres, c'est son affaire. Mais il n'y a pas un coin au monde où l'on a tant fait pour l'éducation depuis 1945 que la province de Québec. Je répète qu'il n'y a pas un endroit au monde où les progrès de l'éducation soient plus remarquables que dans la province de Québec.

Il ne comprend pas pourquoi les députés de l'opposition tentent de diminuer la réputation de leur province en faisant des comparaisons peu favorables entre le Québec et l'Ontario. On parle de l'Ontario que je respecte, mais si on l'aime tant, qu'on aille y rester. L'Ontario est en arrière de Québec dans le domaine de l'éducation. Si on en doute, qu'on assiste aux réunions où les représentants des deux provinces prennent part.

C'est une mentalité dangereuse de toujours décrier. Il faudrait bâtir une école pour les gens qui ont la manie de toujours critiquer et toujours déprécier, pour leur permettre de comprendre leurs devoirs envers leurs compatriotes. Nous donnons l'exemple à l'Ontario dans le domaine de l'éducation, celui du respect des minorités et beaucoup d'autres. Que l'on continue à dénigrer, nous allons continuer notre œuvre.

M. Bélanger (Lévis): Jamais le premier ministre ne répond à nos questions et il s'ingénie à nous trouver d'autres motifs que ceux qui nous animent. Ni le chef de l'opposition ni moi n'avons de leçon de patriotisme à recevoir du chef du gouvernement. Ce n'est pas dénigrer sa province et

manquer de patriotisme que de voir les faits tels qu'ils sont.

L'an dernier, grâce à l'octroi fédéral qu'elles ont reçu, les universités ont pu enfin augmenter un peu les salaires de leurs professeurs. Que feront-elles cette année si le gouvernement refuse l'octroi fédéral et n'offre aucune compensation? C'est là le problème. Et on ne le règlera pas en prêtant aux autres des intentions qu'ils n'ont jamais eues.

Le vrai patriotisme, c'est de donner à ceux qui dépendent de nous ce dont ils ont absolument besoin. Qu'on nous prouve que les chiffres que nous citons sont faux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est un bien sale oiseau qui salit son nid. On parle des salaires des professeurs, mais on a oublié de dire que le gouvernement paie \$14,000,000 par année pour augmenter les salaires des instituteurs. Depuis 1945, nous avons payé \$32,000,000 aux universités. Cette tendance de toujours critiquer équivaut à de la trahison.

M. Marquis (Québec-Est)¹¹: On discute d'une question épineuse. Les universités se sont développées à pas de géants et, dans le domaine des sciences appliquées, le déficit augmente en raison directe du nombre des élèves. L'Université Laval a employé l'octroi à augmenter les salaires, mais la décision prise cette année de ne plus accepter l'octroi d'Ottawa va remettre à l'avant toute la question. Le premier ministre parle souvent de dévouement, mais il y en a chez les professeurs également. Sans cela, ils seraient tous partis. Des professeurs à temps partiel se contentent de \$5 le cours.

Les professeurs de carrière gagnaient de \$3,000 à \$5,000 avant l'octroi de l'an dernier. C'est bien peu de chose pour des gens qui sont choisis parmi les plus brillants de leur profession. On a profité de l'octroi de l'an dernier pour améliorer un peu la situation et les professeurs de carrière ont maintenant de \$4,000 à \$6,000. C'est encore un traitement dérisoire comparé à ce que gagnent leurs confrères qui sont dans la pratique. L'Université Laval et l'Université de Montréal ont été soutenues depuis toujours par le dévouement des prêtres, mais le moment est venu où la tâche est devenue trop lourde pour eux.

L'an dernier, le déficit de Laval fut de \$600,000. Si l'Université doit payer elle-même cette année les augmentations de salaire, ce déficit montera à \$1,500,000. La situation est devenue si sérieuse qu'il est possible que Laval perde quelques-uns de ses meilleurs hommes, si elle ne peut pas les

payer convenablement. J'espère que, devant ces faits, le gouvernement révisera sa politique d'octrois à l'égard de l'enseignement universitaire. Si l'octroi fédéral n'est pas remplacé, la situation va devenir dangereuse pour l'avenir de nos universités.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

L'an dernier, il était bien entendu que l'octroi n'était accepté que pour une année. On ne pouvait pas le traiter comme un revenu annuel. Ce que dit le député de Québec-Est montre bien le danger qu'il y a à accepter des subventions semblables. Les universités s'exposent à des dangers en prenant comme base d'augmentations permanentes des salaires des octrois qui, de leur nature, sont temporaires.

Il ne comprend pas comment les universités du Québec pouvaient avoir accordé des augmentations salariales sans garantie que leur octroi serait versé régulièrement. Le gouvernement fédéral peut ainsi imposer son point de vue avec autorité dans le domaine de compétence provinciale que représente l'éducation. Le gouvernement peut menacer de couper les paiements si les universités n'agissent pas comme on leur dit.

La situation dans laquelle se trouvent placées les universités de la province de Québec démontre comment il est extrêmement dangereux pour le gouvernement du Québec d'accepter ces dons de la part du fédéral qui crée des appétits. Ces octrois, même s'ils sont acceptés par Québec, peuvent être refusés à n'importe quel moment. La situation démontre ce que le gouvernement a toujours combattu.

Si l'autorité fédérale veut exercer des pressions sur les universités, elle peut toujours les menacer de retirer les octrois. Elle créera ainsi des embarras inextricables. Il faut voir plus loin que cela, si on veut régler le problème. Cela deviendrait une sérieuse affaire si les universités comptaient sur cet aide. La situation dans le Québec le démontre.

M. Marquis (Québec-Est): La question des augmentations de salaires à Laval a été soumise depuis longtemps au conseil universitaire qui ne pouvait pas y faire droit. L'an dernier, le conseil a décidé de payer des augmentations avec l'octroi fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on a laissé entendre que ces augmentations étaient permanentes, en prenant pour acquis que l'octroi fédéral serait renouvelé, on a mal fait. J'ai dit clairement à Mgr Vandry, à Mgr Roy et à Mgr Léger que l'acceptation de l'octroi du fédéral était exceptionnelle; ce n'était que pour un an.

Si on l'a traité comme un paiement qui devait se répéter tous les ans, on s'est trompé. Nous l'avons accepté à cause de circonstances particulières et de pressions faites par des professeurs peut-être plus intéressés à leurs salaires qu'aux droits constitutionnels de la province. À l'avenir, ceci ne se fera plus. Je l'ai déjà dit: ce serait facile pour moi de tout laisser aller. Ce n'est pas pour moi, je l'ai dit, que je livre cette lutte en ce moment et que je prends mes responsabilités, c'est pour les autres; c'est pour ceux qui viendront après nous, les générations de demain et d'après-demain.

Je donne un solennel avertissement: Nous courons vers un désastre. Si nous n'assistons pas bientôt à une réaction définitive et énergique du public sur cette question, je ne garantis rien. J'ai bien peur que les bénéficiaires temporaires d'aujourd'hui ne soient responsables du désastre permanent de demain.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est bien humain que les professeurs pensent à leur salaire et cherchent à en obtenir un qui soit convenable. Il (M. Marler) insiste de nouveau sur le fait que les revenus du gouvernement ont augmenté considérablement.

Le problème fiscal, dit-il, ne sera pas encore réglé pour quelques années. Si le premier ministre compte sur ces revenus pour aider les universités, celles-ci vont continuer de végéter. Le gouvernement dispose de revenus suffisants et il doit réviser sa politique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École supérieure de commerce (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a aidé à la formation de l'École supérieure de commerce de Québec, dirigée par une personnalité compétente, le R. F. Arsène. Un octroi de \$600,000 payable à raison de \$100,000 par année, explique-t-il, a d'abord été accordé par le gouvernement lors de la campagne de souscription. Plus tard, le gouvernement a consenti à payer l'octroi comptant. Nous pensions, dit-il, qu'en payant comptant, tout le monde serait content. La construction a commencé, mais comme toutes les constructions, elle a coûté plus cher qu'on s'y attendait.

À un moment donné, les travaux étaient arrêtés et on n'avait pas d'argent pour payer les contracteurs. Le gouvernement a alors accordé un autre octroi de \$1,500,000 payable à raison de \$100,000 par année, et la Banque de Montréal a consenti à avancer l'argent. Et nous payons toujours, à part cela, \$30,000 par année. C'est un effort très considérable dans un domaine que je considère essentiel. Nous allons toujours à l'extrême limite de nos possibilités.

Il n'y a pas que les professions libérales. Il est temps que nos jeunes prennent leur place dans les affaires. Le mouvement est commencé; nous ne pourrions jamais assez l'encourager.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

14. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention à la Faculté d'arpentage et de génie forestier de l'Université Laval (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi - Université de Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent onze mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles des hautes études commerciales, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

annonce qu'on va déménager le musée pour consacrer plus d'espace à l'enseignement même.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

17. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École polytechnique, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi-Bishop's College Lennoxville (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions

(secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

réclame la gratuité des manuels scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les écoliers ont déjà bénéficié de la gratuité des livres, mais deux raisons ont poussé le gouvernement à changer le système.

Les livres, qui passaient de main en main, étaient des véhicules de propagation des maladies contagieuses.

Par ailleurs, les enfants, sachant qu'ils ne leur appartenaient pas, n'en prenaient pas soin, et c'était un gaspillage qui coûtait cher aux contribuables.

M. Ross (Montréal-Verdun) suggère d'augmenter l'octroi annuel de \$5,000 que le gouvernement verse à la Maison canadienne à Paris.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Le Québec fait sa part; il est seul à verser un octroi, alors que la Maison canadienne est fréquentée par des Canadiens de toutes les provinces.

Il demande que toutes les provinces versent un octroi au *pro rata* de leur population universitaire à Paris.

On évalue, dit-il, à environ un tiers l'effectif des étudiants de la province de Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

21. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Divers projets de construction (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges), au sujet des octrois aux commissions scolaires, dit qu'à la dernière session il avait présenté une motion qui a été adoptée par la Chambre, demandant des détails sur les promesses d'octrois aux municipalités pour une somme de \$22,000,000. Par la suite, la province a vendu des obligations sur le marché de New York et elle a préparé un prospectus dans lequel elle disait que ses engagements dans le même domaine s'élevaient à \$41,440,000. L'opposition présente une nouvelle motion pour obtenir des détails et cette motion a été adoptée par la Chambre. Mais, dans les deux cas, les renseignements n'ont pas été fournis à la Chambre.

Ma prétention, dit-il, c'est que les promesses faites par le secrétaire provincial doivent être considérées comme des engagements de la province et qu'elles devraient figurer au passif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne serait pas logique de faire figurer ces montants dans le passif, parce que ce sont des engagements pour l'avenir et qu'il y aura des revenus dans l'avenir pour les rencontrer.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Au poste des institutrices et instituteurs ruraux, le budget porte une somme de \$8,600,000, soit \$700,000 de plus que l'an dernier. Ce seul fait est un indice de l'augmentation des salaires des instituteurs et institutrices de la campagne. Un nouveau barème est en préparation et il sera soumis d'ici quelques mois au Conseil des ministres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications au sujet d'un poste du budget où il est question d'une 12^e année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'encourage pas la tendance à faire entrer l'enseignement secondaire dans les attributions des commissions scolaires. Le rôle des commissions scolaires consiste à s'occuper d'enseignement primaire, et l'on complique bien des problèmes quand on étend leurs attributions à l'enseignement secondaire. Car on augmente ainsi les charges de la propriété foncière et on fait une concurrence injustifiée aux collèges classiques. Le changement de programme de l'enseignement primaire, comme celui de l'enseignement secondaire, pose un problème.

Le problème se complique davantage du fait qu'on vient de décider qu'il y aura deux genres de

cours classique, dont un à base de latin-sciences, qui pourra être commencé dans les écoles régies par les commissions scolaires. Il ne faut pas oublier que le latin et le grec sont très utiles. On apprend le grec non pas pour le parler, mais parce qu'il y a là une source de culture qu'on ne trouve pas ailleurs. C'est une gymnastique intellectuelle qui forme l'esprit.

Les commissions scolaires, dans les villes, ont aussi tendance à donner toutes sortes de cours, par exemple des cours d'arts et métiers. Nous ne voulons rien bouleverser, mais il faut étudier tous ces problèmes avec soin, de façon à éviter le double emploi, à laisser à chacun son rôle et à ne pas obérer outre mesure la propriété foncière. Cette augmentation des années de classe est en voie de tout changer dans le domaine élémentaire et le problème ainsi créé devra être étudié profondément à brève échéance.

(La discussion se poursuit)

La rétribution mensuelle est de nature à aiguïser le sens des responsabilités. Quand c'est le gouvernement qui paye tout, les parents finissent par se désintéresser de tout. Ainsi, on a essayé un système en vertu duquel les livres étaient entièrement payés par le gouvernement. Le résultat, c'est que les enfants et les parents n'étaient pas intéressés à en prendre soin. On en trouvait même dans les fossés. Aujourd'hui, le gouvernement paye 50 % du coût des manuels.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

24. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-trois mille sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Journaux d'éducation (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 17 février 1953 à la page 11 titre "Première séance du lundi matin à la Législature". *L'Action catholique* écrit: "L'Assemblée législative a tenu, cet avant-midi, sa première séance du lundi matin. Par suite de la tempête, elle a siégé de justesse. À l'ouverture de la séance, on comptait vingt députés ministériels et six députés libéraux.

"D'après les règlements de la Chambre, le quorum est de quinze. Cependant, au début de la session, le premier ministre a fait adopter une motion disant que, pour toute la durée de la session, le quorum sera de trente. "On s'est cependant entendu pour commencer, sans attendre qu'il y ait trente députés." Et dans un autre ordre d'idées, *L'Action catholique* signale que: "Malgré la tempête de la nuit dernière, toute la Chambre était en belle humeur. À plusieurs reprises, l'électricité a fait défaut pendant la séance."

2. Le comité a apporté un grand nombre d'amendements au projet de loi, la plupart à la version anglaise, à la demande du chef de l'opposition M. Marler. Toutefois, les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet.

3. Sur la question du prix spécial accordé aux journaux, *La Presse* du 17 février 1953, à la page 33, donne les explications qui suivent: "Le prix du papier est actuellement de \$121 la tonne pour les clients canadiens. Cela comprend la taxe fédérale de 10 pour cent. Le prix spécial fait aux clients de la province, dans les mêmes conditions, est de \$117. Un prix spécial a été fait pour la première fois aux journaux de la province de Québec en 1952 après que M. Duplessis eut conféré avec les manufacturiers de papier. Quand il a été question d'une nouvelle hausse l'automne dernier, M. Duplessis a rencontré les manufacturiers dans son bureau et la situation est demeurée inchangée. Toutefois, M. Duplessis avait alors déclaré qu'il rencontrerait probablement les manufacturiers de nouveau cette année."

4. La Commission de reclassification des employés civils est composée de trois commissaires: MM. Ernest Laforce, W.-J. Wheelan et Me Chas.-A. Dionne, selon *Le Soleil* du 17 février 1953, à la page 3.

5. Comme le précise *L'Action catholique* du 17 février 1953, à la page 17, il s'agit d'une dépense statutaire. Le comité en discute, mais n'a pas à voter ce crédit.

6. Il est évident qu'à ce moment la discussion prend une autre tangente qui ne se rattache aucunement à la teneur du crédit étudié. Les journaux toutefois nous indiquent clairement que cette discussion a eu lieu en après-midi, à la fin de l'étude des crédits du Conseil exécutif. Il faut d'ailleurs retenir que l'étude des crédits du Conseil exécutif se prête souvent à de semblables digressions.

7. *Le Soleil* du 17 février 1953, à la page 3, précise qu'il s'agit de \$20,000 de plus qu'en 1952-1953.

8. *Le Soleil* du 17 février 1953, à la page 3, précise que l'an dernier ce montant s'élevait à \$291,600.

9. Chiffre dans *Le Nouvelliste* du 17 février 1953, à la page 1: \$1,500,000.

10. "Deux fois plus d'octrois", selon *L'Action catholique* du 17 février 1953, à la page 17.

11. *Le Soleil* du 17 février 1953, à la page 9, précise que M. Marquis est professeur à l'Université Laval.

Première séance du mardi 17 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Pharmaciens

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹ déclare qu'il a reçu de nombreuses protestations et qu'il lui en arrive presque tous les jours. C'est ainsi, dit-il, que je viens de recevoir une lettre de l'Association des manufacturiers canadiens qui a des représentations à faire.

Il (l'honorable M. Duplessis) mentionne tout particulièrement des objections à l'article 31, qui parle des médicaments brevetés.

Nous allons, dit-il, retarder l'étude du bill 227 modifiant la loi de la pharmacie afin que le parrain (M. Marquis)², puisse se préparer à un assaut vigoureux.

Victoriaville

L'honorable M. Labbé (Arthabaska) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 concernant la ville de Victoriaville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas de Victoriaville, il s'agit d'autoriser la dépense d'un montant de \$200,000 pour la construction d'une manufacture qui sera louée à des industriels, mais après référendum.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de
procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 modifiant l'article 294a du Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission métropolitaine
de Montréal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 concernant la cité de Montréal et la Commission métropolitaine de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les amendements relatifs à la Commission métropolitaine se rapportent à l'homologation de certaines rues, aux pouvoirs d'expropriation et à d'autres questions qui ne soulèvent pas d'opposition.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ministère des Finances

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 concernant le ministère des Finances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 55 concernant le ministère des Finances.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses
1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Subventions à certaines institutions et à des particuliers (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les octrois pour la construction d'écoles devraient être payés comptant au lieu d'être répartis en plusieurs versements. Depuis que le gouvernement a payé les dettes des commissions scolaires, celles-ci se sont endettées de nouveau pour \$110,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur cette somme d'environ \$100,000,000, le gouvernement va payer \$40,000,000 à \$50,000,000 et il reste de \$60,000,000 à \$70,000,000 à payer par les commissions scolaires. Lorsque mon gouvernement a pris à sa charge les dettes des commissions scolaires, il a placé celles-ci dans une position unique au monde.

Si les commissions scolaires prennent pour acquis que le gouvernement va payer toutes leurs dépenses, elles se trompent. Il faut que l'on cesse de compter exclusivement sur la province.

Il est impossible que le gouvernement paie comptant, en un seul versement, tous les octrois qu'il accorde pour la construction des écoles, sans négliger le plus grand nombre des demandes. La répartition des octrois par versements permet de satisfaire plus de besoins. Il y a tellement de choses à faire! Il y a certainement de l'amélioration à faire dans le système des octrois. Le gouvernement et le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) étudient depuis quelque temps un nouveau plan de distribution des octrois pour la construction des écoles, afin de diminuer les charges des commissions scolaires et régler cette question à leur avantage. Il y aurait peut-être moyen de réduire le nombre de versements faits par le gouvernement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas du tout l'idée de faire tout payer par le gouvernement. Il faut que les commissions scolaires gardent le sens de leur responsabilité personnelle. Mais quand on examine le cas d'une commission scolaire qui emprunte, on trouve que la grande partie des octrois du gouvernement sert à payer l'intérêt et l'amortissement. C'est une charge considérable que l'on pourrait diminuer en payant les emprunts plus vite.

Il (M. Marler) suggère un nouveau moyen d'économie en préconisant que le gouvernement emprunte à meilleur compte que les corporations scolaires et les fasse ainsi bénéficier de son vaste crédit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a bien des choses à faire dans le domaine de la

construction des écoles. Autrefois, je ne sais pas pourquoi, on ne construisait pas à l'épreuve du feu. Or, une école qui n'est pas à l'épreuve du feu, ça n'a pas de bon sens. Il nous faut tout remplacer ça. La politique du gouvernement est de construire à l'épreuve du feu et de donner des cours vastes où les enfants peuvent jouer durant les récréations. Avec les immenses développements en cours dans la province, le problème ne fera qu'augmenter.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): En 1945, après avoir assumé pour \$100,000,000 de dettes scolaires, le gouvernement se trouvait en face d'une foule de constructions urgentes. Il a aidé à la construction de 1,938 écoles depuis 1944. Il a bien fallu échelonner les versements sur une plus longue période. Aujourd'hui, la demande se fait moins forte et, au lieu de répartir ses octrois en 10 ou 12 versements, le gouvernement les paie en deux, trois ou quatre ans. Ainsi, les octrois de \$50,000 sont payés en deux versements seulement. Cette année il faut 1,000 classes nouvelles dans la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) se dit heureux d'apprendre que le gouvernement songe à diminuer le nombre des versements.

Pendant la période électorale, poursuit-il, j'ai vu des annonces de l'Union nationale parlant d'écoles construites grâce à la générosité du gouvernement. Ce fut le cas notamment pour une école de la Central Board de Montréal et pour l'école Saint-Jean-Baptiste de Québec. Cela m'a étonné, car je n'avais pas entendu parler d'octrois spécifiquement pour telle ou telle école.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): En ce qui concerne Québec et Montréal, nous donnons des octrois assez généreux aux commissions des écoles, mais nous ne spécifions pas que tel octroi est pour telle école.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le département ministériel de l'Instruction publique a un service de construction avec des architectes pour examiner les plans des nouvelles écoles et empêcher le gaspillage. Est-ce que l'Instruction publique, en plus d'étudier les plans, s'occupe de la question des entrepreneurs? Est-ce que les commissions des écoles demandent toujours des soumissions pour faire exécuter les travaux aux prix les plus avantageux possible?

Dans certains cas, la construction de nouvelles écoles a coûté très cher à cause du manque de

concurrence des entrepreneurs, parce qu'il n'y avait pas eu de soumissions. Il y aurait certainement avantage à exiger, par avis public, des soumissions. Cela permettrait aux commissions de faire des économies. L'Instruction publique a-t-elle l'intention d'inaugurer une nouvelle politique à ce sujet?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Lorsque le gouvernement verse des octrois pour la construction d'écoles, nous laissons les commissions scolaires libres de choisir architectes et entrepreneurs. Nous n'intervenons jamais dans les choix. Les commissions scolaires sont également libres de demander des soumissions si elles le veulent. Quand une commission ne choisit pas l'entrepreneur qui fait le prix le plus bas, j'interviens et je demande des explications. Nous demandons pourquoi, et si les raisons qui nous sont fournies ne sont pas sérieuses, nous pouvons refuser l'entrepreneur. Cela s'est produit dans le cas de Sainte-Euphémie de Montmagny. J'ai refusé d'accepter parce que ce n'était pas le plus bas prix et parce qu'on semblait prendre certaines libertés avec les plans. Par contre, parfois certains entrepreneurs qui soumettent des prix bas, ne présentent pas les garanties voulues. Mais quand tout se passe normalement, nous n'intervenons jamais.

Des commissions m'ont déjà demandé de désigner architecte ou entrepreneur: j'ai toujours refusé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les avis de demande de soumissions publiques doivent fixer des conditions pour protéger l'intérêt des commissions et des contribuables. Un système de soumissions, semblable pour toutes les commissions, mettrait fin aux critiques des gens qui trouvent que la construction des écoles coûte trop cher, et qui pensent que l'Union nationale désigne les entrepreneurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a quelques mois, après la construction de l'école de Giffard, M. L.-P. Roy, rédacteur en chef de *L'Action catholique*, qui était président de la Commission scolaire, a déclaré à la bénédiction de l'école: "C'est mon devoir de déclarer que les commissaires de Giffard ont été les seuls à choisir architecte et entrepreneur." Voilà un témoignage impartial qui confirme les dires du secrétaire de la province et c'est avec plaisir que j'ai entendu ce témoignage.

M. Roy est bien au-dessus des considérations partisans. C'est un homme indépendant.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce témoignage peut régler le cas de Giffard, mais ne peut s'appliquer à toutes les commissions scolaires de la province. D'ailleurs, il y a des commissaires qui se croient obligés de désigner des architectes et des entrepreneurs amis du gouvernement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il n'y en a pas d'autres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les

amis du gouvernement aiment ça. Les autres crèvent de faim et disparaissent.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Quand je reçois un projet d'école, l'architecte est choisi depuis deux mois au moins. Je ne le sais jamais.

M. Savard (Québec-Ouest): Dans mon comté,

le gouvernement a fait remplacer des architectes qui ne lui plaisaient pas par des amis de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Où cela?

M. Savard (Québec-Ouest): À l'hôpital

Jeffery Hale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député aurait dû en parler lors de l'étude des crédits de la santé publique. Nous avons réglé le problème de l'hôpital Jeffery Hale. C'est la direction de l'hôpital qui a choisi les meilleurs architectes. Ce n'est pas notre faute si ces architectes sont de l'Union nationale.

M. Marquis (Québec-Est): Un fonctionnaire de la Commission des écoles de Québec a demandé aux instituteurs une ristourne de 5 % sur les augmentations que ces derniers avaient obtenues par l'entremise de leur syndicat. Je ne prétends pas que le gouvernement est responsable de cela, mais je voudrais attirer son attention.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

De qui s'agit-il?

M. Marquis (Québec-Est): J'aimerais mieux

taire son nom.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député a tort, car les soupçons vont tomber sur toute la Commission scolaire.

M. Marquis (Québec-Est): Il s'agit d'un M. Nadeau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je connais le cas. M. Nadeau était président du Syndicat des instituteurs de Québec, qui a obtenu du gouvernement un boni de vie chère dont le montant global était de \$118,000. M. Nadeau, qui est devenu directeur des études, a écrit à chaque instituteur pour leur demander une ristourne de 5 %. Il le demandait non seulement sur le boni mais aussi sur l'impôt fédéral.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il savait compter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le président de la Commission scolaire, M. Cyrille Delâge, est venu me consulter à ce sujet. Je lui ai dit que, si les faits étaient tels qu'il me les rapportait, il y avait deux choses à faire: ordonner à M. Nadeau de rembourser et abolir sa position. Les professeurs n'auraient pas dû payer, mais ceux qui l'ont fait ont certainement droit à un remboursement.

M. Cyrille Delâge nous déclare que la Commission des écoles doit prendre une décision au sujet de M. Roland Nadeau. Des commissaires auraient délibéré hier après-midi durant trois heures à son sujet.

L'affaire pourrait se compliquer. On parle de lettre anonyme. On dit que M. Roland Nadeau aurait agi pour le compte du syndicat. L'affaire n'est pas encore éclaircie.

Il (l'honorable M. Duplessis) engage une discussion avec le député de Québec-Est (M. Marquis) sur les opinions politiques de M. Delâge, sur la participation de M. Chubby Power aux dernières élections provinciales et sur la majorité du député de Québec-Ouest (M. Savard)³.

(Le comité aborde la question des collèges classiques)

M. Ross (Montréal-Verdun): Les 30 collèges classiques de la province reçoivent un octroi annuel de \$15,000. Ce montant est devenu insuffisant. Le gouvernement devrait faire davantage et porter l'octroi à \$25,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de doute que les collèges classiques traversent une crise. Tout augmente et ils ne peuvent indéfiniment hausser leurs prix; une subvention de

\$25,000 ne serait pas de trop. En outre, ils ont une quantité d'élèves qui ont des bourses.

J'ai reçu une délégation de représentants de collèges classiques, et ces derniers demandaient de porter l'octroi annuel de \$15,000 à \$25,000. La demande des collèges classiques était justifiable, et le gouvernement étudiera comment il peut y donner suite. Mais elle représente un montant de \$300,000.

Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, l'octroi aux collèges classiques était de \$10,000. Le présent gouvernement l'a immédiatement porté à \$15,000, soit une augmentation de 50 %.

Dix mille dollars de plus, ça ferait \$300,000 de plus à trouver pour le gouvernement. Depuis 1945, nous avons aussi donné plusieurs millions pour la construction de collèges classiques. Ainsi, pour le Séminaire de Gaspé, nous avons donné \$300,000, et, la semaine dernière, Mgr Leblanc est venu me voir pour me signaler que des agrandissements coûteraient très cher et pour me demander un autre \$300,000. Il est probable que nous allons accorder, au total, un demi-million pour le Séminaire de Gaspé. À Rouyn, nous avons donné \$300,000 et, à Amos, \$1,000,000. Ça diminue d'autant les charges des collèges classiques. Comme je le disais hier, cela prouve qu'il n'y a pas que le problème universitaire. Mais nous sommes disposés à faire encore davantage pour les collèges classiques.

Les collèges classiques jouent un rôle vital dans le système éducatif de la province, Mgr Ferdinand Vandry, recteur de l'Université Laval, a déjà déclaré que les collèges sont les enfants des universités. Mais le fait est que les universités sont les enfants de nos collèges classiques dans la province de Québec.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je voudrais souligner la situation de mon *Alma Mater*, le collège de Montréal, des messieurs de Saint-Sulpice, qui a besoin de réfection et qui n'a pas reçu d'aide lors de campagnes de souscriptions comme les autres collèges. Il demande si le gouvernement étudie la possibilité d'accorder un octroi spécial au collège de Montréal. Plusieurs octrois spéciaux ont été accordés à des collèges et le collège de Montréal, fondé en 1767, a besoin d'aide.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'admire beaucoup l'œuvre des messieurs de Saint-Sulpice. Mais il n'y a pas une institution qui a reçu autant qu'eux du gouvernement, puisque nous avons donné \$5,000,000 pour les tirer d'impasse, alors que les messieurs de Saint-Sulpice étaient aux portes de la faillite dans la période de 1936-1939. En outre, nous avons obtenu l'extinction de dettes supplémentaires allant à près de \$1,000,000, dont \$600,000 à la

Metropolitan. Annuellement, nous avons payé les $\frac{9}{10}$ des dettes et il va leur revenir des biens. Aujourd'hui, environ \$3,200,000 de la dette ont été payés et il est probable que le tout reviendra normal dans un avenir prochain. Les curateurs ont fait un si bon travail que plusieurs biens donnés en garantie par les Sulpiciens leur reviendront.

Ces biens avaient une grande valeur; nous venons de vendre un terrain, dans le nord de la ville de Montréal à la ville de Montréal pour \$1,500,000. Ils avaient le terrain où est bâti le "Transportation Building", un pâté de maisons au coin de la rue Saint-Denis et de nombreuses propriétés sur la rue Sherbrooke.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le collège de Montréal est la seule entreprise des Sulpiciens. Il demande au gouvernement de faire diligence pour assurer le règlement rapide et définitif de la situation des messieurs de Saint-Sulpice.

(Le comité discute de la question de l'enseignement ménager.)

M. Ross (Montréal-Verdun) demande quelques explications au secrétaire provincial.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Il y a dans la province 39 instituts familiaux comprenant 2,315 élèves; 72 écoles familiales moyennes recevant 2,536 élèves et 48 institutions post secondaires donnant leur enseignement à 42,000 élèves.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'enseignement ménager a été pratiquement établi par l'Union nationale. Cela n'existait presque pas avant 1936. Nous avons nommé Mgr Albert Tessier directeur de l'enseignement ménager, qui s'est alors développé de façon considérable par toute la province. L'enseignement ménager est un actif précieux.

Les instituts familiaux jouent un rôle très considérable. Nous y formons de véritables mères de famille modèles, de véritables gardiennes du foyer, capables de maintenir les traditions de travail, d'ingéniosité et de bonheur qui ont fait de nos mères des femmes incomparables. Nous y développons les qualités traditionnelles de la mère canadienne et nous pouvons dire que ces institutions sont des modèles du genre.

Cela m'amène à parler aussi d'un autre genre d'institutions dont l'École d'agriculture de Sainte-Croix de Lotbinière peut servir d'exemple. On sait que le comté de Lotbinière est représenté en Chambre par un agronome très compétent (M. Bernatchez). Les écoles d'agriculture moyenne ne servaient jusqu'ici

que six mois par année. À la suggestion du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) et du ministre d'État, député de Yamaska (l'honorable M. Élie), nous avons décidé de convertir l'École d'agriculture en école ménagère durant les six mois qu'elle est inoccupée. De toute façon, cette institution peut servir durant toute l'année et les jeunes filles peuvent y apprendre à aimer la vie de famille, à s'enraciner davantage à la campagne et acquérir les qualités d'une mère de famille excellente.

L'enseignement des arts ménagers se divise en deux sections: les écoles d'enseignement ménager et les cours de perfectionnement.

Bien que les écoles intermédiaires d'enseignement ménager se conforment au programme général des écoles primaires complémentaires, on porte une plus grande importance aux sujets reliés à la famille et à l'économie domestique. À un niveau correspondant au cours supérieur du primaire, les quatre années de cours des écoles supérieures visent à enseigner à leurs élèves un sens des responsabilités liées à l'éducation des enfants et aux tâches ménagères. À un niveau encore plus supérieur, l'école normale de l'enseignement ménager et les écoles supérieures en économie domestique forment des spécialistes en enseignement familial et en gestion de l'économie domestique. Les cours de perfectionnement visent à améliorer l'éducation des jeunes filles et des femmes ayant déjà fondé un foyer.

Au niveau universitaire, il y a deux universités, Laval et McGill.

Dans le but d'aider les personnes qui ne peuvent pas aller à l'école le jour, le gouvernement Mercier a établi des écoles du soir en 1889. Il y en a dans les villes, les villages et les principaux centres industriels. Le gouvernement aide aussi ces écoles en octroyant des subventions annuelles.

C'est l'un des nombreux domaines que nous ne pouvons négliger. Nous y consacrons des centaines de mille dollars par année, qui ne peuvent être versés aux universités.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent cinquante-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): À la demande du comité catholique de l'Instruction publique, les subventions aux Écoles normales seront

modifiées. Au lieu de décerner des bourses de \$30, \$40 et \$50 on institue le prêt d'honneur et l'on versera des bourses de \$100, \$150 et \$200. Les écoles normales recevront \$5,000 par année au lieu de \$3,720. Au cours des deux prochaines années, on distribuera 1,000 bourses de \$200, 1,500 de \$150 et 2,000 de \$100.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille cinq cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides. Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Pont de Québec

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 25 janvier 1951 jusqu'à date, relativement aux travaux se rapportant à la voie carrossable sur le pont de Québec, ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approches, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 47)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 17 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le salaire de presque tous les employés du ministère du Travail a été augmenté en novembre. On a affecté une somme de \$135,000 pour 440 employés environ.

Il y a actuellement 28 bureaux de placement établis dans chacune des principales régions de la province, relevant du Travail. Les deux derniers bureaux de placement ouverts ont été ceux de Sept-Îles, sur la Côte-Nord, et de Saint-Joseph d'Alma, dans le comté du Lac-Saint-Jean. On en a ouvert un tout récemment à Montréal pour le placement des infirmes, qui dirige ces malheureux vers des endroits où l'on peut leur donner du travail.

Il s'avère que ce bureau donne de bons résultats; jadis on ne trouvait pas d'emplois pour les infirmes parce qu'on ne savait pas où l'on pouvait en avoir besoin et comment les orienter. Le bureau sert à corriger ces deux obstacles. On a également un bureau de placement pour les anciens tuberculeux,

dont le personnel est également formé de personnes guéries de cette maladie.

On s'efforce de leur trouver un travail plus léger. Le bureau de placement pour les anciens tuberculeux a permis l'embauchage de 300 personnes l'an dernier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est une initiative qui a beaucoup de bon sens et j'en félicite le ministre. Cependant, le fait demeure que la différence entre les salaires *per capita* de l'Ontario et du Québec est encore grande. Pourquoi elle est plus prononcée qu'avant?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les comparaisons entre Québec et l'Ontario ne signifient plus rien depuis que l'économie des deux provinces est entièrement différente.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quelle est la situation du travail juvénile dans la province? Exige-t-on des certificats dans tous les cas?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous avons donné à tous les inspecteurs instruction d'être très sévères. Il faut que les raisons pour donner un certificat à un jeune en dessous de 16 ans soient très sérieuses: cas d'orphelin qui a une famille à sa charge, cas de familles nombreuses, etc. Moi-même, j'ai commencé à travailler à 13 ans, mais je ne voudrais pas que les autres commencent à cet âge ni même à 14, 15 ou 16.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): De toute façon, je pense qu'il faut décourager le travail juvénile. Il faut éviter l'exploitation par les parents.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suis parfaitement de cet avis et on y veille scrupuleusement au ministère. On veut à tout prix éviter l'exploitation des enfants.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Combien de permis ont été donnés en 1951 à des jeunes gens de moins de 16 ans?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chiffre se trouve dans le rapport du ministère qui a été remis au député. Je n'ai pas le chiffre en mémoire.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): A-t-on poursuivi des employeurs qui se sont rendus coupables d'avoir employé des jeunes gens de moins de 16 ans sans permis?

L'honorable M. Barrette (Joliette): On est plus expéditif: on enlève le permis immédiatement sans prendre de poursuite.

(Il est question de M. de la Galissonnière, directeur du service des mécaniciens de machines fixes, que le Board of Trade anglais de Londres a invité à aller donner des conférences en Angleterre, tous frais payés.)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre possède-t-il des statistiques sur le nombre de personnes de 14 à 24 ans classées comme apprentis dans Québec?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je ferai d'abord remarquer au chef de l'opposition qu'il y a 85,000 jeunes gens de 14 à 24 ans de plus dans notre province qu'en Ontario. Au dernier congrès de l'aide à l'apprentissage, tenu à Montréal, on a révélé qu'il y avait plus d'apprentis dans notre province que dans toutes les autres provinces ensemble. Dans l'industrie du bâtiment, dit-il, 10,000 jeunes gens sont à l'apprentissage. C'est plus que dans tout le reste du pays.

Il souligne ensuite le système de formation d'apprentis mis en vigueur par le gouvernement. L'idée de ce système lui est venue, dit-il, à Londres, en 1945, en causant avec le ministre anglais du Travail, devant le problème créé par le licenciement des troupes. Le ministre du Travail de Londres me disait qu'il y avait 1,000,000 de sans-travail en Angleterre et des positions vacantes pour 1,000,000 de personnes. Un grand nombre de chômeurs étaient des gens qui venaient de quitter l'armée. Ils n'étaient pas qualifiés pour les emplois libres. Le même cas se présentait dans la plupart des pays, notamment au Canada. Il y avait du chômage, alors que l'industrie manquait d'hommes. Un des contracteurs qui ont le plus collaboré à l'établissement du service d'apprentissage avait dans son bureau des contrats pour un montant de \$20,000,000 et manquait de main-d'œuvre qualifiée pour les exécuter.

L'idée d'un apprentissage méthodique a alors germé; on a établi un système qui répond aux besoins de l'industrie en main-d'œuvre qualifiée et qui, en même temps, évite l'encombrement des métiers. Il fallait que le système présentât ce dernier avantage pour intéresser les ouvriers. Et nous avons mis sur pied un système paritaire auquel contribuent patrons et ouvriers ainsi que le gouvernement. Il y a des centres à Montréal, Québec, Hull, Chicoutimi, Sherbrooke et Joliette. Les étrangers ont souligné l'excellence de ce système.

Notre système donne d'excellents résultats. Tous les spécialistes en questions ouvrières viennent visiter nos centres d'apprentissage et ne cachent pas leur étonnement et leur admiration. Beaucoup n'en revenaient pas de voir le succès d'un tel système qui exige la collaboration patronale et ouvrière sous la surveillance du gouvernement. Les étrangers ont peine à comprendre qu'un montant de \$250,000 par an puisse être payé par les patrons et les ouvriers pour l'apprentissage.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre du Travail a dit que la différence entre les salaires payés en Ontario et dans le Québec provenait du plus grand nombre de jeunes travailleurs qui se trouvent dans notre province. Pourquoi cette marge, qui était de \$1.50 en 1945, s'est accrue continuellement depuis? En octobre 1952, la moyenne était de \$52.29 dans Québec et de \$57.31 en Ontario. Depuis, la marge s'est accrue de nouveau, comme elle l'a fait particulièrement depuis un an ou deux.

L'honorable M. Barrette (Joliette): D'abord, nous avons 85,000 jeunes gens de 14 à 24 ans de plus qu'en Ontario, pour la population totale. Puis, nous avons de l'industrie légère, tandis que l'Ontario a beaucoup d'industries lourdes. Le chef de l'opposition a déjà parlé des hausses de salaires de 42 % en Ontario et de 22 % dans Québec. Ces chiffres ne donnent pas justice au Québec, parce qu'ils concernent une période trop courte. De 1943 à 1952, les salaires dans le Québec ont augmenté de 77 % et 78 % dans l'Ontario, soit à peu près également.

Le seul mode efficace de comparaison, dans les domaines des salaires, consiste à comparer le salaire moyen des ouvriers dans les deux provinces voisines à des époques données. En 1943, le salaire hebdomadaire dans Québec était de \$29.16 en moyenne et s'est élevé à \$51.83 en 1952, soit une augmentation de \$22.67⁴ par semaine ou une hausse de 77 %. En Ontario, le salaire hebdomadaire moyen qui était de \$31.89⁵ en 1943, s'est élevé à \$56.74 en 1952; soit une augmentation de \$24.93 par semaine ou une hausse de 78 %. Il ressort donc de cette comparaison que la différence dans l'augmentation des salaires entre Québec et Ontario, sous l'Union nationale, n'est pas de 21 %, comme l'a prétendu le chef de l'opposition, mais bien de 1 %.

Les facteurs essentiels expliquant ce mince écart sont les suivants: En premier lieu, Québec compte, en proportion, 85,000 jeunes gens entre 14 et 24 ans de plus que l'Ontario, et qui gagnent naturellement moins que les adultes, et dont les

augmentations de salaires sont plus faibles. Si une augmentation de 10 % sur un salaire de \$70 par semaine représente \$7, l'augmentation de 10 % sur un salaire de \$40 par semaine représente par contre \$4. Mais il n'en reste pas moins que, dans un cas comme dans l'autre, l'augmentation a été de 10 % et a signifié une amélioration proportionnelle identique. Cependant, l'Ontario, comprenant plus d'adultes dans sa main-d'œuvre, bénéficiera d'une augmentation globale plus élevée, nonobstant l'augmentation individuelle égale.

En deuxième lieu, l'Ontario, jusqu'à récemment, était une province à industries lourdes, à proximité des marchés américains, tandis que Québec était une province à industries légères. L'industrie lourde, employant plus d'adultes, plus d'hommes, plus d'ouvriers qualifiés, paye des salaires plus élevés que l'industrie légère, qui emploie plus de jeunes, plus de femmes et moins d'ouvriers qualifiés.

Voici quelques exemples: Il y a actuellement 106,000 travailleurs de l'acier en Ontario et 35,000 dans le Québec; 70,000 travailleurs dans le textile, le vêtement et le tabac en Ontario, contre 120,000 dans le Québec. On a là une preuve visible et tangible du pourquoi de la différence dans les salaires entre les deux provinces.

L'Ontario compte 62,000 ouvriers dans les industries de l'automobile et des instruments aratoires, à comparer avec à peine 2,000 dans le Québec. L'Ontario fabrique presque toutes les autos, 80 % des appareils électriques et des machines aratoires, travaux qui requièrent une main-d'œuvre spécialisée et rémunérée en conséquence. Cela commande de gros salaires. Malgré cela, le pourcentage de l'augmentation des salaires dans Québec et Ontario est resté le même au cours des huit dernières années. Ces industries ont été établies à proximité des marchés. À Montréal, on fabrique 75 % de la production du vêtement au pays.

En résumé, la différence dans les salaires entre le Québec et l'Ontario s'explique en somme par les facteurs suivants: 1. Le genre d'industries; 2. le sexe de la main-d'œuvre; 3. l'âge de la main-d'œuvre; 4. la spécialisation de la main-d'œuvre. Mais, cette situation, dont le présent gouvernement n'est pas responsable, tend à se transformer. D'abord, nos écoles d'art et métiers, nos centres d'apprentissage et nos écoles spécialisées sont en voie de donner à notre jeunesse ouvrière une formation technique incomparable. En fait, notre système d'enseignement technique fait déjà l'envie du pays entier et même de nos puissants voisins, les États-Unis.

D'autre part, l'administration actuelle a soin de faire en sorte que l'exploitation de nos ressources naturelles marche de pair avec l'expansion de nos

établissements industriels. Ainsi le minerai de titane du lac Allard sur la Côte-Nord est traité à la raffinerie de titane de Sorel, entre Québec et Montréal. D'ici quelques années, avec le développement accru de nos richesses naturelles, nous aurons plus d'industries lourdes.

Le salaire honoraire de base des ouvriers de l'amiante est actuellement de \$1.51. À ce propos, le grand journal catholique *The Ensign* écrivait, le 22 novembre 1952, ce qui suit: "Le salaire de base horaire pour un journalier est maintenant de \$1.51 l'heure à la Canadian Johns Manville, ce qui représente un salaire minimum de \$60.40 par semaine⁶."

Le journal *Le Travail*, organe officiel de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), écrivait, le 1^{er} février 1952, ce qui suit: "Le journalier dans les mines d'amiante, recevra effectivement, en vertu de la nouvelle convention pour 1952-53, un salaire de base de \$1.51 l'heure. Ce taux est formé du salaire horaire garanti et de l'indemnité de vie chère. Le journal a lui-même reconnu que le plus haut salaire de base au pays se trouve maintenant dans l'amiante, dans le Québec, et non pas en Colombie ou en Ontario.

Il manque une seule chose dans l'article du journal *Le Travail*, à savoir: la mention qu'une partie du crédit pour ce salaire élevé revient à l'honorable premier ministre de la province (M. Duplessis). En effet, en décembre 1949, l'honorable premier ministre avait amené les compagnies d'amiante à inclure dans les contrats de travail avec la CTCC pour 1950, une clause important un boni de vie chère de 40 cents par semaine pour chaque hausse d'un point dans l'indice du coût de la vie. À date, le règlement Duplessis a rapporté aux mineurs d'amiante 26 cents l'heure ou \$12.80 par semaine. Mais c'est un fait que le journal *Le Travail* a omis de noter. Bien plus, par la suite, dans de nombreux contrats de travail, dans plusieurs industries, les syndicats ouvriers ont obtenu l'inclusion de la formule Duplessis. Cette suggestion de l'honorable premier ministre d'évaluer à 40 cents par semaine désormais, au lieu de 25 cents comme auparavant, le point de hausse dans l'indice du coût de la vie a apporté une augmentation de 60 % dans le bonus de vie chère de dizaines de milliers de travailleurs depuis trois ans.

L'industrie lourde commence à se développer dans Québec et, dans une dizaine d'années, nous pouvons nous attendre à voir une augmentation considérable de la moyenne des salaires. Les salaires seront totalement équivalents dans toutes les industries. Des

industries nouvelles surgissent à cause du développement de nos ressources naturelles. Éventuellement, on fabriquera de la machinerie, on fera de l'acier.

Il y a aussi le facteur des familles nombreuses; ceci donne à certaines familles deux, trois et même plus de salaires. Avec trois semaines de vacances, les allocations en cas d'accidents, la caisse de retraite, etc., il n'y a pas d'ouvriers dans le monde entier qui sont mieux traités que ceux de la province de Québec.

On parle souvent des statistiques fédérales. Avec nos statistiques, basées sur 185,000 feuilles de paye, examinées par la Commission des opérations forestières, nous sommes arrivés à la conclusion que le salaire moyen par semaine des 94,000 bûcherons était de \$59.64, soit \$9.64 par jour, à comparer avec \$58.57 pour 24,215 bûcherons en Ontario et à \$59.13 pour 83,132 bûcherons au Canada. La moyenne fut donc plus élevée dans Québec en 1951-1952 qu'en Ontario et au Canada. Comme on peut voir, la réalité mathématique de l'Union nationale est bien différente de la légende oratoire du Parti libéral.

Par ailleurs, les industries centrées sur nos ressources naturelles comme l'amiante, l'aluminium, la pulpe, et le papier payent dans Québec les plus hauts salaires de tout le Canada, à une moyenne de plus de \$72 par semaine.

Les statistiques fédérales ne sont pas toujours justes. Dans l'industrie du bâtiment, le fédéral se base sur le taux du décret, alors qu'en général les ouvriers gagnent 20 % de plus.

Grâce au développement constant de notre plan d'apprentissage technique, à l'exploitation intense de nos ressources naturelles et à l'expansion incessante de notre activité industrielle, Québec aura bientôt non seulement égalé, mais aussi dépassé l'Ontario.

Entre 1944 et 1952, dans la province de Québec, sous le gouvernement de l'Union nationale, les salaires des travailleurs ont augmenté de près de \$1,000,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): De 1939 à 1944, il y a eu dans le Québec une augmentation de salaires de \$720,000,000, soit 33 % de l'augmentation nationale; durant la même période, en Ontario, l'augmentation fut de \$965,000,000⁷, soit 41 % de l'augmentation nationale.

De 1945 à 1950⁸, soit en six ans, le Québec a eu une augmentation de salaires de \$750,000,000, soit 23 % de l'augmentation nationale; durant la même période, en Ontario, augmentation de \$1,441,000,000, soit 43 % de l'augmentation nationale. Ces chiffres sont fournis par une revue industrielle impartiale. Durant les deux périodes mentionnées, les facteurs

invoqués par le ministre du Travail étaient les mêmes, soit qu'il s'agisse des jeunes ouvriers, de la prépondérance de l'industrie lourde en Ontario, etc. Pourtant, les hausses ont baissé de 33 % à 23 %. Je trouve inquiétant l'écart sans cesse croissant entre les salaires payés dans les deux provinces et qui s'en va toujours au désavantage des nôtres.

Au 31 août 1944, la marge d'infériorité du salaire de l'ouvrier québécois vis-à-vis celui d'Ontario était en moyenne de \$1.58; au 1^{er} février 1952, elle était de \$4.51. L'écart est rendu maintenant à \$5.02. Et les taxes supplémentaires sont un autre facteur défavorable pour les travailleurs, dit-il.

On nous parle de l'industrie lourde grandissante chez nous, des salaires dans l'amiante qui, je l'admets, sont devenus satisfaisants, de ceux des pulperies. Mais quelle est la situation dans les autres industries? On n'en parle jamais. Je demande au ministre s'il connaît la raison de cet écart sans cesse grandissant et s'il croit pouvoir l'enrayer?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Lorsque le chef de l'opposition cite ses chiffres, j'ai voulu les étudier pour savoir dans quelle mesure ils étaient exacts. Ce qui me frappe, c'est que le pourcentage d'augmentation est resté le même, soit 77 % pour Québec et 78 % pour l'Ontario. Il est plus juste de comparer les salaires moyens des deux provinces, payés de 1943 à 1953, que de prendre les augmentations globales, parce que la population de l'Ontario est plus considérable. Dans certaines industries, le salaire est plus considérable dans Québec que dans l'Ontario, par exemple, l'amiante, l'aluminium et le papier. On peut dire que notre province n'a pas régressé puisque le pourcentage d'augmentation est resté le même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux rendre hommage au ministre du Travail qui a apporté des améliorations considérables dans la question des salaires et qui s'est dévoué sans compter pour la classe ouvrière. Il est facile de critiquer, de jouer avec les chiffres, de tirer des conclusions en changeant les chiffres de place. Mais ce qui est certain, c'est que dans la province de Québec, depuis 1945, grâce aux efforts du ministre du Travail, les salaires payés aux ouvriers ont augmenté de \$750,000,000.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'augmentation globale est de \$1,000,000,000 maintenant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que l'opposition devrait reconnaître cela. Il ne peut y avoir de comparaison entre deux

choses différentes; les conditions ne sont pas semblables entre les deux provinces. Il faut donc tenir compte du fait qu'en Ontario il y a une industrie lourde qui emploie des ouvriers experts, à qui l'on paie des salaires considérables. Il y a aussi moins d'apprentis. Québec a plus de jeunes gens, donc plus d'apprentis. La province de Québec commence à recevoir des industries lourdes. Elle a non seulement augmenté les salaires des ouvriers de \$1,000,000,000 par année, mais elle a construit des écoles spécialisées qui vont former des compétences et qui vont leur permettre de devenir des experts dans leur métier. Nous aurons bientôt de l'industrie lourde dans la province de Québec, et les choses vont changer.

On a parlé d'Asbestos. À la suite d'une grève malheureuse, les ouvriers sont venus me trouver. Ils m'ont demandé de leur aider à obtenir un boni de vie chère de \$0.25 par point. Au lieu de leur obtenir \$0.25 par point, je leur ai obtenu \$0.40 par point, soit une augmentation de 60 % ou \$26 de plus par semaine. Ce fait a eu une telle importance que, lorsque les arbitres parlent de boni, ils parlent souvent du "boni Duplessis", à \$0.40 par point. Je dis ces choses pour rappeler une fois de plus que, quand on veut respecter la loi et demander justice, on trouve un écho amical auprès du gouvernement de l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Puisque, selon son habitude, le gouvernement prend tout le crédit des \$750,000,000 d'augmentation de salaires, il devrait également prendre la responsabilité de l'écart des salaires entre Québec et Ontario.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre du Travail des explications.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Deux cent seize personnes, par leurs fonctions d'inspecteur ou autres, sont obligées de voyager. Seulement 10 %

à 15 % n'ont pas de voitures. Tous ceux qui ont une auto ont une prime de \$600. Parfois les voyageurs sont obligés de prendre l'avion, par exemple pour se rendre à Sept-Îles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil supérieur du travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Des crédits analogues votés pour 1951-1952 n'ont pas servi au seul Conseil supérieur du travail, mais à des subventions, par exemple une subvention de \$2,000 pour l'École populaire de sociologie de Hull, une autre de \$2,000 pour l'Institut éducationnel ouvrier.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le

vérificateur des comptes publics a déclaré la chose très normale. Les \$15,000 demandés pour 1953-1954 serviront presque complètement au Conseil supérieur du Travail, notamment pour payer les services de trois avocats qui ont travaillé à la rédaction de textes de législation, recommandés par le Conseil.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières, salaires et dépenses (travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande le salaire de chacun des membres de la Commission des relations ouvrières.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les

membres de la Commission des relations ouvrières reçoivent les traitements suivants: le président, M. J.-P. Lebrun, reçoit \$10,000 de salaire et \$2,000 de frais de représentation; le vice-président \$8,000 de salaire et \$1,000 de frais de représentation; les trois commissaires, MM. Frank, Charpentier et Audet, chacun \$7,000 et \$1,000 de frais de

représentation. L'actuel secrétaire est M. Gérard Vaillancourt.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande les raisons du déplacement de l'ancien secrétaire, M. P.-E. Bernier.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y avait

mésentente entre les membres de la Commission et le secrétaire sur la façon de travailler, sur les relations de la Commission avec les tiers.

M. Bélanger (Lévis): Le remplaçant de

M. Bernier gagne-t-il le même salaire?

L'honorable M. Barrette (Joliette):

M. Bernier gagnait de \$4,000 à \$4,500. Son remplaçant est arrivé au moment des ajustements de salaire. Il en a bénéficié.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je

constate que les sommes payées en salaires à la Commission des relations ouvrières n'étaient que de \$52,000 en 1945-1946 et qu'elles ont atteint \$168,000 en 1951-1952. Je me demande s'il y a eu augmentation considérable du personnel.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je n'ai

pas de chiffres. De 1951 à 1953, le nombre des employés a augmenté de sept. D'autre part, chaque employé a bénéficié d'une augmentation de salaire de \$200. En 1945-1946, la Commission était à ses débuts. Actuellement, elle compte 80 employés. Vingt-sept employés travaillent au service de la conciliation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande des explications sur les raisons de l'augmentation des crédits pour les salaires du personnel de la Commission du salaire minimum.

L'honorable M. Barrette (Joliette): De

1951 à 1952, le nombre des employés est passé de 281 à 285... le système des timbres des ouvriers du bâtiment a donné du travail en plus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

M. Sylvain est-il toujours à votre service?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Oui.

M. Sylvain est directeur du personnel à la Commission, au salaire de \$4,000 par année.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): M. Sylvain fait de la politique. Il paraît qu'il veut faire sauver le Canada par l'entremise de M. George Drew. Il a prononcé une conférence à l'hôtel Saint-Louis devant l'organisation conservatrice et a déclaré que seule l'arrivée au pouvoir de M. Drew pouvait sauver le pays du gaspillage et de la catastrophe financière.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je l'ignore. Je ne suis pas au courant des activités de M. Sylvain en ce domaine.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a aussi un autre employé, M. Wilfrid Dufresne, qui a été choisi candidat conservateur dans le comté de Québec-Ouest. C'est à croire que la Commission du salaire minimum est le refuge des conservateurs au salaire maximum... On se demande si toute cette activité politique doit se faire avec l'argent des contribuables. Le premier ministre répondra évidemment que cela se passe le soir après le travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Dufresne était un grand ami de M. Godbout.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais je me demande ce que M. Dufresne a fait le matin et l'après-midi du 17 décembre, journée à la fin de laquelle il a été nommé candidat conservateur. Combien de pensées M. Dufresne a-t-il consacré au service de la province le jour de la convention? Cela devient une habitude sous le gouvernement actuel que les employés civils fassent de la politique. Est-ce que tout le monde fait de la politique à la Commission du salaire minimum?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si MM. Sylvain et Barrette ont fait de la politique, c'est hors de ma connaissance.

Cette Commission surveille les intérêts de 900,000 personnes dans la province de Québec. Et personne ne se plaint. Samuel Audette se montre très satisfait de son travail. Dès qu'il y a plainte, une enquête se fait et l'on voit à ce que la loi et les ordonnances soient observées. Les ouvriers sont très satisfaits du travail de cette Commission qui accomplit une somme énorme de travail et qui le fait bien. Les 60,000 ouvriers du bâtiment sont satisfaits de leur congé payé. Quant à M. Dufresne, je ne sais pas si celui dont parle le chef de l'opposition est le même qui est à l'emploi du département.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quand on connaît les activités antérieures de MM. Sylvain et Dufresne, il n'est pas nécessaire de prendre leurs empreintes digitales pour savoir s'il s'agit des mêmes personnes.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Dufresne a déjà tenu des assemblées contradictoires contre moi. Il parlait rouge dans ce temps-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Celui dont parle le chef de l'opposition, ce doit être l'édition 1952.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'informe du salaire des commissaires du salaire minimum.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le président, \$10,000. C'est le Dr Marc Trudel. Le vice-président, M. Candide Rochefort, a \$6,600, plus une allocation de \$15 par semaine. Les trois commissaires, MM. Eugène Dussault, Thomas Aubry et J. Brais reçoivent \$6,000, plus une allocation de \$600 par année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. (Matane) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'informe du nombre d'apprentis formés par les centres d'apprentissage provinciaux.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les centres de Chicoutimi, Québec, Hull, Sherbrooke, Joliette et Montréal ont donné des certificats à 9,914 personnes de 1945 à 1952.

Sur les 15,000 apprentis sortis des écoles dans tout le Canada, la province de Québec en a formés à elle seule 5,499. Et il cite un article élogieux du *Financial Post* à ce sujet, dans lequel on dit que, si le Québec continue à progresser dans ce domaine, principalement dans celui de la plomberie et de l'électricité, les entrepreneurs viendront bientôt tous de la province de Québec. L'an dernier le Québec a formé 3,649 apprentis qualifiés en plomberie et chauffage contre 511 pour le reste du pays.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) critique la négligence des inspecteurs en électricité lors de la vérification du filage.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit que l'on devrait lui signaler ces cas de négligence et qu'il prendrait des mesures sévères à l'égard des personnes concernées.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Contribution à la construction d'un centre d'apprentissage à Montréal (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Emprunt sur le marché américain

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'un état montrant:

1. Quant à la somme de \$41,440,000 mentionnée à la page 7, du prospectus, en date du 19 novembre 1952, et publié à l'occasion de l'emprunt de \$25,000,000 contracté par la province sur le marché américain:

a) les noms des corporations scolaires concernées;

b) le montant payable dans chaque cas;

c) le nombre de versements à payer dans chaque cas;

d) la date du dernier versement dans chaque cas. (Document de session no 48)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est le Mardi gras, nous allons ajourner⁹ à 8 h 15. J'espère que les membres de l'opposition n'oublieront pas que le carême commence demain. C'est le temps, pour eux, de songer à faire leurs Pâques.

La Chambre suspend ses travaux à 5 h 15.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Pharmaciens

M. Marquis (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité¹⁰:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)¹¹

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"8. 1. En pharmacie, il y a cinq classes de personnes, qui sont soumises à la juridiction du conseil et de son bureau de discipline:

"a) l'étudiant en pharmacie;

"b) l'assistant-pharmacien;

"c) le licencié en pharmacie, non propriétaire d'une pharmacie;

"d) le licencié en pharmacie, propriétaire d'une ou plusieurs pharmacies;

"e) le médecin qui remplit ou a rempli les conditions de la présente loi;

"2. Pour être admis "étudiant en pharmacie", le candidat doit fournir une preuve satisfaisante de ses bonnes mœurs, subir un examen préliminaire sur les

langues française, anglaise et latine, sur l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, la géographie, l'histoire, les éléments de la physique et de la chimie, et payer la cotisation prescrite par l'article 14 et être citoyen canadien.

"Tout bachelier ès arts d'une université canadienne reconnue par le Collège est exempt de l'examen préliminaire.

"3. Pour être admis "assistant-pharmacien", le candidat doit démontrer qu'il est inscrit depuis trois ans comme étudiant en pharmacie et que, durant cette période, il a fait un stage préliminaire d'un an dans une pharmacie de détail, sous la surveillance d'un pharmacien ou d'un médecin régulièrement inscrit et qu'il a suivi, durant une période de deux ans, des cours à une des universités reconnues par le Collège et que, durant ces deux années, il a fait un stage de six mois dans une pharmacie de détail sous la surveillance d'un pharmacien ou d'un médecin régulièrement inscrit. Le candidat doit, en outre, subir avec succès un examen devant le bureau des examinateurs du Collège sur des sciences médico-pharmacologiques, physico-chimiques et sur la pharmacie pratique, et payer la cotisation prescrite par l'article 14.

"4. Pour être admis "licencié en pharmacie", le candidat doit démontrer qu'il est inscrit comme assistant-pharmacien, depuis deux ans, fournir la preuve qu'il a servi durant une période minimum de six mois durant chacune des deux dernières années de son cours universitaire dans une pharmacie de détail sous la surveillance d'un pharmacien ou d'un médecin régulièrement inscrit; qu'il a suivi, concurremment, deux années de cours de sciences médico-pharmacologiques, deux années de sciences physico-chimiques, une année de travaux pratiques de pharmacie et de chimie analytique et une année de botanique et autres sciences naturelles enseignées suivant le programme établi dans les universités reconnues par le conseil du Collège, dont le programme d'études est accepté par le conseil du Collège et fournir la preuve qu'il a subi, avec succès, des examens universitaires sur ces matières.

"Le candidat doit, en outre, subir avec succès un examen devant le Bureau des examinateurs du Collège sur toutes ces matières et payer la cotisation prescrite par l'article 14."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soumet un amendement proposé par les étudiants en pharmacie. Ceux-ci proposent qu'après la quatrième année, ils passent un baccalauréat à l'université et que ce baccalauréat soit reconnu comme examen théorique de la licence; qu'ils fassent ensuite une

année de stage et subissent un examen pratique au Collège.

M. Marquis (Québec-Est): Le Collège des pharmaciens est à étudier la question. Il y aurait peut-être lieu de prendre, plus tard, une décision à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, le député est contre l'amendement?

M. Marquis (Québec-Est): Pour cette année, oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement pourra-t-il être adopté l'an prochain?

M. Marquis (Québec-Est): C'est possible.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, si c'est possible pour l'an prochain, pourquoi ne serait-ce pas possible tout de suite?

(Applaudissements dans les galeries)

Le comité va rapporter progrès. Les étudiants et le Collège des pharmaciens pourront peut-être s'entendre. Sinon, on réglera ça.

L'étude de l'article 8 est suspendue.

Le comité étudie l'article 18 qui se lit comme suit:

"18. L'article 18 de ladite loi, remplacé par l'article 9 de la loi 8 George VI, chapitre 42, est remplacé par le suivant:

"18. 1. Au cas de décès d'un pharmacien ou d'un médecin exerçant légalement lors de sa mort la profession de pharmacien, l'héritier, l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire de la succession de cette personne peut, durant une période d'un an, continuer les affaires en les plaçant sous la surveillance personnelle d'un licencié en pharmacie inscrit conformément aux dispositions de la présente loi. L'époux survivant successible et ses enfants, peuvent, durant une période additionnelle de cinq années, continuer les affaires du défunt aux conditions précitées. De plus, si l'enfant d'un pharmacien ou d'un médecin décédé est engagé dans des études pharmaceutiques, dans une université reconnue par le Collège, à l'expiration de cette période, il peut continuer les affaires du défunt, aux conditions précitées durant une période additionnelle de cinq ans.

"2. Le curateur d'un pharmacien ou d'un médecin, exerçant légalement la profession de pharmacien qui a été interdit ou interné dans un asile d'aliénés, peut continuer les affaires de celui-ci en les plaçant sous la surveillance personnelle d'un licencié en pharmacie inscrit conformément aux dispositions de la présente loi.

"3. Au cas de cession de biens, de cession autorisée ou de faillite de tout pharmacien ou médecin, exerçant légalement la profession de pharmacien, le gardien provisoire, séquestre interimaire, curateur ou syndic, peut, jusqu'à ce que la liquidation soit close, continuer les affaires en plaçant en charge de la pharmacie un licencié en pharmacie inscrit conformément aux dispositions de la présente loi, et ce, pour une période de pas plus d'un an.

"4. Les dispositions des paragraphes précédents n'auront pas pour effet de restreindre à une période d'un an le droit d'un héritier, d'un exécuteur-testamentaire ou d'un fiduciaire, de continuer, sous la surveillance personnelle d'un licencié en pharmacie, les affaires d'une personne exerçant légalement, lors de sa mort, la profession de pharmacien, dans le cas où cette personne est décédée avant (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*).

"5. Le nom du véritable propriétaire de toute pharmacie doit être inscrit en caractères d'au moins quatre pouces de hauteur sur une enseigne placée bien en vue à la façade de la pharmacie.

"Dans le cas des paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, le nom du licencié en pharmacie en charge de la pharmacie doit également apparaître de la même manière."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare être peu enclin à favoriser cet article disant qu'on peut attendre jusqu'à cinq ans et forcer les héritiers à vendre un commerce presque pour rien.

Les pharmaciens exercent à la fois une profession et un commerce. Or, le nom d'une pharmacie, au bout d'un certain nombre d'années, après des efforts et du travail, ça vaut quelque chose. C'est un actif. Ce qui importe, c'est qu'il y ait un pharmacien licencié, que le public soit protégé. Il dit que l'on ne doit pas nécessairement mettre fin aux activités d'un commerce établi par un pharmacien dans un délai établi au détriment des héritiers, dans l'éventualité du décès d'un membre du Collège.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): À mon avis, avec le nouvel amendement, une veuve de

Sherbrooke qui exploite une pharmacie depuis 18 ans serait obligée de vendre son commerce.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je crois moi aussi que tel serait le résultat de cet article du bill.

M. Marquis (Québec-Est): Ces dispositions existent déjà, mais elles faisaient exception des cas existant avant 1944, et il y a probablement moyen de corriger cette situation. Les pharmaciens veulent rattacher la pharmacie à la personne, comme le Barreau.

L'étude de l'article 18 est suspendue.

Le comité étudie l'article 22 qui se lit comme suit:

"22. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 21, l'article suivant:

"21a. Pour les fins de la preuve d'une vente de drogues, de poisons ou autres médicaments, le contenu d'une bouteille, d'une boîte ou d'un récipient est présumé correspondre aux drogues, poisons et autres médicaments décrits sur l'étiquette ou dans une ordonnance médicale."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule, on veut faire rendre témoignage à une étiquette. Il propose de biffer cet article.

L'amendement est adopté.

L'article 22 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Le comité étudie l'article 32 qui se lit comme suit:

"32. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"31. Rien dans la présente loi ne s'applique à, ni affecte la fabrication ou la vente des médicaments brevetés, sauf ceux contenant l'une des substances énumérées dans l'annexe de la loi des spécialités ou médicaments (S.R.C., 1927, chapitre 151) ou dans les appendices II, III, IV et V des règlements édictés en vertu de la loi des aliments et drogues (S.R.C., 1927, chapitre 76) et leurs amendements.

"Toutefois la présente loi ne s'applique pas à la vente des substances suivantes:

"Alun, arrow-root, benzine, bi-carbonate de soude, borax, camphre (gomme), carbonate de magnésie, carbonate de soude, castor-oil (huile de ricin), chlorure de chaux, cire blanche, cire jaune, citrate

de magnésie, cochenille, craie camphrée, crème de tartre, essences culinaires, glycérine, graine de lin, huile de foie de morue, huile d'olive, hydroxide de magnésie, marjolaine, persil, phosphate de sodium, salpêtre, sarriette, sel de Glauber, sel d'Epsom, séné, soufre, solution d'ammoniaque, térébenthine, thym et l'aspirine - quant à cette dernière substance, qu'elle soit désignée sous le nom de "Aspirin", ou "Acetophen" ou sous toute autre marque de commerce, appellation ou désignation, à la condition que la vente soit effectuée à un endroit situé au-delà d'un rayon de cinq milles d'une pharmacie."

M. Marquis (Québec-Est): Il s'agit de protéger le public en empêchant la répétition de certains accidents graves dus au fait que des substances dangereuses ont été vendues par des personnes qui n'en connaissent pas suffisamment la nature.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce serait un peu radical d'obliger un cultivateur qui a besoin d'un remède pour les chevaux de se rendre à la plus proche pharmacie qui est souvent à 20 ou 30 milles de chez lui. Les cultivateurs ont besoin d'iode et de remèdes de base et se heurteraient désormais à de grandes difficultés.

L'honorable M. Paquette (Labelle): On ne devait pas défendre la vente libre de produits aussi connus que la teinture d'iode. La liste des produits confiés exclusivement aux pharmaciens est trop longue, contenant notamment l'acide borique, quelque chose qu'on peut même manger sans être incommodé.

M. Marquis (Québec-Est): Peut-être, mais on a déjà donné de l'acide carbonique à la place de l'acide borique. Ceci présente des dangers, comme dans le cas où des gens de Charlevoix sont décédés quelques années auparavant, car elles avaient pris du thé des bois par erreur. Il se déclare être prêt à amender l'article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose de biffer cet article.

L'amendement est adopté.
L'article 32 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles professionnelles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

C'est aujourd'hui mardi gras, fête de l'opposition! Nous allons ajourner à demain.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Voici ce que *L'Action catholique* du 18 février 1953, à la page 11, écrit au sujet de ce bill: "On était généralement sous l'impression que le bill 227 modifiant la loi de pharmacie de Québec serait étudié ce matin. Un grand nombre de pharmaciens et d'étudiants en pharmacie étaient en Chambre au début de la séance de 11 heures."

2. M. Marquis, député de Québec-Est, est lui-même pharmacien ainsi que directeur de l'École de pharmacie de l'Université Laval, précise *L'Action catholique* du 18 février 1953, aux pages 11 et 18.

3. Cette discussion se déroule "sur un ton mi-badin mi-sérieux", selon *Le Soleil* du 18 février 1953, à la page 2.

4. Chiffre dans *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* du 27 février 1953, à la page 3: \$26.67.

5. Chiffre dans *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* du 27 février 1953, à la page 3: \$31.81.

6. *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* du 27 février 1953, à la page 3, écrit quant à lui: "Les ouvriers de la Johns-Manville reçoivent \$1.75 de l'heure ou \$75 par semaine."

7. \$900,000,000, selon *L'Action catholique* du 18 février 1953, à la page 17.

8. De 1944 à 1950, selon *L'Action catholique* du 18 février 1953, à la page 17.

9. Il s'agit de la suspension de la deuxième séance plutôt que d'un ajournement, comme nous l'indiquent les *Journaux de l'Assemblée législative*.

10. Voici ce que *Le Soleil* du 18 février, à la page 9, écrit: "Les galeries étaient à demi pleines, mais on y voyait un bon nombre d'étudiants en pharmacie, qui ont manifesté leur satisfaction par des applaudissements quand M. Duplessis a demandé que l'on prenne en considération un amendement qu'ils avaient suggéré."

11. Il s'agit d'un projet de loi qui a subi, en cours d'étude, plusieurs modifications. Nous ne nous en tenons qu'aux articles dont les journaux ont rapporté une discussion entre les membres du comité. Nous ne pouvons faire état de l'ensemble des modifications en raison de la complexité des écritures inscrites sur la copie qui a servi à l'étude du projet de loi, communément appelée "torchon".

Première séance du mercredi 18 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Code de
procédure civile**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant l'article 294a du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 52 modifie le Code de procédure civile en prolongeant jusqu'au 1^{er} septembre 1954 la préparation de l'appel des rôles spéciaux pour les causes constituées *sine die* dans le district judiciaire de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 52 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission métropolitaine
de Montréal**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant la cité de Montréal et la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette loi a été présentée pour rendre service à Montréal, afin de régulariser, par exemple, le système des lignes homologuées. Jusqu'ici, lorsque la ville de Montréal décidait l'établissement d'une ligne homologuée le long d'une rue en vue d'une expropriation future, il fallait que la ligne homologuée soit approuvée par un juge de la Cour supérieure, et les plans d'homologation, en plus d'être déposés chez le greffier de la ville, devaient être aussi enregistrés chez le protonotaire de la Cour supérieure.

Dans bien des cas, cette formalité a été oubliée, et un procès a été intenté à la métropole. Le fait que la ville n'a pas déposé régulièrement les plans chez le protonotaire de la Cour supérieure, mais seulement au greffe de la ville, risque de créer une confusion et de coûter des millions de dollars à la ville.

Comme, au point de vue pratique, personne ne peut être lésé par le changement, le gouvernement, à la demande des intéressés, a voulu rendre service à la ville de Montréal. L'article premier du bill stipule donc qu'à l'entrée en vigueur de l'ancienne loi, tout plan général de la ville certifié par l'inspecteur municipal et tout plan le modifiant ainsi certifié sont déclarés valides et légaux, pourvu qu'ils soient confirmés par la Cour supérieure ou l'un de ses juges; que copie de chacun de ces plans soit déposée et gardée aux archives de la ville pour le renseignement public et que telle copie ainsi déposée porte l'inscription suivante, sous la signature du greffier de la ville: "Confirmé par la Cour supérieure de..."

L'article 2 de la loi étendra à la Commission métropolitaine les dispositions de procédures à suivre dans les cas d'expropriation reconnus à la ville de Montréal par la nouvelle loi adoptée au cours de cette session. Vu que la Commission métropolitaine regroupe 80 % de représentants de Montréal et qu'elle paie par le fait même cette proportion de frais, il est juste qu'on lui donne les mêmes facilités qu'à la ville de Montréal. Cela simplifie les choses.

Relativement aux frais de représentation du maire et des échevins de Montréal, que l'impôt sur le revenu refuse d'accepter, la Législature, à la suggestion des comptables de Montréal a mis dans la loi, à l'article 3, que les frais de représentation seront "jusqu'à concurrence de", ce qui veut dire qu'il

faudra produire des reçus pour ses dépenses de représentation. Dans le cas du maire, par exemple, le montant déterminé n'excédera pas \$4,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) partage l'opinion du premier ministre quant à l'enregistrement des homologations: personne ne peut souffrir de préjudice si on dépose les plans au greffe de la ville. Il n'a, dit-il, aucune sympathie pour ceux qui construisent en dépit d'une homologation dans l'espoir d'en tirer profit. Quant à l'article 2, il fait quelques réserves, sans cependant vouloir s'y opposer; pour l'article 3, il se demande si cela ne créera pas des complications aux intéressés en les forçant à faire des notes de frais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La chose a été suggérée par le comptable.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les dépenses sont généralement fixées par Statut.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les bureaucrates d'ailleurs n'aiment pas se faire dicter leur travail. En remplaçant un montant fixe par les mots "jusqu'à..." on ménage leur susceptibilité et leur orgueil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne cherche pas à discuter la mentalité de ces gens-là. Mais si le comptable l'a demandé...

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) remercie le premier ministre de ce qu'il fait pour Montréal.¹

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): N'y aurait-il pas moyen de réduire la part des municipalités dans l'entretien de ces établissements? Ce serait un excellent moyen de soulager les municipalités.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les sommes payées par les municipalités sont à peu près restées les mêmes qu'autrefois, alors que le gouvernement consacre de plus en plus d'argent pour ces institutions, ce qui est déjà beaucoup. La suggestion du chef de l'opposition a du bien-fondé et ça viendra un jour, en tout ou en partie.

En théorie, la part des municipalités est de \$1,000,000 par année, mais, en pratique, on en perçoit beaucoup moins. Le gouvernement allège constamment le fardeau des municipalités. Avant longtemps, il est fort possible qu'il se charge de tous les frais.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'an dernier, on a perçu \$972,000 des municipalités, d'après les *Comptes publics*.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, ça vient surtout des grandes villes: Montréal, Québec, etc. Dans les petites municipalités, la perception est difficile et nous n'avons jamais poursuivi personne.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La plus grande proportion des délinquants vient d'ailleurs des grands centres, je crois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Dans la plupart de ces écoles, il y a des cours de métiers. Ainsi, au Mont Saint-Antoine, il y a une véritable école d'arts et métiers; pas tous les enfants qui sont là suivent ces cours, mais tous ceux qui ont des aptitudes et qui le veulent. Depuis 10 ans, ces cours ont permis à des élèves de se placer dans des industries et d'obtenir d'excellentes situations.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le succès dépend sûrement du caractère des jeunes. Est-ce que le nombre des revenants a diminué?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le nombre des récidivistes a tendance à diminuer. Cela est vrai surtout chez les garçons. Il y a une meilleure moyenne dans le cas des filles, car leurs problèmes de réorientation semblent être moins compliqués.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je dois dire que j'approuve le changement qui s'est fait avec autrefois, alors que les élèves étaient surtout une source de production; les temps ont changé, la pensée générale a évolué et c'est pour le mieux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le rendement est extrêmement encourageant. Il est difficile de donner des statistiques, mais il est certain que la récidive a diminué partout. Le pourcentage est meilleur chez les garçons, car l'on sait que, chez ceux-ci, il y a un grand nombre de causes; chez les filles, c'est presque toujours la même cause et là, on le comprend sans qu'il soit nécessaire d'insister, c'est plus difficile.

Une initiative a donné d'excellents résultats depuis quelques années: celle de tenir des journées d'études auxquelles viennent assister tous les officiers du ministère de la Jeunesse et du Bien-être social, le sous-ministre, des psychiatres, bref tous ceux qui s'intéressent au problème; il y a échange d'opinions, on compare les problèmes, les disciplines, etc.

Les échanges ont été très féconds. Ils ont abouti à des réformes qui, autrement, ne se seraient réalisées qu'après bien des années. Les changements ont été automatiques, à la lumière des constatations faites lors de ces journées d'études.

M. Pinard (Drummond): Existe-t-il un organisme pour trouver de l'emploi à ces jeunes quand ils sortent du Mont Saint-Antoine et des autres centres du genre?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le département a son propre service de placement. Ils jouissent des mêmes services que les élèves des écoles d'arts et métiers et des écoles techniques.

M. Pinard (Drummond): Leur donne-t-on un diplôme spécial?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Un certificat de gradué, suivant le métier. Si le cours n'est pas fini, l'élève reçoit un certificat d'études.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses pour cours additionnels (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le ministère de la Jeunesse utilisera cette somme de \$9,000 presque exclusivement pour donner à des diplômés des universités la possibilité de se perfectionner à l'étranger. Il existe des bourses de \$1,200 et des demi-bourses de \$600. Les bourses sont accordées sur la recommandation des universités. Ces dernières fournissent à la fin de l'année scolaire une liste des candidats par ordre de mérite. En partant de ces listes, nous accordons autant de bourses que nos moyens le permettent. En 1951-1952, il y aurait eu 24 ou 25 bourses.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Comment se fait cette distribution d'octrois pour les terrains de jeu? Quelles sont les conditions pour obtenir un octroi?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il faut que la demande vienne d'une organisation permanente; il faut également que la population locale fasse sa part. Il s'agit en général d'octroi à des terrains de jeux. Recréer les enfants fait partie du domaine de l'éducation qui relève des parents, et l'organisation des loisirs des jeunes reste donc de la

responsabilité des parents ou des localités où se trouvent ces enfants. L'État ne doit pas prendre la place des parents.

Le gouvernement ne doit intervenir que pour donner un encouragement pratique. Il ne doit pas se charger entièrement de telles œuvres. Sinon ce serait une politique dangereuse. On a vu où une telle politique a pu conduire en Russie et dans les pays où l'État s'empare de la jeunesse de 10 ou 15 ans. Le rôle du gouvernement, dit-il, est d'aider, mais il ne saurait être question de participation à parts égales.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les municipalités dépensent beaucoup, depuis quelques années, pour assurer la récréation des enfants. Tout en reconnaissant ce qu'a fait le gouvernement dans ce domaine, ne serait-il pas possible de faire davantage?

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): D'après les *Comptes publics*, je vois que des paroisses populeuses reçoivent moins que des paroisses moins populeuses. Est-ce logique?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'importance des octrois ne dépend pas seulement de l'importance de la population, mais de l'effort de la population locale. Le gouvernement ne doit pas faire plus que les gens. S'occuper des jeunes durant leurs loisirs, c'est une œuvre excellente, mais c'est une œuvre accessoire.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'ai eu connaissance d'un octroi accordé en décembre et payé seulement en juin, avant les élections.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il a pu arriver que nous n'ayons envoyé le chèque que quand la belle saison a permis le commencement de travaux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Avant un octroi, y a-t-il une enquête?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans la majorité des cas, il s'agit d'octrois à l'OTJ. Il n'y a pas lieu dans ce cas de faire d'enquête. Mais on peut dire, d'une façon générale, que nous prenons suffisamment de précautions pour empêcher de bâtir un éléphant blanc qui ne pourra survivre.

M. Ross (Montréal-Verdun) recommande au ministre de la Jeunesse d'accorder un octroi pour le

stade municipal de Verdun, la troisième ville de la province.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a pris en sérieuse considération la requête du maire Edward Wilson de Verdun, pour un octroi du gouvernement, afin d'aider à défrayer le coût de la construction d'un stade municipal. C'est un projet considérable, nous étudions la possibilité d'aider ses promoteurs, mais il est encore trop tôt pour dire quelle sera notre aide.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Combien reste-t-il à dépenser?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): En 1952-1953, sur les \$575,000 prévus par le budget et les \$100,000 supplémentaires prévus par le budget supplémentaire pour les octrois, tout, à l'exception d'une somme de \$7,000 à \$8,000, est dépensé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le nouveau budget ne prévoit que \$575,000. Cela veut-il dire qu'il faudra diminuer les octrois?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, car près de \$100,000 ont été dépensés en 1952-1953 pour le seul gymnase de Huberdeau.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Fait-on quelque chose pour les boys scouts?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a quelque quatre ans, nous leur avons donné \$25,000. À l'occasion de leur souscription, ils nous demandent quelque chose. Ils nous ont demandé un octroi cette année.

Nous leur avons promis que nous ferons de notre mieux; nous avons promis de faire quelque chose avec le nouveau budget.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose
4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour la prévention de la délinquance juvénile (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cet item s'élève à \$143,500, alors qu'il n'était que de \$68,000. Quelle est la raison de cette augmentation?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est que ce service prend de plus en plus d'importance et qu'il faut augmenter de beaucoup le personnel. Celui-ci se compose présentement de 16 employés; on veut le porter à 25. Il faudra dépenser \$30,690, cette année, pour engager neuf employés de plus.

En réalité, le service a coûté \$100,485, au cours de l'année; il y a une augmentation d'environ \$40,000 sur le montant dépensé en 1952-1953. Il a fallu combler le déficit par le budget supplémentaire.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche

M. Poulin (Beauce) propose que, vu que le bill 207 constituant en corporation L'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche a été présenté en retard pour des raisons incontrôlables et qu'il convient, dans les circonstances, de réduire de moitié les droits ordinaires, les droits additionnels et la moitié des droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 18 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Ville de Victoriaville

L'honorable M. Labbé (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le conseil de ville de Victoriaville est autorisé à dépenser, et à emprunter s'il y a lieu, une somme additionnelle de deux cent mille dollars, pour les fins et aux conditions mentionnées à l'article 9 de la loi 14-15 George VI, chapitre 84, en exerçant les pouvoirs et en accomplissant les formalités et les obligations qui y sont déterminées."

L'honorable M. Labbé (Arthabaska): Le montant de \$200,000 servira à la construction d'un édifice qui sera loué à la compagnie "Utility Textile". Au préalable, il faudra faire approuver la dépense par les électeurs propriétaires. La compagnie concernée

pourra, avec l'aide de la ville de Victoriaville, doubler son personnel, qui est actuellement d'un peu plus de 150 personnes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce n'est pas la première fois que l'opposition libérale se prononce contre de semblables mesures. C'est une question de principe. On permet aux municipalités de faire des dépenses considérables pour des industries et ça crée d'abord une concurrence injuste entre les municipalités, une course aux faveurs. Victoriaville a déjà eu permission, en 1950-1951, de dépenser, pour les mêmes fins, \$150,000. Si des conditions défavorables survenaient plus tard, les industries s'en iraient, les bâtisses resteraient vides et à la charge des contribuables des municipalités. La municipalité n'a pas de garanties suffisantes.

La municipalité, dans le cas de Victoriaville et dans les autres, joue un rôle qui n'est pas le sien: celui de fournir du capital à l'industrie; ce capital doit venir de source privée, de l'industrie. Nous avons toujours suivi une ligne de conduite similaire là-dessus.

Je signale que le bill de Victoriaville a cependant une amélioration sur d'autres: il soumet l'emprunt à l'approbation des électeurs propriétaires. Je n'ai rien contre la ville en particulier, mais je crois qu'il s'agit d'une mauvaise pratique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sais pas pourquoi l'opposition refuse à Victoriaville des droits qui ont été accordés à plusieurs autres municipalités depuis quelques années. En général, il y a lieu d'agir avec circonspection; mais il s'agit d'un cas particulier. Dans le cas de Victoriaville, nous avons toutes les garanties suffisantes.

Je ferai remarquer que le bill a l'approbation du nouveau maire, lequel vient d'être élu par une majorité de 1,300 voix sur 1,900 électeurs. Le maire nous a demandé d'éviter à Victoriaville les frais des annonces dans les journaux, de la présentation du bill privé, etc. Nous l'avons fait pour Montréal et quelques villes et c'est pourquoi nous sommes heureux de le faire pour Victoriaville. Enfin, tout ça est subordonné à l'approbation des propriétaires.

À Québec, pour la formation d'un centre industriel, nous avons accordé des pouvoirs encore plus vastes, permettant même la création d'un fonds destiné à prêter de l'argent aux industries. Ce bill permettra de donner du travail à plus de 150 personnes. Je suis étonné que l'opposition s'oppose au progrès de Victoriaville.

Dans bien des pays, les capitaux sont gelés et ne peuvent être exportés. Comment les industries pourront-elles venir s'établir chez nous si elles ne peuvent dégeler leurs capitaux?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ça fait 25 fois² que le premier ministre et moi faisons le même discours sur cette fameuse question. Ce que je veux dire, c'est que le capital privé doit financer les industries et non les municipalités. Dans le passé, on accordait des commutations de taxes. Enfin, tous savent que je n'en veux pas à Victoriaville, loin de là.

M. Noël (Frontenac): Des \$150,000 accordés en 1951, combien a-t-on dépensé, à date?

L'honorable M. Labbé (Arthabaska): Trente mille dollars et le reste, \$120,000, est gardé pour ce qui peut survenir. On a parlé de commutations de taxes qui étaient accordées autrefois; avec la nouvelle méthode, la ville ne perd rien, puisque l'industrie rembourse totalement le coût des bâtisses, y compris l'intérêt.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce que je critique, c'est que les municipalités fournissent le capital, courent les risques sans profit. Et si ça va mal, ce seront les municipalités qui encaisseront le coup.

M. Noël (Frontenac): Quel est le nom de cette compagnie?

L'honorable M. Labbé (Arthabaska): Le projet de loi ne vise qu'une industrie. C'est la "Utility Textiles", une fabrique d'habits qui est établie à Victoriaville depuis 20 ans. C'est une industrie très sérieuse que je connais bien.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ministère des Finances

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 concernant le ministère des Finances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 55 concernant le ministère des Finances.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité³:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que l'article 20 de la loi du département du Trésor (Statuts refondus, 1941, chapitre 71) soit remplacé par le suivant:

"20. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le considère avantageux, ordonner au bureau de la trésorerie de placer, par l'achat d'effets publics, toute partie du fonds consolidé du revenu qui n'est pas alors requise pour le paiement des dépenses; il peut, ultérieurement, l'autoriser à réaliser ces effets publics et à les vendre aux conditions et pour les montants qu'il estime les plus avantageux, lorsqu'il le juge utile pour rencontrer des dépenses publiques."

2. Que l'article 73 de ladite loi soit modifié en retranchant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots "n'excédant pas quatre pour cent par an".

3. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 74, le suivant:

"74a. Tout emprunt du gouvernement de la province, quelles que soient la ou les dispositions

légales qui l'autorisent, peut être effectué et les obligations ou autres valeurs émises relativement à cet emprunt, faites payables en telle monnaie et sujets à telles conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine.

"Chaque fois qu'une loi de la Législature autorisant le gouvernement de la province à effectuer un emprunt en limite le montant, celui-ci est réputé être la valeur nominale des obligations ou autres valeurs émises relativement à cet emprunt, sans égard à toute prime qui peut être payable lors du remboursement, ni au fait que ces obligations ou autres valeurs peuvent être vendues à prime ou à escompte; et une telle loi est réputée autoriser l'emprunt jusqu'à concurrence de la valeur nominale des titres, obligations ou autres valeurs tant en monnaie des États-Unis qu'en monnaie du Canada, nonobstant la différence de valeur qui peut exister entre elles lors de l'emprunt ou après qu'il a été effectué."

4. Que lorsque le gouvernement de la province effectue un emprunt en vertu d'une disposition législative qui en limite le taux de l'intérêt, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, nonobstant cette disposition législative, déterminer, suivant les conditions du marché, le taux de l'intérêt applicable audit emprunt.

5. Que les dispositions de la résolution 3 sont déclaratoires et interprétatives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit de permettre au gouvernement, quand il a des obligations dans le fonds d'amortissement, qu'il peut vendre à profit, de les liquider pour placer ensuite son argent dans d'autres obligations. Jusqu'ici la province devait placer ses fonds d'amortissement dans les obligations du gouvernement du Canada. La même facilité est donnée dans le cas des sommes disponibles que le ministre des Finances peut avoir. En d'autres termes, le gouvernement pourra profiter des avantages qui prévalent sur le marché.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai aucune objection à cette clause en autant que le gouvernement investira l'argent dans des débentures à brèves échéances qui offrent toutes les garanties possibles. Je ne peux accepter le pouvoir recherché par le cabinet provincial de lancer un emprunt en rapport avec les dépenses autorisées par les Statuts à un intérêt plus élevé que celui fixé par la Législature.

Il dit ne pas s'opposer à ce qu'on enlève la limite de l'intérêt, d'une façon générale. Elle est, dit-il, jusqu'ici de 4 % et les conditions des marchés des valeurs sont changées considérablement depuis 1936, alors que cette limite avait été fixée. Mais,

fait-il remarquer, le bill fait disparaître le frein sur les dépenses. Jusqu'à date, on ne pouvait emprunter si ça dépassait 4 %.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il s'agit de permettre au gouvernement, quand il a des obligations dans le fonds d'amortissement qu'il peut vendre à profit, de les liquider pour placer ensuite son argent dans d'autres obligations. Jusqu'ici, la province devait placer ses fonds d'amortissement dans les obligations du Canada. Le bill accorde les mêmes avantages pour les sommes disponibles que peut avoir le ministre des Finances.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) n'approuve pas, déclare-t-il, le principe des emprunts sur les marchés étrangers, parce qu'on ne sait pas ce que l'avenir nous réserve.

Actuellement, à cause de la prospérité générale au Canada et à cause du développement des ressources naturelles dans tout le pays, la monnaie canadienne ne court aucun risque de perdre la position avantageuse qu'elle occupe sur le marché américain.

Il n'aime pas cependant, dit-il, qu'on laisse le gouvernement emprunter au taux qu'il jugera bon. Il aimerait mieux que la Chambre soit saisie de la question.

Il (M. Marler) discute ensuite la facilité avec laquelle le gouvernement dépasse les prévisions budgétaires. L'an dernier, dit-il, la province a dû emprunter \$40,000,000 pour couvrir une dépense additionnelle au budget qui s'est élevée à \$60,000,000. Avec cette nouvelle loi, le gouvernement pourra emprunter tant qu'il voudra.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'est pas tenu de s'en tenir au budget. Il peut dépenser de l'argent en vertu des autorisations statutaires et par le moyen de mandats spéciaux. Ces dépenses, en vertu des trois pouvoirs, sont constitutionnelles et légales.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) admet que les dépenses en dehors du budget en vertu des lois sont légales. Cette loi, ajoute-t-il, aidera le gouvernement à emprunter plus facilement.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 60.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 55 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill 55 concernant le ministère des Finances soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 60.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent quarante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations d'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande si le ministre (l'honorable M. Sauvé) songe à hausser les salaires des commissaires. Il fait observer que M. J.-R. Forest, président de la Commission, reçoit un traitement de \$7,000 depuis 1943-1944 et que, dans le cas de M. MacDonald, commissaire, son salaire est resté à \$5,000 depuis la même date. Il croit que c'est une injustice en raison de l'accroissement du travail qu'on leur impose.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
On a commencé, il y a quelques mois, dit-il, une enquête sur les salaires payés dans mon ministère, y compris ceux des commissaires, et le cas de ces derniers sera l'un des premiers dont je tiendrai compte. M. Forest a eu la générosité, déjà, de me demander de s'occuper du salaire de ses employés

avant de penser au sien. Mais son propre cas sera certainement réglé prochainement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement a augmenté, déjà, de \$2,000 à \$4,500 le salaire des membres de la Commission des allocations aux mères nécessiteuses.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Vingt-neuf mille trois cent cinquante-neuf personnes âgées de 65 à 70 ans reçoivent la pension de vieillesse, payée moitié par le gouvernement fédéral et moitié par le gouvernement provincial. Pour 1953-1954, le déboursé total sera de \$15,717,664, dont \$7,858,852 payés par la province.

Il y a aussi 3,032 aveugles de pensionnés par la province, dont 187 cas qui ne cadrent pas exactement avec les termes de la loi et qu'on appelle "border lines cases". Ces pensions ont coûté \$1,468,035.65. Elles sont payées 20 % par la province et 75 % par Ottawa.

On a apporté, en avril dernier, trois modifications à la loi des mères nécessiteuses:

1. La pension de base a été portée de \$35 à \$40;
2. Le revenu permmissible maximum a été porté de \$300 à \$400;
3. L'actif liquide permmissible a été augmenté de \$1,000 à \$2,000.

En tout il y a 15,114 mères qui retirent la pension.

M. Lemieux (Wolfe): Dans mon comté, certaines gens doivent parcourir des distances allant jusqu'à 50 milles pour aller se faire examiner par un médecin désigné par la Commission des pensions. On devrait permettre à tous les médecins de faire ces examens.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Il serait impraticable de nommer tous les médecins, mais je ne vois aucune objection à en augmenter le nombre, si cela est nécessaire.

M. Bélanger (Lévis) dit vouloir traiter la question des allocations aux mères nécessiteuses le plus objectivement possible et il demande au gouvernement de hausser le maximum de revenu permis à une mère nécessiteuse, maximum qui est actuellement de \$400. Ainsi, une femme ayant cinq enfants n'aurait en tout que \$800 par année.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
À part les allocations familiales, dont il ne faut parler qu'en temps d'élections.

M. Bélanger (Lévis): Oui, mais les allocations aux mères nécessiteuses ne sont que de \$1 par enfant par mois jusqu'à cinq enfants. Au coût où le logement, la nourriture et tout est rendu...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le revenu dépasse \$400, on n'enlève pas l'allocation à la mère nécessiteuse; on diminue l'allocation du montant additionnel.

M. Bélanger (Lévis): Je trouve que \$400, c'est trop bas et qu'une veuve ne peut vivre si elle a plusieurs enfants.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ferai aussi remarquer au député de Saint-Maurice (M. Hamel) que les allocations aux mères nécessiteuses sont payées 100 % par Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai aussi remarqué qu'elles étaient de \$1 par enfant.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Tandis que les allocations familiales sont de \$5 et versées à tout le monde.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations aux aveugles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.
Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions six cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Hamel (Saint-Maurice) déplore la situation anormale, dit-il des professeurs de l'enseignement spécialisé qui gagnent \$2,000 à leurs débuts, tandis qu'un concierge à l'Aluminium Company gagne \$2,730 et qu'un magasinier à la CIL à Shawinigan gagne \$2,926.

Tout le monde sait quelle admiration j'ai pour les travailleurs. Mais il faut tenir compte de la compétence, de l'importance du travail, des responsabilités; or, les professeurs s'occupent de meubler le cerveau de nos enfants, de former la race et ils reçoivent moins que des balayeurs de planchers et des gardiens d'ascenseurs dans certaines de nos

grosses industries. C'est une atteinte au prestige des professeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le député parle du salaire des ouvriers, il les trouve insuffisants et ensuite il parle des salaires des ouvriers en regard de ceux des professeurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a aussi une disposition qui dit que le traitement des religieux sera de 33 1/3 % moindre que celui des laïcs; je comprends que ceci soit compréhensible quand la question du logement gratuit entre en cause, mais ailleurs? Il n'en est pas ainsi pour l'enseignement spécialisé.

Les professeurs sont une de nos classes les plus importantes, ils préparent les générations de demain; on est injuste envers eux. Il n'y a pas une classe qui ait vu ses salaires aussi peu augmentés qu'eux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Archi-ridicule.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande tout simplement que les professeurs soient traités avec justice.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne comprends pas cette obstination de l'opposition à déformer les statistiques, à comparer l'une avec l'autre deux situations qui n'ont rien à voir ensemble. L'opposition cherche ainsi à s'attirer la sympathie de certaines classes de la population, tout particulièrement celle des employés civils et des professeurs. D'abord, il y a un barème d'augmentation pour les professeurs des écoles spécialisées; ce barème est de \$150 par année.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça ne change rien.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Peut-être pas pour le député qui, lui, change tout le temps et a été de tous les partis, mais ça doit compter pour le reste de l'opposition. Les circonstances de travail ne sont pas les mêmes dans les écoles primaires et l'enseignement spécialisé. Ici, il faut des spécialistes. Or, comme il nous a fallu construire de toutes pièces dans un domaine où nos adversaires n'avaient rien fait, nous ne pouvions pas nous attendre à avoir immédiatement des pédagogues avertis. Il nous a fallu avoir recours à de bons

praticiens qui acquièrent peu à peu une formation pédagogique et font de leur mieux pour apprendre honnêtement leur métier aux jeunes apprentis.

De plus, on ne peut confier à ces professeurs, comme dans les écoles ordinaires, 30 élèves et plus. Les élèves doivent faire des travaux pratiques; il faut donc aussi plus de professeurs.

Le député parle d'un salaire de \$2,400 par année; c'est un salaire de base. Les professeurs qui touchent ces salaires ne travaillent qu'un nombre limité d'heures par semaine; ils sont affectés à un cours; s'ils donnent des heures supplémentaires, ils sont payés en surplus. Je n'en connais que très peu qui ne se font pas jusqu'à \$1,000 de supplément.

Les professeurs des écoles spécialisées ne travaillent pas 12 mois par année. Quelques-uns d'entre eux ne donnent qu'une heure de cours par jour. De plus, ces professeurs ont un salaire assuré pour toute l'année, ce qu'ils n'ont pas toujours dans l'industrie; ils ont deux mois et demi de vacances, ils ont une assurance et une pension sur laquelle ils peuvent compter. D'ailleurs, il est arrivé plus d'une fois que de ces praticiens que nous employons comme professeurs, qui se sont laissés prendre comme le député et qui n'étudiaient pas la question comme lui, ont regretté leur geste.

En résumé je trouve mauvais cette envie qu'a toujours l'opposition de soulever le mécontentement; qu'on fasse donc une critique constructive et qu'on cesse de pêcher en eaux troubles; le député devrait savoir que ça n'a pas payé l'opposition depuis 1944 de pêcher en eaux troubles. Que l'opposition, lorsqu'elle fait des comparaisons, fasse donc des comparaisons honnêtes. Et je trouve surprenant de la part de ceux qui se prononcent pour un salaire familial se scandaliser qu'on paye un tiers de moins aux religieux. Mais c'est le bon sens même. Jadis, ils avaient \$300 et on trouvait déjà cela extraordinaire; aujourd'hui, ils ont \$1,800. Ils n'ont pas de famille à leur charge. Et ce n'est pas de ma faute s'ils sont obligés d'envoyer \$1,500 ailleurs, à leur congrégation. Ce sont les règlements qu'imposent les ordres religieux.

Il y a encore des améliorations à faire; nous avons des écoles que l'Union nationale a construites, des professeurs dont nous cherchons sans cesse à améliorer le sort. Que l'opposition compare avec ce qui se faisait du temps où elle était au pouvoir; et il est typique de voir que ce sont précisément ceux-là qui ont toujours laissé les professeurs mourir de faim qui réclament aujourd'hui des salaires sans cesse plus élevés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre de la Jeunesse nous parle de ce qui est arrivé

sous les anciens gouvernements. Il nous dit qu'il n'y avait pas d'augmentations des salaires. Mais le ministre n'a pas tenu compte qu'entre 1926 et 1944, le coût de la vie est resté assez stable. Le coût de la vie a baissé après 1926, mais en 1944, après avoir légèrement remonté, il n'avait atteint que son niveau de 1926.

C'est surtout depuis 1944 que l'indice du coût de la vie a grimpé pour atteindre 184 en 1951 et 190 aujourd'hui. Or, les augmentations de salaires n'ont pas suivi le coût de la vie. En disant cela, nous ne cherchons pas à exciter les appétits; nous nous bornons à constater les faits.

Pour ce qui est des augmentations statutaires, nous en sommes. Mais est-ce que \$150 par an pour un homme qui gagne \$3,500, \$3,600 par année, c'est suffisant? Nous espérons que le gouvernement fera quelque chose à ce sujet.

Le ministre a parlé des longues vacances des professeurs, mais ils n'y sont pour rien; on les leur impose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice critique les salaires des ouvriers, le salaire des professeurs et, quand il parle du salaire des professeurs, il critique les salaires des ouvriers. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, nous avons augmenté les salaires. La contribution du gouvernement pour ces augmentations de salaires est de près de \$20,000,000. Nous avons augmenté le salaire des instituteurs. Nous avons été aussi loin que nos possibilités financières le permettaient.

Les écoles techniques et les écoles des arts et métiers étaient à la charge des municipalités avant l'avènement du gouvernement actuel. Nous avons sauvé aux municipalités des millions de dollars par an. Nous avons diminué d'autant le fardeau des contribuables. Jamais les professeurs des écoles techniques et de l'enseignement spécialisé n'ont été aussi bien traités que sous l'Union nationale. Ils connaissent une stabilité dont ils ne jouissaient pas autrefois. Ils ont des avantages certains; ils ne souffrent pas des crises; ils ont un emploi permanent; ils touchent des pensions généreuses; ils ont des vacances de trois et quatre mois. Ils peuvent faire et doivent faire quelque chose pendant ces vacances. Pas un ministre n'a ces avantages: pensions, vacances de trois mois. Qu'on cesse donc de déprécier! Qu'on ait un mot de remerciements à l'adresse de ceux qui ont tant fait!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je commence par un merci à l'adresse du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il commençait à être temps.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je sais qu'il y a beaucoup de fait et il faut le reconnaître. Mais il faut faire encore davantage. Aussitôt que nous demandons de faire quelque chose, on nous dit que nous suscitons des appétits. On a parlé du fonds de pension, mais les professeurs paient pour cela; ils versent 5 % de leur salaire, et aujourd'hui toutes les grandes industries en possèdent de semblables.

On parle également de vacances de deux mois et demi à trois mois. Elles doivent surtout être employées à se rendre plus compétent, à préparer les cours de l'année suivante. Ce serait un mauvais système que celui qui empêcherait les professeurs de faire servir leurs vacances à la culture de leur intelligence.

Le ministre de la Jeunesse a parlé des professeurs à demi-temps. Leur cas est prévu dans le barème. Les professeurs à demi-temps sont payés \$1,200. Je me suis toujours demandé pourquoi les professeurs de sociologie ne reçoivent que \$600 par année. Pourquoi le même professeur ne donnerait-il pas trois ou quatre cours et ne recevrait-il pas plein salaire? On a l'impression que, du côté de l'Union nationale, on n'apprécie pas assez la sociologie.

Il y a enfin les professeurs payés à la leçon; ils reçoivent de \$5 à \$10 la leçon. Ceux qui reçoivent les salaires que j'ai mentionnés au début travaillent toute la journée et je reste convaincu qu'une augmentation de 5 % constitue une injustice.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes), en réponse au chef de l'opposition (M. Marler), donne la liste des dépenses capitales qui sont au programme pour l'année 1953, comme suit: École des arts graphiques de Montréal, \$400,000; École des arts et métiers de Québec, \$310,000; École de textile de Saint-Hyacinthe, \$600,000; École du Cap-de-la-Madeleine, \$575,000; École d'automobile de Montréal, \$60,000; École des arts et métiers de Mont-Joli, \$30,000; École de Montmagny, \$90,000; École de Rivière-du-Loup, \$95,000; École de Saint-Jérôme, \$35,000; École du meuble de Montréal, \$150,000; École technique de Shawinigan, \$85,000.

Dans le cas de Québec, la ville a cédé un terrain dont les titres ne sont pas clairs parce qu'une fabrique prétend avoir des droits à faire valoir sur ce terrain. Nous attendons le règlement de cette question avant de commencer la construction. Nous ne construirons certainement pas sans avoir des titres clairs.

Le département a distribué, depuis 1945, 33,129 bourses à des étudiants dans l'enseignement spécialisé et universitaire. Le département a déboursé à cette fin \$4,860,473. Dans nombre de cas, les bourses étaient de deux, trois et même quatre ans. En 1952-1953, le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse donnera des bourses pour un montant de \$1,000,000. Cette année, on compte 6,200 étudiants qui ont des bourses dans les facultés et les écoles. Autant de jeunes gens qui ne pourraient faire leurs études s'ils ne bénéficiaient pas de bourses. En vertu de l'entente fédérale-provinciale, la contribution du fédéral a été de \$1,458,000 sur le montant de \$4,860,475 en bourses depuis 1945.

Pour avoir une bourse, il faut que les parents n'aient pas les moyens de payer le cours et que le jeune homme réussisse. Cette distribution de bourses est faite sans aucune ingérence politique par un comité dans lequel se trouvent un représentant de chacune des universités: Laval, Montréal et McGill; avec un représentant du ministère. Jamais je ne suis intervenu pour faire refuser une bourse. Mieux que cela. Il y a deux ans, je crois, on m'a souligné que des élections avaient eu lieu chez les étudiants libéraux de Laval et que sur six officiers, dont le président, quatre bénéficiaient de bourses payées par son ministère. L'année suivante, la bourse d'un de ces étudiants, fils d'un ancien député libéral, a même été augmentée.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-dix-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École de protection de la jeunesse, Montréal (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions deux cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Loi pour faciliter l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Service civil intérieur et extérieur (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) fait remarquer que tel employé, qui gagnait \$1,460 en 1947-1948, ne recevait que \$1,606 en 1951-1952, d'après les *Comptes publics*.

L'honorable M. Lorrain (Papineau)⁴: Il gagne aujourd'hui \$1,900.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) fait remarquer qu'un autre gagnait \$1,460 en 1947-1948, et \$1,500 en 1951-1952.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il gagne aujourd'hui \$1,700.

(La discussion se poursuit ainsi pendant un certain temps)⁵

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne m'explique pas la persistance du ministre à faire une comparaison avec 1944. De 1926 à 1946, l'indice du coût de la vie est resté presque stationnaire. C'est depuis 1946 que l'argent perd de sa valeur. Depuis 1946, le coût de la vie a monté de 50 %. Les augmentations de salaires dont parle le ministre n'ont pas été proportionnelles à l'augmentation du coût de la vie.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait aux Travaux publics des architectes, ayant 20 ans de métier, qui gagnaient \$2,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Oui, mais quelle était la valeur de l'argent par rapport à celle d'aujourd'hui?

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ce sont des méchants.
(Rires)

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les employés des Travaux publics gagnaient en moyenne \$1,700 en 1944; ils gagnent en moyenne aujourd'hui plus de \$2,600. Il y a au ministère environ 125 personnes qu'on garde par pure charité, parfois à la demande de sociétés comme la Saint-Jean-Baptiste.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Deux mille six cents dollars, ça ne fait que \$50 par semaine.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Si les conditions étaient si mauvaises, nous n'aurions pas au moins 2,000 demandes d'emploi sur nos listes. Ça prouve que les emplois à mon ministère sont recherchés. Nos employés actuels ne veulent pas partir, parce qu'ils sont très bien traités par le gouvernement de l'Union nationale.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Elle est bonne!

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Elle est vraie. Si mes employés peuvent gagner plus ailleurs, je ne les retiens pas.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Combien avez-vous d'ingénieurs?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous en avons 42. En 1940, 1941, 1942, 1943, il y avait aux Travaux publics 32 ingénieurs pour des travaux de \$500,000 à \$800,000 aux ponts. L'an dernier, nos 42 ingénieurs se sont occupés de travaux d'entretien des ponts et autres pour une somme de \$12,000,000; vu le travail, proportionnellement au nombre d'ingénieurs de 1940 à 1943, il nous en aurait fallu 640 l'an dernier et les payer 20 fois plus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si les calculs pour les ponts sont faits de la même façon, on comprend pourquoi certains ne sont pas restés debout. Avec des salaires payés de \$3,200 à \$4,000 aux ingénieurs, le ministre ne doit pas en changer souvent, parce qu'ils vont ailleurs où ils sont mieux payés.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La situation est stabilisée. Plusieurs des ingénieurs sont au département depuis plusieurs années.

Quant aux architectes, ils sont au nombre de cinq. Il (l'honorable M. Lorrain) précise leur salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On dirait que le chef de l'opposition pose des questions pour aider les percepteurs de l'impôt fédéral sur le revenu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'aime à croire que le premier ministre ne veut pas dire par là que les fonctionnaires ne préparent pas leur rapport d'impôt.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-Routes - Réparations et entretien: construction de ponts en bois (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'informe des travaux effectués par le ministère.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) annonce que son département a construit 48 ponts et en a réparé 633 l'an dernier.

M. Goulet (Témiscamingue) parle d'un pont entre Ville-Marie et Témiscamingue.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce pont a été changé de site parce que le ministère de la Voirie a décidé de redresser la route.

M. Goulet (Témiscamingue) demande au ministre ce qui va arriver du pont de Lorrainville, dans son comté. Le ministère des Travaux publics a démoli le pont en juin dernier, avant les élections générales du 16 juillet dernier, afin que Nil Larivière, candidat défait de l'Union nationale, puisse dire aux électeurs qu'un nouveau pont serait érigé s'il était réélu. Après les élections, les matériaux sont repartis pour Ville-Marie, car l'ancien député a été défait et Lorrainville a donné une majorité au candidat libéral. Ce pont est situé dans le village, en face de l'église.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ces accusations sont non fondées. Avant l'élection, l'ancien député du parti de l'Union nationale a demandé la reconstruction du pont de Lorrainville qui s'écroulait. On lui avait dit qu'une résolution du conseil municipal était nécessaire avant que le ministre puisse procéder. Nous avons demandé, le 4 juin, au conseil municipal de nous envoyer une résolution et ils ne l'ont pas envoyée. Le 24 octobre une résolution du conseil nous a été transmise, mais

à ce moment, les argents prévus pour la construction avaient été dépensés.

M. Goulet (Témiscamingue): Pourtant, on a démoli le pont avant d'avoir la résolution, mais c'était avant les élections...

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le député est-il autorisé à parler au nom du conseil municipal de Lorrainville?

M. Goulet (Témiscamingue): Ce sont des électeurs de mon comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le voilà le chat. Les conseillers ont fait de la petite politique, ils n'ont pas joué franc et n'ont pas envoyé la résolution.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On attache de l'importance à une résolution pour reconstruire le pont, mais aucune pour démolir le vieux pont. On se lance dans l'entreprise sans la résolution, mais sitôt qu'elle arrive, les travaux cessent. Ce n'est guère logique.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): L'opposition peut parler de ponts électoraux, elle qui en avait promis pour \$2,500,000 en 1944 et qui n'en avait pas fait un.

Plusieurs députés libéraux: Parlez-nous de Lorrainville...

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est facile. L'opposition veut empêcher le progrès de la province. Tout allait bien avant les élections. Vous croyez-vous encore au pouvoir? De plus, nous n'étions pas pour laisser les matériaux là, on aurait pu les voler.

Des députés ministériels: Le beau-frère, le beau-frère...

M. Goulet (Témiscamingue): Pourtant, on a travaillé tout l'hiver à un autre pont dans mon comté, construit en plein bois, sans route.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Est-ce que le député a fait, entre le 18 juillet et le 24 octobre, des démarches auprès du ministre?

M. Goulet (Témiscamingue): Vous savez que l'ancien député avait dit, le soir de sa défaite, qu'il

gardait le patronage et que c'est lui qui administrerait le peu que le comté aurait. J'ai vu les conseillers et le maire qui se demandaient quoi faire et qui voulaient envoyer la résolution; mais le ministre ne la voulait probablement pas tout de suite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La vérité se montre de plus en plus. Le député ne s'est pas occupé de ses électeurs. Il n'a pas parlé au ministre. Il a fait une petite combine avec le conseil pour paralyser le progrès de Lorrainville. Tout ce qu'ils voulaient, c'est de faire élire le député.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est justement le contraire. C'est un exemple de la politique du "crois ou meurs" sous l'Union nationale. Si vous ne croyez pas, vous n'avez pas de pont. C'est maintenant la faute des libéraux s'il n'y a pas de pont! C'est un des cas les plus flagrants que j'ai rencontrés dans ma carrière où il faille voter pour l'Union nationale pour avoir justice.

M. Lafrance (Richmond): On l'a le chat!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Va-t-on laisser le pont dans son état actuel?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous en avez laissé 37 sur la route 3 en 1944, vous autres.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Le député de Témiscamingue n'a tout de même pas répondu à ma question.

M. Goulet (Témiscamingue): J'ai dit tantôt que l'ex-député a proclamé partout qu'il gardait le patronage et qu'il faudrait passer par lui. Si j'avais fait moi-même des représentations, cela aurait été une raison additionnelle pour ne pas continuer les travaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La vérité sort. Le député admet qu'il n'a pas vu le ministre pour ne pas nuire à la paroisse de Lorrainville.

M. Goulet (Témiscamingue): Le premier ministre détourne la question. Des conseillers m'ont demandé de ne pas m'en occuper pour ne pas nuire.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Je sais par expérience que, quand on ne demande rien, on n'a rien.

M. Goulet (Témiscamingue): Alors, je demande publiquement au ministre de continuer les travaux du pont de Lorrainville.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre a-t-il l'intention de finir le pont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les crédits sont expirés. Il ne reste plus de crédits budgétaires pour construire le pont dans le budget de 1952-1953, étant donné que le conseil municipal de Lorrainville n'avait pas adopté la résolution à temps. D'autre part, le budget de 1953-1954 n'a pas de provision à cet effet, parce que le député de Témiscamingue ne l'a pas demandée. Je regrette que le conseil de Lorrainville et le député fassent de la politique avec cette question.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La réponse du premier ministre est incroyable.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre laisse croire que le député de Témiscamingue n'a pas fait son devoir, mais le premier ministre n'explique pas pourquoi le ministre a commencé les travaux sans une résolution du conseil municipal. Ce qui est vrai, c'est qu'on a commencé les travaux à la veille des élections. Quand le candidat du gouvernement a été battu, on les a arrêtés.

Puisque l'été passé on disait: "Laissons Duplessis continuer son œuvre", nous vous disons: "Laissons le ministre des Travaux publics terminer ses ponts et le pont de Lorrainville et laissons le député continuer son devoir de bien représenter ses électeurs". Le député croyait que les œuvres qu'entreprend l'Union nationale, elle les terminait. C'est pour cela qu'il n'a pas cru devoir demander que l'on termine le pont, que le ministre aurait dû terminer sans qu'on ne lui demande.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): demande des détails sur les dépenses effectuées à même un mandat spécial de \$500,000 au cours de l'exercice financier de 1951-1952, pour payer des dépenses supérieures au budget voté par son ministère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adoptons l'item 4 au montant de \$3,000,000 pour les ponts-routes et nous donnerons les renseignements.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous ne pouvons l'adopter avant d'avoir les renseignements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors nous allons siéger.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Nous sommes bons pour la nuit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors préparez-vous à siéger.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Nous sommes prêts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans ce cas, discutez, mais préparez-vous à discuter. M. le président, je demande au greffier d'inscrire une motion au *Feuilleton* pour que la Chambre siège à l'avenir tous les jours de la semaine, sauf le dimanche.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)⁶: Les menaces du premier ministre nous laissent absolument froids. S'il faut siéger le samedi et toutes les nuits, nous sommes prêts. Nous allons continuer à poser toutes les questions que nous jugeons nécessaires. Nous sommes aussi capables de siéger que les ministériels.

(Tonnerre d'applaudissements chez les membres de l'opposition)

Je ne comprends pas qu'on dépense \$500,000 par mandats spéciaux et qu'on ne nous fournisse pas d'explications.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je le dis au chef de l'opposition depuis une demi-heure: tout est dans les *Comptes publics*. L'argent a été utilisé pour financer la réparation des ponts de la péninsule gaspésienne qui se sont écroulés lors des inondations du printemps dernier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si le ministre rendait compte de son administration, cela serait plus facile. Il sait très bien que les *Comptes publics* ne donnent aucun détail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit et répété au chef de l'opposition que nous donnerions les détails demain matin. Il a le droit à ces détails. Il sait d'ailleurs que je n'ai jamais manqué à ma parole. Adoptons l'item et ajournons à demain.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Comment peut-on l'adopter sans savoir quelles

discussions pourraient surgir des détails qui nous seront fournis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adoptons alors un autre item.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas d'objection à adopter l'item 6: dépenses diverses \$40,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adoptons plutôt l'item 8: construction de ponts permanents, \$2,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous pourrions adopter l'item 4 si nous avions promesse de pouvoir discuter tous les ponts sur l'item 8.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Entendu.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

18 février 1953

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur le troisième alinéa de l'article 17 et qu'il l'a retiré de ses amendements au bill 137 modifiant la charte de la cité de Québec.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. M. Rochon est président du conseil municipal de Montréal, précise *La Presse* du 19 février 1953, à la page 8.
2. "Cent fois", selon *La Presse* du 19 février 1953, à la page 14.
3. Le débat a duré près d'une heure, selon *L'Action catholique* du 19 février 1953, à la page 3.
4. M. Lorrain est accompagné de M. Olivier Desjardins, ingénieur au ministère des Travaux publics, selon *L'Événement-Journal* du 19 février 1953, à la page 1.
5. La discussion sur les salaires des employés du ministère des Travaux publics a duré 45 minutes, selon *L'Événement-Journal* du 19 février 1953, à la page 1.
6. Il est 11 h 30, selon *Le Soleil* du 19 février 1953, à la page 3.

Première séance du jeudi 19 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses
1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagement et loyer d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) estime que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) est plutôt optimiste en ne demandant que \$5,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un montant de \$600,000 est prévu dans les crédits du procureur général pour les prisons.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) fournit de nombreux détails pour justifier le montant qu'il demande. À la prison de Bordeaux, dit-il, on a mis le feu à l'édifice et on a brisé 1,000 serrures, 600 lavabos, 600 chambres de toilette, un frigidaire de \$10,000, des radiateurs; de plus, des tuyaux ont été arrachés des murs, 3,000 fenêtres ont été brisées, les ateliers et la cuisine ont été saccagés. Les détenus avaient réussi à pénétrer dans les ateliers de réparation, de plomberie pour se procurer des outils et des barres de fer. C'est ce qui leur a permis de faire tant de dégâts.

La révolte des prisonniers à la prison de Bordeaux a coûté, au seul ministère des Travaux publics, la somme de \$1,800,000. M. Lorrain dit que son ministère a déjà dépensé \$400,000 en réparations d'urgence. La somme de \$350,000 a été utilisée avant la fin de décembre.

Un député fait mention que le problème de l'espace est très aigu dans les services administratifs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les palais de justice ne sont pas assez grands pour répondre aux activités croissantes. À Montréal, la Sûreté provinciale devra déménager. Les bureaux des ministres ne devraient pas être au palais de justice de Montréal. La Chambre des notaires ne devrait pas être là non plus.

M. Cournoyer (Richelieu) demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) des explications sur les travaux du palais de justice de Chicoutimi.

Comment se fait-il, demande-t-il, que le contrat ait été signé avec l'entrepreneur le 4 avril 1952 alors que les travaux étaient déjà commencés?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il y avait eu un contrat-lettre.

M. Cournoyer (Richelieu): Toutes les conditions y étaient-elles stipulées?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui. Toutes.

M. Cournoyer (Richelieu): Dès 1947-1948, on a acheté \$25,000 une propriété en vue des travaux; et chaque année, depuis lors, il s'est dépensé certaines sommes: \$31,000 en 1948-1949; \$40,000 en 1950; \$110,000 en 1951-1952.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Avec les sommes que nous demandons cette année, l'édifice aura coûté \$1,340,000. Il revient à \$1.75 du pied cube, ce qui est bon marché, alors qu'on a vu des bâtisses construites sous les gouvernements précédents au prix de \$1.98.

M. Cournoyer (Richelieu) s'étonne de ce que l'entrepreneur principal reçoive 10 % pour les sous-contrats.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est à la demande des corps de métier que le gouvernement fixe un pourcentage. Autrefois, il y avait des abus. Le 10 % est juste, vu que l'entrepreneur principal doit veiller à la coordination des travaux et qu'il en prend la responsabilité.

M. Cournoyer (Richelieu): À consulter les *Comptes publics*, j'aurais cru que les travaux de construction auraient coûté en tout \$2,100,000.

Il critique la façon dont le contrat a été octroyé, sans soumission, et qu'il l'a été sur une simple lettre-contrat que l'opposition n'a pas obtenue, malgré, rappelle-t-il, une motion pour avoir tous les détails concernant cette affaire.

M. Euclide Perron, dit-il, a obtenu 10 % pour surveiller les travaux et il a plus tard obtenu un autre 10 % pour surveiller les sous-contrats, alors que ce montant dans l'industrie est en général de 5 %, en tout et pour tout.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On juge la valeur d'un système par les résultats qu'il donne. En 1925-1927, les libéraux ont fait faire des travaux au palais de justice de Québec qui ont coûté \$1.98 le pied cube; ce serait aujourd'hui de \$6. Or, le palais de justice de Chicoutimi, qui sera terminé cette année, coûtera \$1.75 du pied cube.

Nous avons donné un contrat-lettre à un entrepreneur pour lui permettre d'obtenir des matériaux et l'on sait qu'il faut s'y prendre d'avance. Les travaux ont débuté en septembre; malgré toutes les précautions, on a dû les interrompre durant l'hiver à cause du manque d'acier.

Le contrat lui-même a coûté \$542,000, plus \$50,000 de sous-contrats. C'est un contrat honnête et à très bon marché, quand on tient compte de l'éloignement de Chicoutimi et de la rareté des matériaux.

M. Cournoyer (Richelieu): Je ne doute pas que le monument soit digne de Chicoutimi. Mais j'ai le droit d'entretenir des doutes sur le coût de la construction, à cause de la façon dont on a procédé. À qui a-t-on demandé des soumissions?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): À M. J.-Euclide Perron et M. Néron; M. Perron avait la soumission la plus basse et il a eu le contrat.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce que je ne comprends pas, c'est que le gouvernement a versé un montant de \$300,000 en 1951-1952 à

M. Perron personnellement et qu'un contrat n'a été accordé que le 4 avril 1952.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): L'excavation a coûté environ \$100,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais comment se fait-il que ce contrat n'ait pas été déposé avec les autres, lorsque nous avons demandé leur production par une motion que la Chambre a adoptée?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): L'excavation n'est pas de la construction.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La motion adoptée par la Chambre était un ordre et concernait tous les contrats qui avaient trait au palais de justice de Chicoutimi. Le ministre n'avait pas d'interprétation à donner.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La démolition de l'ancien palais a coûté \$9,000, et une somme de \$110,000 a été versée en partie pour l'excavation et l'autre partie, \$15,000, pour les architectes. Des sommes ont aussi été dépensées pour loger temporairement à l'hôtel de ville le personnel du palais de justice. En résumé, on a payé, en 1950-1951, \$308,000; en 1951-1952, \$627,695, soit un total de \$1,340,000, chiffres ronds, ce qui revient à \$1.75 le pied cube.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je constate que l'on a demandé des soumissions privées et qu'il ne s'agissait de travaux d'urgence. Le contrat a été accordé à M. Perron sans qu'un avis n'ait été donné dans les journaux, comme l'exige la loi des travaux publics, et le ministre ne pouvait se soustraire à cette loi, sauf en cas d'urgence.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition prétend qu'il n'y avait pas urgence. Il était urgent de remplacer le palais de justice de Chicoutimi, qui avait été condamné par un grand jury, dès 1928, comme vieillot, désuet et dangereux. En 1939-1940, une délégation de Chicoutimi vint rencontrer le ministre des Travaux publics du temps, l'honorable M. Bouchard, pour demander la reconstruction du palais de justice. Le ministre a dit que la population avait élu un député de l'Union nationale et qu'elle ne méritait pas son palais de justice.

En 1944, j'ai demandé à mon collègue, le ministre des Travaux publics, de faire démolir le

vieux palais de justice désuet et cela fut fait sans retard. Les contrats ont été donnés au grand jour. Tout le monde sait comment ça se passe. Quand on est venu parler de ces choses à Chicoutimi, il y eut un grand éclat de rire et l'électorat a si bien compris que j'ai été réélu par une majorité de 14,600 voix, soit la plus forte majorité jamais donnée à Chicoutimi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement a payé \$70,000 en 1948-1949 pour loger le palais de justice à l'hôtel de ville. En 1950-1951, il a fait faire l'excavation. Je dis qu'il a procédé lentement et qu'il avait tout le temps voulu pour demander des soumissions publiques et de suivre la loi.

Il lit la loi des travaux publics qui dit que des soumissions publiques doivent être demandées. La loi des travaux publics déclare bien clairement qu'il est du devoir du ministre de demander des contrats par voie d'annonces publiques, sauf en cas d'urgence. Il n'y avait pas urgence, dit-il, puisque les travaux sont commencés depuis longtemps et n'ont été accélérés que l'année des élections. Au lieu de demander des soumissions publiques, le ministre a demandé des soumissions privées à une couple d'entrepreneurs de son choix. Il prétend que le coût ne sera que de \$1.75 du pied cube. S'il avait demandé des soumissions publiques, les travaux auraient coûté 10 % et même 20 % de moins cher.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le chef de l'opposition aurait dû lire la loi aux anciens ministres des Travaux publics, MM. Bouchard et Dansereau. Du temps des libéraux, on demandait des soumissions publiques, mais on ne s'engageait pas à accepter la plus basse soumission. J'ai suivi leurs méthodes. Dans le cas du pont de l'Île d'Orléans, la plus basse soumission était de \$466,000. On l'a accordée à un M. Deslauriers, de Québec, pour \$605,000. Mais on lui a payé \$689,000; et les travaux étaient si mal faits qu'il a fallu payer \$583,535 pour le réparer et il faudra dépenser encore cette année \$100,000 pour refaire les approches. Lorsque les piliers furent construits, on mettait de l'eau de la marée dans les formes plutôt que du ciment et, lorsque nous avons visité les travaux et qu'on passait la règle dans les piliers, ça pissait. Ce n'est pas parlementaire, c'est vrai.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce qui me surprend, c'est que les gens qui ont construit le pont de l'Île d'Orléans sont ceux qui ont témoigné comme experts à l'enquête sur le pont de Trois-

Rivières. Le temps est venu où le ministre doit commencer à respecter la loi des travaux publics.

M. Cournoyer (Richelieu): Je ne veux pas m'étendre sur la question, mais je veux dire que c'est le même cas qui s'est présenté à Rimouski pour le pont. En 1950-1951, on a payé \$32,000. En février et avril 1952, le contrat a été signé et, au cours de l'année 1951-1952, on a payé \$230,255.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On sait que la situation était réellement urgente. L'opposition doit se rappeler qu'il y eut un feu à Rimouski. Une somme de \$50,000 a été consacrée à un déblayage à la suite de l'incendie et à d'autres petits travaux urgents.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): S'informe relativement à un octroi de \$15,000 à la municipalité de Saint-Pie, dans le comté de Bagot.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Cette subvention a été versée à raison de \$3,000 par année, le total s'établissant à \$15,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il me semblait que ce procédé ne devait pas être employé dans ce cas. Je trouve que c'est un mauvais principe parce qu'il permet d'engager les budgets futurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement tâche d'aider le plus de municipalités possible. C'est pour cela qu'il tente de répartir le plus équitablement qu'il le peut les crédits mis à sa disposition. Pour installer des systèmes d'aqueducs dans toutes les paroisses de la province, il faudrait \$700,000,000.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Cette estimation est basée sur certains documents du ministère des Travaux publics. Il faut dire aussi que les octrois ne sont versés que lorsque les travaux sont exécutés. C'est pourquoi il faut attendre parfois pour les verser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le cas de Petite-Rivière est extraordinaire. C'est une municipalité qui se développe rapidement et qui appartient au comté de Saint-Sauveur. Le député, qui est extraordinaire aussi, est venu me trouver et a demandé un octroi de \$100,000. Nous avons accordé \$80,000. Ce qui arrive souvent, c'est que nous distribuons le montant voté pour ces octrois et que nous ajoutons des montants pris sur le budget du Conseil exécutif lorsque la chose est nécessaire.

M. Dupré (Verchères): La ville de Belœil a demandé une subvention pour l'aider à payer son système contre l'incendie. Je n'ai pas encore reçu de réponse du ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Belœil est une ville prospère. Mais nous étudierons la question.

M. Cournoyer (Richelieu) demande la même chose pour la municipalité de Saint-Joseph de Sorel. Il a écrit, dit-il, en janvier au ministre et espère toujours une réponse. La population est de 7,000 à 8,000 âmes; il lui faut s'équiper pour lutter contre le feu et ses revenus sont peu considérables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question sera étudiée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) parle d'un comité d'enquête sur l'aqueduc créé en 1947. Le président, dit-il est M. Deslongchamps, président de l'Office d'électrification rurale, qui donne ses services bénévolement. Les autres commissaires sont MM. Pelletier, Beaudoin et Paris, qui reçoivent \$350 par mois. Il y a un secrétaire. Ils font des rapports verbaux. Ce sont eux qui ont découvert qu'il en coûterait \$700,000,000 pour établir des aqueducs dans toutes les municipalités de la province.

Le ministre devrait choisir, soit que les membres de cette commission deviennent des employés ou que ce soit une commission qui fasse rapport.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les commissaires font rapport verbalement.

M. Dupré (Verchères): Le travail de la commission ne doit pas être considérable puisqu'elle n'a dépensé que \$3 de timbres l'an dernier. Cela ne représente que 75 lettres. En fait, cette commission est inutile. Son travail est fait par d'autres commissions, comme celle des services publics.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce montant de \$3 doit concerner une petite caisse, car la commission expédie son courrier par le bureau de poste du parlement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis premier ministre et procureur général et je n'ai dépensé, l'an dernier, que \$0.77 de timbres. Ce sont des lettres que j'envoie lorsque je suis en dehors du Parlement.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a plutôt dépensé \$3,200 de timbres. Si, au lieu de payer \$20,000 par année aux membres de cette commission inutile, on avait distribué cette somme de \$120,000 à \$150,000, on aurait fait du bien dans plusieurs municipalités de la province.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est le personnel du bureau de poste du parlement qui timbre et expédie le courrier de la commission.

M. Dupré (Verchères): Au lieu de payer \$20,000 par an aux commissaires et à leur personnel, le ministre devrait distribuer cette somme entre les municipalités qui en ont besoin. Depuis 1947, cela aurait fait un montant de \$120,000.

Un député de l'opposition s'informe de l'état de la prison des femmes à Montréal.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): En 1951, le ministère a dû dépenser \$200,000 pour effectuer des réparations d'urgence à cet édifice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces réparations ont été faites au corps central de l'édifice et l'on s'est aperçu ensuite que les ailes latérales menaçaient de s'écrouler. La prison des femmes à Montréal est dans un état de délabrement tel que le gouvernement songe à démolir tout ce bâtiment et à le reconstruire, mais nous réalisons que le coût de ce projet serait très élevé. Nous n'avons pas encore pris de décision, car il y a d'autres projets importants que nous voulons réaliser à Montréal, notamment la construction d'un hôpital pour les aliénés mentaux.

M. Dupré (Verchères) s'informe du salaire des gardiens et des conducteurs d'ascenseurs dans les édifices du Parlement.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le ministère se propose d'accorder des augmentations à ces employés.

Un député de l'opposition s'informe des salaires payés aux femmes de peine.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Elles reçoivent maintenant \$30 par mois, au lieu de \$22.80, et accomplissent un travail beaucoup moins dur qu'auparavant. Elles ne travaillent qu'environ une heure et quart par jour, au lieu de deux heures. De

plus, elles bénéficient de deux semaines de vacances payées et deux semaines de congés de maladie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues, frais légaux (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quels sont les projets du ministère pour 1953-1954, relativement à ce crédit de \$4,000,000?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le ministère des Travaux publics a actuellement des demandes de ponts pour un montant de \$45,000,000. Il y a actuellement 4,500 ponts à construire dans la province, et il faudra choisir les plus urgents et ceux qui servent le mieux les intérêts de l'agriculture ou du tourisme.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministère a-t-il fait préparer des plans et devis?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les plans d'environ 20 ponts sont actuellement prêts. Cela représente une dépense de \$15,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) revient sur une question qu'il avait posée au ministre, la veille, sur l'emploi d'un mandat spécial de \$500,000, en 1952, pour travaux d'urgence.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) remet au chef de l'opposition (M. Marler) un état détaillé de ces dépenses occasionnées en grande partie, a-t-il dit, par des inondations qui avaient provoqué l'écroulement de quelques ponts en Gaspésie, à l'automne de 1951. Il a fallu dépenser \$195,549 dans Gaspé-Sud, \$65,782 dans Matapédia, \$15,370 dans Portneuf, \$90,190 dans Brome, \$26,970, dans Labelle, etc.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je trouve étrange qu'on fasse approuver un mandat spécial pour couvrir ces déboursés, le 28 mars 1952, au lieu de présenter un budget supplémentaire à l'Assemblée législative. Cette procédure est anormale. Les besoins

d'argent du ministère des Travaux publics étaient connus avant la convocation des Chambres et auraient dû être portés à la connaissance du Parlement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le ministre des Travaux publics est tombé malade à la fin d'octobre 1951 et les officiers de son ministère m'ont représenté l'urgence qu'il y avait de reconstruire les ponts emportés par les inondations. La session de 1951-1952 s'est terminée à la fin de janvier, et c'est après la prorogation qu'on m'a représenté que le budget du ministère des Travaux publics ne suffisait pas à couvrir ces dépenses d'urgence. Voilà pourquoi le mandat spécial a été approuvé au mois de mars. Tout s'est passé régulièrement, comme le veut la loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le rapport 1951-1952 du ministre des Travaux publics parle de tout, mais ne dit pas un seul mot du pont de Trois-Rivières. Quels sont donc les projets du ministère des Travaux publics au sujet du nouveau pont de Trois-Rivières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Alors que le ministre des Travaux publics était malade, en janvier 1951, il est arrivé un malheur. Le pont de Trois-Rivières est tombé. Les gens de chez nous - et ils ont du cœur - m'ont demandé comment il a pu se faire que certaines personnes fassent de la politique avec ce malheur. Ils ont réglé leur cas aux dernières élections. Une enquête a eu lieu pour déterminer les causes de la catastrophe. Certains experts comme Kennedy ou le capitaine d'Artois ont endossé la thèse du sabotage. D'autres ont dit que non; ils ont émis des hypothèses différentes. Les ingénieurs de la Dominion Bridge, qui est une compagnie solvable et compétente, la meilleure du genre au Canada, ont exprimé l'avis qu'il n'y avait pas lieu de reconstruire la deuxième partie du pont.

Mais les ingénieurs du ministère des Travaux publics, avec lesquels j'ai eu plusieurs entrevues, ont posé la question: "Si la deuxième partie du pont s'écroule, ne dira-t-on pas que nous avons manqué de prudence?" Grande responsabilité. Nous avons donc décidé de reconstruire les deux parties du pont de Trois-Rivières. Les ingénieurs ont exprimé l'avis que les piliers sont de construction excellente. Pourtant, par mesure de précaution, nous avons également décidé de les renforcer.

Nous avons entamé des pourparlers avec Ottawa pour avoir la priorité pour l'achat du matériel. On sait les restrictions dont fait l'objet le commerce de l'acier. M. Howe s'est montré gentilhomme.

Les travaux sont en marche pour la principale partie du pont, soit entre Trois-Rivières et l'île Saint-Christophe. Quand ils seront achevés, nous ferons l'autre partie.

La Compagnie Dominion Bridge a payé \$1,000,000 pour l'érection des ponts Bailey. Le gouvernement, pour sa part, a nettoyé le lit du Saint-Maurice. Les travaux sont en marche à l'usine de la Dominion Bridge, à Lachine, où on prépare les pièces de fer qui entreront dans la reconstruction du pont.

La responsabilité financière quant à la reconstruction du pont reste à déterminer. Il reste à établir si c'est le gouvernement ou le Dominion Bridge de Montréal qui devra assumer les coûts.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) attire l'attention de la Chambre sur le nouveau pont de Mitchell Creek le long de la route Montréal-Ottawa. Le nouveau pont a été construit à quelques pieds de l'ancien. Pourquoi, demande-t-il, un deuxième pont quand le premier était encore solide?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le nouveau pont a coûté \$286,000. L'ancien datait de 25 ans. Il était trop étroit. Deux véhicules lourds ne pouvaient s'y croiser. C'était un pont bâti à l'image de l'ancien régime.

M. Dupré (Verchères): Quand le gouvernement va-t-il remplacer le pont étroit de la rivière Richelieu à Chambly, sur la route vers Sherbrooke?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) Le pont sera construit en temps et lieu; il fait partie des dossiers importants du gouvernement.

M. Goulet (Témiscamingue) attire l'attention de la Chambre sur deux ponts qui ont été construits par l'Union nationale dans son comté entre 1936 et 1939, dont un s'est effondré le premier jour de la campagne électorale.

M. Bélanger (Lévis) s'informe des travaux au pont sur la rivière à la Scie, dans Saint-David sur la rive sud.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les travaux ont coûté \$106,822 et le contrat a été accordé à la Dieppe Construction de Québec. M. L.-P. Gagnon n'était pas soumissionnaire. Il a construit, par contre, les ponts de Saint-Nicolas et de Saint-Louis-de-Pintendre. Le pont de Saint-Nicolas a coûté \$17,756.95.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Fonds d'amortissement des corporations scolaires

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre l'état de l'emploi des fonds d'amortissement des corporations scolaires, au 31 décembre 1952. (Document de session no 49)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 48 modifiant le Code municipal, avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

"5. L'article 453 dudit Code, modifié par l'article 1 de la loi 11 George V, chapitre 107, par l'article 1 de la loi 12 George V, chapitre 102, et par l'article 1 de la loi 5 George VI, chapitre 70, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du troisième alinéa, les mots "d'hiver" par les mots "entretenu en hiver pour permettre la circulation des voitures automobiles et autres véhicules".

Et les articles 5 et 6 deviennent articles 6 et 7.

Projets de loi:

Code municipal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 48 modifiant le Code municipal.

L'amendement est lu.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que cet amendement soit maintenant accepté.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 43 modifiant la loi des compagnies de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a) en remplaçant dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe "m)", à la page 3, les mots "sur garantie par privilèges ou hypothèques, par l'achat d'immeubles ou de toute autre manière que la compagnie" par les mots "de toute autre manière qu'elle";

b) dans la version anglaise seulement.

2. L'article 4 est modifié dans la version anglaise seulement.

Projets de loi:

Loi des compagnies

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 43 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 19 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre tienne à l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, deux séances tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, et la seconde, de trois heures de l'après-midi jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, avec suspension de six heures à huit heures du soir; et qu'à chacune de ces séances, l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il avait été entendu que les députés auraient la journée du samedi pour vaquer à leurs affaires personnelles et recevoir leurs électeurs. Il n'est pas question d'assurer une journée de congé aux députés, mais de leur permettre de mieux remplir leur mandat, en allant rencontrer leurs électeurs en fin de semaine.

Jusqu'ici, l'opposition n'a pas indûment retardé les travaux de la session, bien qu'elle aurait pu le faire avec le nombre de députés dont elle dispose. J'ai tâché de montrer ma bonne volonté en ne faisant rien pour retarder les procédures. Je comprends que nous avons donné une collaboration raisonnable.

Dans les circonstances, je trouve que le gouvernement abuse de sa majorité. Cette motion du premier ministre dépasse la mesure et elle n'avancera pas la fin de la session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne demande rien d'extraordinaire puisqu'on procède de la même façon dans les autres Parlements. À Ottawa, on siège trois fois par jour tous les jours de la semaine. À Québec, la Chambre n'a presque jamais dépassé 11 heures du soir. Sous les administrations libérales, on siégeait souvent la nuit.

Quand nous étions 10 dans l'opposition, pour faire la bataille, l'ancien régime libéral présentait une motion analogue plusieurs semaines avant la fin de la session et il nous faisait siéger jusqu'à 2 et 3 heures du matin.

Le chef de l'opposition fait preuve de bonne volonté, mais son exemple n'est pas suivi par tout

son groupe. Il y en a qui s'inspirent de l'exemple d'ailleurs et nous assistons à de l'obstruction qualifiée.

M. Dupré (Verchères) se lève.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il a exercé son droit de réplique et qu'en conséquence la motion doit être soumise au vote.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Tellier, Thibeault, 54.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la motion est adoptée.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution soumise par l'honorable M. Gagnon (Matane), et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Bélanger (Lévis): Le ministre des Travaux publics a-t-il l'intention de reconstruire le pont Garneau, situé à l'embouchure de la rivière Chaudière, dans le comté de Lévis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce pont est vieux comme le monde. Au lieu d'aller se promener dans la lune, l'opposition ferait mieux de s'intéresser aux choses actuelles.

M. Bélanger (Lévis): Je demanderais au premier ministre de ne pas s'énervier, de ne pas s'exciter non plus. J'ai bien le droit de demander des renseignements sur un pont situé dans mon comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est hors d'ordre. Le pont Garneau est maintenant un pont municipal auquel la province n'a plus rien à voir. Qu'il s'adresse au conseil de comté. C'est fini, quant à nous.

M. Bélanger (Lévis): Parlant sur le point d'ordre, je demande au premier ministre s'il a l'intention de reconstruire un autre pont. Ce pont a été longtemps sous l'administration provinciale, je puis en parler.

M. le président: Il ne l'est plus aujourd'hui. Le député parle d'une situation postérieure à celle où le gouvernement en avait l'entretien. Il doit s'en tenir à l'item discuté.

M. Bélanger (Lévis): En a-t-on fait l'expertise?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que le pont n'est plus à la charge de la province. Nous avons construit un pont en ligne droite au lieu du pont croche de l'ancien régime.

M. le président donne raison au premier ministre.

M. Bélanger (Lévis): Même croche, il datait de 1890. Il y a des ponts droits de l'Union nationale qui n'ont pas duré aussi longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je vous demande de rappeler le député à l'ordre; vous avez déjà rendu une décision; qu'il demeure dans les limites du débat.

M. Bélanger (Lévis): Je ne comprends pas l'attitude du premier ministre. Mon devoir est de m'intéresser à mon comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons aucune objection; mais que le député s'en tienne aux règlements. Nous lui avons déjà dit que la province n'avait plus rien à voir avec le pont Garneau.

M. Bélanger (Lévis): Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un autre pont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Il y a un pont qui relie directement la route à la route du pont de Québec. C'est fini, nous n'avons plus à en parler.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député a droit de demander si le gouvernement a l'intention de construire un pont à cet endroit. Il a droit de donner des raisons pour qu'on en construise un.

Il ne parle pas du vieux pont, mais de l'endroit où il en voudra un.

M. le président: J'ai déjà dit que le député doit s'en tenir à la question actuellement débattue. Il n'a pas le droit d'employer des moyens détournés pour parler d'une question hors d'ordre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous en appelons de votre décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion de l'item no 8 des estimés budgétaires du ministère des Travaux publics, le député de Lévis (M. Bélanger) demande quels sont les projets du gouvernement relativement au pont Garneau.

L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre à l'effet que le pont Garneau étant un pont municipal n'est pas de la juridiction des Travaux publics.

Le député de Lévis, invoquant le fait que ce pont a été entretenu pendant plusieurs années par le ministère des Travaux publics, peut faire l'objet de cette discussion.

Le député de Lévis demande si c'est l'intention du ministère des Travaux publics d'appliquer à ce pont une partie de ces crédits. L'honorable premier ministre répond dans la négative.

Je décide en conséquence que le point d'ordre est bien fondé, puisqu'il s'agit d'un pont municipal et que le ministère des Travaux publics n'entend appliquer à ce pont aucune partie du crédit à l'étude.

L'honorable chef de l'opposition (M. Marler) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution soumise par l'honorable M. Gagnon (Matane), et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) déclare que s'il a dépensé beaucoup d'argent pour construire des ponts dans son comté, c'est que les rivières y sont plus larges qu'ailleurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) reproche au gouvernement d'avoir construit deux ponts à 25 pieds de distance au même endroit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au chef de l'opposition d'être lui-même et de cesser de se cacher derrière une feuille de palmier, au lieu de se placer au crochet d'un chef mort-né.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) fait allusion à M. Lapalme, chef du Parti libéral. J'invite le premier ministre à ouvrir le comté d'Outremont; il sera amusant de voir ce qui s'y produira; on verra aussi quelle relation, quel pont il y avait entre le bill 34 et ces élections dans Outremont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est dans une curieuse de situation. S'il exprimait les idées du député de Westmount, il serait dans l'erreur, mais ne manquerait peut-être pas de logique. Mais il doit se faire le porte-parole du chef absent, qui est à 150 milles d'ici, un chef qui a été écrasé aux dernières élections.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre ne manque jamais une occasion d'humilier mon chef. Si le premier ministre est si brave qu'il ouvre le comté d'Outremont. Sans le bill 34¹, je me demande ce qui se serait passé dans ce comté. Je défie le premier ministre et le gouvernement d'ouvrir le comté d'Outremont immédiatement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons assisté à l'enterrement du chef de mon ami, un chef archi-battu dans Joliette, dans Montcalm et dans l'Assomption, d'un chef qui a eu peur d'une élection par acclamation, qui n'a pas eu le courage de se présenter alors que nous lui offrons un siège, et il veut le voir encore écrasé le plus vite possible. On dirait que le chef de l'opposition s'ingénie à vouloir l'enterrement définitif de son chef mort-né. Il sait qu'il a été battu, écrasé, que ses principaux lieutenants ont été défaits et il n'est pas encore satisfait. Nous allons lui faire ce plaisir avant longtemps.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Il n'est pas mort!

Une voix à droite: Mais il n'est pas fort!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis toujours surpris de ne pas entendre des propos plus dignes de la part d'un premier ministre. Au premier ministre qui parle de peureux, je demanderai pourquoi, M. le président, le gouvernement n'a pas eu le courage d'ordonner une élection dans

Outremont immédiatement après la mort du député²? Pourquoi n'avez-vous pas eu le courage d'ouvrir plus tôt le comté d'Outremont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est très simple. La loi ne nous y oblige pas et, de plus, cela ne se fait jamais. Par respect pour la mémoire du député défunt, on attend toujours quelque temps.

Quand un député est mort, on ne commence pas une bataille politique sur son cadavre. Mais je puis assurer le chef de l'opposition que l'élection va venir trop vite pour lui. L'opposition aura des élections plus vite qu'elle ne le veut; elle en voulait en 1948, elle en a eues...

M. Lafrance (Richmond): Avec de la boisson.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Nous sommes prêts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les libéraux manquent vraiment de mémoire. En 1948, ils réclamaient des élections. Nous en avons eues et nos adversaires ont été écrabouillés. En 1952, ils réclamaient des élections à grands cris et ils ont encore été écrasés. Ce sera la même chose dans Outremont et dans Matapédia³. J'ai hâte, quant à moi, à la prochaine session!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Lorsque ça fait son affaire, le premier ministre a très peu de mémoire. Le premier ministre oublie le comté de Brome. Combien de temps a-t-il attendu après la mort du député de Brome pour tenir une élection? À ce moment-là, il fallait de toute nécessité, disait-il, que le comté soit représenté. C'est vraiment commode d'avoir une mémoire comme celle du premier ministre, qui ne nous fait souvenir que des exemples qui font notre affaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont de Valleyfield-Coteau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) reproche au gouvernement de n'avoir pas demandé de soumissions publiques dans les journaux.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les travaux se faisaient au pourcentage.

L'entrepreneur était solvable et compétent et ce contrat du pont de Valleyfield était l'un des plus avantageux qu'aucun gouvernement n'ait jamais accordés.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) et **M. Hébert (Beauharnois)** remercient le gouvernement et le premier ministre d'avoir décidé de construire le pont de Valleyfield que l'on réclamait depuis 60 ans. Les libéraux le promettaient à chaque élection et ne le construisaient jamais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Autrefois, c'était le pont des promesses. Aujourd'hui, c'est le pont des réalisations.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) annonce que le pont construit, en quatre ans, par la Dufresne Engineering, coûtera environ \$7,500,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) reproche au gouvernement de n'avoir pas demandé de soumissions publiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le contrat a été donné aux meilleures conditions possibles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement a fermé la porte à toute concurrence. Il (M. Marler) réclame un système de soumissions à base de publicité dans les journaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le système tel qu'il était appliqué par les anciens gouvernements libéraux était hypocrite, car les entrepreneurs trouvaient toujours un moyen d'ajouter des extras.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Les crédits des Travaux publics étant tous adoptés) Jamais le ministère des Travaux publics n'a eu un ministre plus travailleur, compétent, ni plus honnête que le ministre actuel et je suis heureux de lui rendre ce témoignage.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures⁴

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je suis désappointé du peu d'intérêt des Canadiens français pour les nouveaux établissements en pays neufs. J'y vois trois raisons: 1. la prospérité de l'industrie; 2. les gros salaires payés aux bûcherons par l'industrie et par les chefs d'exploitation forestière; 3. le déracinement des fils de la terre provoqué par la dernière guerre. Il n'y a plus que peu de vocations réelles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Combien de colons ont été établis?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous avons actuellement 54,000 dossiers de colons mais, sur ce nombre, il n'y a que 22,000 établissements actifs. En d'autres termes, nous avons 22,000 colons établis de façon permanente sur la terre. Au cours de l'année 1952, le ministère a placé 1,717 colons.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Combien y a-t-il de nouvelles paroisses?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Aucune, cette année. J'ai constaté que nos gens ne sont pas intéressés à fonder de nouvelles paroisses, en dépit de tous les avantages que nous leur offrons et de la propagande que nous faisons par l'entremise des sociétés de colonisation, pour lesquelles nous avons dépensé, l'an dernier, \$75,000. Les missionnaires-colonisateurs que j'ai rencontrés m'ont exprimé leur

regret de n'avoir pas trouvé de sujets sérieux pour fonder de nouveaux établissements. Personnellement, j'en suis désappointé. D'une façon générale, la dernière guerre a incité nos gens à se chercher une situation plus rémunératrice dans les grands centres et les a déracinés. Ils ne trouvent plus de sécurité à se créer un établissement autonome en pays de colonisation.

La grande majorité de ceux qui consentent à s'établir en pays de colonisation réclament des lots boisés et ne veulent que couper du bois.

Nous avons surtout pensé à consolider l'armature des vieilles paroisses en attribuant les terres abandonnées, car nous avons cru que nous pourrions renforcer l'organisation paroissiale. Nous avons poussé la mécanisation, l'essouchage, pour agrandir le domaine de ceux qui étaient déjà établis sur des terres nouvelles. Je suis heureux de dire qu'au cours de 1952, 1,000 colons ont pu faire patenter leurs lots, car ils avaient rempli les conditions de leur billet de location.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) félicite le ministre de son exposé clair et de sa franchise. Il a avoué avec une grande candeur, dit-il, qu'il est désappointé. Je comprends d'ailleurs fort bien qu'à l'heure actuelle, devant l'attrait des grands centres, la colonisation traverse une période difficile. Je partage la déception du ministre quant au nombre des colons permanents.

Je me demande alors si le ministre ne devrait pas faire porter son effort sur la consolidation des vieilles paroisses. J'ai constaté, en lisant les statistiques, que le nombre des établissements agricoles a diminué considérablement dans la province, ce qui démontre qu'il serait bon d'encourager les établissements dans les centres agricoles déjà organisés.

M. Lemieux (Wolfe): Est-ce que votre département a fait enquête sur les agissements, dans mon comté, d'un inspecteur de colonisation du nom de Plante, qui est un véritable "SS" de l'Union nationale et qui fait même des choses dont le ministre n'est sûrement pas au courant. Cet automne, il m'a écrit, en réponse à une requête que je lui avais faite pour mes électeurs, une lettre grossière à l'extrême. Il m'a dit qu'il allait continuer de travailler pour l'Union nationale. C'est un fanatique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis un peu surpris d'entendre le député de parler de fanatisme, moi qui ai connu son père, qui siégea jadis ici. C'était un honnête homme, mais un partisan fanatique, archi-fanatisme. Quand il a été nommé

shérif et que nous avons pris le pouvoir, nous l'avons gardé.

M. Lemieux (Wolfe): Du fanatisme, je suis bien aise qu'on soulève la question, car l'autre jour je n'étais pas en Chambre quand on a parlé de mon père. Il siégea pendant 13 ans ici; il fut élu deux fois par acclamation et subit deux autres élections; une fois son adversaire perdit son dépôt, et l'autre, il ne le sauva que de justesse.

En 1927 ou 1928, on lui trouva, chez les conservateurs, ancêtres de l'Union nationale, un adversaire par "catalogue" de Montréal, un nommé Charbonneau. En revenant d'une assemblée, un soir, il s'écarta dans le bois. Quand il sortit du bois, il se rendit chez l'officier-rapporteur, qui était le registrateur, un conservateur à part ça, et se fit remettre son dépôt. Plusieurs électeurs firent des démarches pour faire destituer ce fonctionnaire qui avait manqué à son devoir, mais il lui pardonna. Bien plus, il garda son fils plus tard.

Il y a plus. Un jour que le premier ministre actuel était malade au Château Frontenac, qu'un médecin ne pouvait se prononcer, il fit venir mon père, ce fanatique, (le Dr J.-P.-C. Lemieux) qui diagnostiqua une attaque d'appendice et fit transporter le chef de l'opposition d'alors à l'hôpital où il fut opéré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un roman que le député cite. Son père était un archi-fanatisme, mais un honnête homme.

M. Lemieux (Wolfe): Fanatique? Je vais continuer. Quand le premier ministre actuel était convalescent à l'hôpital Saint-Sacrement, mon père fut un de ceux qui lui rendirent fréquemment visite. Un jour, on fêta M. Taschereau et on lui offrit 54 roses; M. Taschereau envoya porter la moitié de ces roses au chef de l'opposition à l'hôpital, par le whip du parti et, ce whip, c'était mon père; est-ce du fanatisme? Je crois que c'était l'époque de la gentilhommerie, et les attaques personnelles dont j'ai été l'objet m'ont prouvé qu'elle était aujourd'hui en baisse, et ça m'a profondément déçu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 49 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;
- bill 50 concernant la corporation Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci;
- bill 51 concernant le Grand Séminaire et le Petit Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke;
- bill 152 concernant la ville de Saint-Joseph-d'Alma et la ville de Riverbend.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 54 concernant la cité de

Montréal et la Commission métropolitaine de Montréal, avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant, dans la septième ligne, immédiatement après le mot "régie", les mots "*mutatis mutandis*".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 207 constituant en corporation l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche, avec l'amendement suivant, qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié:

a) en remplaçant dans la quinzième ligne les mots "sujet britannique" par les mots "citoyen canadien";

b) en remplaçant dans la vingt-troisième ligne les mots "sujets britanniques" par les mots "citoyens canadiens".

Projets de loi:

Commission métropolitaine de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 54 concernant la cité de Montréal et la Commission métropolitaine de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 207 constituant en corporation l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message avec le bill au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 146 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 12 est modifié dans la version anglaise seulement.

2. L'article 14 est modifié en remplaçant dans les cinquième et sixième lignes les mots "la sanction de la présente loi" par les mots "sa sanction".

Projets de loi:

Corporation des instituteurs et institutrices catholiques

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que le bill 145 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

soir des élections, car l'honorable Henry Groulx est décédé deux heures après la fermeture du scrutin."

3. *The Montreal Star* du 20 février 1953, à la page 12, rappelle que: "Le siège de la circonscription de Matapédia est devenu vacant en septembre dernier, lorsque le notaire Philippe Cossette, député de l'Union nationale, est décédé dans un accident d'automobile."

4. Les journaux ne nous indiquent aucune heure de reprise en soirée. Toutefois, selon la motion adoptée précédemment concernant l'horaire des séances, la reprise des travaux en soirée est fixée à 8 heures.

NOTES

1. Le bill 34 modifie la loi électorale.

2. *The Montreal Star* du 20 février 1953, à la page 12, rappelle que: "Le comté est resté vacant le

Première séance du vendredi 20 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Affaire
Roland Nadeau

M. Marquis (Québec-Est): Suite à l'assemblée des instituteurs de l'École normale Laval, je tiens à déclarer que ce n'est pas M. le curé Faucher qui m'a mis au courant de l'affaire Roland Nadeau¹.

Projets de loi:

Pharmaciens

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 227 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Marquis (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Ministère des Terres et Forêts,
rapport 1951-1952

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1952. (Document de session no 50)

Subsides:

Budget des dépenses
1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent quatre-vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Noël (Frontenac) note une diminution du budget pour la prochaine année. Ce n'est pas, dit-il, avec un budget réduit que l'on pourra attirer les colons sur la terre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il y a actuellement 21,000 à 22,000 colons établis sur des lots dans la province. S'il y a une légère diminution de \$43,000 dans le montant affecté aux primes de défrichement, c'est que les travaux de mécanisation ont été poussés avec une telle vigueur que l'essouchage des lots est très avancé. La politique du gouvernement est d'encourager les colons à travailler sur leurs lots. Les primes sont généreuses, mais il faut les gagner. Ces primes sont payées à 16,000 colons environ, sur les 22,000 qui habitent des lots.

Le gouvernement a remplacé les secours directs que recevaient les colons, autrefois, par ces primes de défrichement. C'est un encouragement au travail.

Dans le cours de 1952, 1,000 colons ont terminé leurs travaux et ont obtenu leur certificat patenté, les élevant au rang de cultivateurs, maîtres après Dieu sur leurs terres. C'est 1,000 colons qui sont devenus cultivateurs.

M. Noël (Frontenac): Combien de primes le ministère a-t-il donné?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le département a payé \$1,985,000 en primes. Sous les libéraux, on ne donnait au colon qu'une somme de \$300. Sous l'Union nationale, c'est \$3,200. C'est 1,000 % de plus.

M. Goulet (Témiscamingue): La comparaison du ministre n'est pas juste. Elle est basée sur l'année 1939, alors que le budget de la province n'était que de \$60,000,000. Aujourd'hui, le gouvernement percevait \$300,000,000. Si on veut avoir des colons, il faut leur donner plus d'avantages. Le coût de la vie a augmenté et le colon doit être mis en mesure de vivre sur son lot au lieu d'aller travailler en dehors.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): En 1944, le régime libéral n'accordait pas le cinquième ou le sixième de ce que nous donnons aux colons, aujourd'hui. Le gouvernement donne pour rien une terre de 100 acres avec \$3,220. Nous mettons des tracteurs à leur disposition pour essoucher la terre, nous construisons des chemins, et les colons peuvent ensuite vendre leur bois. Il me semble que faire davantage serait encourager le paternalisme d'État. La province fait son devoir et elle ne doit pas donner aux colons plus de valeur que n'en possèdent les cultivateurs dans les vieilles paroisses. De façon générale, le colon est satisfait et le ministère ne reçoit presque plus de plaintes. D'ailleurs, nous recevons des centaines de lettres de colons qui se disent satisfaits des conditions de leur établissement et nous remercient de notre politique humaine.

M. Noël (Frontenac): Le colon ne peut pas être à deux places à la fois: défricher son lot et travailler à l'extérieur pour gagner la vie de sa famille. Dans mon comté, il y a 25 paroisses de colonisation; et je sais que le nouveau colon qui s'établit sur un lot a des difficultés au cours des premières années. Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas étendre, hors de l'Abitibi, la politique inaugurée pour donner au colon une maison?

M. Lemieux (Wolfe): Les conditions de la colonisation dans Frontenac me semblent identiques à celles de Wolfe. Les colons ont du mal à arriver. Sans compter que les colons sont souvent victimes des abus auxquels se livrent les marchands de bois, probablement de connivence avec l'agent de colonisation. Et de plus, il arrive que, quand on devrait livrer 100 livres de semence au colon, on ne lui donne qu'une quantité moindre, 60 livres de semence par exemple, mais on lui fait signer un reçu pour les 100 livres, comme si la livraison avait été régulière.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Toujours des accusations vagues! Qu'il fournisse des noms! Des numéros de lots!

M. Lemieux (Wolfe): Je ne puis persécuter de pauvres colons. Je crains des représailles. Je promets de transmettre au ministre des affidavits, les noms, les numéros des lots où il y a eu des coupes abusives. Je mentionnerai toutefois le lot no 1 du rang des Saint-Martyrs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il est facile pour le ministre de réclamer des noms et des numéros de cadastre tout de suite. Le député promet de les donner. Il n'est pas obligé de le faire tout de suite. Il y a toujours danger de représailles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas courageux de laisser planer le doute sur tous les colons.

M. Lemieux (Wolfe): Je suis prêt à en nommer. Mais que le ministre me promette qu'ils ne seront pas victimes de représailles. Je me rappelle l'incident de la veille au sujet de mon père, quand le premier ministre a parlé de fanatisme politique. Après cela, je suis en mesure de craindre des représailles.

Il (M. Lemieux) cite un nom: Gabriel Picard de Stratford.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nos agents ont des ordres très sévères d'empêcher toute coupe abusive de bois et le pillage de bois; mais il est bien difficile de surveiller les colons à une époque où le bois se vend très cher. Mais il est compréhensible qu'en période difficile, il est beaucoup plus difficile d'empêcher les abus. Tous nos inspecteurs font leur devoir. Le député nous parle de coupes abusives dans le comté de Wolfe. Mais il devrait être le dernier à en parler. J'ai dans mon ministère des dossiers qui me permettraient de lui citer des cas, sans que je ne sois obligé de lui donner des noms, qui n'offrent rien d'édifiant sur ce qui se passait autrefois.

Si je remonte à quelques années en arrière, je pourrais par exemple faire connaître la correspondance de Thomas Lapointe au sujet du fameux échange de lots avec la firme Brompton Pulp. Et si je remontais jusqu'à 1922, je pourrais souligner des cas où les députés libéraux intervenaient à tout instant pour encourager des coupes abusives. Le député de Wolfe devrait être le dernier à parler de coupes abusives. Je n'irai pas réveiller les ombres des sépulchres blanchis, mais si le député m'y pousse, je le ferai.

M. Noël (Frontenac) cite le cas d'un certain Louis Morin et de ses enfants qui ont eu quatre lots en 1931 dans le canton Auburn, comté de Frontenac. En 1948 ou en 1949, le gouvernement leur a enlevé ces lots pour la raison de coupe abusive, bien qu'ils y eussent effectué certains travaux de défrichement. Cela prouve que les colons avaient de la difficulté à vivre. Il faut augmenter les primes de colonisation. Les colons ont trop de misère les premières années. Les colons ne reçoivent pas assez au stage de leur établissement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Goulet (Témiscamingue): Pourquoi le ministre ne réclame que \$1,415,000 pour l'encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation en 1953-1954, alors que les crédits prévus pour 1952-1953 étaient de \$1,520,000? Quand il s'agit de l'aide aux colons, on demande moins de crédits, mais, quand il s'agit d'achat de machinerie et de contrats, ça augmente.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le prix de la semence et de certains mélanges a baissé cette année, et le ministère ayant plus de machinerie doit moins en louer. Cela explique que les crédits demandés pour l'encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation soient moins élevés.

Le ministère possède 80 tracteurs et en loue 131. Ils sont mis à la disposition des colons des différentes régions, par roulement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a eu des critiques au sujet du défrichement mécanisé sur les terres de libéraux.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je suis sûr que le ministère de la Colonisation n'a jamais fait

de politique. Mais il est vrai que j'ai entendu dire que, dans un ou deux comtés après les élections, un agent de la colonisation, un de nos partisans sans doute, encore enflammé par la lutte électorale, a refusé d'aider un adversaire politique.

Quand nous l'avons su, nous avons blâmé cet agent et nous lui avons fait les remontrances qu'il méritait.

M. Goulet (Témiscamingue) demande des explications au sujet d'une grosse charrue arrivée dans le Témiscamingue, à Notre-Dame-du-Nord avant les élections. Quelque chose de très bien, dit-il! Mais sera-t-elle mise en service cette année?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Oui. Il s'agit d'un type de charrue mis au point depuis huit ans par le ministère de la Colonisation pour permettre le défrichement de certains terrains recouverts d'une mousse épaisse en Abitibi. Ce genre de charrue a donné des résultats si excellents que des provinces et des pays étrangers ont cru bon de la prendre comme modèle.

(L'honorable M. Bégin reçoit à ce moment une note de son personnel)

Il dit alors que la charrue n'a pu être mise en service l'été dernier à cause de l'humidité de certains bas-fonds où elle aurait risqué de s'embourber.

Le gouvernement dépense annuellement près de \$10,000 pour la lutte entreprise contre les ours et les loups qui causent beaucoup de dégâts, particulièrement dans les régions de colonisation. Les colons reçoivent, dit-il, \$10 par ours et par loup, et le meilleur chasseur pour un comté reçoit un prix de \$450.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Goulet (Témiscamingue): Les compagnies de téléphone de Sainte-Justine et de Sainte-Julie, dans le comté du ministre, ont reçu des octrois de \$7,000 et \$5,000 respectivement, des octrois venant du département de la colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): D'autres compagnies de téléphone ont reçu de tels octrois, notamment dans Lotbinière et Frontenac.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement ne devrait pas accorder des subventions, qui devraient normalement aller à la colonisation, à des compagnies de téléphone, soit dans un domaine où il n'y a aucune connexité avec la colonisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation: honoraires et dépenses diverses (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Projets de loi:

Brome-Missisquoi-Perkins Hospital

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que le bill 130 modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 20 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Noël (Frontenac): Je vois que l'an dernier M. Arthur Bouchard a vendu pour \$319,000 de tracteurs au ministère. Y a-t-il d'autres fournisseurs?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Non. M. Bouchard vend des tracteurs "International Harvester" et nos ingénieurs nous ont recommandé de standardiser notre équipement. Comme nous avons, en 1944, 18 International et deux Caterpillar; nous avons continué avec l'International. Nous avons des pièces de rechange pour répondre à tous les besoins et très rapidement, ce qui empêche les retards.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que M. Bouchard est le même qui occupe des hautes fonctions à l'électrification rurale?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): C'est son frère.

M. Noël (Frontenac): Il me semble qu'on devrait donner une chance à d'autres vendeurs, ne pas acheter tout du même.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Si le député est capable de me vendre des tracteurs à meilleur marché...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça me fait rire de voir les gens qui représentent les vestiges du Parti libéral parler de patronage politique. Quand les libéraux étaient au pouvoir, personne d'autre qu'eux n'avait le droit de gagner sa vie; il n'y avait que des avocats libéraux devant les comités.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Tout le monde sait que ce sont des avocats amis de l'Union nationale qui viennent devant les comités. Devant les régies, c'est la même chose. D'ailleurs, il n'est pas nécessaire de répondre plus longuement au premier ministre, tout le monde connaît la situation. L'entreprise privée, pour le gouvernement, c'est l'entreprise de l'Union nationale.

M. Noël (Frontenac): Si le premier ministre veut des exemples de partisanerie politique, il peut venir dans mon comté et je lui montrerai en série.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député se rappelle-t-il d'une lettre qu'il écrivait jadis à l'ancien député, l'honorable Patrice Tardif, pour lui reprocher de placer trop de rouges?

M. Noël (Frontenac): Je l'attendais, celle-là. Mais je dirai au premier ministre que je réclamaï, dans cette lettre, le congédiement d'un fonctionnaire libéral qui n'avait pas fait son devoir; je puis aussi lui montrer des lettres où je réclamaï le congédiement de gens de l'Union nationale pour la même raison.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): N'était-il pas question, dans cette lettre, de "maudits rouges"?

M. Noël (Frontenac): Qu'on dépose la lettre sur la table! Et l'on verra.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député fait le tourniquet. Je ne comprends pas, non plus, que lorsqu'on parle de "maudits rouges", les jeunes en arrière se sentent visés.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Il y a des "maudits bleus" aussi!

Un député ministériel: Mais on n'en parle pas.

M. Pinard (Drummond): On sait que ça existe quand même. Le gouvernement dépensera, l'an prochain, \$3,500,000 pour des travaux de colonisation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si, comme l'a dit le premier ministre hier, la colonisation va en décroissant, pourquoi a-t-on besoin de \$500,000 de plus cette année pour cet item, alors que le nombre des nouveaux colons décroît? Ce n'est pas une année d'élections, comme le ministre le sait. Je crois que mon collègue de Frontenac avait raison quand il disait qu'il faudrait plutôt augmenter les primes de colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Si nous mettons ensemble cet item et celui des chemins de colonisation, on verra que nous dépenserons \$700,000 de moins que l'an dernier. En outre, le nombre et la longueur des chemins de colonisation à entretenir augmente chaque année, même si la Voirie en prend à sa charge. Les nouveaux colons ne sont pas nombreux et nous voulons conserver ceux qui sont déjà établis en les encourageant, notamment par l'amélioration de leurs chemins. Notre politique consiste à donner les meilleures routes possibles aux petits cultivateurs, afin de leur permettre de vendre leurs produits plus facilement.

M. Goulet (Témiscamingue): Dans le comté de Dorchester, celui du ministre, on a dépensé \$54,329, soit plus que tous les comtés environnants réunis.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Quand le ministre de la Colonisation était le député de Bellechasse, il y a eu beaucoup de colonisation dans son comté. J'ai pensé que je ne devais pas négliger mon comté et, si le député était ministre, je suis certain qu'il ferait la même chose.

M. Goulet (Témiscamingue): Va-t-on terminer le chemin de Fabre-Laforce dans mon comté?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): C'est un raccourci qui n'était pas indispensable et ça coûterait \$150,000. Les travaux sont commencés et nous allons les poursuivre tranquillement.

M. Goulet (Témiscamingue): Je suis certain qu'avec \$25,000, on pourrait améliorer le chemin de façon convenable et sauver, pour beaucoup de gens, un détour qui porte les distances de 10 à 50 milles.

M. Noël (Frontenac): Dans mon comté, on a procédé de curieuse façon pour les chemins de colonisation, l'été dernier; on a oublié de mettre de la gravelle devant les colons qui m'étaient sympathiques. C'est arrivé à Saint-Gédéon et à plusieurs autres endroits. De sorte qu'on faisait un bout de chemin où il y avait de la gravelle, puis il n'y en avait plus, puis il y en avait, etc.

Je suis content de voir que le gouvernement se fait voter des millions pour ça, et qu'il y en aura assez pour qu'il y ait du gravier pour tout le monde! Avec \$3,000,000, on devrait également avoir de l'argent pour faire réparer un pont défectueux à Saint-Daniel, pont brisé au centre et posé à 15 pieds au-dessus de l'eau, à un endroit dangereux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et garages: matériaux, outillage et gages (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) révèle ensuite que son ministère a 33 autos, 15 camions, 80 tracteurs, 35 niveleuses, 11 pelles mécaniques, 22 compresseurs, 16 jeeps, des autos-neige, roulottes, etc.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Les élections étant passées, j'espère que les travaux dans les chemins de colonisation ne se feront pas uniquement en face des terres des bleus.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts et colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté³.

6. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Dupré (Verchères): Le service civil intérieur compte combien d'employés?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le nombre des membres du service civil intérieur est actuellement de 302.

M. Dupré (Verchères): Quelles ont été les augmentations de salaires au département de l'Agriculture?

L'honorable M. Barré (Rouville): Depuis 1948, les salaires ont été augmentés de \$701,400 annuellement; on a atteint ce montant par des augmentations partielles d'année en année. Elles ont été distribuées indifféremment aux anciens comme aux nouveaux employés du ministère.

En 1944, il y avait 1,091 employés au ministère de l'Agriculture. Au 4 février 1953, il en restait encore 750⁴. Le salaire moyen des employés est de \$2,667.28 au 31 octobre 1952, comparativement à 41,835.90 en 1944. Cela veut dire que les anciens employés ont reçu \$831.38 ou 45 % d'augmentation de salaires depuis 1944.

M. Dupré (Verchères) parle du salaire des agronomes. Il y en a dans le groupe qui ont des salaires ridicules, et il ne croit pas que l'augmentation annuelle de \$100 soit suffisante pour ceux qui ont charge de famille. Il est d'avis qu'après 15 ans de service, un agronome devrait gagner le maximum alloué à sa classe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Soixante-quinze pour cent des agronomes à l'emploi du gouvernement ont été augmentés. Sous les anciennes administrations libérales, les agronomes étaient seulement payés \$1,400 ou \$1,500 par année.

L'honorable M. Barré (Rouville): Au 1^{er} avril 1944, les 140 agronomes de comté recevaient \$1,986.29 de salaires; tandis qu'au 1^{er} janvier 1953,

85 agronomes de comté reçoivent \$2,975, ce qui fait une augmentation d'environ \$1,000 de plus pour chacun.

M. Dupré (Verchères) interroge ensuite le ministre sur la dépense annuelle de la Commission d'enquête sur les problèmes agricoles. Cette Commission, rappelle-t-il est formée de l'honorable juge G.-H. Héon, de M. Abel Marion, président de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) et de M. Antoine La Rue, préfet du comté de Québec.

L'honorable M. Barré (Rouville): Rien n'a été dépensé.

M. Dupré (Verchères): Pourquoi?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le crédit est demandé au cas où le gouvernement en aurait besoin.

M. Dupré (Verchères): La Commission a été promise en 1948, comme mirage politique, mais elle n'a été créée qu'en 1952 à la veille des élections. Cette loi a été une loi de tapisserie à la veille des élections.

Le ministre de l'Agriculture a dit que cette Commission n'était pas nécessaire. Le premier ministre ne cesse de déclarer qu'il a, dans les trois cultivateurs qui siègent au Conseil des ministres, tout ce qu'il faut pour être bien renseigné sur les problèmes agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai jamais dit ça.

M. Dupré (Verchères) insiste sur le fait qu'il l'a dit.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous avons organisé - et je dis bien nous - une commission pour obtenir les renseignements qui nous permettront d'améliorer encore la situation agricole.

M. Dupré (Verchères): Tout ce que je souhaite, c'est que la Commission s'acquitte dans le plus bref délai possible de la tâche qui lui a été confiée et fasse rapport par écrit dans les délais prévus pour un tel rapport.

(Le comité aborde la question de la Commission relative aux problèmes de législation agricole.)

M. Dupré (Verchères): Les commissaires ont-ils fait rapport?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les commissaires sont venus me voir souvent. Nous avons échangé nos opinions. Nous avons tenu au moins 40 séances.

M. Dupré (Verchères): C'est cela, ils ont lunché ensemble, parlé de leurs affaires personnelles, et le tout a été payé par la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verchères insulte la classe agricole.

M. Dupré (Verchères): Les commissaires n'ont pas rendu visite au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), mais au premier ministre pour recevoir des ordres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis le procureur général et, comme il s'agissait de l'application d'une loi, ils sont venus me voir. Dans l'Union nationale, ce qui fait notre force, c'est que chacun se mêle de ses affaires.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre se souvient-il de son entrevue avec l'UCC, quand cette dernière lui demandait de faire une enquête sur la législation agricole. Il a alors refusé carrément d'accorder cette demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): nie que ce soit vrai. J'ai déjà dit, en effet, que l'agriculture, dans la province de Québec, avait à sa tête trois cultivateurs authentiques: le député de Rouville (l'honorable M. Barré), fondateur de l'UCC qui a donné une impulsion sans précédent, le député de Yamaska (l'honorable M. Elie) et le député d'Arthabaska (l'honorable M. Labbé), aujourd'hui. J'ai dit que nous n'avions pas d'organisation supérieure à celle-là. Mais je n'ai jamais refusé à l'UCC ce qu'elle demandait. Je lui ai même dit que, si elle voulait une enquête, elle en aurait une.

L'honorable M. Barré (Rouville): Quant à moi, je n'ai jamais dit que nous n'avions pas besoin d'information. Au contraire. Le problème de la législation agricole est peut-être le plus complexe et le plus grave à résoudre.

Quand il s'agit de questions agricoles, ce n'est pas le premier ministre que je vais conseiller. J'y vais, cependant, quand il s'agit de questions

légales, parce que j'ai toujours profité de son expérience et de sa sagesse; quand je rencontre les membres de la Commission d'enquête sur les problèmes agricoles, je n'ai cependant aucun ordre à leur donner ou à recevoir d'eux. Nous procédons à un échange de points de vue. Que je sois le ministre de l'Agriculture brillant que dit le premier ministre ou la nullité que s'efforce de proclamer le député de Verchères, j'ai besoin de me renseigner dans les deux cas.

M. Dupré (Verchères): Le ministre l'a dit, qu'il n'avait pas besoin de renseignements. Les journalistes étaient là et ils l'ont rapporté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député doit prendre la parole du ministre. Il se peut que les journalistes, tout en étant de bonne foi, n'ont pas rapporté le sens exact des paroles du ministre. Cela arrive dans les journaux, faute d'espace.

M. Dupré (Verchères): Je vais retirer mes paroles pour faire plaisir au premier ministre. Mais je rappellerai que l'UCC a commencé à demander une enquête sur les problèmes agricoles en 1941, elle est revenue à la charge en 1946, 1948, 1950 et ce n'est qu'à la veille des élections de l'an dernier que le gouvernement est passé à l'action.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai demandé à plusieurs reprises à l'UCC de me soumettre un projet, pour que nous puissions préparer une loi. Il y a une foule de facteurs qui influent sur la production agricole: conditions climatiques, recherche des marchés, échanges internationaux, etc. Du rapport que nous soumettra la Commission, nous tirerons un projet de loi qui sera soumis aux députés et qu'ils pourront discuter.

M. Dupré (Verchères): J'ai confiance dans les membres de la Commission, mais je n'ai pas confiance dans l'Union nationale. C'est mon droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a ce droit, même s'il est dans le tort.

M. Dupré (Verchères): En tout cas, j'ai fait avancer la Commission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député continue, ça va lui coûter cher de chapeaux.

M. Dupré (Verchères): Je ne suis pas encensé comme certain premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aime mieux être encensé qu'insensé.

M. Dupré (Verchères): C'est drôle! En tout cas, je serai satisfait si la Commission produit de bons résultats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député peut en être assuré.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'augmentation est attribuable à la hausse des prix des pièces de rechange. Le ministère possède actuellement 285 automobiles et il en faudrait quelques autres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec - Salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Combien l'Office du crédit agricole dépense-t-elle pour l'habitation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Office du crédit agricole dépense actuellement, par année, \$1,700,000 pour venir en aide au gens qui construisent des maisons d'habitation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) informe la Chambre des tentatives que l'on fait pour frauder le gouvernement, en tentant de faire des contrats qui ne mentionnent pas le prix de l'immeuble, des contrats qui changent les montants réels engagés dans la construction de maison d'habitation, afin de bénéficier des privilèges offerts par la loi d'aide à l'habitation.

Mes collègues et moi⁵ avons refusé de nous prêter à ce jeu. Je crois que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour empêcher cette fraude. Il faudrait probablement exiger des déclarations assermentées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On m'a averti de ce truc, mais l'Office veille au grain pour empêcher la fraude.

Il n'y presque pas de procédures à l'Office du prêt agricole. Depuis la création de cet organisme, \$93,000,000 ont été prêtés et les pertes ne représentent pas un cent par \$1,000. L'avocat de l'Office est Me Achille Jolicoeur, de Québec. On compte aussi trois ou quatre notaires.

Relativement à la Commission de l'habitation, la loi n'a pas été passée pour les spéculateurs, et le gouvernement entend faire respecter l'esprit de la loi. Cependant, des amendements ont été apportés à la loi pour faire face à l'augmentation du coût des matériaux. Toujours pour empêcher la spéculation, on a décrété que la nouvelle loi s'appliquerait à compter du 1^{er} janvier 1952.

Comme des contrats de bonne foi peuvent avoir été passés en décembre, on verra s'il n'y a pas lieu de protéger ceux qui méritent d'être protégés, conformément à l'esprit de la loi, même s'ils n'ont pas droit légalement aux avantages prévus par les amendements. Le but de la loi, déclare-t-il, c'est d'aider les gens qui ont besoin et non pas de favoriser la spéculation.

M. Dupré (Verchères) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une clause dans la loi qui empêche de vendre ou d'hypothéquer une propriété, sans la permission de l'Office.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

12. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrain et construction (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Dupré (Verchères): Quels sont les projets du ministre?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il faut d'abord construire une bâtisse pour le Centre d'insémination artificielle de Saint-Hyacinthe. Les travaux doivent coûter \$75,000 et peut-être plus.

Il faut ensuite construire un dépôt pour garer le matériel du drainage à Québec. Le terrain doit coûter \$15,000 et les travaux de construction doivent s'élever à \$30,000.

Enfin il faut doter Macamic d'un garage pour la réparation de la machinerie lourde.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à 3 heures de l'après-midi, pour permettre aux députés de l'opposition de passer le week-end avec leur famille.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit de façon sarcastique que l'ajournement va aussi permettre au premier ministre de jouir de son statut de célibataire.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. À la séance du 17 février 1952, M. Marquis déclarait ce qui suit à la Chambre: "Un fonctionnaire de la Commission des écoles de Québec a demandé aux instituteurs une ristourne de 5 % sur les augmentations que ces derniers avaient obtenues par l'entremise de leur syndicat. Je ne prétends pas que le gouvernement est responsable de cela, mais je voudrais attirer son attention."

2. Dans *Le Nouvelliste* du 21 février 1953, à la page 4, on attribue cette parole à M. Goulet.

3. Il est 3 h 30, lorsque le comité termine l'étude des crédits de la colonisation, selon *L'Action catholique* du 23 février, à la page 9.

4. Ce chiffre comprend de toute évidence le service extérieur et le service intérieur du ministère de l'Agriculture.

5. *Le Soleil* du 21 février 1953, à la page 3, précise que M. Marler "est le chef de l'un des plus gros bureaux de notaires de Montréal".

Séance du lundi 23 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Appels relatifs
à la corruption municipale**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 concernant certains appels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant l'article 98 de la loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux sinistrés
belges, hollandais et britanniques**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 autorisant le gouvernement de la province à venir en aide aux sinistrés de Belgique, de Hollande et des Îles Britanniques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 modifiant l'article 32 de la loi de l'électrification rurale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Crédit aux pêcheurs

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi a surtout pour but de rendre possible l'achat d'embarcations plus grosses pour permettre aux pêcheurs d'aller là où se trouve le poisson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 modifiant la loi de la chasse.

La loi défend d'acheter, vendre ou avoir en sa possession pour fins de vente la viande de chevreuil, de l'orignal ou du caribou.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux sinistrés
belges, hollandais et britanniques**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58 autorisant le gouvernement de la province à venir en aide aux sinistrés de Belgique, de Hollande et des Îles Britanniques.

Adopté.

Crédit aux pêcheurs

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 60 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit.

Adopté.

**Loi des
droits sur les successions**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 44 modifiant la loi des droits sur les successions.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

L'ordre du jour appelle l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill 44 modifiant la loi des droits sur les successions.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que lesdites résolutions soient retirées.

Adopté. Les résolutions sont retirées.

Droits sur les successions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 concernant les droits sur les successions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 concernant les droits sur les successions.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 226 concernant la profession de notaire, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant le paragraphe "b)" par ce qui suit:

"b) cesse d'exercer, ou décède;"

2. L'article 21 est modifié en ajoutant après le premier alinéa du paragraphe "12°", à la page 7, ce qui suit:

"13° Établir un fonds de pension pour ses officiers permanents et son personnel, avec ou sans contribution;

"14° Établir un fonds de bienfaisance ou de pension pour ses membres."

3. L'article 36 est modifié en ajoutant à la fin, immédiatement après le mot "scientifiques", les mots "en français ou en anglais".

4. L'article 37 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne les mots "McGill ou de Montréal", par les mots "McGill, de Montréal, ou d'Ottawa,".

5. L'article 58 est modifié en ajoutant après le mot "privé", dans la première ligne du paragraphe "a)", les mots "affectant des immeubles".

6. L'article 82 est modifié:

a) en remplaçant dans la troisième ligne le mot "protonotaire" par le mot "syndic";

b) en biffant le dernier alinéa qui commence par le mot "Faute" et qui finit par le mot "retard".

7. L'article 98 est modifié en remplaçant dans la première ligne les mots "Tout shérif et tout greffier qui" par les mots "Tout shérif, protonotaire, ou greffier qui".

8. L'article 130 est modifié en remplaçant, dans les cinquième, sixième, septième et huitième lignes, les mots "La commission ne peut accorder l'ajournement sans que l'appelant en ait acquitté tous les frais, lesquels de toute façon demeurent acquis à la Chambre." par les mots:

"Les frais d'ajournement sont supportés et payés au préalable par l'appelant sans aucun remboursement."

9. L'article 190 est modifié en biffant dans les douzième et treizième lignes les mots "faite aux parties".

Projets de loi:

Notaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 226 concernant la profession de notaire.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité¹:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité discute simultanément les crédits 1 et 2.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) interroge le ministre de la Voirie quant aux salaires payés au ministère.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Les employés de l'intérieur et de l'extérieur ont été augmentés de \$206,000 l'an dernier, cette hausse étant rétroactive à six mois précédents. Cette augmentation porte donc sur deux budgets.

Le salaire des ingénieurs de districts va de \$6,050 à \$7,100, celui des ingénieurs de division comporte une échelle de \$3,080 à \$5,450, et celui des ingénieurs résidants de \$2,690 à \$5,450.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministère éprouve-t-il de la difficulté à garder les ingénieurs à son service?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Non. Quatre-vingt-cinq pour cent de ces professionnels sont satisfaits. Le département emploie 76 ingénieurs.

M. Dupré (Verchères): Pourquoi le ministère paie-t-il encore des salaires de \$1,400 et de \$1,600 à certains employés?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il faut tenir compte non seulement du salaire payé, mais des avantages qu'ont les employés du gouvernement. Ils ont droit à une pension, à des assurances et à des vacances payées; ils ont des heures de travail faciles, une foule de congés, des congés de maladie, et leurs veuves retirent des pensions. Ils jouissent de tous ces avantages.

M. Dupré (Verchères): Les employés, d'après le ministre, sont tous en jouissances, mais ils ne jouissent pas d'un salaire convenable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une autre de leurs jouissances, c'est d'être débarrassé de l'ancien régime libéral.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Les conditions de salaire des employés ont été améliorées de 100 %. Il cite une liste d'employés dont le salaire a été augmenté considérablement, notamment les ingénieurs.

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement a été obligé d'augmenter les ingénieurs parce qu'ils s'en allaient ailleurs, où ils étaient mieux payés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Sous le régime libéral, mon département a perdu 50 ingénieurs pour la raison que donne le député.

M. Dupré (Verchères): Le ministre m'a déjà conté cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province se développe considérablement et son territoire a doublé depuis 1944. Les revenus et les dépenses ont augmenté, mais les dépenses des services publics ont suivi de près, et le gouvernement n'a pas imposé une taxe nouvelle.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre veut nous faire croire qu'il a découvert la moitié de la province! Il y a des taxes nouvelles, autrement l'augmentation du revenu ne s'expliquerait pas. La taxe de vente a suivi le coût de la vie, et ce qui coûtait \$50 en 1944 est maintenant rendu à \$100. La taxe s'applique maintenant sur \$100. Les salaires n'ont pas augmenté en comparaison des revenus de la province.

Les résolutions 1 et 2 sont adoptées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert

à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'an dernier, le budget consacrait à la réparation des chemins et à leur entretien une somme de \$19,075,000, et le budget supplémentaire comportait un montant de \$1,400,000 pour les mêmes fins, soit un total de \$20,475,000.

Ce surplus de dépenses s'explique par le fait que l'entretien dut être prolongé, à cause du beau temps, d'un mois à un mois et demi. De plus, les inondations dans la Gaspésie et le comté de Charlevoix ont détérioré les routes, ce qui a augmenté d'autant le coût des réparations.

Les salaires des cantonniers, mécaniciens et journaliers coûteront cette année \$8,875,000. Le ministre note que la province a à son emploi 1,100 cantonniers, 400 mécaniciens dans les garages des 40 divisions du ministère et, à certaines périodes, environ 10,000 journaliers sur les chemins.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cet item n'a coûté que \$7,733,000 en 1951-1952.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le réseau routier s'agrandit continuellement. Depuis 1944, on compte 5,000 milles de chemins de plus et, cette année, on entretiendra 450 milles de plus que l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et l'entretien des chemins d'hiver augmente le coût d'entretien durant l'été.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'entretien d'hiver détériore tellement les chemins que la réparation du printemps coûte de \$3,000,000 à \$4,000,000 par année.

M. Dupré (Verchères): Combien paye-t-on les journaliers?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il est de \$0.60 l'heure. À part les journaliers, il y a une foule de personnes qui accomplissent un travail un peu plus spécialisé et qui reçoivent un supplément de \$0.05 à \$0.25 l'heure. Ça ne prend pas une grosse spécialisation pour qu'on ajoute entre \$0.05 à \$0.25 au salaire de base. Il ne faut pas oublier que chaque augmentation de \$0.05 aux cantonniers de la province représente une somme de \$400,000 à \$500,000 pour le budget annuel.

M. Dupré (Verchères): Est-ce que le ministre affirme que les journaliers reçoivent tous \$0.60 de l'heure? Est-ce qu'il n'y a pas encore des journaliers qui travaillent à \$0.50 l'heure?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Certainement pas au ministère de la Voirie.

M. Dupré (Verchères): Il y en a quelques-uns qui m'ont dit qu'ils ne recevaient que \$0.50, mais qu'on leur payait des heures supplémentaires pour compenser. Même un salaire de \$0.60 l'heure est un salaire ridicule aujourd'hui. Ces gens-là ne travaillent que dans la belle saison et par les journées de beau temps. Ça équivaut à quelque chose comme \$0.40 ou \$0.45 l'heure pour quelqu'un qui travaillerait tout le temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un aspect qu'il ne faut pas mettre de côté. Un grand nombre de ces travailleurs sont des cultivateurs. Nous les payons beaucoup mieux qu'au temps des amis du député de Verchères, alors que le salaire horaire était de \$0.15 à \$0.20 l'heure. Mais il ne faut pas créer une situation qui priverait les cultivateurs d'une main-d'œuvre déjà rare et les forcerait à payer des salaires qu'ils n'ont pas les moyens de payer. Si vous augmentez trop les salaires, vous ruinez l'agriculture. Du temps des amis des députés, les salaires étaient de \$0.15 à \$0.20 l'heure.

M. Dupré (Verchères): C'est un mauvais calcul de payer l'ouvrier bon marché pour protéger l'agriculteur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de déformer mes paroles. Je dis que, si les salaires sont trop alléchants, les cultivateurs vont quitter la terre.

M. Dupré (Verchères): Quand le premier ministre est mal pris, il cherche toujours à mettre le blâme sur le dos des cultivateurs. Je dis qu'avec les pertes de temps causées par la pluie et autre, le salaire revient à \$0.45 de l'heure. C'est ridicule.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous recevons des campagnes des demandes à l'effet de ne pas faire les travaux à certaines époques, afin de ne pas nuire à la main-d'œuvre agricole.

M. Dupré (Verchères): Alors, ce n'est donc pas un danger pour l'agriculture, comme le dit le premier ministre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Justement, c'est que parfois nous ne pouvons nous rendre à leur demande et qu'il faut quand même exécuter nos travaux lorsque les fermes réclament le plus de main-d'œuvre.

M. Dupré (Verchères): Cela ne peut pas déranger les travaux de la ferme. La plupart de ceux qui travaillent sur les chemins sont des journaliers qui habitent les villages et non pas des cultivateurs. On les voit autour d'un petit trou le matin et ils y sont encore le soir.

(Applaudissements à tout rompre des libéraux)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remarque le compliment que fait le député à 10,000 employés de la province. On lui rappellera ces déclarations en temps et lieu, et je remarque que les députés libéraux applaudissent.

M. Dupré (Verchères): Chez nous, les compagnies comme la CIL payent les journaliers \$1.11 l'heure. La ville de Belœil les paye \$0.80. Et ce sont des gens qui travaillent à l'année. Le gouvernement, lui, ne donne que \$0.60. S'il payait un peu plus, il pourrait avoir de meilleurs hommes, les gens seraient plus encouragés à travailler et, en définitive, il n'en coûterait pas plus cher à la province.

J'affirme qu'on m'a dit qu'on ne peut pas trouver d'hommes pour \$0.60 l'heure et que les contremaîtres doivent donner du temps supplémentaire pour que les employés se fassent un salaire convenable. Si le salaire était raisonnable, on ne forcerait pas un cantonnier à marquer des heures supplémentaires. Les municipalités paient \$0.80 de l'heure et les compagnies, \$1.10. Cela ne coûterait pas beaucoup plus cher si on augmentait les salaires et qu'on choisissait les employés. Aujourd'hui, on force les employés à être malhonnêtes pour gagner leur vie. Je persiste à dire que le salaire actuel est ridicule.

J'en profite pour féliciter le premier ministre. Il a dépensé \$500,000 dans mon comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est exagéré. Je suis allé dans le comté du député et j'ai dit aux électeurs: Vous avez un député qui ne fait rien. Aimez-vous ça? Ils ont quand même élu un député qui ne fait rien; ce n'est pas de ma faute.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministère de la Voirie demande \$1,800,000 pour les

contrats d'entretien des chemins en 1953-1954. C'est une somme de 15 % à 20 % plus grande que celle qui a été dépensée en 1951-1952.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Cinquante-quatre pour cent des pavages qui existent actuellement dans la province de Québec datent de l'Union nationale. Il faut les entretenir. Nous avons pris, dans certaines parties de la province, l'habitude de confier des travaux d'entretien à des entrepreneurs.

Il informe la Chambre que le ministère compte dépenser \$700,000 pour faire réparer les fissures qui se produisent dans certaines chaussées. Celles-ci, dit-il, peuvent avoir de désastreux effets à la longue. Le personnel du ministère de la Voirie bouche ces fissures avec un mélange d'huile et de pierre.

(Le comité discute des \$8,900,000 demandés par le ministère de la Voirie pour les matériaux, l'outillage: achat, location, réparations.)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quels ont été les achats d'outillage en 1952-1953?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Environ \$1,500,000. Quand nous avons pris la charge du ministère, l'état de l'outillage laissait beaucoup à désirer. Au cours des deux ou trois premières années, le matériel dont nous avons besoin était difficile à se procurer. Il nous a fallu dépenser annuellement \$2,000,000 ou \$1,500,000 pour doter presque toutes les divisions d'un matériel convenable. Nous prévoyons des achats de \$1,000,000 en 1953-1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Qu'est-ce le ministère achète comme matériaux?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Par exemple, nous prévoyons pour 1953-1954 l'achat de \$50,000 de ciment pour les ponceaux, \$50,000 pour les clôtures.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Comment se fait-il que le ministère a dépensé l'an dernier \$175,000 environ pour le transport de machinerie?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous avons de la machinerie très lourde qu'il faut transporter sur des fardiers. Cette machinerie est utilisée un mois dans une division, un mois ailleurs. Il s'agit de machines coûteuses achetées à des prix pouvant atteindre \$50,000 ou \$70,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans bien des endroits de notre réseau routier, le système de signalisation laisse à désirer. Les obstacles qui vont se présenter à l'automobiliste ne sont pas toujours bien indiqués. C'est dangereux. Et cela mine la confiance du public dans les signaux.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous avons un service général chargé de donner des instructions aux ingénieurs de division. Mais ces instructions générales et uniformes dans toute la province ne sont pas toujours suivies de la même façon par le personnel des différentes divisions. Cela crée des difficultés. C'est ainsi qu'une côte de 15 degrés pourra être considérée par les uns comme une grosse côte et non par d'autres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Certains panneaux lumineux, la nuit, sont de nature à induire les automobilistes en erreur.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Oui, je l'admets. Mais, depuis quelques années, le personnel du ministère y voit et se tient, à ce sujet, en contact avec les corps publics, avec les Chambres de commerce. Nous tentons de remédier à la situation par une campagne d'éducation et autres moyens appropriés. On a déjà chassé ces panneaux lumineux de la route. Mais que peut-on faire quand ils se dressent dans les propriétés privées en bordure de la route?

M. Dupré (Verchères) réclame une signalisation plus adéquate dans les limites de Belœil et de McMasterville.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le département va prendre la demande en considération.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans les *Comptes publics 1951-1952*, je vois que le ministère a vendu pour \$145,642 de matériaux. De quoi s'agit-il?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous accommodons des gens en leur vendant du gravier, du calcium. C'est une simple question humanitaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Certaines routes sont caractérisées par une poussière très dangereuse. Que fait le ministère pour améliorer la situation?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le meilleur moyen d'éliminer la poussière serait

évidemment le pavage permanent de toutes les chaussées. Mais c'est évidemment impossible du jour au lendemain. Pour stabiliser la poussière, nous avons employé le chlorure de calcium; c'est le procédé qui s'est montré le plus efficace. C'est assez dispendieux. Ses effets durent environ trois semaines quand il fait beau temps. Nous avons tenté d'utiliser le lignosol, mais nous avons dû l'abandonner. Il ne donnait pas pleinement satisfaction; nous n'employons plus ce produit que pendant la construction même des routes.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'an dernier, un montant de \$600,000 a été dépensé pour le chlorure de calcium et on dépensera le même montant cette année.

M. Dupré (Verchères): Combien de mécaniciens travaillent dans les garages du ministère? Quel est le salaire de ces mécaniciens?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Trois cent vingt-cinq mécaniciens reçoivent de \$0.80 à \$1.25 de l'heure. Les aides-mécaniciens de \$0.60 à \$0.85 de l'heure.

M. Dupré (Verchères): Quelle est la manière d'agir du gouvernement pour l'entretien des chemins?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous nous entendons avec les municipalités pour améliorer certains chemins. Nous améliorons nous-mêmes certains autres chemins.

M. Dupré (Verchères): Quand il y a entente avec les municipalités, dans quelle proportion le ministère contribue-t-il à l'exécution des travaux? Dans la proportion de 50 % ou de 75 %?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça dépend des circonstances.

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement loue parfois de la machinerie aux municipalités pour l'entretien des chemins. Quel est le taux de la location?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y a un tableau que je n'ai pas ici.

M. Dupré (Verchères) demande au gouvernement de prendre à son compte l'entretien de tous les chemins améliorés par les municipalités rurales. Une résolution, dit-il, de l'Union catholique

des cultivateurs (UCC) a été présentée en ce sens, pour que ça devienne uniforme. Or, on l'a enveloppée de fleurs à l'adresse du premier ministre. Ça aussi, c'est uniforme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est uniforme pour les gens qui sont intelligents.

M. Dupré (Verchères): Ce que je dis, c'est qu'à l'heure actuelle, l'acceptation de ces chemins est soumise à l'influence politique. Si un bout de rang vote pour un maire qu'on n'aime pas, si on n'a pas élu un député bleu, aucune chance! Pourtant, tous sont payeurs de taxes au même titre; tous paient \$0.13 le gallon de taxe sur la gasoline; tous paient la taxe de vente et les autres taxes. Mais parce qu'ils ont voté pour tel maire, on leur dit: Gardez votre chemin et marchez dans la boue! Ça se voit tous les jours. À divers endroits, des ingénieurs ont été menacés de perdre leur emploi s'ils ordonnaient des travaux dans une municipalité qui ne votait pas pour le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La prétention du député de Verchères est ridicule. Ce que le député dit est le produit d'une imagination féconde. Nous entretenons 27,000 milles de chemins; il faut construire, payer, etc. Actuellement, nous faisons un chemin qui reliera Sept-Iles à Québec²; c'est nécessaire, mais ça va coûter les yeux de la tête, notamment parce qu'il faudra construire un grand nombre de ponts pour traverser plusieurs rivières.

La voirie consiste à entretenir des chemins et à en construire des nouveaux; nous allons au plus pressé sans nous occuper de politique. C'est la responsabilité du gouvernement de choisir où ces travaux vont être faits. Nous ne prendrons pas la responsabilité de l'entretien de tous les chemins tant que nous n'aurons pas le moyen de le faire.

M. Dupré (Verchères): Pourtant, le premier ministre, dans ses grandes envolées, nous dit toujours qu'il faut penser avant tout à la voirie rurale. Sa voirie, c'est la voirie électorale. On dit à un ingénieur: Si tu mets du gravier là, tu vas perdre ta job.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça peut arriver, mais nous ne sommes pas responsables de ça. Jamais un gouvernement n'a tant fait pour la voirie rurale que celui de l'Union nationale. Nous lui avons consacré des budgets 20 fois supérieurs à ceux des libéraux. Le peuple a vu et jugé. On n'a qu'à parcourir la campagne pour s'en rendre compte.

M. Dupré (Verchères): La population de mon comté a vu: pas un pouce de chemin en quatre ans; mais pour les élections, \$400,000 de travaux... des "bulldozers" dans les jambes jours et nuits! On voulait me battre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons jamais donné autant d'importance au député. Je suis allé parler une fois dans son comté parce qu'on m'a demandé de le faire, dans une région importante. En élisant le député actuel, le député de Verchères a fait un acte d'humilité.

M. Dupré (Verchères): Si le gouvernement payait 100 % de ces chemins... mais les municipalités en paient 50 %. Le gouvernement devrait prendre à sa charge tous les chemins améliorés. Si on a donné des travaux dans mon comté, c'était pour quelques petits contracteurs, des anciens rouges passés à l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des rouges, ça se vend?

M. Dupré (Verchères): Nous ne sommes pas jaloux, cette race-là peut aller ailleurs.

M. Bellemare (Champlain): Vous en avez laissé aller plusieurs.

M. Dupré (Verchères): Il y a des endroits, dans mon comté, où l'on n'a passé la gratte qu'une fois dans un été entier.

Pendant ce temps, les chemins se détériorent et c'est la province qui paiera finalement. Les ingénieurs devraient être débarrassés de l'ingérence des organisateurs politiques.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre a parlé tantôt de 27,000 milles de chemins entretenus par le gouvernement. En 1951-1952, d'après le rapport de la Voirie, il y en avait 24,030 milles. Quel est le total actuel?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En 1952-1953, 24,536 milles. Environ 500 milles de plus l'an prochain.

M. Dupré (Verchères): Est-ce que le calcium affecte les chemins de béton?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Oui, sûrement.

M. Dupré (Verchères): À Belœil, il y a une route qui est mangée de trois à quatre pouces et c'est dangereux. Le salpêtre serait-il meilleur?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le salpêtre a le même effet. Reste le sable, mais ça n'est pas toujours pratique.

M. Dupré (Verchères): Quand nous entrons à Belœil venant de McMasterville, il y a un endroit très dangereux où plusieurs accidents mortels se sont produits. N'y aurait-il pas moyen d'y installer des signaux avertisseurs lumineux, comme à l'entrée de plusieurs autres villes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous allons étudier cela.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) cite les chiffres concernant l'entretien des chemins d'hiver. La province, dit-il, défraie complètement cet entretien de 3,085 milles; elle dépense à cet effet une somme de \$1,950,000.

Elle contribue à l'entretien de 14,000 milles. Elle verse en outre \$200 du mille pour l'entretien de 1,500 milles et \$225 pour l'entretien de 1,200 milles, ce qui fait respectivement un montant de \$362,000 et de \$270,000; enfin elle contribue à l'entretien d'un autre 4,500 milles de chemins au taux de \$125, ce qui constitue un total de \$562,000. En résumé, le gouvernement, en vertu de sa nouvelle politique, contribue à l'entretien, total ou partiel de 24,285 milles, ce qui lui coûte \$4,544,500.

En 1943-1944, 1,113 milles de chemins avaient été entretenus par le département, et 2,405 milles au moyen de subventions.

Le réseau des chemins d'hiver s'allonge chaque année. Le nouveau boulevard Sainte-Anne sera déneigé entièrement aux frais de la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement procède de deux manières: il entretient directement les routes avec sa propre machinerie ou bien, dans un second cas, par contrat.

L'étude de la résolution est suspendue.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures³

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution soumise par l'honorable ministre des Finances (M. Gagnon) et dont le texte se lit comme suit:

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quels sont les principaux contracteurs avec lesquels le gouvernement fait affaires?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Philippe Baillargeon, Champlain Construction, Kennedy Construction, Como Construction, Lamothe limitée, Massicotte et Fils, Michaud & Simard, H.-J. O'Connell, Piedmont, Ulysse Sainte-Marie, Fridolin Simard. Il mentionne aussi les travaux qu'ils ont exécutés et les montants qui leur sont payés.

Dans l'ensemble, dit-il, il s'agit de contrats à prix unitaires et non de contrats pour lesquels des soumissions ont été demandées.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre de la Voirie combien, en 1952-1953, le gouvernement a consacré au chapitre des dépenses en immobilisations au budget de la voirie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Cette somme est de l'ordre de \$61,000,000. Les quotas ont été dépassés de l'ordre de \$20,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre pourrait-il me donner un aperçu de ce qui s'est réalisé au cours de la dernière année fiscale?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Jamais dans notre province, un gouvernement n'a fait autant pour la voirie que le gouvernement actuel depuis son

arrivée au pouvoir. Obéissant à l'impulsion du premier ministre, qui pense avec raison que la voirie est aussi nécessaire à l'économie d'un pays que les artères au corps humain pour la circulation du sang, la Voirie a vu à ce que toutes les parties de la province soient couvertes d'un réseau convenable de routes. Le gouvernement a apporté son attention non seulement aux grandes routes, mais aux routes rurales et municipales, et ce, avant comme après les élections. Ce sont les travaux faits après les élections qui ont été les plus importants.

Au cours de la dernière année, le ministère de la Voirie a procédé au revêtement permanent, en asphalte ou en béton, de 504 milles de chemins municipaux; depuis 1945, le total ainsi revêtu atteint 1,560 milles. Les travaux de grande construction nouvelle, au cours de la dernière année, ont couvert 835 milles; depuis 1945, 4,992 milles. À la voirie rurale seulement, le gouvernement a consacré au-delà de \$110,000,000 depuis 1944. Le député de Verchères a tort de dire que la voirie rurale fut de la voirie électorale. Nous avons fait des travaux tous les ans et, cette année, la plus grande partie des travaux a été faite après les élections. Nous avons travaillé pendant huit ans sans interruption; il nous eût été impossible de faire le travail considérable que nous avons accompli si, à l'exemple de ses amis, nous n'avions fait de la voirie que pendant les campagnes électorales.

Il (l'honorable M. Talbot) continue à donner des chiffres: revêtements permanents en 1951-1952: 300 milles de grandes routes; 1,822 milles depuis 1945; réfections de pavages anciens: 150 milles; depuis 1945: 791 milles. Depuis 1945, le gouvernement a, en pavage seulement, couvert 4,452 milles, soit 1,000 milles de plus que la distance d'Halifax à Vancouver. On a fait du pavage dans 1,500 villages, dont 465 n'avaient jamais vu de pavage avant l'Union nationale.

Pendant que l'opposition était au pouvoir de 1940 à 1945, les libéraux ont effectué un revêtement permanent sur 810 milles de routes, soit une moyenne de 162 milles par année; la moyenne de l'Union nationale, depuis 1944, a été de 425 milles par année; en renouvellement de pavage, la moyenne de l'ancien gouvernement était de 106 milles contre 132 pour le gouvernement actuel; en construction et réfection, la moyenne entre 1940-1945 fut de 469 contre 798, sous le gouvernement de l'Union nationale. Le gouvernement a travaillé suivant un plan d'ensemble qui était de relier les régions éloignées aux grands centres, de refaire les routes interprovinciales et internationales.

Il (l'honorable M. Talbot) cite la route Montréal-Laurier; la route de la Gaspésie, le long de la péninsule gaspésienne et à travers la vallée de la Matapédia, qui a une longueur de 561 milles; 446 sont entièrement refaits; 36 milles sont prévus à recevoir le revêtement d'asphalte. La route Grand'Mère-La Tuque est aussi une réalisation du gouvernement de l'Union nationale; les approches du pont de Québec réalisées avec le concours des Travaux publics, etc. Des travaux, dit-il, ont été exécutés dans toutes les parties de la province. La province de Québec a raison d'être fière de ses routes.

La route de Chicoutimi, dit-il, était nécessaire pour desservir une région où se trouvent les plus grandes industries et les plus gros pouvoirs d'eau de la province. La preuve de cette nécessité, c'est que, depuis 1949 jusqu'en 1952, 1,000,000 de voitures portant 2,455,791⁴ personnes ont circulé sur ce chemin.

Ces chiffres ne sont-ils pas la preuve de l'importance de cette route tant critiquée par les libéraux? Au cours de la dernière campagne, nos adversaires n'ont pas osé répéter le dixième de ce qu'ils avaient dit en 1948. Le boulevard Talbot est le premier tronçon de la route qui conduira éventuellement à Sept-Îles et dans l'Ungava.

Les routes de la province sont supérieures aux routes américaines: toutes nos routes qui donnent accès aux routes des États-Unis sont plus belles que ces grandes routes américaines, exception faite, naturellement, des grands boulevards de circulation, des grandes autostrades. Le prix de nos routes, malgré la hausse du coût, se compare avantageusement à ce qu'on paie aux États-Unis. Aussi, les prix au Québec pour la voirie ne sont pas plus élevés qu'en Ontario.

Il est beaucoup plus avantageux, dans la province de Québec, de donner les contrats à prix unitaires que de donner des contrats par soumissions, car on ne peut se baser sur des données assez précises. Nous faisons des estimés qui sont toujours approximatifs et nous donnons le contrat à prix unitaires, de façon à ce que le contracteur ne soit payé que pour les matériaux qu'il aura fournis. Les prix de la province de Québec peuvent se comparer avantageusement avec ceux de la province d'Ontario. Mais là encore, les comparaisons sont difficiles, car on ne donne pas aux mêmes termes les mêmes significations. C'est ainsi que par terrassement de première classe, dans Québec, on veut parler de roc d'une verge cube. Dans l'Ontario, on parle de roc d'une demi-verge cube.

Il cite d'autres exemples. Lors de la convention des bonnes routes, ajoute-t-il, des experts sont venus de partout à Québec et ont admis que nos

prix pouvaient rivaliser avec les prix payés ailleurs. Les prix que nous avons payés en 1952, dans une période où les matériaux coûtent cher et où les salaires sont élevés, peuvent se comparer à ceux qui se payaient de 1940 à 1944.

Il est impossible de demander des soumissions publiques pour la voirie. Le personnel ne suffirait pas à l'ouvrage et il faudrait demander des soumissions un an avant les travaux. Ce serait illégal, car on engagerait le budget avant qu'il ne soit voté. D'ailleurs, les conditions changent tellement qu'on ne peut se lier à l'avance.

L'expérience démontre que les contrats avec soumissions n'ont pas fait bénéficier de meilleurs prix et que ces contrats ne sont pas de nature à faire baisser les prix. La politique des contrats par soumissions serait, en définitive, ruineuse pour la province. Les gros entrepreneurs pourraient s'entendre pour soumissionner très bas, afin de faire disparaître leurs petits concurrents. Ils seraient libres d'imposer leurs prix.

Il cite des cas de contrats accordés par les libéraux sous le régime des soumissions publiques, de 1940 à 1944, et il conclut qu'avec les extras, ces contrats ont coûté le double de la soumission.

Les livres du ministère sont grand ouverts et nous prenons toutes les précautions nécessaires pour la fixation des prix. Tous les ingénieurs sont convoqués. Tous peuvent donner leur opinion. Ils discutent et fixent une échelle. Avant d'accorder un contrat, on établit les prix. Tous les contrats signés par le ministre sont recommandés par les ingénieurs. Je me refuse à croire que tous ces gens-là soient malhonnêtes. Jamais les travaux de voirie n'ont été exécutés dans de meilleures conditions.

Les projets d'avenir? Nous allons continuer l'œuvre entreprise. Les demandes sont plus nombreuses que les possibilités actuelles. C'est ainsi, par exemple, que nous construisons une route pour aller sur la Côte-Nord, dans la région du Saguenay.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne me serais jamais imaginé qu'une simple question pourrait provoquer un tel flot d'éloquence. Le ministre prétend qu'il ne s'agit pas de faire de la voirie électorale. Malheureusement, je ne m'accorde pas entièrement avec le ministre de la Voirie. Ainsi, quand il se défend de la voirie électorale, je diffère d'opinion et je cite, à l'appui de ma prétention, les chiffres des *Comptes publics*. C'est sans doute par pure coïncidence que les dépenses de voirie sont toujours plus fortes lors des années d'élections?

On constatera qu'il y a une relation très intime entre les dépenses de la voirie et les élections

générales. En 1948-1949, le salaire des journaliers employés au ministère de la Voirie fut de plus de \$7,000,000. C'était une année d'élections. En 1947-1948? De \$3,000,000. En 1949-1950? La courbe a dû continuer d'être ascendante? Non, \$2,144,000. Nous saurons l'an prochain, par les *Comptes publics*, quels ont été, en 1952-1953, les salaires payés par la Voirie aux journaliers. Ce sera la répétition de 1948-1949.

En 1948-1949, année d'élections, contrats de voirie pour \$34,000,000. L'année d'avant, \$22,000,000, et l'année suivante, \$20,000,000. Cette année, d'après les chiffres mêmes du ministre, les contrats ont atteint \$40,000,000; en 1951-1952, ils furent de \$29,000,000⁵ seulement. Là encore, aucun rapport avec les élections? Voyons!

En 1947-1948, dépenses de \$2,186,000 pour les matériaux; en 1948-1949, année d'élections, \$4,489,448; en 1949-1950, \$2,004,000. On verra dans les prochains *Comptes publics* que 1951-1952 et 1952-1953 nous auront valu la même chanson.

Et les dépenses en immobilisations? En 1948-1949, année d'élections, de \$51,400,000; en 1947-1948, \$31,000,000 et en 1950-1951, \$22,000,000. En 1951-1952, \$45,000,000; en 1952-1953, année d'élections, \$61,000,000; en 1953-1954, d'après le budget, \$28,000,000. Et on viendra prétendre qu'il n'y a aucun rapport entre la voirie et les élections? Simple coïncidence?

Est-ce alors par coïncidence que les pavages dans les municipalités ont lieu principalement ces mêmes années?

Je ne sais pas au juste ce qu'on entend par voirie rurale. Les chiffres cités par le ministre de la Voirie ne m'ont pas impressionné, car, en définitive, presque toute la voirie est rurale. De fait, le gouvernement n'a pratiquement rien fait depuis huit ans pour aider les grandes villes à se décongestionner ou à poursuivre leurs grands travaux de voirie, en dépit du fait qu'il retire à lui seul tous les revenus de la taxe sur la gasoline et de l'enregistrement des véhicules automobiles. Pourtant, c'est là que se trouve la majorité des automobiles qui paient des taxes.

Le ministre de la Voirie a parlé des sommes considérables consacrées à la voirie par l'Union nationale. Que le gouvernement ait fait beaucoup de voirie, je ne le nie pas. Je pense même qu'il en a fait plus à lui seul que tous les autres gouvernements depuis la Confédération. Il ne faut pas oublier non plus que le gouvernement actuel est celui qui a reçu le plus en taxes et en revenus depuis la Confédération. Au total, \$1,660,000,000 depuis huit ans, soit de 1944-1945 jusqu'à la fin de 1953. De ce montant, en ne comptant pas 1953-1954 non plus, plus de

\$400,000,000 ont été dépensés pour la voirie, soit 25 % de tous les revenus. Avec \$400,000,000, même pour le gouvernement actuel, il est impossible de ne pas faire quelque chose! Il faut bien qu'il ait quelques routes à montrer.

Mais on aurait procédé à meilleur compte si l'on avait procédé par demande de soumissions publiques. Le gouvernement a donné des contrats de voirie pour près de \$200,000,000, et jamais il n'a procédé par voie de soumissions publiques. Si c'est possible de demander des soumissions en Ontario, pourquoi ne serait-ce pas possible dans la province de Québec? Tant qu'on ne demandera pas de soumissions, il sera impossible de convaincre le peuple qu'on a obtenu les meilleurs prix possibles. Il se peut que des contrats à prix unitaires soient plus satisfaisants que des contrats à forfait, mais cela n'empêche aucunement de demander des soumissions.

On a parlé des contrats du temps de M. Bouchard⁶. Je sais une chose, c'est que M. Bouchard n'était jamais satisfait si le profit de l'entrepreneur n'était pas réduit au minimum. De plus, il ne faut pas oublier que la machinerie était plus rare et qu'elle n'était pas aussi perfectionnée qu'aujourd'hui; des inventions ont permis de réduire le coût des travaux depuis quelques années.

Les prix unitaires sont plus élevés dans le Québec que l'Ontario. Dans le comté de Montmorency, pour la construction de la route de Sainte-Anne-de-Beaupré, le prix payé pour l'emprunt, matière rapportée, soit terre ou gravier a été \$0.80 à \$0.82½ la verge cube. En Ontario, le prix payé est de \$0.50 la verge cube.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En Ontario, d'après les plans et devis, l'emprunt peut-être classifié roc de 1^{re} et de 2^e classe.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À Saint-Anne, on a transporté 707,000 verges cubes d'emprunt, ce qui fait une somme supplémentaire de \$227,500.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition pourrait-il produire un contrat de l'Ontario, ce qui permettrait de discuter en connaissance de cause, de faire des comparaisons valables.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas ces contrats, mais je peux dire au ministre que j'ai eu beaucoup de difficultés à les obtenir pour en prendre connaissance. Mes renseignements sont

puisés à bonne source, mais je ne peux révéler l'identité de ces informateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La comparaison n'est pas exacte; les conditions ne sont pas les mêmes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est une opinion du premier ministre. Mais je vais garder la mienne. Quand on montre à des entrepreneurs les prix payés dans Québec, on dit: Ça doit être très payant. En Ontario, le prix de l'excavation dans le roc est de \$1.50 à \$1.70 la verge cube. Dans le Québec, on paie entre \$3 et \$3.50. Dans certains contrats, les prix sont encore plus élevés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Dans l'Ontario, est-ce qu'on ne paie pas des prix plus élevés pour le béton, par exemple le double ou le triple?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas en mesure de répondre, car j'ai repassé les contrats au cours de la dernière session. Mais je crois que la verge cube de béton est de \$28 dans l'Ontario et de \$25 dans Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a dû obtenir ces renseignements de contracteurs désappointés de n'avoir pas obtenu de contrats. Je ne suis pas surpris de voir que les gens qui ont fourni des renseignements aussi erronés au chef de l'opposition tiennent à cacher leurs noms.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce ne sont pas des entrepreneurs qui m'ont fourni ces renseignements, mais je puis dire que c'étaient des hommes compétents. Je peux ajouter que, dans l'Ontario, on paie \$0.25 la verge cube pour l'excavation de la terre et, dans Québec, de \$0.75 à \$0.80. En dépit des explications du ministre, je reste convaincu que le prix unitaire dans Québec est plus élevé qu'en Ontario. Est-ce parce qu'on ne procède pas chez nous par soumissions publiques? Dans certains cas, on ne demande même pas de second prix.

Le seul moyen de déterminer si un prix est juste est de demander des soumissions publiques, comme on le fait en Ontario, dans l'État de New York et partout où l'on peut puiser les meilleurs exemples d'administration publique. Sans doute que le gouvernement actuel a fait plus de routes que les gouvernements précédents. Mais c'est aussi celui qui a dépensé le plus. Et je reste convaincu que le

système de donner des contrats privément a eu pour effet de faire monter les prix.

De quelle façon ont été investis les \$60,000,000 prévus pour la construction de routes en 1952-1953?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y a eu des travaux en Gaspésie, notamment pour la route Sainte-Anne-des-Monts-New-Richmond, sur la route 10, sur la route de Rivière-du-Loup à Rimouski, sur la route de La Tuque, en Abitibi. Les travaux de la route no 6 ont coûté \$3,250,000; ceux de la route 3, \$800,000; ceux de la route 10, \$575,000; ceux de la route 2, entre Rivière-du-Loup et Edmunston, \$475,000; \$650,000 entre Rivière-du-Loup et Québec; ceux de la route 19, \$1,850,000; ceux de la route 8, \$788,000. etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est mon devoir comme citoyen de Québec et comme premier ministre de rendre un témoignage de reconnaissance au ministre de la Voirie, le meilleur des ministres de la Voirie que la province de Québec ait eus.

Le chef de l'opposition, au milieu d'un dédale, d'un labyrinthe de contradictions, admet que jamais, depuis la Confédération, il ne s'est fait autant de travaux de voirie que depuis que l'Union nationale est au pouvoir. Il est bon que cette admission sorte de la bouche du chef de l'opposition, pour reconnaître le mérite d'un ministre qu'on s'est ingénié à critiquer de façon injuste. Cette admission est éloquent.

Jamais, il ne s'est fait de travaux de voirie, notamment dans les régions qui avaient entièrement été négligées par les gouvernements libéraux, pendant des années et des années: les régions de Chicoutimi, de La Tuque, de Gatineau, etc.

Je ne sais pas pourquoi l'opposition s'ingénie à déprécier la province de Québec en faisant des comparaisons avec la province de l'Ontario. Jamais la province de Québec n'a connu un essor comme celui dont nous bénéficions depuis 1945. Que ceux qui préfèrent l'Ontario, aillent y vivre...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Chaque fois qu'on parle de l'Ontario, le chef du gouvernement invite les libéraux à s'en aller vivre dans l'Ontario. En dépit du gouvernement, je n'irai pas demeurer dans l'Ontario parce que j'aime ma province de Québec.

Concernant le système des soumissions publiques, je dis que ceux qui l'ont inventé et

préconisé l'on fait parce qu'il comporte des avantages incontestables pour les gouvernements. Ce fait est prouvé par les gouvernements du Canada et de toutes les autres provinces qui demandent des soumissions publiques pour leurs contrats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition et l'opposition répètent toujours la même chose. Ils disent à l'Union nationale: Vous avez eu \$1,600,000,000 de revenus. Mais ce \$1,600,000,000 est resté dans la province de Québec et a profité à la province de Québec. C'est beaucoup moins que les cadeaux qui sont partis du Canada pour s'en aller ailleurs. Ce \$1,600,000,000 a servi à construire des routes, à bâtir des écoles et des hôpitaux, à donner des millions aux universités, à former la jeunesse.

L'argent que nous avons dépensé, nous le voyons partout. Parcourez la province et vous trouverez dans les 70 hôpitaux que nous avons bâtis, dans les 2,000 écoles nouvelles, dans les routes, dans les millions donnés aux universités, dans les écoles spécialisées et dans les œuvres du gouvernement actuel tous et chacun des dollars perçus. Sous l'Union nationale, tout reste dans la province de Québec. L'opposition peut-elle nier que l'Union nationale a à son actif des œuvres d'envergure?

Les arguments que l'on invoque aujourd'hui ont été soumis au peuple. Quand le ministre de la Voirie affirme que les prix payés aujourd'hui ne sont pas plus élevés que sous les régimes libéraux, bien que tout ait augmenté depuis, le chef de l'opposition ne trouve rien à répondre, mais le peuple a répondu pour lui en 1944, en 1948 et en 1952. Le peuple a jugé. Qu'il continue à critiquer et nous allons continuer à bâtir.

La voirie? Mais c'est l'essentiel dans un pays qui veut vivre. Si Montréal a connu son magnifique essor, c'est grâce aux routes que l'on a construites et qui relient la métropole à tous les coins de la province.

M Dupré (Verchères): Je ne suis pas surpris d'entendre le premier ministre. Même que je suis tenté de féliciter le premier ministre, car je crois qu'il a été plus monsieur que l'an dernier envers le chef de l'opposition.

Si le premier ministre félicite son ministre de la Voirie, je me permets de féliciter le chef de l'opposition qui a fait une critique loyale et juste de la politique du ministère de la Voirie; je veux l'en féliciter cordialement. Il a fait du beau travail.

Le premier ministre a dit qu'il était fier d'avoir entendu le chef de l'opposition déclarer que

pas un gouvernement n'avait dépensé autant que l'Union nationale pour la voirie. Ce qu'il a oublié de dire, c'est qu'en 11 ans l'Union nationale a perçu en taxes de toutes sortes plus d'argent que tous les gouvernements précédents en 76 années de pouvoir. Si le premier ministre parle de ses œuvres, il devrait dire que la province de Québec est la plus taxée de toutes les provinces canadiennes.

Une voix: Et Ottawa donc!

M. Dupré (Verchères): En 11 ans, le gouvernement actuel a perçu \$1,812,937,710, alors que les gouvernements précédents, en 76 ans, n'avaient perçu que \$1,257,518,329, soit \$500,000,000 de moins. Voilà ce qu'il faut ajouter à la déclaration du chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule.

M Dupré (Verchères): Ce n'est pas ridicule, c'est dans les *Comptes publics*. Au lieu de dire que c'est ridicule, le premier ministre ferait mieux de tenter de contredire nos chiffres. Le premier ministre aurait dû dire alors que la province de Québec est la plus taxée du Canada et moins se vanter de dépenser l'argent du public.

Pourquoi le ministre de la Voirie a dépensé \$80,000,000 pour la voirie l'an dernier, alors que, cette année, il ne demande que \$40,000,000 dans son budget? Les besoins sont pourtant aussi grands, sinon davantage. La province n'a-t-elle plus besoin de routes? Le ministre lui-même dit que les besoins sont nombreux. Les revenus seront-ils moindres? Non, car le premier ministre déclare que nous sommes en plein progrès. La vérité, c'est que, l'an dernier, ce fut une année d'élections et que notre voirie a été une voirie électorale.

Je pourrais ajouter que l'Union nationale fait beaucoup pour la voirie parce qu'on sait ce que cela rapporte à la caisse électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président...

M Dupré (Verchères): Très bien, je retire mes paroles!

Le ministre a déclaré que 1,500 villages sont pavés d'asphalte et que 500 n'avaient jamais connu ce genre de pavage avant l'Union nationale. Cela veut donc dire que les libéraux avaient fait du pavage dans environ 1,000 villages. Mais M. le président, il

se faisait donc de la voirie avant l'Union nationale? Il s'en faisait avec des budgets infiniment petits à comparer avec ceux de l'Union nationale?

La voirie coûterait moins cher si le gouvernement donnait ses contrats au moyen de soumissions publiques par la voie des journaux. Quand le chef de l'opposition a dit que le gouvernement devrait procéder par voie de soumissions publiques, il n'a fait que répéter ce que le premier ministre disait à Baie-du-Febvre, en 1936, à l'effet que rien qu'en demandant des soumissions publiques, il pouvait économiser \$2,000,000 par année sur un budget qui était alors de moins de \$40,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai toujours prétendu que la politique de soumissions publiques, telle que pratiquée par les administrations libérales, n'était que camouflage et hypocrisie; ce n'était qu'un trompe-l'œil.

Les contrats allaient toujours aux mêmes contracteurs et ils finissaient toujours par coûter plus cher que le prix de la plus basse soumission. Les contrats sans soumissions servaient d'amorce pour établir des prix deux fois plus élevés.

M Dupré (Verchères): Le premier ministre ne peut pas prétendre que tout l'argent est resté dans la province de Québec, alors que les contrats les plus importants sont donnés à des entrepreneurs de l'Ontario. Si les contrats étaient aussi favorables dans l'Ontario, ces gens-là ne viendraient pas dans la province de Québec.

Est-ce que le gouvernement a l'intention de ne dépenser que \$21,000,000 en regard de \$61,000,000 l'an dernier?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous avons des projets pour des centaines et des centaines de millions. Pour cette année, rien n'est définitivement fixé.

M Dupré (Verchères): Pourrait-on savoir quelles sont les routes qui seront affectées?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y aura plus de 100 milles en Gaspésie, la route de La Tuque, etc.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): N'y aurait-il pas un moyen de décongestionner la route de Sainte-Agathe?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Trop de gens ont tendance à sortir de Montréal par le

même pont, alors qu'il serait facile d'utiliser diverses voies très avantageuses. Tout le monde passe par le pont de Cartierville. Les automobilistes peuvent aussi emprunter le pont de Saint-Vincent-de-Paul.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pourquoi ne pas utiliser la route vers Toronto?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): New York a une population beaucoup plus dense que Montréal et la circulation s'y fait plus facilement qu'à Montréal.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) fait remarquer que les lumières installées à l'Abord à Plouffe sont mal synchronisées et paralysent la circulation.

M. Pinard (Drummond): Avec tous ces millions, y en aura-t-il pour terminer enfin la voie Sir-Wilfrid-Laurier?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est à l'étude.

M. Pinard (Drummond): Il s'agit d'une nécessité urgente. Encore cet après-midi, nous avons failli être victimes, un autre député et moi, d'un accident quand un camion de Kingsway Transport nous a dépassés à plus de 50 milles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À quel endroit?

M. Pinard (Drummond): Entre Manseau et Val-Alain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est M. Bouchard qui a construit ce chemin étroit. Il n'y a qu'une seule allée en ciment et c'est très dangereux. On se rappelle que le frère Marie-Victorin a été victime d'un accident sur la route no 9, à cause de l'allée étroite en ciment. Il s'agit d'une route importante.

M. Pinard (Drummond): Ce n'est pas parce que les libéraux ont commencé la route qu'il n'y a à certains endroits qu'une travée centrale et qu'il ne faut pas la terminer. Cette route relie les grandes villes de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La route Sir-Wilfrid-Laurier a coûté excessivement

cher et elle se termine à Lacolle dans un champ de pacage, près de l'État de New York. Si M. Bouchard avait construit la route entre Montréal et Québec, au lieu d'aller faire un chemin aboutissant à la frontière, à travers des marécages, c'eût été beaucoup mieux.

M Dupré (Verchères): Le premier ministre n'a pas mis dehors les ingénieurs qui ont travaillé à la route no 9?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, parce qu'ils exécutaient les ordres de M. Bouchard. Et si vous avez bonne mémoire, les ingénieurs sortaient à pleines portes, dans ce temps-là.

M Dupré (Verchères): À propos du frère Marie-Victorin, l'accident est arrivé parce que le conducteur de l'auto s'est trompé de route et tout le monde le sait.

Si c'est une route dangereuse, pourquoi l'avoir laissée ainsi pendant huit ans? Il faut la terminer; là où il n'y a qu'une voie simple, il y a une différence de trois à quatre pouces pour atteindre le gravier. C'est dangereux. Qu'on montre de la bonne volonté et qu'on oublie que c'est M. Bouchard qui l'a commencée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'espère que le gouvernement va continuer à doubler la voie en ciment et améliorer la partie non pavée. Le gouvernement y a ajouté une voie sur une certaine distance en 1951, et je le félicite. Il devrait la terminer. L'an dernier, l'entretien de la partie de gravier a été mal fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons étudier cela.

M. Pinard (Drummond) attire l'attention du ministre de la Voirie sur les dangers que comporte la route de Drummondville à Sainte-Rosalie. Elle est trop étroite: il y a eu 49 mortalités et 147 personnes ont été blessées à cet endroit depuis plusieurs années. Il demande d'y ajouter deux travées à cause du trafic considérable qui y roule.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est sur les plus belles routes qu'il y a le plus d'accidents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite le cas d'un grand boulevard aux États-Unis, où il n'y a aucun obstacle au trafic. La cause des accidents est la grande vitesse des autos.

M. Pinard (Drummond): Le ministre de la Voirie a-t-il l'intention de faire disparaître ce qu'on a convenu d'appeler la courbe de la mort à Sainte-Marguerite?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement va étudier la question, mais les courbes rendent service en ce qu'elles réduisent la vitesse des automobilistes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Qu'arrive-t-il du programme du gouvernement pour les traverses à niveau?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement est favorable à les faire disparaître le plus vite possible, mais il faut la permission de la Commission des transports.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon gouvernement a fait disparaître 11 traverses à niveau de Montréal à Québec. Le chef de l'opposition n'a pas posé de questions sur les contrats obtenus par M. Paré, un ami du Parti libéral.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La raison, c'est que j'ai posé des questions sur tous les gros contrats. Ce n'est pas ma faute si les gros contrats sont tous accordés à des amis du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Paré, dont la compagnie s'appelle la Cie d'Entreprises générales, a obtenu de gros contrats. C'est elle qui a construit toute la route de Cadillac, dont le coût a été de \$7,000,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 45⁷.

NOTES

1. *Le Soleil* du 24 février 1953, à la page 3, fait remarquer: "L'Assemblée législative avait commencé précédemment l'étude des crédits de l'Agriculture, mais les crédits de M. Talbot eurent préséance hier parce que le ministre de la Voirie doit aller à Montréal parler en faveur de la Croix-Rouge Canadienne."

2. *L'Action catholique* du 24 février 1954, à la page 8, parle d'une route allant de Baie-Comeau à Sept-Îles.

3. Les journaux ne nous indiquent aucune heure de reprise en soirée. Toutefois, selon la motion adoptée précédemment concernant l'horaire des séances, la reprise des travaux en soirée est fixée à 8 heures.

4. 2,435,491 personnes, selon *L'Action catholique* du 24 février 1954, à la page 15.

5. \$22,000,000, selon *L'Action catholique* du 24 février 1954, à la page 15.

6. M. T.-D. Bouchard a été député de Saint-Hyacinthe et ancien ministre de la Voirie, sous le gouvernement Godbout.

7. 11 h 50, selon *L'Action catholique* du 24 février 1953, à la page 3.

Première séance du mardi 24 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Aide aux sinistrés
belges, hollandais et britanniques**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 58 autorisant le gouvernement de la province à venir en aide aux sinistrés de Belgique, de Hollande et des Îles Britanniques.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, une somme de trente-cinq mille dollars, à titre de contribution aux secours organisés en faveur des victimes de dévastations, survenues récemment en Belgique, en Hollande et dans les Îles britanniques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est probable que le gouvernement lancera une campagne de souscription pour ces malheureux.

L'honorable M. Gagnon (Matane) souligne l'étendue du désastre qui a frappé ces trois pays, privant des milliers de personnes de leur foyer et il

rappelle que l'Angleterre, lors des conflits de Rimouski et de Cabano, a fait parvenir des dons généreux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) approuve le geste que pose le gouvernement de Québec. Il rappelle la générosité des Anglais et des Hollandais pour les sinistrés de Rimouski et de Cabano, en plus de signaler quel accueil chaleureux les trois pays concernés accordèrent à nos soldats canadiens qui ont séjourné dans ces pays durant la guerre. Ils ont reçu un accueil cordial dont ils se souviennent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Québec sympathise, avec le reste du monde, avec les pays éprouvés. Le montant donné n'est peut-être pas considérable en regard de l'étendue des désastres, mais c'est un don sincère, qui vient du fond du cœur, et nous voulons qu'il indique à tous ceux du Québec qui peuvent le faire que leur devoir est de venir en aide aux sinistrés.

Il révèle avoir reçu l'assurance, d'un grand philanthrope de Montréal¹, d'une souscription personnelle de \$200,000. C'est, dit-il, un exemple à imiter, et je suis certain que la province de Québec fera sa part dans la contribution canadienne. Un comité national d'aide aux sinistrés a été formé, présidé par le gouverneur général, l'honorable Vincent Massey, secondé par les premiers ministres des 10 provinces du pays. Dans la province de Québec, aucun comité n'a encore été formé, mais l'on procédera comme pour Cabano et Rimouski. Le gouvernement provincial se chargera de faire parvenir, dans le plus bref délai, tous les dons à M. Massey ou encore à la Croix-Rouge ou à toute autre personne autorisée à recevoir des dons.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 autorisant le

gouvernement de la province à venir en aide aux sinistrés de Belgique, de Hollande et des Îles britanniques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Appels relatifs à la corruption municipale

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 concernant certains appels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le but du projet de loi est de rendre possible l'appel prévu par la loi des enquêtes sur la corruption en matières municipales. Ce projet de loi prévoit, entre autres choses, que l'appelant ne sera pas obligé de produire de dossier conjoint, mais uniquement des copies de la requête ou du jugement de première instance. Les personnes déchues de leurs fonctions par ce jugement n'auront, en vertu de la nouvelle loi, qu'à inscrire la cause en appel pour continuer à occuper leur poste. La loi actuelle les oblige à obtenir un ordre de la Cour d'appel pour suspendre l'exécution du jugement de première instance.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce dernier changement m'apparaît exagéré, mais il est difficile de prendre catégoriquement position.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le cautionnement pour aller en appel dans ces causes sera de \$1,000. Avant l'amendement, il aurait fallu dans certains cas un cautionnement de \$100,000, ce qui rendait un appel illusoire. On avait suggéré un

cautionnement de \$600, mais j'ai trouvé que cela n'était pas suffisant.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cette loi veut faciliter les appels dans les cas de fraude en matières municipales. Dans la loi actuelle, il y a des dispositions fragmentaires qui prévoient, en termes généraux, un appel, mais j'admets qu'il est nécessaire d'apporter des précisions à ces dispositions. J'admets aussi qu'avant les amendements actuels, il eût été très dispendieux d'en appeler de la décision de première instance.

Mais ce n'est pas là la seule disposition. Actuellement, quand le juge prononce la déchéance d'une personne de son poste, cette partie du jugement est exécutoire immédiatement, à moins d'un ordre de la Cour d'appel.

On fait disparaître cette disposition et je me demande si l'on ne rend pas ainsi illusoire le recours du requérant. En effet, il faudra attendre l'arrêt de la Cour d'appel - c'est-à-dire peut-être deux ans - avant que la déchéance, si elle est confirmée devienne exécutoire. Le mandat de la personne incriminée pourra alors être terminé et la déchéance n'aura alors aucun effet.

J'aurais mieux aimé que l'appel soit entendu devant cinq juges au lieu de trois, comme le prévoit le bill actuel. Mais je crois que cette disposition s'explique par le fait que l'appelant ne produira pas de dossier conjoint. L'appel sera entendu sur le dossier original et il sera plus facile pour trois juges de le consulter que cinq.

Je pense qu'on a songé au point de vue pratique plutôt que théorique et j'accepte cela.

À mon avis, un cautionnement de \$1,000, c'est insuffisant, car il y aura peut-être des sommes d'argent considérables en jeu.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le bill a pour but d'empêcher que l'appel prévu par la loi ne devienne illusoire.

La loi actuelle prévoit que l'exécution du jugement pourra être suspendue sur requête devant la Cour d'appel. Le principe général en vertu du Code de procédure civile, c'est que l'appel suspend l'exécution du jugement.

Je ne vois pas de raisons sérieuses de déroger à ce principe. D'autant plus que l'exécution pouvait être suspendue par la Cour d'appel, ce qui signifie simplement une procédure de plus, une addition pure et simple de formalité. Dans certains autres cas - dans le *quo warranto* par exemple - l'exécution est suspendue. Il est préférable de se soumettre autant que faire se peut à la règle générale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas, à ce sujet, d'opinion bien tranchée. Dans certains cas, il serait peut-être préférable que l'exécution soit suspendue. Mais je tiens à attirer l'attention de la Chambre sur le problème.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi applique un droit sacré, à savoir qu'un homme trouvé coupable d'un crime a le droit d'aller en appel.

Un meurtrier a ce droit, pourquoi le refuserait-on à un citoyen ordinaire? Quant à la suspension du jugement de première instance, personne ne songerait à pendre un meurtrier en attendant que son appel soit entendu. Pourquoi l'appel si tout le dégât est fait entre-temps? Nous voulons humaniser le droit d'appel dans ce cas.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant l'article 32 de la loi de l'électrification rurale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Crédit aux pêcheurs

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 60 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose: Que l'article 11 de la loi du département des pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1941, chapitre 200, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 55) édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 34, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 58, et remplacé par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 37, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances de la province à garantir et à payer s'il y a lieu, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence d'une somme totale de trois cent vingt-cinq mille dollars, le remboursement d'avances ou de prêts consentis, ou d'emprunts effectués, pour des fins de pêche maritime, par des sociétés coopératives ou syndicats coopératifs de pêcheurs, des fédérations de coopératives ou de syndicats coopératifs de pêcheurs, des caisses populaires et des unions ou fédérations de caisses populaires."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce qui me frappe à première vue, c'est que, lorsque le

montant au complet sera engagé, il pourra être renouvelé; il faudra une nouvelle autorisation. S'agit-il seulement de l'achat de chalutiers?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): L'achat de chalutiers plus puissants a résulté en des pêches plus considérables. Il faut maintenant des ateliers plus grands pour traiter ce poisson. La situation s'est grandement améliorée. On avait demandé plus, mais nous avons cru que le montant actuel est suffisant. Le montant de \$250,000, qui a déjà été engagé a été complètement remis. La garantie du gouvernement permet aux coopératives d'emprunter beaucoup plus. Ainsi, une garantie de \$100,000 a permis d'emprunter \$200,000.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la chasse

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Il faut prévoir des amendes suffisamment élevées pour décourager qui voudrait se livrer à ce commerce. Le bill no 61 fixe l'amende à \$50 au moins et \$300 au plus. Qui ne pourra payer l'amende fera de huit jours à deux mois de prison. Jusqu'à présent, il est arrivé que des braconniers vendent pour \$150 ou \$200 un orignal. Ils n'étaient passibles que d'une amende trop peu élevée.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 61 sans l'amender.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Dupré (Verchères): Pour l'exercice 1952-1953, vous aviez demandé \$190,000 de plus pour cet item, soit \$90,000 de plus dans le budget régulier et \$100,000 dans le budget supplémentaire.

L'honorable M. Barré (Rouville): Tout le monde veut être subventionné. Nous demandons \$700,000 pour les affecter en octrois aux bulldozers. Si l'on tient compte du fait que l'octroi est de \$4 de l'heure et que le nombre d'heures maximum par cultivateur est de 10, on conçoit le nombre de cultivateurs subventionnés.

M. Dupré (Verchères): Pour 1951-1952, on avait voté \$125,000 pour les travaux manuels; le ministère n'a dépensé que \$96,000. Pour 1951-1952, on avait voté pour les travaux mécanisés \$469,000; le ministère a dépensé \$512,000. Pour 1951-1952, on avait voté \$740,000 pour les travaux à l'entreprise avec tracteurs loués; le ministère n'a dépensé que \$539,000. Pour la même année, on avait voté \$30,000 pour l'achat de matériel; mais le ministère a dépensé \$272,000. Je me demande vraiment à quoi sert de voter un budget. N'est-ce pas une farce que ce budget pour le ministre de l'Agriculture?

L'honorable M. Barré (Rouville): La classe agricole vit toujours dans l'incertitude. Elle est toujours sujette aux caprices du temps et il est donc impossible de prévoir un budget rigide. Par exemple, l'an dernier, le temps a permis de commencer dès le mois d'avril, soit six semaines plus tôt que de coutume, les travaux avec les bulldozers; les dépenses dans ce domaine ont donc été plus grandes. Nous prévoyons pour 1953-1954 des dépenses de \$700,000, mais peut-être ne dépenserons-nous que \$500,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verchères s'acharne toujours sur le ministre de l'Agriculture quand on passe à l'étude des crédits de son ministère.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Verchères montre le désir d'humilier le député de Rouville.

M. Dupré (Verchères) demande au président de rappeler à l'ordre le ministre parce qu'il prête des intentions au député de Verchères.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le langage employé par le député de Verchères fait croire à son désir d'humilier le ministre.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne retire pas mes paroles.

M. Dupré (Verchères): Pourquoi le ministre a-t-il acheté pour \$272,000 d'outillage quand il ne disposait que de \$30,000 pour les achats?

Le ministre a coupé les crédits affectés au drainage proprement dit pour acheter du matériel. Pourquoi ne pas donner à l'agriculteur ce qu'il a le droit d'avoir?

En 1947-1948, le ministère de l'Agriculture a dépensé \$10,126,000 pour les cultivateurs; en

1951-1952, soit cinq ans plus tard, il a dépensé \$13,741,000.

Mais en 1947-1948, les revenus de la province n'étaient que de \$167,792,000, alors qu'ils se sont montés à \$275,672,000 en 1951-1952.

On s'aperçoit aisément que l'agriculture ne reçoit pas la proportion des revenus de la province qu'elle a le droit d'avoir.

Cette proportion diminue toujours. Depuis 1948, dit-il, le budget de l'Agriculture n'a augmenté que de \$1,883,000, alors que les revenus de la province ont augmenté de \$61,233,000. Sous les libéraux, 8.92 % du budget était consacré à l'agriculture. Aujourd'hui, cette proportion n'est plus que de 4.95 %. Si elle était restée la même que du temps du gouvernement libéral, ce n'est pas à \$17,200,000 que devrait se monter le budget du ministère de l'Agriculture, soit \$13,410,000 votés par la Chambre et \$3,845,000 de crédits ouverts par des lois, mais plus de \$25,000,000.

D'ailleurs, ce n'est pas à \$17,200,000 que se monte en réalité le budget affecté à l'agriculture, mais bien à \$14,200,000, car il faut retirer les sommes prévues pour l'application de la loi de l'habitation, et il faut noter que le ministre ne dépense pas toujours tous les crédits qui lui ont été ouverts.

Il faut croire que les trois ministres de l'Agriculture ensemble ne valent pas un bon homme, puisqu'ils ne sont pas capables d'obtenir du gouvernement qu'il donne à l'agriculture l'assistance dont elle a besoin.

Il (M. Dupré) termine en demandant au ministre de l'Agriculture d'adopter une politique de mise de bulldozers à la disposition de tous les cultivateurs, et non pas seulement des cultivateurs partisans de l'Union nationale, qui peuvent obtenir facilement des recommandations de la part d'un agent électoral ou d'un maire bleu.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Je trouve étrange l'attitude du député de Verchères face à la classe agricole. Il s'ingénie à rabaisser les cultivateurs authentiques qui font partie du cabinet. Il insulte le ministre de l'Agriculture et les deux autres ministres cultivateurs, les appelant no 1, no 2 et no 3. Comme représentant d'un comté essentiellement agricole, il fait honte à son comté. Il n'est pas un cultivateur authentique, il veut faire des piastres avec les cultivateurs. Je comprends qu'un cultivateur comprenne mieux l'agriculture qu'un garagiste. Il essaie de ridiculiser les ministres en les numérotant.

M. Lafrance (Richmond): Il n'y a pas de numéro pour le député de Napierville-Laprairie?

M. Cournoyer (Richelieu): Je soulève un point d'ordre, on n'a pas le droit de prêter des intentions au député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de point d'ordre là-dedans.

M. Dupré (Verchères): Laissez-le faire, M. le président, je ne veux pas de point d'ordre, je vais lui répondre tantôt!

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Ça fait mal quand je dis la vérité, quand je signale ce que leur parti a toujours fait, son hostilité à la classe agricole; et on dit que nous n'avons rien fait. Nous avons donné plus de \$20,000,000 pour l'électrification rurale et l'on dit que nous n'avons rien fait pour les cultivateurs. Un million de dollars pour le marché de Montréal, et on répète qu'on n'a rien fait. Les vrais cultivateurs comprennent mieux ce que le gouvernement fait pour eux. La preuve, c'est qu'en Chambre, ils sont tous avec le gouvernement plutôt qu'avec l'opposition.

M. Dupré (Verchères): Je veux bien que le député s'engage sur ce terrain, mais j'espère M. le président, que j'aurai le droit de lui répliquer sur tous les mêmes points tantôt.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Je comprends qu'un cultivateur comprenne mieux l'agriculture qu'un garagiste. Il essaie de ridiculiser les ministres en les numérotant.

M. Lafrance (Richmond): Il n'y a pas de numéro pour le député de Napierville-Laprairie.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Où sont les députés représentants de comtés agricoles dans la Chambre? Du côté du gouvernement. Si on jette un coup d'œil sur ce que l'Union nationale a fait, on trouvera qu'il y a des centaines et des centaines de millions qui ont été dépensés pour l'agriculture en dehors du budget ordinaire de l'agriculture. Si le député de Verchères était cultivateur au lieu d'être garagiste, il n'oublierait pas l'œuvre du gouvernement actuel dans les domaines du crédit agricole, de l'électrification rurale, de la voirie rurale, des écoles rurales, etc. Le député de Verchères n'aime pas les cultivateurs et il l'a prouvé

en votant contre le bill 19 destiné à prohiber la margarine de la province de Québec.

M. Dupré (Verchères): Je me souviens du temps où le député de Laprairie-Napierville mettait beaucoup plus de zèle à défendre les intérêts des contracteurs que ceux des cultivateurs.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) soulève un point d'ordre pour nier et affirmer qu'il a dit plutôt que le drainage était bien fait.

M. Dupré (Verchères): Le député n'a même pas fait l'éloge du ministre de l'Agriculture. Il a dit: Vous pouvez insulter les trois ministres, mais pas moi. Le député a défendu les contracteurs, mais il n'a pas défendu la politique de la betterave à sucre. Au lieu de cela, il se plaignait que le pauvre M. Sainte-Marie devait dépenser \$50,000 pour sortir sa pelle.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Nous parlerons de cela à l'item "Drainage".

M. Dupré (Verchères): Quand je défendais les cultivateurs en marge de la politique de la betterave à sucre, le député de Laprairie restait assis, mais il était le premier debout pour défendre M. Sainte-Marie. Je suis un ancien cultivateur et j'ai conservé ma ferme, même si je suis garagiste. Je suis autant cultivateur que l'ancien cultivateur qu'est le député, et j'ai autant le droit de défendre les cultivateurs que le député de Laprairie-Napierville.

Il (M. Dupré) sort une lettre du député de Napierville-Laprairie à la Sullivan Amusement dans laquelle il menaçait cette compagnie de la rapporter au procureur général si elle ne louait pas un espace convenable, à prix raisonnable, à un de ses amis politiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Verchères de ne pas sortir du débat et de discuter comme un gentilhomme, comme l'a fait le député de Laprairie-Napierville. Tout ce qu'a reproché au député de Verchères son collègue de Laprairie, c'est d'avoir oublié de mentionner tout ce que le gouvernement dépense pour l'agriculture dans les autres départements. Il devrait être sérieux et dire la vérité.

M. Dupré (Verchères): Quand le premier ministre se sent serré, il prend le champ. Il oublie que c'est le député de Laprairie qui a dit d'insulter

les trois ministres de l'Agriculture, si je le désirais, mais de ne pas l'insulter lui-même. Le premier ministre et les autres ministériels, au lieu de prétendre qu'un garagiste n'a pas le droit de parler d'agriculture, auraient dû démentir les chiffres que j'ai cités, notamment que l'Union nationale ne consacre que 4,9 % de son budget à l'agriculture quand cette proportion était plus considérable sous les régimes libéraux. Le budget agricole du gouvernement n'est qu'un mirage électoral.

Quel est le résultat de cette politique? Elle se traduit par des revenus plus élevés pour les cultivateurs de l'Ontario que pour ceux du Québec. Je regrette d'avoir à le dire, mais la vérité a ses droits. Le résultat, c'est que les cultivateurs de chez nous n'ont pas l'argent nécessaire pour développer leurs terres et augmenter leurs cultures. Les cultivateurs s'en vont et les ensemencements diminuent continuellement, parce que les fermiers n'ont pas obtenu du gouvernement tous les avantages auxquels ils ont droit.

Comment se fait-il, dit-il, que les cultivateurs de l'Ontario aient des revenus deux fois plus élevés que ceux de la province de Québec? Au lieu de parler de garagiste, le député de Laprairie-Napierville aurait dû essayer de contredire les chiffres que j'ai donnés à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce n'était sûrement pas en disant que trois cultivateurs ne font pas un bon ministre que l'on fait des compliments à la classe agricole. En 1944, avant les élections, l'administration libérale présentait un budget agricole de \$6,857,000. Nous présentons, nous, après les élections, un budget de \$17,000,000. C'est nous qui avons inauguré la politique permettant aux cultivateurs d'obtenir une subvention de \$4 l'heure lorsqu'ils font exécuter des travaux au bélier mécanique.

Jamais nous ne laissons la politique se glisser dans la répartition des octrois. La preuve, c'est que le député de Verchères, à la dernière campagne électorale, se vantait d'avoir obtenu beaucoup d'octrois pour son comté. Les octrois donnés pour les travaux au bélier mécanique ont été sensiblement les mêmes dans Verchères et dans le comté voisin d'Iberville, bien qu'ils soient représentés par un libéral et un partisan du gouvernement.

Il est impossible d'augmenter indéfiniment cette politique d'octrois aux cultivateurs pour les niveleuses automatiques. Aujourd'hui, le gouvernement n'octroie plus les coopératives pour l'achat de niveleuses, mais il exige que ces machines soient propriété privée. Elles sont mieux entretenues.

Il faut user de prudence dans l'emploi de ces machines. On ne peut les mettre en opération avant que la terre ne soit prête à les supporter, pas avant le mois de juin. Si c'est tellement beau, aujourd'hui, le drainage, pourquoi ces gens-là n'en ont-ils pas fait pendant les 40 ans qu'ils ont été au pouvoir? Est-ce que le député de Verchères va renier son parti? Il a fallu un petit cultivateur comme moi, pauvre et qu'on insulte, pour donner cet avantage à mes frères agriculteurs.

M. Dupré (Verchères) nie qu'il ait insulté le ministre de l'Agriculture. Il lui a reproché cependant, de n'avoir pas d'esprit de suite en politique. S'il y a un homme, dit-il, qui s'est baraudé (sic) d'un parti à l'autre, c'est bien le ministre actuel de l'Agriculture. Qu'il se souvienne de la lettre qu'il adressait à M. Camillien Houde au sujet de son chef actuel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire que le ministre a changé de parti. Si c'est tellement beau, aujourd'hui, le drainage, pourquoi ces gens-là n'en ont-ils pas fait pendant les 40 ans qu'ils ont été au pouvoir? Est-ce que le député de Verchères va renier son parti? D'ailleurs, sous l'Union nationale, les gens sont libres d'avoir l'opinion qu'ils veulent.

M. Dupré (Verchères): Alors, qui est-ce qui a changé? Dans sa lettre à M. Houde, le ministre disait que son chef actuel n'était pas qualifié pour être chef de parti parce qu'il n'avait pas le sens des responsabilités sociales. Je lui demande: Est-ce le premier ministre ou lui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça prouve que, dans l'Union nationale, nous respectons toutes les opinions honnêtes. Ce n'est pas comme dans le Parti libéral. Un homme qui est changé, c'est le chef de l'opposition. Regardez le dépérir, M. le président! Le chef absent dit aux "back benchers" de ne pas écouter le chef en Chambre parce qu'il ne connaît pas son affaire, et ce dernier a toujours peur de recevoir des coups de couteaux dans le dos.

M. Lafrance (Richmond): C'est archifaux! Cette déclaration est fausse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le répète. Regardez le chef de l'opposition dépérir. Je sympathise avec le chef de l'opposition qui doit faire face au gouvernement et qui est obligé en même temps de se retourner en arrière pour voir si on ne le

frappera pas dans le dos. Il passe son temps à se revirer pour éviter les coups de poignard de ses "back benchers"...

Une voix: Paul Gouin connaît ça, le poignard dans le dos.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ça m'amuse d'entendre le chef du gouvernement parler comme il le fait actuellement. Le premier ministre répète ce qu'il a toujours dit, tant comme premier ministre que comme chef de l'opposition. Il n'a pas changé. Il a dit cela de tous les chefs de l'opposition qui m'ont précédé, et aussi de tous les gouvernements quand il était lui-même dans l'opposition. Ça me prouve simplement que le premier ministre n'a pas changé, qu'il reste toujours le même.

Au sujet des "back benchers", je dis qu'il serait bien chanceux s'il avait autant de respect dans son parti que m'en donnent ceux qui m'entourent. Ce qu'il vient de dire est une blague monumentale. Je n'ai pas besoin de me retourner en arrière parce que je sais que mes députés sont à 100 % derrière moi. Je sais qu'ils sont tous d'une fidélité totale. Le premier ministre serait heureux s'il jouissait, de la part des députés de son parti, du respect que me portent les députés de mon parti.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, je prends la résolution de ne plus sympathiser avec le chef de l'opposition s'il est à ce point aveuglé par ses illusions. Il fait preuve d'une naïveté explicable chez un jeune homme, mais que je comprends difficilement chez un homme de son expérience. S'il ne veut pas de ma sympathie, très bien! Nous les voyons faire et nous les entendons de ce côté-ci de la Chambre.

M. Lafrance (Richmond): Dites-le donc ce que vous entendez contre le chef de l'opposition (M. Marler). Le premier ministre pourrait-il nous dire ce qu'il entend des "back benchers"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les paroles du député me rappellent toute la vérité de ce vieil aphorisme: la première poule qui chante est celle qui a pondue.

M. Lafrance (Richmond): Ce sont des insinuations malhonnêtes.

M. le président: Il est 1 heure et il faut ajourner. (Rires)

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à sa prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 24 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant l'article 98 de la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 50.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 19.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"1. L'article 98 de la loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276) est modifié en y ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

"4. Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'élection de directeurs d'une compagnie qui n'a jamais offert d'actions de son fonds social en vente au public et dont au moins soixante pour cent des actions est détenu par les membres d'une même famille, le président n'a pas droit à un second vote ou vote prépondérant, mais, dans ce cas, s'il y a égalité des voix et impossibilité pour les actionnaires de s'entendre sur le choix d'un ou plusieurs directeurs, celui-ci ou ceux-ci sont désignés, parmi les personnes qualifiées pour remplir la fonction, par un comité d'arbitrage composé de trois personnes nommées ainsi qu'il suit: une par chacun des actionnaires ou groupes d'actionnaires opposés et la troisième par les deux arbitres ainsi nommés; si ceux-ci ne s'entendent pas pour faire cette nomination, elle est faite, sur requête sommaire d'un actionnaire, signifiée au siège social de la compagnie, avec au moins un jour d'avis de sa présentation, par le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, selon que le siège social de la compagnie est situé dans un district judiciaire relevant de la juridiction administrative de l'un ou l'autre. À défaut par l'un ou l'autre de ces actionnaires ou groupes d'actionnaires de nommer son arbitre séance tenante ou dans les deux jours qui suivent l'assemblée, celui-ci est désigné par le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, suivant la même procédure."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne vois pas de raison sérieuse pour justifier un tel changement, sans avantage apparent et de changer la situation actuelle. Il me semble que si les actionnaires ne s'entendent pas, il est mieux de mettre fin à l'indivision que de soumettre le cas à des arbitres. Ça répugne à notre système que la décision soit confiée à un arbitre, au lieu de l'être à des actionnaires. On veut peut-être couvrir un cas particulier, mais on englobe tous les cas. À l'heure actuelle, c'est le président qui a le vote prépondérant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une loi générale, même si plusieurs cas particuliers, qu'il n'est pas d'intérêt public de nommer, ont été portés à notre connaissance. Cette loi a pour but d'éviter les chicanes dans les familles, de prévenir les conséquences désastreuses de discussions stériles. Il n'est pas juste que, lorsque les membres ont parts égales, un seul décide. Il faut faire cesser l'indécision, les causes des conflits et ramener l'harmonie dans les familles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas du tout convaincu du fait que cette loi créera l'harmonie. Pourtant, moi aussi, je veux la bonne entente au sein des compagnies familiales. Mais on n'a jamais eu recours à des conseils d'arbitrage pour administrer des biens en commun; il y a entente ou liquidation. Il est dangereux que des gens qui ne sont pas du tout intéressés dans les affaires d'une compagnie soient appelés à décider; c'est une intrusion dans les affaires des compagnies. Le président n'est pas toujours membre lui-même de la famille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi est la mise en pratique du bon sens populaire, ce qui permettra aux parties de ne pas aller devant les tribunaux pour se chicaner, mais pour s'entendre.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 50.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 19.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 57 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Droits sur les successions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 concernant les droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 55.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël

(Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 19.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 62 concernant les droits sur les successions.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Que l'article 11 de la loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1941, chapitre 80, remplacé par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 18) soit remplacé par le suivant:

"11. Dans toute succession dont la valeur imposable n'excède pas cinquante mille dollars, transmise, en totalité ou en partie, aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9, les exemptions suivantes sont accordées, quant auxdites personnes, savoir:

"a) exemption de tout droit de succession, dans tous les cas, sur un montant de dix mille dollars;

"b) en outre, exemption de tout droit de succession sur un montant de mille cinq cents dollars par chaque enfant vivant du *de cuius*, au premier degré, âgé de moins de vingt-cinq ans et domicilié en cette province.

"Dans tous les autres cas où la valeur totale des biens transmis aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9 n'excède pas le montant des exemptions ci-dessus mentionnées, ces personnes n'ont aucun droit à payer sur ces biens ou leur transmission; si la valeur totale des biens ainsi transmis excède le montant de ces exemptions, le montant des droits exigibles de ces personnes sur ces biens ou leur transmission ne doit pas dépasser le montant de l'excédent.

"Lorsque les biens transmis aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9 sont situés partie dans la province et partie hors de la province, les exemptions ci-dessus se répartissent proportionnellement entre ces biens."

2. Que l'article 22 de ladite loi soit remplacé par les suivants:

"22. Pour les fins de la présente loi, la propriété, la jouissance ou l'usufruit d'un bien est réputé transmis par décès:

"1° Lorsqu'il y a eu disposition de ce bien à titre gratuit d'une manière quelconque par la personne décédée et que cette disposition a pris effet dans les cinq années précédant le décès de la personne qui l'a consentie; si une telle disposition a pour objet une somme d'argent, elle est réputée ne prendre effet, pour les fins de la présente loi, que le jour où cette somme est réellement versée;

"2° Lorsque la disposition de ce bien faite à titre gratuit d'une manière quelconque a pris effet plus de cinq ans avant le décès du disposant et que ce dernier ne s'est pas actuellement et absolument dessaisi de son droit de propriété à la totalité de ce bien, de son droit d'en toucher ou recevoir les fruits, ou en a eu l'usage, la garde ou la gestion, ou a continué à en toucher les fruits, ou a reçu des donataires ou d'autres personnes une compensation quelconque pour tenir lieu de la totalité ou d'une partie des fruits de ce bien, ou a stipulé que ce bien ne pourrait être aliéné, à titre onéreux ou gratuit, nanti ou hypothéqué, ou que le produit de ce bien ne pourrait être employé ou approprié sans son consentement ou celui d'une personne par lui désignée; ou lorsque le nantissement, ou que l'aliénation, ou l'hypothèque de ce bien, ou l'emploi de son produit a été fait avec le consentement du disposant, directement ou indirectement; ou lorsque le disposant s'est réservé le droit de révoquer totalement ou partiellement la disposition, ou a stipulé une charge ou un paiement quelconque en sa faveur ou en faveur d'une autre personne, seule ou conjointement avec lui, ou a stipulé le retour de ce bien à lui-même, à sa succession, à ses héritiers, à ses donataires ou à ses légataires, ou s'est réservé le droit de nommer d'autres bénéficiaires ou dépositaires dudit bien ou a effectivement fait une telle nomination.

"Le présent article ne s'applique pas:

"a) à une donation entrevifs ou à plusieurs donations entrevifs faites en faveur du même donataire, dont la valeur totale au cours de la même année civile n'excède pas deux mille dollars;

"b) à une ou des donations entrevifs de biens agricoles en cette province par un cultivateur à un

autre cultivateur ou au conjoint de ce dernier, lorsque la valeur des biens ainsi donnés n'excède pas en tout dix mille dollars. Si cette valeur excède dix mille dollars, l'excédent seul est réputé transmis par décès.

"La validité d'une disposition visée par les dispositions des paragraphes 1° et 2° du présent article et des transmissions ou transports subséquents des biens qui en font l'objet n'est pas atteinte par le non-paiement des droits prescrits par la présente loi.

"22a. Lorsque la disposition d'un bien revêt la forme d'un contrat à titre onéreux mais comporte en fait une libéralité, cette libéralité est réputée, pour les fins de la présente loi, constituer, jusqu'à concurrence de sa valeur, une disposition d'un bien à titre gratuit.

"22b. Lorsqu'une personne domiciliée dans la province au moment de son décès, survenu après le premier janvier 1950, a cédé ou transporté à une société, compagnie ou corporation, quelque bien en considération ou en échange de parts, obligations, bons, débentures, billets ou autres valeurs de ladite société, compagnie ou corporation, ou de revenus, émoluments, bénéfices, paiement sous autres avantages, et que cette cession ou ce transport a été fait autrement que dans le cours ordinaire des affaires et a eu pour effet d'éviter ou de diminuer les droits qui auraient été payables en vertu de la présente loi, si cette cession ou ce transport n'avait pas eu lieu et ce bien avait fait partie de son patrimoine, à son décès, ce bien est réputé, pour les fins de la présente loi, être un bien dont la propriété, la jouissance ou l'usufruit est transmis par le décès de cette personne et doit être compris dans sa succession. Toute personne bénéficiant de ce bien, directement ou indirectement, par suite de cette cession ou de ce transport ou d'un acte concomitant ou subséquent consenti par la personne décédée, doit payer, dans la mesure du bénéfice qu'elle a reçu, relativement à ce bien réputé transmis à cause de mort, les mêmes droits que ceux qu'elle aurait dû acquitter, si la propriété, la jouissance ou l'usufruit du bien cédé ou transporté lui avait été transmis par le décès de la personne qui a fait la cession ou le transport.

"La valeur réelle de ce bien, à la date du décès, est établie par le percepteur compétent, lequel doit en déduire, pour les fins des droits de succession, la valeur réelle, à la même date, du bien reçu en échange."

3. Que l'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 32, soit remplacé par le suivant:

"27. 1. Nonobstant toute disposition inconciliable avec la présente, le produit de polices d'assurance, y

compris celles émises ou appliquées suivant la loi de l'assurance des maris et des parents, dû par un assureur en raison ou à l'occasion du décès de la personne sur la tête de qui l'assurance a été contractée, est réputé un bien dont la propriété, la jouissance ou l'usufruit est transmis par ce décès et est sujet au paiement des droits prévus par l'article 9, suivant le degré de parenté existant entre le bénéficiaire et la personne sur la tête de qui repose l'assurance, même lorsque cette dernière n'a pas personnellement contracté l'assurance et n'en a pas acquitté les primes.

"Toutefois, la proportion des sommes payables par l'assureur correspondant aux primes que le bénéficiaire a personnellement acquittées et effectivement supportées, par rapport au montant total des primes, et la partie des mêmes sommes que le bénéficiaire ou cessionnaire a de toute autre manière acquise à titre purement onéreux ne sont pas sujettes aux droits imposés par la présente loi et ne sont pas comprises dans la valeur totale.

2. Si la personne appelée à recueillir le bénéfice de l'assurance abandonne gratuitement après le décès de l'assuré tous ou partie de ses droits à un tiers, ce dernier est considéré, dans cette mesure, comme le bénéficiaire direct du contrat et est tenu, dans les conditions mentionnées ci-dessus, au paiement des droits imposés par la présente loi.

"3. Lorsque l'assuré était commun en biens et en l'absence de désignation de bénéficiaire de la police d'assurance, la moitié seulement du produit de cette police est comprise dans la succession.

"4. Les dettes et charges existant au moment du décès ne sont déduites du produit d'une police d'assurance payable à un bénéficiaire désigné que de la manière suivante:

"a) quant aux polices régies par la loi de l'assurance des maris et des parents, sur production d'une preuve satisfaisante que le bénéficiaire les a effectivement payées et jusqu'à concurrence du montant payé;

"b) quant aux autres polices, sur production d'une preuve suffisante que l'acceptation du bénéfice de l'assurance comporte l'obligation d'acquitter ces dettes et charges et jusqu'à concurrence de cette obligation."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'élève contre certaines dispositions de la loi qu'il qualifie d'injustes, notamment contre certaines clauses rendant pratiquement impossibles les donations ainsi que contre les droits imposés sur les contrats à titre onéreux qui, auparavant, étaient libres de taxe. Le gouvernement, dit-il, veut exercer un contrôle plus

sévère et dépasse les limites raisonnables dans ce domaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi a pour but d'étendre les stipulations de la loi adoptée il y a deux ans pour favoriser les petites successions; les enfants jusqu'à 25 ans auront droit à une exemption de \$1,500 en plus de l'exemption de base de \$10,000. Les modifications feront perdre au Trésor de la province \$300,000 par année au profit des petites successions et des familles nombreuses. L'impôt fédéral sur le revenu ne tient pas compte des dépenses soulevées par les enfants qui fréquentent l'université, mais la loi provinciale sur les successions y pourvoit.

En réponse au chef de l'opposition, je dis que les dispositions nouvelles dans la loi ont pour but d'éviter les fraudes et d'empêcher que les honnêtes gens payent des droits alors que d'autres s'ingénient par tous les moyens à frauder le fisc.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quatre changements importants sont apportés à la loi par l'amendement que constitue le bill 62:

1. Quand le donateur stipule que le bien n'est pas aliéné avant la mort. Dans ces cas, les droits de succession sont imposables. Cela frappe les pères qui avantagent de cette façon leurs enfants;

2. Quand le donateur a stipulé une charge à remplir par les donataires. On trouve cela dans une foule de donations et dans celles où un tiers est chargé de remplir une obligation. C'est une injustice;

3. Quand le donateur a stipulé le retour à sa succession, quand les donataires sont ses enfants, mais qui décèdent avant de jouir de la donation. C'est normal, mais cette donation devient alors imposable;

4. Quand le donateur s'est réservé le droit de remplacer lui-même un des fiduciaires de sa succession. Il y a alors effet rétroactif de 1928 à 1949.

Il y a, dans tous ces cas, une injustice, parce que le donateur ne peut pas alors changer la donation qu'il a faite et qu'il a acceptée. J'espère que le gouvernement va se rendre compte qu'il va trop loin et qu'il reviendra sur sa décision. Ce n'est pas mon intention de défendre ceux qui donnent tout et qui ne livrent rien, mais je proteste pour tous les autres cas. On ne devrait pas mettre de rétroactivité dans la loi. C'est injuste.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le bill ne comportait aucun principe nouveau. Il s'agit d'une rédaction nouvelle pour empêcher la fraude. Nous

élargissons la portée des exemptions et nous fermons la porte à la fraude. L'ancienne loi permettait la fraude. Un citoyen est allé jusqu'à faire 48 donations de \$1,000, parce que la loi lui permettait d'en faire une sans payer les droits. La loi limite ces donations à \$2,000 par année.

Les donations de bonne foi sont exemptées des droits. Si un donateur se dessaisit du bien qu'il donne, il n'y aura pas de droit. Il est juste que la loi s'applique aux riches comme aux pauvres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le texte de la loi ne concorde pas avec ce que dit le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon). Je m'accorde avec le ministre sur la nécessité de taxer les donateurs qui restent en possession du bien donné. Mais cela ne permet pas de taxer les donations faites de bonne foi et de chambarder le système actuel. Dans trois des cas donnés, il n'y a aucun contrôle ni fraude d'aucune sorte. Qu'on enlève l'effet rétroactif à 1929. Cela va trop loin.

Il s'attaque ensuite à l'article 22*b* qui vise le cas des biens transportés à une compagnie. Ce n'est pas une libéralité déguisée, dit-il, mais le vendeur, au moment de son décès, sera taxé sur la valeur actuelle des biens ainsi transportés et vendus, peu importe qu'il y ait 10, 20 ou 30 ans, déduction faite du montant qu'il a reçu de la compagnie. La loi autorise de taxer la plus-value, au moment du décès du vendeur, malgré que le vendeur n'ait commis aucune fraude, 10, 20 ou 30 ans auparavant.

Il (M. Marler) proteste contre la rétroactivité illimitée. Il n'y a aucune raison qui peut justifier cela.

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'article 22*b* ne vise nullement les transactions faites de bonne foi dans le cours ordinaire des affaires. Il suffit de consulter la loi pour se rendre compte que les gens qui font des transactions honnêtes n'ont aucune raison de craindre la loi.

Il cite le cas d'un millionnaire qui, en 1936, transportait tous ses biens, y compris ses vêtements, le tout d'une valeur de plus de \$1,000,000 à une compagnie, dont il déposait ensuite les actions entre les mains d'une compagnie de fiducie. Tout cela était fictif, dit-il.

Ce cas est un abus flagrant et une tentative délibérée de frauder la loi. Il faut que les taxes soient payées par ceux qui ont le moyen de les payer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le cas que le ministre cite est couvert par l'article 22 et 22*a*. Il faut être sévère dans des cas de ce genre. Mais dans 22*b* sont visés les cas des transactions

faites dans le passé, sans aucun désir de frauder le gouvernement. Mais, tout de même, le gouvernement au décès taxera la succession selon ce que vaudra le bien livré 20 ou 30 ans auparavant. C'est une nouvelle taxe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le ministre des Finances de cette loi nouvelle. La présente loi, dit-il, reproduit les dispositions du bill 44 et cette loi est tellement bonne que, dès sa présentation, la province a reçu \$175,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le bill n'a été déposé en Chambre que, ce matin, mais les gens ont envoyé le chèque comme cela!...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a aussi le bill 44, déposé précédemment et qui vise les mêmes choses. Si c'est pas vrai ce que je dis, je suis prêt à démissionner.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre se contredit. Tantôt, c'était le bill 62, et maintenant, c'est le bill 44 qui est la cause de ce paiement. Je connais assez le premier ministre pour dire qu'il ne mettrait pas son siège en jeu s'il n'était pas sûr des faits.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot,

Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 62 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 62 concernant les droits sur les successions.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 62 concernant les droits sur les successions.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 62 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicœur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Tellier, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 62 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Dupré (Verchères): Le ministre a dit qu'il était impossible de voter plus que \$700,000 pour les "bulldozers" parce que ça coûterait trop cher de surveillance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas ça qu'il a dit. Il a dit qu'il ne peut en donner à tout le monde parce que ça coûterait trop cher pour surveiller.

M. Dupré (Verchères): Je dis que, si le ministre avait plus d'influence dans le cabinet, il obtiendrait plus d'argent et il pourrait faire plus de travail et exercer plus de surveillance. Il a dit que les libéraux n'ont jamais fait de drainage pendant 40 ans. Ce sont les libéraux qui ont introduit le drainage et la machinerie pour exécuter ce travail. Le ministre a dit qu'il ne demandait pas plus que 1,500 heures par comté.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai dit que les comtés d'Iberville et de Verchères sont de grandeur à peu près semblable, que l'un est représenté par un libéral et l'autre par un député de l'Union nationale, et que les deux comtés ont reçu à peu près la même chose, soit 1,500 heures. On ne peut donner la même chose à d'autres comtés beaucoup plus grands, comme par exemple la Beauce.

M. Dupré (Verchères): Si l'on donnait cette année le même pourcentage du budget à l'agriculture que l'an dernier, qui était déjà plus que celui des années précédentes, il y aurait une somme de \$1,176,309 de plus sur le budget de l'agriculture, et le ministre pourrait donner plus d'argent pour les béliers mécaniques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Barré (Rouville)** parlent ensemble.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a-t-il fini de donner sa leçon au ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me demande pourquoi on parle des ministres no 1, no 2 et no 3 dans l'opposition. Ils sont cinq chefs: M. Lapalme, M. Mongrain, le député de Saint-Louis (M. Rochon), puis le chef de l'opposition (M. Marler) et enfin, le cinquième, le député de Verchères.

M. Dupré (Verchères): Ce que nous demandons n'est pas exagéré. L'Union catholique des cultivateurs (UCC) a demandé que le ministre accorde 20 heures de "bulldozers" au lieu de 10 heures à chaque ferme. Nous, nous ne demandons que d'en donner à plus de fermes. L'UCC demande de porter l'octroi de \$4 à \$5 de l'heure. De quelle manière le ministre distribue-t-il les octrois?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous accordons \$4 l'heure, et c'est un prix uniforme, quelle que soit la taille de la machine. Le cultivateur paie la différence. Avant 1952, nous payions \$3, mais on nous a représenté que la machinerie coûtait plus cher.

De plus, nous fixons un tarif pour les propriétaires des machines. Ils ne doivent pas charger plus que \$6 l'heure pour les petites machines et \$10.50 pour les grosses. Quant aux résolutions, nous en recevons de tout le monde. S'il fallait tout accorder, nous en viendrions à une politique d'État; le gouvernement ferait tout et les gens nous regarderaient faire.

Mais le fait brutal, c'est que nous sommes ici pour administrer et qu'il faut voir la situation en face. Nous n'avons pas inventé les "bulldozers", mais avant le gouvernement de l'Union nationale, il n'y en avait pas dans nos champs. Le premier cours d'eau creusé à la pelle mécanique qu'il nous a été permis de voir, c'est l'ancien ministre de l'agriculture, le député de Portneuf qui en fut le responsable.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Soixante-cinq mille dollars ont été votés pour l'achat

d'outillage en 1952-1953. Combien le ministre a-t-il dépensé?

L'honorable M. Barré (Rouville): On me dit \$36,635.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je m'aperçois en feuilletant les *Comptes publics* que, pour ces achats d'outillage, on avait voté \$126,000 pour 1949-1950 et que le ministre a dépensé \$191,000; qu'on avait voté \$20,100 pour 1950-1951 et que le ministre a dépensé \$153,000 cette année-là; qu'on avait voté \$30,000 pour 1951-1952 et que le ministre a dépensé cette année-là \$275,000. Au cours de ces trois années, la Chambre avait donc voté \$175,000 pour l'achat d'outillage, mais le ministère a dépensé \$620,000. Cela n'a pu se faire qu'en réduisant les dépenses pour les travaux avec "bulldozers". La critique du député de Verchères est bien placée. Quand le ministre a besoin d'outillage, qu'il le fasse donc savoir lors de l'étude du budget!

La résolution est adoptée.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures²

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les primes et les subventions sont versées à peu près automatiquement à ceux qui remplissent les

conditions. Depuis quelques années plusieurs coopératives de pomiculteurs ont obtenu du ministère de l'Agriculture des octrois qui représentent le tiers du coût, pour la construction d'entrepôts frigorifiques.

En 1951, la récolte de pommes a été si abondante que les prix se sont avilis et qu'une bonne partie de la production a été perdue. Cependant, en décembre, il n'y avait plus de pommes du Québec à vendre sur le marché. Plusieurs coopératives de pomiculteurs ont alors compris l'importance de construire des entrepôts. C'est ainsi qu'en 1952, le ministère a été appelé à donner des octrois de \$60,000 aux coopératives de Saint-Hilaire, Rougemont et Hemmingford, ainsi qu'un octroi de \$100,000 à la coopérative de Frelighsburg dont l'honorable Adélard Godbout est président. Le budget ordinaire n'y a pas suffi et il a fallu faire voter un budget supplémentaire de \$200,000.

Je crois que c'est là un des moyens les plus efficaces d'aider les producteurs de pommes.

M. Dupré (Verchères) regrette que le nombre de cercles des fermières et les membres de ces cercles diminuent dans la province. Il demande quels octrois le ministère de l'Agriculture accorde à ces cercles et pourquoi le même octroi n'est pas donné aux cercles de l'Union catholique des fermières.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous donnons \$1 par membre avec maximum de \$50 par cercle. Nous ne donnons rien aux nouveaux cercles de l'Union catholique des fermières, car c'est dans leurs règlements de ne rien accepter. Nous ne pouvons pas leur en donner quand ils n'en veulent pas.

Nous leur donnons cependant les publications que le ministère envoie gratuitement aux cercles des fermières et, lorsqu'ils en font la demande, nous leur donnons des octrois spéciaux, par exemple pour l'achat de métiers à tisser.

Si l'effectif des cercles des fermières diminue, ce n'est pas de mon ressort. À certains endroits, certaines autorités encouragent de préférence l'Union catholique des fermières (UCF) et nous n'avons rien à y voir. Je sais par exemple, que l'ancien évêque de Sherbrooke, aujourd'hui décédé, avait défendu les cercles des fermières.

M. Dupré (Verchères): L'octroi annuel est insuffisant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons aussi les écoles ménagères.

M. Dupré (Verchères): Il faut payer pour y aller.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Allons donc!

M. Dupré (Verchères): J'ai deux de mes filles qui y sont allées et ça me coûtait \$400 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est nous qui avons établi ces écoles.

M. Dupré (Verchères): Ma plus vieille a terminé son cours il y a huit ans dans une école qui datait d'avant l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que c'est nous qui les avons établies et que ça prend un ignorant pour ne pas savoir cela.

M. Dupré (Verchères): J'affirme qu'il en existait avant et que le premier ministre n'a jamais su mieux vivre que ce soir! Le premier ministre s' imagine que rien n'existait dans la province avant que son gouvernement ne prenne le pouvoir. Si le premier ministre n'était pas un vieux garçon, il serait un peu au courant de l'éducation des filles!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis comme votre ancien chef, Sir Wilfrid Laurier.

M. Dupré (Verchères): Il faudrait faire plus de publicité sur les octrois que le ministère accorde, notamment pour les arroseuses automatiques et pour les agrandissements et les améliorations sur les fermes.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous donnons \$10 par arpent - maximum trois arpents par année - quand la ferme n'a pas plus de 50 acres, si le cultivateur veut faire de la terre neuve.

M. Dupré (Verchères): Beaucoup de ces cultivateurs ne peuvent pas profiter de ces octrois parce qu'ils en ignorent l'existence.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les publications du ministère donnent des renseignements complets.

M. Dupré (Verchères): On devrait donner des octrois de ce genre aux cultivateurs qui ont plus de 50 acres. Ce serait les aider à établir leurs fils. Les octrois pour les pâturages sont disparus. Les

cultivateurs reçoivent de moins en moins sous l'Union nationale. Même les octrois aux fils de cultivateurs sont diminués. Partout, on dit que les fils de cultivateurs s'en vont en ville. Pourtant, l'Union catholique des cultivateurs (UCC) demandait de porter de \$300 à \$600 cet octroi. Dès 1929, les libéraux donnaient un octroi de \$100 par année pour l'établissement des fils de cultivateurs. Cet octroi, dit-il, a été établi par les libéraux il y a une trentaine d'années et il n'a jamais été augmenté.

Autrefois, c'était quelque chose que \$300; mais aujourd'hui, qu'est-ce que le jeune cultivateur peut acheter avec \$100 par année? On devrait porter cet octroi à \$900 et le donner en un seul versement. Avec cette somme d'argent, les jeunes agriculteurs pourraient au moins acheter du matériel et s'occuper de la production immédiatement. On empêcherait ainsi les fils de cultivateurs de chercher des revenus ailleurs et de désertir leurs fermes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Au temps où cet octroi a été établi, il n'y avait pas de prêt agricole. Il est beaucoup plus important pour le jeune cultivateur d'obtenir un prêt qu'un octroi de \$300. Comme question de fait, le gouvernement a donné le prêt agricole aux cultivateurs et 15,000 jeunes agriculteurs ont été établis sur des fermes par ce moyen. Les anciens régimes libéraux ont toujours refusé le prêt agricole.

M. Dupré (Verchères): En 1929, les associations agricoles ne voulaient pas de cette aide de l'État. Des enquêtes du gouvernement et de l'UCC l'ont prouvé. C'est le fédéral qui est alors entré dans ce champ et le gouvernement libéral payait une partie de l'intérêt fédéral.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) dit le contraire. En 1929, il faisait partie, dit-il, de l'exécutif de l'UCC et ils est venu à Québec demander le prêt agricole à M. Taschereau qui l'a refusé.

M. Dupré (Verchères): Pauvre député de Laprairie.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): À l'ordre!

M. Dupré (Verchères): Après avoir entendu le discours du député de Laprairie-Napierville, qui a défendu l'année dernière les entrepreneurs de drainage, je ne suis pas surpris de ce que le premier ministre ne l'ait pas choisi comme son troisième ministre de l'Agriculture au cabinet des ministres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a raison: ignorons le député de Laprairie. Mais je répète, \$300 pour aider les fils de cultivateur, c'est insuffisant aujourd'hui; le gouvernement, qui a des revenus de \$300,000,000, devrait avoir honte de donner le même montant que les gouvernements qui avaient des revenus de \$29,000,000. C'est le temps, pour le premier ministre de montrer qu'il est réellement l'ami des cultivateurs. Il faudrait donner \$900 et dès la première année. Ce qui est nécessaire, dit-il, c'est d'accorder une subvention de \$900 au fils d'un cultivateur qui s'établit sur une nouvelle ferme pour l'aider dans ses premières années.

Au lieu de faire suivre aux octrois la marche du coût de la vie, on en a même fait disparaître quelques-uns, comme les primes sur le beurre et le fromage, qui ont rapporté, en une seule année, du temps des libéraux, \$1,000,000, et ceci, pour les cultivateurs bleus comme pour les rouges, sans politique. L'Union nationale a fait disparaître ça pour donner des contrats!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles provinciales - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux écoles d'agriculture - salaires des professeurs (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux écoles d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

(Le comité discute de l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe.)

L'honorable M. Barré (Rouville): Il a fallu d'abord loger l'École dans les baraques militaires et, avec de tels locaux, il a été impossible d'avoir un personnel complet. Une bâtisse spacieuse est en construction et nous espérons ainsi avoir le personnel adéquat.

Nous ne pouvons donner la date à laquelle cette bâtisse sera prête. Des augmentations de salaires notables sont aussi prévues pour le personnel. Il y a actuellement 11 professeurs à temps partiel et 12 à titre permanent.

M. Dupré (Verchères): Quels sont leurs salaires?

L'honorable M. Barré (Rouville): Quand nous avons réorganisé l'École, en 1947, nous avons établi une liste des salaires, très convenables à l'époque. Les salaires sont de \$3,500, \$4,000, \$4,500 et de \$6,000 pour le directeur, le Dr Labelle.

M. Dupré (Verchères): Il n'y a donc pas eu d'augmentations de salaires depuis 1947?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non.

M. Dupré (Verchères): Le fait que l'école neuve n'était pas bâtie vous paraît-il une bonne raison pour n'avoir pas augmenté les salaires?

L'honorable M. Barré (Rouville): Les salaires payés ne sont tout de même pas des salaires de famine. En 1947, ils étaient bien payés.

M. Dupré (Verchères): Vos professeurs ont-ils le droit d'exercer leur profession?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non.

M. Dupré (Verchères): Est-il convenable pour un médecin qui a fait un cours de cinq ou six ans de ne recevoir que \$3,500?

L'honorable M. Barré (Rouville): Quand nous avons réorganisé l'École, nous sommes allés chercher ce qu'il y avait de mieux dans la province en fait de médecins vétérinaires.

M. Dupré (Verchères): Bonne raison de plus pour les payer convenablement.

En 1950, une association américaine n'a-t-elle pas averti le ministère d'améliorer les salaires et les locaux de l'École?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition dénigre sa province sans tenir compte des améliorations apportées et des mesures prises pour assurer le progrès dans tous les domaines. Avant 1944, il n'y avait pas, à proprement parler,

d'école de médecine vétérinaire, à l'exception du Collège MacDonald. Celle-ci était logée temporairement et par charité à la trappe d'Oka. Nous n'avions qu'un embryon d'école à Oka et les Pères Trappistes n'étaient pas en mesure d'organiser une école convenant aux besoins de la province.

C'est alors que nous avons décidé d'en créer une à Saint-Hyacinthe et ça ne se fait pas en une journée. En attendant, nous avons acheté des huttes militaires pour loger les professeurs, nous avons fait préparer des plans, et un édifice est actuellement en construction au coût de \$1,200,000; et ce sera la plus belle et sans aucun doute la plus moderne école de médecine vétérinaire du Canada; une des mieux organisées. Nous avons tout pris à l'état de gestation. Quand l'association américaine a parlé de salaires, ça n'était pas de ses affaires; de bâtisses, c'était de ses affaires, mais il faut prendre le temps de bâtir l'école.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre est habile. Je lui parle de salaires et il répond en parlant de bâtisses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas de bâtisses, pas de professeurs.

M. Dupré (Verchères): Pourquoi alors en avoir engagé depuis 1947? Ces gens ne peuvent avoir de "side lines" avec un salaire insuffisant. C'est comme les employés civils dont la plupart nous disent qu'ils crèveraient de faim s'ils n'avaient pas de "side lines".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les professeurs de Saint-Hyacinthe doivent d'abord donner le temps nécessaire à l'école, après ils peuvent travailler pour eux.

M. Dupré (Verchères): Votre ministre vient de dire le contraire! Le ministre de l'Agriculture peut-il affirmer, en lisant les contrats des professeurs, que les vétérinaires ont le droit d'exercer leur profession? Ont-ils le droit de se faire payer pour soigner?

L'honorable M. Barré (Rouville): Ils ne peuvent avoir de bureau.

(Rires du côté de l'opposition)

M. Dupré (Verchères): Tâchez de vous entendre! Quand un de vous deux sort, l'autre rentre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En dépit de ce qui a été dit, j'affirme que les

médecins vétérinaires ont le droit d'exercer pour leur compte en dehors des heures de travail. Sans doute, ils ne peuvent avoir de bureau, mais ils peuvent soigner, donner des consultations, à condition d'accorder le temps nécessaire à l'école.

M. Dupré (Verchères): Très bien, mais le premier ministre trouve-t-il normal qu'un professeur soit obligé de travailler dans ses temps libres pour gagner sa vie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est comme les professeurs d'universités qui sont souvent demandés en consultation. Ils peuvent donner leur temps.

M. Dupré (Verchères): Donner ou vendre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vendre.

M. Dupré (Verchères): Il faut faire attention aux mots avec le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande comme faveur personnelle aux professeurs de l'École de médecine vétérinaire de continuer à faire bénéficier la population de leurs talents.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre peut faire de telles déclarations, mais si les professeurs lisent leurs contrats, ils verront qu'ils n'ont pas le droit de pratiquer.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les cliniciens, pendant les trois mois de vacances, peuvent travailler et retirer des honoraires.

M. Dupré (Verchères): Le ministre n'a-t-il pas reçu une lettre recommandant d'augmenter le traitement des médecins vétérinaires, en 1950?

L'honorable M. Barré (Rouville): Quand je suis devenu ministre de l'Agriculture, les R.R. P.P. d'Oka m'ont dit qu'ils ne pouvaient continuer à s'occuper de l'École vétérinaire. Nous ne pouvions laisser disparaître l'École vétérinaire. Nous sommes entrés en relation avec les universités pour voir s'il n'y aurait pas moyen de rattacher l'École vétérinaire à la Faculté de médecine. Cette solution n'était pas viable. Restait la solution de bâtir une école vétérinaire.

Nous avons alors décidé de construire une école. Comme je ne suis pas un expert, nous avons

groupé quelques vétérinaires sous la présidence du Dr Labelle pour étudier le problème. J'ai confié la tâche de préparer les plans à un comité de médecins vétérinaires compétents. Notre école sera à l'égal des meilleures. Nous aurions pu bâtir plus vite, mais nous avons voulu bâtir ce qu'il y a de mieux.

Nous avons offert à ces gens des salaires représentant pour eux des augmentations allant de \$500 à \$2,500. Aujourd'hui, nous mettons dans le budget une somme additionnelle pour des augmentations de \$20,000, parce que nous considérons nécessaires des augmentations de salaires. Nous avons entouré la réalisation du projet d'École vétérinaire de toutes les précautions convenables.

Que demandait l'Association des médecins vétérinaires américains? L'Association des vétérinaires américains avait attiré notre attention, il y a quelque quatre ans, sur le fait que les locaux de l'École n'étaient pas suffisants. C'est évident. Nous ne pouvions rester logés dans les huttes. Sans cela, nous n'aurions pas construit une école qui va coûter \$1,000,000 à \$1,200,000.

On nous a dit aussi que les vétérinaires sont mieux payés aux États-Unis et l'Association a prétendu que nous ne payions pas les professeurs assez cher. J'ai beaucoup d'admiration pour le peuple américain. C'est le peuple le plus fort à l'heure actuelle. Il peut payer des salaires élevés. Quant à nous, nous prévoyons des augmentations considérables.

Quant aux cours que nous donnons, l'Association les juge excellents. On ne nous a jamais dit que l'enseignement est mauvais. D'ailleurs nous prenons toutes les précautions pour que nos professeurs se perfectionnent. Nous leur faisons suivre les congrès. Nous leur accordons des bourses pour se perfectionner à l'étranger, aux États-Unis ou en Europe. C'est ainsi que, cette année, deux boursiers suivent les cours de la meilleure école vétérinaire du monde à Alfort en France.

L'Association trouve que nous avons trop de professeurs à temps partiel et pas assez de permanents. Nous ne pouvons, à l'heure actuelle, trouver des bureaux pour avoir plus de permanents. Cela viendra avec la construction de l'école.

Je me demande quel but poursuivent ceux qui me dénigrent et qui dénigrent leur province. Je me demande si ceux qui ont lancé la nouvelle au sujet de l'école de Saint-Hyacinthe n'avaient pas pour but de paralyser les efforts pour doter cette institution de ce qu'il y a de mieux ou s'ils n'ont pas tout simplement voulu nuire au ministre de l'Agriculture. Ils ont peut-être voulu déverser sur un ancien président de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) le trop plein de leur bile. Quelles qu'aient été ces intentions,

elles n'empêcheront pas le ministère de l'Agriculture d'atteindre ses fins et d'aménager une école supérieure digne de ce nom.

M. Dupré (Verchères): Le ministre demande si ceux qui ont lancé la nouvelle avaient pour but de nuire? Allons donc! Ils voulaient au contraire que le ministre fasse quelque chose.

Le ministre a admis avoir reçu un rapport de l'Association, il y a quatre ans. Le ministre n'a agi que sous la pression de l'Association des vétérinaires américains, une association d'en dehors. C'est une honte pour la province. Dans ce rapport, on faisait des recommandations. Un nouvel avertissement a été donné en 1950, puis un troisième en 1952. Dans le rapport de 1952, on disait que l'École serait placée au rang des écoles non approuvées par l'Association, aussi longtemps qu'elle ne se serait pas rendue aux recommandations qui lui étaient faites. Quand les recommandations ont été faites en 1948 et en 1950, personne ne songeait à détruire le ministre. On voulait simplement le faire agir. Et il n'a rien fait. Il n'agit que lorsqu'il est forcé d'agir. Quand il a augmenté les salaires, c'est qu'il était forcé de le faire.

Le ministre a d'ailleurs déformé ce que dit le rapport. Ce dernier disait qu'à Saint-Hyacinthe les vétérinaires touchaient non pas simplement des salaires trop bas, mais les salaires les plus bas que l'on puisse trouver au Canada et aux États-Unis. Ça fait quatre ans que le ministre se le laisse dire sans rien faire. Je dis que c'est une honte pour la province d'avoir des professeurs si mal payés. Une autorité étrangère a dû s'en mêler pour que le gouvernement agisse au sujet de l'École vétérinaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verchères peut être assuré que l'Union nationale ne se laissera jamais conduire par personne, même pas les Américains. Nos directives, nous les prendrons dans la province de Québec. Lorsqu'elle a discuté des salaires, l'Association américaine s'est mêlée d'une chose qui ne la regardait pas.

M. Dupré (Verchères): Je connais pas mal le premier ministre! Une heure avant la séance de ce soir, j'ai dit au chef de l'opposition que le premier ministre était pour me répondre qu'il ne prendrait pas ses ordres de Washington! Le premier ministre ne va certainement pas chercher ses directives à Washington, mais c'est Washington qui a fait agir le ministre de l'Agriculture. Pourquoi être membre de l'Association, si l'on ne veut pas de ses directives?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète au député que les affaires de Québec seront réglées à Québec et non à Ottawa ou à Washington.

M. Dupré (Verchères): L'École vétérinaire de Saint-Hyacinthe est membre d'une association américaine. Ce n'est sûrement pas l'Association qui l'a forcée à en faire partie. C'est l'École qui a demandé à faire partie de l'Association. L'École y est entrée librement et, comme elle n'a pas respecté les règlements, l'Association vient de la rejeter de ses rangs. Quand on fait partie d'une association, on doit en suivre les règlements. C'est une honte pour le gouvernement de constater que ses médecins vétérinaires sont les moins payés de tout le Canada. C'est une honte pour la province de Québec de se placer à la queue du Canada en ce qui regarde l'organisation de la médecine vétérinaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis, moi, que c'est une honte de voir un député rechercher le petite bête noire plutôt que de reconnaître les progrès immenses qui ont été accomplis et quand il sait ce que le gouvernement a fait pour créer l'École de Saint-Hyacinthe. C'est une honte pour un député de dénigrer sa province, quand il sait qu'il n'y avait qu'un embryon d'école quand nous sommes arrivés, que nous allons construire un édifice de \$1,200,000 et que nous aurons l'école la mieux organisée au Canada. L'Association avait raison de dire que les installations sont maintenant inadéquates, mais que la situation va être entièrement corrigée lorsque la nouvelle école ouvrira.

L'honorable M. Barré (Rouville): Lorsqu'on veut servir les siens, on tient compte de ce qui se fait. Nous aurons une école qui fera honneur à notre province. Il n'a jamais voulu, dit-il, attaquer l'association.

Beaucoup de publicité tapageuse a été faite en ces derniers temps autour de l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe. Ceux qui ont fait cette publicité autour de l'École ont été bien mal inspirés. Je crois que le député doit avoir une bouteille de fiel sur son bureau! Pour la vaine gloriole de lancer une nouvelle, certaines gens compromettent nos discussions avec l'Association américaine; les transactions sont de plus en plus difficiles. Ils ont fait là une publicité de mauvais aloi et malfaisante. Ils ont tellement de haine et de fiel qu'ils paralysent le progrès.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La question des salaires a beaucoup à voir au succès de

l'École. Il lit une partie du rapport condamnant l'École de Saint-Hyacinthe. Il déplore le fait que le rapport de l'Association indique que les salaires payés aux médecins vétérinaires sont les plus bas payés au Canada et dise que l'École de Saint-Hyacinthe est placée au rang des écoles non approuvées, en attendant qu'elle se rende aux recommandations de l'Association. Ce n'est pas à l'avantage de l'École ni du gouvernement, déclare-t-il. Il n'y a sûrement pas moyen de garder un bon professeur si on n'augmente jamais son salaire.

M. Dupré (Verchères): Quelle est la raison de l'augmentation de \$40,000 au poste des subventions aux écoles d'agriculture?

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est parce qu'on a augmenté les subsides aux écoles supérieures d'agriculture, comme l'école de Sainte-Anne.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Dupré (Verchères) s'étonne de voir que le montant pour les bourses soit si bas; il trouve que \$16,000, ce n'est pas suffisant.

L'honorable M. Barré (Rouville): De nombreuses bourses sont maintenant payées par le ministère de la Jeunesse. Ces \$16,000 servent à l'École vétérinaire de Saint-Hyacinthe, à l'École de laiterie et à verser des primes d'encouragement aux jeunes agriculteurs.

M. Dupré (Verchères): Les bourses à l'agriculture, même y compris celles versées par le ministère de la Jeunesse sont-elles bien suffisantes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Du temps de l'opposition, il n'y avait que trois écoles d'agriculture: à Sainte-Anne, à Oka et à Sainte-Martine.

Depuis l'Union nationale, le gouvernement a construit les écoles de Nicolet, de Ville-Marie, de Chicoutimi, de Sherbrooke. En décentralisant, nous avons permis aux fils d'agriculteurs de toute la province d'avoir une école près de chez eux. Il n'y a donc plus besoin d'autant de bourses. Nous payons maintenant pour les cours eux-mêmes.

L'honorable M. Barré (Rouville): En 1952, le Conseil de recherches agricoles a versé \$51,000 en bourses.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:
- bill 53 concernant la ville de Victoriaville.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 52 modifiant l'article 294a du Code de procédure civile, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. L'article 294a du Code de procédure civile, édicté par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 67, est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, le mot et les chiffres "mai 1953" par le mot et les chiffres "septembre 1954";

b) en ajoutant après les mots "*sine die*", dans la sixième ligne du premier alinéa, les mots "ou référées au maître des rôles,".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 55 concernant le ministère des Finances, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant dans la troisième ligne du sous-article "74a", à la page 2, le mot "légales" par le mot "législatives";

b) dans la version anglaise seulement;

c) en biffant dans les vingtième et vingt et unième lignes les mots "jusqu'à concurrence de la valeur nominale des titres, obligations et autres valeurs".

2. Les journaux ne nous indiquent aucune heure de reprise en soirée. Toutefois, selon la motion adoptée précédemment concernant l'horaire des séances, la reprise des travaux en soirée est fixée à 8 heures.

Projets de loi:

Code de procédure civile

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 52 modifiant l'article 294a du Code de procédure civile.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ministère des Finances

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 55 concernant le ministère des Finances.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *Le Soleil* du 24 février 1953, à la page 1, écrit "que l'honorable M. Duplessis ne l'a pas nommé, mais qu'il s'agit probablement de M. J. W. McConnell".

Première séance du mercredi 25 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

moi-même vous serions pleins de gratitude de vouloir bien vous mettre en rapport par les moyens les plus rapides avec les municipalités STOP.

Charles Laferle, secrétaire honoraire du
Comité national canadien de secours
aux victimes des inondations en Europe

**Aide aux sinistrés
belges, hollandais et britanniques**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait état d'un télégramme provenant du Comité national d'aide aux victimes des inondations en Europe qui lui demande que les fonds recueillis auprès des municipalités et des associations du Québec soient transmis à l'association dans les plus brefs délais. Dans ce message, on déclare que le comité n'a encore reçu que de très petites sommes d'argent, dit-il.

Il dit que la manière la plus rapide qu'il connaisse pour faire sa demande auprès des organismes, c'est de lire le télégramme à l'Assemblée, afin que son contenu soit divulgué par l'entremise de la radio et des journaux. Voici le texte du télégramme:

Toronto, Ont., 25 février 1953

L'honorable Maurice Duplessis, c.r.,
Docteur en droit
Premier ministre de la province de Québec,

À ce jour seulement petites sommes argent sont parvenues au siège du Comité de secours aux victimes des inondations alors que la presse communique que municipalités, quotidiens, postes radiodiffusion, associations de bienfaisance et autres groupements ont recueilli des sommes importantes STOP Vous serions vivement reconnaissants d'inviter ces groupements par l'intermédiaire de votre département des Affaires municipales de transférer le plus rapidement possible les fonds déjà recueillis au Comité national canadien de secours aux victimes des inondations, 95 Wellisley Street East, Toronto STOP Reçus officiels utilisables pour réductions fiscales seront délivrés selon accord spécial avec Ottawa STOP Actions de secours et de reconstruction déjà en bonne voie aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne mais jusqu'à présent couvertes crédits financiers Croix-Rouge STOP Son Excellence et

Projets de loi:

**Drummondville Protestant
Cemetery Company**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 113 constituant en corporation The Drummondville Protestant Cemetery Company ayant pour objet l'expansion d'œuvres de charité, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides:

**Budget des dépenses
1953-1954**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois millions deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des terres (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que le ministère a dépensé tout ce qui lui a été voté, y compris le budget supplémentaire soit \$3,675,000, ou s'il a utilisé davantage en se

prévalant de la loi du drainage? Depuis huit ans, le gouvernement a consacré \$24,000,000 en chiffres ronds au drainage.

L'honorable M. Barré (Rouville): Au 31 janvier, nous avons payé \$3,621,217. Mais ça n'est pas tant le montant dépensé qui compte que les résultats; en huit ans, nous avons récupéré 600,000 arpents de terre qui étaient jusque là incultes. Nous avons creusé ou fait creuser 634 grands cours d'eau et 830 moyens ou petits cours d'eau. Ceci au bénéfice de 20,000 cultivateurs. L'an prochain, nous dépenserons un peu moins, soit \$3,250,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne crois pas qu'il y ait divergence d'opinion sur la nécessité et l'utilité du drainage, qui ajoute à notre domaine cultivable. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Mais là où il y a divergence d'opinion, c'est à propos des méthodes d'octroi des contrats et des prix de ces contrats.

Nous l'avons souvent dit dans le passé, mais la situation reste la même si l'on examine les contrats. On divise l'extraction en catégories: le tuf, le roc et la terre. Dans le passé, il y a un entrepreneur favori qui a toujours eu des prix plus élevés que les autres.

Autrefois, c'était surtout dans le roc. Maintenant, c'est même dans le tuf. Alors quand, en 1952, des entrepreneurs ont obtenu pour ce travail de \$2 à \$2.90 la verge cube, M. Sainte-Marie, dans Yamaska, a obtenu \$4.40 la verge cube. C'est une coïncidence assez singulière que ce soit toujours M. Sainte-Marie qui ait \$4.40 tandis que les autres n'ont jamais plus de \$3.

Pour être juste, je dois dire que le prix payé pour la terre, cette année, a été sensiblement le même à M. Sainte-Marie qu'aux autres, les prix variant de \$0.40 à \$0.55 la verge cube. Mais quand on arrive au transport, on constate une autre situation étrange: on sait que le transport pour le premier mille vaut davantage. Là, M. Sainte-Marie, reçoit à peu près le même prix que les autres, aux environs de \$1.85. Mais pour les milles supplémentaires, alors que les autres reçoivent de \$0.15 à \$0.30 du mille, ce pauvre M. Sainte-Marie reçoit \$0.80 du mille.

J'ai une grande sympathie pour M. Sainte-Marie à qui ça coûte si cher pour faire des travaux de drainage, comparé aux autres... Mais ça coûte cher aussi aux contribuables de la province.

Les choses continueront d'aller ainsi tant que le gouvernement ne modifiera pas sa politique pour l'octroi des contrats, n'instaurera pas un système de concurrence libre et non un système qui permet au

ministère de traiter directement avec l'entrepreneur ou de demander des soumissions à quelques amis. Ce n'est pas de la concurrence réelle et je sais que le ministre de l'Agriculture, un homme honnête et intègre, n'approuve pas au fond de lui-même le système actuel¹.

On ne peut pas dire qu'il manque d'entrepreneurs. En 1951-1952, les *Comptes publics* révèlent qu'il y en avait une douzaine qui faisaient du drainage. Si le ministère demandait des soumissions publiques à tous les entrepreneurs, il n'y aurait pas d'écarts aussi ridicules entre les prix.

Les *Comptes publics* de 1952-1953 ne sont pas encore publiés et je parlerai donc de ce qui s'est dépensé en sept ans pour le drainage, soit \$17,500,000. Là-dessus, M. Sainte-Marie en a eu pour plus de \$7,500,000, soit près de la moitié des contrats en valeur à lui seul.

De ceci, il y a deux conclusions à tirer. M. Sainte-Marie a fait plus de travaux que les autres et ses prix étaient plus élevés que les autres entrepreneurs. Quand un entrepreneur avait \$2 la verge pour un contrat de 1,000 verges, ça coûtait \$2,000; quand M. Sainte-Marie avait \$4.40 la verge, ça coûtait \$4,400.

Tant que le système actuel ne changera pas, la situation sera la même; ça coûtera plus cher et il n'y aura pas de concurrence réelle. Ce serait facile d'avoir des soumissions publiques, puisqu'on pourrait le faire des mois d'avance, au printemps par exemple.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne suis pas le défenseur de M. Sainte-Marie. Les soumissions sont demandées seulement à ceux qui sont capables de bien travailler. Les travaux de drainage se font sur les terres des cultivateurs et certains entrepreneurs causent tellement de dégâts qu'ils sont de véritables fléaux: certains entrepreneurs incendient de jeunes érablières et brisent des clôtures et laissent échapper les vaches dans le voisinage lors des travaux de drainage. Nous ne voulons pas de ces gens-là et il serait inutile de les inviter à soumissionner parce que nous n'accepterions pas leur soumission, même si elle était la plus basse.

Les prix diffèrent parce que la nature des travaux et les conditions du terrain diffèrent également. Les travaux difficiles exigent l'emploi de grosse machinerie. Si M. Sainte-Marie a eu de gros contrats, c'est qu'il était en mesure de les bien remplir, à meilleur marché que les autres. Ainsi, pour le réseau de la savane de Sainte-Clothide, le contrat avait d'abord été donné à un autre entrepreneur.

Celui-ci s'est plaint qu'il perdait de l'argent et a abandonné son contrat. M. Sainte-Marie a pris un contrat dont personne d'autre ne voulait. Ce seul contrat représente plus de \$3,000,000. L'an dernier M. Sainte-Marie est l'un de ceux qui ont exécuté le moins de contrats de drainage. Cette année, il a un contrat dans Yamaska parce qu'il avait le plus bas prix. Les contrats sont toujours donnés au plus bas soumissionnaire.

M. Dupré (Verchères): Le ministre pourra difficilement expliquer le fait qu'on donne \$0.80 le mille-transport à Sainte-Marie quand les autres entrepreneurs n'ont que \$0.25. La Voirie paie beaucoup moins que cela.

Le maire de Beauport, M. J.-Ulysse Sainte-Marie, a obtenu un total de \$7,000,000 du gouvernement en contrats de drainage au cours d'une certaine période d'années. La vérité, c'est que M. Sainte-Marie est le contracteur privilégié de l'Union nationale parce qu'il est le financier de la caisse électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est archifaux. Que le député retire ses paroles.

M. Dupré (Verchères): Je vais dire que c'est plutôt un souscripteur à la caisse électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est faux. Si on veut, je vais nommer les souscripteurs à la caisse électorale. Je les connais.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je demande une décision sur le point d'ordre du premier ministre.

M. Dupré (Verchères): Le ministre de l'Agriculture ne réglerait jamais ses affaires personnelles comme il règle celles de son département. Pour lui, il prendrait la plus basse soumission. Pour la province, il choisit l'entrepreneur favori. Ce n'est pas dans l'intérêt public.

Le ministre de l'Agriculture, au lieu de demander des soumissions de qui il veut, devrait songer à l'intérêt de la province plutôt que du parti et demander des soumissions publiques. De cette façon, il pourrait sauver beaucoup d'argent et dépenser plus pour les octrois et donner des primes pour le beurre et le fromage.

Le gouvernement de la province est un gouvernement de contrats, un gouvernement de contrats sans soumissions pour attirer des souscriptions à la caisse électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je demande au député de retirer ses paroles et, s'il répète ce qu'il vient de dire qu'on fasse rapport à l'Orateur.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre ne devrait pas se fâcher comme ça; c'est contraire à sa santé, mais je vais retirer mes paroles pour lui faire plaisir. Quant à M. Sainte-Marie, je dirai que c'est un contracteur malchanceux de l'Union nationale. Il ramasse tous les mauvais contrats, ceux qui coûtent le plus cher. C'est le martyr de l'Union nationale. On se met à genoux devant lui et on lui dit: Ulysse, il n'y a personne qui veut de ce contrat-là. Prends-le donc. On va te donner \$4.40 la verge cube au lieu de \$2.20. Mais oublie-nous pas!

Quand on fait enlever des souches par un autre, on donne \$25. Mais à M. Sainte-Marie, on donne \$35. Le ministre de l'Agriculture va dire que ce ne sont pas les mêmes souches. Mais le dis, moi, qu'une souche de pin ou une souche d'érable, quand on arrive avec une pelle mécanique, elle ne résiste pas longtemps.

On manque de logique dans les argents votés. On donne \$4.40 la tonne quand il s'agit de n'enlever que six pouces de roc et on donne aux autres \$2 parce qu'il y a trois pieds de roc d'épaisseur. Le ministre est assez économe dans ses propres affaires - je le félicite - que je ne croyais pas qu'il étudiait lui-même les contrats parce qu'ils sont presque tous signés par le sous-ministre.

Le ministre dit que M. Sainte-Marie n'a pas eu beaucoup de contrats de drainage ces dernières années. Je le sais. Nous en avons tellement parlé. Il est sorti du drainage et il est monté sur les chemins. On le nourrit gras pareil!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est un homme étonnant. C'est comme un "record". Il répète toujours la même chose. Voilà cinq ans qu'il répète l'histoire sur le drainage. On l'a dit durant la campagne électorale. Le peuple a pesé ces arguments et il a jugé. Plus que ça. Pendant qu'on faisait cette campagne contre M. Sainte-Marie, ce dernier a été élu maire de Beauport, comme pour le venger de ces attaques. Le ministre de l'Agriculture est un honnête homme. Le sous-ministre est un parfait honnête homme. Qu'est-ce qu'on veut de plus?

On dit que M. Sainte-Marie est un privilégié. Mais aucun contracteur ne peut arriver en dessous dans le travail qu'il fait. Nous lui avons donné des contrats que personne ne voulait avoir. M. O'Connell

a obtenu un contrat de drainage en 1944, à Sainte-Clothilde. À la veille des élections, il a eu un extra considérable. M. O'Connell a dit qu'il ne pouvait pas quand même remplir le contrat. Il fallait que le travail se fasse. On l'a donné à M. Sainte-Marie. Si encore il était devenu contracteur du jour au lendemain, mais voilà au moins 15 ans qu'il remplit des contrats de voirie.

Si l'opposition continue comme elle le fait, à la prochaine élection, son sort sera pire, et celui de la province meilleur qu'en 1948 et 1952. C'est archi-ridicule. Avec des soumissions rouges, vous aviez des contrats qui coûtaient toujours plus cher que la plus basse soumission.

Avec le système actuel, la province est protégée. Sous l'ancien régime, c'étaient toujours les mêmes contracteurs qui avaient les contrats. Nous avons des ingénieurs compétents, dont plusieurs ont été engagés par le gouvernement précédent, et ce sont eux qui fixent les prix.

M. Dupré (Verchères): Je n'ai pas dit un seul mot contre M. Sainte-Marie, qui est un bon homme d'affaires. Je trouve même que les électeurs de Beauport ont bien fait de l'élire maire; s'il a été capable d'organiser l'Union nationale, il doit être capable de bien administrer Beauport. Mais je dis que ces hommes-là marchaient suivant la politique de l'Union nationale. Je n'ai mis en cause ni l'honnêteté du ministre ni celle du sous-ministre. C'est à la politique de l'Union nationale que je m'en prends. Si le sous-ministre ne marche pas dans le sens que veut l'Union nationale, on va le mettre dehors.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire cela; c'est une infamie de dire que le sous-ministre n'est pas libre et serait congédié s'il ne se pliait pas à nos désirs. Il demande au député de Verchères s'il cherche à l'accuser. Il demande au député de retirer ses paroles.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre doit tout de même admettre qu'un sous-ministre doit faire la politique du gouvernement. Si j'achète une entreprise et que je garde le gérant, ce gérant devra faire ma politique; s'il ne suit pas mes directives, je le mets dehors. C'est le premier ministre qui mène la province; ses employés doivent faire sa politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à dire au député que jamais, de près ou de

loin, je ne suis intervenu dans l'octroi d'un contrat de drainage.

M. Dupré (Verchères): Je n'ai pas prétendu ça non plus. Je dis que, dans l'ensemble, on fait la politique de l'Union nationale qui est une politique de contrats sans soumission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition demeure toujours dans le vague. Nous avons nos adversaires en face de nous, ici. S'ils ont des accusations à porter, qu'ils le fassent tout de suite. Que les députés d'en face ramassent donc leur courage et qu'ils lancent des accusations précises. Je les attends. Je vais m'asseoir. Les députés de l'opposition, en dehors de la Chambre, ne parlent pas beaucoup, mais lorsqu'ils sont ici, ils lancent leurs accusations. Leur conduite est lâche.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre demande qu'on respecte les règlements et il suspecte l'opposition de manquer de courage. Il peut en avoir lui, du courage, entouré par ses députés ministériels.

Je persiste à prétendre que, par sa politique de contrats sans soumission, le gouvernement fait perdre de l'argent aux contribuables. Il est temps qu'il commence à mettre en pratique le système des soumissions honnêtes!

Le premier ministre affirmait, en 1936, que si l'on instaurait un système de soumissions honnêtes pour l'attribution des contrats aux entrepreneurs, la province épargnerait \$2,000,000. Aujourd'hui, c'est \$10,000,000, \$12,000,000 et même \$15,000,000 que l'on épargnerait. Le système actuel faisait perdre des millions à la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition se répète. Il n'ose cependant pas prétendre qu'un seul membre du gouvernement soit malhonnête; qu'un seul haut fonctionnaire le soit. Il demande des soumissions publiques. Je réponds que la formule de soumissions publiques de nos adversaires aboutissait, dans 97 % des cas, à un prix plus élevé que la plus basse des soumissions.

Cette méthode était la quintessence de l'hypocrisie; elle donnait l'impression de l'honnêteté, alors que le gouvernement annonçait qu'il ne s'engageait pas à accepter la plus basse des soumissions. Il la donnait à leurs amis qui garnissaient la caisse électorale, qui était aussi garnie par les grandes fortunes des nombreux libéraux qui se sont enrichis sous les gouvernements libéraux.

Mais le peuple ne s'est pas laissé tromper; il dispose des prétendus contrats avec soumissions des libéraux en 1944, en 1948, en 1952. Quant au courage que je puis avoir, entouré des députés ministériels, le chef de l'opposition saura que, presque seul, j'ai mené la lutte contre 75 ministériels, que je n'ai pas eu peur des attaques d'en face et que je n'avais pas peur, moi-même de me porter à l'attaque.

Que mes honorables amis aient le courage de faire la même chose, s'ils en sont capables. Aujourd'hui le courage de l'opposition est demeuré dehors; les libéraux sont des lâches, incapables de venir affirmer en Chambre ce qu'ils disent dehors.

Notre politique de l'attribution des contrats est la meilleure, parce qu'elle est basée sur l'opinion des experts qui, en établissant les plans et devis, fixent également les prix. Nous donnons les contrats à des personnes en qui nous avons confiance qu'elles les exécuteront convenablement. Le prix fixé est le dernier.

M. Dupré (Verchères): Si le premier ministre le permet, je répondrai à son avant-dernier discours. Il a dit que personne ne voulait faire les travaux de drainage commencés avant 1944 par M. O'Connell.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que M. O'Connell n'a pas voulu faire le travail au prix proposé par le ministère. Un seul a accepté, c'est M. Sainte-Marie.

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement avait fait surveiller M. O'Connell.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que l'on avait fait surveiller tous les travaux et non pas seulement ceux de M. O'Connell.

M. Dupré (Verchères): Par d'autres inspecteurs; c'est donc que les anciens inspecteurs n'avaient pas fait leur devoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons fait surveiller les travaux par deux hommes. Trop fort ne casse pas. Il vaut mieux deux surveillants qu'un.

M. Cournoyer (Richelieu): Comme pour l'énumération dans la nouvelle loi électorale!

L'honorable M. Barré (Rouville): On a invité les entrepreneurs à présenter leur soumission.

M. Dupré (Verchères): Le ministre de l'Agriculture a avoué que son ministère a accordé un prix plus haut à M. Sainte-Marie.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai jamais dit que j'avais accordé le contrat au plus haut soumissionnaire. Quand M. O'Connell a demandé de résilier son contrat, M. Sainte-Marie a présenté la plus basse soumission. M. O'Connell a fait un prix; M. Sainte-Marie aussi; le prix de M. Sainte-Marie était plus bas; nous avons accordé le contrat à M. Sainte-Marie.

Le ministère a une liste de 30 entrepreneurs bien outillés et qui traitent bien l'Agriculture. C'est à ces entrepreneurs que le ministère confie de préférence les travaux de drainage. Pour ce qui est de la fixation des prix, le ministère n'impose pas de prix aux entrepreneurs.

Mais tenant compte des recommandations des ingénieurs qui disent: "À tel endroit, ça peut coûter tant", le ministère veille à ce que les prix proposés par les entrepreneurs ne dépassent pas les prix recommandés par les ingénieurs. Le ministère ne signe de contrat avec l'entrepreneur que si le prix fait par cet entrepreneur s'accorde avec le prix des ingénieurs.

M. Dupré (Verchères): Le peuple condamne de plus en plus la politique de contrat sans soumission. Le premier ministre a dit que les critiques des libéraux sur la façon que l'Union nationale accordait les contrats de drainage ont été jugées en 1948 et 1952. Au contraire, le problème n'est pas réglé. Il y avait huit députés en 1944 et il y en a eu 23 d'élus l'an dernier; autre preuve, les majorités ministérielles de 15,000 et de 3,000 ont fondu de 5,000 et 300; troisième preuve, voyant cela, le gouvernement a si peur de la situation qu'il a fait voter un bill, le bill 34, pour voler les élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une infamie! Le député de Verchères a été rappelé plusieurs fois à l'ordre et il continue. Il persiste dans le désordre et multiplie les abus et les injures. Je demande au président du comité plénier de faire rapport au président de la Chambre.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre nous traite de lâches, d'infâmes, nous insulte et nous n'avons pas le droit de répliquer, mais aussitôt que nous parlons... Je suis tout de même prêt à retirer ces paroles. Il dit qu'il s'est laissé emporter par la vivacité du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas de rétractation. J'insiste pour que le député soit rappelé à l'ordre et qu'on fasse rapport à l'Orateur².

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre n'a pas...

M. le président: Quand un député a été rappelé à l'ordre trois fois, le président du comité peut faire rapport à l'Orateur sans motion. C'est ce que je fais.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'est odieux! Le bill 34!

M. le président: Si le député parle de nouveau, je vais le rappeler à l'ordre lui aussi.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Et les polissonneries du premier ministre?

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur l'item 12 des estimés budgétaires de l'agriculture, le député de Verchères (M. Dupré), après avoir été rappelé à l'ordre à trois ou quatre reprises, a déclaré que le gouvernement avait fait adopter le bill 34 pour lui permettre de voler les élections.

L'honorable premier ministre demande à ce que la conduite du député de Verchères soit rapportée à l'Orateur.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Ce rapport du président est hors d'ordre, car les règlements, l'article 327, ne les permettent que lorsqu'on en appelle de la décision du président. Quand le point d'ordre a été soulevé, le député de Verchères (M. Dupré) a voulu se rétracter. Je prétends qu'on a refusé la rétractation du député. Le comité aurait dû accepter l'offre du député de Verchères de retirer ses paroles. Le président du comité plénier n'a pas le droit d'expulser un député. C'est au président de l'Assemblée de le faire. Ça s'est toujours fait comme ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le président du comité peut de son plein droit faire rapport au président. Lorsque l'on voit un député

d'expérience comme le député de Verchères ajouter l'injure à l'injure, faire preuve d'entêtement dans le désordre et de persistance dans l'insulte, je crois qu'il est temps que la Chambre intervienne et manifeste sa désapprobation d'une telle attitude. Il va jusqu'à dire que le gouvernement veut voler les élections. Je pourrais faire une motion pour qu'il soit expulsé. Je ne le ferai pas. Mais je veux qu'il soit nommé.

M. Dupré (Verchères) fait remarquer qu'il s'était laissé emporter par la chaleur de la discussion. J'ai offert de retirer mes paroles, mais on a refusé. Il ne faut pas oublier que le premier ministre m'a lancé les épithètes de "lâche" et d'"infâme". Croyez-vous, M. le président, que ce soient là des compliments? M. l'Orateur, conclut le député de Verchères, j'espère que votre décision sera sage et clémentine.

M. l'Orateur: Le président de la Chambre peut d'office reprendre son fauteuil dès que le désordre persiste. Quand le député a parlé, il n'y avait pas de débat violent. Il a prononcé ses paroles non parlementaires de sang froid. J'ai déjà rappelé dans cette Chambre une décision du Président des Communes à Ottawa, décision prise à la demande de M. King. Le Président a nommé un député pour moins que ce qui s'est dit aujourd'hui. Je le regrette mais, sur la foi de ce rapport, je rappelle M. Arthur Dupré, député de Verchères, à l'ordre.

M. Dupré (Verchères) se lève pour parler.

Une voix lui dit qu'il n'a pas le droit de parole.

M. Dupré (Verchères): (S'adressant au premier ministre) Est-ce mon droit de parole qu'on a voulu enlever?

Des voix: C'est le Règlement.

M. Dupré (Verchères) prend ses papiers et se retire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Et l'on nous accuse de manquer de courage ensuite.

(Pendant que M. Dupré sort, quelques députés libéraux chantent un extrait de La Marseillaise: "Liberté, liberté chérie!")

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution soumise par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon), et dont le texte se lit comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas trois millions deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des terres (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 25 février 1953**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:**Élections générales de 1952**

M. l'Orateur communique à la Chambre et dépose le rapport amendé sur les élections générales de 1952. (Document de session no 51)

Projets de loi:**Association
des chiropraticiens**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Dans la présente loi, les mots suivants ont le sens qui leur est ci-après donné à savoir:

"a) "Chiropratique" signifie et comprend la science et l'art de déceler et de corriger les obstructions qui, principalement dans la région de la colonne vertébrale, peuvent nuire au fonctionnement normal du système nerveux sans se servir de médicaments ou de la chirurgie;

"b) "Conseil" désigne le conseil du Collège des chiropraticiens de la province de Québec;

"c) "Collège" désigne les membres en règle du Collège des chiropraticiens de la province de Québec;

"d) "Membre" désigne membre en règle du Collège des chiropraticiens de la province de Québec;

"e) "Comité" désigne le comité de discipline."

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Mes opinions personnelles sur ce sujet sont bien connues. Depuis quelques années, des demandes de ce genre ont été présentées à l'Assemblée législative et j'ai eu l'occasion de me prononcer.

Il y a deux ans, une enquête a été instituée à la demande du gouvernement pour étudier le problème, tant au point de vue pratique qu'au point de vue scientifique.

L'enquête a été conduite par des gens sérieux, sous la direction de gens sérieux, présidée par le juge Marier, dont on connaît la compétence, et les principaux médecins qui sont venus donner leur opinion ont une réputation internationale, comme les

docteurs Albert Jutras, de l'Hôtel-Dieu de Montréal, et Wilder Penfield, de l'Institut neurologique de Montréal. Le Dr Penfield, un neurologue, a fait un travail immense pour éclairer la question.

Malgré toute leur bonne volonté, les enquêteurs ont conclu que la chiropratique n'était basée sur aucune donnée scientifique et que ses résultats étaient à peu près nuls. Le massage de la colonne vertébrale peut donner de bons résultats en certains cas, mais de là à conclure que toutes les maladies du corps humain pourraient être traitées de cette façon, il y a une marge; ce n'est basé sur rien de sérieux.

La semaine dernière, à Paris, cette question de la chiropraxie a été soumise à l'Assemblée nationale et les députés ont conclu que les questions de santé publique relèvent de l'université.

On demande aujourd'hui aux députés du Québec, dont les quatre cinquièmes ne sont pas médecins, de se prononcer. Je veux attirer l'attention de la Chambre sur la responsabilité qui lui incombe. Si nous n'avons pas encore réussi à reprendre le temps perdu en ce qui concerne la tuberculose; il reste que, de toutes les provinces du pays, c'est celle de Québec qui a le taux de mortalité générale le plus bas. Ce résultat d'une diminution de la mortalité générale a été atteint grâce aux hôpitaux, aux laboratoires et à la formation que les universités donnent aux médecins. C'est dû aussi au dévouement et au travail des médecins si ce beau résultat a été obtenu.

Il cite le cas des médecins qui suivent des cours à l'étranger. Même s'ils sont diplômés d'une grande université de Paris, dit-il, ils ne peuvent pas pratiquer dans la province de Québec sans avoir subi des examens à l'université et devant le Collège des médecins de notre province. On exige des cartes de compétence pour les métiers. Si on prenait moins de précautions dans tout ce qui touche la médecine, on ferait un pas en arrière.

En parlant comme je le fais, je ne protège pas la classe médicale. C'est surtout le public qu'il s'agit de protéger dans le moment. Je ne veux pas dire que les chiropraticiens sont un danger public. S'ils font des erreurs, les médecins en font aussi parfois, mais si des médecins, qui ont étudié 10 ou 20 ans, ne sont pas exempts d'erreurs, à quoi ne s'expose-t-on pas avec les chiros qui n'ont pas le quart de l'expérience et de la science des médecins? Comment peut-on prendre la responsabilité de confier la santé des citoyens à des gens qui ne font presque pas d'études? Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour la santé publique et il faut se garder de faire un pas en arrière en admettant que des gens puissent faire de la

pratique médicale après une formation incomplète. Tout ce que nous voulons, c'est de ne pas reculer.

Si l'on veut légaliser la chiropratique, il faut au moins prendre les précautions élémentaires que l'on a prises déjà dans d'autres provinces où, après deux d'études en anatomie et physiologie, on oblige les chiros à passer des examens devant le bureau médical. Ainsi, après la deuxième année d'études, on oblige ceux qui veulent se spécialiser en chiropratique à passer un examen sous le contrôle de l'université. Nous ne voulons éliminer personne et nous ne voulons pas mépriser l'apport, si infime soit-il, que les chiropraticiens peuvent apporter à la lutte contre la maladie, mais qu'au moins on permette un contrôle sous l'égide non pas du Collège des médecins, mais de l'université et du ministère de la Santé publique.

M. Lizotte (L'Islet): À mon avis, c'est le bill le plus important de la session, puisque de lui dépend notre plus grande richesse, la santé publique. Il (M. Lizotte) veut étudier le problème sous trois aspects: 1. Le peuple; 2. Les chiros; 3. La profession médicale.

D'abord les chiros. Je leur reproche de ne pas s'entendre entre eux. Certains disent qu'ils sont compétents après 18 mois d'études et d'autres après quatre ans. Les chiros devraient d'abord s'entendre, faire le ménage dans leurs affaires et venir ensuite présenter un bill que nous pourrions alors probablement accepter.

Depuis la présentation du bill, on a suggéré d'y faire plus d'amendements qu'il n'y a d'articles dans le projet de loi. On nous dira aussi qu'il y a des chiros qui pratiquent aux États-Unis et au Canada. Dans le Québec, nous les subissons. Mais il n'y a aucun État américain ou aucune province qui n'ait voté de l'argent pour aider cette prétendue science; il n'y a pas eu d'octrois aux universités pour l'enseignement de la chiropratique. C'est à peu près tout le mal que j'ai à dire des chiros.

La profession médicale maintenant. Il faut en tenir compte. Il n'y a pas un médecin qui s'oppose aux chiros. Ils ne nous enlèvent pas un seul client. Mais le bill leur accorde des privilèges que les médecins n'ont pas au sein de leur profession, à moins d'avoir comme pour la chirurgie fait quatre ans d'études spécialisées. Par ce bill, on peut donner à des gens, qui n'ont pas fait le tiers de nos études, des privilèges de spécialistes que bien des médecins ne peuvent obtenir même après une longue pratique, sans passer des examens très sérieux. Avec moins d'un tiers de nos études, ils veulent davantage que nous.

Enfin le bien public. C'est l'opinion des gens que nous représentons que, si la chiropratique était avantageuse, il y aurait eu de l'argent de voté dans le budget pour aider à son enseignement. Nous créons actuellement l'impression que nous allons expérimenter sur le peuple, qui paiera pour l'expérience si elle tourne mal. De plus, une enquête sérieuse a été faite là-dessus, qui a prouvé la faiblesse de la chiropratique.

Cependant, il faut être juste. Il faut reconnaître qu'il y a 20,000 chiropraticiens qui pratiquent en Amérique du Nord. Il faut considérer le fait accompli et je me demande si l'on n'aurait pas tiré avantage, dans le passé, à faire rencontrer les chiros et les médecins, afin qu'ils s'entendent sur cette nouvelle science. Je suggère que l'on établisse une chaire de chiropratique dans les universités où cet enseignement pourrait être donné avec toutes les garanties nécessaires, avec des professeurs sous la surveillance des universités. C'est le moyen le plus facile de créer l'entente, et je crois que, si on nous arrivait l'an prochain, avec un bill en ce sens, ce bill serait mieux accueilli que le présent.

M. Raymond (Témiscouata): Le capital humain doit être traité avec beaucoup d'égards. Je ne crois pas que la Chambre devrait prendre la responsabilité de reconnaître des gens qui ont été jugés par une commission impartiale et trouvés incompetents. Il est impossible de confier à de tels gens la vie et la santé des citoyens de la province. On n'a pas le droit de laisser faire des expériences aux dépens du public, quand on dépense tant d'argent pour la santé.

Les chiropraticiens ne sont pas des rivaux des médecins: au contraire, puisque ceux qui ont été acheminés trop tôt vers leurs fins ultimes par des manipulations d'une valeur scientifique douteuse sont généralement heureux de recourir par la suite aux services des médecins. Que les chiropraticiens fassent des études dans les universités reconnues et acquièrent une véritable formation scientifique, nous en sommes; mais comme législateurs, nous n'avons pas le droit de jouer avec la vie ou la mort des individus en les confiant à des gens dont la formation laisse à désirer.

M. Lemieux (Wolfe) fait d'abord une courte revue des développements de la médecine au cours des siècles: microscope, microbiologie, sulfas et se demande: Les chiros viennent-ils se grouper dans la médecine ou à côté? Ils s'établissent en marge de la médecine et ils constituent deux écoles. Quelques-uns prétendent soigner les troubles de la colonne vertébrale, et les autres affirment que tous les

malaises sont provoqués par les troubles nerveux engendrés par la colonne vertébrale. Ce sont des ostéopathes dont la théorie est inacceptable. Si les chiropraticiens veulent avoir droit de cité, ils doivent non pas se placer à l'écart de la science médicale, mais s'y intégrer. Actuellement, en notre province du moins, des études impartiales ont démontré que la chiropratique n'est pas scientifique. Je proteste contre l'adoption possible de cette loi.

On a cité le cas d'un ministre qui souffrait de la colonne vertébrale. On lui a haussé les talons et il s'est trouvé guéri. C'est tout simplement une correction de statique dans laquelle les chiros n'avaient rien à faire. Il en est de même dans un cas qui concerne le premier ministre. Je demande donc à la Chambre de bien étudier la question. Leur donner un statut en marge de l'école médicale, ce serait, je crains, qu'on ne veuille légaliser le charlatanisme.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous devons être très reconnaissants envers la science médicale. Ce que je vais dire ne devra pas être considéré comme une critique de la médecine. Je ne suis pas expert ni en médecine ni en chiropratique, mais ce que nous devons faire présentement, c'est de nous rendre compte d'une situation de fait qui existe dans la province de Québec. Que les médecins le veuillent ou non, les chiros existent. Il y a eu de nombreuses poursuites contre eux par le Collège des médecins et, si c'est un mal, on peut dire que le Collège des médecins n'a pu enrayer ce mal. Mais ce qui me frappe, c'est qu'aucune disposition de la loi ne peut empêcher les chiros de pratiquer. Il y a des gens qui prétendent guérir toutes les maladies: ce sont des charlatans. Mais, dans toutes les professions, il y en a de bons et de moins bons.

J'ai regardé les Statuts des autres provinces, et j'ai trouvé en Ontario une loi qui ne concerne pas les médecins mais uniquement ceux qui pratiquent à côté, et l'on appelle cela: "Private Practice". Dans la loi ontarienne, on définit clairement ce qu'il faut entendre par chiropraticien. Cette définition est assez large pour comprendre ceux qui exercent des arts ou des sciences similaires. Il existe une commission de cinq membres, chargée de s'occuper de toutes les questions connexes à la chiropratique, et qui s'occupe par exemple de l'admission à cette pratique. On exerce un contrôle.

À mon avis, le bill aurait besoin de plusieurs amendements. Pour ma part, je ne suis pas prêt à adopter le bill dans sa forme actuelle. Premièrement, il faudrait une définition meilleure que celle qu'on donne présentement. Il faudrait définir ce qu'il faut

entendre par chiropraticien, faire disparaître toute disposition qui pourrait leur permettre de s'appeler "docteur". Je sais que plusieurs personnes autres que les médecins portent le nom de docteur. Mais dans l'esprit des gens du peuple, docteur signifie médecin. Je préférerais aussi qu'on adopte un statut d'ordre général à un statut d'ordre particulier, un statut d'ordre général qui prévoirait le cas des manipulateurs, des ostéopathes, les chiros.

Je n'aime pas aussi l'article qui donne le nom de "Collège" à l'association des chiros. Je crois que ce nom doit être réservé au Collège des médecins. Je préférerais pour les chiros un mot qui donnerait une impression différente. Si j'avais un fils qui voulait s'occuper de chiro, je voudrais qu'il fasse un cours de médecine. Mais c'est aller trop loin, je crois, que de dire aux chiros: Allez à l'université, obtenez votre B.A., étudiez la médecine, etc... puis revenez ensuite. Il faut laisser les portes ouvertes. À moins d'amendement, je dois dire que je n'accepterai pas ce bill. Je crois que l'on devrait changer la définition, en restreindre la portée et la rendre plus claire.

Je dois dire aussi que chacun est libre d'exprimer son opinion. Aucune discipline de parti n'est en jeu dans le présent débat. Je veux que le vote, du côté de l'opposition, soit libre sur un bill qui ne comporte aucun aspect de politique partisane. Je suis convaincu que, si le bill passe ou ne passe pas, la grande majorité de la population continuera de confier son sort aux médecins. D'autres continueront à aller chez les chiropraticiens. Ce qui importe, c'est une réglementation générale. Mais peut-être pourra-t-on avoir recours aux chiros et je crois qu'on doit pouvoir le faire en toute liberté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis plusieurs années, les chiropraticiens reviennent devant la Législature, avec des motifs sérieux. Il y a eu, au comité, de part et d'autre, des remarques qui ont pu dépasser l'idée de ceux qui les faisaient, mais, en général, toute la discussion s'est faite de façon amicale. Tous ont manifesté le désir d'en arriver au règlement de ce problème de plus en plus urgent.

Tous admettent la valeur de notre profession médicale et celui qui parle, plus que quiconque, sans doute. Les méthodes ont fait énormément pour la santé et le progrès de la province. Je ne doute pas non plus de la sincérité de ceux qui combattent le bill.

Mais quelle est la situation? À côté des médecins, nous voyons des chiros qui sont d'honnêtes citoyens et qui rendent service à la société. Le Dr Penfield et d'autres éminents médecins ont prétendu que la chiropratique ne peut pas guérir. Il y

a une chose que tous les médecins admettront, c'est que la chiropratique soulage. C'est beaucoup. Le soulagement, c'est quelque chose d'important. Certes, il y a sûrement des chiropraticiens forts talentueux.

Ce que l'on demande en somme, c'est de donner aux chiros de bonne foi et compétents l'opportunité de travailler avec les médecins à faire disparaître le charlatanisme. Ils viennent demander à la Législature de les protéger contre les imposteurs.

La médecine a fait des progrès remarquables, mais c'est encore une profession spéculative. Il n'y a qu'une seule profession qui ne soit pas spéculative, le droit.

(Rires)

Je suis convaincu également que les médecins n'ont pas peur de la compétition. Dans la métropole, à côté de la médecine, il y a les dentistes et les pharmaciens; à côté du génie civil, il y a le génie électrique, le génie minier et les techniciens. C'est du corporatisme bien compris.

Rien dans l'incorporation des médecins. Je ne suis pas prêt à endosser la définition des chiros donnée par le bill et tous les articles. Il ne faut pas aller trop vite avec des définitions qui pourraient n'être pas complètes. Il est raisonnable de prendre tout le temps voulu pour scruter tous les aspects de la loi pour donner justice à tout le monde, pour faire une loi acceptable par tous les intéressés. Les chiropraticiens ne seraient pas plus avancés si l'on passait à la hâte une loi comportant des définitions incomplètes et qui ne donnerait satisfaction à personne.

À ce stage de la session, préparer une telle législation serait difficile. Je crois donc qu'il vaudrait mieux ajourner à plus tard la présentation d'un bill, présenté par un député, qui ne coûtera donc rien, afin de donner du délai à tout le monde. Les médecins commencent à se ramollir dans leurs préjugés - je reçois à l'instant une note du Collège des médecins demandant un an de délai; ils semblent moins intransigeants. C'est la première fois qu'ils manifestent le désir de régler le problème. Il faut le régler une fois pour toutes, avec une méthode qui ne provoquera pas de complications ou d'animosité, mais conduira à la compréhension mutuelle dans l'intérêt des parties et du public.

Si c'est le désir du comité, je crois que nous pourrions décider, non de remettre le bill, mais de le remplacer par un autre qui sera présenté l'an prochain par un député ministériel, et je m'engage à en trouver un. Pour le bill actuel, on remettra aux chiros leurs droits, sauf ceux d'impression et de traduction. Nous allons nous quitter avec la résolution de nous

comprendre et de nous entendre. Dans l'intervalle, je demande au Collège des médecins de cesser leurs poursuites vexatoires et de montrer de l'esprit de coopération avec les chiros de bonne foi comme le Dr Tétrault³, que cette bonne foi se traduise par un armistice et que, l'an prochain, on fasse disparaître les causes de guerre.

Le comité se lève sans faire rapport⁴.

M. l'Orateur au fauteuil

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière: salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a-t-il connaissance qu'on vend, sans se cacher, de la margarine à Sept-Îles? Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour faire respecter la loi?

L'honorable M. Barré (Rouville) ne donne pas de réponse.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre de l'Agriculture a-t-il connaissance qu'on vend dans la province de la crème glacée avec des produits synthétiques?

L'honorable M. Barré (Rouville): À l'heure actuelle, la crème glacée doit être fabriquée avec des produits laitiers. Lorsqu'on nous signale qu'il se fait

de la falsification, nous soumettons le cas à des experts. Nous ouvrons immédiatement une enquête.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quelles mesures le ministre a-t-il à sa disposition pour empêcher pareille falsification? Y a-t-il une législation particulière pour prévoir ces cas?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a une loi de portée générale qui défend de vendre un produit sous de fausses couleurs. En vertu de cette loi, toute personne qui vend des aliments falsifiés est susceptible d'une poursuite.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais a-t-on prévu le développement, déjà très grand aux États-Unis, de produits fabriqués avec les dérivés des huiles végétales, particulièrement abondantes dans le Sud?

L'honorable M. Barré (Rouville): Pour le moment, nous avons une législation qui prévoit ces cas.

M. Dupré (Verchères): J'ai eu connaissance d'une résolution de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) demandant de donner à la Commission de l'industrie laitière compétence en matière de poursuites pour infraction à la loi de la margarine. Pourquoi laisser cela à la seule police provinciale?

L'honorable M. Barré (Rouville): À chacun son travail. La Commission ne dispose pas de moyens pour cela.

M. Dupré (Verchères): On pourrait au moins lui donner les moyens de prendre des poursuites. Il se vend, à Trois-Rivières, un succédané sous le nom de "Belmont Spread" et, quand on demande à la police de prendre des poursuites, elle dit qu'elle agit sous l'empire de l'ancienne loi et qu'elle n'a pas reçu d'instructions spéciales. Si le gouvernement ne veut peut-être pas donner de pouvoirs à la police provinciale et si le gouvernement ne veut pas donner à la Commission de l'industrie laitière le droit dont j'ai parlé, c'est peut-être qu'il veut favoriser la fraude à Trois-Rivières, la ville-lumière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire ces choses.

M. Dupré (Verchères): Dans cette Chambre, on ne peut rien dire qui fasse mal à l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Peut-on connaître le nom des membres de la Commission de l'industrie laitière et leur salaire?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je les donne de mémoire: le président, M. Omer Milot, cultivateur de Yamachiche; les membres: MM. Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand et J.-A. Macarthur. Le salaire des commissaires est de \$1,200.

(La discussion s'étend ensuite sur les salaires)

L'honorable M. Barré (Rouville) (En cours de discussion) fait allusion à l'Ungava et, dit-il, à la mine qu'a découverte le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je pouvais découvrir des mines, je changerais celle du député.

M. Dupré (Verchères): Je demanderais seulement au premier ministre de faire preuve d'un peu plus de gentillesse à l'égard de ses adversaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne relèverai pas ces paroles.

Des voix se font entendre des deux côtés de la Chambre.

M. le président: À l'ordre!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Ross (Montréal-Verdun) questionne le premier ministre sur des différences dans les chiffres des salaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) parle des salaires que le gouvernement paie aux avocats qui travaillent dans le département du procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite des noms et des salaires, puis il déclare qu'il y a une anomalie à corriger.

Il y a des officiers légaux dans tous les départements, dit-il. Il faudrait coordonner cela et

transférer tous les avocats dans mon département où ils seraient affectés à l'étude des questions légales. D'une manière générale, je crois qu'il y a lieu d'augmenter les salaires, mais, même aux salaires actuels, certains avocats aiment mieux être assurés d'un salaire de \$5,000 ou \$6,000 que d'ouvrir un bureau en ville et d'attendre la clientèle.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce n'est pas encourager un jeune avocat que de lui offrir \$200 par mois.

M. Cournoyer (Richelieu) demande au premier ministre si les conseils de M. Arthur Beauchesne, ancien greffier de la Chambre des communes dont la province avait retenu les services à titres d'expert en matières constitutionnelles, durant les conférences fédérales-provinciales, lui avaient été d'un grand secours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ses services ont été discontinués après ces conférences.

M. Cournoyer (Richelieu): Le Dr Beauchesne, quand il était à Ottawa, déclarait que les Législatures provinciales n'étaient tout au plus que des conseils municipaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand M. Beauchesne était à Ottawa, il subissait l'ambiance centralisatrice du milieu. Mais il n'a jamais été centralisateur à Québec. C'est un homme très cultivé, bien documenté au point de vue historique et constitutionnel, qui possède une vaste intelligence et une expérience très précieuse. Nous l'avons consulté surtout au point de vue historique et au point de vue documentation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pourtant, je n'ai jamais compris le mariage étrange des deux centralisateurs que sont M. Duplessis, centralisateur à Québec, et M. Beauchesne, centralisateur à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les services de M. Beauchesne, à cause de sa vaste intelligence, de son érudition et de son expérience, comme journaliste et comme greffier, ont été d'une grande utilité... Quand l'Union nationale se trouve en face d'un problème, elle aime à entendre le point de vue des deux côtés.

Il rappelle la mission confiée à M. Patrice Tardif pour défendre les droits de la province à

Ottawa; et il fait l'éloge du nouveau conseiller législatif.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Qui se charge de l'inspection des prisons?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le lieutenant-colonel Piuze qui fut chef de police de 1936 à 1939.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Combien d'inspections a-t-il faites l'an dernier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il passe dans les prisons et fait des rapports verbaux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Mais en cas de plaintes, qui fait l'enquête?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des membres de la police provinciale ou du personnel du département du procureur général.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): En 1952, y a-t-il eu des plaintes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, plusieurs, notamment au sujet de Bordeaux, de Trois-Rivières, de Sorel, de Rimouski, etc. La situation dans les prisons de la province n'est pas unique. Elle est la même qu'ailleurs au Canada et aux États-Unis.

La presse devrait accorder moins de publicité aux désordres qui peuvent se produire.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Y a-t-il eu des rapports pour Bordeaux, Sorel, Rimouski?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des rapports de différentes sources, rapports écrits et rapports verbaux.

M. Cournoyer (Richelieu) dit que la plainte provient du fait que certains prisonniers ont réussi à sortir de prison la nuit. Un prisonnier avait l'habitude de partir pour aller livrer de la bière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle le cas d'un prisonnier à Joliette qui vendait du lait d'une vache qui était gardée à la prison; un jour, le prisonnier et la vache sont disparus.

Il n'a pas l'ombre d'un doute que des réformes sont nécessaires à Bordeaux et ailleurs. À Bordeaux,

il existe une situation intenable du fait que la coexistence de criminels invétérés et de criminels par accidents. C'est pourquoi nous avons décidé d'adopter une politique de ségrégation. Le gouvernement pourrait construire deux grands bâtiments pour les malades mentaux et deux autres pour séparer les divers types de criminels.

C'est un gros problème. Beaucoup de prisons ne répondent plus aux besoins. C'est le cas en particulier de la prison des femmes de la rue Fullum. On constate dans le monde entier une vague de criminalité qui a fait déborder les prisons. Nous avons eu des plaintes, des enquêtes ont été faites et nous sommes à étudier le problème.

Partout, la supervision des prisons présente un problème important. Il fait allusion à l'évasion Boyd-Jackson de la prison de Toronto et de l'arrestation de John Agar, l'ex-conjoint de l'actrice de cinéma Shirley Temple, comme preuve du problème relatif aux prisons et de la vague généralisée qui ne se limite pas nécessairement aux conditions créées par la pauvreté.

À propos du rapport de Bordeaux, je suis d'avis qu'il n'est pas d'intérêt public d'en révéler le contenu.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Des abus flagrants se sont produits dans certaines prisons du fait de l'incompétence du personnel. Les shérifs qui sont responsables des prisons, de même que les gouverneurs, ont toujours été, dans le passé, sous un régime ou l'autre, des nominations politiques. Il y a trop de nominations politiques.

Il faudrait plutôt choisir des compétences et nommer, pour la surveillance générale des prisons, un homme⁵ intègre et indépendant qui serait directement responsable du procureur général, afin d'améliorer la tenue de nos prisons, et qui se chargerait de faire passer des examens et même de donner des cours aux personnes qui ont la responsabilité de garder les prisonniers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La suggestion du député a du bon. Le trouble, c'est que des gouverneurs n'ont pas le sens humain; il y en a qui sont trop mous, d'autres, plus raides.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Apparemment, il n'existe aucun organisme pour surveiller l'administration des prisons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut dire cela. Les shérifs ont l'administration des prisons. Les prisons de Sorel et de Trois-Rivières

ne répondent plus aux besoins. Nous tâchons d'y voir le plus vite possible.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le shérif n'est surveillé que sur des plaintes reçues par le procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des inspecteurs font des visites régulières et y font l'audition des livres.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ceci est au point de vue des dépenses. Mais il s'agit d'organismes spéciaux pour l'administration des prisons, comme il y en a dans les provinces de l'Ouest, par exemple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le mal est général et difficile à résoudre. De nombreuses évasions ont eu lieu à Toronto, à Kingston et ailleurs. Il y a eu des incidents à Bordeaux, mais il y en a eu ailleurs également. Il y a peut-être quelque chose de bon dans ce que dit le député. Mais il faut éviter la confusion.

Les journaux ont donné une trop grande publicité à ces incidents. Comme résultat de cette publicité, les incidents se sont multipliés. Il est certain que des réformes s'imposent et le gouvernement s'occupe activement de ce problème.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il se produit des faits qu'ignore sans doute le premier ministre, mais qui sont tout à fait répréhensibles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a parfois des hommes compétents mais qui peuvent manquer du côté humain.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous sommes en présence d'un mal général. On a tort de considérer la garde des prisons comme une sinécure, et cela existe depuis longtemps d'après ce qu'a dit le premier ministre. Il faudrait que le personnel des prisons ne soit pas responsable au shérif, mais au procureur général. Il importe, à la lumière des faits que nous connaissons qu'il y ait un contact direct entre le gouvernement et l'administration des prisons.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Pour entrer dans la police provinciale, il faut des cours et des examens, mais pour devenir shérif, il suffit d'une recommandation politique, et il y a des cas d'incompétence flagrante. Il y aurait lieu de créer un

corps spécial qui donnerait des cours aux shérifs et aux gardes et appliquerait une surveillance efficace.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a certainement du bon dans ce que dit le député. Personne n'aime à être inspecté. Ce qu'il faut créer, c'est la coopération et la compréhension. Il existe un mal général. Nous manquons d'orientation professionnelle. Chez nous, il y a une tendance à rester dans une branche, même si l'on n'est pas fait pour cela. Ailleurs, aux États-Unis par exemple, il y a des avocats qui se lancent dans les affaires et deviennent présidents de compagnies.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Où sont enfermés les fous criminels?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils sont à la prison de Bordeaux, sous la surveillance du Dr Zénon Lesage, qui agit aussi comme conseiller médical.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le procureur général a-t-il visité la prison de Bordeaux à la suite des émeutes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Cette prison, établie par Sir Lomer Gouin, a été bâtie de façon à permettre une surveillance facile.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Une chose me surprend, c'est qu'à la suite des troubles de l'été dernier, le gouvernement ait laissé la direction de cette prison à une personne qui a démontré une parfaite incompétence. Le directeur de la prison, le Dr Zénon Lesage, a prouvé son incompétence, et le gouvernement a manqué à son devoir en le maintenant à son poste.

Un ministre a admis ces jours derniers que les dommages se chiffrent à \$2,000,000. C'est inconcevable. Il y a quelque chose qui ne va pas. Les journaux ont fait des récits de ce qui se passe là et qui révèlent des choses inconcevables. La prison serait un lieu de trafic d'opium et il existe une tolérance condamnable. Les gardes vendent des cigarettes et de la nourriture.

Si on tolère un administrateur incompétent, on ne fait pas son devoir. Quelque chose ne va pas quand un ministre admet qu'il y a eu pour \$2,000,000 de dommages. Il y a eu également des évasions. Des conflits d'autorité embarrassent aussi les gardiens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): demande de ne pas oublier qu'une prison n'est pas

un lieu de réunion pour les enfants de Marie ou pour les Tertiaires. Le Dr Lesage est un gentilhomme. Il (l'honorable M. Duplessis) regrette l'attitude du député de Jeanne-Mance à son endroit.

Le Dr Zénon Lesage est un ancien libéral, un parfait gentilhomme et un citoyen auquel on n'a rien à reprocher. Il y a eu des émeutes dans plusieurs pénitenciers américains et canadiens, et des dommages y ont été causés pour des millions. Une crise d'anarchie sévit à l'heure actuelle et, dans un grand nombre de pénitenciers des États-Unis, la situation a été beaucoup plus grave qu'à Montréal. Dans la république voisine, on est allé jusqu'à faire chanter un assistant procureur général. Cela n'est pas arrivé à Montréal. Ils ne feront pas chanter le procureur général du Québec. C'aurait été une lâcheté de changer le gouverneur de la prison pour donner satisfaction aux bandits. Le gouvernement s'occupe d'améliorer la situation et il connaît les coupables à Bordeaux. On procédera à des réformes, mais sans donner raison aux bandits.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ce n'est pas donner raison aux bandits que de changer un homme qui a prouvé son incompetence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les bandits demandent la tête du gouverneur, c'est signe que c'est un bon gouverneur.

Les tribunaux ne sont pas toujours assez sévères, quand ils ont à décider du sort d'un homme qui a commis une faute peu sévère, mais qui affiche un caractère de récidiviste. Les tribunaux devraient éviter d'envoyer des bandits impénitents à la prison de Bordeaux. Ils devraient être envoyés tout de suite au pénitencier, à Saint-Vincent de Paul, pour garder la place pour les criminels moins endurcis.

Le gouvernement s'occupe d'améliorer la situation et il connaît les coupables à Bordeaux. C'est notre intention de faire une réforme générale des prisons dans la province de Québec. Mais, tout en faisant des réformes, nous n'oublierons pas les honnêtes gens. Nous allons nous occuper des honnêtes gens avant de nous apitoyer sur le sort des criminels. Nous ne donnerons pas raison aux émeutiers au détriment des bons citoyens. Nous ne sacrifierons pas les intérêts des meilleurs éléments pour faire l'affaire des bandits.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre a-t-il l'intention de faire connaître ce qui s'est passé à Bordeaux? De publier un rapport sur les émeutes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse. Ce serait, dit-il, contre l'intérêt public. Les journaux donnent trop de publicité aux bandits, aux troubles qui se produisent dans les prisons. C'est un encouragement au crime, contre l'intérêt bien compris des enfants des propriétaires des journaux. Cette littérature est pire que la littérature malsaine que tout le monde réprouve.

De plus, dans ces institutions, il y a des malades. Tout récemment, nous avons vu des enfants tuer leur père pour faire parler d'eux. Je demande aux journaux, dans l'intérêt public, de ne pas faire une publicité à l'avantage des bandits.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les représentants du peuple ont droit de connaître la vérité à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons rien à cacher, mais je ne puis rien révéler maintenant. Dans l'état actuel des choses, vu les recherches qui se poursuivent pour retracer des coupables, il ne serait pas dans l'intérêt public de faire connaître certains détails. Je demande au député de Jeanne-Mance de cesser d'attaquer la police provinciale.

M. Lafrance (Richmond): Que faisait le premier ministre quand il critiquait Jargailles?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député observe les règlements et qu'il se souvienne qu'il a déjà été nommé en cette Chambre.

Les gens sont contents d'avoir la police provinciale quand ils en ont besoin. Cette police est de première qualité et le gouvernement reçoit à son sujet des compliments de partout.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas entendu des députés de l'opposition critiquer la police. Je ne veux pas prendre la part des émeutiers de Bordeaux. Je réalise que ce sont des bandits qui ont commis des crimes; mais quand il y a eu deux émeutes, nous avons raison d'être inquiets des conditions qui existent là-bas.

Je ne veux pas attacher trop d'importance aux articles de journaux. Mais la *Gazette* a la réputation d'être un journal sérieux. Il lui arrive même assez souvent de faire des compliments au gouvernement.

Or, la *Gazette* de Montréal disait, lors de la première émeute, qu'elle avait été causée par qualité sordide de la nourriture à la prison de Bordeaux. En août, le même journal donnait l'avertissement que les conditions n'étaient pas améliorées à Bordeaux et

c'est alors que survint une seconde émeute. C'est cette même nourriture qui aurait entraîné le second soulèvement: cela ressort des articles de journaux et de lettres anonymes reçues par l'opposition.

Il n'y a rien pour créer du mécontentement comme servir de la nourriture pourrie aux prisonniers. Je n'accuse pas le procureur général, mais je manquerais à mon devoir si je n'attirais l'attention de la Chambre sur la situation.

Sous tous les gouvernements, on n'a pas attaché suffisamment d'importance au rôle que doivent jouer les gardes dans une prison, et qu'on leur a toujours payé des salaires inadéquats pour s'assurer d'une bonne classe de gardiens. Il y a là une explication des maux qui existent.

Le gouvernement a amélioré la situation en augmentant les salaires de \$600 et de \$700 par année, mais avec \$1,700 par année on ne peut pas obtenir les services de gens compétents.

C'est là que réside la responsabilité des événements de l'an dernier à Bordeaux.

Mais ce ne serait pas tout de hausser davantage les salaires. Il faut non seulement des gens compétents mais intègres. Selon certaines informations, la nourriture achetée pour la prison est bonne, mais qu'on vend cette nourriture et qu'on la remplace par une autre de qualité très inférieure...

Le gouvernement doit s'assurer les services d'un personnel compétent auquel il ferait suivre une période d'entraînement avant de leur confier la garde des prisonniers. Le gouvernement doit également contrôler les fournitures et la nourriture qui entre dans la prison de Bordeaux. Les deux émeutes à Bordeaux sont un avertissement formel au gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les salaires des gardes ont été augmentés de \$600 à \$800 par an, et il faut tenir compte, en calculant le salaire des gardiens à Bordeaux, du fait qu'ils sont habillés, nourris et assurés par le gouvernement. Cela représente au moins \$600 de plus par année. Il n'est pas toujours facile de trouver des gens qualifiés pour remplir la fonction de garde, qui est assez onéreuse.

Tout le mal réside dans le concubinage des prisonniers endurcis et des nouveaux. Il faut absolument faire la ségrégation. Quant aux prisonniers, ils ont droit à une nourriture convenable et, si un jour ils ont à se plaindre, ce n'est pas une raison pour causer des dommages de près de \$2,000,000 que les honnêtes gens devront payer.

La qualité de la nourriture a pu faire défaut à certains moments, mais le gouvernement n'est en pas responsable; et les honnêtes gens ne sont pas obligés de payer pour les criminels. Il y a certaines

personnes qui s'imaginent qu'on doit servir aux criminels la même nourriture qu'aux honnêtes gens.

Le gouvernement a commencé à faire des réformes et il s'occupe d'abord de la ségrégation. Nous n'espérons pas faire d'un bandit un honnête homme, mais nous allons faire de notre mieux pour réprimer les désordres. L'épidémie de désordres a été causée par la publicité faites aux canailles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Lorsque des émeutes arrivent, il faut en chercher la cause. Si l'on tient compte de certaines lettres reçues, le point de départ des émeutes à Bordeaux a été la mauvaise nourriture. Au gouvernement d'y voir. Il me semble qu'il y a des fuites quelque part.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas de doute que certains gardes n'ont pas fait leur devoir. Un d'entre eux a été pincé à servir de messenger à René Rocque, pour transporter la correspondance de ce dernier à l'extérieur de la prison et rapporter les réponses. Ce garde était payé avec l'argent des syndicats, et le gouvernement l'a fiché dehors en prenant les moyens d'empêcher d'autres abus semblables. La nourriture achetée pour la prison de Bordeaux est excellente. Si on comprenait les difficultés à surmonter, on ne critiquerait pas comme on le fait.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous nous sommes montrés le plus objectif possible. L'an prochain, si le gouvernement ne donne pas suite à nos critiques, nous nous montrerons plus sévères.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) parle de la présence des déments dans certaines prisons de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député a parfaitement raison de déplorer cette situation. Nous considérons que c'est là un problème urgent et nous allons le résoudre le plus tôt possible.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) exprime l'avis que tous les bureaux d'enregistrement de la province devraient appartenir exclusivement à la province. À certains endroits, dit-il, les registrateurs travaillent à commission. Ces bureaux rendent des services au nom de la province et les fonctionnaires qui s'y trouvent devraient tous être payés par la province. Les honoraires payés par les clients devraient appartenir exclusivement au Trésor provincial.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Projets de loi:**Association
des chiropraticiens**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 111 constituant en corporation l'Association des Chiropraticiens de la province de Québec n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quant aux honoraires d'avocats, nous allons mettre cela dans le panier de la bonne entente.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 57 modifiant l'article 98 de la loi des compagnies de Québec;
- bill 58 autorisant le gouvernement de la province à venir en aide aux sinistrés de Belgique, de Hollande et des Îles britanniques;
- bill 59 modifiant l'article 32 de la loi de l'électrification rurale;
- bill 60 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit;
- bill 61 modifiant la loi de la chasse;
- bill 62 concernant les droits sur les successions.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 56 concernant certains appels, avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes du dernier alinéa, à la page 2, les mots "au plus tard le vingtième jour qui suit" par les mots "dans les trente jours qui suivent".

Projets de loi:**Appels relatifs
à la corruption municipale**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 56 concernant certains appels.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 227 modifiant la loi de pharmacie de Québec, avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 9 est remplacé par le suivant:

"9. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"9. Les candidats aux examens susmentionnés doivent payer les frais d'examen et de diplôme prescrits par les règlements."

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 19 comme article 20:

"20. L'article 20 de ladite loi est modifié en ajoutant après le mot "médecins", dans la troisième ligne du dernier alinéa, les mots ", de dentistes".

3. Les articles 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 et 47 deviennent respectivement articles 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 48.

Projets de loi:**Pharmaciens**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 227 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15**Subsides:****Budget des dépenses
1953-1954**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Ross (Montréal-Verdun): Concernant l'observance de la loi des liqueurs, quelles mesures le premier ministre a-t-il prises à la suite de la requête présentée l'an dernier, qui comportait 800,000 signatures, et qui réclamait une plus stricte observance de cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons donné des instructions formelles de faire observer la loi encore plus sévèrement. Chaque fois que des plaintes ont été portées à notre connaissance, nous avons envoyé des enquêteurs ou des agents spéciaux.

Il y a eu beaucoup d'améliorations. Nous reconnaissons que ce n'est pas encore parfait, mais nous visons à la perfection sans espérer pouvoir l'atteindre jamais.

M. Ross (Montréal-Verdun): Quand le premier ministre a donné des instructions spéciales pour la période des fêtes, au jour de l'An et à Noël, la loi a été observée parfaitement. Pourquoi ne serait-il pas possible de faire la même chose tout le temps?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne le pense pas car, pour ces deux fêtes, nous exigeons plus que la loi elle-même. Nous obtenons cela parce que nous sommes raisonnables. Le problème est vraiment complexe. Ce n'est pas aussi facile qu'on pense. Dans les petits centres, ça va très bien. Mais à Montréal, c'est différent parce qu'il y a là, en plus de la population permanente, qui est respectueuse des lois, une population flottante qui complique la situation.

Pour faire fermer les clubs à minuit trente, il faut de toute nécessité faire fermer les restaurants qui ont des permis, car autrement la surveillance devient impossible. On nous a dit de ne pas faire fermer les restaurants, car certaines gens travaillent tard la nuit et ont besoin de manger. À Montréal, il y a eu une amélioration sensible. On doit toutefois éviter de tomber dans l'abus contraire, car une observance stricte de la loi est impraticable humainement parlant.

Le vin n'est pas une boisson immorale; mais c'est en abusant de cette boisson et d'autres liqueurs alcooliques qu'on cause des désordres. Dans l'application de la loi des liqueurs, il faut tenir compte du fait que l'homme a une nature déchue et, s'il devenait légalement impossible de se procurer de l'alcool, nous verrions surgir une multitude de débits clandestins où l'on vendrait de l'alcool frelaté, susceptible d'empoisonner les gens.

S'il y avait moyen de choisir entre le bien et la perfection, nous choisirions la perfection. Mais c'est impossible. Il y aura toujours du travail à faire tant que la nature humaine sera ce qu'elle est.

À Montréal, j'ai moi-même fait fermer six clubs de nuit et la loi est mieux observée qu'auparavant d'une manière générale. Je crois que cela est digne de mention.

M. Ross (Montréal-Verdun): Ne serait-il pas possible de faire fermer les clubs du samedi soir à minuit jusqu'au lundi matin à 8 heures pour faire mieux observer la loi du dimanche?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est impossible. Aucune autorité humaine ne pourrait appliquer un tel règlement.

M. Ross (Montréal-Verdun): Qu'est-ce que ça coûte pour avoir une licence?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça dépend de la licence. Je dirai à mon honorable ami que, pendant la dernière campagne électorale, un ancien chef de la police provinciale, Marcel Gaboury, a écrit aux détenteurs de permis pour leur demander de souscrire en faveur de M. Lapalme et leur promettre la protection dans le cas où les libéraux prendraient le pouvoir. Des organisateurs libéraux sont même allés voir des détenteurs de permis pour leur dire: Fatiguez-vous pas avec la lutte que nous faisons au sujet de la loi des liqueurs, si on revient au pouvoir, on sera plus large que jamais.

Des voix de l'opposition: C'est faux! C'est faux!

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre fait une autre de ses affirmations gratuites. Que le premier ministre donne donc des preuves.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que ce que j'ai dit est vrai.

Des voix de l'opposition: C'est une fausseté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que Marcel Gaboury a envoyé des lettres aux détenteurs de permis pour leur demander une souscription et leur promettre la protection si les libéraux arrivaient au pouvoir. J'en ai des copies. Et des organisateurs, peut-être pas à la connaissance de M. Lapalme, et des députés libéraux, ont dit à des détenteurs de permis: Nous faisons une campagne pour la frime; votez pour nous et nous serons plus larges que jamais. Les lettres indiquent que les choses seraient plus faciles pour les détenteurs d'un permis si le parti de l'opposition était élu. On ne devrait pas faire de politique avec cette question. On devrait plutôt travailler la main dans la main pour faire observer la loi. Il y a trop de pharisiens qui prétendent travailler en faveur de la tempérance et qui sont prêts à soutenir en dessous les violateurs (sic) de la loi.

M. Bélanger (Lévis): Je soulève un point d'ordre et je demande que le premier ministre soit forcé de retirer ses paroles. Ce sont des paroles malhonnêtes.

M. le président: Le député de Lévis n'a pas le droit de dire d'un membre de la Chambre qu'il a prononcé des paroles malhonnêtes. Il doit retirer ses paroles.

M. Bélanger (Lévis): Je les retire, mais je demande que le premier ministre retire également les siennes. On n'a pas le droit de laisser entendre que des députés de l'opposition ont pu se prêter à des manœuvres comme celles dont a parlé le premier ministre.

M. le président: Le premier ministre a pris soin de dire qu'il n'accusait aucun membre de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que l'application trop rigide de la loi conduit à la multiplication des débits clandestins où on se livre à la prostitution et à toutes sortes d'abus. Nous procédons avec toute la sévérité possible dans les circonstances. Les "grills" n'existaient pas avant le gouvernement Godbout. C'est le gouvernement Godbout qui les a permis et qui a toléré qu'on en fasse souvent des lupanars où la jeunesse se perd. L'Union nationale a mis fin à cela.

Le Christ a accompli son premier miracle en changeant l'eau en vin, mais le plus grand écueil à éviter dans tous les domaines, c'est l'excès. Nous avons fait cesser ces abus. Il y a encore des améliorations à faire et il y en aura jusqu'à la fin du monde. Nous faisons tout ce qu'il est humainement possible de faire en tâchant d'éviter le pire par une sévérité outrée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je vois dans les paroles du premier ministre un aveu que la loi n'est pas respectée. Je me rends compte que, si le procureur général voulait imposer sa volonté tous les jours, il aurait le succès qu'il a obtenu pendant le temps des fêtes. La situation est grave à la campagne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Chaque fois qu'on m'a signalé une infraction, nous avons envoyé la police, nous avons porté plainte et, dans la plupart des cas, ceux qui m'avaient demandé d'intervenir m'ont demandé de faire en sorte que la sentence ne soit pas sévère.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le procureur général doit agir sans qu'il y ait partout des comités de vigilance. L'observance de la loi des

liqueurs est de sa responsabilité et non de celle des citoyens ou des comités paroissiaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Chaque fois qu'on me fournira des preuves raisonnables, j'agirai.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre vient de cracher en l'air. Le 13 octobre 1952, par lettre recommandée, je lui ai écrit pour attirer son attention sur l'existence de débits clandestins à Danville, à Asbestos et à Richmond. Nous avons compté trois débits dans un rayon de trois milles.

Il y a deux hôtels qui observent la loi, mais ils sont entourés de sept endroits où on vend de la boisson. Quand le premier ministre a dit tantôt qu'il s'occupe des plaintes qu'on lui envoie, il crache en l'air.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond vient de prononcer un discours crachat. Je n'ai jamais pris connaissance de la lettre à laquelle il réfère. Si cette lettre a été reçue par mon bureau, des ordres ont certainement été donnés pour qu'on intervienne.

M. Bélanger (Lévis): Je demande, M. le président, que le premier ministre retire les paroles qu'il a prononcées tantôt, sans condition. Il y a des limites à insulter l'opposition; je n'ai jamais entendu de paroles aussi basses et aussi injustes.

M. Lafrance (Richmond): Et indignes d'un premier ministre.

M. le président: Je dois dire au député de Lévis qu'il est antiparlementaire de dire ce qu'il vient de dire du premier ministre et je lui demande de retirer ses paroles.

Un député à gauche: C'est le comble!

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre a porté des accusations graves qui mettent en péril la réputation d'honnêteté des membres de l'opposition. On a parlé de caisse électorale, ici, et un député a été nommé. L'opposition libérale lutte sincèrement contre les abus de l'alcool, et elle est même fière de compter dans ses membres un Lacordaire (M. Lafrance, Richmond). Le premier ministre lance constamment des accusations en l'air, qu'il donne des preuves!

M. le président: Le premier ministre a pris la peine de dire qu'il ne mentionnait aucun député de l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je dois dire que M. Lapalme, moi-même et mes collègues de l'opposition n'avons jamais hypocritement demandé l'application de la loi des liqueurs. Nous sommes sincères. Nous n'avons jamais promis de ne pas faire respecter la loi et, si la lettre dont le premier ministre parle, si lettre il y a, a été écrite, je dis que je la répudie nettement. Ce n'est pas notre politique de dire une chose et d'en faire une autre. Pendant la campagne électorale, M. Lapalme et moi-même avons réclamé le respect de la loi des liqueurs, et nous croyons qu'il est possible de le faire. Autrefois, cette loi, en général, était respectée; je ne dis pas qu'elle l'était partout. Mais jamais il n'y a eu dans la province autant de protestations générales que depuis une couple d'années, tant de requêtes signées par autant de monde.

Pourquoi ces protestations? Parce qu'il y a tolérance générale. La tolérance générale, telle est la plaie. Les gens enfreignent ouvertement la loi et pas seulement à Montréal. Quand on voyage en campagne, on est étonné de voir combien il y a d'endroits, bien illuminés, où l'on peut avoir des boissons alcooliques, à n'importe quelle heure de la nuit. Le clergé catholique a fait signer des requêtes portant 800,000 noms; on a porté ces requêtes à l'attention du premier ministre, qui a remercié ces personnes d'avoir porté la situation à son attention.

Pourtant, tout le monde savait la situation, tout le monde le sait encore. La loi des liqueurs n'est pas respectée. Tout le monde sait que c'est au procureur général qu'incombe la responsabilité de faire observer la loi. Si la loi n'est pas conforme à la situation actuelle, qu'on la change. Mais c'est mauvais d'avoir une loi et de ne pas la faire observer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Proportions gardées, en tenant compte de l'augmentation de la population, il existe moins de permis qu'il n'en existait avant. Jamais la loi des liqueurs n'a été observée avec autant de sévérité que sous l'Union nationale. Pendant la période des Fêtes, les "grills" ont coopéré en respectant ma recommandation de fermer plus tôt, ce qui n'était pas requis par la loi. La routine de la police de la Régie des alcools a été réorganisée plusieurs fois pour empêcher les contrevenants du couvre-feu de minuit de reconnaître les enquêteurs.

Mais la province et le tourisme se développent et il y a 25,000 milles de route. Nous ne pouvons être partout. Nous avons des distances énormes à parcourir. De plus, je regrette de le dire, nous n'avons pas la coopération que nous serions en droit d'attendre de certaines personnes. Nous n'avons pas la coopération de l'opposition qui fait de la politique avec la question des liqueurs. Il y a des autorités qui m'ont demandé de sévir et qui, après condamnation, m'ont demandé qu'il n'y ait pas de peine. L'opposition ne devrait pas faire de politique avec ça.

Tout le monde sait ce que je pense de la boisson. Si je pouvais envoyer la Commission des liqueurs au pôle nord, le personnel non compris, bien entendu, je le ferais. Malheureusement, je ne le peux pas. Comme honnête homme devant l'Être Suprême, j'affirme qu'aucun gouvernement n'a fait autant que celui de l'Union nationale pour assurer le respect de la loi des liqueurs.

M. Lafrance (Richmond): J'ai reçu une réponse à la lettre que j'avais adressée au premier ministre. On m'a dit que mon comté relevait du district de Montréal et qu'une copie de la lettre était transmise à M. Lévesque, chef de la police des liqueurs, en lui demandant de faire enquête. Rien, apparemment, n'a été fait, car les abus ont persisté.

Relativement à la déclaration du premier ministre, concernant la contribution demandée par les libéraux pour la caisse électorale, je qualifie cette déclaration de déclaration canaille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): demande au député de Richmond de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond) retire ses paroles. Je ne suis pas contre la boisson ni contre les licences, mais contre les abus et ce qui peut conduire aux abus. Nous allons, dit-il, nous appuyer sur les statistiques.

En 1936, les recettes de la Commission des liqueurs étaient de \$12,698,163. En 1951, elles étaient de \$59,270,714. Augmentation de \$46,572,541, ou de 466 %.

En 1936, la consommation de boisson a été de \$38,000,000. En 1951, elle a été de \$130,000,000. Augmentation de \$100,000,000.

En 1936, la population était d'environ 3,000,000. En 1951, elle était de 4,055,631. Augmentation de 33 %.

Je crois qu'un peuple de 4,000,000 qui consomme pour \$130,000,000 de boisson par année, est un peuple qui boit de façon abusive.

Une première cause à cette situation est la propagande mensongère dont on entoure l'alcool; une deuxième, c'est la multiplicité des permis et l'occasion fait le larron.

En 1941, dit-il, 3,123 permis ont été accordés, soit 1 par 1,066 de population. En 1951, il y en avait 7,768⁶, soit 1 par 508 personnes. Le premier ministre prétend que les débits licenciés font disparaître les "blind pigs". Chez nous, dans mon comté, depuis que nous avons deux hôtels licenciés à Danville, il y a plus de "blind pigs" que jamais. Nous n'avons jamais eu autant de trous; c'est pire que jamais auparavant.

Troisièmement, violation de la loi des liqueurs. Je touche au gros bobo. Le but de la loi est d'empêcher le désordre. Si elle n'est pas observée, c'est le désordre. La loi des liqueurs est violée constamment, ouvertement et impunément, au vu et au su de la population. Les heures de fermeture ne sont pas respectées. On vend le dimanche, on vend à des mineurs de 14 à 18 ans, on vend à des hommes ivres. Parfois, les permis, notamment à Montréal, sont accordés à de véritables "rackettlers". La loi est violée dans les débits licenciés et les débits non licenciés. Dans la province de Québec, on vend partout, impunément, de la boisson sans permis.

Je comprends que le gouvernement soit chatouilleux la-dessus. C'est le péché mortel de l'Union nationale et le cancer qui le mine actuellement. Les mouvements les plus divers, les Ligues du Sacré-Cœur, les ligues de citoyens, des journaux comme *l'Ottawa Citizen*, *Le Devoir* et le *Herald* ont pu protester, l'Union catholique des cultivateurs (UCC) a pu en faire autant dans son mémoire du 17 décembre 1952; l'épiscopat lui-même a pu protester, ça n'a rien fait. C'est une situation scandaleuse et honteuse pour la catholique province de Québec.

Et devant cette situation, que fait l'autorité? Le premier ministre dit: "On ne me fera pas chanter". Ces paroles sonnent faux dans sa bouche quand il s'agit d'appliquer la loi des liqueurs. Ses organisateurs et amis le font chanter 365 jours par année et 24 heures par jour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, le député de Richmond, sans s'occuper de vos rappels à l'ordre, continue dans le désordre. Je vous demande de faire rapport à l'Orateur.

(La séance devient houleuse)

M. Lafrance (Richmond): Pareilles procédures sont honteuses et scandaleuses. Le premier ministre a peur de discuter de la Commission des liqueurs; il a

honte. J'ai d'autres choses à lui dire et je le rencontrerai. C'est honteux, un premier ministre qui a peur de discuter de la loi des liqueurs.

Des députés à droite: À l'ordre! À l'ordre!

(La Chambre est de plus en plus bruyante et des mots antiparlementaires jaillissent de divers endroits)

M. Lafrance (Richmond): Il a peur et je dis que c'est un lâche!

M. l'Orateur au fauteuil

M. l'Orateur: L'Orateur peut intervenir quand il y a des désordres et je veux avertir le député pour la dernière fois qu'il doit obéir aux règlements. Je lui donne une dernière chance de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): Je me rends à votre demande, M. l'Orateur, je regrette d'avoir parlé ainsi.

M. l'Orateur: La Chambre est de nouveau en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution soumise par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon), et dont le texte se lit comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre est au courant de la situation ou ne l'est pas. S'il ne l'est pas, il est incompétent. S'il l'est, il ne fait pas son devoir et alors il veut se moquer de la population. Le premier ministre a reçu des centaines de protestations; il sait mieux que personne, comme procureur général, ce qui se passe et...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député dit que je ne sais pas et ensuite que je sais. C'est une répétition déguisée d'affirmations libelleuses gratuites contre les règlements.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Formidable!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député a droit de dire que le premier ministre sait ou ne sait pas une chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'a pas dit ça.

M. le président: Je ferai remarquer au député de Richmond qu'il a eu des paroles antiparlementaires quand il a imputé au premier ministre des intentions condamnables, défendues par les règlements. C'est la troisième ou la quatrième fois que je le rappelle à l'ordre. Je le prie de retirer ses paroles et l'avertis que s'il ne change pas d'attitude, il se verra forcé de faire définitivement rapport à l'Orateur.

M. Lafrance (Richmond): Je retire ce que j'ai dit. Le premier ministre a certainement été informé par les protestations qui sont venues d'un peu partout de la situation dans la province concernant la loi des liqueurs. Pourquoi alors la loi n'est-elle pas encore observée? Il (l'honorable M. Duplessis) prétend qu'il est impossible pour lui de faire davantage. C'est une déclaration défaitiste. C'est une invitation à violer les lois.

On a vu le premier ministre, sur un ordre, faire observer la loi durant les Fêtes. Que le premier ministre mette pendant deux semaines, à des périodes irrégulières, deux agents en qui je puis avoir confiance et je m'engage à faire fermer tous les trous dans mon comté.

On a dit et répété partout dans la province que ce sont les amis et les organisateurs de l'Union nationale qui profitent de ça et qui s'enrichissent avec ces ventes illégales. On a dit que la présente situation est favorable à la caisse électorale.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'est vrai.

M. Lafrance (Richmond): Des témoignages d'hôteliers l'affirment. On est allé jusqu'à se servir d'une expression blasphématoire, pour appeler la part de Dieu, la part réservée à la caisse électorale.

La semaine dernière, un député a dit qu'il fallait tolérer la situation, parce que la vente d'alcool rapportait des revenus à la province. Arguments de profiteurs! J'ai aussi entendu un député dire que la tolérance rapporte des revenus qui servent à construire et à entretenir des écoles et des hôpitaux.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): J'ai dit que cette loi a été faite par les libéraux.

M. Lafrance (Richmond): On me permettra de lire certaines déclarations du député de Sainte-Anne à Montréal à...

Voix à droite: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président: Le député est hors d'ordre.

M. Lafrance (Richmond): Je comprends que c'est embarrassant, mais j'aurai une autre occasion de parler de cet honorable député. Le régime de tolérance instauré par le gouvernement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de retirer ces paroles, sinon la conduite du député de Richmond me force à demander au président de faire rapport à l'Orateur et à demander son expulsion de la Chambre. Aucun gouvernement n'a appliqué la loi sur les boissons alcoolisées aussi sévèrement que le gouvernement actuel.

M. Lafrance (Richmond): Je retire ces paroles. Le premier ministre a parlé d'une politique de collaboration, alors...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut faire indirectement ce qu'on ne peut faire directement.

M. Lafrance (Richmond): Je retire mes paroles. Mais voici des annonces parues dans les grands journaux. Il commence ensuite la lecture d'une annonce en date du 3 septembre 1952, qui se lit comme suit: "Sainte-Monique-les-Saules, Hôtel 12 chambres, avec tolérance pour la vente des liqueurs".

L'honorable M. Rivard (Montmagny): De quel établissement veut parler le député?

M. Lafrance (Richmond): Je fais erreur, il s'agit de Princeville.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): À Sainte-Monique, tout a été fermé.

M. Lafrance (Richmond) cite encore Saint-Pierre de Charlesbourg, Kennebec et autres endroits.

L'honorable M. Rivard (Montmagny), chaque fois, répond: "Fermé".

M. Lafrance (Richmond): Récemment, j'ai entendu de mes propres oreilles un ministre déclarer:

"J'en ai assez de tolérer ceux qui sont hors la loi dans mon comté sans aller m'occuper des cas d'autres comtés". C'est un ministre que je ne nommerai pas.

Des ministres: Nommez-le! Nommez-le!

M. Lafrance (Richmond): Non, car je m'expose à des sanctions. Le désordre et l'anarchie règnent dans ce domaine. Le premier ministre se dit contre le désordre et l'anarchie, mais il est d'une indulgence et d'une tolérance exceptionnelle quand il s'agit de la loi des liqueurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'Orateur de nommer le député de Richmond et je ferai ensuite motion pour qu'il soit expulsé.

M. Lafrance (Richmond): On se reprendra l'an prochain.

(Applaudissements à gauche et huées à droite)

M. l'Orateur, qui occupait une banquette près du mur, n'attend pas qu'on lui fasse rapport et monte directement à son trône.

M. l'Orateur au fauteuil

Rappel nominatif à l'ordre et expulsion de M. Émilien Lafrance

M. l'Orateur, estimant qu'il se produit un désordre grave en comité, et se basant sur les dispositions de l'article 359 du Règlement, reprend immédiatement le fauteuil et rappelle nominativement à l'ordre M. Émilien Lafrance, député de Richmond, parce qu'il a persisté à prononcer des paroles antiparlementaires après avoir été rappelé à l'ordre plusieurs fois par le président du comité.

Il déclare que les règlements lui permettent d'intervenir d'autorité pour rétablir l'ordre.

Je rappelle à l'ordre M. J.-Émilien Lafrance, député de Richmond. Je donne, dit-il, au député de Richmond une dernière chance et je lui demande de retirer les paroles non parlementaires qu'il a prononcées.

M. Lafrance (Richmond) perd alors son droit de parole pour le reste de la séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose que le député de Richmond soit expulsé de l'Assemblée législative pour une période de trois jours.

M. Lafrance (Richmond): (Recueille ses papiers et sa serviette et sort de la Chambre) À la prochaine session!

Des députés de la gauche: Vote! Vote!

(La motion donne lieu à des manifestations bruyantes)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre se sert de sa majorité pour bâillonner l'opposition. Le premier ministre n'a pas soulevé de point d'ordre. Il n'y a pas eu de discussion sur les mots qui ont été prononcés. Le député de Richmond n'a pas eu l'occasion de retirer ses paroles. C'est un abus de pouvoir.

Et le chef de l'opposition demande le vote.

Des voix à gauche: Dictature.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Il y a assez d'un fou de sorti sans faire sortir les autres.

Des voix à droite font des répliques qu'il est impossible de saisir dans le tapage et les bruits de voix.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Chartier, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Jeannotte, Johnson, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Tellier, Thibeault, 47.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée.

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Jeudi 26 février 1953

(Minuit)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution soumise par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon), et dont le texte se lit comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) dit qu'il espère que le gouvernement ne prenne pas trop au sérieux les remarques d'un fanatique. Le seul problème au sujet de l'application de la loi des liqueurs à Montréal, c'est que les heures d'ouverture ne sont pas assez longues. On devrait penser un peu aux gens du monde du spectacle, qui, après une soirée de travail, ont peu de temps pour relaxer.

Le gouvernement administre la loi des liqueurs dans le meilleur intérêt de la province. En dépit de la fameuse pétition sur laquelle beaucoup de signatures ont été apposées dans des tavernes, la population a ratifié la politique gouvernementale et la façon dont les autorités du Québec appliquent la loi des boissons alcooliques. À mon avis, la loi devrait être plus large pour Montréal, qui est la métropole du Canada. Il ne faudrait pas chasser le tourisme par un règlement trop rigide dans une ville comme Montréal où le commerce des boissons alcooliques est beaucoup moins libre déjà que dans certaines grandes villes étrangères.

À Toronto même, pour attirer le tourisme, on prend des mesures pour fermer les cafés plus tard. Il faut éviter que nos lois découragent le tourisme, qui est une des industries les plus importantes du Canada. La loi des liqueurs est intelligemment observée à Montréal; il faut, dans une ville de cette importance, donner aux honnêtes gens la facilité de se distraire honnêtement.

Je ne voudrais pas qu'on revienne à la situation qui régnait en 1927, 1928 et 1929. Si on empêche les gens de se procurer des liqueurs de façon légale, ils auront recours aux débits clandestins qui alors se multiplieront. En ces années-là, il y avait plus de 10,000 débits clandestins à Montréal. Notre province progresse; la situation n'est plus la même aujourd'hui qu'elle l'était il y a quelques années. Le

temps marche et on ne peut l'arrêter. Il faut marcher avec le progrès.

J'approuve le premier ministre et la population l'a approuvé de nouveau aux dernières élections.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit, qu'après avoir entendu les propos du député de Montréal-Saint-Anne, il n'est pas capable de savoir si le député est en faveur ou non du respect de la loi des liqueurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Qui paiera les dépenses des trois délégués envoyés au couronnement de Sa Majesté la reine Elizabeth, à Londres, en juin prochain?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les crédits seront pris dans les ministères concernés et dans le département du Trésor.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) reproche au gouvernement de ne pas avoir envoyé de représentant officiel de la province à la cérémonie de la remise du chapeau cardinalice à Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, à Rome.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je suis surpris que le député pense au cardinal Léger quand on parle de police.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je ne suis pas opposé à cette délégation, loin de là, mais je regrette que le gouvernement n'ait pas songé à envoyer des délégués officiels à Rome pour la remise du chapeau cardinalice à Mgr Léger, alors que le gouvernement canadien, la ville de Montréal et un grand nombre d'associations en ont envoyés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La province n'avait pas de représentant à Rome pour l'investiture des cardinaux Rouleau, Bégin ou Villeneuve. Nous étions officiellement représentés à l'arrivée du cardinal dans sa ville archiépiscopale. D'ailleurs, la province de Québec est toujours représentée à Rome, car le Collège canadien, dirigé

par les Sulpiciens, a pu continuer à exister parce que nous avons payé les dettes des Sulpiciens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (dépenses appliquées contre le revenu) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale - traitements (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) cite le cas de deux policiers provinciaux qui sont allés à son comité, sans mandat, apparemment, durant la campagne électorale, pour fouiller de la cave au grenier, sans rien trouver. D'ordinaire, dit-il, les mandats de perquisition sont émis par la Cour des sessions de la paix, mais les deux policiers avaient une sorte de document portant l'entête de la Cour supérieure.

Je ne sais pas ce qu'ils cherchaient et ils ont paru désappointés, dit-il. Mais la Cour supérieure n'est pas le tribunal compétent pour émettre des mandats de perquisition et il s'agissait évidemment d'une perquisition illégale. Je suis surpris de voir que la police provinciale se prête à des manœuvres semblables pour l'organisation d'un parti politique!

Les deux policiers se nomment MM. René Lanthier et Octave Langlois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se déclare surpris de la chose. Je n'ai jamais entendu parler de cette affaire. La police provinciale, dit-il ne doit pas se mêler d'élections. Je vais faire enquête sur le cas cité par le chef de l'opposition.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) cite un autre cas, celui de Maurice Lajeunesse, constable provincial qui est entré, dit-il, sans mandat, à 2 heures du matin, dans la demeure d'un citoyen et qui a forcé ce dernier à le conduire à son bureau, en ville, pour y faire là des perquisitions. Il lui reprochait d'avoir prêté un camion au candidat libéral.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Des cas de ce genre donnent de la force à l'argument de ceux qui prétendent que la police provinciale sert le gouvernement durant les élections...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sais que des manœuvres semblables ont déjà été faites par des organisations libérales, mais c'était mal et, si des gens de l'Union nationale ont fait la même chose, je les désapprouve entièrement. Ce n'est pas ma façon de me battre. Je ferai enquête.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je veux juste ajouter une remarque à ce que vient de dire le député. S'il y a un député qui peut parler de choses graves, c'est bien celui qui vous parle. En 1942, j'avais cinq comités.

Le chef de la police provinciale Jargailles est arrivé avec six hommes en uniforme et armés de bâtons, de barres de fer et d'autres armes. Ils ont défoncé mon premier comité, ont arraché le téléphone, détruit mes listes et brûlé toutes sortes de documents, après quoi ils sont partis après avoir arrêté 25 personnes.

Ils sont ensuite allés à mon comité de la rue Ontario, ont assommé des membres du personnel et détruit tout ce qu'il y avait dans le comité, après quoi ils sont partis, ont renversé des automobiles et ils ont défoncé les vitres avec des masses. Ils ont fait la même chose dans les troisième et quatrième comités.

Le seul moyen de les arrêter fut de téléphoner à la police municipale pour dire qu'il y avait eu un meurtre au cinquième comité. La police s'y est rendue et a empêché les dégâts.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): S'il s'est passé des choses condamnables sous les libéraux, il s'en est passé aux dernières élections. Lorsque la police veut se servir de la force pour garder le pouvoir, c'est le premier pas vers la dictature. Le secrétaire provincial a parlé d'incidents, le député de Sainte-Marie en a parlé aussi. Les agents de la police provinciale vêtus d'uniformes se sont rendus en deux endroits sans mandat, ont demandé s'il y avait de la boisson et ils ont dit en partant: On n'a pas trouvé de bulletins de vote. C'est condamnable. Il faudrait que tous les agents qui s'occupent d'élections soient expulsés sans aucune hésitation.

En un autre endroit, des agents en uniforme se sont rendus dans un "poll" pour y mettre l'ordre et ont essayé de faire sortir l'officier-rapporteur. Quand un constable provincial se met au service d'un candidat, il trahit son mandat et encourage le gouvernement à s'implanter malgré la volonté du peuple. C'est

comme ça que Hitler s'est servi de sa police pour rester au pouvoir, que Staline a fait la même chose et je ne voudrais pas qu'un grand premier ministre veuille se maintenir au pouvoir par la force.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'agent Maurice Lajeunesse n'est plus à l'emploi de la police provinciale⁷. Quant aux autres agents mentionnés par le chef de l'opposition, MM. Lanthier et Langlois, je ferai enquête. Ce qui est mentionné n'est pas l'ombre de ce qui se faisait sous les régimes libéraux, mais les abus de ce genre sont condamnables.

Au temps de M. Jargailles, la police assommait, pillait et volait les électeurs. Si les abus qu'on a signalés ont réellement été commis, nous ferons ce qu'il y a à faire, car ce sont des méthodes que nous n'approuvons pas. Mais je trouve curieux qu'on parle de dictature. On en a parlé lors des élections et les gens rient encore. Que les gens de l'opposition cessent donc de raconter des histoires de croque-mitaines. Le bill 34 leur fait mal parce qu'il va à la source de la pourriture.

M. Dupré (Verchères): Chez moi, après les élections de 1948, le gouvernement a mis trois policiers à mes trousses pendant trois mois pour savoir si je ne fabriquais pas illégalement de la boisson. Qui a payé pour ce travail? C'est la province. Le seul rapport que ces agents ont pu faire, c'est que ma conduite a été en tout irréprochable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a saisi des milliers de bouteilles de boisson chez le député aux dernières élections.

M. Dupré (Verchères): Cette cause est actuellement devant les tribunaux, mais j'aimerais bien qu'elle soit terminée pour pouvoir en parler à mon goût. Si le premier ministre insiste, je pourrai lui montrer des photographies de ce qui s'est passé dans le comté de Papineau. Je crois qu'il trouvera cela édifiant. Je dis que le premier ministre n'a peut-être pas ordonné la saisie chez moi, mais qu'il était heureux de laisser continuer la cause.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement! Quand on fait respecter la loi, ils ne sont pas contents et, quand ils nous accusent de ne pas la faire observer, ils ne sont pas encore contents.

M. Dupré (Verchères): Nous pourrions en reparler plus tard, mais je dis pour le moment que ce

fut là un petit geste de la politique de l'Union nationale.

M. Cournoyer (Richelieu) cite un autre cas, celui d'un nommé Deschêne, un homme qui fut un jour accusé de meurtre et à qui la police provinciale aurait extorqué de force une confession.

Trois agents de la police provinciale, dit-il, auraient passé la nuit entière à brutaliser l'accusé pour finalement réussir, au petit jour, à lui arracher une confession fausse. L'affaire s'est passée à l'hôtel de ville de Waterloo. Le juge qui entendait la cause pour meurtre a eu la bonne idée de faire appeler comme témoins les quelques personnes qui avaient eu connaissance de l'affaire. Il a rejeté la confession, et Deschêne a été acquitté honorablement.

Il est évident que nous sommes en présence d'un parjure de la part des trois policiers provinciaux. J'ajoute que, lorsqu'il s'agit de la vie des gens et de la liberté des citoyens, il n'est plus temps de rire.

Il raconte aussi que des policiers provinciaux ont arrêté diverses personnes à Sorel, sous des accusations mineures, au lendemain de l'élection, et qu'ils les ont transportées à Montréal, de nuit, sans que personne ne puisse savoir pendant plusieurs heures où étaient ces gens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a plus de 800 policiers dans la province et près de 2,000 causes par année. Je ne puis pas humainement être au courant de tout ce qui se passe. Mais je regrette cependant de constater que l'opposition cherche uniquement à déprécier la police provinciale. La police fait parfois des erreurs, mais la police fédérale en fait, elle aussi. C'est ainsi que, dans Sorel, on a envoyé la police montée perquisitionner chez un brave citoyen, le père de l'ancien député. Le prétexte, c'était de savoir s'il n'y avait pas de boisson frelatée dans la maison. Je dis que c'est indigne et que c'est l'organisation libérale qui a fait cela.

M. Cournoyer (Richelieu): C'est absolument faux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne dis pas que c'est le député qui a fait cela, mais son organisation.

M. Cournoyer (Richelieu): Je connais mon organisation et je dis que c'est faux.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 1 h 10 du matin.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 27 février 1953, à la page 24, rapporte cette phrase: "L'agriculteur, un homme honnête et intègre, n'approuve pas au fond de lui-même le système actuel."

2. Selon *Le Devoir* du 26 février 1953, à la page 3, il est alors 12 h 40.

3. *L'Action catholique* du 26 février 1953, à la page 11, précise que le Dr Tétrault est le président de l'Association des chiropraticiens.

4. Ce qui a pour effet de tuer le bill.

5. *L'Action catholique* du 26 février 1953, à la page 11, écrit: "un corps d'inspection".

6. 7,979 selon *L'Action catholique* du 26 février 1953, à la page 11.

7. *Le Soleil* du 26 février, à la page 12, indique M. Duplessis venait de recevoir cette information sur le plancher de la Chambre.

Première séance du jeudi 26 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses
1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)¹ propose au premier ministre de tenir une conférence pour essayer d'améliorer les *Comptes publics* de la province, afin d'en éliminer certains détails inutiles, en ajouter d'autres et, généralement, les rendre plus clairs.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale: dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Un député demande des explications au sujet d'un mandat spécial de \$30,000 pour la police provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À cause de l'utilité toujours plus grande de la radio-police dans la poursuite des criminels, le gouvernement a décidé d'augmenter le rayon d'action des appareils en achetant des amplificateurs plus puissants pour le poste émetteur du Mont-Royal. C'est grâce à la radio-police si des voleurs de banques ont été pris à Champigny. Ils ont fourni par la suite de précieux renseignements à la police sur le vol de Saint-Jérôme, dans Terrebonne. Aussi, les salaires ont été substantiellement augmentés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question sur un item de \$15,000 au nom de M. E. Caron.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est le coût d'une enquête faite par le gouvernement, à la demande des actionnaires de la Distillerie de Beauport, dans les affaires de cette compagnie qui fabrique de l'alcool avec des patates. Il n'a pas fallu beaucoup de temps aux actionnaires pour s'apercevoir qu'ils étaient dans les patates.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans ce cas, il aurait peut-être mieux valu donner cette somme de \$15,000 aux actionnaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est une goutte d'eau dans l'océan, car c'est une affaire de \$600,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

(Pour l'exercice 1953-1954, le département du procureur général demande \$225,000 pour les juges de la Cour des sessions de la paix, au lieu de \$188,000 comme en 1952-1953.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est pour des augmentations de salaires. (Au sujet des pensions spéciales des juges de la Cour des sessions de la paix, des magistrats de police et de district)

M. Ross (Montréal-Verdun), consultant les *Comptes publics* de 1951-1952, reproche au gouvernement de verser des pensions trop basses à certaines veuves de juges: \$1,500, ça n'a pas de bon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La cour de révision sera probablement créée au cours de la présente année, et les juges de la Cour de révision seront nommés avant la prochaine session du Parlement provincial. Cette cour d'appel fut instituée par une loi adoptée il y a déjà plusieurs années.

Or, l'on connaît les plaintes au sujet du manque d'espace vital dans les différents palais de justice. La pénurie d'espace dans les palais de justice est la seule raison qui a empêché le gouvernement jusqu'à présent de constituer ce tribunal d'appel dont la création est autorisée par une loi qui est dans les Statuts, mais qui n'entrera en vigueur que sur proclamation. Il est question de construire un édifice au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain à Montréal, pour régler le problème dans la métropole.

Je crois que la Cour de révision va rendre de grands services. Elle va créer, dans bien des cas, un droit d'appel qui n'existait pas auparavant et contribuera à décongestionner la Cour supérieure en évitant bien des brefs de *certiorari* et de prohibition. Mais avant de mettre ce nouveau tribunal sur pied, il faut trouver de l'espace pour les salles d'audience, les greffes, les bureaux de juges. C'est le seul obstacle.

Actuellement, le gouvernement est autorisé à nommer 10 juges de la Cour du bien-être social. Neuf juges ont déjà été nommés. Il faudra établir d'autres Cours en plus de celles qui existent déjà. C'est également l'intention du gouvernement de créer de nouvelles Cours de bien-être social. Ces Cours font beaucoup de bien. Il en existe présentement à Québec, Montréal, Trois-Rivières et Sherbrooke. Le gouvernement veut en créer quatre ou cinq autres. Il en faudra dans le nord de la province dans l'Abitibi, dans le Bas-Saint-Laurent et la région du Saguenay.

On devra agrandir les locaux existants. Il ne faut absolument pas que les juges de la Cour du bien-être social siègent dans les palais de justice, pour ne pas mettre en contact les criminels et la jeunesse délinquante. D'autre part, il ne faut pas envoyer les enfants condamnés par les juges de la Cour du bien-être social dans les prisons ordinaires pour la même raison. Il se propose d'organiser des maisons de détention où existe une Cour de bien-être social, pour éviter aux jeunes délinquants le climat de la prison commune. Des locaux pour la détention des jeunes délinquants seront attachés à chaque Cour du bien-être social.

M. Ross (Montréal-Verdun): L'application de cette loi, qui date déjà de plusieurs sessions, a déjà été annoncée l'an dernier et cela devait se produire avant les dernières élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement est soucieux de créer ce tribunal le plus tôt possible, mais le manque de locaux est vraiment aigu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande la raison d'un paiement de \$3,900 au restaurant Chez Léo.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est la dépense annuelle pour la nourriture des divers corps de jurés qui ont servi dans les causes criminelles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Je pensais que cette somme avait servi à célébrer la fête du 16 juillet².

M. Ross (Montréal-Verdun)

pose une question sur le salaire des jurés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement étudie l'opportunité d'augmenter ce salaire. Il n'y a rien de décidé cependant. J'ai reçu, à ce sujet, des requêtes concluant à l'abolition des procès par jurés dans les matières civiles. Cette question sera étudiée également et le gouvernement consultera les autorités légales à ce sujet.

M. Ross (Montréal-Verdun)

interroge le premier ministre sur les progrès de la commission nommée pour suggérer les changements à faire au Code de procédure civile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. Auguste Désilets, c.r., de Grand'Mère, a été nommé et il a commencé son travail en faisant plusieurs suggestions au gouvernement. On vise surtout l'élimination des procédures inutiles pour décongestionner les rôles.

(Avec humour) M. Désilets a proposé comme première mesure d'abolir les vacances judiciaires qui commencent au mois de juin pour finir en septembre. Sa proposition n'a pas été populaire.

Il y a lieu de faire beaucoup de changements à ce Code et un projet de refonte sera probablement soumis à la Législature dès la prochaine session. Le travail sera confié à un seul homme, au lieu de trois. On procédera plus vite de cette façon.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'approuve ce que dit le premier ministre. Un seul homme va plus vite que trois qui ne peuvent pas toujours se rencontrer au moment opportun.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour cela que nous avons nommé un seul énumérateur pour les listes électorales.

(Parlant des exceptions à la forme) Cette procédure, dit-il, est désuète et très souvent injuste, car on s'en sert pour faire perdre des droits au moyen de technicalités. Le gouvernement pense à faire disparaître cette procédure.

(Concernant l'item des juges de district prévoyant une dépense de \$385,000) Il y a une trentaine de juges de districts dans la province. Deux ou trois postes sont actuellement vacants dans la province.

Il est question de nommer un autre juge à Montréal. Vingt-et-un employés travaillent au service provincial de la curatelle publique.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce service administre environ quelle somme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une couple de millions. Le service est très utile pour le public. Il s'occupe des biens des aliénés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les traitements payés aux employés de ce service s'élèvent à \$52,000. Il faut en plus donner locaux et fournitures à ce service. N'est-ce pas trop dépenser pour administrer \$2,000,000? N'y a-t-il pas trop de personnes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de petites sommes à administrer, sommes de \$1,000, \$1,500. Cela occasionne beaucoup d'ouvrage. La Curatelle publique a été d'une très grande utilité pour le public.

La résolution est adoptée.

(Il est question de la refonte des lois de la province)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur le travail de la refonte des lois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Commission chargée de rédiger les Statuts refondus de la province, une tâche qui se fait environ tous les 10 ans, n'a pas encore de rapport. Cette Commission a été créée l'an dernier. Le travail est confié à une bonne équipe de juristes, MM. John T.

Hackett, Beaudoin, Trudel. C'est un travail ardu qui dépasse les cadres d'une simple compilation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): S'agit-il du même avocat Trudel que celui de la Commission chargée de la révision de la loi des assurances?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. C'est un des avocats les plus brillants de la jeune génération.

(À propos du Bureau de censure du cinéma)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour ce bureau, il a recueilli, dit-il, deux victimes de la persécution de la nouvelle direction du *Devoir*. Il s'agit de MM. Alexis Gagnon et Lucien Desbiens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners - honoraires et déboursés (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a plus d'enquêtes. Nombre de coroners sont rétribués d'après le nombre d'enquêtes. De plus, maintenant les jurés sont rémunérés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Finances - ministère des Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur (Finances - bureau de l'auditeur)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 26 février 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des mines

L'honorable M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi

des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) présente deux objections principales à ce projet de loi: 1. la disposition qui dit que les droits miniers seront déchués si la propriété est vendue pour taxes; 2. la permission qu'on accorde à certains propriétaires miniers de procéder à des travaux sous le fond d'un lac, sans que les tiers intéressés soient suffisamment informés de la chose.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévoist, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Tellier, Thibeault, 55.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. French (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi des mines du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) est modifiée en y ajoutant, après l'article 9, le suivant:

"9a. Dans le cas de mines visées par l'article 9, lorsque les droits de mine et le droit de propriété du terrain appartiennent à la même personne, la vente de ce terrain pour défaut de paiement de taxes municipales ou scolaires ne transfère pas à l'adjudicataire la propriété des droits de mine sur ce terrain.

"À compter de la date d'une telle vente, les mines se trouvant dans le tréfonds du terrain concerné et les droits de mine s'y rattachant retombent au domaine public de la couronne, et ces mines ne peuvent être ouvertes de nouveau au piquetage ou mises en vente qu'en vertu d'un décret du lieutenant-gouverneur en conseil, lequel prend effet après dix jours de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le second bill est préférable au premier, mais je continue à m'objecter à l'article 1 qui va trop loin. Lorsqu'une propriété est vendue pour taxes, le propriétaire peut la racheter, tandis qu'en vertu de cette clause de la loi, la couronne en reprend possession. C'est déposséder un propriétaire que de lui enlever son droit de mine quand sa propriété a été vendue pour taxes. On devrait au moins prévoir que cette déchéance ne prendra effet qu'après l'expiration des délais pour retirer sa propriété.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet amendement a été proposé par le sous-ministre des Mines, M. A.-O. Dufresne, qui est reconnu comme une autorité internationale en questions minières. L'amendement me paraît répondre à la situation présente.

Il n'y a aucun doute que le bill 41 a pour but de faciliter l'exploitation minière dans la province. Si un propriétaire est assez négligent pour permettre que sa propriété soit vendue pour taxes, il ne mérite pas de conserver le privilège d'exploiter une richesse qui appartient à toute la province. Il commet en somme une injustice. S'il n'exploite pas son domaine, il diminue les garanties fournies et il doit être déchu de son droit. Il faut faire passer l'intérêt public avant l'intérêt privé. Le principe que consacre la clause première du bill existe déjà dans le droit civil. S'il est bon dans les relations individuelles, il doit l'être autant quand il s'agit des relations pour garantir le bien public.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 117, les suivants:

"117a. Nonobstant les dispositions de l'article 120, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et sous les réserves qu'il stipule, dans le cas d'un terrain minier submergé, en tout ou en

partie, par un lac ou un cours d'eau, autoriser le détenteur des droits de mine dans ce terrain ou ses ayants droit à effectuer le drainage de la nappe d'eau et l'enlèvement des boues recouvrant ce terrain minier par les moyens qu'il juge appropriés.

"117b. Avec sa demande d'autorisation des travaux prévus à l'article 117a, le détenteur des droits de mine doit soumettre à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil les plans, devis et spécifications des ouvrages projetés.

"117c. Nul ne peut empêcher ou restreindre par voie d'injonction l'exécution des travaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 117a et effectués conformément à cette autorisation et aux plans, devis et spécifications à lui soumis.

"Toutefois le détenteur des droits de mine demeure responsable des dommages qui peuvent être causés à autrui par l'exécution des travaux.

"117d. Le détenteur des droits de mine qui a obtenu l'autorisation d'exécuter des travaux en vertu de l'article 117a a le droit d'exproprier les immeubles et droits réels nécessaires à cette exécution, pourvu que ces immeubles et droits réels soient décrits dans les plans, devis et spécifications soumis au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 117b.

"117e. Le détenteur des droits de mine qui désire se prévaloir des dispositions de l'article 117a doit déposer, au bureau d'enregistrement du comté dans lequel sont situés les terrains affectés par l'exécution des travaux prévus par l'article 117b, une copie certifiée des plans, devis et spécifications requis, et faire afficher un avis public à la porte de l'église de chaque municipalité.

Le lieutenant-gouverneur en conseil ne prendra en considération aucun plan, devis ou spécification présenté en vertu de l'article 117b avant un délai de trente jours de la date de tel dépôt et de tel avis."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article vise un cas particulier. Il paraît, selon les experts, qu'il y a des dépôts d'amiante très riches sous le lac Noir, près de Thetford. Il est question d'un développement considérable. Incidemment, je profite de l'occasion pour mettre en garde la population dans le domaine des spéculations minières; les développements miniers sont spéculatifs. Ceux qui investissent de l'argent dans les mines le font à leurs risques et périls. Et s'il y a des gens qui font de l'argent, il ne faut pas oublier que cet argent a été perdu par d'autres. J'espère que les journaux publieront cet avertissement. Il met aussi la population en garde contre le travail que pourraient faire certaines

compagnies pour décourager certaines compagnies rivales qui voudraient s'installer dans leur voisinage.

Les renseignements sur le projet paraissent sérieux. Nous ne pouvons cependant rien garantir là-dessus. L'amendement ne vise qu'à permettre à des capitaux américains considérables de faire l'exploitation qu'elle veut faire. On pourra reverser les eaux du lac Noir dans une rivière voisine et exploiter les gisements d'amiante qui se trouvent sous le lac. Notre bill favorise la réalisation du projet en clarifiant les droits du concessionnaire, mais nous ne voudrions pas qu'il soit considéré comme un endossement de la part de la province.

Des officiers légaux, qui aiment compliquer les choses, avaient laissé planer des doutes sur les droits miniers de la compagnie en question; nous faisons disparaître ces doutes, afin qu'il n'y ait pas d'obstacles techniques à un développement possible de quelques millions. On pourra donc émettre des débentures sur une base solide.

Le lac est en forme de ballon, avec une queue; l'exploitation ne se fera que dans le lit du lac, dans le ballon seulement. La compagnie concessionnaire est la "United Asbestos".

L'article 3 est adopté

Les articles 4 à 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

L'honorable M. French (Compton) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier,

Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Tellier, Thibeault. 55.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard. 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 41 amendé est, en conséquence, agréé.

L'honorable M. French (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Somerville, Tellier, Thibeault. 55.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard. 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Finances - Bureau du Revenu)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)

déclare qu'un grand nombre de bureaux-chefs de compagnies sont maintenant installés à Toronto et étaient avant dans la province de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est une question extrêmement sérieuse et il n'y a presque pas un numéro de la *Gazette* du Canada qui n'annonce pas de tels changements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas un fait nouveau. La situation n'a rien d'alarmant. Le gouvernement a les moyens nécessaires pour remédier à la situation dans l'ordre et l'harmonie.

On se rappelle qu'il y a eu un mouvement en faveur de l'établissement des bureaux-chefs dans l'Île-du-Prince-Édouard. Cela n'a pas duré longtemps. Le sentiment naturel est de toujours demander de réduire les taxes. On demande souvent en même temps des octrois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Plusieurs directeurs de compagnies se sont opposés au déménagement en alléguant que cela était déloyal à leur province. D'autres projets du même genre n'ont pas eu de suite parce que certains actionnaires s'y étaient opposés. Mais la loi actuelle des compagnies est en quelque sorte une invitation aux compagnies de déménager les bureaux-chefs dans les autres provinces.

Le gouvernement du Québec impose un impôt de 7 % sur les bénéfices des sociétés. Lorsque le siège social d'une firme se trouve dans la province de Québec, cette firme doit payer l'impôt de 7 % pour tous ses bénéfices. Lorsque cette firme a son siège social en Ontario, elle ne paie l'impôt que pour les bénéfices réalisés dans la province de Québec. C'est la vraie raison de l'exode. Je dis que c'est une invitation aux compagnies d'aller s'installer ailleurs. J'espère que le gouvernement prendra des mesures pour corriger la situation d'ici la prochaine session.

Lever l'impôt de 7 % sur les bénéfices, c'est inviter les sociétés commerciales et industrielles à transporter leur siège social hors du Québec.

La question est extrêmement sérieuse. Rares sont les numéros de la *Gazette officielle* qui n'annoncent pas de tels changements.

Le gouvernement peut régler la situation par arrêté ministériel, mais je crois que c'est une question qui doit être réglée par une loi. J'espère que, lors de la prochaine session, une loi en conséquence sera passée. Comme les humains, les compagnies sont tentées de déménager pour trouver un climat de taxes plus favorable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On est naturellement porté à demander la réduction des impôts. On réclame en même temps des octrois.

Mais il y a deux manières de ruiner quelqu'un: tarir ses revenus, augmenter ses dépenses. Il semble, en certains milieux, y avoir tendance à vouloir affamer les personnes. On s'empare des revenus, on suscite des appétits, et des personnes de bonne foi se font les complices inconscientes en venant nous demander de réduire les taxes.

Je l'ai dit aux membres du Board of Trade. Au lieu de demander de nouveaux sacrifices aux opprimés, on devrait exiger des oppresseurs qu'ils respectent les droits des opprimés. Je déplore la tendance constante d'Ottawa à envahir les champs de taxation provinciaux.

Je suis certain que nous allons nous entendre. Nous avons les moyens de régler ces problèmes dans l'harmonie, mais nous avons aussi des moyens de régler d'une autre façon. La province de Québec connaît présentement un essor inouï; nous avons besoin de nos revenus. Nos droits doivent être réaffirmés avec courtoisie, diplomatie, fermeté et énergie, et je puis assurer cette Chambre que nous n'y manquerons pas. La province ne participera à aucune tactique de nature à faire baisser ses sources de revenus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'espère qu'il y a en effet moyen de s'entendre et je suis de l'avis du premier ministre quand il dit qu'il faut trouver un terrain d'entente à l'amiable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je rappellerai aussi que le Québec est la seule province où il n'y a pas d'impôt provincial ou municipal sur le revenu. Dans toutes les autres provinces, il y en a un. Qu'il soit ou non déduit, ce sont les mêmes contribuables qui le paient.

Il faudrait que les parties contractantes à une entente respectent leur entente. Il y a trop de violations de contrats.

En 1942, dans l'accord le plus désavantageux jamais souscrit par des provinces, à la demande de M. Hart, premier ministre de la Colombie, Ottawa s'engageait à se retirer de l'impôt sur le revenu dans une proportion de 10 %. Or, Ottawa s'est fait plus envahissant que jamais. Ottawa doit respecter ses engagements. Je suis certain que nous allons nous entendre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'affirmation du premier ministre n'est pas exactement conforme aux faits. Ottawa s'était tout simplement engagé à diminuer ses impôts de 10 %, et il l'a fait en 1946, ce qui permettrait aux provinces de revenir dans le champ de l'imposition directe; en 1946, ces impôts ont été réduits dans cette proportion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de doute que le chef de l'opposition est sincère. Mais je ne comprends pas qu'on puisse dire qu'Ottawa ait respecté son engagement de céder 10 % de son impôt sur le revenu personnel et celui des corporations, quand tout le monde sait que le fédéral taxe jusqu'au point de saturation, ne laissant aucune entrée aux provinces. Dans l'esprit du pacte de la Confédération, les provinces doivent avoir priorité en matière d'impôt direct. S'il n'y a pas de priorité pour les provinces, il y a eu fraude à la base, et comme la fraude vicie tout, il n'y a pas de Confédération.

Un député de l'opposition interroge le ministre des Finances sur les bons du Trésor.

L'honorable M. Gagnon (Matane) déclare qu'ils seront entièrement remboursés le 1^{er} avril.

M. Montpetit (Maisonnette) demande au gouvernement de profiter des mois qui s'écouleront, d'ici la prochaine session, pour faire installer dans la Chambre des séances de l'Assemblée législative un système de haut-parleurs. L'acoustique est très mauvaise. Quand un orateur parle à un bout de la salle, il arrive souvent que les députés assis à l'autre extrémité n'entendent pas distinctement ses paroles et soient obligés de faire répéter. La situation était analogue aux Communes à Ottawa, mais a été rectifiée. L'installation d'un système de haut-parleurs permettrait d'entendre tout ce qui se dit à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La suggestion du député est très intéressante. Le gouvernement étudiera avec soin la possibilité de

doter la salle d'un système de haut-parleurs qui suppléerait au défaut d'acoustique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de perception (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Lors de la discussion du projet de loi instituant les examens de compétence pour protéger le public, le premier ministre avait déclaré qu'aucun droit supplémentaire ne serait exigé des automobilistes et que le coût du permis de conduire resterait à \$2.50. Alors, quelle est la raison pour laquelle on fait payer \$3 aux candidats à Montréal, en plus des \$2.50 que coûte le permis de conduire, alors qu'à Québec les candidats ne paient que pour ce permis?

L'honorable M. Gagnon (Matane): À Québec, les examens sont gratuits, car on possède toute l'organisation nécessaire pour faire subir ces examens.

Mais à Montréal, où une telle organisation n'existe pas encore, il faut faire subir les examens à l'École technique où un droit de \$3 est exigé. Ce montant ne va pas au Trésor provincial, mais à ceux qui font passer les examens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les \$3 sont les frais d'examen et on ne peut pas décemment s'attendre à ce que le gouvernement s'en charge; il est juste que celui qui demande un permis de conduire paie pour l'obtenir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cette somme de \$3 s'ajoute aux \$2.50 que l'on doit payer pour le permis. C'est imposer une charge exorbitante aux automobilistes.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): À Montréal, des chevaliers d'industrie facilitent, moyennant un pot-de-vin, l'obtention des permis de conduire.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Un cas d'abus semblable m'a été signalé. L'employé a été suspendu en attendant la tenue d'une enquête.

Aussitôt que le nouveau département du Transport aura été créé, à la suite d'une loi de la Législature, le ministre des Finances lui transportera tout ce qui concerne l'automobile.

Une réorganisation s'ensuivra. Le certificat qu'on délivre actuellement aux conducteurs d'automobiles n'est que temporaire.

Parce que nous ne sommes pas organisés, à Montréal, pour faire subir des examens, nous avons autorisé l'émission de certificats temporaires. Mais il est évident qu'on ne peut rien exiger pour ces certificats, car il y est dit que le détenteur peut, en tout temps, être appelé à subir un examen si c'est nécessaire.

Donc, nous ne sommes pas trop pressés pour mettre sur pied l'organisation nécessitée par l'application de la nouvelle loi, parce que la chose relèvera sans doute prochainement du nouveau département du Transport.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Des examinateurs ont fait payer jusqu'à \$10 et \$12 aux candidats pour émettre des certificats. Un tiers des permis accordés dans la métropole n'auraient pas dû l'être.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, si merveilleux soit-il, est incapable de changer la nature humaine. Il y a toujours des chevaliers d'industrie habiles à exploiter les gens qui profitent des circonstances pour faire de l'argent.

Au cours de la session 1953-1954 du Parlement provincial, si la chose s'avère nécessaire, le gouvernement soumettra aux législateurs un bill pour modifier la loi des véhicules automobiles et punir sévèrement ceux qui donnent et acceptent des pots-de-vin durant les examens de ceux qui demandent pour la première fois des permis de conduire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil

intérieur (Finances - bureau des assurances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose quelques questions au sujet du comité de révision de l'assurance. Il s'étonne que ce comité n'ait pas fait de rapport dans les délais prévus.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le travail est terminé relativement à l'assurance sur la personne. Actuellement, on est à étudier la partie administrative.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1954.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1954, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme ne dépassant pas \$174,435,600.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution.

La résolution du comité est lue et agréée.

Projets de loi:**Loi des subsides No 2,
1953-1954**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1954, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de la Législature et
loi de l'exécutif**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 42 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 1. Que l'article 13 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4), remplacé par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 11, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"13. L'Orateur du Conseil législatif reçoit annuellement, à ce titre, une indemnité de six mille dollars, une allocation de deux mille dollars pour frais de représentation et une allocation additionnelle de logement de mille dollars, sans préjudice de l'indemnité et de l'allocation législatives."

Adopté.

2. Que l'article 43 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 10 George VI, chapitre 11, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"43. L'Orateur de l'Assemblée législative reçoit annuellement, à ce titre, une indemnité de sept mille dollars, une allocation pour frais de représentation de mille dollars et une allocation additionnelle de logement de mille dollars.

L'Orateur suppléant de l'Assemblée législative reçoit annuellement, à ce titre, une indemnité de quatre mille dollars et une allocation de mille dollars pour frais de représentation.

Ils ont tous deux droit en plus à l'indemnité et à l'allocation législatives."

Adopté.

3. Que l'article 81 de ladite loi, remplacé par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et modifié par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 14, soit remplacé par le suivant:

"81. Pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il est accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session une indemnité de quatre mille dollars.

Toutefois, dans le cas du conseiller législatif qui occupe le poste reconnu de leader du gouvernement au conseil législatif et de celui qui occupe le poste reconnu de leader de l'opposition au

Conseil législatif, cette indemnité est de cinq mille dollars."

Adopté.

4. Que l'article 85*a* de ladite loi, modifié par l'article 11 de la loi 10 George VI, chapitre 11, par l'article 4 de la loi 15-16 George VI, chapitre 18, est remplacé par le suivant:

"85*a*. Au conseiller législatif qui occupe le poste reconnu de leader du gouvernement au Conseil législatif et à celui qui occupe le poste reconnu de leader de l'opposition à ce Conseil, il est accordé annuellement, en plus des indemnités et allocations législatives prévues aux articles 81 et 87, une allocation de trois mille dollars pour frais de représentation et frais généraux de bureau.

Adopté.

5. Que l'article 86 de ladite loi, remplacé par l'article 12 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et modifié par l'article 5 de la loi 15-16 George VI, chapitre 18, soit remplacé par le suivant:

"86. Au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition dans l'Assemblée législative, il est accordé annuellement, en plus des indemnités et allocations législatives prévues aux articles 81 et 87, une indemnité de six mille dollars, une allocation pour frais de représentation de deux mille dollars et une allocation additionnelle de logement à Québec de deux mille dollars."

Adopté.

6. Que l'article 87 de ladite loi, remplacé par l'article 13 de la loi 10 George VI, chapitre 11, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"87. Il est aussi alloué annuellement à chaque conseiller législatif et à chaque député la somme de deux mille dollars pour frais de déplacement, dépenses de bureau et tous déboursés inhérents aux fonctions de conseiller législatif et de député. Cette somme est payée à la fin de chaque session."

Adopté.

7. Que l'article 6*a* de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), remplacé par l'article 16 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et modifié par l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 16, soit de nouveau modifié en remplaçant tous les mots des cinq premières lignes du premier alinéa et le mot "dollars", de la sixième ligne du même alinéa, par les mots "Sans préjudice des indemnités et des allocations législatives, le premier ministre, reçoit annuellement une indemnité de dix mille dollars, une allocation pour frais de représentation de quatre mille dollars et une allocation additionnelle de logement à Québec de deux mille dollars".

Adopté.

8. Que l'article 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura son effet pour la session en cours et les sessions subséquentes; les autres articles auront leur effet depuis le premier janvier 1953.

Adopté.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je n'ai jamais vu un bill passer si vite.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons d'abord prendre le vote sur les résolutions, afin de constater l'opinion de la Chambre. On m'a fait savoir que certains députés s'y opposent...

(Rires)

Dois-je comprendre qu'il y a de l'opposition? J'ai entendu dire que le député de Saint-Louis avait préparé un discours contre cette mesure...

(Rires)

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Celui qui vous a dit ça ne savait pas ce qu'il disait. Je ne suis pas un hypocrite.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupuis, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Pouliot, Prévost,

Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 75.

Contre: 0.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je n'ai jamais vu un bill passer si vite.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 42 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que l'on enregistre le vote.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupuis, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne peux laisser passer un projet de loi aussi important sans faire quelques observations. Je crois que le gouvernement a bien fait de préparer cette mesure et d'accorder des augmentations de traitements aux ministres et aux députés parce que cela répond à un besoin urgent. C'est conforme aux changements économiques qui ont eu lieu depuis la dernière augmentation du traitement.

Quant à l'augmentation prévue par le premier ministre, je me suis déjà exprimé là-dessus à cause du travail et des responsabilités qui lui incombent.

Et je n'ai pas changé d'idée: l'augmentation est justement méritée dans le cas du premier ministre qui abat chaque jour une somme considérable de travail. Je remercie le gouvernement d'avoir mis le chef de l'opposition sur le même pied que les ministres.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) fait l'éloge du chef de l'opposition et du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis certain de me faire l'écho des sentiments unanimes de la Chambre en remerciant le ministre des Finances pour ce bill qui fera passer son nom à l'histoire. Il n'arrive pas souvent qu'un ministre de la couronne puisse rallier une unanimité aussi imposante et émouvante.

Je remercie le chef de l'opposition de ses déclarations. Je répète qu'il joue ici un rôle indispensable. Au Parlement de Westminster, le chef de l'opposition occupe une position équivalente à celle d'un ministre, et il convenait que cette saine tradition soit respectée dans la province de Québec. Je n'approuve pas toutes les idées du chef de l'opposition, mais je suis certain de ne soulever aucune divergence d'opinion en disant qu'il fait de son mieux, qu'il est sincère et qu'il fait des sacrifices financiers considérables pour se dévouer comme il le fait à la chose publique. Le gouvernement est heureux de reconnaître la situation de fait et de droit du chef de l'opposition. Quant aux députés, je suis certain qu'ils vont mériter cette promotion. Je leur souhaite santé, bonheur et succès.

Je souhaite à tous de bonnes vacances entre les deux sessions. (Se tournant vers le chef de l'opposition, M. Marler) Au plaisir de se revoir; si ce n'est pas sur la montagne, ce sera "outremontagne"³.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupuis, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis,

Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 42 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif⁴:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

26 février 1953

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 40 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1954, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 41 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 42 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 41 Loi modifiant la loi des mines de Québec;
- 42 Loi modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif;
- 43 Loi modifiant la loi des compagnies de Québec;
- 46 Loi modifiant la loi du Barreau;
- 47 Loi modifiant la loi des cités et villes;
- 48 Loi modifiant le Code municipal;
- 49 Loi modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;
- 50 Loi concernant la corporation des Œuvres de Notre-Dame-de-la-Merci;
- 51 Loi concernant le Grand Séminaire et le Petit Séminaire de Sherbrooke;
- 52 Loi modifiant l'article 294a du Code de procédure civile;
- 53 Loi concernant la ville de Victoriaville;
- 54 Loi concernant la cité de Montréal et la Commission métropolitaine de Montréal;
- 55 Loi concernant le ministère des Finances;
- 56 Loi concernant certains appels;
- 57 Loi modifiant l'article 98 de la loi des compagnies de Québec;
- 58 Loi autorisant le gouvernement de la province à venir en aide aux sinistrés de Belgique, de Hollande et des Îles britanniques;
- 59 Loi modifiant l'article 32 de la loi de l'électrification rurale;
- 60 Loi pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit;
- 61 Loi modifiant la loi de la chasse;
- 62 Loi concernant les droits sur les successions;
- 137 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;
- 146 Loi modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec;
- 152 Loi concernant la ville de Saint-Joseph-d'Alma et la ville de Riverbend;
- 207 Loi constituant en corporation l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche;
- 226 Loi concernant la profession de notaire;
- 227 Loi modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

40 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1954, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la première session de la vingt-quatrième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Aujourd'hui se termine la première session de la vingt-quatrième législature.

La législation abondante et bienfaisante, adoptée par les membres de la Législature, manifeste, une fois de plus, le désir sincère de mon gouvernement que nos lois soient parfaitement adaptées à nos saines traditions religieuses et nationales et qu'elles correspondent au progrès et à la prospérité durables de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir autorisé les crédits nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant la législature, je demande au bon Dieu de répandre Ses bénédictions sur notre chère province et d'assurer à l'univers une paix juste et durable, fondée sur les principes éternels de l'Évangile.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette

législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 6 h 05.

NOTES

1. C'est *Le Soleil* du 27 février 1953, à la page 21, qui nous indique que M. Marler a fait cette proposition à M. Duplessis dès le début de la séance du comité.

2. Allusion à la dernière élection provinciale, tenue le 16 juillet 1952.

3. Il s'agit là d'une "allusion à l'élection prochaine dans Outremont, où M. Georges Lapalme, chef du Parti libéral, se présentera", selon *Le Soleil* du 27 février 1953, à la page 3.

4. Il est alors 5 h 20, selon *Le Soleil* du 27 février 1953, à la page 3.